

---

JOURNAUX  
DE  
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE  
—  
VOL. XXII

---



JOURNAUX  
DE  
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA  
PROVINCE DE QUÉBEC

DU 15 MAI AU 12 JUILLET 1888

CES DEUX JOURS INCLUS

Dans la cinquante-et-unième année du Règne de Notre Souveraine Dame

LA REINE VICTORIA

ÉTANT LA SECONDE SESSION DE LA SIXIÈME LÉGISLATURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

---

SESSION 1888

---

Imprimés par ordre de l'Assemblée Législative

QUÉBEC  
IMPRIMÉS PAR BELLEAU ET C<sup>IE</sup>

---

1888

Vol. XXII.







## PROCLAMATIONS.

---

CANADA,  
Province de Québec. }  
[L. S.]

L. R. MASSON.

*VICTORIA, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DOUZIÈME jour du mois de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-sept, et à chacun de vous—

SALUT :

### PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le DOUZIÈME jour du mois de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le SIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Quebec*, dans Notre dite Province de *Quebec*, ce TRENTIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-sept, et de Notre Règne la cinquante-unième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
*Quebec*.

CANADA,  
Province de *Québec*.  
[L. S.] }

L. R. MASSON.

*VICTORIA*, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le SIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-sept, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le SIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil huit cent quatre-vingt-sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Quebec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Quebec*, JEUDI, le SIXIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Quebec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LOUIS FRANÇOIS RODRIGUE MASSON, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de *Quebec*, membre de Notre Conseil Privé pour le *Canada*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Quebec*, dans Notre dite Province de *Quebec*, ce VINGT-SIXIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-sept, et de Notre Règne la cinquante-unième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
*Québec*.

CANADA,  
Province de Québec,  
[L. S.] }

A. STUART.

*VICTORIA, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc, etc.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SIXIÈME jour du mois d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-sept, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

**A** TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le sixième jour du mois d'octobre mil huit cent quatre-vingt-sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre cité de Québec, MARDI, le HUITIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable Sir ANDREW STUART, Chevalier, Administrateur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent-quatre-vingt-sept, et de Notre Règne la cinquante-unième.

Par ordre,

HUOT & DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

CANADA,  
Province de *Québec*.  
[L. S.] }

A. R. ANGERS.

*VICTORIA, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le HUITIÈME jour du mois de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-sept, et à chacun de vous—

SALUT :

#### PROCLAMATION

**A** TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le HUITIÈME jour du mois de NOVEMBRE mil huit cent quatre-vingt-sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre cité de *Québec*, VENDREDI, le SEIZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce TROISIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-sept, et de Notre Règne la cinquante-et-unième.

Par ordre,

HUOT & DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

*Québec.*

CANADA,  
Province de *Québec*. }  
[L. S.]

A. R. ANGERS.

*VICTORIA*, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le SEIZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-sept, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le SEIZIÈME jour du mois de DÉCEMBRE mil huit cent quatre-vingt-sept, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de *Québec*.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre cité de *Québec*, VENDREDI, le VINGTIÈME jour du mois de JANVIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de *Québec*, dans notre dite Province de *Québec*, ce DIXIÈME jour de DÉCEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-sept, et de Notre Règne la cinquante-et-unième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

*Québec*.

CANADA,  
Province de *Québec*. }  
[L. S.]

A. R. ANGERS.

*Victoria, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc. etc.*

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le VINGTIÈME jour du mois de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-huit, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGTIÈME jour du mois de JANVIER mil huit cent quatre-vingt-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de *Québec*.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en notre cité de *Québec*, JEUDI, le PREMIER jour du mois de MARS prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce DIXIÈME jour de JANVIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-huit, et de Notre Règne la cinquante-et-unième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
*Québec*.

CANADA,  
Province de *Quebec*  
[L. S.]

A. R. ANGERS.

*VICTORIA*, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Quebec*, le PREMIER jour du mois de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-huit, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le PREMIER jour du mois de MARS mil huit cent quatre-vingt-huit, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de *Québec*.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Quebec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre cité de *Quebec*, SAMEDI, le SEPTIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Quebec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Quebec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Quebec*, ce VINGTIÈME jour de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-huit, et de Notre Règne la cinquante-et-unième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
*Québec*.

Canada,  
Province de *Québec*. }  
[L. S.]

A. R. ANGERS.

*VICTORIA*, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le SEPTIÈME jour du mois d'AVRIL prochain.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve prorogée au SEPTIÈME jour du mois d'AVRIL prochain :

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau à MARDI, le QUINZIÈME jour du mois de MAI prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre dite Cité de *Québec*, le dit SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de *Québec*, MARDI le QUINZIÈME jour du mois de MAI prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de *Québec*, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé AUGUSTE RÉAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province de *Québec*, ce VINGT-SEPTIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-huit, et de Notre Règne la cinquante-et-unième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
*Québec*.



JOURNAUX  
DE  
L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE  
DE LA  
PROVINCE DE QUEBEC  
SESSION 1888

---

Mardi, 15 mai 1888.

La Législature étant, ce jour, convoquée par proclamation (ci-annexée) pour la dépêche des affaires, et les membres de la Chambre étant assemblés ;

Un message est apporté par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, gentilhomme, Huissier à la Verge Noire :—

M. l'Orateur,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, dans la salle des séances du Conseil Législatif :—Et étant de retour ;

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu, des juges choisis pour la décision des pétitions d'élection, conformément à l' " Acte des élections contestées de Québec, 1875 ", les rapports et jugements relatifs aux élections,—

Pour le district électoral de *Lévis* ;

Pour le district électoral du comté de *Quebec* ;

Pour le district électoral des *Trois-Rivières* ;

Et pour le district électoral de *Saint-Maurice*.

Lesquels sont lus, et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de cette Chambre comme suit :

## ELECTION CONTESTÉE DE LÉVIS.

Québec, 28 juin 1887.

A l'honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous inclure, sous ce pli, la copie certifiée d'un jugement sur une pétition contre l'élection, lors de la dernière élection générale, de *François-Xavier Lemieux*, écuyer, pour le district électoral de *Lévis*.

La pétition alléguait que des manœuvres corruptrices avaient été pratiquées à l'élection dont il est question, nous faisons donc, conformément à "l'Acte des élections contestées de Québec, 1875," le rapport suivant :

On n'a pas prouvé qu'il y ait eu aucune manœuvre corruptrice de pratiquée à la dite élection. Personne n'a été convaincu, au cours du procès, d'avoir pratiqué aucune menée corruptrice.

Il n'y a aucune raison de croire qu'il se soit fait généralement des manœuvres corruptrices à l'élection à laquelle se rapporte la pétition.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur,

Vos très-obéissants serviteurs,

A. STUART, Juge en chef.

L. B. CARON, J. C. S.

F. W. ANDREWS, J. C. S.

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC, }  
District de Québec. }  
No. 49.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

Le vingt-septième jour de juin mil huit cent quatre vingt sept.

PRÉSENTS :

L'honorable juge en chef Sir *Andrew Stuart*," juge *L. B. Caron*," " *F. W. Andrews*.

ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875,  
ET SES AMENDEMENTS.

Election d'un député à l'Assemblée Législative pour le district électoral de *Lévis*.

*Michel Lemieux*, maçon, et *Joseph Bourassa*, journalier, tous deux de la paroisse de  
*Saint-David de l'Auberivière*,

Petitionnaires ;

vs.

*François-Xavier Lemieux*, de la cité de Québec, avocat,

Défendeur.

La cour, siégeant en révision, ayant vu et examiné les procédures et la preuve faite au dossier ; oui les parties par leurs procureurs sur le mérite de la pétition d'élection, et sur le tout mûrement délibéré ;

Considérant que la preuve faite à l'appui de la dite pétition n'établit pas les allégations y contenues ;

Renvoie la dite pétition d'élection avec dépens.

(Vraie copie)

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,  
Protonotaires.

### ELECTION CONTESTÉE DU COMTÉ DE QUÉBEC.

Québec, 28 juin 1887.

A l'honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous inclure, sous ce pli, la copie certifiée d'un jugement sur une pétition contre l'élection, lors de la dernière élection générale, de *Thomas Chase Casgrain*, écuyer, pour le district électoral du comté de *Québec*.

La pétition alléguait que des manœuvres corruptrices avaient été pratiquées à l'élection dont il est question, nous faisons donc, conformément à "l'Acte des élections contestées de *Québec*, 1875," le rapport suivant :

On n'a pas prouvé qu'il y ait eu aucune manœuvre corruptrice de pratiquée à la dite élection. Personne n'a été convaincu, au cours du procès, d'avoir pratiqué aucune manœuvre corruptrice.

Il n'y a aucune raison de croire qu'il se soit fait généralement des manœuvres corruptrices à l'élection à laquelle se rapporte la pétition.

Nous avons l'honneur d'être,  
Monsieur,  
Vos très-obéissants serviteurs,

A. STUART, Juge en chef.  
L. B. CARON, J. C. S.  
F. W. ANDREWS, J. C. S.

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC, }  
District de *Québec*. }  
No. 43.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

Le vingt-septième jour de juin mil huit cent quatre-vingt sept.

PRÉSENTS :

L'Honorable juge en chef Sir *Andrew Stuart*,  
" " *L. B. Caron*,  
" " *F. W. Andrews*.

ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875,  
ET SES AMENDEMENTS.

Election d'un député à l'Assemblée Législative pour le district électoral du comté de *Québec*.

---

Charles Jobin, de la paroisse de *Notre-Dame de l'Annonciation*, communément nommée paroisse de l'*Ancienne Lorette*, rentier.

Pétitionnaire ;

vs.

Thomas Chase Casgrain, de la cité de *Québec*, écuyer, avocat,

Défendeur.

La cour, siégeant en révision, ayant vu et examiné les procédures et la preuve faite au dossier ; oui les parties par leurs procureurs sur le mérite de la pétition d'élection, et sur le tout mûrement délibéré ;

Considérant que la preuve faite à l'appui de la dite pétition n'établit pas les allégations y contenues ;

Renvoie la dite pétition d'élection avec dépens.

(Vraie copie)

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,  
Protonotaires.

---

ELECTION CONTESTÉE DES TROIS-RIVIÈRES.

Québec, 30 juin 1887.

A l'honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative.

MONSIEUR,

Nous avons l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, copie certifiée du jugement rendu sur la petition en invalidation de l'élection, lors des dernières élections générales, de l'honorable M. *Henri René Arthur Turcotte*, comme député du collège électoral des *Trois-Rivières*.

Cette petition alléguant des actes de corruption dans l'élection à laquelle elle se rapporte, nous avons l'honneur de faire rapport, conformément aux dispositions de l'*Acte des élections contestées de 1875* :

Qu'il n'a été prouvé aucun acte de corruption commis dans cette élection et que, à l'instruction du procès, il n'a été fait preuve de corruption contre personne ;

Qu'il n'y a pas raison de croire que la corruption ait été pratiquée dans l'élection à laquelle se rapporte cette petition.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur,

Vos très obéissants serviteurs,

A. STUART, Juge en chef.

N. CASAULT, J. C. S.

F. W. ANDREWS, J. C. S.

CANADA,  
 PROVINCE DE QUÉBEC, }  
 District de Québec.  
 No. 5

## DANS LA COUR SUPÉRIEURE

Le trentième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-sept.

PRÉSENTS :

L'honorable juge en chef Sir *Andrew Stuart*,  
 " " *N. Casault*,  
 " " *F. W. Andrews*.

ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875,  
 ET SES AMENDEMENTS.

Election d'un député à l'Assemblée Législative pour le district électoral des *Trois-Rivières*.

*Arthur Olivier*, écuyer, avocat, résidant en la cité des *Trois-Rivières*, dans le district judiciaire des *Trois-Rivières*, l'un des candidats,

Pétitionnaire ;

vs.

L'honorable *Henri René Arthur Turcotte*, écuyer, avocat, résidant en la cité des *Trois-Rivières*, dans le district judiciaire des *Trois-Rivières*, l'un des candidats,

Défendeur.

La cour, siégeant en révision, ayant vu et examiné la procédure et la preuve faite au dossier, et oui les parties par leurs procureurs, sur le mérite de la pétition d'élection, et sur le tout ayant mûrement délibéré ;

Considérant que la preuve faite à l'appui de la dite pétition n'établit pas les allégations y contenues ;

Renvoie la dite pétition d'élection avec dépens.

(Vraie copie)

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,  
 P. C. S.

ELECTION CONTESTÉE DE ST. MAURICE.

Québec, 30 juin 1887.

A l'honorable *F. G. Marchand*,  
 Orateur de l'Assemblée Législative.

MONSIEUR,

Nous avons l'honneur de vous inclure, sous ce pli, la copie d'un jugement sur une pétition contre l'élection, à la dernière élection générale, de *Louis Théodule Nérée Le Noblet Duplessis*, écuyer, pour le district électoral de *St-Maurice*.

La pétition alléguait que des manœuvres corruptrices avaient été pratiquées à l'élection dont il est question, nous faisons donc, conformément à l'Acte des élections contestées de *Quebec*, 1875," le rapport suivant :

On n'a pas prouvé qu'il y ait eu aucune manœuvre corruptrice de pratiquée à la dite élection ; personne n'a été convaincu, au cours du procès, d'avoir pratiqué aucune manœuvre corruptrice.

Il n'y a aucune raison de croire qu'il se soit fait généralement des manœuvres corruptrices à l'élection à laquelle se rapporte la pétition.

Nous avons l'honneur d'être,  
Monsieur,  
Vos très obéissants serviteurs,

A. STUART, Juge en chef.  
N. CASALT, J. C. S.  
F. W. ANDREWS, J. C. S.

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC, }  
District de *Québec*. }  
No. 8

# DANS LA COUR SUPÉRIEURE

Le trentième jour de juin mil huit cent quatre vingt-sept.

## PRÉSENTS :

L'honorable juge-en-chef sir *Andrew Stuart*,  
" juge *N. Casalt*,  
" " *F. W. Andrews*.

## ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875, ET SES AMENDEMENTS.

Election d'un député à l'Assemblée Législative pour le district électoral de *Saint-Maurice*.

*Louis Adolphe Lord*, écuyer, notaire, de la paroisse de *Sainte-Anne d'Yamachiche*, dans le district judiciaire des *Trois-Rivières*, l'un des candidats,

Pétitionnaire ;

vs.

*Louis Théodule Nérée Le Noblet Duplessis*, écuyer, avocat, de la cité des *Trois-Rivières*,  
Défendeur ;

et

*Nérée Gagnon*, cultivateur, de la paroisse de *Sainte-Anne d'Yamachiche*, dans le district judiciaire des *Trois-Rivières*,

Pétitionnaire ;

et

Le dit *Louis Théodule Nérée Le Noblet Duplessis*,

Défendeur.

La cour, siégeant en révision, ayant vu et examiné les procédures et la preuve faite au dossier ; ouï les parties par leurs procureurs sur le mérite des pétitions d'élection

produites en cette cause, l'une par le dit *Louis Adolphe Lord*, et l'autre par le dit *Nérés Gagnon*, et sur le tout mûrement délibéré ;

Considérant qu'il n'a été apporté aucune preuve à l'appui des dites pétitions.  
Renvoie les dites deux pétitions d'élection avec dépens.

(Vraie copie)

FISSET, BOURROUGHS & CAMPBELL, -  
P. C. S.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu de différents députés, notification de la vacance survenue dans la représentation du district électoral de *Laprairie* ; et qu'il a adressé son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau bref d'élection pour le dit district électoral :

Québec, 11 juillet 1887.

A l'honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative,  
Québec.

Monsieur,

Nous vous donnons avis par la présente qu'il s'est produit une vacance dans l'Assemblée Législative de la province de *Quebec*, par le décès de *L. B. Alfred Charlebois*, écuyer, député du district électoral de *Laprairie*, à la dite Assemblée Législative, survenu le vingt-septième jour de juin dernier.

Nous avons l'honneur d'être, etc.

{ Sceau }

GEO. DUHAMEL,  
Député du district électoral d'*Iberville*,  
à l'Assemblée législative de *Québec*.

{ Sceau }

HONORÉ MERCIER,  
Député de *St. Hyacinthe*.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu les dépêches suivantes :

Québec, 9 septembre 1887.

No. 1599, 1887.

L'honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative.

Monsieur,

J'ai l'honneur, par ordre de l'Administrateur du gouvernement de la province, de vous transmettre copie d'une dépêche de l'honorable Secrétaire d'Etat du *Canada*, accompagnée de copie d'une dépêche du Très Honorable Secrétaire d'Etat pour les colonies, offrant les remerciements de Sa Majesté la Reine aux membres des deux Chambres.

de la Législature de la province de *Québec* pour les sentiments loyaux et affectueux qu'ils ont exprimés dans leur adresse à l'occasion du cinquantième anniversaire du règne de Sa Majesté.

J'ai l'honneur d'être,  
Monsieur,  
Votre obéissant serviteur,

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Secrétaire.

Ottawa, 26 août 1887.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-inclus, afin que votre gouvernement en prenne connaissance, copie d'une dépêche du Très Honorable Secrétaire d'Etat, pour les colonies, demandant que les gracieux remerciements de Sa Majesté la Reine soient présentés aux membres des deux Chambres de la Législature de la province de *Québec*, par l'entremise de leurs présidents respectifs, pour les sentiments loyaux et affectueux qu'ils ont exprimés dans leur adresse, félicitant Sa Majesté à l'occasion du cinquantième anniversaire de son règne.

J'ai l'honneur d'être,  
Monsieur,  
Votre obéissant serviteur,

HENRY J. MORGAN,  
Sous-Secrétaire d'Etat-suppléant.

A Son Honneur  
le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*,  
*Québec*, P. Q.

(Copie)  
CANADA. }  
No. 269. }

Sir *H. T. Holland* au Gouverneur-Général,  
Rue Downing,

10 août 1887.

Milord,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre dépêche No. 198 du 4 courant, transmettant une adresse du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, félicitant respectueusement la Reine à l'occasion du cinquantième anniversaire du règne de Sa Majesté.

L'adresse a été régulièrement remise à la Reine, qui l'a reçue très gracieusement, et m'a commandé de faire en sorte d'ordonner que ses plus sincères remerciements fussent transmis aux membres du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative, par l'entremise de leurs présidents respectifs, pour les sentiments loyaux et affectueux qu'il ont exprimés dans leur adresse au nom de tous les fidèles sujets de la province de *Québec*.

La beauté et le goût de la reliure et de la décoration de ce document ont été beaucoup admirés par Sa Majesté.

J'ai l'honneur d'être, etc.,

H. T. HOLLAND.

Le Gouverneur-Général,  
Le Très Honorable Marquis de Lansdowne,  
G. C. M. G.



M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu de l'honorable *J. S. C. Würtele*, l'un des juges de la cour supérieure, agissant conformément à l'acte des élections contestées de *Québec*, 1875, son rapport sur la résignation adressée à lui-même comme Orateur, par *N. E. Cormier*, écuyer, membre pour le district électoral d'*Ottawa*.

Et le même est lu, et il est ordonné qu'il soit entré dans les journaux de cette Chambre comme suit :

#### ELECTION CONTESTÉE D'OTTAWA.

<i>CANADA</i> , PROVINCE DE QUÉBEC, District d' <i>Ottawa</i> .	}	DANS LA COUR SUPÉRIEURE
---	---	-------------------------

No. 1.

#### ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

*In re :*

Pétition d'élection pour le district électoral d'*Ottawa*, dans laquelle *Paul Dosithée Chené* est pétitionnaire et *Narcisse Edouard Cormier*, défendeur.

A l'honorable Orateur de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*,

Je, soussigné, l'honorable *Jonathan S. C. Würtele*, l'un des juges de la cour supérieure, exerçant mes fonctions dans le district judiciaire d'*Ottawa*, fais le rapport suivant :

Le défendeur, vu certains actes de ses agents, actes non autorisés par lui, mais qui auraient eu pour effet l'invalidation de son élection, a offert de résigner son siège et de payer les frais encourus pour la pétition d'élection, afin d'éviter des dépenses plus considérables, et le pétitionnaire a accepté cette offre qui équivalait en réalité à un jugement déclarant l'élection nulle, et a consenti à discontinuer la pétition d'élection, mais sans être tenu responsable des dépens envers le défendeur.

Avis public de ces conditions, qui ne renferment rien d'illicite, a été donné.

Après qu'on eût prouvé à ma satisfaction que le désistement et la discontinuation de la pétition d'élection n'étaient pas le résultat d'aucune convention entachée de corruption, et n'étaient pas faits en considération du désistement d'une autre pétition d'élection, permission a été donnée au pétitionnaire de discontinuer sa pétition ; et ce jourd'hui, personne ne demandant à être substitué au pétitionnaire, la pétition d'élection en cette cause a été discontinuée et le défendeur a été remis hors de cour, mais sans frais contre le pétitionnaire.

*Aylmer*, ce vingt-unième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-sept.

J. WURTELE,

J. C. S.

PROVINCE DE QUÉBEC, }  
District d'Ottawa. }

A l'honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative  
de la province de Québec,

Monsieur,

Il vous est par les présentes donné avis, que moi, soussigné, *Narcisse Edouard Cormier*, membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour représenter le district électoral d'Ottawa, dans la dite province de Québec, je résigne par ces mêmes présentes mon siège dans la dite Assemblée Législative de la province de Québec, pour le dit district électoral d'Ottawa, dans la dite province de Québec.

Fait et signé au village d'Aylmer, dans le comté d'Ottawa et la province de Québec, en présence des témoins soussignés, ce vingt-deuxième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-sept.

Signé, scellé et délivré } en présence de }	}	N. E. CORMIER (L. S.)
G. L. DUMOUCHEL, (L. S.)		
HENRY AYLEN, (L. S.)		
Témoins.		

CANADA, }  
PROVINCE DE QUÉBEC, }  
District d'Ottawa. }  
No 1

DANS LA COUR SUPÉRIEURE

PRÉSENT :

M. le juge WURTELE, J. C. S.

### ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES, 1875.

Election d'un député à l'Assemblée Législative pour le district électoral d'Ottawa, tenue les septième et quatorzième jours d'octobre, mil huit cent quatre-vingt-six, ces deux jours étant respectivement celui de la nomination et celui de la votation.

*In re :*

Pétition d'élection dans laquelle *Paul Dosithée Chené*, commerçant de la cité de Hull, dans le district électoral d'Ottawa, dans le district judiciaire d'Ottawa, est

Pétitionnaire ;

vs.

*Narcisse Edouard Cormier*, manufacturier et marchand de bois, du village d'Aylmer, dans le district électoral d'Ottawa, et dans le district judiciaire d'Ottawa, et membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec pour représenter le district électoral d'Ottawa, est

Défendeur.

La cour, ayant ouï les parties, par leurs procureurs, sur la motion présentée par le pétitionnaire, demandant qu'il lui soit permis de discontinuer la pétition d'élection produite en cette cause; ayant pris communication des procédures, et sur le tout délibéré;

Attendu que le pétitionnaire a donné avis régulier de son intention de discontinuer sa pétition de la manière, dans les délais et aux endroits prescrits par les règles, et que son avis a été aussi publié suivant la loi dans la *Gazette Officielle de Québec*;

Attendu que personne n'a demandé à être substitué à titre de pétitionnaire;

Vu qu'il a été prouvé que le désistement proposé de la pétition d'élection en cette cause n'est pas le résultat d'une convention entachée de corruption, et n'a pas été fait en considération de la discontinuation d'une autre pétition d'élection;

Vu le consentement du défendeur que le pétitionnaire ne soit pas tenu, sur le désistement de sa pétition d'élection en cette cause, de payer ses frais;

Permet au pétitionnaire de discontinuer la pétition d'élection en cette cause et lui donne acte de la déclaration maintenant faite par lui qu'il retire et discontinue la pétition d'élection;

Et la cour déclare et décide que la pétition d'élection en cette cause est retirée et discontinuée et renvoie le défendeur hors de cour, mais sans dépens contre le pétitionnaire.

J. WURTELE,  
J. C. S.

(Vraie copie)

A. DRISCOLL,

Protonotaire de la Cour Supérieure,  
District d'*Ottawa*.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre qu'en conséquence il a émis son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau bref d'élection pour le dit district électoral d'*Ottawa*.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu du greffier de la couronne en chancellerie les certificats suivants :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

*Quebec*, 1er octobre 1887.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du onzième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-sept, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à l'Hon. *P. J. O. Chauveau*, officier rapporteur, pour le district électoral de *La-prairie*, dans la Province de *Québec*, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, durant le présent parlement, aux lieu et place de *L. B. Alfred Charlebois*, Ecuier, décédé, *Odilon Goyette*, Ecuier, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de ce bureau.

HUOT & DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A L'Honorable *F. G. Marchand*,

Orateur de l'Assemblée Législative  
de la province de *Quebec*.

## BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Quebec, 7 octobre 1887.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-huitième jour de juillet mil huit cent quatre-vingt-sept, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à *Antoine Moussette*, Ecuier, officier rapporteur pour le district d'*Ottawa*, dans la Province de *Québec*, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la province de *Québec* durant le présent parlement, aux lieu et place de *Narcisse Edouard Cormier*, qui a déclaré bien et dûment résigner son siège à la dite Assemblée Législative, *Alfred Rochon*, Ecuier, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

HUOT &amp; DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'Honorable *F. G. Marchand*,

Orateur de l'Assemblée Législative  
de la Province de *Québec*.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu copies des rapports et jugements délivrés par divers juges de la Cour Supérieure, conformément à l'Acte des élections contestées de *Québec*, 1875, ayant rapport aux élections,—

Pour le district électoral de *Champlain* ;  
Pour le district électoral de *Portneuf* ;  
Pour le district électoral de *Richelieu* ;  
Pour le district électoral de *Montréal-Est* ;  
Pour le district électoral de *Chateauguay* ;  
Et pour le district électoral de *Montréal-Ouest*.

Lesquels sont lus et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de cette Chambre comme suit :

## ELECTION CONTESTÉE DE CHAMPLAIN.

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC,  
District des *Trois-Rivières*  
No. 6.

COUR SUPÉRIEURE.

## L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

*Trois-Rivières*, le dixième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-sept.

PRÉSENT :

L'Honorable *J. B. Bourgeois*, *J. C. S.*

*Pierre Germain*, de la paroisse de *Sainte Geneviève de Batiscan*, écuyer, cultivateur et  
et juge de paix,

Pétitionnaire ;

vs.

*Ferdinand Trudel*, écuyer, médecin, de la paroisse de *Saint-Stanislas*,

Intimé.

---

La Cour, après avoir entendu le pétitionnaire par son avocat, au mérite de sa demande de discontinuation de sa pétition d'élection contre le défendeur ;

Vu que le pétitionnaire a donné les avis requis par la loi et les règles de pratique de la présentation de sa présente requête ;

Vu qu'aucune personne n'a demandé à être substituée au lieu et place du pétitionnaire pour continuer les procédés sur la dite pétition d'élection ;

Vu que le pétitionnaire a demandé et demande à discontinuer sa pétition d'élection sans frais et que le défendeur y consent ;

Permet au dit pétitionnaire de relever sa dite pétition d'élection contre le défendeur, lui donne acte de son désistement et déclare la dite pétition d'élection contre le défendeur retirée sans dépens.

Certifiée pour vraie copie,

ALFRED DÉSILETS,

Protonotaire de la Cour Supérieure,

District des *Trois-Rivières*.

---

#### ELECTION CONTESTÉE DE PORTNEUF.

BUREAU DU PROTONOTAIRE.

*Québec*, 1er octobre 1887.

A L'honorable *F. G. Marchand*,

Orateur de L'Assemblée Législative,

Monsieur,

Nous vous transmettons une copie du jugement rendu le douze septembre dernier, sur objections préliminaires dans la contestation de l'élection pour la division électorale de *Portneuf*, par lequel la pétition contre l'élection de *Jules Tessier*, écuyer, comme membre pour telle division, est renvoyée avec dépens, et que, jusqu'à ce jour, personne ne s'est inscrit contre le dit jugement.

Nous avons l'honneur d'être,

Honorable Monsieur,

Vos très humbles serviteurs,

FISSET, BURRGUGHS & CAMPBELL,

P. C. S.

---

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC  
District de *Québec*.  
No. 57.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

Le douzième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-sept.

PRÉSENT :

L'honorable juge *L. B. Caron*.

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

Election d'un membre pour l'Assemblée Législative pour le district électoral de *Portneuf*.

*Anselme Brousseau*, de la Cité de *Québec*, rentier et électeur,

Pétitionnaire ;

vs.

*Jules Tessier*, de la cité de *Québec*, avocat,

Défendeur.

Ayant examiné les procédures et la preuve de record, et entendu les parties par leurs avocats sur les objections préliminaires ;

Attendu qu'il est constaté par les admissions de faits des parties, que le pétitionnaire n'était pas électeur habile à voter à l'élection à laquelle la dite pétition se rapporte, les objections préliminaires du défendeur sont maintenues et la dite pétition est rejetée avec dépens.

(Vraie Copie)

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL.  
P. C. S.

ELECTION CONTESTÉE DE RICHELIEU.

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC  
District de *Montréal*,  
No. 3.

COUR SUPÉRIEURE.  
(EN REVISION)

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC DE 1875,  
ET SES AMENDEMENTS.

Le vingt-quatrième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-sept.

PRÉSENTS ;

L'honorable juge *Papineau*,  
" " *Taschereau*,  
" " *Ouimet*,

*In re :*

Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, pour le district électoral de *Richelieu*, dans le district judiciaire de *Richelieu*, tenue les sept et

---

quatorze octobre mil huit cent quatre-vingt-six, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

*François alias François Gélinas*, marchand, de la ville de *Sorel*, dans le district de *Richelieu*,

Pétitionnaire ;

vs.

*Louis Paul alias Louis Pierre Paul Cardin*, écuier, notaire, de la ville de *Sorel*, dans le district de *Richelieu*,

Défendeur.

La Cour, après avoir entendu les parties sur le mérite de la pétition d'élection en cette cause, examiné la procédure, pièce produite et la preuve faite et avoir délibéré ; Considérant que le pétitionnaire n'a fait aucune preuve des allégations de sa pétition d'élection ;

Renvoie la dite pétition d'élection du pétitionnaire avec dépens, distraits à M<sup>tres</sup> *Germain et Germain*, avocats du défendeur.

(Vraie Copie)

L. H. COLLARD,  
Député P. C. S.

---

#### ELECTION CONTESTÉE DE MONTRÉAL-EST.

PROVINCE DE QUÉBEC, }  
District de *Montréal*. }  
No 11

COUR SUPÉRIEURE  
(EN REVISION)

#### L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC DE 1875 ET SES AMENDEMENTS.

*In re :*

Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, pour le district électoral de *Montréal-Est*, dans le district judiciaire de *Montréal*, tenue les sept et quatorze octobre mil-huit-cen'-quatre-vingt-six, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Le vingt-deuxième jour d'octobre mil-huit-cent-quatre-vingt-sept,

PRÉSENTS :

L'Honorable Juge *Taschereau*,  
" " *Mathieu*,  
" " *Loranger*.

L'honorable *Louis Olivier Taillon*, avocat, de la cité et du district de *Montréal* et procureur-général de la province de *Québec*,

Pétitionnaire ;

vs.

*Laurent Olivier David*, avocat, de la cité et du district de *Montréal*,

Défendeur.

La Cour, après avoir entendu les parties par leurs procureurs, sur l'inscription du pétitionnaire, en date du vingt-unième jour d'octobre courant, examiné la preuve et la procédure en cette cause, et délibéré :

Considérant que le pétitionnaire n'a pas prouvé les allégués de sa pétition d'élection, renvoie la dite pétition d'élection avec dépens.

(Vraie copie)

L. H. COLLARD,  
Député P. C. S.

#### ELECTION CONTESTÉE DE CHATEAUGUAY.

PROVINCE DE QUÉBEC, } COUR SUPÉRIEURE, POUR LE BAS CANADA.  
District de *Montréal.* } (EN REVISION)

#### L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC DE 1875, ET AMENDEMENTS.

*In re :*

Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, pour le district électoral de *Châteauguay*, dans le district judiciaire de *Beauharnois*, tenue les septième et quatorzième jours d'octobre, mil huit cent quatre-vingt-six, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Le vingt-cinquième jour d'octobre, mil huit cent quatre-vingt-sept.

PRÉSENTS :

L'Honorable juge *Taschereau*,  
" " *Mathieu*,  
" " *Davidson*.

*Léandre Cardinal*, tanneur, de la paroisse de *Ste-Martine*, district de *Beauharnois*,  
Pétitionnaire ;

vs.

*Joseph Emery Robidoux*, écuyer, avocat, des cité et district de *Montréal*,  
Défendeur.

La Cour, ayant entendu les parties par leurs procureurs, sur l'inscription du dit pétitionnaire, en date du quinzième jour d'octobre courant, examiné la preuve et la procédure en cette cause et délibéré :

Considérant que le pétitionnaire n'a pas prouvé les allégués de sa pétition d'élection, renvoie la dite pétition d'élection sans frais, les avocats du défendeur ayant déclaré à l'audition que leurs frais étaient payés.

(Vraie copie)

HONEY, LONGPRÉ & CHERRIER,  
P. C. S.



## ELECTION CONTESTÉE DE MONTRÉAL-OUEST.

PROVINCE DE QUÉBEC, }  
District de *Montréal*, }  
No 2

DANS LA COUR SUPÉRIEURE  
(EN REVISION)

## ACTE CONCERNANT LES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

L'élection d'un membre pour l'Assemblée Législative de la province de *Quebec*, pour le district électoral de *Montréal-Ouest*, dans le district judiciaire de *Montréal*, ayant eu lieu les septième et quatorzième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-six, étant les jours fixés pour la nomination et la votation à la dite élection.

Le vingt-deuxième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-sept.

PRÉSENTS :

L'Honorable juge *Taschereau*,  
" " *Mathieu*,  
" " *Loranger*.

*George Washington Stephens*, de la cité et du district de *Montréal*, avocat,

Requérant ;

vs.

*John Smythe Hall*, de la cité et du district de *Montréal*, avocat,

Intimé.

La Cour, après avoir pris connaissance du plaidoyer des parties, par l'entremise du dit défendeur, le vingt-deuxième jour d'octobre courant, examiné la procédure et délibéré ;

Considérant que le dit pétitionnaire n'a pas prouvé les allégations de sa pétition d'élection ;

Renvoie la dite pétition d'élection avec dépens, distraits à *J. S. Archibald*, Ecr., avocat du dit défendeur.

(Vraie copie)

L. H. COLLARD,  
Député P. C. S.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu de divers juges de la Cour Supérieure choisis pour la décision des pétitions d'élections conformément à l'acte des élections contestées de *Quebec*, 1875, rapports et copies des jugements déclarant nulles les élections des membres pour les districts électoraux de *Maskinongé*, *Hochelaga* et *Missisquoi*.

Lesquels sont lus, et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de cette Chambre comme suit :

## ELECTION CONTESTÉE DE MASKINONGÉ.

Québec, 29 septembre 1887.

A L'Honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-inclus, suivant la loi, copie certifiée du jugement rendu sur la pétition d'élection se plaignant de l'élection de *Edouard Caron*, écuyer, pour le district électoral de *Maskinongé*, qui a eu lieu lors des élections générales dernières ;

Il n'a pas été prouvé que l'un ou l'autre des candidats à la dite élection ait pratiqué des manœuvres frauduleuses, ou qu'il en ait été pratiquées à leur connaissance.

La commission de manœuvres frauduleuses a été prouvée contre d'autres personnes ; mais ces personnes n'ayant pas été assignées à comparaitre pour être entendues, le tribunal ne croit pas devoir les nommer ;

Des manœuvres frauduleuses n'ont pas été pratiquées dans une grande mesure à l'élection à laquelle se rapporte à la dite pétition d'élection.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur,

Vos très-humbles serviteurs.

N. CASSAULT,  
J. C. S.

F. W. ANDREWS,  
J. C. S.

JULES E. LARUE,  
J. C. S.

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,  
P. C. S.

CANADA.  
PROVINCE DE QUÉBEC, }  
District de Québec.  
No. 7.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE  
(EN REVISION)

Le vingt-neuvième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-sept.

PRÉSENTS :

L'Honorable juge *N. Cassault*,  
" " *F. W. Andrews*,  
" " *Jules E. Larue*.

Election d'un membre à l'Assemblée Législative de Québec pour le district électoral de *Maskinongé*.

*Joseph Hormidas Legris*, cultivateur, de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, dans le district électoral de *Maskinongé*, l'un des candidats,

Pétitionnaire ;

vs.

*Edouard Caron*, cultivateur et commerçant de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière-du-Loup, dans le district électoral de *Maskinongé*,

Défendeur.

La Cour, après avoir entendu les parties par leurs procureurs respectifs sur le mérite de la pétition d'élection produite en cette cause, examiné la procédure et la preuve faites en icelle et sur le tout murement délibéré ;

Maintient la dite pétition, partant annulle l'élection pour manœuvres frauduleuses par agents du membre siégeant *Edouard Caron*, avec dépens contre le dit membre siégeant,

(Vraie copie)

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,  
P. C. S.

#### ELECTION CONTESTÉE D'HOCHELAGA.

PROVINCE DE QUÉBEC } District de <i>Montréal</i> . No. 7.	COUR SUPÉRIEURE POUR LE BAS-CANADA, (EN RÉVISION)
---	--

#### L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC DE 1875.

Le trente-unième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-sept.

PRÉSENTS :

L'Honorable Juge *Taschereau*,  
" " *Mathieu*,  
" " *Loranger*.

*In re ;*

Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour le district d'*Hochelaga*, dans le district judiciaire de *Montréal*, tenue les septième et quatorzième jours d'octobre, mil huit cent quatre-vingt-six, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

*Narcisse St. Denis*, calfat, de la ville de *Ste. Cunégonde*, dans le district de *Montréal*,

Pétitionnaire ;

vs.

*Joseph Octave Villeneuve*, écuier, marchand des cité et district de *Montréal*,

Défendeur.

La Cour, ayant entendu les parties par leurs procureurs, sur le mérite de la pétition d'élection, avoir examiné la procédure, preuve au dossier et sur le tout murement délibéré ;

Considérant que le dit défendeur, par sa déclaration produite le onzième jour d'octobre courant et acceptée par le dit pétitionnaire, a admis que la preuve constate que des manœuvres frauduleuses ont été commises par ses agents, hors sa connaissance et sans son consentement, et qu'il n'entend pas contredire cette preuve ;

Accorde la dite pétition d'élection en autant qu'elle demande la nullité de l'élection et déclare par les présentes la dite élection nulle et de nul effet avec dépens contre le dit défendeur, à l'exception des frais d'assignation, d'examen et de taxe des témoins *Rock St. Denis, Omer Labelle, Louis Lafranchise et Louis Bourdeau*, qui seront à la charge du dit pétitionnaire, les dits témoins n'ayant rien prouvé.

(Vraie Copie)

L. H. COLLARD,  
Député P. C. S.

### ELECTION CONTESTÉE DE MISSISQUOI.

PROVINCE DE QUÉBEC.

### ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

COUR SUPÉRIEURE SIÉGEANT EN REVISION A MONTRÉAL.

*In re :*

Election d'un député à l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour le district électoral de *Missisquoi*.

*John McQuillen*

Pétitionnaire ;

et

*Elijah E. Spencer,*

Défendeur,

A l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative de Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre le jugement de la cour dans la cause ci-haut nommée, et de vous faire rapport :

1° Qu'aucune manœuvre frauduleuse n'a été prouvée avoir été commise par ou à la connaissance, ou du consentement d'aucun des candidats ;

2° Que la pratique de manœuvres frauduleuses a été prouvée contre *William S. Foster et George F. Slack* ;

3° Qu'il n'y a pas lieu de croire que des manœuvres frauduleuses aient été pratiquées en grand à l'élection à laquelle cette pétition se rapporte.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

F. G. JOHNSON.

J. C. S.

Daté à *Montréal*, le 23 décembre 1887

---

PROVINCE DE QUÉBEC }

COUR SUPÉRIEURE SIÉGEANT EN RÉVISION A MONTRÉAL.

ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

*In re :*

Election d'un député à l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, pour le district électoral de *Missisquoi*.

*John McQuillen*, de la paroisse de *Saint-Romuald* de *Farnham*, district de *Bedford*, cultivateur,

Pétitionnaire ;

et

*Elijah E. Spencer*, de la paroisse de *Saint-Armand-Est*, district de *Bedford*, cultivateur,

Défendeur.

Mardi, le vingtième de décembre mil huit cent quatre-vingt-sept.

PRÉSENTS :

L'Honorable juge *Johnson*,  
" " *Loranger*,  
" " *Tait*.

La cour ayant entendu le pétitionnaire et le défendeur par leurs conseils respectifs, ayant examiné la pétition et la réponse, et lu les divers papiers, dépositions, motions et autres documents de record, et ayant délibéré sur le tout, il est considéré adjugé et décidé que l'élection du défendeur est nulle et de nul effet, et qu'il n'a pas été dûment élu ou rapporté élu. Et la cour procédant à disposer des diverses motions faites au nom du défendeur, à savoir :

1° Une motion demandant de reviser et d'infirmier le jugement du juge *Tait*, du huit octobre mil huit cent quatre-vingt-sept ;

2° Une motion demandant de réviser un autre jugement de même date ;

3° Une motion demandant de faire mettre de coté les dépositions de *Geo. F. Slack* et autres ;

4° Deux motions demandant de faire mettre de coté les dépositions d'*Edouard Arpin* et autres, dont l'une, celle du trois octobre mil huit cent quatre-vingt-sept, fut réservée à la décision de cette cour ;

5° Deux motions demandant de faire mettre de coté les certificats des sténographes ;

6° Une motion demandant de faire mettre de coté les affidavits et certificats du protonotaire :

Renvoie ces motions avec dépens, et ordonne au défendeur de payer les frais au pétitionnaire.

(Vraie copie)

HONEY, LONGPRÉ & CHERRIER,

P. C. S.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre qu'en conséquence il a adressé ses mandats au greffier de la Couronne en Chancellerie lui enjoignant de préparer de nouveaux brevets d'élection pour les dits districts électoraux de *Maskinongé*, *Hochelaga* et *Missisquoi*.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu des divers juges choisis pour la décision des pétitions d'élections conformément à l'acte des élections contestées de *Quebec*, de 1875, rapports et jugements relatifs aux élections,—

Pour le district électoral de *Kamouraska* ;

Pour le district électoral de *Bellechasse* ;

Pour le district électoral de *Drummond* et *Arthabaska* et,

Pour le district électoral de *Beauce*.

Lesquels sont lus, et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de cette Chambre comme suit:

#### ELECTION CONTESTÉE DE KAMOURASKA.

CANADA. PROVINCE DE QUÉBEC, District de <i>Kamouraska</i> . No. 5.	}	DANS LA COUR SUPÉRIEURE
---	---	-------------------------

#### L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

Élection d'un membre pour le district électoral de *Kamouraska*, à l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, tenue le septième jour d'octobre, mil huit cent quatre-vingt-six, pour la présentation des candidats, et le quatorzième jour du même mois d'octobre, 1886, pour la votation.

*Xavier Pelletier*, de la paroisse de *Sainte-Anne de la Pocatière*, cultivateur, et *Pierre Lavéque*, du même lieu, cultivateur

Pétitionnaires ;

vs.

L'honorable *Charles Antoine Ernest Gagnon*, de la paroisse de *Notre-Dame de Liesse de la Rivière Ouelle*, Notaire Public,

Défendeur.

A l'honorable *F. G. Marchand*,  
 Orateur de l'Assemblée Législative,  
*Québec*.

Monsieur,

Je soussigné, juge de la Cour Supérieure, saisi de la présente cause, ai l'honneur de vous faire rapport, conformément aux dispositions de la cent-quinzième section de l'acte des élections contestées de *Quebec*, 1875, (38 Vict., ch. 8, sec. 115), que le deuxième jour du présent mois de novembre, mil huit cent quatre-vingt-sept, le dit *Charles Antoine Ernest Gagnon*, le Défendeur sus nommé, a produit, au dossier en cette cause une déclaration, qu'il ne continue pas à s'opposer à la pétition en la présente cause ; à laquelle déclaration, vis et signification d'icelle, je joins une copie certifiée par le protonotaire de la Cour Supérieure dans et pour le district de *Kamouraska*, dépositaire, de la dite déclaration.

J'ai l'honneur d'être.

Monsieur l'Orateur,

Votre obéissant serviteur,

ERNEST CIMON,  
 J. C. S.

*Fraserville*, le 14 novembre 1887.

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC,  
District de Kamouraska.  
No. 5.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

*Pelletier et al,*

Pétitionnaires ;

vs.

L'honorable *C. A. E. Gagnon,*

Défendeur.

Le défendeur en cette cause, vu le renvoi des objections préliminaires par lui produites en cette cause, déclare qu'il n'a pas l'intention de continuer à s'opposer à la pétition en cette cause, et en demande acte.

*Fraserville*, 29 octobre 1887.

(Signé,)

CHS. A. ERN. GAGNON.

Déf.

(Contresigné,)

BEDARD, DECHENE & DORION.

Procs. defdr.

A. MM. BELLEAU, STAFFORD & BELLEAU,  
Procs. pétitionnaires.

Messieurs,

Prenez avis de la déclaration ci-haut qui sera produite suivant la loi.

*Fraserville*, 29 octobre 1887.

BÉDARD, DECHENE & DORION.

Procs. défdr.

Je soussignée, huissier juré de la Cour Supérieure, pour la province de *Québec*, nommé pour le district de *Québec*, et résidant en la paroisse de *Beauport*, certifie par le présent sous mon serment d'office que le trente-unième jour d'octobre courant, entre trois et quatre heures de l'après-midi, j'ai personnellement signifié la présente déclaration du défendeur qu'il ne continue pas à s'opposer à la pétition en cette cause à MM. *Belleau, Stafford & Belleau*, procureurs des Pétitionnaires, à leur bureau, à *Québec*, parlant à une personne raisonnable du dit bureau, leur délivrant, alors et là, une vraie copie certifiée d'iceux et leur exhibant, alors et là, le présent original.

*Québec*, 31 octobre 1887.

ISIDORE CAMBRAY, H. C. S.

Vraie copie des originaux produits au dossier en cette cause, le deux novembre courant et déposés de record dans notre bureau.

BUREAU DU PROTONOTAIRE.

*Fraserville*, ce quatorze novembre mil huit cent quatre-vingt-sept.

PELLETIER & PERRAULT,  
P. C. S.

## BUREAU DU PROTONOTAIRE, PALAIS DE JUSTICE

Québec, 1er décembre 1887.

Monsieur.

Conformément aux dispositions de l'acte des élections contestées de *Québec*, section 91, nous avons l'honneur de vous transmettre une copie certifiée du jugement rendu hier par la cour de révision, sur la pétition d'élection pour le collège électoral de *Kamouraska*.

Nous sommes,

Vos humbles et obéissants serviteurs,

FISSET, BURROUGHS &amp; CAMPBELL, P. C. S.

A l'honorable *F. G. Marchand*,Orateur de l'Assemblée Législative de *Québec*.

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
District de *Québec*.  
No. 5.

} EN COUR SUPÉRIEURE

Le trentième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt sept.

PRÉSENTS :

L'honorable Juge *Ernest Cimon*,  
" " *F. W. Andrews*,  
" " *H. Cyrias Pelletier*.

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875,  
ET SES AMENDEMENTS.

Election d'un député à l'Assemblée Législative pour le district électoral de *Kamouraska*.

*Xavier Pelletier*, de la paroisse de *Sainte-Anne de la Pocatière*, cultivateur, et *Pierre R. Lévêque*, du même lieu, cultivateur,

Pétitionnaires ;

vs.

L'honorable *Charles Antoine Ernest Gagnon*, de la paroisse de *Notre-Dame de Liesse de la Rivière Ouelle*, Notaire Public,

Défendeur.



La cour, siégeant en revision, ayant vu et examiné la procédure et la preuve, et ayant entendu les parties par leurs avocats sur les mérites de la pétition d'élection, et ayant mûrement délibéré sur le tout ;

Considérant que la preuve faite à l'appui de cette pétition n'en établit pas les allégations, renvoie la dite pétition d'élection avec dépens.

Certifié.

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,  
P. C. S.

ELECTION CONTESTÉE DE BELLECHASSE.

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC,  
District de *Montmagny*.  
No. 6. }

DANS LA COUR SUPÉRIEURE

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875,  
ET AMENDEMENTS.

*Charles Langelier*, de la cité de *Québec*, écuyer, avocat,

Pétitionnaire ;

vs.

*Narcisse Henri Edouard Faucher de Saint-Maurice*, de la Cité de *Québec*, écuyer, journaliste et homme de lettres,

Défendeur.

Le premier jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-sept.

PRÉSENT :

L'Honorable *A. R. Angers*

La cour, parties ouïes sur le mérite des objections préliminaires produites par le défendeur, et vu l'admission de faits produite par le pétitionnaire, par laquelle il admet qu'il n'a pas été donné au défendeur d'avis de la pétition d'élection en la présente affaire, ni d'avis du dépôt ou cautionnement et que de plus la votation a eu lieu dans une élection à laquelle *Narcisse Faucher de Saint-Maurice* était le candidat et non le défendeur, et vu que les dites objections préliminaires sont bien fondées, rejette et met à néant la pétition d'élection du dit pétitionnaire avec dépens en faveur du défendeur.

De par la cour.

A. BENDER,  
P. C. S. M

---



---

ELECTION CONTESTÉE DE DRUMMOND ET ARTHABASKA.

A l'honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative,  
*Québec.*

La Cour fait rapport dans l'affaire de la pétition d'élection mentionnée au jugement d'autre part, que vu le maintien des objections préliminaires et le dit jugement, il n'y a pas lieu d'établir ce qui est demandé par les paragraphes un, deux et trois de l'article 92 de l'Acte des Elections contestées.

Donné à *Arthabaskaville*, ce 11 décembre 1887.

M. A. PLAMONDON,  
J. C. S.

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC,  
District d'*Arthabaska*.  
No. 3

COUR SUPÉRIEURE

## L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

Election d'undéputé à l'Assemblée Législative de la province de *Québec* dans le district électoral de *Drummond* et *Arthabaska*, tenue les sept et quatorze octobre dernier.

*Prudent Laine* dit *Laliberté*, cultivateur, demeurant en la paroisse de *Saint-Albert*, canton de *Warwick*, dit district,

Pétitionnaire ;

vs

*Joseph Ena Girouard*, Notaire, du village de *Drummondville*, canton de *Grantham*,

Défendeur.

22 juin 1887.

PRÉSENT :

L'Honorable *M. A. Plamondon*, J. C. S. En Chambre.

Vu les objections préliminaires qui sont prouvées sur un point savoir : le défaut de signification de la pétition, de l'avis de présentation et du reçu, les dites objections préliminaires sont maintenues et la dite pétition d'élection est renvoyée sans frais.

M. A. PLAMONDON  
J. C. S.

## ELECTION CONTESTÉE DE BEAUCE.

Quebec, 22 septembre 1887.

L'honorable *F. G. Marchand*,  
Président de l'Assemblée Législative,  
de la province de *Québec*.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre, avec la présente, copie du jugement rendu par moi, dans la contestation de l'élection pour le district électoral de *Beauce*, jugement qui, sur objections préliminaires, a rejeté cette contestation.

J'ai l'honneur d'être,  
Monsieur,  
Votre dévoué serviteur,

A. R. ANGERS,  
J. C. S.

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC. }  
District de *Beauce*.  
No. 7.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE

## L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

Election d'un membre à l'Assemblée législative de la province de *Quebec*, pour le district électoral de *Beauce*, tenue le sept octobre mil huit cent quatre-vingt-six, pour la présentation des candidats, et le quatorze octobre susdit, pour la votation.

*Théodule Bilodeau*,

Pétitionnaire ;

vs

L'honorable *M. Jean Blanchet*,

Défendeur.

Le douzième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-sept.

PRÉSENT, EN CHAMBRE :

L'honorable juge *A. R. Angers*.

Les parties ayant été entendues sur les objections préliminaires à la pétition d'élection du comté de *Beauce* ;

Attendu qu'il est constaté par les admissions de faits des parties que le pétitionnaire n'était pas électeur habile à voter à l'élection à laquelle la dite pétition se rapporte, les objections préliminaires du défendeur sont maintenues et la dite pétition est rejetée avec dépens.

A. R. ANGERS,  
J. C. S.

Vraie copie

Z. VÉZINA,  
P. C. S.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu les notifications suivantes des vacances qui sont survenues dans la représentation des districts élec-

toraux de *Shefford*, *Trois-Rivières*, *Chicoutimi* et *Saguenay*; et qu'il a émis ses mandats au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux brefs d'élection pour les dits districts électoraux respectivement.

CANADA, }  
PROVINCE DE QUÉBEC. }

A l'honorable M. F. G. Marchand,

Orateur de l'Assemblée législative de *Quebec*.

Nous soussignés, députés à l'Assemblée Législative de la province de *Quebec*, vous donnons par les présentes, avis conformément à l'acte 32 Victoria, ch. 3, sec. 13, qu'une vacance est survenue dans la représentation du district électoral de *Shefford*, dans la province de *Quebec*, par le décès de *Thomas Brassard*, Ecuier, qui, au moment de sa mort, représentait le dit district électoral de *Shefford*.

Donné sous nos seings et sceaux, dans la cité de *Québec*, ce vingtième jour de Décembre mil huit cent quatre-vingt-sept.

{  
Sceau

GEO. DUHAMEL,  
Député du district électoral d'*Iberville*.

{  
Sceau

G. O. MARTIN,  
Député du district électoral de *Rimouski*.

PROVINCE DE QUÉBEC }

A l'honorable F. G. Marchand,  
Orateur de l'Assemblée législative,  
de la province de *Québec*.

Nous soussignés, députés à l'Assemblée Législative de la province de *Quebec*, vous donnons par les présentes avis qu'une vacance est survenue dans la représentation à l'Assemblée Législative susdite pour le district électoral des *Trois-Rivières*, par suite de l'acceptation d'une charge lucrative sous la Couronne par l'honorable *Arthur Turcotte*.

Donné sous nos seings et sceaux, dans la cité de *Québec*, ce neuvième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-huit.

{  
Sceau

R. A. RINFRET,  
Député du district électoral de *Québec Centre*.

{  
Sceau

F. E. MIVILLE DECHENE.  
Député du district électoral de l'*Islet*.

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC. }

A l'honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée législative,  
de Québec.

Nous, soussignés, députés à l'Assemblée législative de la province de Québec, vous donnons par les présentes avis, conformément à l'acte 32 Victoria, ch. 3, sec. 13 qu'une vacance est survenue dans la représentation du district électoral de *Chicoutimi* et *Saguenay*, dans la province de Québec, par le décès de *Elie Saint-Hilaire*, Ecr, qui au moment de sa mort, représentait le dit district électoral de *Chicoutimi* et *Saguenay*.

Donné sous nos seings et sceaux, dans la cité de Québec, le quatorzième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-huit.

{  
Sceau  
}

HONORÉ MERCIER,  
Député du district électoral de *St. Hyacinthe*.

{  
Sceau  
}

JOSEPH SHEHYN,  
Député du district électoral de *Quebec-Est*.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu des juges de la Cour Supérieure choisis pour la décision des pétitions d'élections, conformément à "l'acte des élections contestées de Québec, 1875," rapports et copies des jugements relatifs aux élections pour le district électoral de *Montréal-Centre* et pour le district électoral de *Laval*.

Lesquels sont lus, et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de cette Chambre, comme suit :

#### ELECTION CONTESTÉE DE MONTRÉAL-CENTRE.

PROVINCE DE QUÉBEC, }  
District de *Montreal*. }  
No 6

COUR SUPÉRIEURE  
(EN RÉVISION.)

#### L'ACTE DES ELECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC DE 1875.

Le vingt et unième jour de janvier mil huit cent quatre-vingt-huit.

#### PRESENTS :

L'Honorable Juge *Jetté*,  
" " *Gill*,  
" " *Loranger*.

*In re :*

Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour le district électoral de *Montréal-Centre*, dans le district judiciaire de *Montréal* tenue les

---

septième et quatorzième jours d'octobre dernier mil huit cent quatre-vingt-six, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

*Stephen Delleweige Trappes & William Ryan,*

Pétitionnaires ;

vs.

*James McShane,*

Défendeur.

La Cour, après avoir entendu les parties par leurs procureurs sur l'inscription des pétitionnaires en date du septième jour de janvier courant, examiné la procédure et délibéré ;

Considérant que les pétitionnaires n'ont pas prouvé les allégations de leur pétition d'élection, renvoie la dite pétition d'élection avec dépens.

(Vraie copie)

L. H. COLLARD,  
Député P. C. S.

---

#### ELECTION CONTESTÉE DE LAVAL

Montréal, 10 avril 1888.

A l'honorable *F. G. Marchand,*

Orateur de l'Assemblée Législative de Québec,  
Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli une copie dûment certifiée de la décision de la cour de révision, rendue le septième jour d'avril courant, dans la cause de l'élection contestée du district électoral de *Laval, Guimond vs. Leblanc et Bastien* mis en cause.

Cette cour fait de plus rapport :

1° Qu'il n'a été prouvé aucune manœuvre frauduleuse de la part du défendeur ni du mis-en-cause personnellement, ni de la part de leurs agents, à leur connaissance.

2° Qu'il a été prouvé que des agents du défendeur ont commis, hors sa connaissance, des manœuvres frauduleuses suffisantes pour annuler son élection comme représentant du dit district électoral de *Laval*.

3° Qu'il n'y a pas lieu de faire rapport des noms des dits agents, attendu qu'aucun d'eux n'a été mis en cause au cours du procès au désir de la loi.

4° Qu'il n'y a pas raison de croire que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans une grande mesure à l'élection à laquelle se rapporte la pétition.

J'ai l'honneur d'être,

Etc., Etc.

F. G. JOHNSON,  
P. C. S.

PUISSANCE DU CANADA, }  
 PROVINCE DE QUÉBEC, }  
 District de *Montréal*. }

COUR SUPÉRIEURE  
 (EN RÉVISION.)

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, DE 1875,  
 ET SES AMENDEMENTS.

*In re :*

Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, pour le district électoral de *Laval*, dans le district judiciaire de *Montréal*, tenue les sept et quatorze octobre dernier (1886), étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Le septième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-huit.

PRÉSENTS :

L'Honorable Juge *Johnson*,  
 " " *Gill*,  
 " " *Loranger*.

*Louis Guimond*, huissier, de la paroisse de *Saint-Vincent de Paul*,

Pétitionnaire ;

vs.

*Pierre Evariste LeBlanc*, avocat, de la cité et du district de *Montréal*, et membre de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, pour le district de *Laval*,

Défendeur,

et

*Benoit Bastien*, entrepreneur, de la paroisse de *Saint-Vincent de Paul*,

Mis-en-cause.

La Cour, ayant entendu les parties par leurs avocats et conseils respectifs sur le mérite de la pétition d'élection du dit *Louis Guimond*, examiné les pièces de la procédure et la preuve produite, et sur le tout délibéré ;

Considérant qu'il n'est pas prouvé que le défendeur ni ses agents, à sa connaissance, se sont rendus coupables des actes de corruption sur lequel le pétitionnaire appuie sa demande de déqualification, renvoie cette partie des conclusions de la pétition ;

Considérant qu'il est prouvé que des agents du défendeur, hors sa connaissance, se sont rendus coupables, au cours de l'élection, de manœuvres frauduleuses et qu'il y a lieu d'accorder l'autre partie des conclusions de la pétition qui se rapporte à l'annulation de la dite élection ;

Maintien la dite pétition sur ce chef seulement, et casse et annule l'élection du dit défendeur comme représentant du district électoral de *Laval* en date du quatorze octobre mil huit cent quatre-vingt-six, avec dépens, distraits aux avocats du pétitionnaire, *Messrs, Mercier, Beausoleil et Martineau*, sauf les frais d'assignation d'enquête et la taxation des témoins ci-après nommés qui seront à la charge du pétitionnaire savoir : les nommés *Raoul Ignace Charette, Joseph Ovide Saint-Germain, Fabien Roger, Onésime Cou-*

sineau, Martin Charbonneau, Joseph Terrien, Joseph Dupuis, Georges Bertrand, Adélard E. Léonard, Zéphirin Joubert, Césaire E. Germain, Sévère Rivard, Généreux Gascon, Alexandre Montreuil, Alphonse Lahaise, Louis H. Huot, Céline Dufresne, Charles Clermont, Emery Prévost, Grégoire alias Petit Gravel, fils, Pierre Champagne dit Andegrave, Joseph Clérout, Louis Major, Ovide Patry, Cyrille Taillefer, Louis Labelle, Désiré Champagne dit Andegrave, Célestin Graton, Delphis Papineau, Grégoire Plouffe et Stanislas Lauriol.

Adjugéant sur le cas récrimatoire du défendeur contre son opposant le mis-en-cause *Benoit Bastien* ;

Considérant que le siège n'a pas été demandé pour le dit mis-en-cause, et que la poursuite dirigée contre lui est limitée à ses faits personnels et à ceux de ses agents survenus à sa connaissance ;

Considérant qu'il n'est pas prouvé que le mis-en-cause lui-même ni ses agents, à sa connaissance, ont commis des actes de corruption propres à justifier la demande de sa déqualification ;

Considérant néanmoins qu'il est établi que des agents du mis-en-cause ont commis, hors sa connaissance, des actes de corruption au cours de son élection, que le mis-en-cause était tenu de prouver sa non-participation dans ces actes et repousser aussi la présomption qui s'est élevée contre lui en raison de son omission de nommer un agent ;

Que, sous les circonstances, il y avait cause probable pour la mise-en-cause du dit *Benoit Bastien*, et qu'il y a lieu de lui faire supporter ses propres frais.

Renvoie la dite mise-en-cause sans frais.

(Vraie copie),

L. A. COLLARD,  
Député P. C. S.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre qu'il a adressé son mandat au greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau bref d'élection pour le district électoral de *Laval*.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu du greffier de la Couronne en Chancellerie, les certificats suivants :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 4 mai 1888.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du dix-septième jour d'août mil huit cent quatre-vingt huit, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à *Louis Edouard Caron*, Ecuier, député régistrateur et officier rapporteur pour le district électoral de *Maskinongé*, dans la Province de *Québec*, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, durant le présent parlement, aux lieu et place de *Edouard Caron*, Ecuier, *Joseph Hormidas Legris*, Ecuier, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

LOUIS DELORME,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative  
de la Province de *Québec*.



---

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, 11 mai 1888.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du dix-septième jour d'avril mil huit cent quatre vingt-huit, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à *Flavien Filiatrault*, Ecuier, Registrateur et officier rapporteur pour le district électoral de *Hochelaga*, dans la Province de *Québec*, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, durant le présent parlement, aux lieu et place de *Joseph Octave Villeneuve*, Ecuier ; *Charles Laplante dit Champagne*, Ecuier, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

LOUIS DELORME,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative  
de la Province de *Québec*.

---

## BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 11 mai 1888.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du septième jour d'avril mil huit cent quatre-vingt-huit, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à *Charles Stuart Cotton*, Ecuier, shériff et officier-rapporteur, pour le district électoral de *Missisquoi*, dans la Province de *Québec*, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, durant le présent parlement, aux lieu et place d'*Elijah E. Spencer*, Ecuier ; *Elijah E. Spencer*, Ecuier, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

LOUIS DELORME,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable *F. G. Marchand*  
Orateur de l'Assemblée Législative  
de la Province de *Québec*.

---

M. l'Orateur communique à la Chambre, le rapport du bibliothécaire de la Législature sur l'état de la bibliothèque, lequel est comme suit :

A l'Honorable Assemblée Législative.

Le bibliothécaire de la Législature de *Québec* a l'honneur de présenter sur l'état de votre bibliothèque, le rapport suivant :

Des travaux importants ont été exécutés dans votre bibliothèque depuis la dernière session. Il s'agissait de revêtir de tablettes des pans de murs laissés nus, crainte, sans doute, de gâter l'harmonie des lignes. Cependant, maintenant que l'ouvrage est fait, le

défaut est peu apparent, la bibliothèque semble plus jolie, et ce qui n'est pas à dédaigner, plusieurs milliers de volumes peuvent trouver place sur ces murs naguère inutiles.

De longues et magnifiques tables occupent le milieu des pièces, et sous ces tables, faites exprès, sont rangés convenablement les volumes de grand format qu'il fallait entasser ça et là sur le parquet.

Dans le cours de l'année vous avez acquis 3,700 volumes. En outre le Conseil des Arts et Métiers vous a envoyé, à titre gratuit, par son secrétaire, M. Stevenson, la collection complète des brevets d'invention de la Grande Bretagne, texte et desseins (*patents and specifications*) 1145 vols. gd. in 8, de texte et autant de volumes de planches, 84, index, 71 journaux, soit 2455 volumes (de 1617 à 1878). Une collection assez curieuse assurément si elle n'est plus d'une grande utilité. Un don fort gracieux dans tous les cas. C'est donc une augmentation de 6155 volumes. Ce qui porte à 25,515, le nombre total de vos livres. Dans ce total sont compris 9791 vols. de journaux, de statuts et de documents parlementaires de toutes sortes, que l'on tient en réserve, pour la plupart, dans une vaste salle de la mansarde, généreusement mise à votre disposition par le département des Travaux Publics.

Tous ces ouvrages sont catalogués sur des cartes spéciales par ordre alphabétique et par ordre de matière. Ce catalogue, qui comprendra aussi les livres que vous me chargerez d'acheter après la session, sera imprimé dans le cours de la vacance.

J'ai donné une attention toute particulière au droit ; Droit Français, Droit Anglais, et Droit Constitutionnel, et aux ouvrages sur l'agriculture. J'ai pu retrouver 331 vols. du Hansard d'Angleterre, et la collection de ces précieux documents, complète et fort joliment relié vient d'être placée de nouveau sur vos rayons. Elle se compose de 423 volumes. J'ose espérer que l'Honorable Chambre sera satisfaite ; je sais que la comparaison avec la bibliothèque du Parlement fédéral n'est pas à notre avantage ; mais la comparaison des allocations annuelles ne l'est pas non plus. En songeant à cela, l'on a plus d'indulgence pour le bibliothécaire.

Tout de même, votre bibliothèque se remplit vite. Il m'est sans doute permis de vous le dire, elle ne sera pas longtemps suffisante. Le temps peut être de bâtir un édifice plus convenable et mieux situé.

Le tout humblement soumis,

PAMPHILE LEMAY,

B. L. Q.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un Bill concernant la prestation des serments d'office.

Il présente en conséquence le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ollon Goyette*, Ecuier, membre pour le district électoral de *L'aprairie* ; *Afred Rochon*, Ecuier, membre pour le district électoral d'*Ottawa* ; *Joseph Hornidas Legris*, Ecuier, membre pour le district électoral de *Maskinongé*, et *Charles Laplante dit Champagne* Ecuier, membre pour le district électoral de *Hochelaga*, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi et signé devant les Commissaires le rôle qui le contient, prennent leurs sièges en Chambre.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur dans la salle des séances du Conseil Législatif, il a plu à Son Honneur d'adresser un discours aux deux Chambres de la Législature provinciale, et que pour prévenir les erreurs, il en a obtenu une copie dont il donne lecture à la Chambre comme suit :

---

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

Appelé par la confiance de ma souveraine à prendre part, comme chef de l'exécutif, au gouvernement de ma province natale, je viens avec le plus grand plaisir vous inviter à commencer les travaux de la seconde session de la sixième législature de cette province. Ces travaux, quoique peu nombreux, sont importants, et je n'ai pas de doute que vous les exécuterez avec honneur pour vous et avantage pour le pays que vous représentez. Tout en regrettant avec moi les circonstances incontrôlables qui ont retardé la convocation de de cette législature, vous serez heureux d'apprendre que l'intention de mon gouvernement est de vous réunir de bonne heure, l'hiver prochain.

L'emprunt autorisé l'an dernier a été négocié avec une puissante institution française, dans des conditions particulièrement avantageuses.

La conférence interprovinciale, dont vous avez sanctionné la convocation, a réuni, dans l'ancienne capitale, les représentants autorisés des cinq plus grandes provinces de la confédération canadienne; et vous serez invités à approuver les résolutions de cette conférence qui l'ont été déjà par les assemblées législatives d'*Ontario*, de la *Nouvelle-Ecosse*, du *Nouveau-Brunswick* et de *Manitoba*, et qui sont destinées dans la pensée de leurs auteurs, à garantir et assurer l'autonomie et la prospérité des provinces.

Vous serez heureux d'apprendre qu'il y aura cette année un excédent considérable de recettes sur les dépenses; et j'ai raison d'espérer que, grâce à une administration prudente et économe des deniers publics, il n'y aura plus de déficits à l'avenir.

Les procès intentés il y a quelques années, pour recouvrer des corporations commerciales la taxe imposée en 1882, ont été terminés avec succès en Angleterre; et la collection des arrérages, faites avec célérité, a mis dans la caisse provinciale des sommes considérables. L'application de la loi actuelle présente quelques difficultés que les amendements feront disparaître, en attendant que le réajustement du subside fédéral permette à mon gouvernement de considérer l'opportunité d'abroger cette loi.

La mise en force de nouveaux règlements relatifs à l'administration des terres de la Couronne a déjà donné des résultats satisfaisants, en augmentant le revenu du trésor et en assurant plus de crédit au commerce de bois; et certaines poursuites intentées depuis quelques temps, devront faire cesser les fraudes regrettables qui ont, durant ces dernières années, détourné de leurs fins légitimes, les argents destinés à la colonisation.

L'œuvre de la codification de nos statuts commencée en 1876, est enfin terminée et les statuts révisés de la province auront force de loi le premier juillet, jour anniversaire de la Confédération.

Les travaux de trois commissions royales vous seront soumis incessamment; l'une de ces soumissions, créée en 1885, avait rapport au chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*; et les deux autres, nommées en 1887, se sont occupées, l'une des asiles d'aliénés et des lois qui les régissent; l'autre des moyens à prendre pour améliorer nos institutions agricoles et notre système de culture. J'attire spécialement votre attention sur les rapports de ces commissions et sur les projets de loi qui vous seront soumis en conséquence.

La loi de la dernière session créant un ministère spécial d'agriculture et de colonisation, a été mise en force et l'organisation de ce département important devra donner une impulsion vigoureuse et nouvelle au progrès des deux grandes causes nationales par excellence; pour assurer davantage ce progrès vous serez invités à voter des sommes plus considérables que d'habitude en faveur de l'agriculture et de la colonisation.

Les lois de la procédure civile demandent des amendements. Il faut diminuer le coût et la longueur des procès, et mon gouvernement a cru devoir consulter, à ce sujet, les juges et autres personnes, capables de l'éclairer. Les avis qui ont été recueillis vous seront soumis, en même temps qu'un projet de loi ayant pour objet de simplifier et accélérer certaines procédures; et vous serez appelés à considérer l'opportunité de créer une commission de juges, d'avocats et d'hommes pratiques, en dehors des professions, chargée de suggérer les modifications nécessaires aux lois de notre procédures civile.

Mon gouvernement ayant pressé le règlement définitif de la question du fonds des écoles qui est commun entre les deux provinces de *Québec* et d'*Ontario* a reçu en accompte, un paiement de cent mille piastres, et vous serez appelés à autoriser la nomination d'arbitres, à l'instar de la législature de la Province sœur, afin de hâter le règlement final de cette question et de nous mettre le plus tôt possible en possession de ce qui peut nous revenir de ce chef.

La politique de la construction des ponts en fer, inaugurée à la dernière session, a été accueillie avec tant de faveurs par les autorités municipales et les citoyens en général, qu'il sera nécessaire d'accorder cette année un octroi plus élevé afin de développer d'avantage cette politique nouvelle.

Je suis heureux de vous informer que la question des "Biens des Jésuites," pendante depuis si longtemps entre les autorités religieuses et civiles, et qui a créé tant de malaise dans ce pays, recevra bientôt une solution favorable et satisfaisante pour tous les intéressés, et que mon gouvernement espère soumettre à votre approbation, pendant cette session même, un règlement à ce sujet. Les obstacles qui empêchaient la vente du terrain de l'ancien collège des Pères Jésuites, situés en cette ville, ont disparu ; le principe de la restitution en nature est abandonné par qui de droit, et il ne reste plus qu'à fixer à l'amiable, le chiffre de la compensation à être accordée. A l'occasion du règlement de cette délicate question, certaines institutions d'éducation protestantes recevront une allocation raisonnable, proportionnée à l'importance numérique de la minorité, en cette province.

Mon gouvernement, désirant seconder les efforts que font les autorités religieuses et les sociétés de tempérance, désire vous soumettre pendant cette session, des amendements à la loi des licences propres à rendre l'octroi des licences plus difficile, et la punition des délinquants, plus facile.

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

Les comptes publics pour l'année financière 1886-87 vont être distribués incessamment, et le budget des dépenses de l'année prochaine (1888-89), préparé avec toute l'économie possible, vous sera soumis dans quelques jours.

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,*

*Messieurs de l'Assemblée Législative ;*

La politique nouvelle de chemins de fer, inaugurée en 1882 et modifiée en 1886, a fait naître des besoins impérieux qui ne sauraient être ignorés plus longtemps, sans mettre en danger de grands intérêts que la Province doit protéger, en accordant de nouveaux octrois à des entreprises négligées jusqu'à ce jour.

Les circonstances semblent favorables à la conversion des obligations anciennes de la province, en des obligations nouvelles, portant un intérêt moins élevé. Vous serez invités à faire une étude spéciale de cette importante question dont la solution pourrait diminuer considérablement les dépenses annuelles et permettre au gouvernement d'accorder des octrois plus élevés à l'instruction publique, à l'agriculture et à la colonisation.

Je laisse à votre patriotisme et à votre intelligence la garde des graves intérêts que vous avez à protéger, et je prie Dieu de vous guider dans l'examen de ces grands projets et de bénir les efforts que vous ferez pour les réaliser.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,  
Ordonné, Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale soit pris en considération, demain.

---

*Ordonné*, Que les procès-verbaux de cette Chambre soient imprimés, après avoir été examinés par M. l'Orateur ; que M. l'Orateur nomme la personne qui devra les imprimer, et que nulle autre personne que celle qu'il aura nommée ne pourra les imprimer.

*Résolu*, Que des Comités Permanents de cette Chambre pour la présente session soient nommés pour les objets suivants, savoir : 1. Privilèges et élections. 2. Ordres permanents. 3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, corporations minières et manufacturières. 4. Bills privés. 5. Lois expirantes et législation. 6. Comptes publics. 7. Agriculture, immigration et colonisation. 8. Différentes branches d'industrie en cette province ; lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes les matières et choses qui leur seront soumises par la Chambre ; à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

Et la Chambre alors s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mercredi, 16 mai 1888.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Un état des affaires des Institutions suivantes, savoir :

De l'Union *St. Joseph de Beauport*,—de l'Hôpital de la Providence, *Joliette*,—de *The Knowlton Distributing House*,—de l'Institut *Hervey*,—de l'Asile de *St. Joseph* du Bon Pasteur,—de l'Asile de la Providence,—de l'Asile de *St. Vincent-de-Paul*,—du Monastère de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur et de l'Institut *Fraser*, tous de la Cité de *Montréal*,—de l'Hôpital Général de *Pembroke*,—de l'Hospice de la Miséricorde,—de l'Asile du Bon Pasteur,—de l'Hospice *St. Charles*,—de l'Asile des Orphelins de l'Eglise d'Angleterre,—de l'Union *St. Joseph de St. Roch*,—de l'Asile des Orphelins de l'Eglise d'Angleterre et de l'Asile *Finlay*, tous de la Cité de *Quebec*,—de l'Asile des Sœurs de la Charité de *Rimouski*,—de l'Asile de la Providence, *Ste. Elizabeth*,—et de l'Hospice *Ste. Anne, Yamachiche*, tous pour l'année 1887. (*Documents de la Session No. 14*).

Et aussi,—Etat général des baptêmes, mariages et sepultures pour le district de *Montréal*, pour les années 1886-1887. (*Documents de la Session No. 15*).

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Lynch*,—la pétition de l'honorable *James Ferrier* et autres.

Par l'honorable M. *Robertson*,—la pétition de *R. W. Heneker* et autres, de *Sherbrooke*,—et la pétition de la compagnie de Cuivre et de Soufre d'*Orford*.

Par l'honorable M. *Mercier*,—la pétition de la compagnie de chemin de fer des Comtés Unis,—et la pétition de l'Union *St. Joseph de St. Hyacinthe*.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—la pétition de *Michel Labbé* et autres, de *St. Damien de Bellechasse*.

Par M. *Cameron*,—la pétition du Conseil Municipal du Canton de *Dundee*, comté de *Huntingdon*.

Par M. *Spencer*,—la pétition de *Henry Benjamin* et autres.

Par l'honorable M. *McShane*,—la pétition de *William Stafford Tobias Butler* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Sylvestre*,—la pétition du Couvent de la Providence de *St. Joseph de Lano-raie*, comté de *Berthier*.

Par M. *Bazinet*,—la pétition de l'Hospice de *Ste. Elizabeth*, comté de *Joliette*.

Par M. *David*,—la pétition de l'Union *St. Joseph de St. Henri*,—et la pétition du Révérend *F. Reid* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Dechene*, (*L'Islet*),—la pétition de *Prosper Onézime Lauzon*, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Lafontaine*,—la pétition de l'honorable *Alexandre Lacoste* et autres.

Par M. *Girouard*,—la pétition de *Léopold Poirier* et autres.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de cette Chambre, du 22 avril 1887, pour la liste de toutes les compagnies incorporées par Lettres Patentes sous le grand sceau de la province, depuis la Confédération. La dite liste donnant, pour chaque compagnie, par ordre chronologique, son nom corporatif, son capital et le montant des actions, son principal bureau d'affaire, la nature de ses opérations, et la date des Lettres Patentes. (*Documents de la Session No. 10*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre du 11 mai 1887, requérant copie des demandes des soumissions, et de tous documents se rapportant à l'octroi par le gouvernement-*Ross*, des contrats pour l'impression de la *Gazette Officielle*, des rapports et de tous papiers officiels, tant des départements publics que de l'Assemblée Législative et du Conseil Législatif. (*Documents de la Session No. 11*).

Aussi,—la réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 11 mai 1887, pour copie de toutes correspondances au sujet de la suspension des agents des Terres de la Couronne, *Roy* et *Annett*, et de tout autre officier du département des Terres de la Couronne, depuis le 29 janvier dernier. (*Documents de la Session No. 12*).

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 12 mai 1887, pour 1. Un état, année par année, de toutes les sommes payées par la province, à quelle titre que ce soit, à MM. *Lacoste*, *Globensky* et *Bizaillon*, avocats de *Montréal*, ou à l'un quelconque de ces messieurs, du 30 juin 1880 au 31 janvier 1887.

2. Copie de chacun des comptes et mémoires de frais sur lesquels ces sommes ont été payées. (*Documents de la Session No. 13*).

L'ordre du jour pour prendre en considération le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale étant lu ;

La Chambre procède, en conséquence, à prendre ce discours en considération.

M. *Rochon* propose, secondé par M. *Legris*,

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour le remercier du gracieux discours qu'il nous a fait, en ouvrant la deuxième session de la sixième Législature de la province de *Québec*, et dans lequel il nous déclare, qu'appelé par la confiance de Sa Souveraine à prendre part, comme chef de l'Exécutif, au gouvernement de sa Province natale, il vient avec le plus grand plaisir nous inviter à commencer les travaux de cette seconde session de la sixième législature de la province et pour assurer Son Honneur :

1. Que les travaux importants qui nous seront soumis seront exécutés avec honneur pour nous et avantage pour le pays que nous représentons.

2. Que, avec Son Honneur, nous regrettons les circonstances incontrôlables qui ont retardé la convocation de cette Législature, mais que nous sommes heureux d'apprendre que l'intention du gouvernement est de nous réunir de bonne heure, l'hiver prochain.

3. Que nous apprenons, avec satisfaction, que l'emprunt autorisé l'an dernier a été négocié avec une puissante institution française, dans des conditions particulièrement avantageuses.

4. Que nous apprenons, avec plaisir, que la Conférence Interprovinciale, dont nous avons sanctionné la convocation, a réuni, dans l'ancienne capitale, les représentants autorisés des cinq plus grandes provinces de la confédération canadienne ; et que nous seront invités à approuver les résolutions de cette Conférence, qui l'ont été déjà par les assemblées législatives d'*Ontario*, de la *Nouvelle-Ecosse*, du *Nouveau-Brunswick* et de *Manitoba*, et qui sont destinées, dans la pensée de leurs auteurs, à garantir et assurer l'autonomie et la prospérité des provinces.

5. Que nous sommes heureux d'apprendre qu'il y aura, cette année, un excédent considérable de recettes sur les dépenses ; et que, avec son Honneur, nous avons raison d'espérer que, grâce à une administration prudente et économe des deniers publics, il n'y aura plus de déficits à l'avenir.

6. Que nous sommes heureux d'apprendre de Son Honneur, que les procès intentés il y a quelques années, pour recouvrer des corporations commerciales, la taxe imposée en 1882, ont été terminés avec succès en Angleterre ; que la collection des arrérages, faite avec célérité, a mis dans la caisse provinciale des sommes considérables, et que des amendements nous seront soumis pour faire disparaître les difficultés que présente l'application de la loi actuelle, en entendant que le réajustement du subside fédéral permette au gouvernement de considérer l'opportunité d'abroger cette loi.

7. Que nous apprenons, avec plaisir que la mise en force de nouveaux règlements relatifs à l'administration des terres de la couronne a déjà donné des résultats satisfaisants, en augmentant le revenu du trésor et en assurant plus de crédit au commerce de bois ; et que certaines poursuites, intentées depuis quelque temps devront faire cesser les fraudes regrettables qui ont, durant ces dernières années, détourné de leurs fins légitimes, les argents destinées à la colonisation.

8. Que nous sommes heureux d'apprendre que l'œuvre de la codification de nos statuts, commencée en 1876, est enfin terminée, et que les statuts révisés de la province auront force de loi le premier juillet, jour anniversaire de la confédération.

9. Que nous apprenons, avec satisfaction, que les travaux de trois commissions royales nous seront soumis incessamment ; dont l'une de ces commissions, créée en 1885, avait rapport au chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa & Occidental*, et les deux autres, nommées en 1887, dont l'une occupée des asiles d'aliénés et des lois qui les régissent, et l'autre des moyens à prendre pour améliorer nos institutions agricoles et notre système de culture ; et que nous assurons Son Honneur, que nous donnerons spécialement notre attention sur les rapports de ces commissions et sur les projets de loi qui nous seront soumis en conséquence.

10. Que nous sommes heureux d'apprendre que la loi de la dernière session créant un ministère spécial d'agriculture et de colonisation, a été mise en force, et que l'organisation de ce département important devra donner une impulsion vigoureuse et nouvelle au progrès des deux grandes causes nationales par excellence ; et que, pour assurer d'avantage ce progrès, nous serons invités à voter des sommes plus considérables que d'habitude en faveur de l'agriculture et de la colonisation.

11. Que, avec Son Honneur, nous admettons que les lois de la procédure civile demandent des amendements, qu'il faut diminuer le coût et la longueur des procès, et que nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement a cru devoir consulter, à ce sujet, les juges et autres personnes capables de l'éclairer ; que les avis qui ont été recueillis nous seront soumis, en même temps qu'un projet de loi ayant pour objet de simplifier et

accélérer certaines procédures, et que nous serons appelés à considérer l'opportunité de créer une commission de juges, d'avocats et d'hommes pratiques, en dehors des professions, chargée de suggérer les modifications nécessaires aux lois de notre procédure civile.

12. Que nous apprenons, avec plaisir, que le gouvernement, ayant pressé le règlement définitif de la question du fonds des écoles, qui est commun entre les deux provinces de *Québec* et d'*Ontario*, a reçu en acompte un paiement de cent mille piastres, et que nous serons appelés à autoriser la nomination d'arbitres à l'instar de la législature de la province sœur, afin de hâter le règlement final de cette question et de nous mettre le plus tôt possible en possession de ce qui peut nous revenir de ce chef.

13. Que nous sommes heureux d'apprendre que la politique de la construction des ponts en fer, inaugurée à la dernière session, a été accueillie avec tant de faveur par les autorités municipales et les citoyens en général, qu'il sera nécessaire d'accorder, cette année, un octroi plus élevé afin de développer d'avantage cette politique nouvelle.

14. Que nous partageons, avec Son Honneur, le bonheur qu'il manifeste en nous informant que la question des "Biens des Jésuites," pendante depuis si longtemps entre les autorités religieuses et civiles, et qui a créé tant de malaise dans ce pays, recevra bientôt une solution favorable et satisfaisante pour tous les intéressés ; que nous apprenons, avec satisfaction que le gouvernement espère soumettre à notre approbation, pendant cette session même, un règlement à ce sujet ; que les obstacles qui empêchaient la vente du terrain de l'ancien collège des Pères Jésuites, situé en cette ville, ont disparu ; que le principe de la restitution en nature est abandonné par qui de droit, et qu'il ne reste plus qu'à fixer à l'amiable, le chiffre de la compensation à être accordé ; et qu'à l'occasion du règlement de cette délicate question, certaines institutions d'éducation protestantes recevront une allocation raisonnable, proportionnée à l'importance numérique de la minorité, en cette province.

15. Que nous apprenons avec plaisir, que le gouvernement, désirant seconder les efforts que font les autorités religieuses et les sociétés de tempérance, nous soumettra, pendant cette session, des amendements à la loi des licences, propres à rendre l'octroi des licences plus difficile, et la punition des délinquants, plus facile.

16. Que nous apprenons, avec satisfaction, que les comptes publics pour l'année financière 1886-87, vont être distribués incessamment, et que le budget des dépenses de l'année prochaine (1888-89), a été préparé avec toute l'économie possible, et nous sera soumis dans quelques jours.

17. Que nous admettons, avec Son Honneur, que la politique nouvelle de chemins de fer, inaugurée en 1882 et modifiée en 1886, a fait naître des besoins impérieux qui ne sauraient être ignorés plus longtemps, sans mettre en danger de grands intérêts que la province doit protéger, en accordant de nouveaux octrois à des entreprises négligées jusqu'à ce jour.

18. Que nous admettons, avec Son Honneur, que les circonstances semblent favorables à la conversion des obligations anciennes de la province, en des obligations nouvelles, portant un intérêt moins élevé ; et que nous sommes heureux d'apprendre que nous serons invités à faire une étude spéciale de cette importante question dont la solution pourrait diminuer considérablement les dépenses annuelles et permettre au gouvernement d'accorder des octrois plus élevés à l'instruction publique, à l'agriculture et à la colonisation.

19. Que nous acceptons avec plaisir la garde des graves intérêts que nous avons à protéger et que Son Honneur laisse à notre patriotisme et à notre intelligence ; et le remerçons, de la prière qu'il adresse à Dieu, de nous guider dans l'examen de ces grands projets et de bénir les efforts que nous ferons pour les réaliser.

*Ordonné*, Que chaque paragraphe de la dite motion soit mis aux voix.

Et le premier paragraphe, ainsi que les suivants jusqu'au neuvième inclusivement, étant lus de nouveau, ils sont résolus affirmativement.

Le dixième paragraphe, étant lu de nouveau et mis aux voix ; la chambre se divise, et il est résolu affirmativement.



Le onzième paragraphe, étant de nouveau lu, est adopté.

Le douzième paragraphe, étant lu de nouveau et mis aux voix, la chambre se divise et il est adopté.

Et le treizième paragraphe et les suivants jusqu'au dix-neuvième inclusivement, étant lus de nouveau, ils sont adoptés.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour le remercier du gracieux discours qu'il nous a fait, à l'ouverture de la présente session de la Législature de la province de *Québec*.

*Résolu*, Que la dite résolution soit renvoyée à un comité spécial composé de l'honorable M. *Mercier*, l'honorable M. *Shehyn*, l'honorable M. *Gagnon*, M. *Rochon*, M. *Legris*, M. *Murphy* et M. *Robidoux*, pour préparer et rapporter le projet d'une adresse en réponse au discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé aux deux Chambres de la Législature, conformément à la dite résolution,

L'Honorable Procureur-Général *Mercier*, du comité spécial nommé pour préparer le projet d'une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le comité a préparé cette adresse, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

*A Son Honneur l'Honorable Auguste Réal Angers,*

*Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.*

#### QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR :

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, remercions humblement Votre Honneur de son gracieux discours prononcé à l'ouverture de la deuxième session de la sixième législature de la province de *Quebec*, et dans lequel il nous déclare qu'ayant été appelé par la confiance de Sa Souveraine à prendre part comme chef de l'Exécutif, au gouvernement de sa province natale, il vient avec le plus grand plaisir nous inviter à commencer les travaux de cette seconde session de la sixième législature de la province.

Les travaux importants qui nous seront soumis seront exécutés avec honneur pour nous et avantage pour le pays que nous représentons.

Avec Votre Honneur, nous regrettons les circonstances incontrôlables qui ont retardé la convocation de cette législature, mais nous sommes heureux d'apprendre que l'intention du gouvernement est de nous réunir de bonne heure, l'hiver prochain.

Nous apprenons, avec satisfaction, que l'emprunt autorisé l'an dernier a été négocié avec une puissante institution française, dans des conditions particulièrement avantageuses.

Nous apprenons, avec intérêt, que la conférence interprovinciale, dont nous avons sanctionné la convocation, a réuni, dans l'ancienne capitale, les représentants autorisés des cinq plus grandes provinces de la confédération canadienne : et que nous serons invités à approuver les résolutions de cette conférence qui l'ont été déjà par les assemblées législatives d'*Ontario*, de la *Nouvelle-Ecosse*, du *Nouveau-Brunswick* et de *Manitoba*, et qui sont destinées dans la pensée de leurs auteurs, à garantir et assurer l'autonomie et la prospérité des provinces.

Nous sommes heureux d'apprendre qu'il y aura, cette année, un excédant considérable de recettes sur les dépenses ; et avec Votre Honneur, nous avons raison d'espérer que, grâce à une administration prudente et économe des deniers publics, il n'y aura plus de déficits à l'avenir.

Nous sommes heureux d'apprendre de Votre Honneur, que les procès intentés il y a quelques années, pour recouvrer des corporations commerciales, la taxe imposée en 1882, ont été terminés avec succès en *Angleterre*, que la collection des arrérages, faite avec

célérité, a mis dans la caisse provinciale des sommes considérables, et que des amendements nous seront soumis pour faire disparaître les difficultés que présente l'application de la loi actuelle, en attendant que le rajustement du subside fédéral permette au gouvernement de considérer l'opportunité d'abroger cette loi.

Nous apprenons, avec intérêt, que la mise en force de nouveaux règlements relatifs à l'administration des terres de la couronne a déjà donné des résultats satisfaisants, en augmentant le revenu du trésor et en assurant plus de crédit au commerce de bois ; et que certaines poursuites, intentées depuis quelque temps, devront faire cesser les fraudes regrettables qui ont, durant ces dernières années, détourné de leurs fins légitimes, les octrois de la colonisation.

Nous sommes heureux d'apprendre, que l'œuvre de la codification de nos statuts, commencée en 1876, est enfin terminée, et que les statuts révisés de la province auront force de loi, le premier juillet, jour anniversaire de la confédération.

Nous apprenons, avec satisfaction, que les travaux de trois commissions royales nous seront soumis incessamment : l'une de ces commissions, créée en 1885, avait rapport au chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, et les deux autres, nommées en 1887, se sont occupées respectivement des asiles d'aliénés et des lois qui les régissent, et l'autre des moyens à prendre pour améliorer nos institutions agricoles et notre système de culture, ; et nous assurons Votre Honneur que nous donnerons spécialement notre attention sur les rapports de ces commissions et sur les projets de loi qui nous seront soumis en conséquence.

Nous sommes heureux d'apprendre que la loi de la dernière session, créant un ministère spécial d'agriculture et de colonisation, a été mise en force et que l'organisation de ce département important devra donner une impulsion vigoureuse et nouvelle au progrès des deux grandes causes nationales par excellence ; et que, pour assurer d'avantage ce progrès, nous serons invités à voter des sommes plus considérables que d'habitude en faveur de l'agriculture et de la colonisation.

Avec Votre Honneur, nous admettons que les lois de la procédure civile demandent des amendements, qu'il faut diminuer le coût et la longueur des procès, et nous sommes heureux d'apprendre que le gouvernement a cru devoir consulter, à ce sujet, les juges et autres personnes capables de l'éclairer ; que les avis qui ont été recueillis nous seront soumis, en même temps qu'un projet de loi ayant pour objet de simplifier et accélérer certaines procédures, et que nous serons appelés à considérer l'opportunité de créer une commission de juges, d'avocats et d'hommes pratiques, en dehors des professions, chargée de suggérer les modifications nécessaires aux lois de notre procédure civile.

Nous apprenons avec intérêt que le gouvernement, ayant pressé le règlement définitif de la question du fonds des écoles qui est commun entre les deux provinces de *Québec* et d'*Ontario*, a reçu en acompte un paiement de cent mille piastres, et que nous serons appelés à autoriser la nomination d'arbitres, à l'instar de la législature de la province sœur, afin de hâter le règlement final de cette question et de nous mettre le plus tôt possible en possession de ce qui peut nous revenir de ce chef.

Nous sommes heureux d'apprendre que la politique de la construction des ponts en fer, inaugurée à la dernière session, a été recueillie avec tant de faveur par les autorités municipales et les citoyens en général, qu'il sera nécessaire d'accorder, cette année, un octroi plus élevé afin de développer d'avantage cette politique nouvelle.

Nous partageons, avec Votre Honneur, le bonheur qu'il manifeste en nous informant que la question des " Biens des Jésuites, " pendante depuis si longtemps entre les autorités religieuses et civiles, et qui a créé tant de malaise dans ce pays, recevra bientôt une solution favorable et satisfaisante pour tous les intéressés ; que nous apprenons, avec satisfaction que le gouvernement espère soumettre à notre approbation, pendant cette session même, un règlement à ce sujet ; que les obstacles qui empêchaient la vente du terrain de l'ancien collège des Pères Jésuites, situé en cette ville, ont disparu ; que le principe de la restitution en nature est abandonné par qui de droit, et qu'il ne reste plus qu'à fixer à l'amiable, le chiffre de la compensation à être accordée ; et qu'à l'occasion du

---

règlement de cette délicate question, certaines institutions d'éducation protestantes recevront une allocation raisonnable, proportionnée à l'importance numérique de la minorité, en cette province.

Nous apprenons avec intérêt, que le gouvernement, désirant seconder les efforts que font les autorités religieuses et les sociétés de tempérance, nous soumettra, pendant cette session, des amendements à la loi des licences, propres à rendre l'octroi des licences plus difficiles, et la punition des délinquants, plus facile.

Nous apprenons, avec satisfaction, que les comptes publics pour l'année financière 1886-87, vont être distribués incessamment, et que le budget des dépenses de l'année prochaine (1888-89), préparé avec toute l'économie possible, nous sera soumis dans quelques jours.

Nous apprenons avec plaisir de Votre Honneur, que la politique nouvelle de chemins de fer, inaugurée en 1882 et modifiée en 1886, a fait naître des besoins impérieux qui ne sauraient être ignorés plus longtemps, sans mettre en danger de grands intérêts que la province doit protéger, en accordant de nouveaux octrois à des entreprises négligées jusqu'à ce jour.

Nous admettons, avec Votre Honneur, que les circonstances semblent favorables à la conversion des obligations anciennes de la province, en des obligations nouvelles, portant un intérêt moins élevé ; et nous sommes heureux d'apprendre que nous serons invités à faire une étude spéciale de cette importante question dont la solution pourrait diminuer considérablement les dépenses annuelles et permettre au gouvernement d'accorder des octrois plus élevés à l'instruction publique, à l'agriculture et à la colonisation.

Nous acceptons, avec plaisir, la garde des graves intérêts que nous avons à protéger et que Votre Honneur laisse à notre patriotisme et à notre intelligence ; et le remercions, de la prière qu'il adresse à Dieu, de nous guider, dans l'examen de ces grands projets et de bénir les efforts que vous ferons pour les réaliser.

La dite adresse, étant lue la seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit grossoyée.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

*Résolu*, Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Mercier*, l'honorable M. *Duhamel*, l'honorable M. *Gagnon*, l'honorable M. *Flynn*, l'honorable M. *Lynch*, M. *Boyer*, M. *Cameron*, M. *Murphy*, M. *Desjardins*, et M. *Faucher de Saint-Maurice* composent le dit comité.

Sur motion de l'honorable M. *Shehyn*, secondé par l'honorable M. *Mercier*,

*Résolu*, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en comité, pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

*Résolu*, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Jeudi, 17 Mai 1888.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu d'un des juges choisis pour la décision des pétitions d'élections conformément à l'acte des élections contestées de *Québec*, 1875, un jugement ayant rapport à la pétition d'élection pour le district électoral de *l'Islet*.

Lequel est lu et il est ordonné qu'il soit entré dans les Journaux de cette Chambre, comme suit :

ELECTION CONTESTÉE DE L'ISLET.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, District de <i>Montmagny</i> . No 5.	}	DANS LA COUR SUPÉRIEURE.
---	---	--------------------------

L'ACTE DES ELECTIONS CONTESTEES DE QUEBEC, 1875.

Election d'un Député à l'Assemblée Législative de la Province de *Québec* pour le district électoral de *l'Islet*.

*Félix Vachon*, de la Paroisse Notre-Dame de Bonsecours de *l'Islet*, marchand,

Pétitionnaire ;

vs.

*François Gilbert Miville Déchêne*, de la Cité de *Québec*, écuier, avocat,

Défendeur Intimé.

Le premier jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-sept.

PRÉSENT :

L'honorable A. R. ANGERS.

La Cour, parties ouïes sur le mérite des objections préliminaires, et vu l'admission de faits produite par le Pétitionnaire, par laquelle il déclare que les objections préliminaires faites et produites par le Défendeur sont bien fondées et que le dit *Félix Vachon* n'était pas inscrit sur aucune Liste des Electeurs qui a servi à l'élection en question, rejette et met à néant la requête en contestation d'élection du dit pétitionnaire, avec dépens en faveur du Défendeur.

A. R. ANGERS,

J. C. S.

(Certifié)

A. BENDER,

Protonotaire Cour Supérieure, *Montmagny*.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Poupore*,—la pétition du Révérend A. *Brunet* et autres, du *Portage du Fort*.

Par M. *David*,—la pétition de *Félix Laroche* et autres, de *Montréal*,—et la pétition de la Société *Saint Jean-Baptiste de Montréal*.

Par l'Honorable M. *Duhamel*,—la pétition de la Société *Saint-Jean-Baptiste* de la ville de *Saint-Jean*.

Par M. *Boyer*,—la pétition de la Communauté des filles de *Sainte-Anne*, de la ville de *Lachine*.

Par M. Hall,—la pétition de *Andrew Allan* et autres, de la cité de *Montréal*, et la ville de *Lachine*.

Par l'honorable M. *Robertson*,—la pétition des Sœurs de la Charité de l'Hospice du Sacré-Cœur, *Sherbrooke*.

M. *Boyer*, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par la chambre, fait rapport que le comité a préparé la liste des membres pour les comités suivants, savoir :

1. ORDRES PERMANENTS :—MM. *Bernatchez*, *Boyer*, *Cameron*, *Deschênes* (*Témiscouata*), *Duplessis*, *Girouard*, *Larochelle*, *Picard*, *Spencer* et *Sylvestre*.

2. PRIVILÈGES ET ELECTIONS :—MM. *Bourbonnais*, *Flynn*, *Gagnon*, *LeBlanc*, *Lemieux*, *Lynch*, *Mercier*, *Robidoux* et *Taillon*.

3. CHEMINS DE FER :—MM. *Bazinet*, *Bernatchez*, *Bisson*, *Bourbonnais*, *Cameron*, *Dechene* (*l'Islet*), *Deschênes* (*Témiscouata*), *Desjardins*, *Faucher de Saint-Maurice*, *Laliberté*, *Lapointe*, *Larochelle*, *Legris*, *Lynch*, *Martin* (*Bonaventure*), *Morin*, *McShane*, *Nantel*, *Poupore*, *Rochon* et *Sylvestre*.

4. BILLS PRIVÉS :—MM. *Bisson*, *Blanchet*, *Beauchamp*, *Cameron*, *Casgrain*, *Champagne*, *David*, *Dechene* (*l'Islet*), *Desjardins*, *Duhamel*, *Faucher de Saint-Maurice*, *Girouard*, *Gladu*, *Hall*, *Lafontaine*, *Lareau*, *LeBlanc*, *Lynch*, *Murphy*, *Nantel*, *Owens*, *Pilon*, *Poupore*, *Robertson*, *Robidoux*, *Rochon*, *Taillon*, *Tessier* et *Trudel*.

5. LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—MM. *Blanchet*, *Casgrain*, *David*, *Duhamel*, *Duplessis*, *Flynn*, *Gagnon*, *Gladu*, *Hall*, *Lareau* et *Robidoux*.

6. INDUSTRIES :—MM. *Baldwin*, *Beauchamp*, *Cardin*, *Champagne*, *Forest*, *Goyette*, *Johnson*, *Lapointe*, *Lafontaine*, *Laliberté*, *Larochelle*, *Legris*, *Martin* (*Rimouski*), *Martin* (*Bonaventure*), *Murphy*, *McIntosh*, *Pilon*, *Rinfret*, *Rocheleau*, *Shehyn* et *Spencer*.

7. COMPTES PUBLICS :—MM. *Bisson*, *Boyer*, *Cameron*, *Cardin*, *Casgrain*, *Desjardins*, *Dorais*, *Duplessis*, *Flynn*, *Gagnon*, *Hall*, *Laliberté*, *LeBlanc*, *Lussier*, *Lynch*, *Martin* (*Rimouski*), *Morin*, *Murphy*, *Owens*, *Picard*, *Rinfret*, *Robertson*, *Rocheleau*, *Shehyn*, *Sylvestre* et *Trudel*.

8. AGRICULTURE ET IMMIGRATION :—MM. *Baldwin*, *Bazinet*, *Beauchamp*, *Bernatchez*, *Bisson*, *Bourbonnais*, *Cardin*, *Dechene* (*l'Islet*), *Deschênes* (*Témiscouata*), *Dorais*, *Flynn*, *Forest*, *Girouard*, *Gladu*, *Goyette*, *Johnson*, *Lapointe*, *Lareau*, *Legris*, *Lussier*, *Martin* (*Rimouski*), *Martin* (*Bonaventure*), *Morin*, *McIntosh*, *McShane*, *Nantel*, *Pilon*, *Poupore*, *Rocheleau*, *Spencer*, *Sylvestre*, *Taillon*, *Tessier* et *Trudel*.

Résolu, Que cette chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que l'honorable M. *Blanchet* ait la permission de présenter un Bill concernant la procédure en matières commerciales.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. *Shehyn*, Trésorier de la Province, met devant la chambre,—l'état des recettes, provenant de toutes sources, et des paiements de la Province de *Québec*, du 1<sup>er</sup> juillet 1887 au 31 mars 1888. (*Documents de la Session No. 7a.*)

Aussi, par ordre de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur,—Un état des comptes publics de la Province de *Québec* pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1887. (*Documents de la Session No. 3.*)

Et aussi,—Etat des rapports en Conseil et mandats spéciaux, émis en vertu de l'acte 31 Vict., chap. 9, clause 47, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis ; lequel est lu comme suit :

DÉTAILS.	Rapports de Conseil.		Montant des mandats spéciaux.	Montant dépensé.	Balance non dépensée.
	No.	Dates.	Montant.		
Exposition provinciale, Sherbrooke.....	401	1888	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Aide aux pêcheurs en détresse de la côte nord du Saint-Laurent, pour transporter et établir dans le comté de Beauce, des pêcheurs en détresse et leurs familles, transportées par le steamer du gouvernement de la puissance, de Natasquan et autres endroits de la côte nord du Saint-Laurent.....		Octobre 12...	5,000 00	5,000 00	
Bureau de santé sous l'autorité des S. R. B. C., pour payer des comptes ouverts.....	449	Octobre 26...	6,000 00	6,000 00	
Dépenses d'élection pour suppléer au défaut d'appropriation...Assemblée Législative, pour suppléer au défaut d'appropriation pour faire, face aux dépenses contingentes.....	455	Novembre 8...	1,142 72	1,142 71	01
Bibliothèque de la Législature pour suppléer au défaut d'appropriation pour faire face aux dépenses contingentes.....	503	Décembre 16. 1887	13,000 00	11,961 72	1,038 28
Administration de la Justice, pour rencontrer les paiements de l'année précédente pris sur l'appropriation de l'année courante.	257	Juin 17.....	8,000 00	8,000 00	
Loyers, assurance, réparations des édifices publics en général, pour rencontrer des paiements pressants : tel que justice.....	270	Juin 25.....	1,500 00	1,500 00	
Gouvernement Civil, dépenses contingentes pour rencontrer des paiements pressants, etc.....	289	Juin 29.....	18,000 00	18,000 00	
		Juin 29.....	7,000 00	7,000 00	
		Juin 29.....	1,237 22	1,237 22	
			60,879 94	59,841 65	1,038 29

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR.

Québec, 16 mai 1888.

(Signé), GASPARD DROLET,

Auditeur.

---

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur trois messages de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, revêtus de la signature de Son Honneur.

Et les dits messages sont lus par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et ils sont comme suit :

A. R. ANGERS.

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* présente à l'Assemblée Législative de cette province, le rapport du commissaire nommé le trente décembre, mil huit cent quatre-vingt-quatre, en vertu d'une commission royale sous l'acte 32 Victoria, chapitre 8, pour faire une enquête sur les détails administratifs de la construction, l'exploitation et de la vente du chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, partie à la compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique et partie à la compagnie du chemin de fer du Nord. (*Documents de la Session No. 16*).

HOTEL DU GOUVERNEMENT, }  
Québec, 17 mai 1888. }

A. R. ANGERS.

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* soumet à l'Assemblée Législative le rapport préliminaire de la commission agricole instituée par ordre en conseil du dix-huit août mil huit cent quatre-vingt-sept, conformément à un rapport du comité d'agriculture approuvé par l'Assemblée Législative de *Québec*, le treize mai mil huit cent quatre-vingt-sept. (*Documents de la Session No. 18*).

HOTEL DU GOUVERNEMENT, }  
Québec, 17 mai 1888. }

A. R. ANGERS,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, transmet à l'Assemblée Législative, le rapport de l'imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquelles ils ont été distribués ; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation ; et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui reste en mains ; avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus, pour l'impression et la distribution des dits statuts. (*Documents de la Session No. 8a*).

HOTEL DU GOUVERNEMENT, }  
Québec, 17 mai 1888. }

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, met devant la Chambre par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—l'état financier du Surintendant de l'instruction publique, de la Province de *Québec*, donnant un état des mandats reçus et des dépenses faites pour l'exercice finissant le 30 juin 1887. (*Documents de la Session No. 5*).

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par l'honorable M. *Blanchet*, *Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance échangée avec le gouvernement, depuis la dernière session, à propos de certaines demandes de grains de semence, faites au nom des colons de *Notre-Dame de Buckland*, comté de *Bellechasse*, qui ont perdu leurs récoltes, soit par la grêle, soit par la gelée.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre M. *Faucher de Saint-Maurice* et le gouvernement, à propos des dernières distributions des argents de colonisation faites depuis la dernière session, dans le comté de *Bellechasse*.

Aussi, copie des documents démontrants le montant des sommes dépensées, donnant le nom des endroits où elles ont été dépensées, le nom des conducteurs des travaux, par qui ils ont été recommandés, les rapports de ces conducteurs de travaux, avec l'état détaillé de leurs instructions et la manière dont l'argent a été dépensé.

*Ordonné*, Que la réponse à un ordre de l'Assemblée Législative du 9 mars 1885, pour copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement, depuis le 2 décembre 1881, au sujet des argents de colonisation dépensés dans le comté de *Bellechasse*, ainsi que les détails des sommes appliquées aux chemins, le noms des chemins, le nom des conducteurs de travaux, etc., etc., (Documents de la session de 1885, No. 83) soit imprimée comme document de cette session.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre—Copie des documents ou de toutes autres pièces concernant l'engagement pris devant la Législature de *Québec*, le 12 août 1887, en réponse à l'interpellation suivante faite par M. *Faucher de Saint-Maurice*, député de *Bellechasse*, à propos du chemin de *Beaumont*, aussi un état des travaux faits sur ce chemin.

L'interpellation mentionnée plus haut se lit comme suit dans les Journaux de l'Assemblée Législative de *Québec*, session 1887, page 60 :

" Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Le gouvernement se propose-t-il d'attirer l'attention de la nouvelle commission des syndics des chemins à barrières de la Rive Sud, sur la section 2 du chapitre LXXXI (81) sanctionné le 10 juin 1884, et intitulé : " Acte relatif aux chemins à barrières de *Québec*. "

Cette section se lit comme suit :

" Le dit chemin mentionné dans le paragraphe premier de la section 8 de l'acte 16 " Victoria, chapitre 235, savoir : " le chemin à partir du rivage du fleuve *Saint-Laurent*, " vis-à-vis de *Québec*, à l'endroit appelé le passage de *Bégin*, jusqu'à la paroisse de *Beaumont*, en passant par le chemin appelé *La Petite Route*, l'espace et distance de trois " lieues et demie, " devra être fait et terminé conformément au dit acte 16 Victoria, " chapitre 235, dans le courant des trois années qui suivront la passation de la présente " loi. "

Réponse par l'Honorable M. *Gagnon*.—Oui."

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'Honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'Honorable M. *Shehyn*.—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant les amendements à l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord.

Et un débat s'ensuivant,



---

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Shehyn*,  
*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

*Résolu*, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle demeure ajournée  
jusqu'à lundi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

---

Lundi, 21 Mai 1888.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la Table :

Par l'honorable *Robertson*,—La pétition de la Compagnie du Pont de *Windsor et Brompton*,—la pétition de la Compagnie de marbre de *Sherbrooke* et de la Compagnie de chaux et de marbre de *Dudswell*,—la pétition de la Convocation de l'Université du Collège *Bishop de Lennoxville*,—et la pétition de la Corporation du Collège *Bishop de Lennoxville*.

Par l'Honorable M. *Shehyn*,—La pétition de *Philippe Pelletier* et autres, de la Cité de *Québec*.

Par M. *David*,—La pétition des Révérends Pères Oblats de l'Immaculée Conception de *Marie*.

Par M. *Lemieux*,—la pétition du Frère *Stephen* et autres, de la Cité de *Québec*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Michel Labbé* et autres, franc-tenanciers de *Saint-Damien de Bellechasse* ; demandant la passation d'un Bill érigeant en paroisse, *Saint-Damien*, pour les fins civiles, électorales, judiciaires, municipales, scolaires et d'enregistrement.

De l'Union *Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe*,—et de l'Union *Saint-Joseph de Saint-Henri* ; demandant respectivement un acte d'incorporation.

De *Prosper Onésime Lauzon*, de la Cité de *Montréal* ; demandant un acte pour régulariser sa cléricature.

De *Léopold Poirier* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " La Compagnie industrielle de *Drummondville*."

De l'Honorable *Alexandre Lacoste* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " La Compagnie de chemin de fer de *Napierville*."

De *R. W. Heneker* et autres, de *Sherbrooke* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " l'Hôpital Protestant de *Sherbrooke*."

De la Compagnie de cuivre et de soufre de *Orford* ; demandant des amendements à sa charte.

De la Compagnie du chemin de fer des *Comtés-Unis* ; demandant un acte pour remettre en vigueur la charte de la dite compagnie.

De *Henry Benjamin* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de la " Compagnie de chemin de fer de Jonction de *Philipsburg* et de carrières."

De l'Abbé *F. Reid* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de l'Œuvre des Ames du Purgatoire et la conversion des infidèles.

Du Conseil Municipal du Canton de *Dundee*, comté de *Huntingdon* ; demandant la passation d'un acte lui permettant d'émettre des débentures pour l'acquittement de certains terrains.

De l'Honorable *James Ferrier* et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " La Compagnie générale de fidéicommiss."

De *William Stafford Tobias Butler* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de *The Shamrock Amateur Athletic Association*.

De *Andrew Allan* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de *The Forest and Stream Club*.

De l'Association *Saint-Jean-Baptiste de Montréal*,—de la Société *Saint-Jean-Baptiste* de la Ville de *Saint-Jean*,—et de la Communauté des Filles de *Sainte-Anne*, de la Ville de *Lachine* ; demandant respectivement des amendements à leur charte.

De *Félix Laroche*, de *Montréal* ; demandant un acte l'autorisant à exercer la profession médicale.

Du Révérend *A. Brunet* et autres, du *Portage du Fort* ; demandent un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie de chemin de fer d'embranchement de *Portage du Fort* et *Bristol*."

Ordonné, Que l'Honorable *M. Gagnon* ait la permission de présenter un Bill amendant certains articles du Code municipal.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Gagnon* ait la permission de présenter un Bill déclarant que les territoires érigés en paroisses en vertu de l'acte 34 Vict., chap. 8, sont des municipalités scolaires, et faisant disparaître tous doutes à ce sujet.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Lafontaine* ait la permission de présenter un Bill intitulé : "Acte médical de la Province de *Québec*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Lafontaine* ait la permission de présenter un Bill concernant le Greffier de la Cour de Circuit.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Dechene (l'Islet)* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 258 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Lareau* ait la permission de présenter un Bill pour constituer en corporation les Associations de Bienfaisance et les sociétés nationales et religieuses.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Lareau* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable *M. Gagnon*, ait la permission de présenter un Bill amendant les lois de l'instruction publique.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

---

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill concernant la santé publique.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres requérant célérité.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Duhamel* ait la permission de présenter un Bill pour amender et refondre les lois de la pêche en cette province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de *The Women's Christian Association de Québec*, pour l'année 1887. (*Documents de la Session No. 14*).

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie, le certificat suivant :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 18 mai 1888.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du dix-huitième jour d'avril mil huit cent quatre vingt-huit, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à *A. E. Léonard*, écuyer, registrateur et officier rapporteur pour le district électoral de *Laval*, dans la Province de *Québec*, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, durant le présent parlement, aux lieu et place de *Pierre Evariste Leblanc*, écuyer ; le dit *Pierre Evariste LeBlanc*, écuyer, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

LOUIS DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable *F. G. Marchand*,

Orateur de l'Assemblée Législative

de la Province de *Québec*.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, met devant la Chambre,—Copie des Ordres en Conseil passés depuis la dernière session concernant les nominations et promotions faites dans le service civil, présentées conformément à l'acte 40 Victoria, chap. 9, section 23. (*Documents de la Session No. 19*).

---

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. *Flynn*,—Est-ce l'intention du Gouvernement de soumettre, à cette session, un projet de loi pour abroger les dispositions de l'Acte 48 Victoria, chapitre 34, qui imposent aux municipalités la moitié du coût de l'entretien des aliénés ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—Cette question est à l'étude.

Par l'honorable M. *Flynn*,—Le Gouvernement a-t-il distribué aux conseils municipaux, les exemplaires du Code municipal dont il a été question à la dernière session ?

Si, non, quand cette distribution sera-t-elle faite ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—Le Code municipal a jusqu'ici été distribué aux municipalités de 50 comtés, et la distribution aux autres se continue avec toute la célérité possible.

Sur motion de M. *Desjardins*, secondé par l'honorable M. *Flynn*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—la correspondance et tous les documents relatifs à l'émission des débetures provinciales pour un montant n'excédant pas trois millions et demi de piastres, autorisée par le chapitre 2, 50 Victoria.

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par M. *Desjardins*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—

1. Copies de tous ordres en conseil, requêtes, soumissions, règlements, rapports et correspondances touchant la construction des ponts en fer.

2. Etat des octrois promis, des sommes déjà payées à même ces octrois et des autres dépenses encourues par le gouvernement en rapport avec la construction des dits ponts.

3. Etat des sommes que les municipalités intéressées se sont engagées à contribuer et qu'elles ont déjà payées pour la même fin.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Trudel*, secondé par M. *Champagne*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—

1. Un état de toutes les sommes d'argent dépensées pour la colonisation dans le comté de *Champlain* pour l'été de 1886.

2. Une liste des noms de tous les conducteurs de travaux, avec les différents montants employés par chacun d'eux, durant cette même période.

Sur motion de M. *Lafontaine*, secondé par M. *Laliberté*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état de toutes les sommes payées par comtés depuis la Confédération pour :

1. Subsidés de chemins fer ;
2. Travaux de colonisation ;
3. Edifices publics, ponts et autres travaux publics ;
4. Maisons d'éducation et institutions de charité ;
5. Remise de créances du fonds d'emprunt municipal ;
6. Encouragement pour manufactures, industries et autres.

Sur motion de M. *Owens*, secondé par M. *Nantel*.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—

Copie de toutes correspondances relatives à la distribution des sommes d'argent de colonisation, dans le comté d'*Argenteuil*, depuis la dernière session.

Copie des instructions données au surintendant *Kirwin* et autres, concernant l'inspection des chemins de colonisation et des ponts dans *Argenteuil*; le rapport des dits inspecteurs à ce sujet et un état des sommes payées à chacun d'eux pour leurs services.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par M. *Shehyn*,

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaine résolution proposée concernant l'agriculture.

(EN COMITÉ)

*Résolu*, Que toute balance qui, après le quinze de septembre de chaque année, deviendra disponible sur les cinquante mille piastres affectées au paiement des allocations établies en faveur des comités d'agriculture, sera appliquée, en tout ou en partie, à l'établissement d'une station expérimentale, munie d'un laboratoire de chimie agricole; la dite institution, avant d'être reconnue et subventionnée, devant avoir établi, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, qu'elle est en mesure de poursuivre avantageusement le but de sa fondation, et le surplus de la dite balance, si tel surplus il y a, sera employé à encourager telles sociétés ou entreprises, dont les opérations sont de nature à favoriser l'avancement des intérêts agricoles, que le Lieutenant-Gouverneur désignera, sur la recommandation du Ministre de l'Agriculture.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rinfret dit Malouin* fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Que toute balance qui, après le quinze de septembre de chaque année, deviendra disponible sur les cinquante mille piastres affectées au paiement des allocations établies en faveur des comités d'agriculture, sera appliquée, en tout ou en partie, à l'établissement d'une station expérimentale, munie d'un laboratoire de chimie agricole; la dite institution, avant d'être reconnue et subventionnée, devant avoir établi, à la satisfaction du Lieutenant-Gouverneur en conseil, qu'elle est en mesure de poursuivre avantageusement le but de sa fondation, et le surplus de la dite balance, si tel surplus il y a, sera employé à encourager telles sociétés ou entreprises, dont les opérations sont de nature à favoriser l'avancement des intérêts agricoles, que le Lieutenant-Gouverneur désignera, sur la recommandation du Ministre de l'Agriculture.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un bill pour amender l'acte 48 Victoria, chapitre 7, concernant l'agriculture.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première, fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Sur motion de l'honorable M. *Shehyn*, secondé par l'honorable M. *Mercier*,

*Résolu*, Que, vendredi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant le fonds des écoles élémentaires.

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la motion proposée, jeudi dernier, portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant les amendements à l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord.

Et la question étant de nouveau proposée ;

La Chambre reprend le dit débat ajourné.

Sur motion de l'honorable M. *Gagnon*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,  
Ordonné, Que le débat soit ajourné de nouveau.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

## Mardi, 22 Mai 1888.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Girouard*,—La pétition de *H. J. Emming* et autres,—la pétition de *J. H. Elliot* et autres, de l'*Avenir*,—la pétition de *Michael Lynch* et autres, de la municipalité du canton de *Durham*,—la pétition de *Alexander Johnston* et autres, de *Durham Sud*,—et la pétition de *Moïse Manseau* et autres, de l'*Avenir*.

Par M. *Nantel*,—la pétition du Conseil de Ville de la ville de *Terrebonne*.

Par M. *Lafontaine*,—la pétition de *Charles A. Pratt*, et autres, de la cité de *Montréal*,—et la pétition de la Compagnie de caoutchouc de *Montréal*.

Par M. *Dechene* (l'*Islet*),—la pétition de *Louis Arthur Zotique Pouliot*, de l'*Islet*.

Par M. *Bernatchez*,—la pétition de *N. Blais* et autres.

Par M. *Rocheleau*,—la pétition de l'Euvre et Fabrique de la paroisse de *Longueuil*.

Par M. *Robidoux*,—la pétition de *Edouard Honoré Tellier*.

Par M. *Gladu*,—la pétition du Révérend *T. Quinn* et autres, du village de *Pierre-ville*,—la pétition de *Joseph Farley* et autres, de *St. Elphège*,—la pétition de *Francis Belisle* et autres, de *La Baie*,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *St. Michel d'Yamaska*,—la pétition de la municipalité de la paroisse de *St. François du Lac*,—la pétition de *Edouard Gill* et autres,—la pétition de *N. Beaulac* et autres, de *St. David*,—la pétition de *Louis Verville* et autres, de *St. François du Lac*,—la pétition du Révérend *A. Roberge* et autres, du village de *St. Michel*,—la pétition du Révérend *N. E. Picard* et autres, de *St. Zéphirin*,—la pétition de *Narcisse Parenteau* et autres, de *St. Michel d'Yamaska*,—et la pétition de *Constant Bourque* et autres, de *Ste. Pie de Deguire*.

M. *Lareau*, du comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir choisi *Edmond Lareau*, écuyer, comme son président, est convenu de recommander à votre honorable chambre que son quorum soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à sept membres.

M. *Girouard*, du comité permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, après avoir choisi *Joseph E. Girouard*, écuyer, comme son président, a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis publiés étaient suffisants dans chaque cas, savoir :

De la Société Saint-Jean-Baptiste, de la ville de *Saint-Jean* ; demandant des amendements à sa charte.

De l'honorable *James Ferrier* et autres ; demandant à être constitués en corporation sous le nom de : " La compagnie générale de fidéicommis.

De *Wm. Stafford Tobias Butler* et autres ; de la Cité de *Montréal* ; demandant un acte incorporant " *The Shamook Amateur Athletic Association*. "

De *Léopold Poirier* et autres, demandant d'être constitués en corporation sous le nom de : " La Compagnie industrielle de *Drummondville*. "

De l'Union Saint-Joseph de *Saint-Henri* ; demandant un acte d'incorporation.

De l'honorable *Alex. Lacoste* et autres, de *Montréal* ; demandant l'incorporation de la " Cie du chemin de fer de Jonction de *Napierville*. "

De la Communauté des Filles de *Sainte-Anne*, de *Lachine* ; demandant des amendements à leur charte.

Du Conseil municipal du canton de *Dundee*, Comté de *Huntingdon* ; demandant un acte lui permettant d'émettre des débentures.

Votre comité désire recommander à votre honorable chambre que son quorum soit réduit à quatre membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à quatre membres.

M. *Bernatchez*, du comité permanent de l'Agriculture, l'Immigration et la Colonisation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *Nazaire Bernatchez*, écuyer, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à sept membres.

M. *Cameron* du Comité Permanent des Chemins de Fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *A. Cameron*, écuyer, pour son président et qu'il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à sept membres.

M. *Larochelle*, du comité permanent des diverses Industries en cette province, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *Louis Napoléon Larochelle*, écuyer, pour son président et qu'il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres.

M. *Robidoux*, du comité permanent de Législation et Lois expirantes, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *J. Emery Robidoux*, écuyer, pour son président et qu'il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres.

M. *David*, du comité permanent des Privilèges et Elections, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *L. O. David*, écuyer, pour son président, et qu'il recommande la réduction de son quorum à cinq membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres.

---

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Lynch* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie générale de fidéi-commis.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *David* ait la permission de présenter un Bill pour constituer en corporation l'Union Saint Joseph de *Saint Henri*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Boyer* ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte 23 Vict., ch. 136, des Statuts de la ci-devant Province du *Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Cameron* ait la permission de présenter un Bill autorisant le conseil municipal de *Dundee* à émettre des obligations dans le but de racheter les droits des sauvages à une partie du territoire de ce township et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Duhamel* ait la permission de présenter un Bill refondant l'acte d'incorporation de la Société St. Jean Baptiste de la ville de *St. Jean*. (31 Vict., ch. 50.)

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Lafontaine* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Jonction de *Napierville*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Lynch* ait la permission de présenter un Bill pourvoyant à la nomination d'un bureau provincial d'examineurs des candidats à l'admission à l'étude des professions d'avocat, de médecin, de notaire et de celle d'arpenteur provincial.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *McShane* ait la permission de présenter un Bill incorporant *The Shamrock Amateur Athletic Association*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Hall* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte des élections de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. *Gagnon* remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.



---

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

A. R. ANGERS.

*Messieurs de l'Assemblée Législative,*

Je reçois avec une grande satisfaction l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du Trône, et je vous remercie de l'expression de votre loyauté envers Sa Majesté et de l'assurance de votre dévouement aux intérêts de la Province.

Québec, ce 22 mai 1888.

---

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la motion proposée, jeudi dernier, à l'effet que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant les amendements à l'Acte de l'*Amérique Britannique du Nord*.

Et la motion étant de nouveau proposée ;

La Chambre reprend le dit débat ajourné.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Bourbonnais*,  
Ordonné, Que le débat soit ajourné de nouveau.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mercredi, 23 Mai 1888.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Girouard*,—la Pétition de *Joseph Lacoursière*, junior et autres, de la paroisse du canton de *Stanfold*.

Par M. *Laliberté*,—la Pétition du Révérend *Alphonse Beaudet* et autres, de la paroisse de *Ste. Philomène de Lotbinière*,—la Pétition de l'honorable *H. G. Joly* et autres, de *Ste. Emélie de Lotbinière*,—la Pétition du Révérend *Charles Z. Garceau* et autres, de *St. Pierre les Becquets*,—la Pétition du Révérend *Jos. Blais* et autres, de *Bécancourt*.

Par M. *Johnson*,—la Pétition de *W. B. Ives* et autres.

Par M. *Rocheleau*,—la Pétition du Conseil municipal du comté de *Chambly*.

Par M. *Lemieux*,—la Pétition de Sa Grandeur Monseigneur *D. Racine*, Evêque de *Chicoutimi* et autres, du comté de *Chicoutimi*,—et la Pétition de la Corporation de la ville de *Lévis*.

Par l'Honorable M. *Mercier*,—la Pétition de *The Royal Electric Company*.

Par M. *Dechene (L'Islet)*,—la Pétition de l'honorable *C. A. E. Gagnon* et autres.

Par M. *Champagne*,—la Pétition de la ville de *Maisonnette*,—la Pétition du Maire et des Conseillers de la ville de *St. Henri*,—la Pétition de *J. K. Ward* et autres, de la ville de *Ste. Cunégonde*,—et la Pétition du Conseil municipal du village de la *Cote Ste. Antoine*.

Par M. *Bourbonnais*,—la Pétition de *Aimé Prosper Aquila Pichette*, de la ville de *Nicolet*.

Par M. *Tessier*—la pétition de la Compagnie du chemin de fer de *Quebec & Lac-Saint-Jean*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Corporation du collège *Bishop, Lennoxville*,—et de la Convocation de l'Université du collège *Bishop, Lennoxville*, demandant respectivement des amendements aux lois de l'éducation.

De *Philippe Pelletier* et autres, de la cité de *Quebec* ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " l'Union des tailleurs de cuir de *Québec*."

Du Frère *Stephen* et autres, de la cité de *Quebec* ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " Club de La Salle."

De la Compagnie de marbre de *Sherbrooke* et de la Compagnie de chaux et de marbre de *Dudswell* ; demandant des amendements à leurs chartes de manière à étendre leurs pouvoirs.

Des Révérends Pères Oblats de l'Immaculée Conception de *Marie* ; demandant des amendement à leur acte d'incorporation.

De la Compagnie du Pont de *Windsor et Brompton* ; demandant des amendements à sa charte.

M. *Boyer*, du comité permanent des Comptes Publics présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *Arthur Boyer*, écuier, pour son président et qu'il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que M. *Owens* ait la permission de présenter un Bill intitulé : " Acte des Médecins vétérinaires, 1888. "

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que M. *David* ait la permission de présenter un Bill pour pourvoir à la subsistance des femmes abandonnées par leur maris.

Il présente, en conséquence le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que M. *David* ait la permission de présenter un Bill pour amender certains articles du Code civil.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que M. *David* ait la permission de présenter un Bill pour amender certains articles du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que M. *David* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte de cette province 44-45 *Victoria*, chap. 17, intitulé : " Acte pour assurer le paiement au constructeur et à l'ouvrier. "

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde en est ordonnée pour vendredi prochain.

---

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Rapports municipaux de la Province de Québec, pour l'année 1887. (*Documents de la Session No. 17*).

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 23 mai 1888.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-huitième jour d'août dernier, 1888, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à *Joseph H. Lefebvre*, écuier, registrateur pour le district électoral de *Shefford*, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de *Thomas Brasard*, écuier; *Tancrède Boucher de Grosbois*, écuier, a été rapporté dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative  
de la Province de Québec.

*Tancrède Boucher de Grosbois*, écuier, député du district électoral de *Shefford*, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question qui a été proposée, jeudi dernier, à l'effet que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant les amendements à l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord.

Et la question étant de nouveau proposée ;  
La Chambre reprend le dit débat ajourné.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

---

Sept heures et demie P. M.

L'Ordre pour les *Bills Privés* est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Les *Bills* suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des Divers *Bills Privés* :

Bill constituant en corporation la Compagnie générale de fidei-commis.

Bill pour constituer en corporation l'Union Saint-Joseph de *Saint-Henri*.

Bill refondant l'acte d'incorporation de la Société Saint Jean Baptiste de la ville de *Saint-Jean*.

---

L'honorable M. *Shehyn*, Trésorier de la Province, met devant la Chambre,—Un état de tous les droits, taux, confiscations et pénalités, (en rapport avec la perception du Revenu,) remis par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, du 17 mars 1887 au 15e jour de mai 1888, tel que requis par l'acte 31 Vict., chap. 9, sous-section 2 de la section 61. (*Documents de la Session No. 20*).

---

La Chambre reprend alors le débat sur la question proposée, jeudi dernier,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant les amendements à l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin.

*Jeudi, 24 mai 1888.*

Et le débat se continuant ;

Sur motion de M. *Lareau*, secondé par M. *Bernatchez*,  
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Sur motion de l'honorable M. *Shehyn*, secondé par l'honorable M. *Gagnon*,  
Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle demeurera ajournée jusqu'à Vendredi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à Vendredi prochain.

---

### Vendredi, 25 Mai 1888.

Les Pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Lynch*,—Trois pétitions de *Archibald Duff* et autres, gradués de l'Université du Collège *McGill*.

Par l'honorable M. *Mercier*,—la pétition du Conseil de Ville de la Ville de *Saint-Hyacinthe*.

Par M. *Hall*,—la pétition de la Compagnie d'Assurance sur la vie "*The Standard*," —la pétition de l'Université *McGill*, et la pétition de la Société Evangélique de la Grande Ligne.

Par M. *Cameron*,—la pétition de la Faculté médicale de l'Université *McGill*.

Par M. *Rocheleau*,—la pétition de la Congrégation des Frères de l'instruction publique.

Par M. *David*,—la pétition de la Corporation de la Cité de *Montréal*.

Par M. *Baldwin*,—la pétition de la Corporation de la ville de *Coaticook*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Moïse Manseau* et autres, de l'Avenir,—de *Alexander Johnson* et autres, de *South Durham*,—de *Michel Lynch* et autres, du canton de *Durham*,—de *J. A. Elliott* et autres, de l'Avenir, tous du comté de *Drummond* ; demandant des amendements à l'article 1080 du code municipal.

De *E. J. Hemming* et autres ; demandant un acte, incorporant en ville, le village de *Drummondville* et parties des cantons de *Grantham*, *Wendover* et *Simpson*.

De *Narcisse Blais* et autres ; demandant des amendements à la loi de chasse sur la côte Nord.

De la Compagnie canadienne de caoutchouc de *Montréal* ; demandant des amendements à sa charte à l'effet d'augmenter son capital.

De *Louis Arthur Zotique Pouliot*, de *L'Islet* ; demandant la passation d'un acte l'autorisant à vendre certaines propriétés immobilières.

Du conseil de ville de la ville de *Terrebonne* ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite ville.

De *Charles Pratt* et autres, de la Cité de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte autorisant la succession de feu *John Pratt*, à rémunérer les exécuteurs testamentaires.

De l'Œuvre et fabrique de la paroisse de *Longueuil* ; demandant la révocation des sections 229 et 230 de l'acte 44-45 Victoria, chap. 75.

De *Edouard Honoré Tellier* ; demandant la passation d'un acte autorisant le Barreau de la province de *Québec*, à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres.

Du Révérend *Thos. Quinn* et autres, du village de *Pierreville*,—de *Joseph Farley* et autres, de *St. Elphège*,—de *François Belisle* et autres, de *La Baie du Febvre*,—de la municipalité de la paroisse de *St. Michel d'Yamaska*,—de la municipalité de la paroisse de *St. François du Lac*,—de *Edouard Gill* et autres, de la paroisse de *Pierreville*,—du Révérend *A. Roberge* et autres, du village de *St. Michel d'Yamaska*,—du Révérend *N. E. Ricard*, et autres, de *St. Zéphirin*,—de *Narcisse Parenteau* et autres, de *Saint-Michel d'Yamaska*,—de *Constant Bourque* et autres, de *St. Pie de Déguire*,—de *Louis Verville* et autres, de *St-François du Lac*,—de *N. Beaulac* et autres, de *St-David*, tous du comté d'*Yamaska* ; demandant respectivement un amendement à l'acte 35 Victoria, chap. 30 et le rétablissement d'une traverse sur la rivière *Yamaska*.

De *J. R. Ward* et autres, contribuables de la ville de *Sainte-Cunégonde*,—du conseil de ville de la ville de *Lévis*,—et du conseil de ville de la ville de *Saint-Henri* ; demandant, respectivement, des amendements à leurs chartes.

De l'honorable *C. A. E. Gagnon* et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "La compagnie du chemin de fer de *Québec Oriental* et de la ligne courte."

De *W. A. Ives* et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "La Compagnie du chemin de fer "*Boston and Quebec Air line.*"

De *Joseph Lacoursière* et autres, du canton de *Stanford* ; demandant que certains lots de terre soient annexés à la municipalité de *Saint-Louis de Blandford*, pour fins scolaires et municipales.

De la Compagnie dite "The Royal Electric Compagny" ; demandant un acte l'autorisant à augmenter son capital-actions.

De *Aimer Prosper Aquila Pichette*, de la ville de *Nicolet* ; demandant un acte pour régulariser sa cléricature et pour permettre au bureau provincial de médecine de l'admettre au nombre de ces membres.

Du conseil municipal du comté de *Chambly* ; demandant un acte mettant la traverse du fleuve *Saint-Laurent* entre *Montréal* et *Longueuil* à la charge de la ville de *Longueuil*, et pour autres fins.

Du conseil municipal du village de la *Côte Saint-Antoine* ; demandant un acte autorisant le dit conseil à accorder une commutation de taxes en faveur de *The Montreal Amateur Athletic Association*.

De Sa Grandeur Monseigneur *D. Racine*, évêque, et du clergé et des citoyens du comté de *Chicoutimi* ; demandant la division du district électoral de *Chicoutimi* et *Saguenay*, en trois divisions électorales distinctes.

Du conseil de ville de *Maisonneuve* ; demandant des amendements à sa charte, à l'effet de lui accorder des pouvoirs plus étendus.

De la compagnie de chemin de fer *Québec et Lac-St-Jean* ; demandant des amendements à sa charte.

M. *Spencer*, du comité permanent des ordres permanents présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis publiés sont suffisants dans chaque cas, savoir :

Du Révd. A. *Brunet*, et autres ; demandant l'incorporation de la Compagnie du chemin de fer du *Portage-du-Fort* et de l'embranchement de *Bristol* ;

De la Compagnie des chemins de fer des Comtés-Unis ; demandant un acte pour remettre sa charte en vigueur ;

De R. W. *Heneker* et autres de *Sherbrooke* ; demandant un acte constituant en corporation l'Hôpital protestant de *Sherbrooke* ;

De la Compagnie de cuivre et de soufre d'*Orford* ; demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie du pont de *Windsor* et *Brompton* ; demandant des amendements à sa charte ;

De la Compagnie de marbre de *Sherbrooke*, et de la Compagnie de chaux et de marbre de *Dudswell* ; demandant des amendements à leurs chartes ;

De *Prosper Onézime Lauzon*, de la cité de *Montréal* ; demandant un acte pour régulariser sa cléricature et autoriser le bureau provincial de médecine à lui accorder une licence pour la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'art obstétrique.

De l'Association Saint-Jean-Baptiste de *Montréal* ; demandant des amendements à sa charte.

Quant à la pétition de l'Union St. Joseph de *St. Hyacinthe* ; demandant un acte d'incorporation, votre comité a trouvé que les trente jours d'avis ne sont pas encore expirés, mais comme les membres de cette association sont les seules parties intéressées, votre comité croit devoir recommander à votre Honorable Chambre la suspension de la 51ème règle.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Robertson* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'hôpital protestant de *Sherbrooke*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Robertson* ait la permission de présenter un Bill amendement la charte de la compagnie du pont de *Windsor* et *Brompton*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Robertson* ait la permission de présenter un Bill augmentant les pouvoirs de la Compagnie de marbre de *Sherbrooke* et de la Compagnie de chaux et de marbre de *Dudswell*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Robertson* ait la permission de présenter un Bill amendement la charte de *The Orford Copper and Sulphur Company*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill pour remettre en vigueur la charte de la compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement de ses travaux.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

---

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de *Saint-Hyacinthe*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *David* ait la permission de présenter un Bill refondant et amendant l'acte 12 Vict., ch. 149, constituant en corporation l'Association St. Jean-Baptiste de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Lynch* ait la permission de présenter un Bill amendant la section 49 de la 49-50 Victoria, chap. 34, concernant le Barreau de la Province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Bisson* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 497 du Code municipal.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Dechene* (*l'Islet*) ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 49-50 Vict., chap. 74, relatif à l'exploitation du gaz combustible en cette province.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Girouard* ait la permission de présenter un Bill pour amender les articles 33 et 1080 du Code municipal.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender et refondre les dispositions relatives à la reconnaissance civile des paroisses et à la construction des édifices religieux.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour favoriser les constructions et les réparations des églises, presbytères et cimetières dans les nouvelles paroisses ou missions dans la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Spencer* ait la permission de présenter un Bill pourvoyant à la taxation des propriétés personnelles.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de l'Honorable M. *Mercier*, secondé par l'Honorable M. *Gagnon*,

*Ordonné*, Que M. *de Grosbois*, l'Honorable M. *Mercier* et l'Honorable M. *Flynn* soient ajoutés au comité permanent des divers Bills privés.

*Ordonné*, Que Messieurs *David* et *Casgrain* soient ajoutés au comité permanent des privilèges et élections.

*Ordonné*, Que Messieurs, de *Grosbois* et *LeBlanc* soient ajoutés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

*Ordonné*, Que M. de *Grosbois* soit ajouté au comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Mercier* et l'Honorable M. *Taillon* soient ajoutés au comité permanent des comptes publics.

L'ordre du jour était lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée jeudi, le dix-sept du courant, portant, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant les amendements à l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord.

Et la question étant de nouveau proposée ;

L'honorable M. *Taillon*, propose comme amendement, secondé par l'honorable M. *Lynch* ;

Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les suivants leur soient substitués :

" L'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord a jusqu'à présent donné satisfaction à tous les intéressés, et que notamment cet acte assure aux provinces leur autonomie et le droit de se gouverner elles-mêmes ;

Que cette Chambre est d'opinion qu'il ne faut amender la constitution que dans les circonstances les plus urgentes ;

Qu'il n'existe actuellement aucune raison qui puisse engager cette Chambre à modifier la constitution surtout dans ses parties essentielles. "

Et un débat s'en suivant ;

L'Honorable M. *Turcotte*, ayant présenté l'indenture de son élection pour le district électoral des *Trois-Rivières*, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

*Résolu*, Qu'en admettant l'honorable *Arthur Turcotte*, élu pour représenter le district électoral des *Trois-Rivières*, à prendre son siège, en produisant seulement son indenture en double, sans le retour du Greffier de la Couronne en chancellerie et le certificat de ce dernier officier, cette Chambre recommande de s'en tenir strictement à la pratique d'exiger la présentation du certificat ordinaire.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit, samedi matin ;

*Samedi, 26 mai, 1888.*

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR:

Messieurs

*Baldwin,*  
*Blanchet,*  
*Cameron,*  
*Casgrain,*  
*Desjardins,*

*Dorais,*  
*Duplessis,*  
*Flynn,*  
*Johnson,*  
*LeBlanc,*

*Lynch,*  
*Martin (Bonaventure),*  
*McIntosh,*  
*Owens,*  
*Picard,*  
*Spencer et*  
*Taillon.—17.*



## CONTRE :

## Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Martin (Rimouski,)</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon</i>	<i>Turcotte.—31.</i>
<i>De Grosbois.</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Rinfret,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms tant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Martin (Rimouski,)</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—31.</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Rinfret,</i>	

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Dorais,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Picard,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>ture),</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon.—17.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>		

Ainsi, il est résolu affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

## (EN COMITÉ.)

*Résolu,* Qu'à une conférence tenue récemment dans la cité de *Québec*, des représentants et délégués des différentes provinces d'*Ontario* de *Québec*, de la *Nouvelle-Ecosse*, du *Nouveau-Brunswick* et du *Manitoba*, dûment accrédités par les gouvernements respectifs de ces provinces, il a été passé des résolutions concernant les amendement à l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, et que cette Chambre concourt dans ces résolutions, qui se lisent comme suit :

Attendu qu'en rédigeant l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, 1867, et en définissant dans cet acte les limites des pouvoirs législatif et exécutif, ainsi que les fonctions des législatures et des gouvernements du *Canada* et des provinces, les auteurs de la constitution ont fait une œuvre nouvelle, complexe et difficile, et qu'on devait s'attendre à ce que l'expérience du fonctionnement de ce nouveau système de gouvernement ferait sentir la nécessité de nombreux changements ; que vingt années d'expérience de cet acte ont élargi bien des points de friction entre les gouvernements et les législatures fédérale et provinciales, ont mis à jour de graves omissions dans ses dispositions et ont démontré (quand ses termes ont dû être interprétés par les tribunaux)

que, sous beaucoup de rapports, on n'en a pas défini la signification et l'intention ordinaires, et que des dispositions importantes de cet acte sont obscures quant à leurs véritables intention et signification ; et attendu que le maintien de l'autonomie provinciale est essentiellement nécessaire à la prospérité future du *Canada* ; et que si cette autonomie doit être maintenue, il est devenu évident que l'Acte constitutionnel doit être révisé et amendé : en conséquence les représentants et délégués des provinces d'*Ontario*, de *Québec*, de la *Nouvelle-Ecosse*, du *Nouveau-Brunswick* et du *Manitoba*, régulièrement accrédités par leurs gouvernements respectifs et réunis en conférence croyant exprimer les vues et les désirs du peuple du *Canada*, adoptent les résolutions suivantes comme base des amendements qui devraient être faits à cet acte, sauf l'approbation des diverses législatures provinciales.

1. Que l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord donne, d'une manière expresse, aux législatures provinciales, le pouvoir exclusif de faire des lois sur les matières énumérées dans la 92e clause de cet acte ; qu'une disposition précédente de cet acte réserve au gouvernement fédéral le pouvoir légal de désavouer à sa discrétion tous les statuts passés par une législature provinciale ; que ce droit de désaveu peut être exercé de manière à donner au gouvernement fédéral un contrôle arbitraire sur la législation des provinces, dans les limites mêmes de leurs propres attributions ; et que, pour cette raison, l'acte devrait être amendé en enlevant au gouvernement fédéral ce droit de désaveu sur les lois provinciales, laissant au peuple de chaque province, par ses représentants dans la législature provinciale, le libre exercice de son droit exclusif de légiférer sur les sujets qui lui sont assignés, soumis seulement au désaveu de Sa Majesté en conseil, comme avant la confédération, ce droit de désaveu devant être exercé à l'égard des provinces d'après les mêmes principes que ceux suivis quand il est appliqué aux lois fédérales.

2. Qu'il importe, pour le fonctionnement équitable de notre système fédéral, que le parlement fédéral ne devrait pas plus s'arroger l'exercice de pouvoirs appartenant exclusivement aux législatures provinciales, qu'une législature provinciale ne devrait s'arroger l'exercice de pouvoirs appartenant exclusivement au parlement fédéral ; que, pour prévenir tout tel empiètement, les gouvernements fédéral et provinciaux devraient avoir les mêmes facilités pour obtenir promptement une décision judiciaire sur la validité des statuts, tant du parlement fédéral que des législatures provinciales ; qu'il devrait être inséré dans la constitution une disposition pourvoyant au moyen d'obtenir cette décision avant, aussi bien qu'après l'application d'un statut, et que toute décision fut susceptible d'appel, comme dans les autres causes, afin que la décision puisse être finale.

3. Qu'il est d'intérêt public, afin d'éviter des doutes, des procès et des dépenses, que la question de constitutionnalité des lois fédérales ou provinciales ne puisse être soulevée par des particuliers (private litigants) sauf dans un laps de temps limité, (soit deux ans) à partir de leur passation ; qu'après d'expiration de ce délai, cette question de constitutionnalité ne puisse être soulevée qu'à l'instance d'un gouvernement, fédéral ou provincial ; que toute loi qui, après ce laps de temps limité, aura été déclarée inconstitutionnelle, devra (pour tout autre objet que celui de faire simplement décider la question), être considérée comme ayant été primitivement décrétée par la législature ou le parlement qui avait droit de la décréter, et comme susceptible de révocation ou d'amendement par cette législature ou ce parlement.

4. Que l'objet principal de la création du sénat était de protéger les intérêts respectifs des provinces comme telles ; qu'un sénat dont les membres sont nommés à vis par le gouvernement fédéral, ne donne pas aux provinces garantie suffisante, et que, dans le cas où l'on n'adopterait aucun remède plus prompt, l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord devrait être amendé de manière à limiter la durée des fonctions de sénateur et à donner, à mesure qu'il survient des vacances, le choix de la nomination à la province où se produit la vacance, jusqu'à ce que, dans chaque province, la moitié des sénateurs qui la représentent soient choisis par elle ; que subséquemment le mode pour choisir les sénateurs soit comme suit : si la vacance survient par suite du décès, de la démission ou de toute autre cause, d'un sénateur choisi par une province, cette province choisira son suc-

cesseur ; si la vacance survient par suite du décès, de la démission ou de toute autre cause, d'un sénateur choisi par une province, cette vacance sera remplie de la manière actuellement prescrite par l'acte, mais seulement pour une période d'années limitée.

5. Que le but de l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord et des provinces qui ont été réunies en confédération par cet acte, était que, en ce qui regarde les matières tombant sous l'autorité des législatures provinciales, le lieutenant-gouverneur de chaque province, en sa qualité de représentant de la Souveraine dans les affaires provinciales, aurait la même autorité exécutive que les autres gouverneurs et lieutenants-gouverneurs des colonies et des provinces britanniques ; que l'Acte a pratiquement été interprété et de cette manière dans toutes les provinces depuis la confédération ; que, pour les provinces, il est d'importance essentielle que ce droit soit maintenu et mis hors de doute ou de question ; que l'Acte ne renfermant aucune disposition expresse constatant un tel droit, et celui-ci étant en conséquence parfois nié et contesté, cet acte devrait être amendé en déclarant que sa véritable interprétation doit être conforme à l'intention et à la pratique, telles que ci-haut mentionnées.

6. Que les autorités fédérales interprètent l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord comme donnant au parlement fédéral le pouvoir d'excepter de la juridiction provinciale des travaux locaux situés dans une province et quoique construits en partie ou autrement avec l'argent de la province ou des municipalités de cette province, et de manière à excepter ainsi ces travaux locaux (sans compensation) en déclarant tout simplement qu'ils sont à l'avantage général du *Canada*, ou à l'avantage de deux ou d'un plus grand nombre de provinces, que ce soit ou non la véritable nature de ces travaux d'après le sens de l'Acte ; que ce n'était pas l'intention de cet acte que des travaux locaux fussent ainsi exceptés sans le concours de la législature provinciale, ou que le pouvoir du parlement fédéral dût s'exercer sur tous autres travaux, sauf ceux qui, "bien que situés dans une seule province, seront spécialement déclarés, dans ces actes qui les autoriseront, être d'un avantage général," tel que mentionné d'une manière expresse au paragraphe 11 de l'article 29 des résolutions de la Conférence de *Québec*, 1864 ; et que l'Acte de confédération devrait être amendé en conséquence.

7. Qu'il existe dans chaque province l'organisation voulue pour préparer et réviser la liste des électeurs pour les élections provinciales ; que les listes ainsi préparées ont été employées, sans causer aucun tort aux intérêts fédéraux ou provinciaux, durant vingt ans à toutes les élections fédérales, conformément aux termes formels de l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord et des statuts subséquents du parlement fédéral ; que la préparation séparée de listes des électeurs pour les élections fédérales occasionne de la confusion et un encombrement d'ouvrage, en même temps qu'elle entraîne une grande perte de temps et une dépense inutile pour tous les intéressés, que les membres de cette conférence sont d'opinion que l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord devrait être amendé de manière à décréter que, à toutes les élections fédérales dans une province, le cens électoral et les listes des électeurs soient les mêmes que pour les élections à l'Assemblée Législative de la province.

8. Que l'intention de l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord et des provinces réunies en confédération par cet acte, était que les autorités provinciales auraient le pouvoir de nommer des magistrats stipendiaires, de police et autres, et tous les officiers qui sont sous le contrôle de la législature provinciale ; que, depuis la confédération, toutes ces nominations ont en conséquence toujours été faites par les autorisés provinciales ; qu'il est juste et équitable que, dans l'intérêt général, les provinces aient ce pouvoir ; que l'on a soulevé, dans certaines cours provinciales, la question de savoir si, suivant la lettre de l'acte, ce pouvoir existe ; et que, pour enlever tout doute sur un point aussi important, il faudrait apporter à cet acte un amendement déclarant expressément que le pouvoir de nommer ces officiers appartient aux provinces.

9. Que, d'après l'esprit de l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord et l'intention de ses auteurs, les provinces ont droit à tous les frais ou honoraires payés ou payables sur procédures judiciaires dans les cours provinciales ; qu'en conséquence les provinces ont toujours joui du revenu en provenant et l'ont employé ; que, d'après une décision

récente du conseil privé de Sa Majesté, les législatures provinciales ne peuvent pas passer de loi relativement à ces frais ou honoraires, ni en employer le revenu pour les besoins de ces provinces, et que l'acte devrait être amendé de manière à donner clairement ce droit constitutionnel aux provinces.

10. Que, par l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, les législatures provinciales peuvent exclusivement faire des lois relatives à l'administration de la justice, y compris la constitution, le maintien et l'organisation des cours provinciales, de juridiction civile et criminelle ; qu'il a été émis une opinion judiciaire comportant qu'un lieutenant-gouverneur a le pouvoir d'émettre des commissions pour la tenue des cours d'assises et *Nisi Prius,oyer et terminer* et des assises criminelles générales ; mais le droit de ce faire est considéré comme tellement douteux que, dans le cas où il est jugé nécessaire de tenir une telle cour, des commissions distinctes, rédigées dans les mêmes termes, ont par entente faite entre les gouvernement fédéral et provincial, été émises par le gouverneur-général et le lieutenant-gouverneur ; qu'il est à propos de faire disparaître tout tel doute et de rendre inutile l'expédient de deux commissions, et qu'un amendement à l'acte devrait déclarer d'une manière expresse que les lieutenants-gouverneurs ont le pouvoir d'émettre ces commissions, conformément aux statuts provinciaux.

11. Qu'il a été constaté par l'expérience de tous les corps législatifs qu'il est nécessaire que ces corps possèdent certains privilèges et immunités leur permettant de remplir efficacement les fonctions qui leur sont confiées ; que, dans ce but, le parlement du *Canada* a passé des statuts, confirmés par législation du parlement impérial, définissant les privilèges, immunités et pouvoirs des deux Chambres et de leurs membres ; que plusieurs législatures ont passé de la même manière des statuts définissant les privilèges de leurs conseils législatifs et de leurs assemblées législatives ; que ces statuts n'ont pas encore été confirmés par législation du parlement impérial ; qu'il a été exprimé des doutes quant au pouvoir des législatures provinciales de passer ces lois ; qu'une législature provinciale devrait avoir le même pouvoir de passer des lois définissant les privilèges du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative ainsi que des membres de ces Chambres, que celui que possède le parlement fédéral de passer des lois définissant les privilèges du Sénat et de la Chambre des Communes ainsi que de leurs membres ; que les lois provinciales devraient être confirmées de la même manière que l'ont été les lois fédérales, et qu'il devrait être déclaré par un acte d'amendement passé par le parlement impérial qu'une législature provinciale a, quant à elle-même, les mêmes pouvoirs que le parlement fédéral, relativement à lui-même.

12. Que, dans deux des provinces du *Canada* il n'y a pas de Chambre Haute ; que, dans cinq des provinces il y a une Chambre Haute ; que, dans une de ces cinq provinces, les membres du Conseil Législatif sont électifs et élus pour un temps limité ; que, dans les quatre autres provinces, les conseillers législatifs sont nommés à vie par le lieutenant-gouverneur ; que l'expérience acquise depuis la confédération démontre que, avec le gouvernement responsable et les sauves gardes établies par l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, une deuxième Chambre provinciale n'est pas nécessaire et que les dépenses qu'elle occasionne dans toutes les provinces peuvent être avantageusement évitées ; qu'en vertu de l'Acte, une législature provinciale a le pouvoir d'amender la constitution de la province ; que ce pouvoir comprend l'abolition du Conseil Législatif ou le changement du système suivi pour le composer ; que cette disposition n'a pu permettre d'opérer l'abolition du conseil dans quelques-unes des provinces, où il y a raison de croire que l'opinion publique est favorable à ce changement ; et que l'Acte devrait être amendé de manière à pourvoir à ce que, sur une adresse de l'Assemblée Législative, composée des représentants élus du peuple, Sa Majesté la Reine puisse, par proclamation, abolir le Conseil Législatif ou changer sa constitution, pourvu que cette adresse soit adoptée par les deux tiers au moins des membres de l'Assemblée Législative.

13. Que l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord décrète que toutes les terres appartenant aux différentes provinces du *Canada* appartiendront respectivement aux provinces dans lesquelles elles sont situées ; que la prétention récemment émise par le gouvernement fédéral à la propriété de toutes les terres de la couronne au sujet desquelles

il n'y avait pas de traité avec les indiens avant la confédération des provinces, est contraire à l'esprit de la loi et à l'intention des provinces confédérées, est injuste et opposée à l'interprétation que les autorités fédérales, ainsi que les législatures et les gouvernements des provinces jusqu'à une date récente, ont donnée à l'acte de confédération ; que cet acte devrait être amendé de manière à le rendre clair et indiscutable dans son sens rigoureux et son véritable esprit, suivant lesquels toutes ces terres appartiennent à la province où elles sont situées, et non au *Canada*.

14. Que l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord donne juridiction au parlement fédéral dans les affaires de banqueroute et de faillite ; qu'il n'y a actuellement en vigueur aucune loi fédérale sur ce sujet ; qu'à défaut d'une loi pour tout le *Canada*, il est dans l'intérêt public que chaque province ait le pouvoir de légiférer sur cette matière, soumis à toute loi fédérale qui pourra être faite par la suite ; que les dispositions actuelles de l'acte de confédération laissent des doutes sur les limites dans laquelle les législatures provinciales peuvent légiférer sur cette matière, et qu'il est désirable que l'acte de confédération soit amendé de façon à donner expressément aux provinces la juridiction nécessaire, à défaut de législation fédérale et soumise à telle législation.

15. Qu'il est décrété par la 44e résolution de la conférence de *Quebec*, 1864, que " le pouvoir de pardonner aux criminels, de commuer ou de remettre en tout ou en partie leurs sentences, ou de surseoir à leur exécution, lequel pouvoir appartient de droit à la couronne, résidera dans la personne des lieutenants-gouverneurs en conseil," conformément aux dispositions de cette résolution ; que toute disposition concernant ce pouvoir a été omise dans l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord ; que par les instructions royales données au gouverneur-général, subséquemment à la passation de cet acte, Son Excellence est (entre autres choses) " autorisée et revêtue du pouvoir d'accorder un pardon à tout délinquant condamné à raison d'un crime par toute cour ou par tout juge, juge de paix ou magistrat, dans le *Canada* ; " que ce langage a fait naître des doutes sur le pouvoir du lieutenant-gouverneur d'une province de suspendre ou commuer les sentences ou de pardonner aux prisonniers condamnés pour une offense contre les lois de la province, ou commuer ou de remettre, en tout ou en partie, toute sentence, amende, confiscation, pénalité ou punition se rattachant à toute telle offense ; qu'il est probable que tel n'était pas le but de ces instructions ; que le pouvoir de régler toutes questions relatives à l'exécution des lois provinciales devrait appartenir au lieutenant-gouverneur en conseil de chaque province, laissant—si on le juge à propos—au gouvernement fédéral le pouvoir de régler d'autres questions, et que l'acte de confédération devrait être amendé en conséquence.

16. Que les provinces représentées à cette conférence reconnaissent qu'il est à propos que toutes les questions se rattachant aux frontières des provinces soient réglées de manière à les mettre à l'abri de toute contestation ; que les frontières entre *Ontario*, *Manitoba* et le *Canada*, telles que fixées par le conseil privé de Sa Majesté, devraient l'être par la législation impériale, ainsi que recommandé par ordre de sa Majesté, et que toutes les frontières septentrionales des provinces d'*Ontario* et de *Quebec* devraient être déterminées et fixées sans plus de délai.

17. Qu'en vertu de l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, tous les droits de douane et d'accise, ainsi que certains autres revenus des provinces, ont été enlevés aux provinces et transférés au *Canada*, et qu'il a été décrété que les sommes suivantes seraient payées annuellement par le *Canada* aux différentes provinces pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures :

<i>Ontario</i> .....	\$80,000
<i>Québec</i> .....	70,000
<i>Nouvelle-Ecosse</i> .....	60,000
<i>Nouveau-Brunswick</i> .....	50,000

Et qu'il serait accordé à chaque province, à titre d'aide, une subvention annuelle

équivalente à 80 centins par tête de la population telle que fixée par le recensement de 1861, avec disposition spéciale pour la *Nouvelle-Ecosse* et le *Nouveau-Brunswick*.

(2) Que le revenu du *Canada*, au commencement du régime fédéral, était de \$13,716,786, dont 20 pour 100, ou \$2,753,906 échurent aux provinces pour des fins provinciales, 80 pour 100, ou \$10,962,880, revenant au *Canada*; que grâce à la progression des impôts, sur une population accrue, le revenu du *Canada* s'est élevé de \$13,716,786 à \$33,177,000; que bien que cette augmentation d'impôt retombe sur la population des provinces et que l'augmentation de la population impose à celles-ci un surcroît considérable d'obligations, il ne leur a été accordé aucune augmentation correspondante ou proportionnelle de subvention, 13 seulement au lieu de 20 pour 100 du revenu accru du *Canada*, soit \$4,182,525, leur étant actuellement accordés, lorsque, au lieu de 80 pour cent, le *Canada* retient 87 pour 100, soit \$28,994,475.

(3) Qu'il est constaté que les sommes payées annuellement par le *Canada* aux différentes provinces, en vertu de l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, sont tout à fait insuffisantes pour les besoins qu'elles doivent satisfaire; que les dépenses actuelles pour le gouvernement civil et la législation, dans les différentes provinces, excèdent considérablement le montant affecté à cet objet dans l'acte de confédération, et que les autres dépenses provinciales nécessaires pour des objets locaux auxquels, avant la confédération, il était pourvu à même des fonds provinciaux, ont considérablement augmenté depuis.

(4) Que plusieurs des provinces ne sont pas en état de pourvoir, au moyen de taxes directes ou autrement, au surcroît de dépenses nécessaires et ont par conséquent demandé de temps à autre au parlement et au gouvernement fédéral l'augmentation de leurs subventions annuelles.

(5) Que cette conférence est d'opinion qu'on peut arriver à établir la base d'un règlement définitif et irrévocable fixant les sommes que le pouvoir fédéral doit payer annuellement aux différentes provinces pour leurs fins locales et le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures, aux moyen de la proportion qui suit, savoir :

(A) Au lieu des montants actuellement versés, les sommes qui seront désormais payées annuellement par le *Canada* aux différentes provinces pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures, devraient être payées au prorata du chiffre de la population et comme suit :

(a) Quand la population n'atteint pas 150,000.....	\$ 100,000
(b) Quand la population est de 150,000, mais n'excède pas 200,000.....	150,000
(c) Quand la population est de 200,000, mais n'excède pas 400,000.....	180,000
(d) Quand la population est de 400,000, mais n'excède pas 800,000.....	190,000
(e) Quand la population est de 800,000, mais n'excède pas 1,500,000.....	220,000
(f) Quand la population excède 1,500,000.....	240,000

(B.) Au lieu d'une somme comme celle qui est actuellement accordée tous les ans pour chaque tête de la population, le versement annuel devra désormais être fixé à raison de quatre-vingts centins par tête, mais au prorata du chiffre de la population tel que constaté par le dernier recensement décennal, jusqu'à ce que la population dépasse 2,500,000; et à raison de soixante centins par tête pour la proportion de cette population qui excèdera 2,500,000.

(C.) Le chiffre de la population, tel que fixé par le dernier recensement décennal, devra servir de base, excepté pour la *Colombie Anglaise* et le *Manitoba*; et, en ce qui concerne ces deux dernières provinces, le chiffre de la population à adopter devra être celui d'après lequel, conformément aux divers statuts qui s'y rapportent, les versements

annuels, actuellement effectués en faveur de ces provinces respectivement par le pouvoir fédéral, sont déterminés, et ce jusqu'à ce qu'il ait été constaté par le recensement que la population réelle est devenue plus considérable ; et à partir de ce moment, le chiffre de la population réelle, tel que constaté, devra servir de point de départ.

(D) Les sommes que le pouvoir fédéral sera tenu d'accorder et payer chaque année aux provinces respectivement, devront être fixées au moyen d'une législation impériale qui sera définitive et absolue, et à laquelle il sera interdit au parlement fédéral d'apporter des altérations, additions ou variantes.

(6) Que le tableau suivant indique les sommes que le pouvoir fédéral serait dorénavant tenu de payer chaque année aux diverses provinces, en remplacement de celles qui doivent actuellement être payées à titre de subvention pour les fins de gouvernement et de législation (ces sommes devant être supputées en prenant pour point de départ le dernier recensement décennal dans les provinces d'*Ontario*, *Québec*, *Nouvelle Ecosse*, *Nouveau-Brunswick* et *Ile du Prince-Edouard*, et en tenant compte de la limite de la population actuellement fixée par statuts pour les provinces de la *Colombie Anglaise* et du *Manitoba*.)

Provinces	Population recensement 1881	Allocation pour le gouvernement et la législature	Subside par tête	Allocation totale pour le gouvernement et par tête
Ontario .....	1,923,328	\$ 240,000	\$1,538,662 40	\$1,778,692 40
Québec .....	1,359,027	220,000	1,087,221 60	1,307,221 60
Nouvelle-Ecosse .....	440,572	190,000	352,557 60	542,457 60
Nouveau-Brunswick .....	821,233	180,000	256,986 40	436,986 40
Ile du Prince-Edouard .....	108,891	100,000	78,112 80	187,112 80
Manitoba .....	150,000	150,000	129,000 00	270,000 00
Colombie Britannique .....	60,000	100,000	48,000 00	148,000 00
		\$1,180,000	\$3,490,440 80	\$4,670,440 80

(7) Que cette conférence est d'opinion que les propositions plus haut exposées doivent être prises en considération par les gouvernements des différentes provinces du Canada et, dans le cas où elles seraient approuvées, qu'elles devraient être soumises aux législatures provinciales.

18. Que, dans l'opinion de cette conférence, les diverses provinces de la confédération canadienne devraient, par l'entremise de leurs législatures respectives, prendre, plus tôt possible, des mesures pour faire adopter par le parlement impérial des amendements à l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, conformes aux résolutions précédentes.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rinfret dit Malouin* fait, en conséquence, rapport des dites résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, Qu'à une conférence tenue récemment dans la cité de *Québec*, des représentants et délégués des différentes provinces d'*Ontario* de *Québec*, de la *Nouvelle-Ecosse*, du

*Nouveau-Brunswick* et du *Manitoba*, dûment accrédités par les gouvernements respectifs de ces provinces, il a été passé des résolutions concernant les amendement à l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, et que cette Chambre concourt dans ces résolutions, qui se lisent comme suit :

Attendu qu'en rédigeant l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, 1867, et en définissant dans cet acte les limites des pouvoirs législatif et exécutif, ainsi que les fonctions des législatures et des gouvernements du *Canada* et des provinces, les auteurs de la constitution ont fait une œuvre nouvelle, complexe et difficile, et qu'on devait s'attendre à ce que l'expérience du fonctionnement de ce nouveau système de gouvernement ferait sentir la nécessité de nombreux changements ; que vingt années d'expérience de cet acte ont élargi bien des points de friction entre les gouvernements et les législatures fédérale et provinciales, ont mis à jour de graves omissions dans ses dispositions et ont démontré (quand ses termes ont dû être interprétés par les tribunaux) que, sous beaucoup de rapports, on n'en a pas défini la signification et l'intention ordinaires, et que des dispositions importantes de cet acte sont obscures quant à leurs véritables intention et signification ; et attendu que le maintien de l'autonomie provinciale est essentiellement nécessaire à la prospérité future du *Canada* ; et que si cette autonomie doit être maintenue, il est devenu évident que l'Acte constitutionnel doit être révisé et amendé : en conséquence les représentants et délégués des provinces d'*Ontario*, de *Québec*, de la *Nouvelle-Ecosse*, du *Nouveau-Brunswick* et du *Manitoba*, régulièrement accrédités par leurs gouvernements respectifs et réunis en conférence croyant exprimer les vues et les désirs du peuple du *Canada*, adoptent les résolutions suivantes comme base des amendements qui devraient être faits à cet acte, sauf l'approbation des diverses législatures provinciales.

1. Que l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord donne, d'une manière expresse, aux législatures provinciales, le pouvoir exclusif de faire des lois sur les matières énumérées dans la 92<sup>e</sup> clause de cet acte ; qu'une disposition précédente de cet acte réserve au gouvernement fédéral le pouvoir légal de désavouer à sa discrétion tous les statuts passés par une législature provinciale ; que ce droit de désaveu peut être exercé de manière à donner au gouvernement fédéral un contrôle arbitraire sur la législation des provinces, dans les limites mêmes de leurs propres attributions ; et que, pour cette raison, l'acte devrait être amendé en enlevant au gouvernement fédéral ce droit de désaveu sur les lois provinciales, laissant au peuple de chaque province, par ses représentants dans la législature provinciale, le libre exercice de son droit exclusif de légiférer sur les sujets qui lui sont assignés, soumis seulement au désaveu de Sa Majesté en conseil, comme avant la confédération, ce droit de désaveu devant être exercé à l'égard des provinces d'après les mêmes principes que ceux suivis quand il est appliqué aux lois fédérales.

2. Qu'il importe, pour le fonctionnement équitable de notre système fédéral, que le parlement fédéral ne devrait pas plus s'arroger l'exercice de pouvoirs appartenant exclusivement aux législatures provinciales, qu'une législature provinciale ne devrait s'arroger l'exercice de pouvoirs appartenant exclusivement au parlement fédéral ; que, pour prévenir tout tel empiètement, les gouvernements fédéral et provinciaux devraient avoir les mêmes facilités pour obtenir promptement une décision judiciaire sur la validité des statuts, tant du parlement fédéral que des législatures provinciales ; qu'il devrait être inséré dans la constitution une disposition pourvoyant au moyen d'obtenir cette décision avant, aussi bien qu'après l'application d'un statut, et que toute décision fut susceptible d'appel, comme dans les autres causes, afin que la décision puisse être finale.

3. Qu'il est d'intérêt public, afin d'éviter des doutes, des procès et des dépenses, que la question de constitutionnalité des lois fédérales ou provinciales ne puisse être soulevée par des particuliers (private litigants) sauf dans un laps de temps limité, (soit deux ans) à partir de leur passation ; qu'après d'expiration de ce délai, cette question de constitutionnalité ne puisse être soulevée qu'à l'instance d'un gouvernement, fédéral ou provincial ; que toute loi qui, après ce laps de temps limité aura été déclarée inconstitutionnelle, devra (pour tout autre objet que celui de faire simplement décider la question), être considérée



comme ayant été primitivement décrétée par la législature ou le parlement qui avait droit de la décréter, et comme susceptible de révocation ou d'amendement par cette législature ou ce parlement.

4. Que l'objet principal de la création du sénat était de protéger les intérêts respectifs des provinces comme telles ; qu'un sénat dont les membres sont nommés à vie par le gouvernement fédéral, ne donne pas aux provinces garantie suffisante, et que, dans le cas où l'on n'adopterait aucun remède plus prompt, l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord devrait être amendé de manière à limiter la durée des fonctions de sénateur et à donner, à mesure qu'il survient des vacances, le choix de la nomination à la province où se produit la vacance, jusqu'à ce que, dans chaque province, la moitié des sénateurs qui la représentent soient choisis par elle ; que subséquemment le mode pour choisir les sénateurs soit comme suit : si la vacance survient par suite du décès, de la démission ou de toute autre cause, d'un sénateur choisi par une province, cette province choisira son successeur ; si la vacance survient par suite du décès, de la démission ou de toute autre cause, d'un sénateur choisi par une province, cette vacance sera remplie de la manière actuellement prescrite par l'acte, mais seulement pour une période d'années limitée.

5. Que le but de l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord et des provinces qui ont été réunies en confédération par cet acte, était que, en ce qui regarde les matières tombant sous l'autorité des législatures provinciales, le lieutenant-gouverneur de chaque province, en sa qualité de représentant de la Souveraine dans les affaires provinciales, aurait la même autorité exécutive que les autres gouverneurs et lieutenants-gouverneurs des colonies et des provinces britanniques ; que l'Acte a pratiquement été interprété et de cette manière dans toutes les provinces depuis la confédération ; que, pour les provinces, il est d'importance essentielle que ce droit soit maintenu et mis hors de doute ou de question ; que l'Acte ne renfermant aucune disposition expresse constatant un tel droit, et celui-ci étant en conséquence parfois nié et contesté, cet acte devrait être amendé en déclarant que sa véritable interprétation doit être conforme à l'intention et à la pratique, telles que ci-haut mentionnées.

6. Que les autorités fédérales interprètent l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord comme donnant au parlement fédéral le pouvoir d'excepter de la juridiction provinciale des travaux locaux situés dans une province et quoique construits en partie ou autrement avec l'argent de la province ou des municipalités de cette province, et de manière à excepter ainsi ces travaux locaux (sans compensation) en déclarant tout simplement qu'ils sont à l'avantage général du *Canada*, ou à l'avantage de deux ou d'un plus grand nombre de provinces, que ce soit ou non la véritable nature de ces travaux d'après le sens de l'Acte ; que ce n'était pas l'intention de cet acte que des travaux locaux fussent ainsi exceptés sans le concours de la législature provinciale, ou que le pouvoir du parlement fédéral dût s'exercer sur tous autres travaux, sauf ceux qui, " bien que situés dans une seule province, seront spécialement déclarés, dans ces actes qui les autoriseront, être d'un avantage général, " tel que mentionné d'une manière expresse au paragraphe 11 de l'article 29 des résolutions de la Confédération de *Québec*, 1864 ; et que l'Acte de confédération devrait être amendé en conséquence.

7. Qu'il existe dans chaque province l'organisation voulue pour préparer et réviser la liste des électeurs pour les élections provinciales ; que les listes ainsi préparées ont été employées, sans causer aucun tort aux intérêts fédéraux ou provinciaux, durant vingt ans à toutes les élections fédérales, conformément aux termes formels de l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord et des statuts subséquents du parlement fédéral ; que la préparation séparée de listes des électeurs pour les élections fédérales occasionne de la confusion et un encombrement d'ouvrage, en même temps qu'elle entraîne une grande perte de temps et une dépense inutile pour tous les intéressés, que les membres de cette conférence sont d'opinion que l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord devrait être amendé de manière à décréter que, à toutes les élections fédérales dans une province, le cens électoral et les listes des électeurs soient les mêmes que pour les élections à l'Assemblée Législative de la province.

8. Que l'intention de l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord et des provinces

réunies en confédération par cet acte, était que les autorités provinciales auraient le pouvoir de nommer des magistrats stipendiaires, de police et autres, et tous les officiers qui sont sous le contrôle de la législature provinciale ; que, depuis la confédération, toutes ces nominations ont en conséquence toujours été faites par les autorisés provinciales ; qu'il est juste et équitable que, dans l'intérêt général, les provinces aient ce pouvoir ; que l'on a soulevé, dans certaines cours provinciales, la question de savoir si, suivant la lettre de l'acte, ce pouvoir existe ; et que, pour enlever tout doute sur un point aussi important, il faudrait apporter à cet acte un amendement déclarant expressément que le pouvoir de nommer ces officiers appartient aux provinces.

9. Que, d'après l'esprit de l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord et l'intention de ses auteurs, les provinces ont droit à tous les frais ou honoraires payés ou payables sur procédures judiciaires dans les cours provinciales ; qu'en conséquence les provinces ont toujours joui du revenu en provenant et l'ont employé ; que, d'après une décision récente du conseil privé de Sa Majesté, les législatures provinciales ne peuvent pas passer de loi relativement à ces frais ou honoraires, ni en employer le revenu pour les besoins de ces provinces, et que l'acte devrait être amendé de manière à donner clairement ce droit constitutionnel aux provinces.

10. Que, par l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, les législatures provinciales peuvent exclusivement faire des lois relatives à l'administration de la justice, y compris la constitution, le maintien et l'organisation des cours provinciales, de juridiction civile et criminelle ; qu'il a été émis une opinion judiciaire comportant qu'un lieutenant-gouverneur a le pouvoir d'émettre des commissions pour la tenue des cours d'assises et *Visi Prius*,oyer et terminer et des assises criminelles générales ; mais le droit de ce faire est considéré comme tellement douteux que, dans le cas où il est jugé nécessaire de tenir une telle cour, des commissions distinctes, rédigées dans les mêmes termes, ont par entente faite entre les gouvernement fédéral et provincial, été émises par le gouverneur-général et le lieutenant-gouverneur ; qu'il est à propos de faire disparaître tout tel doute et de rendre inutile l'expédient de deux commissions, et qu'un amendement à l'acte devrait déclarer d'une manière expresse que les lieutenants-gouverneurs ont le pouvoir d'émettre ces commissions, conformément aux statuts provinciaux.

11. Qu'il a été constaté par l'expérience de tous les corps législatifs qu'il est nécessaire que ces corps possèdent certains privilèges et immunités leur permettant de remplir efficacement les fonctions qui leur sont confiées ; que dans ce but, le parlement du *Canada* a passé des statuts, confirmés par législation du parlement impérial, définissant les privilèges, immunités et pouvoirs des deux Chambres et de leurs membres ; que plusieurs législatures ont passé de la même manière des statuts définissant les privilèges de leurs conseils législatifs et de leurs assemblées législatives ; que ces statuts n'ont pas encore été confirmés par législation du parlement impérial ; qu'il a été exprimé des doutes quant au pouvoir des législatures provinciales de passer ces lois ; qu'une législature provinciale devrait avoir le même pouvoir de passer des lois définissant les privilèges du Conseil Législatif et de l'Assemblée Législative ainsi que des membres de ces Chambres, que celui que possède le parlement fédéral de passer des lois définissant les privilèges du Sénat et de la Chambre des Communes ainsi que de leurs membres ; que les lois provinciales devraient être confirmées de la même manière que l'ont été les lois fédérales, et qu'il devrait être déclaré par un acte d'amendement passé par le parlement impérial qu'une législature provinciale a, quant à elle-même, les mêmes pouvoirs que le parlement fédéral, relativement à lui-même.

12. Que, dans deux des provinces du *Canada* il n'y a pas de Chambre Haute ; que dans cinq des provinces il y a une Chambre Haute ; que, dans une de ces cinq provinces, les membres du Conseil Législatif sont électifs et élus pour un temps limité ; que dans les quatre autres provinces, les conseillers législatifs sont nommés à vie par le lieutenant-gouverneur ; que l'expérience acquise depuis la confédération démontre que, avec le gouvernement responsable et les sauves gardes établies par l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, une deuxième Chambre provinciale n'est pas nécessaire et que les dépenses qu'elle occasionne dans toutes les provinces peuvent être avantageusement évitées ; qu'en vertu

de l'Acte, une législature provinciale a le pouvoir d'amender la constitution de la province; que ce pouvoir comprend l'abolition du Conseil Législatif ou le changement du système suivi pour le composer; que cette disposition n'a pu permettre d'opérer d'abolition du conseil dans quelque-unes des provinces, où il y a raison de croire que l'opinion publique est favorable à ce changement; et que l'Acte devrait être amendé de manière à pourvoir à ce que, sur une adresse de l'Assemblée Législative, composée des représentants élus du peuple, Sa Majesté la Reine puisse, par proclamation, abolir le Conseil Législatif ou changer sa constitution, pourvu que cette adresse soit adoptée par les deux tiers au moins des membres de l'Assemblée Législative.

13. Que l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord décrète que toutes les terres appartenant aux différentes provinces du *Canada* appartiendront respectivement aux provinces dans lesquelles elles sont situées; que la prétention récemment émise par le gouvernement fédéral à la propriété de toutes les terres de la couronne au sujet desquelles il n'y avait pas de traité avec les indiens avant la confédération des provinces, est contraire à l'esprit de la loi et à l'intention des provinces confédérées, est injuste et opposée à l'interprétation que les autorités fédérales, ainsi que les législatures et les gouvernements des provinces jusqu'à une date récente, ont donnée à l'acte de confédération; que cet acte devrait être amendé de manière à le rendre clair et indiscutable dans son sens rigoureux et son véritable esprit, suivant lesquels toutes ces terres appartiennent à la province où elle sont situées, et non au *Canada*.

14. Que l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord donne juridiction au parlement fédéral dans les affaires de banqueroute et de faillite; qu'il n'y a actuellement en vigueur aucune loi fédérale sur ce sujet; qu'à défaut d'une loi pour tout le *Canada*, il est dans l'intérêt public que chaque province ait le pouvoir de légiférer sur cette matière, soumis à toute loi fédérale qui pourra être faite par la suite; que les dispositions actuelles de l'Acte de confédération laissent des doutes sur les limites dans lesquelles les législatures provinciales peuvent légiférer sur cette matière, et qu'il est désirable que l'Acte de confédération soit amendé de façon à donner expressément aux provinces, la juridiction nécessaire, à défaut de législation fédérale et soumise à telle législation.

15. Qu'il est décrété par la 44<sup>e</sup> résolution de la conférence de *Quebec*, 1864, que "le pouvoir de pardonner aux criminels, de commuer ou de remettre en tout ou en partie leurs sentences, ou de surseoir à leur exécution, lequel pouvoir appartient de droit à la couronne, résidera dans la personne des lieutenants-gouverneurs en conseil," conformément aux dispositions de cette résolution; que toute disposition concernant ce pouvoir a été omise dans l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord; que par les instructions royales données au gouverneur général, subséquemment à la passation de cet acte, Son Excellence est (entre autres choses) "autorisée et revêtue du pouvoir d'accorder un pardon à tout délinquant condamné à raison d'un crime par toute cour ou par tout juge, juge de paix ou magistrat, dans le *Canada*;" que ce langage a fait naître des doutes sur le pouvoir du lieutenant-gouverneur d'une province de suspendre ou commuer les sentences ou de pardonner aux prisonniers condamnés pour une offense contre les lois de la province, ou commuer ou de remettre, en tout ou en partie, toute sentence, amende, confiscation, pénalité ou punition se rattachant à toute telle offense, qu'il est probable que tel n'était pas le but de ces instructions; que le pouvoir de régler toutes questions relatives à l'exécution des lois provinciales devrait appartenir au lieutenant-gouverneur en conseil de chaque province, laissant, si on le juge à propos, au gouvernement fédéral le pouvoir de régler d'autres questions, et que l'Acte de confédération devrait être amendé en conséquence.

16. Que les provinces représentées à cette conférence reconnaissent qu'il est à propos que toutes les questions se rattachant aux frontières des provinces soient réglées de manière à les mettre à l'abri de toute contestation; que les frontières entre *Ontario*, *Manitoba* et le *Canada*, telles que fixées par le conseil privé de Sa Majesté devraient l'être par la législation impériale, ainsi que recommandé par ordre de Sa Majesté; et que toutes les frontières septentrionales des provinces d'*Ontario* et de *Québec* devraient être déterminées et fixées sans plus de délai.

17. Qu'en vertu de l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, tous les droits de douane et d'accise, ainsi que certains autres revenus des provinces, ont été enlevés aux provinces et transférés au *Canada*, et qu'il a été décrété que les sommes suivantes seraient payées annuellement par le *Canada* aux différentes provinces pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures :

<i>Ontario</i> .....	\$80,000
<i>Québec</i> .....	70,000
<i>Nouvelle-Ecosse</i> .....	60,000
<i>Nouveau-Brunswick</i> .....	50,000

Et qu'il serait accordé à chaque province, à titre d'aide, une subvention annuelle équivalente à 80 centins par tête de la population telle que fixée par le recensement de 1861, avec disposition spéciale pour la *Nouvelle-Ecosse* et le *Nouveau-Brunswick*.

(2) Que le revenu du *Canada*, au commencement du régime fédéral, était de \$13,716,786, dont 20 pour 100, ou \$2,753,906 échurent aux provinces pour des fins provinciales, 80 pour 100, ou \$10,962,880, revenant au *Canada* ; que grâce à la progression des impôts, sur une population accrue, le revenu du *Canada* s'est élevé de \$13,716,786 à \$33,177,000 ; que bien que cette augmentation d'impôt retombe sur la population des provinces et que l'augmentation de la population impose à celles-ci un surcroît considérable d'obligations, il ne leur a été accordé aucune augmentation correspondante ou proportionnelle de subvention, 13 seulement au lieu de 20 pour 100 du revenu accru du *Canada*, soit \$4,182,525, leur étant actuellement accordés, lorsque, au lieu de 80 pour cent, le *Canada* retient 87 pour 100, soit \$28,994,475.

(3) Qu'il est constaté que les sommes payées annuellement par le *Canada* aux différentes provinces, en vertu de l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, sont tout à fait insuffisantes pour les besoins qu'elles doivent satisfaire ; que les dépenses actuelles pour le gouvernement civil et la législation, dans les différentes provinces, excèdent considérablement le montant affecté à cet objet dans l'Acte de confédération, et que les autres dépenses provinciales nécessaires pour des objets locaux auxquels, avant la confédération, il était pourvu à même des fonds provinciaux, ont considérablement augmenté depuis.

(4) Que plusieurs des provinces ne sont pas en état de pourvoir, au moyen de taxes directes ou autrement, au surcroît de dépenses nécessaires et ont par conséquent demandé de temps à autre au parlement et au gouvernement fédéral, l'augmentation de leurs subventions annuelles.

(5) Que cette conférence est d'opinion qu'on peut arriver à établir la base d'un règlement définitif et irrévocable fixant les sommes que le pouvoir fédéral doit payer annuellement aux différentes provinces pour leurs fins locales et le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures, aux moyen de la proportion qui suit, savoir :

(A) Au lieu des montants actuellement versés, les sommes qui seront désormais payées annuellement par le *Canada* aux différentes provinces pour le maintien de leurs gouvernements et de leurs législatures, devraient être payées au *pro rata* du chiffre de la population et comme suit :

(a) Quand la population n'atteint pas 150,000.....	\$ 100,000
(b) Quand la population est de 150,000, mais n'excède pas 200,000.....	150,000
(c) Quand la population est de 200,000, mais n'excède pas 400,000.....	180,000
(d) Quand la population est de 400,000, mais n'excède pas 800,000.....	190,000
(e) Quand la population est de 800,000, mais n'excède pas 1,500,000.....	220,000
(f) Quand la population excède 1,500,000.....	240,000

(B) Au lieu d'une somme comme celle qui est actuellement accordée tous les ans pour chaque tête de la population, le versement annuel devra désormais être fixé à raison de quatre-vingt centins par tête, mais au *pro rata* du chiffre de la population tel que constaté par le dernier recensement décennal, jusqu'à ce que la population dépasse 2,500,000 ; et à raison de soixante centins par tête pour la proportion de cette population qui excèdera 2,500,000.

(C) Le chiffre de la population, tel que fixé par le dernier recensement décennal, devra servir de base, excepté pour la *Colombie Anglaise* et le *Manitoba* ; et, en ce qui concerne ces deux dernières provinces, le chiffre de la population à adopter devra être celui d'après lequel, conformément aux divers statuts qui s'y rapportent, les versements annuels, actuellement effectués en faveur de ces provinces respectivement par le pouvoir fédéral, sont déterminés, et ce jusqu'à ce qu'il ait été constaté par le recensement que la population réelle est devenue plus considérable ; et à partir de ce moment, le chiffre de la population réelle, tel que constaté, devra servir de point de départ.

(D) Les sommes que le pouvoir fédéral sera tenu d'accorder et payer chaque année aux provinces respectivement, devront être fixées au moyen d'une législation impériale qui sera définitive et absolue, et à laquelle il sera interdit au parlement fédéral d'apporter des altérations, additions ou variantes.

(6) Que le tableau suivant indique les sommes que le pouvoir fédéral serait dorénavant tenu de payer chaque année aux diverses provinces, en remplacement de celles qui doivent actuellement être payées à titre de subvention pour les fins de gouvernement et de la législation (ces sommes devant être supputées en prenant pour point de départ le dernier recensement décennal dans les provinces d'*Ontario*, *Quebec*, *Nouvelle-Ecosse*, *Nouveau-Brunswick* et *Ile du Prince-Edouard*, et en tenant compte de la limite de la population actuellement fixée par statuts pour les provinces de la *Colombie Anglaise* et du *Manitoba*.)

Provinces	Population recensement 1881	Allocation pour le gouvernement et le législature	Subside par tête	Allocation totale pour le gouvernement et par tête
Ontario.....	1,923,328	\$240,000	\$1,538,662 40	\$1,778,692 40
Quebec.....	1,359,027	220,000	1,087,221 60	1,307,221 60
Nouvelle-Ecosse.....	440,572	190,000	352,557 60	542,457 60
Nouveau-Brunswick....	821,233	180,000	256,986 40	436,986 40
Ile du Prince Edouard..	108,891	100,000	78,112 80	187,112 80
Manitoba.....	150,000	150,000	129,000 00	270,000 00
Colombie Britannique..	60,000	100,000	48,000 00	148,000 00
		\$1,180,000	\$3,490,440 80	\$4,670,440 80

(7) Que cette conférence est d'opinion que les propositions plus haut exposées doivent être prises en considération par les gouvernements des différentes provinces du *Canada* et, dans le cas où elle seraient approuvées, qu'elles devraient être soumises aux législatures provinciales.

18. Que, dans l'opinion de cette conférence, les diverses provinces de la confédération canadienne devraient, par l'entremise de leurs législatures respectives, prendre, le

---

plus tôt possible, des mesures pour faire adopter par le parlement impérial des amendement à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, conformes aux résolutions précédentes.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, lundi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

---

### Lundi, 28 Mai 1888.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Goyette,—la pétition de la Compagnie de navigation de la Côte Sainte Cathérine.

Par M. Spencer,—la pétition de L. A. Sénézac et autres, du canton de Stanbridge, comté de Missisquoi.

Par M. Cardin,—la pétition de A. A. Taillon et autres.

Par l'honorable M. McShane,—la pétition de W. W. Robertson et autres.

Par M. de Grosbois,—la pétition de la Compagnie de chemin de fer de la Vallée de Missisquoi.

Par M. Trudel,—la pétition du révérend L. E. A. Dupuis et autres.

Par M. Murphy,—la pétition des Petites Sœurs des Pauvres, de la cité de Montréal, et la pétition des Syndics de l'Eglise de Saint-André, Lévis.

Par M. Hall,—la pétition de la Compagnie d'assurance sur la vie "The Sun."

Par l'honorable M. Robertson,—la pétition de la Compagnie de chaux Dominion.

Par M. Bazinet,—la pétition de Charles Bazinet et autres.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Conseil de ville de la ville de Saint-Hyacinthe; demandant un acte pour refondre et amender les divers actes concernant la charte de la dite ville.

De la Congrégation des Frères de l'Instruction Chrétienne; demandant un acte d'incorporation.

De "The Standard Life Assurance Company"; demandant un acte d'incorporation.

De la Société Evangélique de la Grande Ligne; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la corporation de la ville de Coaticook; demandant une charte spéciale.

De la corporation de la cité de Montréal; demandant un acte l'autorisant à consolider sa dette et pour autres fins.

De A. P. Howard et autres, professeurs de la Faculté Médicale de l'Université McGill; demandant que certaines dispositions de l'Acte Médical de cette Province, ne deviennent pas loi, et la continuation de certains privilèges.

De J. Ferrier et autres de l'Université McGill; demandant que certaines dispositions du Barreau de cette Province, soient révoquées, et que certaines dispositions de l'Acte Médical de cette Province, ne deviennent pas loi, et la continuation de certains privilèges.

De Archd. Duff et autres, gradués de l'Université du Collège McGill; demandant que le bureau provincial des examinateurs des aspirants à l'admission à l'étude des professions libérales, soit composé de deux sections distinctes, dont l'une catholique et l'autre protestante.

De Archd. Duff et autres, gradués de la Faculté en loi et d'autres Facultés de l'Université McGill; demandant des amendements à la section 49 de l'Acte 49-50 Victoria, chapitre 34.

De Archd. Duff et autres, gradués de la Faculté Médicale et d'autres Facultés de l'Université McGill; demandant que certaines dispositions de l'Acte Médical de cette Province ne deviennent pas loi, et la continuation de certains privilèges.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année 1887. (*Documents de la Session No. 14*).

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu des juges de la Cour Supérieure choisis pour la décision des pétitions d'élection, conformément à l'Acte des élections contestées de *Québec*, de 1875, les rapports et jugements ayant rapport aux élections :

Pour le district électoral de *Jacques-Cartier*,

Et pour le district électoral de *Verchères*.

Lesquels sont lus ; et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de la Chambre comme suit :

### ÉLECTION CONTESTÉE DE JACQUES-CARTIER.

*Montréal*, 25 mai 1888.

A l'honorable *F. G. Marchand*,

Orateur de l'Assemblée Législative de *Québec*,

*Québec*.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le jugement rendu par la Cour de Révision, dont j'étais le Président, *Re* l'élection contestée du comté de *Jacques-Cartier*, (*Prevost vs. Boyer*).

Conformément à la section 92 de l'acte des élections contestées (38 Vict., chap. 8), j'ai aussi l'honneur de vous faire rapport :

1° Qu'il n'a pas été prouvé que des manœuvres frauduleuses aient été pratiquées par aucun candidat à la dite élection, ou à sa connaissance et de son consentement ;

2° Qu'il n'a pas été prouvé contre aucune personne la commission d'aucune manœuvre frauduleuse ;

3° Que des manœuvres frauduleuses n'ont pas été prouvées et qu'il n'y a pas raison de croire que des manœuvres frauduleuses aient été pratiquées dans une grande mesure à l'élection à laquelle se rapporte la pétition.

J'ai l'honneur d'être,

Etc., Etc.

Votre obéissant serviteur,

F. G. JOHNSON.

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC,  
District de *Montréal*.  
No. 10.

COUR SUPÉRIEURE,  
(EN RÉVISION.)

### L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, DE 1875 ET SES AMENDEMENTS.

Le vingt-troisième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-huit.

PRÉSENTS :

L'honorable juge *Johnson*,

“ “ *Taschereau*,

“ “ *Gill*.

*In re* Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour le district électoral de *Jacques-Cartier*, dans le district judiciaire de *Montréal*, tenue les septième et quatorzième jours d'octobre mil huit cent quatre-vingt-six, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

*Orice Prévost*, tailleur de pierre, du village de *Sainte-Genève*, dans le district de *Montréal*,

Pétitionnaire ;

vs.

*Arthur Boyer*, bourgeois, des cité et district de *Montréal*,

Défendeur.

La cour, ayant entendu les parties par leurs procureurs sur le mérite de la pétition d'élection en cette cause, ayant de plus examiné la preuve, la procédure et toutes les pièces du dossier et sur le tout délibéré ;

Considérant que le pétitionnaire n'a pas fait la preuve des allégations de sa pétition d'élection ;

Rejette la dite pétition d'élection avec dépens contre le dit pétitionnaire distraits à messieurs *Geoffrion, Dorion, Lafleur* et *Rinfret*, procureurs du dit défendeur ; déclare que le dit défendeur a été dûment élu député pour représenter le district électoral de *Jacques Cartier* à l'Assemblée Législative de la province de Québec, à l'élection qui a eu lieu le septième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-six, pour la présentation des candidats et le quatorzième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-six, pour la votation et ordonne que rapport soit fait en conséquence.

Le juge *Gill* ne concourt pas à ce jugement.

(Vraie copie),

L. H. COLLARD,  
Député P. C. S.

### ÉLECTION CONTESTÉE DE VERCHÈRES.

*Montréal*, 25 mai 1888.

A l'honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative,  
*Québec*.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le jugement rendu par la Cour de Révision dont j'étais le Président, *Re* l'élection contestée du comté de *Verchères*, (*Paille vs. Lussier*.)

Conformément à la section 92 de l'acte des élections contestées (38 Vic. ch. 8.) j'ai aussi l'honneur de vous faire rapport :

1o. Qu'il n'a pas été prouvé que des manœuvres frauduleuses aient été pratiquées par aucun candidat à la dite élection, ou à sa connaissance et de son consentement.

2o. Qu'il n'a pas été prouvé contre aucune personne la commission d'aucune manœuvre frauduleuse.

3o. Que des manœuvres frauduleuses n'ont pas été prouvées et qu'il n'y a pas raison de croire que des manœuvres frauduleuses aient été pratiquées dans une grande mesure à l'élection à laquelle se rapporte la pétition.

J'ai l'honneur d'être, etc., etc., etc.,

Votre obéissant serviteur,

F. G. JOHNSON.  
J. C. S.



CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC,  
District de *Montréal*.  
No. 8.

}

COUR SUPÉRIEURE  
(EN RÉVISION.)

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, DE 1875,  
ET SES AMENDEMENTS.

Le vingt-troisième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-huit.

PRÉSENTS :

L'Honorable Juge *Johnson*,  
" " *Taschereau*  
" " *Loranger*.

*In re* Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, pour le district électoral de *Verchères*, dans le district judiciaire de *Montréal*, tenue les septième et quatorzième jours d'octobre mil huit cent quatre-vingt-six, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

*Alphonse Faille*, journalier, de la paroisse de *Belœil*, dans le district de *Montréal*,

Pétitionnaire ;

et

*Alexandre Eustache Edouard Lussier*, écuier, de la paroisse de *Varennes*, dans le district de *Montréal*,

Défendeur.

La Cour, ayant entendu le défendeur par ses procureurs sur le mérite de la pétition d'élection en cette cause, le pétitionnaire et ses procureurs ayant fait défaut de comparaître, quoique dûment appelé à l'audition de la cause ; ayant de plus examiné la procédure et toutes les pièces du dossier et sur le tout délibéré ;

Considérant que le pétitionnaire n'a pas fait la preuve des allégations de sa pétition d'élection ;

Rejette de la pétition d'élection, avec dépens contre le dit pétitionnaire distraits à Messieurs *Geoffrion*, *Dorion*, *Lasfleur* et *Rinfret*, procureurs du défendeur ; déclare que le défendeur a été dûment élu député pour représenter le district électoral de *Verchères* à l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, à l'élection qui a eu lieu le septième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-six pour la présentation des candidats, et le quatorzième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-six pour la votation, et ordonne que rapport soit fait en conséquence.

Le juge *Loranger* ne concourt pas à ce jugement.

Vraie copie,

L. N. COLLARD,  
Député P. C. S.

L'honorable M. *Shehyn*, Trésorier de la Province, met devant la Chambre,—Etat des cautionnements donnés par les officiers publics de la province de *Québec*, depuis le 22 mars 1887 au 23 mai 1888, tel que requis par la section 17 de l'acte 32 Vict., chap. 9, tel qu'amendé. (*Documents de la Session No. 21.*)

Ordonné, Que M. *Hall* ait la permission de présenter un Bill pourvoyant à la tenue des enquêtes sur les malversations des corps publics.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Poupore* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *Portage du Fort* et de l'embranchement de *Bristol*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour mieux définir le mode de sépulture, inhumation et exhumation.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers Bills Privés :

Bill amendant l'acte 23 Victoria, ch. 136 des statuts de la ci-devant province du *Canada*.

Bill autorisant le Conseil municipal de *Dundee* à émettre des obligations dans le but de racheter les droits des sauvages à une partie du territoire de ce township et pour d'autres fins.

Bill incorporant *The Shamrock Amateur Athletic Association*.

Bill constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de *Saint-Hyacinthe*.

Bill refondant et amendant l'acte 12 Vict., ch. 149, constituant en corporation l'Association Saint-Jean-Baptiste de *Montréal*.

Bill constituant en corporation l'Hôpital protestant de *Sherbrooke*.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies de mines et manufacturières :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de jonction de *Napierville*.

Bill amendant la charte de la compagnie du Pont de *Windsor* et *Brompton*.

Bill augmentant les pouvoirs de la Compagnie de marbre de *Sherbrooke* et de la Compagnie de chaux et de marbre de *Dudswell*.

Bill amendant la charte de "*The Orford and Sulphur Company*."

Bill pour remettre en vigueur la charte de la Compagnie du chemin de fer des *Comtés-Unis* et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement de ses travaux.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaines résolutions concernant les amendements proposés à l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, rapportées du comité de toute la Chambre samedi le 26 du courant, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois;

L'honorable M. *Flynn* propose comme amendement, secondé par M. *Desjardins*.

Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" parmi les résolutions maintenant soumises à cette Chambre, il en est qui présentent un grand danger, attendu qu'elles s'attaquent à des principes fondamentaux de notre constitution, et qu'elles tendent à nous priver en certains cas des avantages du gouvernement responsable ;

Que, quant à quelques autres de ces résolutions qui ne sont pas en tout ou en partie intrinsèquement sujettes à objections sérieuses, elles ne portent pas sur des matières assez importantes et leur utilité n'est pas assez évidente pour justifier les amendements à notre constitution ;

Que cette Chambre, sans abandonner la position prise par la Législature de cette Province en 1883 et 1884 quant au rajustement du subside payé aux Provinces par le gouvernement fédéral, ne saurait approuver ces résolutions dans leur ensemble."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>ture),</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon.—18.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—27.</i>
<i>De Grsbois,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Rinfret,</i>	

Aussi, il est résolu négativement.

Et la question principale étant mise aux voix, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; Il est résolu affirmativement sur la même division que la précédente prise inversement.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise, et il est résolu affirmativement.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, avec prière de communiquer à Son Excellence le Gouverneur-Général et au Secrétaire d'Etat pour le *Canada*, que cette Chambre a concouru dans ces résolutions.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

*Résolu*, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, mercredi prochain, elle soit ajournée jusqu'à vendredi prochain.

*Ordonné*, Que la 60ème règle de cette Chambre soit suspendue pour ce qui a rapport au Bill pour remettre en vigueur la charte de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis et prolonger des délais pour le commencement et le parachèvement de ses travaux.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Certains journaux, entre autres l'*Electeur* du 4 avril 1888, ont fait l'assertion suivante :

“Depuis longtemps ceux qui s'intéressent à l'avenir de la race canadienne-française, ont exprimé les plus vifs regrets de voir grand nombre de leurs compatriotes prendre le chemin des villes manufacturières des Etats de la *Nouvelle Angleterre*. Bien fondés étaient ces regrets, mais plus encore aujourd'hui. L'émigration prend depuis quelque temps des proportions telles qu'il est permis de croire que d'ici à peu de temps, si l'état de choses actuel se continue, les paroisses de *Saint-Valier*, *Saint-François de la Rivière du Sud*, du *Cap Saint-Ignace*, de l'*Islet*, de *Saint-Charles de Bellechasse*, de *Saint-Roch des Aulnets*, perdront une forte proportion de leurs habitants. A preuve, durant les six derniers jours, pas moins de 1200 personnes, hommes, femmes et enfants, sont partis pour les *Etats-Unis*, où ils vont chercher de l'emploi dans les centres manufacturiers.

En face de cette exode de la race canadienne-française, quelles sont les mesures que compte prendre le gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—La Chambre sera appelée à voter un montant pour remédier, temporairement du moins, à cet état de choses.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement d'établir un laboratoire de chimie agricole destiné à déterminer les éléments fertilisants de nos terres, à établir la meilleure manière de les rendre à leur fertilité primitive, à doser les éléments actifs des matières fertilisantes, à étudier les composts de provenances diverses, tels que déchets d'usines et de fabriques, à donner la valeur nutritive des diverses matières alimentaires, à fournir des recettes raisonnées pour l'alimentation des vaches, etc., etc., et à faire étudier toutes les branches qui sont du ressort de la chimie agricole ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Oui, et si le Conseil Législatif avait accepté le projet de loi adopté par cette Chambre l'an dernier la chose serait déjà faite.

Par M. *Spencer*,—Est-il à la connaissance du gouvernement que la partie du chemin de fer *Montréal, Portland et Boston*, entre la ville de *Farnham* et la ligne de la frontière, dans le comté de *Missisquoi*, subventionnée par la province, a cessé d'être exploitée depuis quelque temps ?

Est-ce l'intention du gouvernement de prendre les moyens de faire remettre ce chemin en état d'exploitation ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—Le gouvernement a été informé de ce fait, mais d'une manière non officielle. Le chemin de fer de *Montréal, Portland et Boston* fait partie maintenant du réseau des lignes du sud-est, sous le contrôle de la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, chemin de fer déclaré par le parlement fédéral être une entreprise à l'avantage général du *Canada*.

Par M. *Tessier*,—Est-ce l'intention du gouvernement de prendre des arrangements avec les autorités du Skating Rink afin de faire disparaître leur bâtisse de l'endroit où elle se trouve maintenant.

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—La question est sous considération.

---

Par M. *Tessier*,—Est-ce l'intention du gouvernement d'aider à la construction d'un pont en fer pour relier la cité de *Quebec* à la ville de *Lévis* ?

Réponse par l'honorable M. *Sheyhn*,—Lorsque le gouvernement de la Puissance aura fait ce qu'il est tenu de faire en faveur de cette entreprise, le gouvernement de *Québec* sera heureux de contribuer à la construction de ce pont, dans la mesure de ses moyens.

Par l'honorable M. *Flynn*,—Est-ce l'intention du gouvernement de modifier les termes et conditions ordinaires des billets de location ou permis d'occupation des terres de la Couronne ? Si oui, en quel sens ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*,—Oui, le gouvernement se propose de présenter une mesure pendant la présente session; nous ne saurions en donner présentement les détails, mais elle aura spécialement pour objet de favoriser la colonisation.

---

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu des juges de la cour supérieure, choisis pour la décision des pétitions d'élection conformément à l'Acte des élections contestées de *Québec*, 1875, les rapports et jugements relatifs à l'élection pour le district électoral de *Nicolet*.

Lesquels sont lus, et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de cette Chambre comme suit :

#### ÉLECTION CONTESTÉE DE NICOLET.

##### BUREAU DU PROTONOTAIRE.

Palais de Justice,  
*Quebec*, 28 mai 1888

Monsieur,

Conformément aux dispositions de l'Acte des élections contestées de *Quebec*, section 91, nous avons l'honneur de vous transmettre une copie certifiée du jugement rendu le 26 mai courant sur la pétition d'élection pour la division électoral de *Nicolet*.

Nous vous transmettons aussi le rapport des juges.

Nous sommes vos très humbles serviteurs,

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL, P. C. S.

A l'honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative de *Québec*.

---

*Québec*, 26 mai 1888.

A l'honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative,  
de *Québec*.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous inclure, sous ce pli, la copie certifiée d'un jugement sur une pétition contre l'élection de M. *Louis Trefflé Dorais*, tenue, la dite élection, en octobre mil huit cent quatre-vingt six.

La pétition alléguant que des manœuvres corruptrices avaient été pratiquées, à la dite élection et conformément à l'Acte des élections contestées de *Québec*, 1875, nous faisons le rapport suivant :

1. Il n'a pas été prouvé que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées par quelque candidat à cette élection à sa connaissance et de son consentement.

2. Durant l'instruction de la dite pétition il a été prouvé que des agents du défendeur ont commis, hors sa connaissance, des manœuvres frauduleuses suffisantes pour annuler son élection et qu'il n'y a pas lieu de faire rapport des noms des dits agents, attendu qu'aucun d'eux n'a été mis en cause au cours du procès,

3. Il n'a pas été prouvé et il n'y a pas lieu de croire que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans une grande mesure à la dite élection.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur l'Orateur,

Vos obéissants serviteurs,

A. STUART,

L. B. CARON,

J. B. BOURGEOIS.

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC. }  
District de *Québec*.  
No. 8.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE  
(SIÉGEANT EN RÉVISION.)

Le vingt et unième jour de mai mil huit cent quatre-vingt-huit.

PRÉSENTS :

L'honorable juge en chef Sir *Andrew Stuart*,

" " *L. B. Caron*,

" " *J. B. Bourgeois*.

# L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875, ET AMENDEMENTS.

Election d'un député à l'Assemblée Législative pour le district électoral de *Nicolet*.

*Gustave Adolphe Turcotte*, écuier, médecin, de la paroisse de *St. Celestin*, dans le district judiciaire des *Trois-Rivières*,

Pétitionnaire ;

vs.

*Louis Trefflé Dorais*, négociant, de la paroisse de *St-Grégoire le Grand*, dans le district judiciaire des *Trois-Rivières*,

Défendeur.

La cour, siégeant en révision, ayant entendu les parties par leurs avocats, 1° sur la motion du défendeur produite le 25ième jour d'avril dernier, demandant que toutes les

dépositions écrites et rapportées par le sténographe Charest soient rejetées du dossier ; 2° Sur la motion du défendeur produite le même jour demandant que toutes les dépositions rapportées par le sténographe *Boisvert* soient rejetées du dossier ; 3° Sur le mérite de la pétition d'élection du dit pétitionnaire, examiné les pièces de la procédure et la preuve produite, et sur le tout délibéré ;

Considérant que les dites motions du défendeur sont mal fondées, les renvoie avec dépens ;

Considérant qu'il est prouvé que des agents du défendeur, hors sa connaissance et sans son consentement, se sont rendus coupables au cours de l'élection, de manœuvres frauduleuses, mais que le pétitionnaire, n'a pas fait de preuve pour justifier la déqualification personnelle du défendeur demandée dans la dite pétition d'élection : casse et annule l'élection du dit défendeur, comme membre de l'Assemblée Législative de *Quebec*, pour le district électoral de *Nicolet*, en date, la dite élection, du quatorze octobre mil huit cent quatre-vingt-six ; renvoie cette partie des conclusions de la dite pétition d'élection demandant la déqualification personnelle du défendeur et condamne le dit défendeur aux dépens de la dite pétition, distraits aux procureurs du pétitionnaire M<sup>tres</sup> *Honan* et *Tourigny*, sauf les frais d'assignation des témoins suivants, leur taxe comme témoins, le coût de leurs dépositions et l'impression des mêmes dépositions, lesquels frais sont mis à la charge du dit pétitionnaire, lesquels témoins sont les suivants, savoir : *Theophile St-Laurent*, marchand de la ville de *Nicolet*, *George St-Jean*, journalier, de la ville de *Nicolet*, *Etienne Patenaude*, journalier, de *Nicolet*, *Moïse Jutras*, journalier, de la ville de *Nicolet*, *Désilets*, charretier de la ville de *Nicolet*, *Arthur Rochette*, commerçant de *Nicolet*, *Méderic Gendron*, ferblantier et couvreur de la ville de *Nicolet*, *Etienne Auger*, journalier, de la ville de *Nicolet*, *Patrick Morin*, journalier, de la ville de *Nicolet*, *Michel Bourque*, cultivateur, de *Saint-Grégoire*, *Ludger Désilets*, cultivateur, de la paroisse de *Sainte-Gertrude*, *Ephrem Champoux*, cultivateur, de la paroisse de *Sainte-Gertrude*.

A. STUART, C. S.

I. B. CARON, J. C. S.

J. B. BOURGEOIS.

(Vraie copie), Fiset, BURROUGHS & CAMPBELL,  
P. C. S.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,  
Ordonné, Que M. l'Orateur émette son mandat, ordonnant au Greffier de la Couronne en Chancellerie, d'émaner un nouveau bref pour l'élection d'un député pour représenter, dans le présent Parlement, le district électoral de *Nicolet*.

L'Honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

A. R. ANGERS,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* soumet à l'Assemblée Législative, copie d'un ordre en conseil en date du 28 mai, mil huit cent quatre-vingt huit, nommant les commissaires pour la régie intérieure de l'Assemblée Législative, conformément aux dispositions de l'Acte 39 Victoria, chap. 12.

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

*Québec*, 28 mai, 1888.

---

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil Exécutif, en date du 26 mai 1888, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 28 mai 1888.

---

No. 335.

Sur la nomination des membres de la commission de l'économie interne de l'Assemblée Législative.

L'honorable Premier-Ministre, dans un mémoire en date du 26 mai courant, (1888), recommande que l'honorable *Joseph Shehyn*, Trésorier de la province, l'honorable *Arthur Turcotte*, Procureur Général et l'honorable *Georges Duhamel*, Commissaire des terres de la couronne, soient nommés commissaires pour mettre à exécution l'Acte 39 Vict., chap. 12, concernant l'économie interne de l'Assemblée Législative.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER.  
Greff. Cons. Ex.

---

Sur motion M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état des lots pris dans chaque comté, dans chaque district, et dans toute la Province de *Québec*, depuis l'année 1882-83 jusqu'à l'année 1887-88, inclusivement.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la lettre en date du 12 avril 1878, adressée à l'honorable *D. A. Ross*, alors procureur-général, par M. *L. J. C. Fiset*, protonotaire, au sujet des registres de la Prévosté de *Québec*, qui sont en la possession de la Société littéraire et historique de *Québec*.

Sur motion de M. *Dechene (l'Islet)*, secondé par M. *Laliberté*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—Copie d'un ordre en conseil et d'un rapport de l'honorable Ministre de la Justice, au sujet des actes passés par la Législature de *Quebec*, à sa session de 1886 ; et copie de la correspondance qui a eu lieu à ce sujet entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette province.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par M. *Desjardins*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie du jugement du comité judiciaire du conseil privé, touchant la validité de l'acte 45 Vict., chap. 22, (taxe sur les corporations commerciales.)

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de tous les ordres en conseil et de la correspondance, depuis le 29 janvier 1887, au sujet du règlement des réclamations du gouvernement contre la cité de *Montréal*.



---

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copies des requêtes, lettres ou correspondances au sujet de la destitution et la réinstallation de M. *Albert Dugas*, comme garde forestier.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copies de toutes requêtes et correspondances, depuis le 29 janvier 1887, au sujet de l'octroi de nouveaux subsides à des entreprises de voies ferrées.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance échangée entre les personnes qui ont été nommées conseillers législatifs depuis le 29 janvier 1886, et le gouvernement ou aucun des ministres, au sujet de ces nouvelles nominations de conseillers.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie des requêtes et de la correspondance et de tout ordre en conseil, au sujet de la nomination d'un successeur à *L. Z. Joncas*, écuyer, comme shérif de *Gaspé*.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant les réclamations en rapport avec le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa & Occidental qui ont été réglées par le gouvernement, depuis le 29 janvier 1887, avec mention spéciale du montant total de chacune de ces réclamations et de la somme payée en chaque cas.

Sur motion de M. *Martin (Rimouski)*, secondé par M. *Lapointe*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé des argents de colonisation, dépensés dans le comté de *Rimouski*, depuis le premier mai 1887, jusqu'au premier mai 1888.

M. *Casgrain* propose, secondé par M. *LeBlanc*,

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la Commission nommant l'honorable Sir *A. A. Dorion*, commissaire pour s'enquérir de certains faits relatifs à la démission de l'honorable M. *Lavallée*, comme conseiller législatif et à la lettre écrite par le dit M. *Lavallée* retirant la dite démission; aussi copie de toutes instructions, lettres ou documents accompagnant cette commission.

L'honorable M. *Mercier* propose comme amendement à la question, secondé par l'honorable M. *Shehyn*, Que les mots suivants soient ajoutés à la dite motion: "de l'ordre en conseil autorisant cette commission, du rapport de l'honorable Commissaire, documents y annexés, plaintes, indictement, mandats d'arrestation, témoignage et de toutes pièces de procédures criminelles contre le dit *Lavallée*."

Et objection étant faite par l'honorable M. *Taillon* que l'amendement n'est pas dans l'ordre parcequ'il n'est pas relevant à la motion principale.

M. l'Orateur décide comme suit:

"La règle 12 établit que "tous les amendements, excepté les amendements aux "motions demandant que la Chambre se forme en comité des subsides et des voies et "moyens, doivent être relevant à la motion principale et essentiellement analogues à la "matière en question."

“ Il y a eu jusqu'à récemment, dans la pratique suivie aux communes fédérales et aux communes impériales, une différence marquée à l'égard du rapport que peut avoir un amendement à la motion principale ; la pratique canadienne ayant été plus rigoureuse que la pratique suivie en Angleterre. Cependant, celle-ci s'est graduellement transformée jusqu'à ce qu'elle se soit assimilée à la pratique du parlement canadien. May, dans son édition de 1883, l'établit comme suit : *The law on the relevancy of amendments seems now to be ; that, if they are on the same subject-matter with the original motion, they are admissible, but not when foreign thereto.* Ce précepte paraît identique à celui établi dans la règle 12 plus haut citée.

“ La question se résume donc de savoir si l'amendement se rapporte à la matière en question, *if they are on the same subject-matter*,” ou s'il ne s'y rapporte pas.

“ La motion principale demande la production de certains documents relatifs à un événement politique ; l'amendement propose de faire produire plusieurs autres documents relatifs au même événement.

“ Par l'adoption de la première proposition, la Chambre est partiellement renseignée, en adoptant la seconde elle tend à se renseigner plus complètement ; ce qui, abstraction faite du mérite intrinsèque de la question et comme simple matière de procédure, est son droit.

“ Je crois donc que l'amendement doit être maintenu.”

L'honorable M. *Flynn* propose comme sous-amendement, secondé par M. *Desgardins*, que tous les mots après “ documents y annexés,” dans le dit amendement soient retranchés.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Faucher de St. Maurice</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon.—16</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lareau,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Larochelle</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Champagne.</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier.—27.</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question sur l'amendement à la motion originale étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement sur la même division que la précédente prise inversement.

Alors la question originale, ainsi amendée étant mise aux voix, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la Commission nommant l'honorable Sir *A. A. Dorion*, commissaire pour s'enquérir de certains faits relatifs à la démission de

l'honorable M. *Lavallée*, comme conseiller législatif et à la lettre écrite par le dit M. *Lavallée* retirant la dite démission ; aussi copie de toutes instructions, lettres ou documents accompagnant cette commission, de l'ordre en conseil autorisant cette commission, du rapport de l'honorable Commissaire, documents y annexés, plaintes, indictement, mandats d'arrestation, témoignage et de toutes pièces de procédures criminelles contre le dit *Lavallée*,—elle est

*Résolue*, affirmativement sur la même division que la précédente.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Le Bill amendant certains articles du code municipal est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le Bill déclarant que les territoires érigés en paroisses en vertu de l'acte 34 Victoria, chap. 8, sont des municipalités scolaires, et faisant disparaître tous doutes à ce sujet, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence en le dit Comité ; et après avoir ainsi délibéré quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Dechene (L'Islet)* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le dit Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte déclarant que les territoires érigés en paroisses en vertu de l'acte 34 Vict., chap. 8, sont des municipalités scolaires, et faisant disparaître tous doutes à ce sujet."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres requérant célérité ;

Et la question étant mise aux voix, Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte 48 Victoria, chapitre 7, concernant l'agriculture ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Rocheleau* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 29 Mai 1888.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. *Lynch*,—la pétition de Dame *Eliza Carmichael*, veuve de feu *John Monk* et autres,—et la pétition de *Samuel Willard Foster* et autres.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer des Comtés de *Dorchester*, *Lévis*, *Bellechasse*, *Montmagny*, *L'Islet* et *Kamouraska*.

Par M. de *Grosbois*,—la pétition de *Henri Desorcis* et autres.

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—la pétition de la Corporation de la Cité de *Québec*.

Par M. *Girouard*,—la pétition du Révérend *N. D. St. Cyr* et autres,—la pétition de *Alexis Labonté* et autres,—et la pétition de la municipalité du village d'*Arthabaskaville*.

Par M. *Laliberté*,—la pétition du Révérend *P. O. Drolet* et autres,—la pétition du Révérend M. *Gagnon* et autres.

Par M. *Rocheleau*,—la pétition de de la Compagnie du chemin de fer de la Vallée de l'*Ottawa* et de la *Gatineau*,—la pétition de la Compagnie manufacturière de *Chambly*,—la pétition de la municipalité du village de *Boucherville*, Comté de *Chambly*,—et la pétition du Révérend *C. M. Lesage*.

Par M. *Forest*,—la pétition de *Théodule Alex. Archambault*, de *St. Paul l'Ermite*.

Par M. *Murphy*,—la pétition de l'Association des marchands de vin et de liqueurs de la Cité de *Québec*.

Par M. *Baldwin*,—la pétition de *Henry Lowell* et autres des cantons de l'Est.

Par M. *Robidoux*,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer de *Lachine* et *Hochelaga*,—et la pétition de *James Blouin* et autres.

Par M. *Cameron*,—la pétition de l'honorable *David A. Ross*, de la cité de *Québec*.

Par M. *Hall*,—la pétition de l'Hôpital Royal *Victoria*.

Par l'honorable M. *Taillon*,—la pétition du Révérend *John J. Salmon* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Lafontaine*,—la pétition de la Corporation de la ville de *St-Jean*.

Par M. *David*,—la pétition de Syndics de la ville de *Ste-Cunégonde*; la pétition du maire et des conseillers de ville de *Ste-Cunégonde*,—la pétition des commissaires d'écoles de la ville de *Ste-Cunégonde*; et la pétition du Révérend *Charles Larocque* et autres de la cité de *Montréal*, de la paroisse de *Beaumont*,—de la paroisse de *Saint-Lazare*,—de la paroisse de *Saint-Charles*,—de la paroisse de *Saint-Cajetan d'Armagh*,—de la paroisse de *Saint-Raphael*,—de la paroisse de *Saint-Gervais*,—de la paroisse de *Saint-Damien de Buckland*,—de la paroisse de *Notre-Dame de Buckland*,—de la paroisse de *Saint-Magloire*—de la paroisse de *Saint-Valier*,—de la paroisse de *Saint-Philémon de Mailloux*,—de la paroisse de *Saint-Michel*, tous du comté de *Bellechasse*,—de la paroisse de *Saint-Ephrem de Tring*,—de la paroisse de *Saint-Honoré de Shenley*,—de la paroisse de *Saint-Joseph*,—de la paroisse du *Sacré-Cœur de Jésus*,—de la paroisse de *Saint-François*,—de la paroisse de *Saint-Frédéric*,—de la paroisse de *Saint-Pierre de Broughton*,—de la paroisse de *Saint-Sébastien d'Aylmer*,—de la paroisse des *Saints-Anges*,—de la paroisse de *Saint-Samuel de Gayhurst*—de la paroisse de *Saint-Séverin*,—de la paroisse de *Sainte-Marie*,—de la paroisse de *Saint-Elzéar*,—de la paroisse de *Saint-Jacques*,—de la paroisse de *Saint-Victor de Tring*, tous du comté de *Beauce*,—de la paroisse de *Sainte-Geneviève de Berthier*,—de la paroisse de *St-Gabriel*,—de la paroisse de l'*Ile du Pads*,—de la paroisse de *Lanoraie*,—de la paroisse de *Saint-Damien*,—de la paroisse de *Saint-Cuthbert*, tous du comté de *Berthier*,—de la paroisse de *Saint-André*,—de la paroisse de *Saint-Dominique*,—de la paroisse de *Saint-Ephrem*,—de la paroisse de *Saint-Liboire*,—de la paroisse de *Saint-Simon*,—de la paroisse de *Saint-Pie*,—de la paroisse de *Saint-Hélène*,—de la paroisse de *Saint-Théodore*,—de la paroisse de *Saint-Hughes*,—de la paroisse de *Sainte-Rosalie*, tous du comté de *Bagot*,—de la paroisse de *Saint-Louis de Gonzague*,—de la paroisse de *Saint-Timothé*, tous du comté de *Beauharnois*,—de la paroisse de *Lachine*,—de la paroisse de *Sainte-Anne*,—de la paroisse de *Sainte-Geneviève*,—de la paroisse de l'*Ile Bizard*, tous du comté de *Jacques-Cartier*,—de la paroisse de *Saint-Félix de Valois*,—de

la paroisse de *Sainte-Elizabeth*, tous du comté de *Joliette*,—de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste*,—de la paroisse de *Notre Dame de Grâce*,—de la paroisse d'*Hochelaga*, tous du comté d'*Hochelaga*,—de la paroisse de *Saint-Anicet*,—de la paroisse de *Sainte Barbe*, tous du comté de *Huntingdon*,—de la paroisse de *Sainte-Athanase*,—de la paroisse de *Saint-Grégoire*,—de la paroisse de *Sainte-Anne Sabrevois*,—de la paroisse de *Saint-Alexandre*,—de la paroisse de *Sainte-Brigide*,—de la paroisse de *Saint George*,—de la paroisse de *Saint-Sébastien*, tous du comté d'*Iberville*,—de la paroisse de *Sainte-Scholastique*,—de la paroisse de *Saint-Hermas*,—de la paroisse de *Saint-Benoit*,—de la paroisse de *Saint Eustache*,—de la paroisse de *Sainte-Monique*,—de la paroisse de *Saint-Placide*,—de la paroisse de *Saint-Augustin*, tous du comté des *Deux Montagnes*,—de la paroisse de *Saint-Edouard de Frampton*,—de la paroisse de *Saint-Bernard*,—de la paroisse de *Sainte-Claire*,—de la paroisse de *Sainte-Hénédine*,—de la paroisse de *Saint-Isidore*,—de la paroisse de *Saint Léon de Standon*,—de la paroisse de *Saint-Odilon de Cranbourne*,—de la paroisse de *Saint-Malachie de Frampton*,—de la paroisse de *Sainte-Germaine du Lac Etchemin*,—de la paroisse de *Saint-Anselme*, tous du comté de *Dorchester*,—de la paroisse de *Chambly*,—de la paroisse de *Saint-Bruno*,—de la paroisse de *Boucherville*, tous du comté de *Chambly*,—de la paroisse de *Ormstown*,—de la paroisse de *Sainte-Philomène*,—de la paroisse de *Saint Jean Chrysostome*, tous du comté de *Chateauguay*,—de la paroisse de *Saint-Zénon*,—de la paroisse de *Saint-Vincent*,—de la paroisse de *Saint-Louis*,—de la paroisse de *Saint-Pierre de la Patrie*,—de la paroisse de *Saint-Malo*,—de la paroisse de *Saint-Patrick*,—de la paroisse de *Saint-Herménégilde*,—de la paroisse de *Saint Romain*,—de la paroisse de *Saint-Edwidge*,—de la paroisse de *Notre-Dame des Bois*, tous du comté de *Compton*,—de la paroisse de *Saint-Jacques le Mineur*,—de la paroisse de *Saint-Isidore*,—de la paroisse de *Saint-Constant*,—de la paroisse de *Saint-Philippe*,—de la paroisse de *Laprairie*,—tous du comté de *Laprairie*,—de la paroisse de *Saint-Martin*,—de la paroisse de *Sainte-Rose*,—de la paroisse de *Saint-François de Sales*, tous du comté de *Laval*,—de la paroisse de *Sainte-Philomène de Fortierville*,—de la paroisse de *Sainte-Emilie*,—de la paroisse de *Saint-Jean Deschaillons*,—de la paroisse de *Sainte-Croix*,—de la paroisse de *Saint-Flavien*,—de la paroisse de *Saint-Louis de Lotbinière*,—de la paroisse de *Saint-Agathe*,—de la paroisse de *Saint-Apollinaire*,—de la paroisse de *Saint-Narcisse de Beaurivage*,—de la paroisse de *Saint-Antoine de Tilly*,—de la paroisse de *Sainte-Gilles*,—de la paroisse de *Saint-Agapit*,—de la paroisse de *Saint-Sylvestre*, tous du comté de *Lotbinière*,—de la paroisse de *l'Assomption*, comté de *l'Assomption*,—de la paroisse de *Saint-Eugène*,—de la paroisse de *Saint-Damase d'Ashford*,—de la paroisse de *Saint-Louis*,—de la paroisse de *Saint-Aubert*,—de la paroisse de *Saint-Cyrille*,—de la paroisse de *Notre-Dame de l'Islet*,—de la paroisse de *Saint-Pamphile*,—de la paroisse de *Saint Jean Port Joli*, tous du comté de *l'Islet*,—de la mission *N.-D. de Lourdes*,—de la paroisse de *Saint-Jacques de Leeds*,—de la paroisse *Saint-Athanase d'Inverness*,—de la paroisse de *Saint-Alphonse de Thetford*,—de la paroisse de *Sainte-Anastasie de Nelson*,—de la paroisse de *Saint-Calixte de Somerset*,—de la paroisse *Saint-Adrien de Halifax*,—de la paroisse du *Sacré-Cœur de Marie*,—de la paroisse de *Sainte Julie*, tous du comté de *Mégantic*,—de la paroisse de *Notre-Dame des Anges de Standbrige*,—de la paroisse de *Notre-Dame de Lourdes*,—de la paroisse de *Saint-Romuald de Farnham*,—de la paroisse de *Saint-Ignace de Stanbridge*,—de la paroisse de *Sainte Croix de Dunham*,—de la paroisse de *Saint-Jacques de Clarenceville*,—de la paroisse de *Saint-Damien de Bedford*, tous du comté de *Missisquoi*,—de la paroisse de *Saint-Lambert*,—de la paroisse de *Saint-David de L'Aube-Rivière*,—de la paroisse de *Saint-Joseph de Lévis*,—de la paroisse de *Saint-Nicolas*,—de la paroisse de *Saint-Romuald*,—de la paroisse de *Saint-Jean Chrysostôme*,—de la paroisse de *Saint-Etienne de Lauzon*,—de la paroisse de *Saint Henri*, tous du comté de *Lévis*,—de la paroisse de *Saint Paschal*,—de la paroisse de *Saint-Philippe de Néri*,—de la paroisse de *Sainte-Hélène*,—de la paroisse de *Notre-Dame de Liesse de la Rivière Ouelle*,—de la paroisse de *Saint-Alexandre*,—de la paroisse de *Notre-Dame du Mont Carmel*,—de la paroisse de *Saint-Denis*,—de la paroisse de *Saint-Pacôme*,—de la paroisse de *Saint-André*, tous du comté de *Kamouraska*,—de la paroisse du *Sacré Cœur de Montréal*,—de la paroisse *Saint-Jacques de Montréal*,—de la paroisse de *Sainte-Bri-*

gide de Montréal, tous de *Montreal*,—de la paroisse de *Saint-Patrice de Sherrington*,—de la paroisse de *Saint-Edouard*,—de la paroisse de *Saint Cyprien*, tous du comté de *Napierville*,—de la paroisse de *Saint-Raymond*,—de la paroisse de *Saint-Jean Baptiste des Ecureuils*,—de la paroisse de *Notre-Dame des Anges*,—de la paroisse de *Sainte-Jeanne*,—de la paroisse de *Saint-Ubalde*,—de la paroisse de *Saint-Casimir*,—de la paroisse de *Notre-Dame de Portneuf*,—de la paroisse du *Cap Santé*,—de la paroisse de *Saint-Augustin*,—de la paroisse *Saint-Joseph de Deschambault*,—de la paroisse de *Sainte-Catherine de Fossambault*,—de la paroisse de *Saint-Charles des Grondines*,—de la paroisse de *Pointe-aux-Trembles*,—de la paroisse de *Saint-Alban*, tous du comté de *Portneuf*,—de la paroisse de *Saint-Colomb de Sillery*,—de la paroisse de *Saint-Gabriel de Valcartier*,—de la paroisse de *Saint-Charles Borromée de Charlesbourg*,—de la paroisse de *Saint-Edmond de Stoneham*,—de la paroisse de *Saint-Félix du Cap Rouge*,—de la paroisse de *Sainte-Foye*, tous du comté de *Quebec*,—de la paroisse de *Sainte Bibiane*,—de la paroisse de *Saint-François-Xavier*,—de la paroisse de *Sainte-Anne de Danville*,—de la paroisse de *Saint-Georges*,—de la paroisse de *Sainte-Praxède*,—de la paroisse de *Saint-Philippe*, tous du comté de *Richmond*,—de la paroisse de *Saint Paul*,—de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste*,—de la paroisse de *Sainte-Marie*,—de la paroisse de *Rougemont*,—de la paroisse de *Saint-Hilaire*,—de la paroisse de *Saint-Mathias*,—de la paroisse de *l'Ange Gardien*,—de la paroisse de *Sainte-Angèle*,—de la paroisse de *Saint-Césaire*, tous du comté de *Rouville*,—de la paroisse de *Notre-Dame de Bonsecours*,—de la paroisse de *Saint-Charles*,—de la paroisse de *Sainte-Anne de Sorel*,—de la paroisse de *Saint-Ours*,—de la paroisse de *Sainte-Victoire*,—de la paroisse de *Saint-Koch*, tous du comté de *Richelieu*,—de la ville de *Sorel*,—de la paroisse de *Saint Joseph de Sorel*,—de la paroisse de *Saint-Aimé*,—de la paroisse de *Saint-Louis de Bonsecours*,—de la paroisse de *Saint-Marcel*,—de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste de Quebec*,—de la paroisse de *Saint-Polycarpe*,—de la paroisse de *Coteau du Lac*,—de la paroisse de *Saint-Zotique*,—de la paroisse de *Saint-Judes*,—de la paroisse de *Sainte-Magdeleine*,—de la paroisse de *Saint-Damase*,—de la paroisse de *La Présentation*,—de la paroisse de *Saint-Barnabé*,—de la paroisse de *Saint-Denis*,—de la paroisse de *Notre-Dame*,—de la ville de *Saint-Hyacinthe*, tous du comté de *Saint-Hyacinthe*,—de la ville de *Saint-Jean*,—de la paroisse de *Saint-Valentin*,—de la paroisse de *Saint-Luc*,—de la paroisse de *Lacolle*, tous du comté de *Saint-Jean*,—de la paroisse de *Saint-François-Xavier*,—de la paroisse de *Saint-Joachim*,—de la paroisse de *Saint-Jean Baptiste de Roxton*,—du canton de *Waterloo*,—de la paroisse de *Sainte-Pudentienne*,—de la paroisse de *Sainte-Cécile*,—de la paroisse de *Sainte-Agathe de Granby*,—du canton de *Granby*,—de la paroisse de *Sainte-Anne*,—de la paroisse de *Notre-Dame de Bonsecours*,—de la paroisse de *Saint-André*,—de la paroisse de *Saint Edouard*, tous du comté de *Shefford*,—de la paroisse de *Saint Elie*,—de la paroisse de *Saint-Michel de Sherbrooke*,—de la ville de *Sherbrooke*, tous du comté de *Sherbrooke*,—de la paroisse de *Saint-Antonin*,—de la paroisse de *Notre-Dame du Portage*, tous du comté de *Témiscouata*,—de la paroisse de *Terrebonne*,—de la paroisse de *Saint-Janvier*,—de la paroisse de *Sainte-Adèle*,—de la paroisse de *Sainte-Agathe des Monts*,—de la paroisse de *Sainte-Sophie*,—de la paroisse de *Sainte-Anne*,—de la paroisse de *Saint-Sauveur*,—de la paroisse de *Sainte-Thérèse*, tous du comté de *Terrebonne*,—de la paroisse de *Rigaud*,—de la paroisse de *Sainte-Marthe*, tous du comté de *Vaudreuil*,—de la paroisse de *Belœil*,—de la paroisse de *Saint-Marc*,—de la paroisse de *Saint-Antoine*, tous du comté de *Verchères*,—de la paroisse de *Saint-Adolphe*,—de la paroisse de *Saint-Janvier*,—de la paroisse de *Saint-Camille*,—de la paroisse de *Saint-Hippolyte*,—de la paroisse de *Saint-Joseph*,—de la paroisse de *Saint-Adrien*, tous du comté de *Wolfe*.

Par l'honorable M. McShane,—la pétition de *Henry Lyman* et autres,—la pétition de *Young Men's Christian Association* de *Montréal*,—et la pétition de "*The Mechanics Institute*, de *Montréal*.

Par l'honorable M. Turcotte,—la pétition de la *Compagnie du chemin de fer des Basses Laurentides* et *Saguenay*,—la pétition de la *Compagnie du chemin de fer des*

*Trois-Rivières et Nord-Ouest*,—et la pétition du maire et des échevins de la cité des *Trois-Rivières*.

Par M. *Bourbonnais*,—la pétition de *Joseph Octave Antoine Lalonde*, de la paroisse de *St. Polycarpe*.

Par M. *Boyer*,—la pétition de *Charles R. McDowell* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Picard*,—la pétition de *Henry Aylmer* et autres, de *Richmond*.

M. *Lareau*, du comité permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre le second rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill pour constituer en corporation l'Union Saint-Joseph de *Saint-Henri*, et a l'honneur de rapporter le dit Bill avec un amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. *Cameron*, du comité permanent des Chemins de Fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le second rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant auquel il a fait un amendement qu'il soumet à votre honorable Chambre :

Bill pour remettre en vigueur la charte de la Compagnie du chemin de fer des *Comtés-Unis* et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement de ses travaux.

M. *Girouard*, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis publiés sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De *Andrew Allan* et autres, de *Montréal* ; du *Frère Stephen* et autres, de *Québec* ; de *Philippe Pelletier* et autres, de *Quebec* ; de *E. J. Hemming* et autres, de *Drummondville* ; de l'honorable *C. A. E. Gagnon* et autres ; de *B. Ives* et autres ; de la Congrégation des Frères de l'Instruction Chrétienne ; de la Compagnie d'Assurance *The Standard* ; et de la ville de *Coaticook* ; demandant tous des actes d'incorporation.

Des Pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie ; de la Compagnie Canadienne de Caoutchouc, de *Montréal* ; de la ville de *Sainte-Cunégonde* ; de la ville de *Terrebonne* ; de la ville de *Lévis* ; de la ville de *Saint-Henri* ; de la ville de *Maisonnette* ; de la cité de *Saint-Hyacinthe* ; de la Compagnie du chemin de fer de *Quebec* et *Lac Saint-Jean* ; demandant tous des amendements à leurs chartes.

Du Conseil municipal du comté de *Chambly* ; demandant un acte pour mettre la traverse d'hiver de la rivière *Saint-Laurent*, entre *Montréal* et *Longueuil*, complètement à la charge de la ville de *Longueuil* et pour d'autres fins.

Du Conseil municipal du village de la *Côte Saint-Antoine* ; demandant un acte autorisant le dit conseil à accorder une commutation de la taxe payable par le *Montreal Amateur Athletic Association*.

De *Louis Arthur Zotique Pouliot* ; demandant un acte l'autorisant à vendre certaines propriétés substituées.

De *Chs. A. Pratt* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant un acte autorisant la succession de feu *John Pratt* à rémunérer les exécuteurs testamentaires.

De *Aimé Prosper A. Pichette* ; demandant un acte pour régulariser sa cléricature et permettre au bureau provincial de médecine de l'admettre au nombre de ses membres.

Du Révérend *T. Quinn* et autres, du village de *Pierreville* ; demandant un amendement à l'acte 35 Vict., ch. 30, et le rétablissement d'une traverse sur la rivière *Yamaska*.

De l'Œuvre et Fabrique de *Longueuil* ; demandant le rappel des sections 229 et 230 de l'acte 44-45 Vict., ch. 75.

*Ordonné*, Que M. *McIntoch* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation "The Boston and Quebec Air Line Railway Company."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Champagne* ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte constituant en corporation la ville de *St. Henri*.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Champagne* ait la permission de présenter un Bill amendant le statut 46 Vict., chap. 82, constituant en corporation la ville d'*Hochelaga*, maintenant ville de *Maisonneuve*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Champagne* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 47 Vict., chap. 90, constituant en corporation la ville de *Sainte-Cunégonde* et l'acte qui l'amende, 49-50 Vict., chap. 51.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Champagne* ait la permission de présenter un Bill ratifiant et confirmant certaines résolutions du conseil du village de la *Côte St-Antoine*, accordant une commutation de taxes municipales ordinaires payables par la société: "The *Montreal Amateur Athletic Association*," sur ses terrains situés à la *Côte St. Antoine*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Gladu* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 35 Vict., chap. 30, intitulé: "Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin à lisses des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*,"

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Nantel* ait la permission de présenter un Bill amendant la charte de la ville de *Terrebonne* et l'acte qui l'amende.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné* Que M. *Bourbonnais* ait la permission de présenter un Bill pour régulariser la cléricature de *Aimé Prosper Aquila Pichette*, et permettre au bureau provincial de médecine de l'admettre au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de *St. Hyacinthe*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Lemieux* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation le Cercle de La Salle.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.



---

*Ordonné*, Que M. *Lenivieux* ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la ville de *Lévis*, refondu par la 36 Vict. chap. 60, et les actes qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Baldwin* ait la permission de présenter un Bill érigeant *Coaticook* en ville avec une charte spéciale.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Rocheleau* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation les Frères de l'Instruction Chrétienne.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Rocheleau* ait la permission de présenter un Bill abrogeant les articles 229 et 230 de l'acte 44-45 Vict., chap. 75, constituant en corporation la ville de *Longueuil*.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Rocheleau* ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 239 de l'acte de cette province, 44-45 Vict., chap. 75, intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil*, 37 Vict., chap. 49, et l'acte qui l'amende, 39 Vict., chap. 46."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Tessier* ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte 46 Vict., chap. 88, intitulé : "Acte pour amender et refondre les différents actes concernant la Compagnie du chemin de fer de *Québec* et du *Lac St. Jean*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Hall* ait la permission de présenter un Bill autorisant la compagnie "*The Standard Life Assurance Company*" à poursuivre et être poursuivie et à acquérir et posséder des immeubles sous le nom de "*The Standard Life Assurance Company*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Hall* ait la permission de présenter un Bill constituant en corps politique et société "*The Forest and Stream Club*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Girouard* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la ville de *Drummondville*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Girouard* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporatoin la Compagnie industrielle de *Drummondville*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Dechene*, (*l'Islet*), ait la permission de présenter un Bill pour régulariser la cléricature de *Prosper Onézime Lauzon*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Lafontaine* ait la permission de présenter un Bill pour accorder une rémunération aux exécuteurs testamentaires de la succession *John Pratt*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Lafontaine* ait la permission de présenter un Bill pour augmenter le capital de la Compagnie canadienne de caoutchouc, de *Montréal*.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Dechene* (*l'Islet*) ait la permission de présenter un Bill pour pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de *Quebec Oriental* et de la ligne courte.

Il présente, en conséquence le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur met devant la Chambre, l'état des affaires de "The Church Home, *Montréal*" et de l'Hôpital Général de *Sorel*, tous deux pour l'année 1887. (*Documents de la Session No. 14*).

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 mai 1887,—pour copie de toutes correspondances entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toutes municipalités, au sujet du paiement, par les municipalités, de sommes d'argent pour l'entretien des aliénés.

Une liste des patients internés dans chaque asile, pendant l'année 1886, indiquant la municipalité responsable pour l'entretien de ces aliénés, la date de l'admission et la date du renvoi. (*Documents de la Session No. 22*).

La Chambre, en confirmité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant certains articles du Code municipal; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Dechene* (*l'Islet*) fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill concernant la santé publique est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain

Le Bill concernant la procédure en matières commerciale, est, en confirmité de l'ordre, lu la seconde fois renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender certains articles du Code Civil;

M. *David* propose, secondé par M. *Lemieux*, que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender certains articles du Code de procédure civile ;

M. *David* propose, secondé par M. *Boyer*, que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte de cette province 44-45 Vict., chap. 17, intitulé : " Acte pour assurer le paiement du constructeur et de l'ouvrier ; "

M. *David* propose, secondé par M. *Boyer*, que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent de Législation et lois expirantes.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

M. *Casgrain*,—1° *Joseph Martin*, écr., avocat, de *Quebec*, a-t-il été employé par le gouvernement de cette province depuis le mois de février 1887 ?

2° Quelle est la nature de cet emploi ?

3° Depuis quelle date M. *Martin* est-il employé ?

4° Quel est le salaire qu'il perçoit ou qu'il a perçu ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Les services de M. *Martin* ont été requis de temps à autre, depuis le 1er février 1887, pour les travaux de la codification de nos statuts ; il reçoit et recevra pour ses services, à peu près les mêmes émoluments qu'il recevait sous le gouvernement précédent, lorsqu'il agissait comme secrétaire de la commission de codification.

Par M. *David*,—La loi adoptée à la dernière session, demandant la nomination de deux juges additionnels à *Montréal*, a-t-elle été mise en vigueur, et le gouvernement fédéral a-t-il été prié de la mettre à exécution ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Oui, le 11 juin 1887, par proclamation, émanée en vertu d'un ordre en conseil No. 248, en date du 8 juin 1887. L'attention des autorités fédérales a été appelée sur la nécessité de nommer ces deux juges additionnels, par dépêches, le 24 septembre 1887, le 6 octobre 1887 et le 21 mai 1888, à l'occasion des demandes de congés de la part des honorables juges *Plamondon*, *Routhier* et *Papineau*.

Par M. *Martin* (*Bonaventure*),—Combien de jours le gouvernement a-t-il employé M. *Charles Cyr* à faire des recherches et des perquisitions, concernant les travaux de colonisation dans le comté de *Bonaventure*, et quel a été le montant total des dépenses, frais de voyages, salaire, etc., requis pour tous ses services ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—M. *Charles Cyr* a été employé pendant quel

ques temps pour examiner certains travaux de colonisation faits dans le comté de *Bonaventure*, et après examen des rôles de paie et de ces travaux il a fait rapport de fraudes regrettables. A la suite de ce rapport, des plaintes ont été faites contre deux individus qui ont été trouvés coupables devant la Cour Criminelle à *Québec*, sur leur propre confession.

M. *Cyr* doit recevoir \$8.00 par jour, pour salaire et dépenses de voyage et a déjà reçu \$314.00. Il réclame encore une balance qui reste à fixer.

Par M. *Martin (Bonaventure)*,—1° Quel était le salaire de M. *Chrysostôme Langelier* pour faire des enquêtes contre les conducteurs de travaux de colonisation dans le comté de *Bonaventure* ?

2° Quel a été le montant total des dépenses, frais de voyage, salaire, etc., etc., requis pour ses services ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Après la constatation des fraudes mentionnées dans la réponse à l'interpellation précédente, M. *Langelier* a été requis le 30 juin 1887, de se rendre dans le comté de *Bonaventure*, pour recevoir certaines plaintes en qualité de juge de paix, et de faire une enquête préliminaire. Une somme de \$500 lui a été remise pour payer les frais de voyage du juge de paix, de son greffier et des témoins et autres. A la suite de cette enquête préliminaire, des indictements furent soumis à la Cour Criminelle pour les fraudes susdites contre deux individus qui furent trouvés coupables sur leur propre confession.

Par l'honorable M. *Lynch*,—Est-ce l'intention du gouvernement de faire remise prochainement aux municipalités rurales du comté de *Shefford*, du paiement de leur dette respective au fonds d'emprunt municipal ; sinon pour toute la dette, pour quel montant ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—La question est sous considération.

Par M. *Spencer* :—Le gouvernement a-t-il réglé le montant de la dette du canton de *Stanbridge*, dans le comté de *Missisquoi*, au fonds d'emprunt municipal ; et si oui, à quelles conditions ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—A la première question, oui. Quand à la seconde question, on ne peut pas y répondre sous sa forme actuelle. Les renseignements désirés devraient être demandés par une adresse à la chambre.

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par M. *LeBlanc*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Un état de toutes sommes dépensées dans le comté de *Quebec* pour chemins et travaux de colonisation, pendant l'année 1887.

2. Les noms des conducteurs des travaux,
3. Les localités où les argents ont été dépensés.
4. Copie des rôles de paie.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Boyer*,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la requête adressée par les RR. PP. Trappistes d'Oka, au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pour obtenir de l'aide en faveur de leur établissement.

Le Bill constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du *Portage du Fort* et de l'embranchement de *Bristol*, et, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et Téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

---

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,  
*Résolu* Que lorsque cette Chambre s'ajournera, mercredi, demain, elle soit ajournée  
jusqu'à lundi, le 4 juin prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

### Mercredi, 30 mai 1888.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Laliberté*,—la Pétition du Révérend *H. S. Dostie* et autres, de la paroisse  
de *Gentilly*.

Par M. *David*,—la Pétition de la Fabrique de *Ste. Cunégonde*.

Par l'honorable M. *Lynch*,—la Pétition de *Robert Craik* et autres, professeurs de la  
Faculté de Médecine de l'Université *McGill*,—la Pétition de *Alex. D. Blackader* et autres,  
gradués de l'Université du Collège *McGill*,—et la Pétition de *R. P. Howard* et autres,  
gradués de la Faculté en loi et d'autres Facultés de l'Université *McGill*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *L. N. Sénésac* et autres, du canton de *Stanbridge*, comté de *Missisquoi* ; deman-  
dant que le dit canton soit divisé en plusieurs municipalités locales distinctes.

De *A. A. Taillon* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La  
Compagnie du chemin de fer de *Sorel* et *St. Jean*."

De la Compagnie de navigation de la *Côte Ste. Catherine* ; demandant des amende-  
ments à la charte de la Compagnie de *Macadam* de *Laprairie*.

Du Révérend *L. E. A. Dupuis* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous  
le nom de "La Compagnie du chemin de fer *St. Maurice*."

De "The Dominion Lime Company ;" demandant des amendements à son acte d'in-  
corporation.

De *Charles Bazinet* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de  
"La Compagnie du chemin de fer de *Joliette* et *St. Jean de Matha*."

Des Syndics de l'Eglise *St. André*, de *Lévis* ; demandant la passation d'un acte les  
autorisant à vendre un certain immeuble.

De la Communauté des Petites Sœurs des Pauvres ; demandant un acte d'incorpo-  
ration.

De *W. W. Robertson* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de  
"The Advent Christian Church."

De "The Sun Life Assurance Company of Canada" ; demandant certains pouvoirs.

De la Compagnie du chemin de fer de la *Vallée de Missisquoi* ; demandant une  
extension de temps pour parachever la ligne principale et les embranchements du dit  
chemin.

M. *Robidoux*, du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la  
Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait des amendements qu'il  
soumet à votre honorable chambre :

Bill pour amender certains articles du Code civil.

Bill pour amender l'acte de cette province 44-45 Vict., chap. 17, intitulé : " Acte pour assurer le paiement du constructeur et de l'ouvrier."

M. *Boyer*, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné la pétition de la corporation de la Cité de *Montréal* et a trouvé que les avis publiés sont suffisants.

Quant à la pétition de la Compagnie "*Royal Electric*" demandant à émettre des débentures, votre comité a constaté que les avis ne sont publiés que depuis le 15 du présent mois ; mais comme les actionnaires de la dite compagnie sont les seules parties intéressées, votre comité croit devoir recommander à votre honorable chambre la suspension de la 51ième règle, afin de permettre l'introduction du Bill.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que M. *David* ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 12 Vict., chap., 143.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Shehyn* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation l'Union des tailleurs de cuir de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Boyer* ait la permission de présenter un Bill pour autoriser la compagnie *Royal Electric* à emprunter de l'argent et à émettre des débentures.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. *Dechene (l'Islet)* ait la permission de présenter un Bill autorisant la vente de certains immeubles grevés de substitution en faveur des enfants de *Louis Arthur Zotique Pouliot*.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender le chapitre 30 des Statuts Refondus du *Bas-Canada*, quant aux Lettres Patentes émises avant le 2 août 1851.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 mai, 1888, pour copie de la requête adressée par les R.R. PP. Trapapistes d'Oka, au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pour obtenir de l'aide en faveur de leur établissement. (*Documents de la Session No. 23*).

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Champagne*,—Est-ce l'intention du gouvernement de contribuer à assurer le succès de la prochaine exposition provinciale qui doit se tenir à *Montréal* ?

Si, oui, pour quel montant ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*.—Oui, pour une somme raisonnable qui sera portée au budget.

Sur motion de M. *Desjardins*, secondé par l'honorable M. *Flynn*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état des sommes d'argent obtenues depuis le premier mai 1887, en règlement des montants dûs au fonds d'emprunt municipal ; le dit état devant mentionner la liste des municipalités avec lesquelles le gouvernement a réglé, depuis la date précédemment indiquée, les montants qui étaient dûs par ces municipalités et les sommes acceptées par le gouvernement en paiement de ces dettes au fonds d'emprunt municipal. Aussi la correspondance et les documents relatifs aux règlements de comptes avec ces municipalités.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de l'une des débetures provinciales de chacune des émissions faites par la Province, depuis le premier janvier 1874.

M. *Dechene*, (*L'Islet*) propose, secondé par M. *Lafontaine*,

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1o. Copie de tous les rôles de paie de *Jean Lefebvre*, de *Carleton*, de *François Giroux*, de *Maria*, et de *James Robertson*, de *New-Richmond*, comté de *Bonaventure*, conducteurs des travaux et chemins de colonisation pour les années 1884, 1885 et 1886.

2o. Copie de toutes lettres et rapports adressés au département de l'agriculture et des travaux publics par les dits *Lefebvre*, *Giroux* et *Robertson*, du 1er juillet 1884, au 1er juillet 1887 ;

3o. Copie de toutes lettres ou autres documents adressés au département de l'agriculture et des Travaux Publics, ou à n'importe quel officier de ce département par le Dr *Josué Martin*, de *Carleton*, du 1er juillet 1883, au 1er juillet 1887, à propos des travaux et des argents de colonisation dans le comté de *Bonaventure*.

4o. Copie de toutes lettres, instructions ou autres documents adressés au Dr *Josué Martin*, de *Carleton*, par le département de l'agriculture et des travaux publics ou quelque un des officiers de ce département, du 1er juillet 1883, au 1er juillet 1887, à propos des travaux et des argents de colonisation dans le comté de *Bonaventure*.

5o. Copie de tous les rapports faits au gouvernement ou à quelque'un des membres du gouvernement, par *Charles Cyr*, écr., au sujet de la colonisation et de la manière dont a été dépensé l'argent de la colonisation dans le comté de *Bonaventure*.

6o. Copie de la poursuite et de tous les autres documents se rattachant à l'enquête faite par *J. C. Langelier*, écr., sur les vols d'argent de colonisation dans le comté de *Bonaventure* ; et aussi copie de tous les rapports faits par le dit *Langelier* au gouvernement ou à quelque membre du gouvernement, concernant cette enquête.

7o. Copie des sentences rendues par la cour du Banc de la Reine à *Québec*, au dernier terme de la cour criminelle, contre *François Giroux*, de *Maria*, et *James Robertson*, de *New-Richmond*, condamnés à la prison pour détournement des argents de colonisation.

M. *Martin* (*Bonaventure*), propose comme amendement à la motion, secondé par M. *Duplessis*, que le 7ème paragraphe de la dite motion soit amendé en insérant après le mot " Copie " les mots " d'abord du verdict des grands jurés de la Cour de *New-Carlisle* et ensuite. "

Et la question étant mise aux voix, Que ces mots soient ajoutés,—elle est résolue affirmativement.

Alors la question, ainsi amendée, étant mise aux voix,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

10. Copie de tous les rôles de paie de *Jean Lefebvre*, de *Carleton*, de *François Giroux*, de *Maria*, et de *James Robertson*, de *New-Richmond*, comté de *Bonaventure*, conducteurs des travaux et chemins de colonisation pour les années 1884, 1885 et 1886.

20. Copie de toutes lettres et rapports adressés au département de l'agriculture et des travaux publics par les dits *Lefebvre*, *Giroux* et *Robertson*, du 1er juillet 1884, au 1er juillet 1887.

30. Copie de toutes lettres ou autres documents adressés au département de l'agriculture et des travaux publics, ou à n'importe quel officier de ce département par le Dr *Josué Martin*, de *Carleton*, du 1er juillet 1883, au 1er juillet 1887, à propos des travaux et des argents de colonisation dans le comté de *Bonaventure*.

40. Copie de toutes lettres, instructions ou autres documents adressés au Dr *Josué Martin*, de *Carleton*, par le département de l'agriculture et des travaux publics ou quelqu'un des officiers de ce département, du 1er juillet 1883 au 1er juillet 1887, à propos des travaux et des argents de colonisation dans le comté de *Bonaventure*.

50. Copie de tous les rapports faits au gouvernement ou à quelqu'un des membres du gouvernement, par *Charles Cyr*, écr., au sujet de la colonisation et de la manière dont a été dépensé l'argent de la colonisation dans le comté de *Bonaventure*.

60. Copie de la poursuite et de tous les autres documents se rattachant à l'enquête faite par *J. C. Langelier*, écr., sur les vols d'argent de colonisation dans le comté de *Bonaventure* ; et aussi copie de tous les rapports faits par le dit *Langelier* au gouvernement ou à quelque membre du gouvernement, concernant cette enquête.

7. Copie d'abord du verdict des grands jurés de la cour de *New-Carlisle* et ensuite des sentences rendues par la cour du Banc de la Reine à *Quebec*, au dernier terme de la cour criminelle, contre *François Giroux*, de *Maria*, et *James Robertson*, de *New-Richmond*, condamnés à la prison pour détournement des argents de colonisation.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la prise de possession par le shérif du district de *Quebec*, au nom du Roi d'*Angleterre*, des biens des Jésuites, avec la copie du retour du shérif, fait le 16 avril 1800.

Sur motion de l'honorable M. *Blanchet*, secondé par M. *Desjardins*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état des sommes dépensées par le gouvernement pour chemins et ponts de colonisation, dans chaque comté de la province pour l'année fiscale 1887-88.

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par l'honorable M. *Blanchet*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie du rapport d'inspection par M. *Charles Lebel* des routes et travaux de colonisation dans le comté de *Gaspé*.

Le Bill pour constituer en corporation les Associations de bienfaisance et les sociétés nationales et religieuses est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre pour lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. *Shekyn*, secondé par l'honorable M. *Mercier*,

*Résolu*, Que, mardi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant le règlement du fonds des écoles élémentaires.



---

Sur motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Shehyn, Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant la santé publique.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour remettre en vigueur la charte de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement de ses travaux ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pilon fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le dit Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour constituer en corporation l'Union Saint-Joseph de Saint-Henri ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois ; et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières :

Bill constituant en corporation "The Boston and Quebec Air Line Railway Company."

Bill pour amender l'acte 35 Vict., ch. 30, intitulé : "Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses des comtés de Richelieu, Drummond et Arthabaska."

Bill amendant l'acte 46 Vict., chap. 88, intitulé : "Acte pour amender et refondre les différents actes concernant la compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean."

Bill constituant en corporation la compagnie industrielle de Drummondville.

Bill pour augmenter le capital de la compagnie canadienne de caoutchouc de Montréal.

Bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer de Québec Oriental et de la ligne courte.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers Bills Privés :

Bill amendant l'acte constituant en corporation la ville de Saint-Henri.

Bill amendant le statut 46 Vict., ch. 82, constituant en corporation la ville d'Hochelega, maintenant la ville de Maisonneuve.

Bill pour amender l'acte 47 Vict., ch. 90, constituant en corporation la ville de Ste. Cunégonde et l'acte qui l'amende. (49-50 Vict., 51).

Bill ratifiant et confirmant certaines résolutions du Conseil municipal du village de la côte St. Antoine accordant une commutation des taxes municipales ordinaires payables par la Société "The Montreal Amateur Athletic Association" sur ses terrains situées à la côte St. Antoine.

Bill amendant la charte de la ville de Terrebonne et l'acte qui l'amende.

Bill pour régulariser la cléricature de Aimé Prosper Aquila Pichette et permettre au bureau provincial de médecine de l'admettre au nombre de ses membres.

Bill pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de St. Hyacinthe.

---

Bill constituant en corporation le Cercle de la Salle.

Bill amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la ville de *Lévis*, refondu par la 36 Vict., ch. 60, et les actes qui l'amendent.

Bill érigeant Coaticook en ville avec une charte spéciale.

Bill constituant en corporation les Frères de l'Instruction Chrétienne.

Bill abrogeant les articles 229 et 230 de l'acte 44 Vict., chap. 74, constituant en corporation la ville de *Longueuil*.

Bill amendant l'article 239 de l'acte de cette province 44-45 Vict., ch. 75, intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil*, 37 Vict., ch. 49 et l'acte qui l'amende 39 Vict., ch. 46."

Bill autorisant la compagnie "*The Standard Life Assurance Company*" à poursuivre et à être poursuivie et à acquérir et posséder des immeubles sous le nom de "*The Standard Life Assurance Company*."

Bill constituant en corps politique et société "*The Forest and Stream Club*."

Bill constituant la corporation de la ville de *Drummondville*.

Bill pour régulariser la cléricature de *Prosper Onézime Lauzon*.

Bill pour accorder une rémunération aux exécuteurs testamentaires de la succession *John Pratt*.

Et la Chambre alors s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

---

### Lundi, 4 Juin 1888.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. *Mercier*,—la pétition de Monsignor C. A. *Marois*, C. S., secrétaire de Son Eminence le Cardinal Archevêque de *Québec* et autres, de l'Archidiocèse de *Québec*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *James Brown* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie de chemin de fer de *Saint-Chrysostôme*."

De la Compagnie du chemin de fer de *Lachine* et *Hochelaga* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *Henry Lovell* et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "*The Orford Branch Railway Company*."

Du Révérend N. D. *St-Cyr* et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "La Compagnie du Pont de *Sainte-Clothilde de Horton*."

De la Compagnie du chemin de fer de la Vallée de l'*Ottawa* et de la *Gatineau* ; demandant des amendements à l'acte 50 Vict., chap. 69.

Du Révérend *John J. Salmon* et autres de la cité de *Montreal* ; demandant la passation d'un acte concernant le prélèvement de certaines taxes dans les paroisses catholiques anglaises dans la cité de *Montréal*.

De l'Hôpital *Royal Victoria* ; demandant un acte pour ratifier un certain bail consenti par la ville de *Montréal* au dit Hôpital.

De *Charles R. McDowell* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de Compagnie d'Assurance des marchands, et des manufacturiers.

Des syndics,—de la Fabrique,—des commissaires d'écoles—et du maire et des conseillers de la ville de *Sainte-Cunégonde* ; demandant respectivement que les amendements à la charte de la dite ville ne deviennent pas loi.

De *Théophile Alexandre Archambault*, de *Saint-Paul l'Ermité* ; demandant la passation d'un acte l'autorisant à exercer la profession médicale.

De "*The Young Men's Christian Association*," *Montréal* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *Henry Lyman* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Sunday School Union of the Province of Quebec*."

De "*The Mechanics' Institute* ;" demandant un acte d'incorporation.

De *R. A. Préfontaine* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*La Compagnie manufacturière de Chambly*."

Du Révérend *C. M. Lesage* ; demandant la passation d'un acte autorisant les Sœurs Grises de l'Hôpital Général de *Montréal*, à vendre un certain terrain dans la paroisse de *Saint-Joseph de Chambly*.

Du Conseil municipal du village d'*Arthabaskaville* ; demandant un acte pour changer les limites du dit village.

De *Nazaire Turcotte* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*La Compagnie de chemin de fer des comtés de Dorchester, Lévis, Bellechasse, Montmagny, L'Islet et Kamouraska*."

De la Compagnie du chemin de fer du *St-Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la Compagnie du chemin de fer des *Trois-Rivières* et du *Nord-Ouest* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la corporation de la cité des *Trois-Rivières* ; demandant des amendements à sa charte.

De *Joseph Octave Antoine Lalonde*, de la paroisse de *St. Polycarpe* ; demandant la passation d'un acte l'autorisant à vendre certains biens substitués.

De la corporation de la ville de *St. Jean* ; demandant des amendements à sa charte.

De *Henry Aylmer* et autres, de *Richmond* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*La Compagnie Electrique du comté de Richmond*."

De *Samuel Willard Foster* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Orford Mountain Railway Company*."

De la corporation de la cité de *Québec* ; demandant des amendements à sa charte.

De l'association des marchands de vin et de liqueurs, de *Quebec* ; demandant que certaines dispositions du bill pour amender la loi des licences de *Quebec* ne deviennent pas loi.

De l'honorable *David A. Ross*, de la cité de *Quebec* ; demandant la passation d'un acte autorisant *Henri Gustave Joly*, avocat et propriétaire de la seigneurie de *Lotbinière* à changer son nom en celui de *Henri Gustave Joly de Lotbinière*.

De Dame *Eliza Carmichael*, veuve de feu *John Monk* et autres ; demandant un acte les autorisant à vendre certains biens substitués.

De *Henri Desorcis* et autres ; demandant la passation d'un acte pour détacher le canton *Hereford* et une partie du canton de *Clifton*, du comté de *Compton*, et les annexer au comté de *Stanstead*, pour fins judiciaires et d'enregistrement.

De *Alexis Labonté* et autres ; demandant que les amendements à l'article 1030 du code municipal ne deviennent pas loi.

Du Révérend *Charles Laroque*, de la cité de *Montreal* et autres, de la paroisse de *Beauport*,—de la paroisse *Saint-Lazare*,—de la paroisse de *Saint-Charles*,—de la paroisse de *Saint-Cajetan d'Armagh*,—de la paroisse de *Saint-Raphael*,—de la paroisse de *Saint-Gervais*,—de la paroisse de *Saint-Damien de Buckland*,—de la paroisse de *Notre-Dame de Buckland*,—de la paroisse de *Saint-Magloire*,—de la paroisse de *Saint-Valier*,—de la paroisse de *Saint-Phlémon de Mailloux*,—de la paroisse de *Saint-Michel*, tous du comté de *Bellechasse*,—de la paroisse de *Saint-Ephrem de Tring*,—de la paroisse de *Saint-*

*Honoré de Shenley*,—de la paroisse de *Saint-Joseph*,—de la paroisse du *Sacré-Cœur de Jésus*,—de la paroisse de *Saint-François*,—de la paroisse de *Saint-Frédéric*,—de la paroisse de *Saint-Pierre de Broughton*,—de la paroisse de *Saint Sébastien d'Aylmer*,—de la paroisse des *Saints Anges*,—de la paroisse de *Saint-Samuel de Gayhurst*,—de la paroisse de *Saint-Severin*,—de la paroisse de *Sainte-Marie*,—de la paroisse de *Saint-Elzéar*,—de la paroisse de *Saint-Jacques*,—de la paroisse de *Saint Victor de Tring*, tous du comté de *Beauce*,—de la paroisse de *Sainte Geneviève de Berthier*,—de la paroisse de *Saint-Gabriel*,—de la paroisse de *l'Île du Pads*,—de la paroisse de *Lanoraie*,—de la paroisse de *Saint-Damien*,—de la paroisse de *Saint-Cuthbert*, tous du comté de *Berthier*,—de la paroisse de *Saint-André*,—de la paroisse de *Saint-Dominique*,—de la paroisse de *Saint-Ephrem*,—de la paroisse de *Saint-Liboire*,—de la paroisse de *Saint-Simon*,—de la paroisse de *Saint-Pie*,—de la paroisse de *Saint-Hélène*,—de la paroisse de *Saint-Théodore*,—de la paroisse de *Saint-Hugues*,—de la paroisse de *Sainte-Rosalie*, tous du comté de *Bagot*,—de la paroisse de *Saint-Louis de Gonzague*,—de la paroisse de *Saint-Timothé*, tous du comté de *Beauharnois*,—de la paroisse de *Lachine*,—de la paroisse de *Sainte-Anne*,—de la paroisse de *Sainte-Genève*,—de la paroisse de *l'Île Bizard*, tous du comté de *Jacques-Cartier*,—de la paroisse de *Saint-Félix de Valois*,—de la paroisse de *Sainte-Elizabeth*, tous du comté de *Joliette*,—de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste*,—de la paroisse de *Notre-Dame de Grâce*,—de la paroisse de *Hochelaga*, tous du comté de *Hochelaga*,—de la paroisse de *Saint-Anicet*,—de la paroisse de *Sainte-Barbe*, tous du comté de *Huntingdon*,—de la paroisse de *Sainte-Athanase*,—de la paroisse de *Saint Grégoire*,—de la paroisse de *Sainte-Anne Sabrevoix*,—de la paroisse de *Saint-Alexandre*,—de la paroisse de *Sainte-Brigide*,—de la paroisse de *Saint-George*,—de la paroisse de *Saint-Sébastien*, tous du comté de *Iberville*,—de la paroisse de *Sainte-Scholastique*,—de la paroisse de *Saint-Hermas*,—de la paroisse de *Saint-Benoit*,—de la paroisse de *Saint-Eustache*,—de la paroisse de *Sainte-Monique*,—de la paroisse de *Saint-Placide*,—de la paroisse de *Saint-Augustin*, tous du comté des *Deux Montagnes*,—de la paroisse de *Saint-Edouard de Frampton*,—de la paroisse de *Saint-Bernard*,—de la paroisse de *Sainte-Claire*,—de la paroisse de *Sainte-Hénédine*,—de la paroisse de *Saint-Isidore*,—de la paroisse de *Saint-Léon de Standon*,—de la paroisse de *Saint Odilon de Cranbourne*,—de la paroisse de *Saint-Malachie de Frampton*,—de la paroisse de *Sainte-Germain du Lac Etchemin*,—de la paroisse de *Saint-Anselme*, tous du comté de *Dorchester*,—de la paroisse de *Chambly*,—de la paroisse de *Saint-Bruno*,—de la paroisse de *Boucherville*, tous du comté de *Chambly*,—de la paroisse de *Ormstown*,—de la paroisse de *Sainte-Philomène*,—de la paroisse de *Saint-Jean-Chrysostôme*, tous du comté de *Chateauguay*,—de la paroisse de *Saint-Zénon*,—de la paroisse de *Saint-Vincent*,—de la paroisse de *Saint-Louis*,—de la paroisse de *Saint-Pierre de la Patrie*,—de la paroisse de *Saint-Malo*,—de la paroisse *Saint-Patrice*,—de la paroisse de *Saint-Herménégilde*,—de la paroisse de *Saint-Romain*,—de la paroisse de *Sainte Edwidge*,—de la paroisse de *Notre-Dame des Bois*, tous du comté de *Compton*,—de la paroisse de *Saint-Jacques le Mineur*,—de la paroisse de *Saint-Isidore*,—de la paroisse de *Saint-Constant*,—de la paroisse de *Saint-Philippe*,—de la paroisse de *Laprairie*, tous du comté de *Laprairie*,—de la paroisse de *Saint-Martin*,—de la paroisse de *Sainte-Rose*,—de la paroisse de *Saint-François de Salles*, tous du comté de *Laval*,—de la paroisse de *Sainte-Philomène de Fortierville*,—de la paroisse de *Sainte-Emilie*,—de la paroisse de *Saint-Jean Deschaillons*,—de la paroisse de *Sainte-Croix*,—de la paroisse de *Saint-Flavien*,—de la paroisse de *Saint-Louis de Lotbinière*,—de la paroisse de *Sainte-Agathe*,—de la paroisse de *Saint-Apollinaire*,—de la paroisse de *Saint-Narcisse de Beau-rivage*,—de la paroisse de *Saint-Antoine de Tilly*,—de la paroisse de *Saint Gilles*,—de la paroisse de *Saint-Agapit*,—de la paroisse de *Saint-Sylvestre*, tous du comté de *Lotbinière*,—de la paroisse de *l'Assomption*, comté de *l'Assomption*,—de la paroisse de *Saint-Eugène*,—de la paroisse de *Saint-Damase d'Ashford*,—de la paroisse de *Saint-Louis*,—de la paroisse de *Saint-Aubert*,—de la paroisse de *Saint-Cyrille*,—de la paroisse de *Notre-Dame de l'Islet*,—de la paroisse de *Saint-Pamphile*,—de la paroisse de *Saint-Jean Port Joli*, tous du comté de *l'Islet*, de la mission *N. D. de Lourdes*,—de la paroisse de *Saint-*

*Jacques de Leeds*,—de la paroisse *Saint-Athanase d'Inverness*,—de la paroisse de *Saint-Alphonse de Thetford*,—de la paroisse de *Sainte-Anastasie de Nelson*,—de la paroisse de *Saint-Calixte de Somerset*,—de la paroisse de *Saint-Adrien de Halifax*,—de la paroisse du *Sacré-Cœur de Marie*,—de la paroisse de *Sainte-Julie*, tous du comté de *Megantic*,—de la paroisse de *N.-D. des Anges de Stanbridge*,—de la paroisse de *N.-D. de Lourdes*,—de la paroisse de *St-Romuald de Farnham*,—de la paroisse de *St-Ignace de Stanbridge*,—de la paroisse de *Sainte Croix de Dunham*,—de la paroisse de *St-Jacques de Clarenceville*,—de la paroisse de *Saint-Damien de Bedford*, tous du comté de *Missisquoi*,—de la paroisse de *Saint-Lambert*,—de la paroisse de *Saint-David de L'aube Rivière*,—de la paroisse de *Saint Joseph de Lévis*,—de la paroisse *Saint-Nicholas*,—de la paroisse de *Saint-Romuald*,—de la paroisse de *Saint-Jean Chrysostôme*,—de la paroisse de *Saint-Etienne de Lauzon*,—de la paroisse de *Saint-Henri*, tous du comté de *Lévis*,—de la paroisse de *Saint-Paschal*,—de la paroisse de *Saint-Philippe de Néri*,—de la paroisse de *Sainte-Hélène*,—de la paroisse de *Notre-Dame de Liesse de la Rivière Ouelle*,—de la paroisse de *Saint-Alexandre*,—de la paroisse de *Notre-Dame du Mont Carmel*,—de la paroisse de *Saint-Denis*,—de la paroisse de *Saint-Pacôme*,—de la paroisse de *Saint-André*, tous du comté de *Kamouraska*,—de la paroisse du *Sacré-Cœur de Montréal*,—de la paroisse de *Saint-Jacques de Montréal*,—de la paroisse de *Sainte-Brigide de Montréal*, tous de *Montréal*,—de la paroisse de *Saint-Patrice de Sherrington*,—de la paroisse de *Saint-Edouard*,—de la paroisse de *Saint-Cyprien*, tous du comté de *Napierville*,—de la paroisse de *Saint-Raymond*,—de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste des Ecureuils*,—de la paroisse de *Notre-Dame des Anges*,—de la paroisse de *Sainte-Jeanne*,—de la paroisse de *Saint-Ubalde*,—de la paroisse de *Saint-Casimir*,—de la paroisse de *Notre-Dame de Portneuf*,—de la paroisse de *Cap Santé*,—de la paroisse de *Saint-Augustin*, de la paroisse de *Saint-Joseph de Deschambault*,—de la paroisse de *Sainte-Catherine de Fossambault*,—de la paroisse de *Saint-Charles des Grondines*,—de la paroisse de *Pointe-aux-Trembles*,—de la paroisse de *Saint-Alban*, tous du comté de *Portneuf*,—de la paroisse de *Saint-Colomb de Sillery*,—de la paroisse de *Saint-Gabriel de Valcartier*,—de la paroisse de *Saint-Charles Borromée de Charlesbourg*,—de la paroisse de *Saint-Edmond de Stoneham*,—de la paroisse de *Saint-Félix du Cap Rouge*,—de la paroisse de *Sainte-Foye*, tous du comté de *Quebec*,—de la paroisse de *Sainte-Bibiane*,—de la paroisse de *Saint-François Xavier*,—de la paroisse de *Sainte-Anne de Danville*,—de la paroisse de *Saint-Georges*,—de la paroisse de *Saint-Praxède*,—de la paroisse de *Saint-Philippe*, tous du comté de *Richmond*,—de la paroisse de *Saint-Paul*,—de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste*,—de la paroisse de *Sainte-Marie*,—de la paroisse de *Rougemont*,—de la paroisse de *Saint-Hilaire*,—de la paroisse de *Saint-Mathias*,—de la paroisse de *l'Ange Gardien*,—de la paroisse de *Sainte-Angèle*,—de la paroisse de *Saint-Césaire*, tous du comté de *Rouville*,—de la paroisse de *Notre-Dame de Bonsecours*,—de la paroisse de *Saint-Charles*,—de la paroisse de *Sainte-Anne de Sorel*,—de la paroisse de *Saint-Ours*,—de la paroisse de *Sainte-Victoire*,—de la paroisse de *Saint-Roch*, tous du comté de *Richelieu*,—de la ville de *Sorel*,—de la paroisse de *Saint-Joseph de Sorel*,—de la paroisse de *Saint Aimé*,—de la paroisse de *Saint-Louis de Bonsecours*,—de la paroisse de *Saint-Marcel*,—de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste de Québec*,—de la paroisse de *Saint-Polycarpe*,—de la paroisse de *Coteau du Lac*,—de la paroisse de *Saint-Zotique*,—de la paroisse *Saint-Judes*,—de la paroisse de *Sainte Magdeleine*,—de la paroisse de *Saint-Damase*,—de la paroisse de *La Présentation*,—de la paroisse de *Saint-Bernabé*,—de la paroisse de *Saint-Denis*,—de la paroisse de *Notre-Dame*,—de la ville de *Saint-Hyacinthe*, tous du comté de *Saint-Hyacinthe*,—de la ville de *Saint-Jean*,—de la paroisse de *Saint-Valentin*,—de la paroisse de *Saint-Luc*,—de la paroisse de *Lacolle*, tous du comté de *Saint-Jean*,—de la paroisse de *Saint-François Xavier*,—de la paroisse de *Saint-Joachim*,—de la paroisse de *Saint-Jean-Baptiste de Roxton*,—du canton de *Waterloo*,—de la paroisse de *Sainte-Pudentienne*,—de la paroisse de *Sainte-Cécile*,—de la paroisse de *Sainte-Agathe de Granby*,—du canton de *Granby*,—de la paroisse de *Sainte-Anne*,—de la paroisse de *Notre-Dame de Bonsecours*,—de la paroisse de *Saint-André*,—de la paroisse de *Saint-Edouard*, tous du comté de *Shefford*,—de la paroisse de *Saint-Elie*,—de la paroisse de *Saint-Michel de Sherbrooke*,—de la ville

de *Sherbrooke*, tous de la division de *Sherbrooke*,—de la paroisse de *Saint-Antonin*,—de la paroisse de *Notre-Dame du Portage*, comté de *Témiscouata*,—de la paroisse de *Terrebonne*,—de la paroisse de *Saint-Janvier*,—de la paroisse de *Sainte-Adèle*,—de la paroisse de *Sainte-Agathe des Monts*,—de la paroisse de *Sainte-Sophie*,—de la paroisse de *Sainte-Anne*,—de la paroisse de *Saint-Sauveur*,—de la paroisse de *Sainte-Thérèse*, tous du comté de *Terrebonne*,—de la paroisse de *Rigaud*,—de la paroisse de *Sainte-Marthe*, tous du comté de *Vaudreuil*,—de la paroisse de *Bélœil*, de la paroisse de *Saint-Marc*,—de la paroisse de *Saint-Antoine*, tous du comté de *Verchères*,—de la paroisse de *Saint-Adolphe*,—de la paroisse de *Saint-Janvier*,—de la paroisse de *Saint-Camille*,—de la paroisse de *Saint-Hyppolyte*,—de la paroisse de *Saint-Joseph*,—de la paroisse de *Saint-Adrien*, tous du comté de *Wolfe*; demandant respectivement que le projet de loi projeté pour amender l'acte des licences soit adopté.

De *Robert Craik* et autres, professeurs de la Faculté Médicale de l'Université *McGill*; demandant que certaines dispositions de l'Acte Médical de cette Province ne deviennent pas loi, et la continuations de certains privilèges.

De *Alex. D. Blackader* et autres, gradués de l'Université du Collège *McGill*; demandant que le bureau provincial des examinateurs des aspirants à l'admission à l'étude des professions libérales soit composé de deux sections distinctes, dont l'une catholique et l'autre protestante.

De *R. P. Howard* et autres, gradués de la Faculté en loi et d'autres Facultés de l'Université *McGill*; demandant des amendements à la section 48 de l'Acte 49-50 *Victoria*, chapitre 34.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie le certificat suivant :

#### BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 1er juin 1888.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du neuvième jour de mai mil huit cent quatre vingt-huit, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à *Robert Kiernan*, écuyer, registrateur pour le district électoral des *Trois-Rivières*, dans la Province de *Québec*, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*, durant le présent parlement, aux lieu et place de l'honorable *Henri René Arthur Turcotte*, qui a accepté la charge de Procureur-Général, à laquelle sont attachés des émoluments; l'honorable *Henri René Arthur Turcotte* a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

LS. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable *F. G. Marchand*,

Orateur de l'Assemblée Législative  
de la Province de *Québec*.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Union *St. Joseph de Montréal* et de l'Union *St. Pierre de Montréal*, tous deux pour l'année 1887. (*Documents de la Session No. 14.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

---

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pourvoyant au remplacement des originaux détruits des Statuts," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. *Gagnon*, secondé par l'honorable M. *Duhamel*,  
Ordonné, Que le dit Bill du Conseil Législatif, intitulé ; "Acte pourvoyant au remplacement des originaux détruits des Statuts," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Le Blanc* ait la permission de présenter un Bill pour amender la section 251 de l'Acte électoral de *Quebec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Cardin* ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 2157 du Code Civil du Bas-Canada.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Bisson* ait la permission de présenter un Bill validant certaines procédures non contentieuses sur lesquelles les timbres requis par la loi n'ont pas été apposés par feu *P. J. U. Beaudry*, protonotaire du district de *Beauharnois*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill concernant les beurreries et les fromageries.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Robidoux* ait la permission de présenter un Bill pour protéger la race chevaline contre la morve et le farcin.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

Que les 26, 27 et 28 juin courant, doit avoir lieu à *Nashua*, N. H. la 17ième convention générale des canadiens-français, domiciliés aux *Etats-Unis*, à laquelle sont conviés, entre autres personnalités éminentes, le Président de la République et le Gouverneur de l'Etat.

Que l'Assemblée Législative de la Province de *Quebec* a toujours suivi avec intérêt le travail de ces conventions annuelles, grâce à l'influence desquelles nos compatriotes éloignés, autrefois dispersés et privés de toute cohésion entre eux, se sont rapidement groupés autour du drapeau national, heureux de témoigner de l'attachement profond qu'ils ont conservé pour la religion et la langue de leurs pères.

Que ces importantes démonstrations, loin d'être une menace pour les autres éléments de la population américaine, assurent, au contraire, à ceux-ci le concours plus unanime et partant plus efficace d'une race industrielle et loyale, heureuse de travailler à la prospérité commune, en même temps qu'elles n'ont aucun caractère d'hostilité vis-à-vis des autres nationalités canadiennes.

Que, par conséquent, vu le but essentiellement patriotique de ces réunions, l'Assemblée Législative de *Quebec*, est d'avis de se faire représenter à la dite convention, par deux de ses membres, choisis sans distinction de partis et chargés de porter à nos com-

patriotes des *Etats-Unis* des paroles de sympathie de la part de la Province de Québec, et que ses deux délégués soient *L. O. David*, écuyer, et *Faucher de Saint-Maurice*, écuyer ; tous deux députés à l'Assemblée Législative de cette Province.

Et la question étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre du 17 mai 1888, pour copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement, depuis la dernière session, à propos de certaines demandes de grains de semence, faites au nom des colons de *Notre-Dame de Buckland*, comté de *Bellechasse*, qui ont perdu leurs récoltes, soit par la grêle, soit par la gelée. (*Documents de la session*, No. 24.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 mai 1888, pour la production d'un état indiquant les réclamations en rapport avec le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental qui ont été réglées par le gouvernement, depuis le 29 janvier 1887, avec mention spéciale du montant total de chacune de ces réclamations et de la somme payée en chaque cas. (*Documents de la session*, No. 25.)

Et aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 28 mai 1888 demandant copie des requêtes et de la correspondance et de tout ordre en conseil, au sujet de la nomination d'un successeur à *L. Z. Joncas*, écuyer, comme shérif de *Gaspé*. (*Documents de la session*, No. 26.)

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des Divers Bills Privés :

Bill pour amender de nouveau l'acte de la ci devant province du Canada, 12 Vict., chap. 143.

Bill constituant en corporation l'Union des tailleurs de cuir, de Québec.

Bill autorisant la vente de certains immeubles grevés de substitution en faveur des enfants de *Louis Arthur Zotique Pouliot*.

Le Bill pour autoriser la compagnie Royale Electrique à emprunter de l'argent et à émettre des debentures, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Martin (Bonaventure)*,—Est-il à la connaissance du gouvernement qu'on aurait fait descendre un magistrat de Québec à Bonaventure, pour assermenter M. *Chrysostôme Langelier* comme juge de paix ? Si tel est le cas ; quel a été le montant de toutes les dépenses, frais de voyage, occasionnés par la prestation du serment de M. *Chrysostôme Langelier* comme juge de paix ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Oui, le greffier de la paix, M. *Denis Murray*, a été envoyé pour assermenter M. *J. C. Langelier*, et le montant de toutes les dépenses, frais de voyage occasionnés, a été de \$100.00.

Par M. *Martin (Bonaventure)*,—1. Quel était le salaire de M. *Chs. Fitzpatrick* pour ses services dans les enquêtes tenues contre certains conducteurs de travaux de colonisation dans le comté de Bonaventure ?

2. Quel a été le montant total des dépenses, frais de voyage, salaire, etc., requis pour les services de ce monsieur dans ces enquêtes ?



Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Le salaire de M. *Chs. Fitzpatrick*, dans les enquêtes tenues contre certains conducteurs de travaux de colonisation dans le comté de *Bonaventure*, a été de \$360.00, ses frais de voyage ont été de \$80.00.

Par M. *Martin (Bonaventure)*,—1. Quel était le salaire de M. *Achille Carrier*, de *Québec*, pour ses services dans les enquêtes tenues contre les conducteurs de travaux de colonisation, dans le comté de *Bonaventure* ?

2. Quel a été le montant total des dépenses, des frais de voyages, salaire, etc., requis pour les services de ce monsieur dans ces enquêtes ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—M. *J. C. Langelier* a payé à M. *Achille Carrier*, son greffier, sur la somme à lui avancée, \$215.00. pour ses frais de voyage, pension et son temps, durant 35 jours.

Par M. *Martin (Bonaventure)*,—Quel a été le montant de toutes les autres dépenses, y compris celles des huissiers, et tous autres frais occasionnés par les enquêtes tenues contre certains conducteurs de travaux de colonisation dans le comté de *Bonaventure* ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Il a été payé aux constables employés par M. *J. C. Langelier*, les sommes suivantes :

A *Edouard Boudreault*, re *Jean Lefebvre*, \$5.00.

A *Alphonse Landry*, re *François Giroux*, \$13.10.

A *Robert Miller*, re *Jas. Robertson*, \$11.50.

Par M. *Martin (Bonaventure)*,—Quel est le montant total des dépenses, frais, etc., payés par le gouvernement aux témoins sommés de comparaître à *New-Carlisle*, dans les poursuites intentées par la Couronne, contre MM. *James Robertson*, *Frs. Giroux* et *Jean-Baptiste Lefebvre*, et aussi, le montant des frais de l'huissier chargé de porter les subpœnas ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Il a été payé \$195.53 aux témoins, et dans les montants transmis au trésorier, il n'y a rien pour l'assignation des témoins.

Par M. *Martin (Bonaventure)*,—Est-il à la connaissance du gouvernement qu'on a envoyé de *Quebec* à *Bonaventure*, un huissier ou des huissiers, pour servir des subpœnas aux témoins de la Couronne, chargés de comparaître à *Quebec*, dans les poursuites intentées contre les conducteurs de travaux de colonisation, MM. *Frs. Giroux* et *James Robertson* ? Si tel est le cas, quel est le montant de toutes les dépenses, frais de voyage, etc., de cet huissier ou de ces huissiers, pour aller dans le comté de *Bonaventure*, servir ces subpœnas ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Oui, un constable de la police provinciale a été envoyé de *Quebec* à *Bonaventure*. Le montant total des dépenses, frais de voyage, etc., de ce constable, a été dans chaque cas, \$23.19.

Par M. *Martin (Bonaventure)*,—Quel est le montant des dépenses, frais de voyages, etc., de tous les témoins sommés par la Couronne de comparaître à *Québec*, dans les poursuites intentées contre MM. *Frs. Giroux*, *James Robertson*, conducteurs des travaux de colonisation, dans le comté de *Bonaventure* ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Le montant des dépenses, frais de voyages, de tous les témoins sommés par la Couronne de comparaître à *Québec*, dans les poursuites contre *Giroux* et *Robertson*, a été dans le cas de *Giroux*. \$171.34 ; dans le cas de *Robertson*, \$134.35.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Le gouvernement a-t-il l'intention de ré-imprimer

---

la réponse (No. 16) faite le 10 mars 1887, à un Ordre de l'Assemblée Législative, en date du 31 mai 1886, demandant copie du dernier rapport sur le *Labrador* canadien, adressé à l'honorable Commissaire des Terres de la Couronne, par M. *Henri de Puyjalon* ; ce rapport s'arrête à la page 9 ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Ceci regarde le comité conjoint des impressions.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement de rappeler la loi des examens du service civil ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Au contraire, le gouvernement se propose de la mettre en force avec toute la rigueur possible et a ordonné l'autre jour de faire subir des examens à tous les employés qui n'en avaient pas encore subi.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement d'amender la section 5 de l'Acte 40 Vict. chap. 7, de manière à appliquer certaines sommes qui restent chaque année sur les sommes d'argent votées pour les sociétés d'agriculture, un montant suffisant pour subventionner une station agronomique dans la province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Un Bill à cet effet a été adopté en troisième lecture par cette Chambre le 28 mai dernier, (*vide* p. 110 des Procès-Verbaux de l'Assemblée Législative.)

Par l'honorable M. *Blanchet*,—Quel est le montant du fonds de retraite et de pension des instituteurs ; le nombre des instituteurs recevant une pension ; le montant total des pensions payées depuis janvier 1887 ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—1° \$159,626.61 ; 2° 193 ; 3° \$22,484.10.

Par M. *LeBlanc*,—Est-ce l'intention du gouvernement d'abolir les taux de péage sur les ponts et chemins à barrières, dans le comté de *Laval*, et généralement dans cette province, à la présente session ?

Reponse par l'honorable M. *Mercier*,—Il n'y a pas de raison de favoriser plus le comté de *Laval* qu'un autre ; mais cette question grave est à l'étude et le gouvernement fera connaître sa politique à ce sujet aussitôt que la chose sera jugée convenable.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement de la Province de *Quebec* de prendre part à la prochaine exposition universelle qui se tiendra à *Paris*, soit officiellement, soit en défrayant les dépenses ou une partie des dépenses des exposants de la Province ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—La réponse de l'honorable Secrétaire d'Etat, faite à ce sujet et rendue publique dans le cours de l'hiver dernier, semble avoir découragé les négociants et industriels du pays, qui auraient pu être disposés à prendre part à cette exposition ; et c'est ce qui explique sans doute l'absence complète de toute demande à cet égard près du gouvernement de cette province.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement de donner suite aux conclusions du procès-verbal de l'assemblée du conseil provincial d'hygiène de la province de *Québec*, tenue à *Montréal*, le 24 mars 1888, en passant une loi à cet effet ?

---

(Extrait du procès-verbal de l'assemblée du 24 mars 1888.)

“ *Résolu*,—Que la coutume de permettre la récolte d'une glace de qualité inférieure “ devant servir à la réfrigération, est un danger pour la santé publique, vu qu'il est “ impossible d'empêcher qu'elle ne soit vendue pour l'usage des maisons privées.

“ Que, dans un pays où il est si facile de se faire une provision illimitée de glace “ pure, les municipalités devraient passer des règlements obligatoires pour empêcher “ l'emmagasiner et la vente de glace autre que celle prise aux sources les plus pures.

“ Que la coutume de prendre dans des carrières abandonnées la glace que l'on vend “ au public, pour l'eau ou pour servir à la réfrigération, est condamnée par le conseil “ provincial d'hygiène.

“ Que toutes les municipalités devraient empêcher les commerçants ou autres per- “ sonnes de prendre de la glace ailleurs que dans les ruisseaux et rivières à eau courante, “ ou dans les grands lacs, et même alors, seulement dans telles parties du ruisseau, de la “ rivière ou du lac, qui sont suffisamment éloignées des sources de contamination (égouts, “ produits nuisibles provenant des manufactures, etc ;) pour que la glace soit absolument “ pure.

“ Que l'eau que l'on ne peut boire en été est également impropre à être recueillie “ sous forme de glace en hiver.”

(Certifié.)

(Signé)

ELZEAR PELLETIER,

Secrétaire.

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Le gouvernement est d'opinion que tout conseil local a les pouvoirs nécessaires, à ce sujet, en vertu de l'article 608 du code municipal.

Par M. *Lemieux*,—Est-ce l'intention du gouvernement de faire distribuer gratuitement la *Gazette des Campagnes* aux cercles agricoles de la province?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Le gouvernement va donner les instructions nécessaires.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement, dans un but de sûreté publique et de protéger la vie humaine, d'obliger chaque compagnie de chemin de fer à lui fournir annuellement un état des ponts et ponceaux qui se trouvent sur sa ligne, la nature de ses travaux, celle des matériaux employés et la date de la construction?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—D'après la clause 67 de l'acte refondu des chemins de fer de *Quebec*, de 1880, les compagnies de chemins de fer sont préalablement tenues de soumettre à l'approbation du comité des chemins de fer du conseil exécutif, le plan de la construction de tout pont, quai, pilier et autres ouvrages qu'elles se proposent d'ériger sur ou à travers une rivière, lac ou canal navigables, ou sur leurs grèves, lits ou terrains couverts par les eaux.

D'autre part, lorsque des ponts, ponceaux, etc, sont dans un état dangereux ou défectueux, le comité des chemins de fer du conseil exécutif, d'après les clauses 41e et 42e de l'acte des chemins de fer, peut à la suite d'informations, ou de plaintes, ordonner à l'ingénieur du gouvernement, d'examiner et de faire rapport sur les parties dangereuses ou défectueuses de tout chemin de fer construit en cette Province et sous le contrôle du gouvernement de *Quebec*, et ordonner à la compagnie de faire de suite les changements, réparations ou substitutions jugés nécessaires par le comité, avec l'approbation du Lieute-

nant-Gouverneur en conseil ; et dans le cas d'urgence, l'ingénieur du gouvernement peut empêcher de suite, tout convoi de passer sur la partie du chemin, considérée dangereuse ou défectueuse, etc.

Le gouvernement a déjà maintes fois, notifié les compagnies de chemins de fer construits en cette province et sous son contrôle, d'avoir à se conformer à ces dispositions particulières, aussi bien qu'à toutes autres qui leur sont imposées par l'acte des chemins de fer de *Québec*.

Quelques compagnies ont rempli leurs obligations, en tout ou en partie à ce sujet ; c'est l'intention du gouvernement d'insister pour qu'elles se conforment à toutes les dispositions de l'acte des chemins de fer.

Par M. *LeBlanc*,—1° Le salaire de M. *Allan Hamilton*, employé du greffe de la Couronne et de la paix, à *Montréal*, a-t-il été augmenté, depuis le premier février 1887 ?

2° Si, oui, à la demande de qui ce salaire a-t-il été, augmenté, quel est le montant de cette augmentation et pourquoi a-t-elle eu lieu ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—1° Vu l'économie de \$2,400 par année effectuée par le fait que feu M. *Skinner*, ci-devant greffier de la Couronne et de la paix, n'a pas été remplacé, le salaire de M. *Allan Hamilton* a été porté à \$1,400. Cette augmentation a été accordée parceque M. *Hamilton* est depuis la destitution de M. de *Beaumont*, le seul employé de langue anglaise dans le bureau de la paix, parcequ'il fait un travail important et qu'il occupe une position remplie de responsabilité.

2° Son salaire a été augmenté à la demande de plusieurs personnes importantes.

Par l'honorable M. *Flynn*,—Est-ce l'intention du gouvernement de soumettre à la considération de cette Chambre, à cette session, un projet de loi pour étendre le cens électoral ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Non, pas à cette session.

Par M. *LeBlanc*,—Le gouvernement, ou aucun de ses membres, a-t-il été informé par M. L. O. *David*, député de *Montréal-Est* ou aucune autre personne, 1° Que le nommé *Edouard Turgeon*, député protonotaire et employé au palais de justice de *Montréal*, avait laissé son bureau depuis déjà assez longtemps ; 2° Qu'il n'y est pas encore retourné depuis ; 3° Que, pendant ce temps là, il a travaillé à la dernière élection du comté de *Laval* ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Non c'est la première fois que le gouvernement entend parler de cette affaire.

Par M. *Hall*,—Le gouvernement a-t-il distribué des exemplaires du code municipal en anglais ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—Des exemplaires du code municipal, en anglais, ont été distribués aux conseillers municipaux parlant la langue anglaise, ainsi qu'il est démontré par les réponses des membres de cette Chambre à mes circulaires. La distribution se fait encore avec toute la célérité possible pour les comtés qui n'ont pas encore reçu d'exemplaire du code.

Par M. *Hall*,—Est-ce l'intention du gouvernement d'abolir la charge de prévôt des incendies dans la cité de *Montréal*.

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Pas maintenant.

Par M. *Dechene (l'Islet)*,—1° Combien l'honorable M. *Turcotte* a-t-il reçu du gouvernement pour salaire pendant qu'il agissait comme commissaire *ad interim* des Terres de la Couronne et procureur général *ad interim* ?

2° Combien a-t-il reçu pour frais de voyage ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Rien pour salaire et rien pour frais de voyage.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *LeBlanc*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie du rapport du maître de l'Ecole de Navigation de *Québec*, avec le nom des élèves qui ont suivi les cours de cette école, depuis la dernière session jusqu'à cette date.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Lemieux*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de l'ordre en conseil et de la proclamation mettant en vigueur l'acte adopté à la dernière session, concernant la nomination de deux juges additionnels à Montréal et copie de la correspondance échangée à ce sujet entre le gouvernement local et le gouvernement fédéral.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Lemieux*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la requête adressée par les Sœurs directrices de l'Institution des Sourdes-Muettes de *Montréal*, au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pour obtenir une allocation.

Sur motion de M. *Lareau*, secondé par M. *David*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—le rapport de toutes décisions du Conseil privé fédéral désavouant tous actes ou parties d'actes de cette Législature depuis 1882, jusqu'à ce jour, avec indication de la date de chaque désaveu ; copies des ordres en conseil et de toutes correspondances intervenues entre le gouvernement de cette province relativement à ces désaveux ; aussi copie de toutes correspondances entre les deux gouvernements se rattachant à la législation de cette province.

Aussi, copie de la correspondance échangée entre les gouvernements de *Québec* et d'*Ottawa*, au sujet du désaveu des lois provinciales durant les deux dernières années.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par M. *Casgrain*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des contrats faits entre le gouvernement actuel et certains ouvriers relativement aux réparations et aux changements qu'on a fait faire et que l'on continue encore à faire subir au palais de justice de *Montréal* ; aussi un état donnant le nom des dits ouvriers, le montant des sommes d'argent reçues par eux et des réclamations qu'ils ont encore contre le gouvernement ; avec un détail, dans les deux cas, des ouvrages pour lesquels telles sommes leur ont été payées par le gouvernement, et telles réclamations ont été faites contre le gouvernement.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances échangées entre les diverses municipalités du comté de *Shefford* et le gouvernement,

relativement aux sommes dues par elles au gouvernement de cette province en rapport avec le fonds d'emprunt municipal.—Aussi un état constatant quelles sommes ont été remises par le gouvernement actuel à la corporation municipale du comté de *Shefford*, en rapport avec le fonds d'emprunt municipal.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances, ordres en conseil ou autres documents se rapportant à la nomination de *Noé Desserres*, employé au palais de justice de *Montréal*.

Sur motion de l'Honorable M. *Taillon*, secondé par l'honorable M. *Flynn*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la correspondance et l'arrêté du Conseil, et de tous documents, concernant la destitution de *F. Tellier*, écuyer, en sa qualité de greffier de la cour de circuit du comté de *Berthier*, et concernant la nomination de son successeur à la dite charge.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par M. *Casgrain*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état mentionnant les noms de ceux dont les champs ont été ravagés par la grêle dans le comté de *Laprairie*, et qui ont reçu pour cela, des sommes d'argent du gouvernement de cette province ; avec le montant donné à chacun d'eux, et la date de ce paiement.

M. *Casgrain* propose, secondé par M. *LeBlanc*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et MM. *Varin* et *Chauveau*, respectivement régistrateur du comté de *Laprairie*, et shérif de *Montréal*, à propos de la nomination de l'officier-rapporteur à la dernière élection dans ce comté.

L'honorable M. *Mercier* propose, comme amendement, secondé par l'honorable *Turcotte*, Que tous les mots après le mot " nomination " soient biffés et remplacés par les suivants : " des officiers rapporteurs aux deux dernières élections provinciales dans le comté de *Laprairie*."

Et l'amendement étant mis voix, il est résolu affirmativement.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et messieurs *Varin* et *Chauveau*, respectivement régistrateur du Comté de *Laprairie* et shérif de *Montréal*, à propos de la nomination des officiers rapporteurs aux deux dernières élections provinciales dans le comté de *Laprairie*.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par M. *Desjardins*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre.—

1. Copie de tous les ordres en conseil adoptés depuis le 1er février 1887, touchant le subside payable à la compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*.

2. Copie de tous rapports d'inspection du dit chemin, faits depuis la même date et de toute correspondance échangée entre le gouvernement et la compagnie au sujet du dit subside.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *LeBlanc*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—Une liste des livres français qui ont été donnés en prix dans les écoles de la province de *Quebec*, depuis la dernière session.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—Copie du rapport d'une exploration faite, durant l'été de 1887, dans les rivières à saumon, de la côte du *Labrador* dans les comtés de *Chicoutimi* et *Saguenay*, par MM. *Têtu* et *Montpetit*.

Sur motion de M. *Hall*, secondé par M. *Casgrain*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le shérif ou le registraire du comté d'*Ottawa*, concernant la nomination d'un officier rapporteur à la dernière élection, et copie de l'ordre en conseil nommant l'officier-rapporteur pour cette élection.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. *Casgrain* propose, secondé par M. *LeBlanc*,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des contrats, soumissions, correspondances, documents et écrits relatifs à l'achat et à la pose des gazeliers au nouveau Palais de Justice de *Quebec* ; aussi un état indiquant :

1. Le nom des soumissionnaires pour la vente et la pose des dits gazeliers.
2. Le nom de l'entrepreneur dont la soumission a été acceptée et le nom du vendeur.
3. Le coût des dits gazeliers.
4. Le nombre des gazeliers posés.
5. Le coût de la pose des dits gazeliers.

Aussi un état indiquant :

1. Les sommes payées ou dues pour l'ameublement placé dans le dit palais de justice.
2. Le nom du meublier ou des meubliers qui ont fourni les dits meubles.
3. Le nombre et le coût des horloges qui ont été placées dans le dit palais de justice, ainsi que le nom de celui qui a fourni les dites horloges.

Et un débat s'en suivant ;

*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par M. *LeBlanc*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copies des soumissions demandées pour la démolition des maisons ou bâtisses faites pour ouvrir la nouvelle rue entre la rue Desjardins et le nouveau Palais de Justice de *Quebec*, et un état indiquant le nom de celui ou de ceux qui ont obtenu le contrat, et le prix du contrat.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant :

1. Le nombre de lots ou terrains achetés pour ouvrir la nouvelle rue entre la rue Desjardins et le nouveau Palais de Justice de *Quebec*.
2. Les noms des vendeurs.
3. Le prix payé à chaque vendeur et les autres conditions de la vente.

Sur motion de M. *Owens*, secondé par M. *LeBlanc*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. Toute correspondance échangée entre M. *Beausoleil*, avocat, de la cité de *Montréal*, et le Gouvernement ou quelqu'un de ses membres, relativement à la perception des arrérages de taxes dues par les corporations commerciales ;

2. Etat des sommes totales reçues par M. *Beausoleil*, la date de ces remises, ainsi que les noms des corporations commerciales ayant payé ces arrérages de taxes ;

3. Les noms des corporations qui n'ont pas payé ces arrérages ou avec lesquelles il y a eu compromis, indiquant les sommes déduites ou défalquées ;

4. Etat de toutes les remises faites au Gouvernement par M. *Beausoleil* avec les dates de ces remises ;

5. Etat indiquant la liste des actions intentées par M. *Beausoleil*, le nombre des actions renvoyées et celui des actions pendantes actuellement, ainsi que la somme à lui payée par le Gouvernement pour frais et autres choses touchant ces actions ;

6. Etat de la somme payée à M. *Beausoleil* pour sa commission sur la perception des arrérages de taxes de ces corporations commerciales.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Lemieux*,

*Ordonné*, Que la requête adressée par les RR. PP. Trappistes d'*Oka*, au Lieutenant-Gouverneur en Conseil et mise devant cette Chambre le vingt-neuf mai courant, soit renvoyée devant le Comité d'Agriculture, Immigration et Colonisation, avec prière de faire rapport.

Sur motion de M. *Bisson*, secondé par M. *Sylvestre*,

*Résolu*, Qu'un Comité spécial composé des Honorables MM. *Gagnon*, et *Lynch* et de MM. *Girouard*, *Laliberté*, *Bernatchez*, *Goyette*, *Deschênes*, (*Témiscouata*,) *Spencer*, *Owens*, *McIntoch*, *Beauchamp*, *Gladu*, *Cardin*, *Bourbonnais*, *Bisson*, *Pilon*, *Cameron*, *Lapointe* et *Baldwin* soit nommé, pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code municipal, faire rapport de temps à autre à cette Chambre, et présenter un Bill contenant tous les amendements adoptés par ce Comité, et que la 78e règle de cette Chambre soit suspendue en conséquence.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Lemieux*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie d'une requête adressée par MM. *Barré & Cie.*, de *Montréal*, à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, demandant que le gouvernement leur accorde un octroi pour les aider à établir sur des bases solides, dans cette province, l'industrie de la fabrication de vins canadiens.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour constituer en corporation les Associations de bienfaisance et les sociétés nationales et religieuses ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lussier* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Le Bill pour amender l'article 258 du Code municipal est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au Conseil spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le code municipal.

Sur motion de l'honorable M. *Turcotte*, secondé par l'honorable M. *Mercier*,

*Résolu*, Que, demain cette Chambre se formera en Comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée relative à certains officiers de justice dans le district de *Montréal*.

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées relatives à la nomination de deux magistrats devant s'occuper des affaires portées dans la Cour de Circuit pour le district de *Montréal*.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.



Mardi, 5 Juin 1888.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Spencer*,—la pétition de *F. C. Saunders* et autres, du Canton de *Stanbridge*, Comté de *Missisquoi*.

M. *Lareau*, du Comité permanent des Bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corps politique et société, "*The Shamrock Amateur Athletic Association*."

Bill amendant et refondant l'Acte 12 Vict., ch. 149, constituant en corporation l'Association St-Jean-Baptiste de *Montréal*.

Bill refondant l'Acte constituant en corporation la Société *St-Jean-Baptiste* de la ville de *St-Jean*. (31 Vic., ch. 50).

M. *Girouard*, du Comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre, le cinquième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis qui ont été publiés sont suffisants dans chaque cas, savoir :

Du Révd. *L. E. Dupuis* et autres,—de *Charles Bazinet* et autres,—de la Communauté des Petites Sœurs des Pauvres,—de *W. W. Robertson* et autres,—de *J. H. Graham* et autres,—de *James Brown* et autres,—du Révd. *N. D. St. Cyr* et autres,—de *Charles R. McDowell*, et autres,—de *Henry Lyman* et autres,—de *R. Préfontaine*, et autres,—de *Nazaire Turcotte* et autres,—de *Henry Aylmer* et autres, de *Richmond*.—de *Samuel W. Foster* et autres,—de *Henry Benjamin* et autres ; demandant séparément d'être constitués en corporations,—aussi, les pétitions de la Société Evangélique de la Grande Ligue,—de la Compagnie Dominion Lime,—de la Compagnie d'Assurance sur la vie, "*le Sun*"—de la Compagnie du Chemin de Fer de *Lachine et Hochelaga*,—de la Compagnie de Chemin de Fer de la *Vallée d'Ottawa* et de la *Gatineau*,—de "*The Young Men's Christian Association*",—de l'Institut Mécanique de *Montréal*,—de la Compagnie du Chemin de Fer du *St-Laurent* et Nord-Est,—de la Corporation de la cité des *Trois-Rivières*,—du Conseil-de-Ville de la ville de *St-Jean*,—de la Corporation de la cité de *Québec*,—de la Compagnie de Navigation de la *Côte Sainte Catherine* ; demandant séparément des amendements à leurs chartes,—du Révérend *John Salmon* et autres, de la cité de *Montréal* ; demandant un acte leur permettant de prélever certaines taxes dans les paroisses catholiques romaines de la cité de *Montréal*,—de l'Hôpital Royal Victoria ; demandant un acte pour ratifier un certain bail accordé par la cité de *Montréal* à cette institution,—du Révérend *C. M. Lesage*, prêtre ; demandant la passation d'un acte pour autoriser les Sœurs Grises de l'Hôpital Général de *Montréal* de vendre un lot de terre situé dans la paroisse de *Saint-Joseph de Chambly*,—du Conseil municipal du village d'*Arthabaskaville* ; demandant un acte pour changer les limites de ce village,—de *Dame Eliza Carmichael*, veuve de feu *John Monk*, et de *Joseph Octave A. Lalonde* ; demandant chacun un acte pour les autoriser à vendre des biens substitués,—de l'Honorable *Henri Gustave Joly* ; demandant un acte pour lui permettre de changer son nom en celui de *Joly de Lotbinière*,—de *Félix Laroche*, demandant un acte pour l'autoriser à pratiquer comme médecin,—des syndics de l'Eglise *St-André* ; demandant un acte pour les autoriser à vendre un certain terrain,—de *Théophile A. Archambault*, de *Saint-Paul l'Ermite* ; demandant un acte pour l'autoriser à pratiquer comme médecin.

Quant aux pétitions de la municipalité de *St. Louis de Blanford*, et de la paroisse

de *St. Damien de Bellechasse*, votre comité trouve que les avis qui ont été donnés ne sont pas suffisants.

Votre Comité a aussi examiné les pétitions de *L. N. Sénéac* et autres, du canton de *Stanbridge*, demandant que ce canton soit divisé en plusieurs municipalités locales ; et de *Henri D. Isidore Brassard* et autres ; demandant la passation d'un acte pour détacher du comté de *Compton*, partie du township de *Clifton*, et l'annexer au comté de *Stanstead*, et trouve que les avis qui ont été donnés sont suffisants.

Ordonné, Que l'honorable M. *Taillon* ait la permission de présenter un Bill réglementant les cotisations d'églises dans les paroisses catholiques romaines de *Montréal*, en ce qui concerne les paroisses nationales.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Robertson* ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte qui constitue en corporation "*The Dominion Lime Company*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Lynch* ait la permission de présenter un Bill permettant la vente de propriétés immobilières appartenant à la substitution créée par le testament de feu *John Monk*, et le placement du produit de la dite vente.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. *Lynch* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation "*The Orford Mountain Railway Company*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Rinfret dit Malouin* ait la permission de présenter un Bill amendant de nouveau les actes qui constituent en corporation la cité de *Quebec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Murphy* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation "*Les Petites Sœurs des pauvres*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Robidoux* ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte qui constitue en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Lachine* et d'*Hochelaga*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Forest* ait la permission de présenter un Bill régularisant la cléricature de *Théophile-Alexandre* alias *Alexandre Archambault*, médecin, de la paroisse de *Saint-Paul-l'Ermite*, comté de *l'Assomption*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Owens* ait la permission de présenter un Bill pour ratifier un certain bail consenti par la ville de *Montréal* à l'hôpital Royal Victoria.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

---

*Ordonné*, Que M. *Bazin* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer *Joliette et Saint-Jean de Matha*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Rocheleau* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie manufacturière de Chambly.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Hall* ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte 18 Vict., chap. 72, concernant la Société Évangélique de la Grande-Ligne.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Hall* ait la permission de présenter un Bill autorisant "*The Sun Life Assurance Company of Canada*," à posséder des immeubles dans la province pour un montant plus considérable qu'il ne lui est permis de le faire actuellement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné* Que M. *Spencer* ait la permission de présenter un Bill détachant du township de Stanbridge et érigeant en municipalité distincte pour les fins civiles, municipales et scolaires, la paroisse de *Stanbridge Station*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Girouard* ait la permission de présenter un Bill pour changer les limites de la municipalité du village d'*Arthabaskaville*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Girouard* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du pont de *Sainte-Clotilde de Horton*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Rochon* ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte passé dans la 50<sup>e</sup> année de règne de Sa Majesté, intitulé: "Acte amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de l'*Ottawa* et de la *Gatineau*."

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Bourbonnais* ait la permission de présenter un Bill autorisant *Joseph Octave Antoine Lalonde* à vendre et à disposer de certains biens.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Trudel* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer *Saint-Maurice*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *de Grosbois* ait la permission de présenter un Bill amendant les actes relatifs à la Compagnie du chemin de fer de la vallée de *Missisquoi*.

---

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un Bill détachant le canton de *Hereford* et une partie du canton de *Clifton*, dans le comté de *Compton*, et les annexant au comté de *Standstead*, pour les fins judiciaires et à la circonscription d'enregistrement de *Coaticook* pour les fins d'enregistrement.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Saint-Chrysostôme*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. Rocheleau ait la permission de présenter un Bill pour autoriser les Sœurs Grises de l'Hôpital Général de *Montréal* à vendre le lopin de terre portant le No. , dans la paroisse de *Saint-Joseph* de *Chambly*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Turcotte ait la permission de présenter un Bill constituant en Corporation la Compagnie du chemin de fer du *Saint-Laurent* et du *Nord-Ouest*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Turcotte ait la permission de présenter un Bill amendant la charte constituant en corporation la cité des *Trois-Rivières*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. McShane ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation "*The Sunday School Union of the Province of Quebec*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. McShane ait la permission de présenter un Bill amendant et réunissant les actes relatifs à la société "*Young Men's Christian Association, Montreal*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. McShane ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation la congrégation religieuse dite "*The Advent Christian Church*."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. McShane ait la permission de présenter un Bill autorisant l'Institut des Artisans, de *Montréal*, à emprunter de l'argent sur hypothèque.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

---

*Ordonné*, Que M. *Goyette* ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte 36 Vict., chap. 75, intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du chemin à macadamiser, de la paroisse de *Laprairie*. "

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Boyer* ait la permission de présenter un Bill constituant en corporation " La Compagnie d'Assurance des marchands et des manufacturiers. "

Il présente, en conséquence, le dit Bill de la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*. Que M. *Lafontaine* ait la permission de présenter un Bill amendant le chapitre 62 de l'acte 43-44 Victoria, intitulé : " Acte pour amender et refondre l'acte incorporant la ville de *Saint-Jean* et les actes l'amendant".

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *David* ait la permission de présenter un Bill autorisant *Félix Laroche* à exercer la profession médicale.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. *Cameron*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant qu'il soumet à Votre Honorable Chambre sans amendement :

Bill augmentant les pouvoirs de la Compagnie de marbre de *Sherbrooke* et de la Compagnie de chaux et de marbre de *Dudswell*.

*Ordonné*, M. *Goyette* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 866 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code municipal.

*Ordonné*, Que M. *Sylvestre* ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 948 du Code civil du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

*Ordonné*, Que M. *Laliberté*, ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 81 du code du Notariat.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Laliberté*, ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 854 du Code civil du *Bas-Canada*.

---

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

*Ordonné*, Que M. *Laliberté*, ait la permission de présenter un Bill amendant le Code civil du *Bas-Canada*, relativement au bordereau.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le dit Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

*Ordonné*, Que M. *Laliberté*, ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 1565 du Code civil du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le dit Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

*Ordonné*, Que M. *Gladu* ait la permission de présenter un Bill pour permettre la vente des biens substitués.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

*Ordonné*, Que M. *Gladu* ait la permission de présenter un Bill pour donner certains pouvoirs aux protonotaires.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

*Ordonné*, Que M. *Gladu* ait la permission de présenter un Bill pour rendre uniforme l'exécution de certains actes dans la Province de *Québec* et pour amender les articles 2040 et 2041 du Code civil du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

*Ordonné*, Que M. *Gladu* ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 298 et 299, 693 et 698 du Code civil du *Bas-Canada* et l'article 925 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

*Ordonné*, Que M. *Gladu* ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 691 du Code civil du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

*Ordonné*, Que M. *Bisson* ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 125 et 126 du Code civil du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

*Ordonné*, Que M. *Girouard* ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 366 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité spécial pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code municipal.

*Ordonné*, Que M. *Girouard* ait la permission de présenter un Bill amendant la section 4 du chapitre 8 de la 47<sup>ème</sup> Victoria.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au Comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 30 mai 1888, pour un état des sommes dépensées par le Gouvernement pour les chemins et les ponts de colonisation dans chaque comté de la Province, pour l'année fiscale 1887-88. (*Documents de la Session*, No. 27.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 30 mai 1888,—pour copie de l'une des débentures provinciales de chacune des émissions faites par la Province, depuis le premier janvier, 1874. (*Documents de la Session*, No. 28.)

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Union *St. Joseph de St. Jean-Baptiste* de Québec, pour l'année 1887. (*Documents de la Session*, No. 14.)

L'honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'honorable M. *Gagnon*,

Qu'un Comité spécial composé des honorables MM. *Shehyn*, *Gagnon*, *Blanchet*, *Flynn*, *Robertson*, *Lynch* et de MM. *David*, *Rochon*, *Murphy*, *Pilon*, *Larochelle*, *Cameron*, *Forest*, *Legris*, *Gladu*, *Hall*, *Nantel*, *Faucher de Saint-Maurice* et *Beauchamp*, soit nommé auquel seront référés toutes les pétitions présentées à cette Chambre, touchant la question de la vente des liqueurs enivrantes dans cette Province, ainsi que le projet de loi sur les licences préparé par L. O. *David*, écuyer, député de *Montréal-Est*, dont il a fait mention dans les dites pétitions, et toutes lettres et documents se rapportant à ce projet

de loi, ou à la dite question de la vente des boissons enivrantes dans cette Province, soumis à cette Chambre et au gouvernement ; avec instruction d'examiner les dites pétitions ainsi que le dit projet de loi, et les dites lettres et documents ; d'envoyer quérir personnes, papiers et records, et de faire rapport à cette Chambre de temps à autre, en toute diligence.

Et la Question étant mise aux voix ; elle est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que la 78ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce Comité.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender le chapitre 39 des Statuts Refondus du *Bas-Canada*, quant aux Lettres Patentes émises le 2 août 1851 ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et l'honorable M. *Blanchet* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pourvoyant au remplacement des originaux détruits des statuts " ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *David* fait rapport que le Comité a examiné ce Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois,

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill sans aucun amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour constituer en corporations les Associations de bienfaisance et les sociétés nationales et religieuses ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Morin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte concernant l'incorporation des Associations de bienfaisance et les sociétés nationales. "

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.



Le Bill intitulé : " Acte Médical de la Province de Québec " est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité spécial composé de MM. *Trudel, Cameron, Martin, (Bonaventure), De Grosbois, Forest, Rinfret dit Malouin, Lafontaine, Hall, Pilon et Bernatchez* pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quêrir personnes, papiers et records.

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Hall*,—Une réponse a-t-elle été reçue de Lord *Salisbury*, de l'honorable *W. E. Gladstone*, ou de M. *Chs. S. Parnell*, aux résolutions passées à la session dernière de cette Chambre, et qui leur avaient été adressées concernant les affaires d'Irlande ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—M. l'Orateur a donné à cette Chambre, au commencement de cette session, les renseignements demandés par cette interpellation.

Les voici de nouveau :

L'Orateur n'ayant pas reçu de réponse de Lord *Salisbury*, du Right Hon. *W. E. Gladstone* et de M. *C. L. Parnell* aux résolutions passées à la session dernière de cette chambre, (Journaux, Assemblée Législative, 87 p. 91,) et qui leurs avaient été adressées concernant les affaires d'Irlande, fit prendre des renseignements auprès de l'Inspecteur des Postes, à Québec, qui lui adressa en réponse la lettre suivante :

#### BUREAU DE L'INSPECTEUR DES POSTES.

Québec, 15 février 1888.

MONSIEUR,

En réponse à votre lettre du 19 décembre, au sujet d'une lettre chargée, déposée au bureau de poste de Québec et adressée à Lord *Salisbury*, Londres, Angleterre, à C. S. *Parnell*, Cork, Irlande et à l'hon. *W. E. Gladstone*, Edimbourg, Ecosse, laquelle prétendez-vous, n'est pas arrivée à destination ; j'ai l'honneur de vous informer que j'ai reçu avis du secrétaire du ministère des Postes à Ottawa, m'informant que les lettres que vous mentionnez ont été livrées, les deux premières aux secrétaires privés des personnes auxquelles elles étaient adressées et la troisième à Z. *Outram*, valet de M. *Gladstone*.

Votre obéissant serviteur,

(Signé),

A. BOLDUC,

Inspecteur des postes,

(par H. A.)

Il n'a rien été reçu depuis.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,  
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—Copie de toutes correspondances échangées avec les gouvernements précédents et celui du jour, à propos de la décoration faite et de la décoration projetée au Palais Législatif, comprenant surtout ce qui touche à la statuaire et à la peinture.

Sur motion de M. *Hall*, secondé par l'honorable M. *Owens*,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le vouloir faire mettre devant cette Chambre, la correspondance entre le gou-

---

vernement ou le département du Trésorier de la province et la société de *Chapleau, Hall, Nicolls, Brown et C. Beausoleil*, par rapport au paiement des frais distracts par la cour supérieure au défendeur dans la cause de *Lamb* vs la Compagnie d'affichage, l'action étant déboutée.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Mercredi, 6 Juin 1888.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Trudel*,—la pétition de l'Ecole de Médecine et de chirurgie de *Montréal*.

Par M. *Champagne*,—la pétition de *D. D. Gaherty* et autres, médecins, de la Province de *Quebec*.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :

De Monseigneur *C. A. Marois*, C. S. Secrétaire de Son Eminence le Cardinal Archevêque de *Québec*, et autres, de l'Archidiocèse de *Québec* ; demandant que le projet de loi pour amender l'Acte des licences, soit adopté,

*M. Lareau*, du comité permanent des Divers Bills Privés, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill amendant la charte de la Compagnie du pont de *Windsor* et *Brompton*.

Bill constituant en corporation l'Hopital protestant de *Sherbrooke*.

Bill autorisant le conseil municipal du canton de *Dundee* à contracter un emprunt ou à émettre des obligations (débentures) dans le but de racheter les droits des Sauvages à une partie du territoire de ce canton et pour d'autres objets.

Bill constituant en corps politique et société "*The Forest and Stream Club*."

Bill pour accorder une rémunération aux exécuteurs testamentaires de feu *John Pratt*.

Bill pour régulariser la cléricature de *Prosper Onésime Lauzon*.

M. l'Orateur met devant cette Chambre,—l'état des affaires de l'Union Saint Joseph de *Notre-Dame de Beauport*, pour l'année 1887. (*Documents de la Session, No. 14.*)

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Lynch* ait la permission de présenter un Bill amendant la section 7 de la loi de chasse de *Quebec*, 47 Victoria, chap. 25.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Rochon* ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte 36 Vict., chapitre 25, concernant certaines compagnies à fonds social.

---

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 21 mai 1888, demandant la production de la correspondance et tous les documents relatifs à l'émission des débetures provinciales pour un montant n'excédant pas trois millions et demi de piastres, autorisée par l'Acte 50 Victoria, chapitre 2. (*Documents de la Session, No. 29*).

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 28 mai 1888,—Pour copie de tous les ordres en conseil et de la correspondance, depuis le 29 janvier 1887, au sujet du réglément des réclamations du gouvernement contre la cité de *Montréal*. (*Documents de la Session, No. 30*).

Aussi, la réponse à un ordre de la chambre, du 4 juin 1888,—Pour copie du rapport du maître de l'école de navigation de *Quebec*, avec le nom des élèves qui ont suivi les cours de cette école, depuis la dernière session jusqu'à cette date. (*Documents de la Session, No. 31*).

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 4 juin 1888, demandant,—Copie de l'ordre en conseil et de la proclamation mettant en vigueur l'acte adopté à la dernière session, concernant la nomination de deux juges additionnels à *Montréal*, et copie de la correspondance échangée à ce sujet entre le gouvernement local et le gouvernement fédéral. (*Documents de la Session, No. 32*).

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 mai, 1888,—Pour copie de la lettre en date du 12 avril 1878, adressée à l'honorable M. D. A. Ross, alors procureur-général, par M. L. J. C. Fiset, protonotaire, au sujet des registres de la Provosté de *Québec*, qui sont en la possession de la Société littéraire et historique de *Québec*. (*Documents de la Session, No. 33*).

Et aussi, la réponse à un ordre de la chambre, du 30 mai, 1888,—Pour copie de la prise de possession par le shérif du district de *Quebec*, au nom du *Roi d'Angleterre*, des biens des Jésuites ; avec la copie du retour du shérif, fait le 16 avril 1800. (*Documents de la Session, No. 34*).

---

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Est-ce l'intention du gouvernement d'appeler l'attention du Conseil de l'Instruction Publique sur la nécessité de modifier, conformément aux lois de l'hygiène et aux exigences du développement physique, les règles qui régissent nos établissements scolaires ; de demander l'acroissement des heures de sommeil, la diminution du temps consacré aux travaux intellectuels, la répartition de ce temps sur les récréations et les exercices physiques, sur l'aération et l'éclairage, et surtout les progrès de l'hygiène ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Oui.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Est-ce l'intention du gouvernement d'attirer l'attention du Conseil de l'Instruction Publique sur la nécessité de soumettre tous les enfants mis sous le régime scolaire à des exercices quotidiens d'entraînement gymnastique ; ces exercices devant être proportionnés à leurs forces, à leur âge, et consistant notam-

ment en marches, courses, sauts, mouvements réglés, exercices militaires et gymnastique, jeux de force et natation ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—Oui.

Par M. *Duplessis*.—Combien le gouvernement a-t-il payé en règlement de la réclamation de feu *W. C. Pentland*, en son vivant, de *Trois-Rivières* ; et depuis quand et à qui ces paiements ont-ils été faits ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—Conformément à un jugement de la Cour Supérieure, en date du 26 octobre 1887, une somme \$ 11,636.50 avec intérêts à compter du 5 décembre 1884, et les frais de cour, formant en tout la somme de \$13,915.48, devant être payés à la succession *W. C. Pentland*, un ordre en conseil, en date du 9 décembre 1887, a autorisé le paiement de la dite somme, laquelle sera payée à la Banque Union du Canada représentant la succession *Pentland*, lorsque les prochains estimés seront votés.

Par M. *Duplessis*.—Combien le gouvernement paye-t-il par année au nommé *Devine*, gardien des bureaux publics du gouvernement, à *Trois-Rivières* ; 1<sup>o</sup> Comme salaire ; 2<sup>o</sup> Sous toute autre forme ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—1. Il est logé, mais ne reçoit rien comme salaire.

2. \$5.00 pour l'entretien du chemin, de la cour et du trottoir, près du bureau du gouvernement, aux *Trois-Rivières*.

Par M. *Duplessis*.—La nommé *Michel Bourassa*, de *Saint-Barnabé*, a-t-il reçu quelques argents du gouvernement pour ses services et ses déboursés relativement à la distribution des argents de colonisation, dans le comté de *Saint-Maurice*, ou pour toute autre cause, depuis le mois de mai 1887. Si oui, quel montant ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Le nommé *Michel Bourassa*, de *Saint-Barnabé* a reçu \$3,00 par jour pour 7 jours qu'il a consacrés à examiner les travaux de colonisation dans le comté de *Saint-Maurice*, dans le cours de l'automne de 1887.

Par M. *Duplessis*.—*E. G. Phaneuf*, huissier, de *Montréal*, a-t-il eu quelque emploi du gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> février 1887. Si, oui, quelles sont ses fonctions, quel est son salaire et combien a-t-il reçu ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Non, rien.

Par M. *LeBlanc*.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'accorder une allocation au collègue de *St. Vincent de Paul*, dans le comté de *Laval* ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Le gouvernement regrette de ne pouvoir accorder une allocation spéciale, cette année, mais espère que le Conseil de l'Instruction Publique aidera cette institution avec les fonds mis à sa disposition.

Par M. *LeBlanc*.—Quel était le salaire de M. *Allan Hamilton*, employé du greffe de la couronne et de la paix, le 1<sup>er</sup> février 1887 ?

A quelle date a eu lieu ou ont eu lieu l'augmentation ou les augmentations du salaire de ce monsieur ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—Le traitement de M. *Allan Hamilton* au 1<sup>er</sup> février 1887, était de \$800. Ce traitement a été augmenté d'abord le 18 juin 1887, et ensuite le 25 avril 1888.

---

Sur motion de M. *Champagne*, secondé par M. *Trudel*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance et documents se rattachant aux chemins à barrières de la Province de *Quebec*.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre le comte de *Nicolay* et l'honorable M. *Mercier*, premier ministre de la Province de *Québec*, à propos des manuscrits du maréchal de *Lévis*.

Sur motion de M. *Desjardins*, secondé par l'honorable M. *Flynn*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état des recettes et des dépenses de la Province de *Québec*, du 1er avril 1888 au 1er juin 1888.

Sur motion de l'honorable M. *Blanchet*, secondé par l'honorable M. *Lynch*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état de toutes les sommes payées par la Province pendant les années 1885-86, 1886-87, 1887-88, pour les objets suivants :

1. Ecoles de réforme et d'industrie ;
2. Asiles d'aliénés ;
3. Instruction Publique ;
4. Agriculture ;
5. Colonisation ;
6. Institutions de charité ;
7. Chemins de fer.

Sur motion de M. *Duplessis*, secondé par M. *Casgrain*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la correspondance entre J. G. *Bossé*, Ecr., C. R. et substitut de l'honorable procureur-général et ce dernier, ou tout autre membre du Gouvernement, ou entre le nommé *McDonald* et le dit procureur-général ou tout autre membre du Gouvernement, touchant la question du renvoi devant des arbitres de la réclamation du dit *McDonald*, déjà soumise aux tribunaux sur pétition de droit contre le Gouvernement en rapport avec la construction de la partie ouest du chemin de fer *Quebec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

2. Copie de tout Ordre en Conseil adopté depuis le 1er février 1887, et de toute correspondance autre que celle ci-dessus mentionnée, au sujet de la pétition de droit du dit *McDonald*, ou la suspension de la procédure en cette cause ou du règlement de cette réclamation.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la pétition de droit de l'honorable *Thomas McGreevy*, pour faire déclarer nulle la sentence arbitrale en rapport avec son contrat pour le chemin de fer du Nord, prononcée en sa faveur vers 1882, pour un montant d'au delà de \$100,000.00 ;—du plaidoyer de la couronne en réponse à cette pétition—des jugements rendus en première instance et en appel dans cette cause, avec indication de la date à laquelle la dite cause a été portée devant la cour suprême ; avec copie de toute correspondance échangée entre le dit *Thomas McGreevy* ou son procureur et le Gouvernement, son procureur-général, son ou ses substituts touchant la procédure devant cette cour, ou la suspension, ou le règlement de cette affaire

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. *Blanchet*, secondé par l'honorable M. *Lynch*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des rapports d'inspection par  
*J. B. Charleson* et autres des ponts, chemins et travaux de colonisation dans le comté de  
*Beauce*.

M. *Le Blanc* propose, secondé par M. *Casgrain*, qu'il soit mis devant cette Chambre :  
 1. Copies des listes de paie de tous les bureaux où le gouvernement a des employés,  
 pour les mois de janvier 1887 et de mai 1888, séparément.

2. Un état donnant les causes pour lesquelles les noms des employés qui apparaissent  
 sur les dites listes de paie de janvier 1887, ne se trouvent pas sur celles de mai  
 1888, c'est-à-dire :

(a) Sont-ils morts ?

(b) Ont-ils démissionné et pourquoi ?

(c) Ont-ils été mis à la porte et pourquoi ?

3. Un état donnant les noms des employés dont les noms apparaissent sur les dites  
 listes de mai 1888 et ne se trouvent pas sur celles de janvier 1887, avec les raisons pour  
 lesquelles ces employés nouveaux ont été nommés.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

*Sept heures et demie P. M.*

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de  
 cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill incor-  
 porant "*The Shamrock Amateur Athletic Association*" ; et après avoir siégé ainsi quelque  
 temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Poupore* fait rapport que le Comité a  
 examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill refon-  
 dant et amendement l'acte 12 Vict., chap. 149, constituant en corporation l'Association  
 Saint-Jean-Baptiste de *Montréal* ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur  
 reprend le Fauteuil, et M. *Pilon* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui  
 enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill refon-  
 dant l'acte d'incorporation de la Société Saint-Jean-Baptiste de la ville de *Saint-Jean*,  
 (31 Vict., ch. 50) ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le  
 fauteuil, et M. *Robidoux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint  
 d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill augmentant les pouvoirs de la Compagnie de marbre de *Sherbrooke* et de la Compagnie de chaux et de marbre de *Dudswell*; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil et M. *McIntosh* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

*Ordonné*, Que M. *David*, ait la permission de présenter un Bill pour autoriser la consolidation de la dette de la cité de *Montréal* et pour d'autres fins, et que la 49ième règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce Bill.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers Bills Privés :

Bill réglementant les cotisations d'église dans les paroisses catholiques romaines de *Montréal*, en ce qui concerne les paroisses nationales.

Bill permettant la vente de propriétés immobilières appartenant à la substitution créée par le testament de feu *John Monk*, et le placement du produit de la dite vente.

Bill amendant de nouveau les actes qui constituent en corporation la cité de *Quebec*.

Bill constituant en corporation les "Petites Sœurs des Pauvres."

Bill régularisant la cléricature de *Théophile Alexandre alias Alexandre Archambault*, médecin, de *St-Paul l'Ermite*, comté de *l'Assomption*.

Bill pour ratifier un certain bail consenti par la ville de *Montréal*, à l'Hopital Royal Victoria.

Bill amendant l'acte 18 Vict., chap. 12, concernant la Société Evangélique de la Grande-Ligne.

Bill autorisant "*The Sun life Assurance company of Canada*," à posséder des immeubles dans la province pour un montant plus considérable qu'il ne lui est permis de le faire actuellement.

Bill détachant du township de *Stanbridge* et érigeant en municipalité distincte pour les fins civiles, municipales et scolaires, la paroisse de *Stanbridge-Station*.

Bill pour changer les limites de la municipalité du village d'*Arthabaskaville*.

Bill constituant en corporation la Compagnie du pont de *Sainte-Clotilde de Horton*.

Bill autorisant *Joseph Octave Antoine Lalonde* à vendre et à disposer de certains biens.

Bill détachant le canton de *Hereford* et une partie du canton de *Clifton*, dans le comté de *Compton*, et les annexant au comté de *Stanstead* pour les fins judiciaires et à la circonscription d'enregistrement de *Coaticook*, pour les fins d'enregistrement.

Bill pour autoriser les Sœurs Grises de l'Hopital Général de *Montréal* à vendre le lopin de terre portant le No. , dans la paroisse de *Saint-Joseph de Chambly*.

Bill amendant la charte constituant en corporation la cité des *Trois-Rivières*.

Bill constituant en corporation "*The Sunday School Union of the Province of Québec*."

Bill amendant et réunissant les actes relatifs à la société "*Young Men's Christian Association*" de *Montréal*."

Bill constituant en corporation la congrégation religieuse dite "*The Advent Christian Church*."

Bill autorisant l'Institut des Artisans de *Montréal* à emprunter de l'argent sur hypothèque.

Bill constituant en corporation "*La Compagnie d'Assurance des marchands et des manufacturiers*"

Et Bill autorisant *Félix Laroche* à exercer la profession médicale.

Bill amendant le chapitre 62 de l'acte 43-44 Victoria, intitulé : " Acte pour amender et refondre l'acte incorporant la ville de *Saint-Jean* et les acte l'amendant."

Les Bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières :

Bill amendant l'acte qui constitue en corporation *The Dominion Lime Company*.

Bill constituant en corporation *The Orford Mountain Railway Company*.

Bill amendant l'acte qui constitue en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Lachine* et d'*Hochelaga*.

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Joliette* et *Saint-Jean de Matha*.

Bill constituant en corporation la Compagnie manufacturière de *Chambly*.

Bill amendant l'acte passé dans la 50<sup>e</sup> année du règne de Sa Majesté, intitulé : " Acte amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la vallée de l'*Ottawa* et de la *Gatineau*."

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer *Saint-Maurice*.

Bill amendant les actes relatifs à la Compagnie du chemin de fer de la vallée de *Missisquoi*.

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Saint-Chrysostôme*.

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *Saint-Laurent* et du *Nord-Ouest*.

Et Bill pour amender l'Acte 36 Vict., Chap. 75, intitulé : " Acte incorporant la Compagnie du chemin à macadamiser de la paroisse de *Laprairie*."

La Chambre reprend alors le débat sur la motion proposée, aujourd'hui,—Qu'il soit voté un Ordre de la Chambre pour,—1. Copies des listes de paie de tous les bureaux où le gouvernement a des employés, pour les mois de janvier 1887 et de mai 1888, séparément.

2. Un état donnant les causes pour lesquelles les noms des employés qui apparaissent sur les dites listes de paie de janvier 1887, ne se trouvent pas sur celles de mai 1888, c'est-à-dire :

(a) Sont-ils morts ?

(b) Ont-ils démissionné et pourquoi ?

(c) Ont-ils été mis à la porte et pourquoi ?

3. Un état donnant les noms des employés dont les noms apparaissent sur les dites listes de mai 1888 et qui ne se trouvent pas sur celles de janvier 1887, avec les raisons pour lesquelles ces employés nouveaux ont été nommés.

Et objection étant faite par l'honorable M. *Gagnon* que cette motion n'est pas dans l'ordre :

1. Parce qu'elle est exprimée en termes trop vagues sur certains rapports, et que sur d'autres, elle demande plus d'informations qu'il n'est au pouvoir du gouvernement de donner. (*Bourinot*, page 279.)

2. Parce qu'elle demande la production de documents qui ne sont pas d'un caractère officiel. (*Bourinot*, page 285.)

3. Parce qu'au lieu de demander la production de la copie d'un document officiel ou d'une correspondance, elle demande la compilation de certains documents agencés de manière à servir un intérêt particulier.

M. l'Orateur déclare qu'il donnera sa décision à une autre séance.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur la motion proposée, lundi dernier portant, Qu'il soit émis un ordre de la Chambre,—pour copie des contrats, soumissions, correspondances, documents et écrits relatifs à l'achat et à la pose des gazeliers au nouveau palais de *Quebec* ; aussi un état indiquant :



1. Le nom des soumissionnaires pour la vente et la pose des dits gazeliers.
  2. Le nom de l'entrepreneur dont la soumission a été acceptée et le nom du vendeur.
  4. Le coût des dits gazeliers.
  5. Le nombre de gazeliers posés.
  6. Le coût de la pose des dits gazeliers.
- Aussi un état indiquant :
1. Les sommes payées ou dues pour l'ameublement placé dans le dit palais de justice,
  2. Le nom du meublier ou des meubliers qui ont fourni les dits meubles.
  3. Le nombre et le coût des horloges qui ont été placées dans le dit palais de justice, ainsi que le nom de celui qui a fourni les dites horloges.
- Et cette motion étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender certains articles du code civil ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Robidoux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain,

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender l'acte de cette province 44-45 Vict., chap. 17, intitulé : "Acte pour assurer le paiement du constructeur et de l'ouvrier ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour pouvoir à la subsistance des femmes abandonnées par leurs maris, est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé en comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée concernant certains officiers de justice dans le district de *Montréal* ;

Et la question étant proposée, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

L'honorable M. *Turcotte* informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, il la recommande à la considération de cette Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

*Jeudi, 7 juin 1888.*

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité.

---

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur, à même le montant perçu annuellement des salaires, émoluments et bénéfices pécuniaires quelconques attachés à leur charges respectives, pourra assigner, au protonotaire de la Cour Supérieure à *Montréal*, la somme de quatre mille piastres annuellement, au greffier de la Cour de Circuit dans la cité de *Montréal*, la somme de deux mille six cents piastres annuellement, et au greffier de la Cour Supérieure siégeant en révision à *Montréal*, la somme de deux mille six cents piastres, annuellement.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Cameron* fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Cameron* fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur, à même le montant perçu annuellement des salaires, émoluments et bénéfices pécuniaires quelconques attachés à leur charges respectives, pourra assigner au protonotaire de la Cour Supérieure à *Montréal*, la somme de quatre mille piastres annuellement, au greffier de la Cour de Circuit dans la cité de *Montréal*, la somme de deux mille six cents piastres annuellement, et au greffier de la Cour Supérieure siégeant en révision à *Montréal*, la somme de deux mille six cents piastres, annuellement.

*Ordonné*, Que la dite résolution soit lue la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération une résolution relative à la nomination de deux magistrats de districts dans la cité de *Montréal* devant s'occuper des affaires de la Cour de Circuit ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil ;

L'honorable M. *Turcotte* informe alors la Chambre, que son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, il la recommande à la considération de cette Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu que la création d'une cour spéciale composée de deux magistrats de district siégeant en permanence dans la cité de *Montreal*, servirait d'avantage les intérêts de la justice dans le district, en ce que toutes les causes, procédures, matières et choses qui ressortent de la cour de circuit, seraient portées devant ce tribunal, et que les juges de la cour supérieure pourraient s'occuper plus exclusivement des affaires de leur propre tribunal.

En conséquence, il est résolu :

Que deux magistrats de district pourront être nommés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, avec un salaire de trois mille piastres par année chacun, pour présider une cour spéciale de magistrats de district dans la cité de *Montréal*, où devront être portées, entendues et jugées les causes, procédures, matières et choses qui ressortent maintenant de la cour de circuit du dit district.

Résolution à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Cameron* fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Cameron* fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Attendu que la création d'une cour spéciale composée de deux magistrats de district siégeant en permanence dans la cité de *Montréal*, servirait d'avantage les intérêts de la justice dans le district, en ce que toutes les causes, procédures, matières et choses qui ressortent de la cour de circuit, seraient portées devant ce tribunal, et que les juges de la cour supérieure pourraient s'occuper plus exclusivement des affaires de leur propre tribunal.

Il est résolu :

Que deux magistrats de districts, pourront être nommés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, avec un salaire de trois mille piastres par année chacun, pour présider une cour spéciale de magistrats de district dans la cité de *Montréal*, où devront être portées, entendues et jugées les causes, procédures, matières et choses qui ressortent maintenant de la cour de circuit du dit district.

*Ordonné*, Que la dite résolution soit lue la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Le Bill pour amender les lois de l'instruction publique est, en conformité de l'ordre lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance aujourd'hui.

*Ordonné*, Que M. *Legris* soit ajouté au Comité permanent des divers Bills privés aux lieu et place de M. *Lareau*.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Turcotte* et M. *Nantel* soient ajoutés au Comité permanent de Législation et lois expirantes et au comité permanent des Comptes publics.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Jeudi, 7 Juin 1888.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *David*,—la pétition de la Corporation de la cité de *Montréal*.

Par M. *Boyer*,—la pétition de *G. T. Chevreil's* et autres, de *Sainte-Anne de Bellevue*.

Par M. *Larochelle*,—la pétition de *Alexandre Harper* et autres, de *Saint-Malachie*,—la pétition de *S. Lavery* et autres, de *Saint-Prosper*,—la pétition de *J. O'Farrell* et autres, de *Frampton*,—la pétition de *Joseph Groleau* et autres, de *Saint-Prosper*,—la pétition de *Moïse Parais* et autres, de *Saint-Malachie*,—la pétition du Révérend *P. Begin* et autres, de *Saint-Malachie*,—la pétition du Révérend *D. Lemieux* et autres, de *Sainte-Rose de Watford*,—la pétition du Révérend *D. Desruisseaux* et autres, de *Saint-Bernard*,—la pétition de *Jules Dumain* et autres, de *Saint-Prosper*,—la pétition du Révérend *A. Gingras* et autres, de *Sainte-Claire*, tous du Comté de *Dorchester*.

Par M. Picard,—la pétition du Révérend A. A. Gignac et autres, du canton de Stoke,—et la pétition du Révérend George Vaillancourt et autres, de la paroisse de Saint-Georges de Windsor, tous du comté de Richmond.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De F. Saunders et autres, tous du canton de Stanbridge, dans le comté de Missisquoi ; demandant que le Bill pour diviser le canton de Stanbridge en diverses municipalités, ne soit pas adopté.

M. Girouard, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de Henry Lovell et autres, demandant un acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de l'embranchement d'Orford (*The Orford Branch Railway Co.*) et a trouvé que les avis n'ont pas été donnés ; mais comme cette entreprise est d'une très grande importance pour cette partie de la province, votre comité désire, pour cette raison, recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51ème règle, afin de permettre l'introduction d'un Bill basé sur la dite requête.

*Résolu*, Que cette chambre concoure dans le dit rapport.

M. Lafontaine, du comité permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill autorisant *The Standard Life Assurance Company* à poursuivre et à être poursuivie et à acquérir et posséder des immeubles sous le nom de *The Standard Life Assurance Company*.

Et Bill constituant en corporation *L'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe*.

M. Cameron, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait des amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation *The Portage du Fort and Bristol Branch Railway Company*.

Bill pour augmenter le capital de la "Compagnie Canadienne de caoutchouc de Montréal."

Et aussi le Bill amendant la charte de *The Orford Copper and Sulphur Company* qu'il rapporte sans amendements.

M. Gladu, du comité spécial nommé pour examiner toutes pétitions, lettres et documents ainsi que le bill concernant les licences, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi V. Gladu, éc., pour son président et qu'il recommande la réduction de son quorum à cinq membres ; de plus, que mercredi prochain a été fixé comme le jour auquel les parties intéressées seront entendues, devant le comité ; notifications de leur comparution devant avoir été faites dès mercredi matin et l'audition ne devant pas être prolongée au delà de jeudi prochain.

*Résolu*, Que cette chambre concoure dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que M. Champagne ait la permission de présenter un Bill à l'effet de valider certaines ventes de biens de mineurs.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

---

*Ordonné*, Que M. *Robidoux* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte refondu des chemins de fer de *Québec*, 1880.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Turcotte* ait la permission de présenter un Bill concernant les statuts refondus de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Turcotte*, ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 376 du code de procédure civile.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—La réponse à un ordre de la Chambre, du 17 mai 1888, pour copie de de la correspondance échangée entre M. *Faucher de Saint-Maurice* et le gouvernement, à propos des dernières distributions des argents de colonisation faites depuis la dernière session dans le comté de *Bellechasse* ; aussi, copie des documents démontrant le montant des sommes dépensées, donnant le nom des endroits où elles ont dépensées, le nom des conducteurs de travaux avec l'état détaillé de leurs instructions et la manière dont l'argent a été dépensé. (*Documents de la Session*, No. 35 )

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre du 28 mai 1888,—Pour un état de toutes sommes dépensées dans le comté de *Québec* pour chemins et travaux de colonisation pendant l'année 1887.

2. Les noms des conducteurs des travaux.
3. Les localités où les argents ont été dépensés.
4. Copie des rôle de paie. (*Documents de la Session*, No. 36.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre du 21 mai 1888,—Pour 1° un état de toutes les sommes d'argent dépensées pour la colonisation dans le comté de *Champlain* pour l'été de 1886.

1° Une liste des noms de tous les conducteurs de travaux avec les différents montants employés par chacun d'eux, durant cette période. (*Documents de la Session*, No. 37.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 mai 1888,—Pour copies des requêtes, lettres ou correspondances au sujet de la destitution et la réinstallation de M. *Albert Dugas*, comme garde forestier. (*Documents de la Session*, No. 38.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 mai 1888,—Pour un état détaillé des argents de colonisation dépensés dans le comté de *Rimouski*, depuis le premier de 1887, jusqu'au premier de mai 1888. (*Documents de la Session*, No. 39.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 28 mai 1888, demandant copie du jugement du comité judiciaire du Conseil Privé touchant la validité de l'acte 45 Victoria, chapitre 22, (taxes sur les corporations commerciales.) (*Documents de la Session*, No. 40.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 4 juin 1888, demandant copie de la correspondance et l'arrêté du Conseil, et de tous documents, concernant

la destitution de *F. Tellier*, écuier, en sa qualité de greffier de la cour de circuit du comté de *Berthier*, et concernant la nomination de son successeur à la dite charge. (*Documents de la Session*, No. 41.)

Et aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 4 juin, 1888, demandant copie de toutes correspondances, ordres en conseil ou autres documents se rapportant à la nomination de *Noé Desserres*, employé au palais de justice de *Montréal*. (*Documents de la Session*, No. 42.)

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable *M. Taillon*,—1. Combien y a-t-il d'écoles vétérinaires dans la province ?

2. Ces écoles sont-elles toutes régulièrement organisées, tant sous le rapport des professeurs que sous celui des salles de cours et de dissection, hôpital, maréchalerie, pharmacie, etc., etc., etc ?

3. Combien y a-t-il d'élèves de la province de *Québec* suivant régulièrement les cours dans chacune de ces écoles ?

4. Quel est le subside que reçoivent chacune de ces écoles ?

Réponse par l'honorable *M. Mercier*,—Il existe actuellement deux écoles vétérinaire en cette Province :

1. Celle de *Montréal* (anglaise), fondée en 1886, ayant pour principal le Dr. *D. McEachran*, et recevant un subside annuel de \$1,800.00. Elle est régulièrement organisée sous tous les rapports, possédant les professeurs les plus distingués, des salles spacieuses pour les cours et les dissections, un hôpital modèle et une pharmacie complète. Cette école est affiliée à l'Université *McGill*, dont les professeurs sont également les professeurs de l'école vétérinaire. D'après le rapport du principal, 24 élèves de la province de *Québec*, ont suivi les cours pendant l'année dernière.

2. L'école vétérinaire de *Québec* (*Laval*), fondée en 1885, qui reçoit un subside annuel de \$2,000.00. Elle possède un local convenable pour y donner ses cours, des salles de dissection, un hôpital, une pharmacie, etc. Etant affiliée à l'Université *Laval*, ses élèves ont l'avantage de suivre certains cours qui sont communs aux deux institutions. D'après le rapport du principal, 9 élèves du district de *Québec*, ont suivi les cours pendant la dernière année.

Il existe bien une troisième école vétérinaire dirigée par le professeur *D'Aubigny*, à *Montréal*, mais elle est et a toujours été considérée comme une succursale de celle de *Laval*, à *Québec*, ayant pour directeur le Révérend *M. Marcoux*, vice-recteur de la branche de l'Université-*Laval*, à *Montréal*. Cette école n'est pas sous le contrôle du gouvernement qui n'a jamais reçu aucun de ses rapports.

On nous mentionne une quatrième école, à *Montréal*, qui se prétend en rapport avec l'Université *Victoria*, mais elle n'a pas fait de rapport encore cette année.

Par *M. Duplessis*,—Le nommé *P. X. Turcotte*, assistant-greffier de la paix, des *Trois-Rivières*, a-t-il eu une augmentation de salaire depuis le mois de janvier 1887 ; et si oui, quelle est cette augmentation, et pour quelles causes son salaire aurait-il ainsi été augmenté ?

Réponse par l'honorable *M. Turcotte*,—Le traitement de \$800, que recevait *M. P. X. Turcotte*, assistant-greffier de la paix, depuis environ 20 ans, a été augmenté de \$200, par ordre en conseil, No. 104, le 18 février 1888 ; et ce, à la demande du barreau et d'un grand nombre de justiciables du district des *Trois-Rivières*.

Par M. Duplessis,—*Macaire Dénéchaud*, de la cité des *Trois-Rivières*, massager, a-t-il eu une augmentation de salaire depuis le mois de janvier 1887 ; et si, oui, quelle est cette augmentation, et pour quelles causes son salaire aurait-il été ainsi augmenté ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Le traitement de \$200, que recevait Monsieur *Macaire Dénéchaud*, des *Trois-Rivières*, comme messager au palais de justice et assistant crieur, a été augmenté de \$125, à dater du 1er janvier 1888, à la demande du barreau et sur la recommandation du juge.

Par M. Duplessis,—*George Fearon*, de la Cité des *Trois-Rivières*, huissier audencier, a-t-il eu une augmentation de salaire depuis le mois de janvier 1887 ; et si oui, quelle est cette augmentation, et pour quelles causes son salaire aurait-il été augmenté ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Depuis le 1er janvier dernier, M. *George Fearon*, huissier audencier au palais de justice des *Trois-Rivières*, qui, jusqu'à cette date, était payé par honoraires tout-à-fait insuffisants, reçoit un salaire annuel de \$125, et ce, à la demande du barreau et la recommandation du juge.

Par M. Lussier,—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer des inspecteurs de sociétés d'agriculture dans chaque district, tel que le comportent les délibérations du conseil d'agriculture de la province de *Québec*, approuvées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, le 25 octobre 1887 ?

“ Que ce Conseil a considéré le mémoire de *J. C. Chapais*, qui se trouve dans le rapport de l'honorable Commissaire de l'agriculture de 1884, relativement au fonctionnement des sociétés d'agriculture de cette province—qu'il résulte de ce mémoire, qu'un grand nombre de ces sociétés ne se conforment point à la loi et aux règlements du conseil d'agriculture,—En conséquence recommande telle nomination. ”

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Le Conseil d'Agriculture dont les délibérations ont été approuvées par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le 25 octobre 1887, ne recommande pas la nomination d'inspecteurs de sociétés d'agriculture dans chaque district; mais il demande plutôt au Commissaire de l'agriculture de lui fournir les moyens suffisants de s'assurer les services d'un inspecteur pour cet objet, et recommande que cet officier soit choisi dans le département de l'honorable Commissaire, en vue de diminuer les dépenses autant que possible.

Le gouvernement avisera à ce sujet.

Sur motion de M. Martin (*Bonaventure*), secondé par M. Duplessis,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—une liste des personnes qui ont été nommées surintendants des gardes-forestiers, depuis le 1er février 1887, avec indication du traitement qui est accordé à chacun de ces officiers, et des sommes qui leur sont allouées pour frais de voyages.

2. Etat des sommes déjà payées à chacune de ces personnes pour services, frais de voyages ou autres, etc., etc.

3. Liste des gardes-forestiers nommés depuis le 1er février 1887, avec mention des sommes qui leur sont accordées pour leurs services et leurs frais de voyages.

4. Copie de tous ordres en conseils et correspondances relativement à ces nominations.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre M. *Faucher de Saint-Maurice* et l'honorable Premier Ministre de la province de *Québec*, à propos d'une requête publiée par le *Sorelois* du 16 mars 1888 ; requête que les Canadiens-Français de *Lowell*, État de *Massachusetts*, se proposaient d'adresser aux honorables membres du Conseil Exécutif de la province de *Québec*, au sujet du repatriement.

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par l'honorable M. *LeBlanc*,  
*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie des jugements rendus par la Cour Suprême et par le Conseil Privé, dans la cause de *Bellean vs. la Reine* ; aussi les résolutions du conseil du comté de *Québec* et divers conseils locaux du dit comté, relativement à l'abolition des taux de péage sur les chemins sous le contrôle des syndics des chemins à barrières de la rive nord, à *Québec*, ainsi que toutes correspondances et documents relatifs à cette question.

Sur motion de M. *Duplessis*, secondé par M. *Martin (Bonaventure)*,  
*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—1. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres avec le percepteur du revenu, à *Trois-Rivières*, ou avec toute autre personne, au sujet de l'octroi d'une licence d'hôtel au nommé *Joseph Cloutier*, du même lieu, et de la vente de boissons sans licence par ce dernier, en 1887.

2. Etat des sommes payées à M. *A. E. Gervais*, avocat, pour ses frais et honoraires en rapport avec les procédures par lui prises, au sujet des dites licences et vente de boissons.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par M. *Casgrain*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant :  
 1. Les noms des employés sessionnels permanents.  
 2. Les noms des employés surnuméraires sessionnels, tant pour la Chambre que pour les départements, depuis la session de 1886 inclusivement, avec le lieu de leur résidence et le salaire reçu par chacun d'eux.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le docteur *Duchesneau*, maire de la ville de *Terrebonne*, à propos de la construction d'un pont en fer sur la rivière qui sépare la ville de *Terrebonne* du village de *St. François de Salles*, dans le comté de *Laval*.

Sur motion de M. *Duplessis*, secondé par M. *Martin (Bonaventure)*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—  
 1. Etat des sommes déjà payées ou qui doivent l'être pour le coût d'ameublement de la chambre du juge, du magistrat de district, du grand constable, et de toutes les autres dépenses encourues depuis le 1er février 1887, comme réparations ou améliorations au palais de justice des *Trois-Rivières*.  
 2. Etat des sommes reçues pour prix ou valeur du vieil ameublement des chambres ci-dessus mentionnées du palais de justice des *Trois-Rivières*, ainsi que pour la pierre du perron du dit palais de justice.

Sur motion de M. *McIntosh*, secondé par M. *Casgrain*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances échangées entre l'Association Agricole des cantons de l'Est ou aucun de ses membres,



concernant une demande d'aide pour indemniser les propriétaires des animaux de grande valeur qui ont péri dans l'incendie qui a eu lieu durant la dernière exposition de l'association, tenue en octobre 1887.

Sur motion de M. *Duplessis*, secondé par M. *Beauchamp*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance échangée entre le département des Terres de la Couronne et *Jean-Baptiste Gérin-Lajoie*, au sujet de sa destitution comme garde-forestier pour l'agence de *St. Maurice*.

Sur motion de M. *Nantel*, secondé par M. *LeBlanc*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état de toutes sommes payées, depuis le 1<sup>er</sup> février 1887, aux propriétaires ou administrateurs de l'*Etendard*, de *Montréal* ; aussi de toutes sommes que ces derniers réclament actuellement comme leur étant dues.

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par M. *LeBlanc*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant les détails de la somme de \$7,607.67 pour visites et explorations mentionnées dans une réponse à un ordre de la Chambre en date du 30 mai 1888 (déposée le 5 juin 1888), concernant l'argent dépensé pour chemins et ponts de colonisation comme suit :

1. Le montant dépensé pour telles visites et explorations ;
2. Les noms de ceux qui ont fait telles visites et explorations ;
3. Le salaire payé à chacune des dites personnes.

4. Et tous les autres détails démontrant comment se compose la dite somme de \$7,607.67.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre en date du 7 juin 1888, pour un état indiquant les détails de la somme de \$7,607.67 pour visites et explorations mentionnées dans une réponse à un ordre de la Chambre en date du 30 mai 1888 (déposée le 5 juin 1888), concernant l'argent dépensé pour chemins et ponts de colonisation comme suit :

1. Le montant dépensé pour telles visites et explorations ;
2. Les noms de ceux qui ont fait telles visites et explorations ;
3. Le salaire payé à chacune des dites personnes.

4. Et tous les autres détails démontrant comment se compose la dite somme de \$7,607.67. (*Documents de la session, No. 43.*)

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Lynch* et M. *Boyer* soient ajoutés au comité spécial sur le Bill intitulé : " Acte Médical de la Province de *Quebec*," et que M. *Duplessis* soit ajouté au comité permanent des divers Bills Privés aux lieu et place de l'honorable M. *Taillon*.

*Sept heures et demie P. M.*

L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant la charte de la Compagnie du Pont de *Windsor* et *Brompton* ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Spencer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le dit Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corporation l'Hôpital protestant de *Sherbrooke* ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Hall* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant le Conseil municipal du canton de *Dundee* à contracter un emprunt ou à émettre des obligations dans le but de racheter les droits des sauvages à une partie du territoire de ce township et pour d'autres fins ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Robidoux* fait rapport que le Comité a examiner le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte autorisant le Conseil municipal du canton de *Dundee* à contracter un emprunt ou à émettre des obligations dans le but de racheter les droits des sauvages à une partie du territoire de ce township et pour d'autres fins. "

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corps politique et société "*The Forest and Stream Club*." ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *McIntosh* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour accorder une rémunération aux exécuteurs testamentaires de la succession *John Pratt* ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour régulariser la cléricature de *Prosper Onézime Lauzon* ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bernatchez* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour autoriser la consolidation de la dette de la cité de *Montréal* et pour d'autres fins, est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Sur motion de M. *Spencer*, secondé par M. *Owens*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances échangées entre aucune personne ou personnes et le gouvernement de cette province ou quelqu'un de ses membres, concernant le règlement de la somme due par le canton de *Stanbridge* au fonds d'emprunt municipal ; aussi copie de tous ordres en conseil à ce sujet.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender certains articles du code civil ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur redrend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Melouin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant proposée,—Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. *David* propose, secondé par M. *Hall*, que tous les mots après " maintenant " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots " renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en remplaçant le deuxième paragraphe de ce Bill par le suivant : " Mais l'entrepreneur pourra interroger le propriétaire comme témoin ou sur faits et articles."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés. ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Rinfret et</i>
<i>David,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Sylvestre.—20.</i>
<i>De Grosbois,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>couta),</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Grgnon,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Trudel.—30.</i>
<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Morin,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte pour amender certains articles du Code civil ” ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

*Ordonné*, Que la règle 45 de cette chambre soit amendée en y ajoutant les mots suivants : “ Toutefois les Bills devant être renvoyés au comité de Législation seront renvoyés après la première lecture du Bill.”

L'ordre du jour pour la seconde lecture d'une certaine résolution relative à certains officiers de justice du district de *Montréal*, rapportée du comité de toute la Chambre, aujourd'hui, étant lue ;

Et la question étant proposée, Que la dite résolution soit maintenant lu la seconde fois.

L'honorable M. *Flynn* propose comme amendement, secondé par M. *Desjardins*,

Que tous les mots après “ Que, ” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants “ pendant bien des années avant 1884, la charge de protonotaire de la cour supérieure et celle de greffier de la cour de circuit à *Montréal* étaient confiées à trois personnes nommées par une même commission et qui en remplissaient les devoirs conjointement ”.

Que le salaire de ces personnes était de \$2,600.00 par an.

Que vers le mois de juin 1884 arriva le décès de M. *Hubert*, qui était alors protonotaire de la cour supérieure et greffier de la cour de circuit en commun avec MM. *Honey* et *Gendron*.

Que le gouvernement *Ross*, au lieu de remplacer M. *Hubert*, nomma aux dites charges MM. *Honey* et *Gendron*, ce qui faisait une économie de \$2,600.00 par an.

Que vers le mois de septembre 1887, M. *Gendron*, ayant donné sa démission, le gouvernement *Mercier* nomma MM. *Honey*, *Longpré* et *Cherrier* aux dites charges de protonotaire et greffier avec un traitement de \$2,600.00 par an pour chacun d'eux, ce qui détruisait l'économie réalisée par l'arrangement de 1884.

Que l'article 6 de l'acte 43-44 Vict., (1880) chap. 19 décrète que “ Aucune personne ci-après nommée à une charge publique dans cette province ne recevra un traitement plus élevé que la somme de trois mille piastres, nonobstant toute loi, statuts ou ordres en conseil à ce contraire. ”

Qu'il n'est pas à propos d'accorder un salaire de \$4,000.00 par année au protonotaire de la Cour Supérieure, qu'il n'y a pas lieu de nommer un greffier pour la cour supérieure siégeant en révision, attendu que cette cour ne siège que quatre à cinq jours par mois.

Que par la résolution maintenant soumise, le gouvernement dépensera annuellement \$4,000.00 de plus que par les arrangements de 1884 et \$1,400.00 de plus que par les arrangements de 1887.

Que rien ne justifie cette augmentation de dépense. ”

M. *Robidoux* propose comme sous-amendement, secondé par M. *Tessier*, que tous les mots après “ Que ” dans le dit amendement, soient retranchés et remplacés par suivants : “ mais en adoptant cette résolution la Chambre ne croit pas abandonner principes d'une sage économie qu'elle désire faire valoir en toute occasion. ”

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 8 juin 1838.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Bazinet,</i>	<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Tessier, et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Trudel.—34</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>	

CONTRE :

Messieurs.

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>ture),</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon.—18.</i>
<i>Deschênes, (Témis-</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	
<i>couata.)</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et la question sur l'amendement à la motion originale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Bazinet,</i>	<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>De Grosbois.</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Tessier, et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Trudel.—34.</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>	

CONTRE :

Messieurs.

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon.—18.</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Nantel,</i>	
<i>Deschênes, (Témis-</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	
<i>couata.)</i>			

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Turcotte* ait la permission de présenter un Bill relatif à certains officiers de justice.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour la seconde lecture d'une certaine résolution relative à la nomination de deux magistrats de district, dans la cité de *Montréal*, devant s'occuper des affaires de la Cour de Circuit, rapportée du comité de toute la Chambre, aujourd'hui, étant lu ;

Et la question étant proposée, Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois.

L'honorable M. *Taillon*, propose comme amendement, secondé par l'honorable M. *Flynn*,

Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

"Le Gouvernement fédéral est obligé de nommer et payer des juges en nombre suffisant pour entendre et juger toutes les causes et expédier toutes les affaires judiciaires généralement, tant en Cour de Circuit qu'en Cour Supérieure, dans le district de *Montréal* aussi bien que dans les autres districts ;

"Qu'en adoptant la résolution maintenant soumise, cette Chambre imposerait à la Province une dépense annuelle considérable qui, par l'acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, doit être et a toujours été supportée par le Gouvernement fédéral.

"Que cette Chambre ne voit pas pourquoi cette dépense nouvelle serait imposée à la Province, et qu'elle ne croit pas devoir adopter la dite résolution."

M. *Desjardins* propose comme amendement, secondé par M. *Deschênes* (*Témiscouata*),

Que les mots suivants soient ajoutés après l'amendement : "Que cette Chambre prétend maintenir une politique d'économie, et qu'elle trouve l'occasion favorable de le prouver en refusant d'approuver la résolution."

Et le sous amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>ture),</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon—18.</i>
<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	
<i>couata)</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bazin,</i>	<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel—33.</i>
<i>David,</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la question étant de nouveau proposé ;

M. *Lafontaine* propose comme sous amendement, secondé par M. *Dechene (l'Islet)*,

Que tous les mots après "Que" dans l'amendement soient retranchés et remplacés par les suivants :

"Il faut apporter un remède immédiat à la stagnation regrettable des affaires judiciaires à *Montréal*, et que les autorités fédérales refusant d'appliquer ce remède, il ne reste plus à cette Chambre d'autre alternative que d'adopter ce projet de loi et d'autoriser des dépenses rendues nécessaires par la négligence du Gouvernement de la Puissance."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel.—33.</i>
<i>David,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>ture),</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon.—18.</i>
<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	
<i>couata),</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors, l'amendement à la question principale ainsi amendée étant alors mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel.—33.</i>
<i>David,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>ture),</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon.—18.</i>
<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	
<i>couata),</i>			

Ainsi il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale ainsi amendée étant alors mise aux voix ; la Chambre se divise, et elle est résolue affirmativement sur la même division que la précédente.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Turcotte* ait la permission de présenter un Bill relatif à la nomination de deux magistrats de district dans la cité de *Montréal*, devant s'occuper des affaires de la Cour de Circuit.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Sur motion de l'honorable *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

*Résolu*, Que les honorables MM. *Shehyn*, *Turcotte*, *Gagnon*, *Duhamel*, *Taillon*, *Lynch* et *Blanchet*, et MM. *Robidoux*, *Murphy*, *Boyer*, *Faucher de Saint-Maurice*, *Hall*, *Cameron* et *Trudel* soient nommés pour agir, de la part de cette Chambre, comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature.

*Résolu*, Qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil Législatif communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le dit message au Conseil Législatif.

Et alors la Chambre s'ajourne.

## Vendredi, 8 juin 1888.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Gladu*,—la pétition de *H. Vassal* et autres,—et la pétition de *John McDougall & Cie*.

Par M. *Casgrain*,—la pétition de *Monsignor Méthot* et autres,—la pétition de *Nazaire Turcotte* et autres, épiciers de la cité de *Québec*,—et la pétition de *E. Lapointe* et autres, barbiers de la cité de *Québec*.

Par l'honorable M. *Robertson*,—la pétition de la Faculté Médicale de l'Université du *College Bishop*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *D. D. Gaherty* et autres, tous médecins de *Montréal* ; demandant que le bill médical projeté ne soit pas adopté.

De l'école de médecine et de chirurgie de *Montréal* ; demandant que le bill médical projeté ne soit pas adopté.



Mr. *Bisson* du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills concernant le Code Municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *E. H. Bisson*, écr., pour son président et qu'il recommande la réduction de son quorum à cinq membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Cameron*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants, qu'il soumet à votre honorable Chambre, et auxquels il a apporté des amendements :

Bill pour amender l'acte 34 Vict. ch. 30, intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska*. "

Bill amendant l'acte 46 Vict., chap. 88, intitulé : " Acte pour amender et refondre, les différents actes concernant la Compagnie du chemin de fer de *Québec* et du *Lac St. Jean*. "

Bill constituant en corporation la Compagnie industrielle de *Drummondville*.

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Québec Oriental*.

Et Bill incorporant la Compagnie dite " *The Boston & Québec Air Line Railway Company*", ce dernier Bill sans amendement.

M. *Lafontaine*, du comité permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre une annexe au cinquième rapport de ce comité, laquelle est lue comme suit :

Votre comité a l'honneur d'informer votre honorable Chambre qu'il a choisi *Eugène Lafontaine*, écuier, pour son président, durant l'absence de *Edmond Lareau*, écuier.

M. *Lafontaine*, du comité permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants auxquels il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation la Compagnie générale de fidéi-commis.

Bill constituant en corporation la Congrégation des Frères de l'instruction chrétienne.

Bill constituant en corporation les Petites Sœurs des Pauvres.

Bill amendant l'acte 47 Vict., chap. 90, constituant en corporation la ville de *Sainte-Cunégonde*, amendé par l'acte 49-50 Vict., chap. 51.

Votre comité a aussi examiné le Bill constituant en corporation le Cercle de *La Salle* et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Votre comité désire recommander que le Bill constituant en corporation la Compagnie générale de fidéi-commis, et le Bill amendant l'acte 47 Vict., chap. 90, constituant en corporation la ville de *Sainte-Cunégonde*, amendé par l'acte 49-50 Vict., chap. 51, ci-haut mentionnés, soient imprimés de nouveau pour les membres de votre honorable Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Lafontaine*, du comité spécial sur le Bill intitulé : " Acte médical de la Province de *Québec*, " présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a choisi *Eugène Lafontaine*, écuier, pour son président et qu'il recommande la réduction de son quorum à cinq membres.

Votre comité a de plus décidé que, vendredi prochain, 15 courant, il se réunisse pour entendre les parties intéressées.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Ordonné*, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 625 et 626 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. Faucher de Saint-Maurice ait la permission de présenter un Bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Lynch ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte des élections contestées de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

*Ordonné*, Que M. Poupore ait la permission de présenter un Bill constituant en une seule corporation municipale les cantons de *Guigues, Duhamel et Laverlochère*, dans le comté de *Pontiac*, avec pouvoir de constituer un conseil de comté.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Gagnon,

*Ordonné*, Que le promoteur du Bill pour remettre en vigueur la charte de la Compagnie de chemin de fer des *Comtés-Unis* et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement de ses travaux, ayant fait l'an dernier tous les déboursés requis par les règles de cette Chambre, pour le même Bill, qui n'a pas été adopté par le Conseil Législatif, ne soit tenu cette année qu'à payer la somme de \$56.95, augmentation du coût cette année.

*Résolu*, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions proposées relatives à la nomination d'un président du conseil exécutif.

*Résolu*, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, samedi, à midi.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant le règlement du fonds des écoles élémentaires et autres questions en litige entre les provinces de *Quebec* et *Ontario*.

(EN COMITÉ.)

Attendu que les dispositions de l'Acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867, qui donnent aux provinces de *Quebec* et d'*Ontario*, conjointement, une certaine partie de l'actif de la ci-devant province du *Canada*, et pourvoient au mode de le partager, ont donné naissance à certaines questions encore pendantes entre les dites provinces, et que leurs gouvernements sont désireux de les régler par voie d'arbitrage ;

En conséquence, il est résolu,—

1. Que, dans le but de régler d'une manière définitive et finale, les dites questions, le Lieutenant-Gouverneur en conseil de cette province, pourra se joindre au gouvernement

---

d'*Ontario*, pour nommer trois arbitres à qui seront renvoyées celles de ces questions que les deux gouvernements conviendront mutuellement de leur soumettre.

Que la manière de procéder, et toutes questions dans cet arbitrage, y compris la sentence finale des arbitres, devront être décidées à la majorité d'entre eux.

Que les dits arbitres auront tous les pouvoirs que les lois de chacune de ces provinces accordent aux arbitres dans les cas d'arbitrage entre particuliers.

Que la nomination de ces arbitres par arrêté en conseil, et la sentence par écrit qu'ils prononceront, lieront la province.

Que la sentence arbitrale par écrit sera rendue dans les trois mois de la nomination de tels arbitres.

2. Que la part des frais d'arbitrage que la province de *Québec* aura à supporter sera payée à même le fonds consolidé du revenu, par mandat du Lieutenant-Gouverneur, émis sur le certificat du sous-trésorier de la province.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le fauteuil, M. *Murphy* fait rapport que le Comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Murphy* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que les dispositions de l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, 1867, qui donnent aux provinces de *Québec* et d'*Ontario*, conjointement, une certaine partie de l'actif de la ci-devant province du *Canada*, et pourvoient au mode de le partager, ont donné naissance à certaines question encore pendantes entre les dites provinces, et que leurs gouvernements sont désireux de les régler par voie d'arbitrage ;

En conséquence, il est résolu,—

1. Que, dans le but de régler d'une manière définitive et finale, les dites questions, le Lieutenant-Gouverneur en conseil de cette province, pourra se joindre au gouvernement d'*Ontario*, pour nommer trois arbitres à qui seront renvoyées celles de ces questions que les deux gouvernements conviendront mutuellement de leur soumettre.

Que la manière de procéder, et toutes questions dans cet arbitrage, y compris la sentence finale des arbitres, devront être décidées à la majorité d'entre eux.

Que les dits arbitres auront tous les pouvoirs que les lois de chacune de ces provinces accordent aux arbitres dans les cas d'arbitrage entre particuliers.

Que la nomination de ces arbitres par arrêté en conseil, et la sentence par écrit qu'ils prononceront, lieront la province.

Que la sentence arbitrale par écrit sera rendue dans les trois mois de la nomination de tels arbitres.

2. Que la part des frais d'arbitrage que la province de *Québec* aura à supporter sera payée à même le fonds consolidé du revenu, par mandat du Lieutenant-Gouverneur, émis sur le certificat du sous-trésorier de la province.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. *Shehyn* ait la permission de présenter un Bill pourvoyant au règlement de certaines questions en litige entre les provinces de *Québec* et *Ontario* par voie d'arbitrage.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en confirmation de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender les lois de l'Instruction Publique ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour favoriser les constructions et les réparations des églises, presbytères et cimetières dans les nouvelles paroisses ou missions dans la province de *Québec*, est, en confirmation de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

*Sept heures et demie P. M.*

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de la 19<sup>e</sup> règle de cette Chambre.

M. *Robidoux*, du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant, auquel il a fait des amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre :

Bill pour amender certains articles du code de procédure civile.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte déclarant que les territoires érigés en paroisses en vertu de l'acte 34 Vict., chap. 8, sont des municipalités scolaires, et faisant disparaître tous doutes à ce sujet " avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte 48 Vict., chap. 7, concernant l'agriculture," sans amendement.

Et aussi, le Conseil Législatif, informe la Chambre qu'il a nommé les honorables MM. *Archambault*, de *Boucherville*, *Champagne*, *Dionne*, *Starnes*, *Larue*, *Méthot*, *Pacaud*, *Prévost*, *Ross J. J.*, *Ross D. A.*, *Tourville* et *Wood*, membres du comité pour aider l'honorable Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts du Conseil Législatif y sont concernés, et pour agir au nom du Conseil Législatif comme membres du comité collectif des deux chambres au sujet de la bibliothèque.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte déclarant que les territoires érigés en paroisses en vertu de l'acte 34 Vict., chap. 8, sont des municipalités scolaires, et faisant disparaître tous doutes à ce sujet," lesquels sont lus deux fois, et adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en confirmation de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant "*The Standard Life Assurance Company*" à poursuivre et à être poursuivie

---

et à acquérir et posséder des immeubles sous le nom de "*The Standard Life Assurance Company*"; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Poupore* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corporation l'Union Saint-Joseph de *Saint-Hyacinthe*; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bernatchez* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *Portage du Fort* et de l'embranchement de *Bristol*; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Owens* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendant la charte de "*The Orford Copper and Sulphur Company*"; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour augmenter le capital de la Compagnie canadienne de caoutchouc de *Montréal*; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bernatchez* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province présente—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, en date du 28 mai 1887, demandant copie de la commission nommant l'honorable Sir A. A. *Dorion*, commissaire pour s'enquérir de certains

---

faits relatifs à la démission de l'honorable M. *Lavallée*, comme conseiller législatif et à la lettre écrite par le dit M. *Lavallée* retirant la dite démission ; aussi copie de toutes instructions, lettres ou documents accompagnant cette commission, de l'ordre en conseil autorisant cette commission, du rapport de l'honorable commissaire et documents y annexés, plaintes indictements et mandats d'arrestation, témoignages et de toutes pièces de procédures criminelles contre le dit *Lavallée*. (*Documents de la Session, No. 44,*

Le Bill pour mieux définir le mode de sépultures, inhumations et exhumations est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et, renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain, à midi.

---

Samedi, 9 Juin 1888.

*Midi.*

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Larochelle*,—la pétition du Révérend T. P. *Bégin* et autres, de *Saint-Malachie*, comté de *Dorchester*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Révérend J. A. H. *Gignac* et autres, du canton de *Stoke*, comté de *Richmond*,—du Révérend G. F. *Chevrefils* et autres, de *Sainte-Anne de Bellevue*,—du Révérend *Georges Vaillancourt* et autres, de la paroisse de *Saint-Georges de Windsor* ; demandant respectivement que le Bill projeté pour amender la loi des licences soit adopté.

De la Corporation de la cité de *Montréal* ; demandant des amendements à la loi des licences.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant les Statuts Refondus de la Province de *Québec* ;

Le Bill est en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Tessier* fait rapport que le comité a examiné le Bill et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill concernant l'article 376 du Code de procédure civile est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

## INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement de distribuer des ouvrages sur l'agriculture et sur l'industrie laitière à chaque curé ou chaque pasteur de nos campagnes, avec prière de les faire circuler, de les expliquer et de les commenter dans les réunions de paroisse ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—Cette question est sous considération.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par l'honorable M. *Nantel*, *Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances, télégrammes et réponses faites par le gouvernement aux délégations, ou toutes autres pièces se rapportant à la construction d'un pont entre *Québec* et *Lévis*, sur le fleuve *Saint-Laurent*.

M. l'Orateur donne sa décision sur le point d'ordre soulevé mercredi, le 6 du courant, par l'honorable M. *Gagnon*, à la motion de M. *LeBlanc* comportant,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—

1o. Copies des listes de paie de tous les bureaux où le gouvernement a des employés, pour les mois de janvier 1887 et de mai 1888, séparément.

2o. Un état donnant les causes pour lesquelles les noms des employés qui apparaissent sur les dites listes de paie de janvier 1887 ne se trouvant pas sur celles de mai 1888, c'est-à-dire :

(a) Sont-ils morts ?

(b) Ont-ils démissionné et pourquoi ?

(c) Ont-ils été mis à la porte et pourquoi ?

3o. Un état donnant les noms des employés dont les noms apparaissent sur les dites listes de mai 1888, et qui ne se trouvent pas sur celles de janvier 1887, avec les raisons pour lesquelles ces employés nouveaux ont été nommés.

Laquelle objection était que cette motion n'est pas dans l'ordre :

1. Parce qu'elle est exprimée en termes trop vagues sur certains rapports, et que sur d'autres, elle demande plus d'informations qu'il n'est au pouvoir du gouvernement de donner. (*Bourinot*, page 279.)

2. Parce qu'elle demande la production de documents qui ne sont pas d'un caractère officiel. (*Bourinot*, page 285.)

3. Parce qu'au lieu de demander la production de la copie d'un document officiel ou d'une correspondance, elle demande la compilation de certains documents agencés de manière à servir un intérêt particulier.

Laquelle décision est comme suit :

Je reconnais qu'une grande latitude doit être donnée à la Chambre dans ce genre de motion, afin qu'elle puisse se procurer les plus amples renseignements sur tout ce qui se trouve dans les limites de ses pouvoirs et de ses fonctions. (*Cushing* 922 et sub. ; *Bourinot*, 286).

D'après l'usage établi, les pièces demandées peuvent non-seulement consister en documents et correspondances formant partie des archives publiques, mais aussi en renseignements compilés dans ces archives et ordinairement produits sous formes d'états, tableaux, etc. Mais il faut que ces pièces ou renseignements soient d'une nature officielle et non d'un caractère privé ou confidentiel ; que la motion qui en requiert la production n'ait rien de vague et ne demande pas plus d'informations qu'il est au pouvoir du gouvernement de donner. (*Cushing* 922 et subs. ; *May*, page 623, Ed. 1883 ; *Bourinot*, pages 279, 285.)

La motion dont il est ici question serait donc régulière si elle indiquait en termes plus claires les sources où puiser les statistiques qu'elle demande, et si elle ne s'informait en termes généraux et indéfinis des motifs pour lesquels certains employés ont été nommés ou démis. En autorisant ce procédé je m'exposerais à donner publicité à des faits d'une nature toute privée, qu'il faudrait, en dépassant les pouvoirs de cette Chambre, rechercher ailleurs que dans les documents officiels.

Pour ces raisons, je suis d'opinion que la motion de l'honorable député est irrégulière et ne peut être soumise à cette Chambre.

Sur motion de M. *Bourbonnais*, secondé par M. *Boyer*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état des montants d'argent dépensés par le gouvernement de la province de *Québec*, dans le comté de *Soulanges*, depuis 1867.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre du 9 juin 1888, pour un état des montants d'argent dépensés par le gouvernement de la province de *Québec*, dans le comté de *Soulanges*, depuis 1867. (*Documents de la Session*, No. 45.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corporation les Frères de l'Instruction Chrétienne ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Cameron* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corporation les Petites Sœurs des Pauvres ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *de Grosbois* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer *Quebec Oriental* et de la ligne courte ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Faucher de Saint-Maurice* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corporation le Cercle de La Salle ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Tessier* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.



---

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corporation *The Boston and Quebec Air Line Railway Company* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Owens fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre se forme en Comité général sur le Bill pour amender et refondre les différents actes concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Martin (*Rimouski*) fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et la Chambre alors s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

---

### Lundi, 11 Juin 1888.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Faculté de médecine de l'université du Collège Bishop ; demandant que certaines dispositions de l'acte médical ne deviennent pas loi.

De *Henri Vassal* et autres,—et de *John McDougall* et autres ; demandant respectivement que le Bill incorporant en ville le village de *Drummondville*, ne soit pas adopté.

De *E. Lapointe* et autres, tous barbiers,—et de *Monsignor Méthot* et autres ; demandant respectivement que la section 7, ch 74, 38 Victoria, soit amendée à l'effet de rendre obligatoire la fermeture des boutiques de barbiers, le dimanche, dans la cité de Québec.

De *Nazaire Turcotte* et autres, marchands épiciers ; demandant que certaines dispositions du Bill projeté pour amender la loi des licences, ne soit pas adoptées.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un Bill pour réduire la quorum de l'Assemblée Législative à quinze membres au lieu de vingt. A. B. N., 48-47.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. David ait la permission de présenter un Bill pourvoyant à la nomination d'un commissaire pour recevoir les affidavits dans les Etats-Unis d'Amérique et amendant le code du procédure civile à cette fin.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill amendant l'Acte 48 Victoria chapitre 32, intitulé : " Acte pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 juin 1888, pour copie de toutes correspondances, télégrammes, et réponses faites le gouvernement aux délégations, ou toutes autres pièces se rapportant à la construction d'un pont entre *Québec* et *Lévis*, sur le fleuve *Saint-Laurent*. (*Documents de la Session*, No. 46).

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 juin 1888, pour un état indiquant : 1o. Le nombre de lots ou terrains achetés pour ouvrir la nouvelle rue entre la rue *Desjardins* et le nouveau palais de justice à *Québec*.

2o. Les noms des vendeurs.

3o. Le prix payé à chaque vendeur et les autres conditions de la vente. (*Documents de la Session*, No. 47).

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'acte 35 Vict., ch. 30, intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin à lisses des comtés de *Richelieu*, *Drummond* et *Arthabaska* "; et après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Tessier* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour permettre la tenue d'exploitation d'une certaine traverse (passage d'eau) sur la rivière *Yamaska*, dans la paroisse de *Saint-Michel* d'*Yamaska*, comté d'*Yamaska*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie industrielle de *Drummondville*, et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lussier* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Lussier*,—Le gouvernement a-t-il l'intention de nommer un agent de repatriement des canadiens émigrés aux Etats-Unis, qui viendraient s'établir sur nos terres, si nous avions le moyen de leur faire connaître les avantages que nous pouvons leur offrir ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Oui, et le gouvernement fera tout ce qui sera en son pouvoir pour arriver à ce résultat patriotique.

Par M. *LeBlanc*,—(a) Quel montant M. *Allan Hamilton*, employé du greffe de la couronne et de la paix, au palais de justice de *Montréal*, a-t-il reçu du gouvernement comme augmentation de salaire, 1o. à la date du 18 juin 1887 ; 2o. à celle du 25 avril 1888 ?

(b) Quels sont les noms des personnes qui ont demandé ou recommandé les dites augmentations de salaire ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—M. *Allan Hamilton* est entré au bureau du greffier de la couronne en juillet 1876, c. à d. depuis onze ans, à \$300 par année ; son traitement fut porté en 1877 à \$400, en 1879, à \$600 et en 1884 à \$800. Par ordre en conseil du 18 juin 1887, le traitement de M. *Hamilton* a été porté à \$1000, et par un autre ordre en conseil du 25 d'avril dernier (1888) son traitement a été élevé à \$1400.

Depuis la destitution de M. de *Beaumont*, député greffier, qui est anglais, M. *Hamilton* se trouve être le seul employé de langue anglaise. D'autres employés avaient antérieurement reçu de l'avancement et avaient été promus au-dessus de lui, bien qu'il fût le plus ancien. Les augmentations ont été recommandées par l'hon. R. *Laflamme*, C. R. *Raymond Préfontaine*, J. N. *Greenshields*, J. E. *Robidoux* C. R. et M. P. P., L. O. *David* M. P. P., et le juge *Dugas*.

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—Est-ce l'intention du gouvernement de faire voter, pendant la présente session, un montant d'argent suffisant pour terminer la bâtisse de l'Ecole des Arts, dans la cité de *Québec* ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Cette bâtisse a été construite depuis plusieurs années sur un terrain donné par l'hon. J. G. *Ross*. Le conseil des arts a déjà dépensé \$5,000.00 pour la construction de cette bâtisse telle qu'elle est aujourd'hui ; mais pour compléter les ouvrages comprenant enduits, plafonds, appareils de chauffage etc., le conseil demande de l'aide et le gouvernement fera tout-ce qu'il sera en son pouvoir à ce sujet.

Par M. *Picard*,—Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas accordé, durant l'année qui vient de s'écouler, aux colons établis sur les terres de la couronne, une remise raisonnable sur les intérêts qu'ils doivent sur les prix d'achat de leurs terres, ainsi que l'honorable Premier Ministre l'a promis à la Chambre le 18 avril 1887 ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*,—Telles remises ont été accordées chaque fois qu'il était juste et raisonnable de les accorder.

Par M. *Rocheleau*,—Le gouvernement a-t-il fait un règlement final avec MM. *Lacoste & Cie.*, de leur compte en rapport avec la perception des arrérages de taxes commerciales ; si non, pourquoi ?

Quel montant de la taxe commerciale a été perçue pour MM. *Lacoste & Cie.*, et quel montant de frais ont-ils reçu de la province pour cette perception ?

Quelle commission a été payée sur toutes ces perceptions avant le 1er février 1887,

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—

1° Non.

2° Perceptions par *Lacoste & Cie.*, sur poursuites, payé à *Lacoste & Cie.*..\$ 5,757.40

Mémoire de frais taxé sur poursuites primitives.....\$12,273.05

Par à-compte sur frais en cour d'appel et au conseil privé.. 9,362.65

—————\$21,635.70

3° Cinq par cent de commission payé au percepteur du revenu de la Province.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement de demander au gouvernement français, par l'entremise de monsieur le Consul Général *Dubail*, la permission de faire copier, pour compléter nos archives, les documents qui touchent au

Canada, à l'Ile Royale, aujourd'hui Cap Breton, à l'Ile Saint-Jean, aujourd'hui l'Ile du Prince Edouard, à l'Acadie, au Labrador, à Terre-Neuve, au siège de Louisbourg, aux postes de l'Ouest, à la Louisiane ; ces documents existent au ministère de la marine, à Paris, et comprennent la correspondance des gouverneurs-généraux de la Nouvelle-France, des évêques, des intendants, des commandants de troupes, des commandants de la marine, des missionnaires, des découvreurs, des compagnies de commerce, ainsi que les décisions du conseil de la marine, les originaux de cartes et de plans, les délimitations de frontières, les créations de seigneuries et de paroisses, les états de service des officiers, etc. ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon.—Le gouvernement recherche en ce moment le meilleur mode à adopter pour compléter nos archives et accordera à la demande de l'honorable député toute l'attention qu'elle mérite.

Par M. Faucher de Saint-Maurice.—Est-ce l'intention du Gouvernement de déplacer les archives qui sont déposées maintenant dans le bureau du registraire de Québec, pour les transporter au palais de justice de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Oui ; il importe de placer ces archives ailleurs, et au palais de justice, si l'on peut y trouver la place voulue, ce qui est douteux.

Par M. Faucher de Saint-Maurice.—Est-ce l'intention du Gouvernement, dans le cas où ces archives seraient déposées au Palais de Justice de Québec, de destiner le bureau du Registraire de Québec à une école ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Quant à la question de l'école, sa solution dépend de ce qui sera fait sur ce qui fait le sujet de la première question.

---

M. Faucher de Saint-Maurice propose secondé par M. Nantel, Que la construction d'un pont de chemin de fer sur le fleuve Saint-Laurent à Québec, est une question d'une importance vitale pour les intérêts de la province, et que cette Chambre supporterait volontiers l'action du gouvernement, s'il se chargeait de la construction d'un pont qui est d'absolue nécessité pour notre prospérité, comme entreprise provinciale, sans entraîner la province à des dépenses au-dessus de ses moyens.

L'honorable M. Mercier propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Sheehy,

Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Un pont de chemin de fer, sur le fleuve Saint-Laurent à Québec, est d'une importance vitale pour la Puissance comme dernier chaînon de notre système de voie ferrée sur le territoire canadien, de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique.

" Que les sacrifices considérables imposés aux habitants de cette Province pour la construction des chemins de fer de l'Intercolonial, du Pacifique Canadien, de la Rive Nord et autres les justifient de demander aux autorités fédérales l'aide nécessaire à la construction de ce pont.

" Que cette Chambre verrait avec plaisir le gouvernement de cette Province contribuer libéralement et dans la mesure de ses ressources, au succès de cette grande entreprise, aussitôt que les autorités fédérales auront fait ce qu'elles doivent faire à cet égard.

" Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de transmettre les présentes résolutions au gouvernement de la Puissance."

Et l'amendement étant mis aux voix,—Il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

Sur motion de M. *Nantel* secondé par M. *Faucher de Saint-Maurice*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Une liste détaillée de tout les lots concédés par la couronne, comme "*homesteads*," en vertu de l'acte 45 Vict., chap. 12 ; la dite liste indiquant les comtés où tels "*homesteads*" ont été concédés.

Sur motion de M. *Trudel*, secondé par M. *de Grosbois*,  
*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie du rapport du conservateur du musée de l'instruction publique pour l'année expirée le 31 décembre 1887 ; et aussi copie de ses catalogues d'insectes, de mollusques, de crustacées et de fossiles de la province de Québec, le tout faisant partie du dit musée.

Sur motion de M. *Martin (Bonaventure)*, secondé par M. *Beauchamp*,  
*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre cette Chambre :—1. Copie de l'ordre en Conseil nommant le Dr *Louis Crépault*, agent des terres de la Couronne, pour une certaine partie du comté de *Bonaventure*, avec indication du traitement qui lui est accordé, et des sommes qui lui sont allouées pour ses frais de voyage.

2. Les limites de la division qui lui a été assignée.

Sur motion de M. *Gladu*, secondé par M. *Bisson*,  
*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie du rapport de l'ingénieur sur lequel des subsides ont été payés, au montant de \$24,440, à la Compagnie du chemin de fer *Great Eastern*, pour la partie du chemin de fer construite de *Yamaska* à *Saint-François du Lac*, et de l'ordre en conseil ordonnant le paiement de tel subside, ainsi que de tous documents et correspondances y relatives.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Rocheleau*, secondé par M. *Forest*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance relativement à la perception des arrérages de taxes dus par les corporations commerciales.

Sur motion de M. *Trudel*, secondé par M. *de Grosbois*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état des remises d'amendes qui ont été faites par le gouvernement, depuis l'année 1880 jusqu'au mois de juin 1888.

Sur motion de M. *Martin (Bonaventure)* secondé par M. *Bauchamp*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette chambre,—1. Un état indiquant le montant d'argent de colonisation employé dans le comté de *Bonaventure*, depuis le 1er mai 1887 au 1er mai 1888.

2° La liste des noms des conducteurs des travaux.

Sur motion de M. *Trudel*, secondé par M. *Legris*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Une liste des lots concédés par billets de location ou lettres patentes, dans les cantons *Duhamel* et *Guigues*, comté de *Pontiac*, ainsi que les noms et qualités des concessionnaires.

Sur motion de M. *McIntosh*, secondé par M. *Desjardins*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé de toutes dépenses encourues par le gouvernement en rapport avec la Conférence interprovinciale.

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la quittance mutuelle et réciproque entre la Cité de *Montréal* et le gouvernement, dont il est question dans l'ordre en conseil No. 362 du 8 août 1887.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé, " Acte pour amender le chapitre 39 des Statuts Refondus pour le Bas Canada, quant aux lettres patentes émises avant le 2 août 1851, " sans amendement.

Aussi, le Conseil Législatif informe la Chambre qu'il a nommé les honorables MM. deBoucherville, Champagne, Dorion, Gilman, Pelletier, Prévost, D. A. Ross, Tourville et Wood, membres d'un comité pour surveiller les impressions du conseil pendant la présente session, et pour agir au nom de leur chambre comme membres du comité collectif des deux chambres au sujet des impressions.

Sur motion de l'honorable M. Turcotte, secondé par l'honorable M. Mercier, Résolu, Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Gagnon, Duhamel, Lynch et Blanchet et MM. Bernatchez, Bourbonnais, Cameron, David, Dechene (de l'Islet), Gladu, Lafontaine, Murphy, Robidoux, Rochon, Trudel, Casgrain, Desjardins, Faucher de Saint-Maurice, Nantel et Poupore, soit nommé pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de cette Chambre sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux chambres au sujet de la Bibliothèque.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil Législatif communiquant à leurs Honneurs la résolutions précédente.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message au Conseil Législatif.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu, Que 1. Considérant que monsieur le Comte Raimond de Nicolay, arrière petit-fils du maréchal de Lévis, a bien voulu, par une lettre en date du quinze de mars dernier, (1888), offrir par l'intermédiaire de monsieur l'abbé Casgrain, de faire don à la province de Québec de la copie authentique des précieux et nombreux documents inédits qui lui viennent de son aïeul le maréchal de Lévis, et cela à la condition que la province de Québec prenne officiellement envers monsieur le Comte l'engagement de les faire imprimer textuellement et intégralement, la dite province s'en réservant la propriété exclusive.

2. Considérant que ces manuscrits se composent de onze volumes :

1. Journal des campagnes du général de Lévis, intitulé : *Canada*, cartes et relations jusqu'à 1760. Un in-folio de 285 pages, accompagné de cartes ou plans des différentes batailles ou attaques livrées de 1755 à 1760.

2. Lettres de monsieur le Marquis de Lévis de 1756 à 1762, un in-folio de 486 pages, contenant 197 lettres.

3. Journal des campagnes de M. le Marquis de Montcalm mis en ordre par M. Marquis de Lévis, un in-quarto de 550 pages.

4. Lettres de M. le marquis de Montcalm à M. de Lévis, un in-quarto contenant 136 lettres.

5. Lettres du Marquis de Vaudreuil à M. de Lévis, un in-quarto contenant 124 lettres.

6. Lettres de M. de Bourlamaque à M. de Lévis, un in-quarto contenant 81 lettres.

7. Lettres de M. Bigot à M. de Lévis, un in-quarto contenant 78 lettres.

8. Lettres de divers particuliers à M. de Lévis, un in-quarto contenant 93 lettres.

9. Relations et journaux de différentes expéditions faites durant les années 1755-6-7-8-9 et 1760, un grand et fort in-folio.

10. Lettres de la cour, contenant les lettres et états envoyés de la cour de Versailles aux commandants des troupes de terre au Canada, un in-folio très-fort.

11. Recueil de pièces militaires relatives au Canada, un in-folio très considérable.

4. Considérant que l'honorable M. Mercier, Premier ministre de la Province de Québec, a répondu à M. le Comte de Nicolay qu'il acceptait avec la plus vive reconnaissance, au nom de la province, ce don vraiment princier et digne du petit-fils du héros de Sainte-Foye, aux conditions justement exigées par le donateur.

*Résolu*,—Que cette Chambre est heureuse d'offrir à M. le Comte de *Nicolay* et le prie d'accepter l'expression de la reconnaissance de ce pays pour ce don magnifique qui lui a été spontanément et si généreusement fait.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant la santé publique, étant lu ;

L'honorable M. *Gagnon*, informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, il la recommande à la considération de la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. Que les membres du conseil provincial d'hygiène, mentionnés dans la section 4 du Bill concernant la santé publique, recevront cinq piastres par jour pour chacune de leurs assemblées, ainsi que leurs frais de voyages et autres dépenses nécessaires.

2. Que le conseil pourra nommer un analyste et un ingénieur sanitaire dont la rétribution sera proportionnée au montant d'ouvrage requis d'eux.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rinfret dit Malouin* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. Que les membres du conseil provincial d'hygiène, mentionnés dans la section 4 du Bill concernant la santé publique, recevront cinq piastres par jour pour chacune de leurs assemblées, ainsi que leurs frais de voyages et autres dépenses nécessaires.

2. Que le conseil pourra nommer un analyste et un ingénieur sanitaire dont la rétribution sera proportionnée au montant d'ouvrage requis d'eux.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient renvoyées au comité général sur le Bill concernant la santé publique.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la santé publique ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

L'Ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant la nomination d'un président du conseil exécutif, étant lu ;

L'honorable M. *Mercier* informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Que le Lieutenant-Gouverneur pourra nommer sous le grand sceau de la province, parmi les membres qui composent le Conseil Exécutif, un président du dit conseil qui restera en charge durant bon plaisir, avec un traitement de quatre mille piastres par année, sans préjudice de son indemnité comme conseiller législatif ou député.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Tessier* fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Tessier* fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Que le Lieutenant Gouverneur pourra nommer sous le grand sceau de la province, parmi les membres qui composent le Conseil Exécutif, un président du dit conseil qui restera en charge durant bon plaisir, avec un traitement de quatre mille piastres par année, sans préjudice de son indemnité comme conseiller ou député,

Et la question étant mise aux voix, que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Mercier*, ait la permission de présenter un Bill concernant la nomination d'un président du Conseil Exécutif de la Province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour mieux définir le mode de sépulture, inhumation et exhumation ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Laliberté* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la Province ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Laliberté* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif à certains officiers de justice dans le district de *Montréal*, étant lu ;

L'honorable M. *Turcotte* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et il est résolu affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill relatif à la nomination de deux magistrats de district dans la cité de *Montréal*, devant s'occuper des affaires de la Cour de Circuit, étant lu ;

L'honorable M. *Turcotte* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pourvoyant au règlement de certaines questions en litige entre les Provinces de *Québec* et *Ontario* par voie d'arbitrage ;



---

L'honorable M. *Shehyn* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Et alors                                    journe jusqu'à demain.

---

### Mardi, 12 juin 1888.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Bazin*,—la pétition de A. A. *Laperrière* et autres, de la Cité de *Lowell*, dans l'Etat de *Massachusetts*, un des *Etats-Unis d'Amérique*.

Par l'honorable M. *McShane*,—la pétition de la Société Bienveillante des Dames Juives de *Montréal*.

Par M. *Rinfret* dit *Malouin*,—la pétition du Conseil de la Chambre de commerce de *Québec*.

M. *Lafontaine*, du comité permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre le septième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill détachant le canton de *Hereford* et une partie du canton de *Clifton*, du comté de *Compton* et les annexant au comté de *Stanstead*, pour les fins judiciaires, et à la circonscription de *Coaticook* pour les fins d'enregistrement, et a l'honneur de rapporter ce Bill sans amendement.

Aussi, le Bill abrogeant les articles 229 et 230 de l'acte 44-45 Victoria, chapitre 75, constituant en corporation la ville de *Longueuil*, auquel il a fait certains amendement qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre que le délai pour la réception des rapports sur les divers Bills privés soit prolongé jusqu'au vingt-et-unième jour du mois de juin courant inclusivement.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Cameron* du Comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a apporté des amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de jonction de *Napier ville*.

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Joliette* et *Saint-Jean de Matha*.

Et Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Saint-Maurice*.

Votre comité recommande de plus que le jour fixé pour la présentation des rapports sur Bills privés, soit étendu jusqu'au vingt-et-un juin courant inclusivement.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

L'honorable M. le trésorier *Shehyn* met devant la Chambre,—Un état des rapports du Conseil et mandats spéciaux, en vertu de l'acte 31 Victoria, chapitre, 9, clauses 47, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis, lequel est lu comme suit :

DU 1 <sup>ER</sup> JUILLET 1887 AU 16 MAI 1888.	RAPPORT DU CONSEIL.			Montant des mandats spéciaux.	Montant dépensé.	Différence non dépensée.
	Nos.	Dates,	Montant.			
		1887	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Commission d'agriculture ; pour faire face aux dépenses.....	446	Sept. 17	3,000 00	3,000 00	3,000 00	
Commission centrale d'hygiène, S. R. C., chap. 38 ; pour permettre au trésorier de la commission de payer des comptes ouverts.....	476	Sept. 23	889 78	889 78	889 78	
Chemins spéciaux, ponts et ponceaux, dans le comté de Beauce ; au sujet des colons amenés de la côte du Labrador.....	484	Sept. 24	3,000 00	3,000 00	3,000 00	
Construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental ; pour continuer le paiement d'anciens comptes ouverts.....	547	Oct. 15	7,000 00	7,000 00	4,000 00	3,000 00
Assemblée Législative ; pour défrayer les dépenses concernant la codification des lois.....	686	Déc. 16	6,741 47	6,741 47	6,741 47	
Réparations des Palais de Justice et des Prisons ; pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation.....	703	Déc. 28	13,407 81	13,437 31	8,317 94	5,089 37
Inspections des Palais de Justice et des Prisons ; pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation.....	726	Déc. 30	2,197 10	2,197 10	1,831 54	285 56
Dépenses contingentes du Département de l'Agriculture et des Travaux Publics ; pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation subaéquenté.....	731	Déc. 31	5,805 46	5,805 46	4,000 00	1,805 46
Dépenses contingentes du Département du Conseil Exécutif ; pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation subaéquenté.....	28	1888 Janv. 23	1,500 00	1,500 00	1,500 00	
Commission des Ailes d'aliénés ; pour subvenir aux dépenses et à l'insuffisance de l'appropriation.....	35	Janv. 30	6,000 00	6,000 00	4,300 00	1,700 00
Esquisses sur la Gaspésie ; pour solder le montant du jugement de la Cour Supérieure sur pétition de droit.....	66	Fév. 10	2,389 50	2,389 50	2,389 50	
Conférence Interprovinciale ; pour en défrayer les dépenses.....	67	Fév. 10	10,094 23	10,094 23	10,094 23	

RAPPORT DU CONSEIL.				Montant des mandats spéciaux.	Montant dépensé.	Différence. non dépensée.
Nos.	Dates.	Montant.				
DU 1 <sup>ER</sup> JUILLET 1887 AU 16 MAI 1888.						
Dépenses contingentes du Département du Trésor ; pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation subseuente .....	1888	\$ cts.	\$ cts.			\$ cts.
Police ; pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation destinée à défrayer les dépenses relatives aux Magistrats de police, Juges des Sessions de la Paix, Commissaires de police et leurs officiers, à Québec et à Montréal .....	Mars 20	2,000 00	2,000 00	2,000 00	1,000 00	1,000 00
Loyers, assurances, réparations, etc, des édifices publics en général ; pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation .....	Mars 28	5,000 00	5,000 00	5,000 00	2,342 40	2,657 60
Dépenses contingentes du Département des Terres de la Couronne ; pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation subseuente .....	Avril 4	34,307 63	34,307 63	34,307 63	19,879 93	14,427 70
Traitements du Département du Lieutenant-Gouverneur ; pour suppléer à l'insuffisance de l'appropriation .....	Avril 6	3,700 00	3,700 00	3,700 00	2,000 00	1,700 00
Administration de la Justice ; pour défrayer les dépenses causées par l'augmentation du nombre des prisonniers et des condamnations, la tenue d'assises criminelles dans les districts où il n'y en avait pas eu depuis plusieurs années, le paiement de réclamations en souffrance, les frais encourus à raison du détournement des fonds publics, la tenue d'assises spéciales à Montréal, etc. ....	Mai 3	383 31	383 31	383 31	120 79	262 52
	Mai 9	72,587 97	72,587 97	72,587 97	11,581 25	61,006 72
		\$180,003 76	180,003 76	180,003 76	87,083 83	92,914 93

GASPARD DROLET,  
Auditeur de la Province.

Département du Trésor,  
Québec, 16 mai 1888.

L'honorable M. *Duhamel* met devant cette Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Rapport général du Commissaire de l'agriculture et des travaux publics de la Province de *Québec*, pour l'année 1887. (*Documents de la Session*, No. 2.)

Sur motion de l'honorable *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

*Résolu*, Que mercredi, le 13 du courant, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions au sujet du règlement de la question des biens "dits des Jésuites."

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du Bill concernant la santé publique ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné* Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du Bill pour mieux définir le mode de sépulture, inhumation et exhumation ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le Bill soit renvoyé de nouveau au comité général de la Chambre pour plus ample considération.

La Chambre, en conséquence, se forme, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Girouard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte pour mieux définir le mode de procédure aux inhumations et exhumations. "

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération du Bill concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la Province, tel qu'amendé en comité général de la Chambre.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill relatif à certains officiers de justice dans le district de *Montréal*, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le Fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois, la chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Larochelle</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turcotte.—30.</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Laliberté,</i>		

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Picard,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Deschênes, (Témiscouata),</i>	<i>Johnson,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon.—17</i>
	<i>Lapointe,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu,* Que le Bill passe.

*Ordonné,* Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la chambre se forme en Comité général sur le Bill relatif à la nomination de deux magistrats de district dans la cité de *Montréal*, devant s'occuper des affaires de la cour de circuit, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. *Dechene (l'Islet)* propose comme amendement, secondé par M. *Lussier*,—Que les mots suivants soient ajoutés à la motion principale : “ Mais en consentant à la troisième lecture, cette Chambre désire déclarer que cette loi est devenue nécessaire par la négligence des autorités fédérales à faire les nominations des juges autorisées par la législature et que les dépenses que l'application de la création de ce tribunal entraîneront devront être réclamées du gouvernement de la puissance.”

M. *David* propose comme sous amendement, secondé par M. *Boyer*,—Que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement : “ et les nouveaux magistrats de district ne seront nommés qu'un mois après la sanction de cette loi afin de permettre au gouvernement fédéral de nommer les deux juges additionnels dont la nomination est autorisée, et

si telle nomination est faite avant l'expiration d'un mois après cette sanction, alors la proclamation mettant la présente loi en force ne devra pas être émise "

Et le sous amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Martin ( Rimouski ),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dechene (L'Islet)</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turcotte.—29.</i>
<i>de Grosbois,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Martin ( Bonaven-</i>	<i>Picard,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>ture ),</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon.—15.</i>

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs.

<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Martin ( Rimouski ),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turcotte.—29.</i>
<i>De Grosbois,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs.

<i>Baldwin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Martin ( Bonaven-</i>	<i>Picard,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>ture ),</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon.—15.</i>

Ainsi, il est résolu affirmativement,

Alors la question originale, ainsi amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs.

<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bisson.</i>	<i>Forest.</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shelyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turcotte.—29.</i>
<i>De Grosbois,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs.

<i>Baldwin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Spencer, et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Johnson,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon.—15.</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu,* Que le Bill passe. et que le titre soit : " Acte amendant la loi relative aux magistrats de district. "

*Ordonné,* Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pourvoyant au règlement de certaines questions en litige entre les Provinces de *Québec* et *Ontario*, par voie d'arbitrage ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné,* Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu,* Que le Bill passe.

*Ordonné,* Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant les beurreries et les fromageries ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu,* Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pilon* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné,* Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu,* Que le Bill passe.

*Ordonné,* Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant l'acte 48 Vict., ch. 32, concernant la protection de la vie et de la santé des personnes employées dans les manufactures ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence en le dit Comité ; et après avoir ainsi délibéré quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bernatchez* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte amendant l'Acte 48 Victoria, chapitre 32, concernant la protection de la vie et de la santé des personnes employées dans les manufactures. "

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour réduire le quorum de l'Assemblée Législative à quinze membres au lieu de vingt, A. B. N., 48-47 ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité,

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix.—Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour réduire le quorum de l'Assemblée Législative à quinze membres au lieu de vingt, " la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill relatif à la nomination d'un président du Conseil Exécutif ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit lu la troisième fois, demain.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 30 mai 1888, pour une copie du rapport d'inspection par M. *Charles Lebel*, des routes et des travaux de colonisation dans le comté de *Gaspé*. (*Documents de la session, No. 48*).



---

L'honorable M. *Duhamel* met devant cette Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la Province de *Québec*, pour les douze mois finissant le 30 juin 1887. (*Documents de la session*, No. 4.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender certains articles du code de procédure civile ; après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Dechene* (*l'Islet*) fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

*Ordonné*, Que le Bill soit ré-imprimé.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour amender le code de procédure civile, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour amender l'article 497 du Code municipal, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit renvoyé au comité spécial pour prendre en considération tous les Bills pour amender le code municipal.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre 74, relatif à l'exploitation du gaz combustible en cette province ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender les articles 33 et 1080 du Code municipal étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le dit bill soit renvoyé au Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal.

Le Bill pourvoyant à la tenue d'enquêtes sur les malversations des corps publics est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant l'article 2157 du Code civil du Bas *Canada*, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le dit bill soit renvoyé au Comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'Ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour amender les articles 625 et 626 du Code municipal, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le Bill soit renvoyé au Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le Code municipal.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant le Code municipal étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le Bill soit renvoyé au Comité ci-dessus mentionné.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill constituant en une seule corporation municipale les cantons de *Gingues*, *Duhamel* et *Laverlochère*, dans le comté de *Pontiac*, avec pouvoir de constituer un conseil de comté ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Hall* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant l'article 81 du Code du notariat ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du Bill pourvoyant à la nomination d'un commissaire pour recevoir les affidavits dans les *Etats-Unis d'Amérique* et amendant le Code de procédure civile à cette fin, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit rescindé.

*Ordonné*, Que le Bill soit renvoyé au Comité permanent de Législation et lois expirantes.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *LeBlanc*,—*Cyriac St. Amour*, hôtelier de *St. François de Sales*, dans le comté de *Laval*, a-t-il été poursuivi pour payer l'amende pour contravention à la loi des licences, depuis le 1er février 1887 ? Si, oui, combien de fois l'a-t-il été et pour quelle offense ; combien de fois a-t-il été condamné, à quelles dates et pour quel montant ? A-t-il payé le montant de chacune de ces condamnations ; si non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—

Oui, quatre fois, comme suit : Juillet 9, 1887 pour vente de boissons sans licence ; Août, 12, 1887, action retirée ; Septembre, 12, 1887, pour vente de boissons le dimanche ; Septembre, 19, 1887, jugement confessé \$30 et les frais ; Octobre, 11, 1887, exécution

du jugement suspendu ; Novembre 21, 1887, pour vente de boissons le dimanche ; Novembre, 26, 1887, poursuite renvoyée ; Décembre, 7, 1887, pour vente de boissons le dimanche ; Décembre, 19, 1887, action suspendue, pendant la prise en considération de la requête demandant la discontinuation de la poursuite ; Janvier, 20, 1887, requête renvoyée, action continuée et renvoyée.

Par M. *Trudel*,—1. Le gouvernement a-t-il acheté la brochure intitulée : “ Notre Nord-Ouest provincial. ” Si oui, combien d'exemplaires et à quel prix ?

2. Sur quelle recommandation cet achat a-t-il été fait, et qui est l'auteur de l'ouvrage ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Le gouvernement n'a pas acheté la brochure intitulée : “ Notre Nord-Ouest provincial, ” mais un grand nombre d'exemplaires de cette brochure a été acheté, donné et distribué par le Révérend M. *Labelle*.

Par M. *Bourbonnais*,—*Gérard Macquet* est-il employé du gouvernement ; si oui, depuis quand et en quelle qualité ; quel est son terme d'engagement et quel est son salaire ?

Le gouvernement se propose-t-il de le garder longtemps à son service ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—M. *Gérard Macquet* est employé par le département des travaux publics, comme ingénieur et directeur de la construction des ponts métalliques, depuis le 10 septembre 1887. Son engagement doit durer au moins un an, à compter de cette date. Son traitement est de \$2,400.00 par an.

Le gouvernement ne peut dire encore pour combien de temps les services de cet ingénieur seront requis.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Le gouvernement de la province de *Québec* a-t-il l'intention de faire disparaître la différence qui existe entre la clause sous section 8 de la clause 17 du chapitre 43 de la 43-44 Victoria, et la sous section 8 de la clause 12, 32 Victoria chapitre 51 ?

La première se lit comme suit :

“ 8. Les directeurs imprimeront et afficheront, ou feront imprimer ou afficher de temps à autres, dans le bureau, et dans tous lieux où les taux devront être perçus, dans un lieu apparent, une pancarte ou feuille imprimée indiquant en français et en anglais tous les taux à payer et spécifiant le prix ou somme d'argent qui sera exigée pour le transport de chaque objet.

La seconde se lit comme suit : “ 8. Les directeurs imprimeront et afficheront dans le bureau et dans tous les lieux où les taux doivent être perçus, dans un lieu apparent, une pancarte ou feuille imprimée, indiquant tous les taux à payer, et spécifiant le prix ou somme d'argent qui sera exigée pour le transport de chaque chose ou objet. ”

Dans la prévision que la loi serait changée, et la sous-section 8, de la clause 17, chapitre 43, de la 43-44 Victoria, serait remise en force, le gouvernement a-t-il l'intention de changer la loi et d'exiger de toutes corporations qui dépendent de la province de *Québec*, d'afficher dans la langue française et la langue anglaise tout ce qui peut intéresser le public comme renseignements, avis, changements d'heures, de tarifs, de trains, etc ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,

1o. Il n'y a pas de différence légale, car l'acte 43-44 Vict. chap. 43 est seul en force, l'acte 32 Vict., chap. 51 ayant été révoqué ; avis de motion est donné pour un projet de loi à l'effet de restituer la clause sous section 8 du chap. 51 de la 32 Vict.

2o. Oui, aussitôt que la loi sera amendée, ces tableaux devront être faits dans les deux langues.

---

Sur motion de M. *Trudel*, secondé par M. *Legris*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant les détails sur la somme de \$300, dépensées par N. P. *Massicotte*, conducteur, à même les fonds de la colonisation, sur le pont de la rivière *Batiscan* à *Sainte-Geneviève*, avec les rôles de paie et les noms de ceux qui ont été employés par le dit N. P. *Massicotte*, pendant l'été de 1886.

Et alors la Chambre s'ajourne à demain.

---

Mercredi, 13 Juin 1888.

Les Pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Nantel*.—la pétition de *Godfroi Laviolette* et d'autres de la paroisse de *St. Jérôme*,—la pétition du Révérend F. X. *Lauriol*, et autres, de la paroisse de *Ste. Adèle*,—et la pétition du Révérend A. *Jodoin*, et d'autres de la paroisse de *St. Sauveur*, tous du comté de *Terrebonne*.

Par l'honorable M. *Mercier*,—la pétition, du Révérend J. R. *Ouellet*, et autres, de la cité de *St. Hyacinthe*,—et la pétition de A. *Denis*, et autres, de la cité de *St. Hyacinthe*.

M. *Girouard*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis nécessaires n'ont pas été donnés :

De Monsieur l'abbé F. *Reid*, et autres de la cité de *Montréal*, demandant un acte d'incorporation sous le nom de : "L'Œuvre des âmes du Purgatoire et de la conversion des infidèles,"

De A. A. *Taillon* et autres, demandant un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin de fer de la ville de *Sorel* à *St. Jean*.

De *Edouard Honoré Tellier*, demandant un acte autorisant le barreau de la province de *Quebec* à l'admettre, après examen, au nombre de ces membres.

Quant à la pétition de la "Compagnie du *St-Laurent*, des *Basses-Laurentides* et *Saguenay*," votre comité trouve qu'il n'a pas eu d'avis de donnés.

M. *Lafontaine*, du comité permanent des divers Bill privés, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill érigeant *Coaticook* en ville, avec une charte spéciale.

Bill ratifiant et confirmant certaines résolutions du Conseil municipal du village de la côte *Sainte-Antoine*, accordant une commutation de taxes municipales ordinaires, payables par la société "*The Montréal amateur athletic Association*," sur ses terrains situés à la côte *Sainte-Antoine*.

Et Bill réglant les cotisations d'église dans les paroisses catholiques romaines de *Montréal*, en ce qui concerne les paroisses nationales.

Votre comité a aussi examiné les Bills suivants, auxquels il a fait plusieurs amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill pour incorporer la ville de *Drummondville* : et Bill amendant le statut 46 *Victoria*, chap. 82, constituant en corporation la ville de *Hochelaga*, maintenant la ville de *Maisonneuve*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte amendant certains articles du code municipal ", avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

*Ordonné*, Que M. *Bazinet* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 513 du code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,  
*Résolu*, Qu'une adresse de bienvenue soit présentée à Son Excellence Lord *Stanley of Preston*, Gouverneur-Général de la Puissance du *Canada*, à l'occasion de son arrivée.

*Résolu*, Qu'un comité spécial composé de M. l'Orateur et des Honorables Messieurs *Mercier*, *Taillon*, *Robertson*, *Shehyn* et *Gagnon* soit chargé de préparer la dite adresse.

L'honorable M. *Mercier*, du comité spécial chargé de préparer le projet d'une adresse à Son Excellence Lord *Stanley of Preston* Gouverneur-Général de la Puissance du *Canada*, fait rapport que le comité a préparé une adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Excellence le Très Honorable *Frédéric Arthur Baron Stanley of Preston*, dans la Pairie du Royaume-Uni de la *Grande-Bretagne* et d'*Irlande*, Membre du Conseil Privé, Chevalier Grand Croix du Très Honorable Ordre du Bain, Gouverneur-Général du *Canada*, Vice-Amiral du même, etc., etc., etc.

EXCELLENCE,

Les membres du et de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, réunis en session, se font un devoir d'offrir au plus haut représentant de Sa Majesté en ce pays, dès son arrivée parmi nous, l'hommage de leurs sentiments les plus respectueux et l'assurance de leur entière loyauté.

La population de cette province composée d'éléments divers, n'en est pas moins unanime à travailler, sous la protection du drapeau de la *Grande-Bretagne*, à la prospérité nationale et à s'appuyer, pour la sauvegarde de ses intérêts, sur la constitution et le régime parlementaire que la métropole lui a concédés.

La longue expérience administrative acquise par Votre Excellence dans les nombreuses positions ministérielles qu'elle a occupées sous la Couronne Britannique, et les profondes connaissances constitutionnelles qui l'on fait choisir par Sa Majesté pour présider aux destinées du *Canada*, inspirent au peuple de cette province la confiance que, durant l'administration de Votre Excellence, ses droits politiques seront respectés et l'autonomie du pays maintenue.

C'est sous l'inspiration de cette confiance que les membres du et l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, parlant au nom de ses habitants, offrent à Votre Excellence la plus cordiale bienvenue.

Ils prient en même temps Votre Excellence de vouloir bien offrir à Lady *Stanley of Preston* l'hommage de leurs sentiments les plus respectueux, et de leur plus complet dévouement.

La dite adresse, étant lue la seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit grossyée.

*Résolu*, Qu'un message soit envoyé à l'honorable Conseil Législatif informant leurs Honneurs que cette Chambre a adopté une adresse à Son Excellence Lord *Stanley of Preston*, Gouverneur Général de la Puissance du *Canada* à l'occasion de son arrivée, et demandant le concours de leurs Honneurs.

*Ordonne*, Que le Greffier porte le dit message au Conseil Législatif.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte amendant certains articles du Code municipal," lesquels sont lus deux fois ;

Sur motion de l'honorable M. *Gagnon*, secondé par l'honorable M. *Duhamel*,

*Résolu*, Que cette Chambre ne concoure pas avec le Conseil Législatif dans les dits amendements pour la raison suivante : "parce que ces amendements, entre autres choses imposeraient l'obligation de passer un arrêté en conseil lorsqu'il y a lieu à la nomination, par l'Exécutif, des officiers municipaux, au lieu de continuer à laisser cette nomination se faire par le Lieutenant-Gouverneur, sur la recommandation du ministre responsable."

*Résolu*, Qu'un message soit envoyé au Conseil Législatif communiquant à leurs Honneurs la raison pour laquelle cette Chambre ne concourt pas dans les dits amendements, et priant respectueusement leurs Honneurs de vouloir bien les reconsidérer.

*Ordonné*, Que le greffier porte le dit message (avec le Bill et les amendements) au Conseil Législatif.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre du 4 juin 1888 ; demandant copie des soumissions demandées pour la démolition des maisons ou bâtisses faites, pour ouvrir la nouvelle rue, entre la rue *Desjardins* et le nouveau Palais de Justice à *Québec* ; et un état indiquant les noms de celui ou de ceux qui ont obtenu le contrat et le prix du contrat. (*Documents de la Session*, No. 49.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 6 juin 1888, pour copie de la correspondance échangée entre le Comte de *Nicolay* et l'honorable M. *Mercier*, Premier Ministre de la province de *Québec*, à propos des manuscrits du maréchal de *Lévis*. (*Documents de la Session*, No. 50.)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 11 juin 1888, pour. 1 Un état indiquant le montant d'argent de colonisation employé dans le comté de *Bonaventure*, depuis le 1er mai 1887 au 1er mai 1888.

2. La liste des noms des conducteurs de travaux. (*Documents de la Session*, No. 51.)

Et aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, en date du 7 juin 1888, pour copie de toute correspondance échangée entre le département des Terres de la Couronne et *Jean-Baptiste Gérin-Lajoie*, au sujet de sa destitution comme garde-forestier pour l'agence de *St-Maurice*. (*Documents de la Session*, No. 52.)

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement de créer une nouvelle industrie minière qui, plus tard, pourrait rapporter de gros bénéfices, en faisant faire par des hommes compétents des essais sérieux sur les alliages du fer et du titanium et sur l'affinité qu'a ce dernier métal pour l'azote ?

Dans le cas où ces essais réussiraient, est-ce l'intention du gouvernement de concéder une certaine quantité des terres qui se trouvent dans le voisinage des mines de fer titané ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Cette question importante est à l'étude.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement de cesser, à l'avenir, la vente des limites à bois et de prendre lui-même la responsabilité de l'administration des bois et forêts de la Province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*,—Non.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Le gouvernement a-t-il l'intention de faire des démarches pour se procurer une copie des dépêches du Comte de *Frontenac* et du manuscrit de l'Histoire de la marine française, de 1669 à 1750 ; il contient des pièces importantes sur le *Canada* qui ont été déposées à la bibliothèque impériale de *St-Petersbourg*, après le sac de la *Bastille*, par les soins de *Pierre Dubrowski*, secrétaire de l'ambassade russe à *Paris* ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—Le gouvernement est fermement disposé à travailler pour compléter nos archives. Il va se renseigner au sujet de l'information donnée par l'honorable député et agira suivant les circonstances.

Par l'honorable M. *Taillon*,—La somme de \$5,757,40, mentionnée dans la réponse donnée par l'honorable Trésorier, le onze juin courant, à l'interpellation faite par M. *Rochelleau* (item 13) a-t-elle été remise par *MM. Lacoste et Cie* ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—Oui.

Par M. *de Grosbois*,—Est-ce l'intention du gouvernement d'exiger des inspecteurs d'écoles, l'obligation de résider dans leur district d'inspection, afin de rendre plus effectifs les services pour lesquels ces employés ont été nommés ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—Oui.

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par M. *Casgrain*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état montrant combien le gouvernement a nommé d'employés au palais de justice de *Montréal*, depuis le 1er février 1887.

Aussi, quel est le montant total des salaires de tous ces employés réunis.

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par M. *Desjardins*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—1o. Copies des instructions adressées par l'honorable commissaire des terres à *Petrus Gauvreau* écuyer, arpenteur, tou.

chant le cadastre du township de *Douglas* et de *Malbaie* et autres endroits, dans le comté de *Gaspé*.

2. Un état des sommes déjà payées pour les travaux déjà faits par cet arpenteur et de celles que le département des terres aura à payer, quand les travaux qui lui ont été confiés seront terminés.

3. Copie de toute correspondance au sujet de la confection de ce cadastre.

Sur motion de M. *Deschênes* (*Témiscouata*), secondé par M. *Poupore*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de l'ordre en conseil du 18 août 1887, nommant les membres de la commission agricole, des instructions qui l'accompagnent, des procès-verbaux de la dite commission, des rapports faits par icelle ou par aucun ou plusieurs de ses membres, ainsi que toutes les requêtes des diverses écoles d'agriculture de la province ou autres, relativement aux suggestions de la dite commission et l'état des dépenses encourues par la commission.

Sur motion de l'Honorable M. *Lynch*, secondé par l'Honorable M. *Taillon*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. Copie de l'ordre en conseil augmentant les rentes foncières sur les limites à bois, à cinq piastres par mille carré.

2. Copies de toutes pétitions et correspondances adressées au gouvernement ou à aucun de ses membres concernant le dit ordre en conseil, ainsi que copie des réponses à ce sujet.

3. Copie de l'ordre en conseil réduisant la dite rente foncière à trois piastres par mille carré.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

*A sept heures et demie P. M.*

L'ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de jonction de *Napierville* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bernatchez* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *Saint-Maurice* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Sylvestre* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.



*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son cours.

M. *Owens*, propose, secondé par M. *Hall*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances entre le gouvernement actuel et le ci-devant gouvernement ou aucun des membres des dits gouvernements et toute personne, au sujet de toutes réclamations concernant les Biens des Jésuites ; et copie de toutes opinions ou rapports d'aucun département ou officiers en loi de la Couronne au sujet de ces réclamations.

Et un débat s'en suivant ;

*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Sur motion de M. *Tessier* secondé par M. *Pilon*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, la Compagnie du chemin de fer du *St. Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay* et le député de *Portneuf*, au sujet du raccordement de cette ligne avec la ligne du chemin de fer de *Québec* et du *Lac St. Jean* à la rivière *Pierre*, comté de *Portneuf*.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'acte 49-50 Vict., chap. 74, relatif à l'exploitation du gaz combustible en cette province ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *David* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre, se forme en Comité général sur le Bill pourvoyant à la tenue des enquêtes sur les malversations des corps publics étant lu ;

M. *Hall* propose, secondé par M. *Owens*, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. *Gagnon* propose comme amendement à la motion, secondé par l'honorable M. *Mercier*, que tous les mots après "Que" soient retranchés et que les mots : "dans six mois à dater d'aujourd'hui cette Chambre se formera en le dit comité" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rocheon,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>David,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel.—19</i>
<i>Déchène (L'Islet),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon.—9.</i>
<i>Hall,</i>	<i>ture),</i>		

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

*Résolu*, Que, dans six mois à dater d'aujourd'hui, cette Chambre se formera en le dit comité.

Le Bill amendant la section 49 de la 49-50 Victoria, chapitre 34, concernant le Barreau de la province de *Quebec*, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pourvoyant à la taxation des propriétés personnelles, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit renvoyé au Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code municipal.

Le Bill validant certaines procédures non contentieuses sur lesquelles les timbres requis par la loi n'ont pas été apposés par feu *P. J. U. Beaudry*, protonotaire du district de *Beauharnois*, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant l'acte 36 Vict. ch. 25, concernant certaines compagnies à fonds social ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en tel Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en Comité général ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *David* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant l'acte des élections contestées, étant lu ;

Et la question étant proposée,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. *Gagnon*, secondé par l'honorable M. *Duhamel*,

*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Sur motion de l'honorable M. *Duhamel*, secondé par l'honorable M. *Gagnon*,

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera en Comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux terres publiques et aux bois et forêts.

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera en Comité pour prendre en considération certaines résolutions se rapportant au Bill pour amender et refondre les lois de la pêche en cette Province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Jeudi, 14 Juin 1888.

---

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Rinfret dit Malouin*.—La pétition de *Henry R. Grey* et autres, membres de l'Association Pharmaceutique de la Province de Québec.

Par M. *Lemieux*.—La pétition de *Charles Veilleux* et autres, de la ville de *Lévis*.

Ordonné, Que la pétition de *Charles Veilleux* et autres, de la ville de *Lévis*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue, et que la 49<sup>ième</sup> règle de cette chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à cette pétition.

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant que certaines dispositions de l'acte pour amender de nouveau l'acte incorporant la ville de *Lévis*, refondu par la 36 Vict., chap. 60 et les actes qui l'amendent, ne deviennent pas loi.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *A. A. Laferrrière* et autres, tous Canadiens-Français, de la ville de *Lowell*, Etat de *Massachusetts*, un des Etats Unis d'*Amérique* ; demandant la concession de terrains dans la Vallée de l'*Ottawa*, à certaines conditions.

Du Conseil de la Chambre de Commerce de la cité de *Québec* ; demandant des amendements au Bill amendant de nouveau les actes incorporant la cité de *Québec*.

M. *Lafontaine*, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill autorisant *Felix Laroche*, à exercer la profession médicale.

Bill pour amender de nouveau l'acte de la ci-devant province du Canada, 12 Vict., chap. 143.

Bill pour amender l'acte 18 Vict., chap. 72, concernant la Société Evangélique de la Grande Ligne.

Bill autorisant "*The Sun Life Assurance Company of Canada*" à posséder des immeubles dans la province, pour un montant plus considérable qu'il ne lui est permis de le faire actuellement.

Bill autorisant l'Institut des Artisans de *Montréal* à emprunter de l'argent sur hypothèque.

Bill autorisant la Compagnie royale d'électricité, de *Montréal*, à emprunter de l'argent et à émettre des obligations.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill amendant l'acte 23 Vict., chap. 136, des statuts de la ci-devant province du Canada.

Bill amendant l'acte constituant en corporation la ville de *Saint-Henri*.

Bill amendant la charte d'incorporation de la ville de *Terrebonne* et l'acte qui l'amende.

Bill constituant en corporation "*The Sunday School Union*" de la province de *Québec*.

Bill amendant et réunissant les actes relatifs à la société "*Young Men's Christian Association*" de la cité de *Montréal*.

Bill constituant en corporation la congrégation religieuse dite "*The Advent Christian Church*."

Votre comité a aussi examiné le Bill amendant l'article 239 de l'acte de cette province, 44-45 Vict. chap. 75, intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil*, 37 Vict., chap. 49, et l'acte qui l'amende 39 Vict., chap. 46," et a

trouvé que le préambule n'est pas prouvé, parce qu'il est en contravention de l'article 842 du code municipal, et votre comité ne croit pas qu'il soit opportun de changer la loi.

M. *Cameron*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait des amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre :

Bill amendant l'Acte 50 Victoria, intitulé : " Acte amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer d'*Ottawa* et de la *Vallée* de la *Gatineau*."

Bill constituant en corporation " *The Orford Mountain Railway Company*."

Bill incorporant " *The Dominion Lime Company*."

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *Saint-Laurent* et du *Nord-Ouest*.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Taillon* ait la permission de présenter un Bill concernant les répartitions d'églises dans les paroisses catholiques romaines de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte 43-44 Vict., chap. 43, relatif aux chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*. Que M. *Lafontaine* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre, 33, concernant les aspirants à l'étude et à l'exercice des professions libérales qui ont pris part à l'expédition du Nord-Ouest, en 1885.

Il présente, en conséquence, le dit Bill de la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Casgrain*,—Quelle somme M. *Joseph Martin*, avocat, de *Québec*, a-t-il reçue pour ses services en rapport avec la codification des statuts de la Province de *Quebec* ou autrement, depuis le 1er février 1887 ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—\$1,549.99, pour divers services, surtout en rapport avec la codification des statuts.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire disparaître les obstacles qui existent dans certaines chûtes se trouvant sur la côte nord du golfe *Saint-Laurent*, en dehors des limites de la seigneurie de *Mingan*, afin de rendre l'accès des rivières plus facile aux saumons qui séjournent tout l'été au bas de ces chûtes ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*,—La question est à l'étude.

Par M. *Lussier*,—Le gouvernement a-t-il l'intention, s'il se formait un haras national, de lui donner une aide ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—La question est à l'étude, et si une aide est demandée dans des conditions favorables et pour une entreprise digne de la confiance publique, une aide sera accordée sous une forme ou sous une autre.

Sur motion de M. *Nantel*, secondé par M. *LeBlanc*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette chambre,—1. Copie du contrat intervenu entre le Gouvernement de cette Province et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, en date du 4 mars 1882.

2. Copie de la vente de la Section Est du chemin de fer de *Quebec, Montréal, Ottawa et Occidental* à la Compagnie du chemin de fer du *Nord*, et tous les autres marchés et arrangements intervenus entre la dite Compagnie du chemin de fer du *Nord* et la Compagnie du chemin de fer du *Grand-Tronc du Canada*, et entre celle-ci et la dite Compagnie du chemin de fer Canadien du *Pacifique*.

Sur motion de M. *Bazin* secondé par M. *Rochon*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette chambre,—Un état des argents octroyés pour fins de colonisation dans le comté de *Joliette*, pendant les années 1882-83-84 et 85.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Duhamel*,  
*Ordonné*, Que M. *Boyer* soit ajouté au comité spécial nommé pour examiner la loi des licences.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill validant certaines procédures non contentieuses sur lesquelles les timbres requis par la loi n'ont pas été apposés par feu *P. J. U. Beaudry*, protonotaire du district de *Beauharnois*, étant appelé ;

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. *Mercier* déclare que le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de ce Bill, il le recommande à la considération de cette Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil,—elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *David* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pourvoyant à la nomination d'un bureau provincial d'examineurs des candidats à l'admission à l'étude des professions d'avocat, de médecin, de notaire et de celle d'arpenteur provincial, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé,

*Ordonné*, Que ce Bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant l'Acte des élections de Québec, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que ce Bill soit renvoyé au Comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill, pour amender la section 251 de l'Acte électoral de Québec, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que ce Bill soit renvoyé au Comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la reprise des débats ajournés sur la question proposée, mercredi dernier,—Que le Bill amendant l'Acte des élections contestées de Québec, soit maintenant lu la seconde fois ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que ce Bill soit renvoyé au Comité permanent de Législation et lois expirantes.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu des juges choisis pour la décision des pétitions d'élection, conformément à l'acte des Elections contestées, 1875,—Copie des rapports et des jugements concernant l'élection pour le district électoral de *Mégantic*.

Lesquels sont lus, et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de la Chambre, comme suit :

### ÉLECTION CONTESTÉE DE MÉGANTIC.

BUREAU DU PROTONOTAIRE.

Québec, 14 juin 1888.

L'honorable *Félix G. Marchand*,

Orateur de l'Assemblée Législative de la

Province de *Québec*.

Monsieur,

Conformément aux dispositions de " l'Acte des élections contestées de *Québec*, section 91, nous avons l'honneur, dans la cause de l'élection contestée de *Mégantic*, de vous transmettre le jugement ci-inclus, rendu hier, ainsi que le rapport par écrit du juge président.

Nous sommes,

Vos obéissants serviteurs,

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,

P. C. S.

CANADA,  
PROVINCE DE QUÉBEC,  
District de Québec. }

COUR SUPÉRIEURE.

### L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

Dans la contestation de l'élection tenue le 14 Octobre 1886, pour l'élection d'un membre pour représenter la division électorale de *Mégantic* dans l'Assemblée Législative de *Quebec*.

## PRÉSENTS :

Les Honorables *Louis Napoléon Casault*,  
 “ *Frédéric William Andrews*,  
 “ *Jules Ernest Larue*.

JUGES.

JOHN WHYTE,

Pétitionnaire ;

vs

ANDREW STUART JOHNSON,

Défendeur ;

A l'honorable *Félix G. Marchand*,

Orateur de l'Assemblée Législative.

Monsieur,

La Cour Supérieure, siégeant en révision dans et pour le district de *Québec*, vous fait, par les présentes, rapport que, pendant l'instruction de la pétition et de la réponse à icelle, il a été prouvé :

1. Que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées par *John Whyte* un des candidats à la dite élection et le pétitionnaire sus-mentionné ;
2. Que les autres personnes qui ont pu se rendre, à la dite élection, coupables de manœuvres frauduleuses, n'ayant pas été mises en cause ni eu occasion de se défendre, la cour ne croit pas devoir mentionner leurs noms.
3. Qu'il y a raison de croire que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées, dans une grande mesure, à l'élection à laquelle se rapporte la pétition.

*Québec*, 13 Juin 1888.

De par la Cour,

N. CASAULT,  
 Juge de la Cour Supérieure, Président,

FISSET, BURROUGES & CAMPBELL,  
 Protonotaires de la dite Cour.

CANADA,  
 PROVINCE DE QUÉBEC, }  
*District de Québec.*  
 No. 2.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE  
 SIÉGEANT EN RÉVISION.

Le treizième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-huit.

## PRÉSENTS :

L'Honorable juge NAPOLÉON CASAULT,  
 “ “ F. W. ANDREWS,  
 “ “ JULES E. LARUE.

---

ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC 1875  
ET SES AMENDEMENTS.

---

Election d'un député à l'Assemblée Législative pour le district électoral de *Mégantic*.

*John Whyte*, écuyer, marchand, du canton de *Leeds*, dans le district électoral de *Mégantic*,

Pétitionnaire ;

*Andrew Stuart Johnson*, écuyer, marchand, du canton de *Thetford*,

Défendeur.

La Cour siégeant en révision, ayant entendu les parties par leurs avocats sur le mérite de la pétition d'élection du dit pétitionnaire, examiné les pièces de la procédure la preuve produite et sur le tout délibéré ;

Attendu qu'il est établi que des agents du dit *Andrew Stuart Johnson*, le membre élu ont, hors sa connaissance et sans sa participation, pratiqué des manœuvres frauduleuses, à la dite élection ;

Attendu qu'il est prouvé que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées à la dite élection par le dit *John Whyte*, le pétitionnaire, et un des candidats à la dite élection, et que le dit *John Whyte*, qui était déjà en cause comme pétitionnaire, a transquestionné les témoins et en a fait entendre à décharge, annule l'élection du dit *Andrew Stuart Johnson*, en date du quatorze octobre mil huit cent quatre-vingt-six, et déclare le dit *John Whyte*, coupable de manœuvres frauduleuses, et quant aux frais il est adjugé qu'ils seront supportés par celles des deux parties qui les a faits.

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,

P. C. S.

*A sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'acte 47 Vict., ch. 90, constituant en corporation la ville de *Sainte-Cunégonde* et l'acte qui l'amende (49-50 Vict., ch. 51) ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le feuteuil, et M. *Legrís* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Comité Législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. *Shehyn*, appuyé par l'honorable M. *Taillon*,

*Résolu*, Qu'en vue du récent incendie dans la cité de *Hull*, qui a privé un grand nombre de familles de leurs demeures et détruit beaucoup de propriétés, il soit présenté une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur d'émettre son



---

mandat en faveur de l'honorable trésorier de la province pour la somme de \$5,000.00 pour aider à soulager la détresse des victimes de cet incendie ; cette somme devant être mise à la disposition du comité nommé pour distribuer les secours donnés et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il concourt dans l'adresse de bienvenue à Son Excellence le Très Honorable Lord *Frédéric Arthur Stanley of Preston*, Gouverneur Général du *Canada*, en remplissant le blanc par les mots "Le Conseil Législatif."

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill détachant le canton de *Hereford* et une partie du canton de *Clifton*, du comté de *Compton*, et les annexant au comté de *Stanstead* pour les fins judiciaires, et à la circonscription d'enregistrement de *Coaticook* pour les fins d'enregistrement ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Champagne* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill abrogeant les articles 229 et 230 de l'acte 44-45 Vict., chap. 75, constituant en corporation la ville de *Longueuil* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Pilon* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte 44-45 Victoria, chapitre 75, incorporant la ville de *Longueuil*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Joliette* et de *St-Jean de Matha* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Forest*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill érigant *Coaticook* en ville avec une charte spéciale ; et après avoir ainsi siégé quelque

temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Spencer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill ratifiant et confirmant certaines résolutions du conseil municipal de la *Côte Saint-Antoine*, accordant une commutation des taxes municipales ordinaires payables par la société "*The Montreal Amateur Athletic Association*" sur ses terrains situés à la *Côte Saint-Antoine*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *de Grosbois*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill réglant les cotisations d'églises dans les paroisses catholiques romaines de *Montréal*, en ce qui concerne les paroisses nationales; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Casgrain*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corporation la ville de *Drummondville*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lussier* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendement le statut 46 Victoria, chap. 82, constituant en corporation la ville de *Hochelaga*, maintenant la ville de *Maisonneuve*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 4 juin 1888, demandant le rapport de toutes décisions du Conseil Privé Fédéral désavouant tous actes ou parties d'actes de cette Législature depuis 1882 jusqu'à ce jour, avec indication de la date de chaque désaveu ; copies des ordres en Conseil et de toutes correspondances intervenues entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de cette province relativement à ses désaveux ; aussi copie de toutes correspondances entre les deux gouvernements se rattachant à la législation de cette province.

Aussi, copie de la correspondance échangée entre les gouvernements de *Québec* et d'*Ottawa*, au sujet du désaveu des lois provinciales durant les deux dernières années. (*Documents de la session, No. 53.*)

Aussi, supplément à la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 mai 1888, pour copie de la lettre du 12 août, adressée à l'honorable *D. A. Ross*, alors procureur-général, par *M. J. L. C. Fiset*, protonotaire, au sujet des *Régistres de la prévosté de Québec*, qui sont en possession de la Société littéraire et historique de *Québec*. (*Documents de la session, No. 33b.*)

L'ordre du jour étant lu pour que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées relatives aux terres publiques et aux bois et forêts ;

L'honorable M. *Duhamel* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, il la recommande à la considération de la Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. Que le prix de vente des terres publiques propres seulement à l'exploitation des sucreries, ne pourra, à l'avenir, être moins de soixante-quinze centins l'acre.

2. Qu'à l'avenir une réserve de bois de vingt par cent du lot vendu devra être faite lors de l'octroi du billet de location ou du permis d'occupation pour des terres publiques, laquelle réserve sera fixée à l'endroit déterminé par l'agent des terres, suivant les règlements du département.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Boyer* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. Que le prix de vente des terres publiques propres seulement à l'exploitation des sucreries, ne pourra, à l'avenir, être moins de soixante-quinze centins l'acre.

2. Qu'à l'avenir une réserve de bois de vingt pour cent du lot vendu devra être faite lors de l'octroi du billet de location ou du permis d'occupation pour des terres publiques, laquelle réserve sera fixée à l'endroit déterminé par l'agent des terres, suivant les règlements du département.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, demain.

L'ordre du jour étant lu pour que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées, concernant les pêcheries ;

L'honorable M. *Duhamel* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant été informé de l'objet de cette motion, la recommande à la considération de la Chambre.

Et la question étant mise aux voix, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. Qu'une réserve d'au moins trois chaînes en profondeur des terres bordant les rivières et les lacs de la province de *Québec*, doit être faite lors de la vente ou de l'octroi gratuit des terres publiques pour des fins de pêche.

2. Que ces terres, ainsi que celles déjà réservées pour fins de pêche, pourront être données à bail pour une période n'excédant pas dix années consécutives, au lieu de cinq années, tel que prévu par la loi actuelle.

3. Que le commissaire pourra, dans l'intervalle compris entre deux ventes publiques, accorder, sans enchère, des baux pour des terres dans ces réserves, le long des "rivières à saumon," lorsque ces rivières deviennent susceptibles d'être louées dans tel intervalle compris entre deux ventes publiques comme susdit, et qu'il est certain que les frais d'avis entraîneront des dépenses non proportionnées aux profits à retirer.

4. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, en tout temps, si l'intérêt public le requiert, autoriser la location ou la vente privée des terres réservées pour la pêche, le long des lacs et des rivières.

Dans le cas de vente, le prix en provenant devra représenter une somme au moins égale à celle que produirait le loyer actuellement payé, ou celui qui pourrait être raisonnablement exigé, capitalisé à quatre pour cent ; les revenus provenant d'une telle somme devant faire partie du fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, M. *Bernatchez* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. *Bernatchez* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. Qu'une réserve d'au moins trois chaînes en profondeur des terres bordant les rivières et les lacs de la province de *Québec*, doit être faite lors de la vente ou de l'octroi gratuit des terres publiques pour des fins de pêche.

2. Que ces terres, ainsi que celles déjà réservées pour fins de pêche, pourront être données à bail pour une période n'excédant pas dix années consécutives, au lieu de cinq années, tel que prévu par la loi actuelle.

3. Que le commissaire pourra, dans l'intervalle compris entre deux ventes publiques accorder, sans enchère, des baux pour des terres dans ces réserves, le long des "rivières à saumon," lorsque ces rivières deviennent susceptibles d'être louées dans tel intervalle compris entre deux ventes publiques comme susdit, et qu'il est certain que les frais d'avis entraîneront des dépenses non proportionnées aux profits à retirer.

4. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, en tout temps, si l'intérêt public le requiert, autoriser la location ou la vente privée des terres réservées pour la pêche, le long des lacs et des rivières.

Dans le cas de vente, le prix en provenant devra représenter une somme au moins égale à celle que produirait le loyer actuellement payé, ou celui qui pourrait être raisonnablement exigé, capitalisé à quatre pour cent ; les revenus provenant d'une telle somme devant faire partie du fonds consolidé du revenu.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, demain.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill relatif à la nomination d'un président du Conseil Exécutif étant lu ;

L'honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'honorable M. *Gagnon*, Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois ; et la question étant mise aux voix : la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel.—31.</i>
<i>David,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Pilon,</i>	

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Poupore</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon.—15.</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, secondé par M. l'honorable *Flynn*,

*Ordonné*, Que M. l'Orateur émette son mandat, ordonnant au Greffier de la Couronne en Chancellerie d'émaner un nouveau bref pour l'élection d'un député pour représenter dans le présent Parlement, le district électoral de *Mégantic*.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

---

Vendredi, 15 juin 1888.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Champagne*,—la pétition de *Moïse Lemieux*, et autres,—et la pétition du Révérend A. *Seguin*, et autres, tous de la paroisse de *Ste-Cunégonde*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Révérend *A. Jodoin* et autres, de la paroisse de *St-Sauveur*,—du Révérend *F. X. Sauriol* et autres, de la paroisse de *Ste-Adèle*,—de *Godfroi Laviolette* et autres, de la paroisse de *St-Jérôme*, tous du comté de *Terrebonne* ; demandant respectivement que le projet de loi pour amender la loi des licences soit adopté.

Du Révérend *I. R. Ouellette* et autres,—et de *A. Denis* et autres, tous de la cité de *St-Hyacinthe* ; demandant que certaines dispositions du Bill amendant et consolidant les statuts constituant en corporation la cité de *St-Hyacinthe* ne deviennent pas loi.

*M. Lafontaine*, du comité permanent des divers Bill privés, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill constituant en corporation la Compagnie d'Assurance des marchands et des manufacturiers, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

*Ordonné*, Que *M. Baldwin* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 291 du code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et renvoyé au Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le code municipal.

*Ordonné*, Que *M. Lafontaine* ait la permission de présenter un Bill pour abroger l'acte 43-44 Victoria, chapitres 21 et 22.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois ; et renvoyé au Comité permanent de Législation et lois expirantes.

*Ordonné*, Que *M. Cameron* ait la permission de présenter un Bill amendant l'acte électoral de *Québec*.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois ; et renvoyé au Comité permanent de Législation et lois expirantes.

Sur motion de l'honorable *M. Mercier*, secondé par l'honorable *M. Shehyn*,

*Résolu*, Que lorsque cette Chambre s'ajournera, aujourd'hui, elle reste ajournée jusqu'à demain à 2 heures P. M.

L'honorable Trésorier *Robertson* remet à *M. l'Orateur* un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par *M. l'Orateur*, (tous les membres de la Chambre étant découverts,) et il est comme suit :

A. R. ANGERS.

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative le Budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 Juin 1888, et le Budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 Juin 1889 ; et conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'*Amérique Britannique* du Nord, 1867, il recommande ces Budgets à la considération favorable de la Chambre. (*Documents de la session, No. 1.*)

HOTEL DU GOUVERNEMENT, }  
*Québec*, le 15 juin 1888. }

*Ordonné*, Que le dit message et les budgets qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

*Sept heures et demie P. M.*

*L'ordre du jour pour les Bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant *Félix Laroche* à exercer la profession médicale; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender de nouveau l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 12 Vict., chap. 143; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Dechene*, (*l'Islet*), fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant la troisième fois.

Le Bill est en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit: "Acte pour amender de nouveau l'Acte de la ci-devant province du *Canada*, 12 Vict., chap. 143, concernant les Pères Oblats."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant l'acte 18 Vict., ch. 72, concernant la Société Evangélique de la Grande Ligne; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Beauchamp* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant "*The Sun Life Assurance Company of Canada*" à posséder des immeubles dans la province pour un montant plus considérable qu'il ne lui est permis de le faire actuellement; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Legrís* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le dit Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant l'Institut des Artisans de *Montréal* à emprunter de l'argent sur hypothèque ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Robidoux* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant la Compagnie Royale d'électricité à emprunter de l'argent et émettre des débetures ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *David* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte autorisant la Compagnie Royale d'Electricité de *Montréal* à emprunter de l'argent et émettre des débetures. "

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendement l'acte 23 Vict., ch. 136, des statuts de la ci-devant province du *Canada* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Robidoux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte amendement l'acte 23 Vict., chap. 136 des statuts de la ci-devant province du *Canada*, concernant la Communauté des Filles de *Sainte-Anne*. "

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendement l'acte constituant en corporation la ville de *St. Henri* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *de Grosbois* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme Comité général sur le Bill amendement la charte constituant en corporation la ville de *Terrebonne* et l'acte qui l'amende ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Poupore* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.



*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général, sur le Bill amendant et réunissant les actes relatifs à la Société "*Young Men's Christian Association*" de Montréal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Dechene (l'Islet)* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corporation "*The Sunday School Union of the Province of Quebec*"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Desjardins* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Congrégation religieuse dite "*The Advent Christian Church*"; et après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Duplessis* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *St. Laurent* et du *Nord-Ouest*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant l'acte qui constitue en corporation "*The Dominion Lime Company*"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Hall* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant l'acte passé dans la 50ième année du règne de Sa Majesté intitulé : " Acte amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de la Vallée de l'*Ottawa* et de la *Gatineau* " ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bernatchez* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 juin 1888,—pour copie de la requête adressée par les Sœurs directrices de l'Institution des Sourdes-Muettes de *Montréal*, au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pour obtenir une allocation. (*Documents de la Session*, No. 54.)

Aussi, la réponse à un ordre de la chambre, du 7 juin 1888,—pour copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement ou aucun de ses membres et le docteur *Duchesneau*, maire de la ville de *Terrebonne*, à propos de la construction d'un pont en fer sur la rivière qui sépare la ville de *Terrebonne* du village de *St. François de Sales*, dans le comté de *Laval*. (*Documents de la Session*, No. 55.)

Aussi, la réponse à un ordre de la chambre, du 7 juin 1888,—pour copie de toutes correspondances échangées entre l'Association agricole des canton de l'Est ou aucun de ses membres, et le gouvernement de cette Province ou aucun de ses membres, concernant une demande d'aide pour indemniser les propriétaires des animaux de grande valeur qui ont péri dans l'incendie qui a eu lieu durant la dernière exposition de l'association, tenue en octobre 1887. (*Documents de la Session*, No. 56.)

Aussi, la réponse à un ordre de la chambre, du 7 juin 1888,—pour copie de la correspondance échangée entre M. *Faucher de Saint-Maurice* et l'honorable Premier ministre de la Province de *Quebec*, à propos d'une requête publiée par le *Sorelois* du 16 mars 1888 ; requête que les Canadiens-Français de *Lowell*, Etat de *Massachusetts*, se proposaient d'adresser aux honorables membres du Conseil Exécutif de la province de *Québec*, au sujet du repatriement. (*Documents de la Session*, No. 57.)

Aussi, la réponse à un ordre de la chambre du 11 juin 1888,—pour une liste des lots concédés par billets de location ou lettres patentes, dans les cantons *Duhamel* et *Guigues*, comté de *Pontiac*, ainsi que les noms et qualités des concessionnaires. (*Documents de la Session*, No. 58.)

Aussi, la réponse à un ordre de la chambre, du 4 juin 1888,—pour copie d'une requête adressée par MM. *Barré & Cie*, de *Montréal*, à son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, demandant que le gouvernement leur accorde un octroi pour les aider à établir sur des bases solides, dans cette province, l'industrie de la fabrication des vins canadiens. (*Documents de la Session*, No. 59.)

Et aussi, la réponse à un ordre de la chambre, du 14 juin 1888,—pour un état des argents octroyés pour fins de colonisation dans le comté de *Joliette*, pendant les années 1882-83-84 et 85. (*Documents de la Session*, No. 60.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des subsides.

## (EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, traitements; commis surnuméraires, papeterie, etc; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'impression du Rapport du Secrétaire de la province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trente huit piastres et quatre-vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer le solde dû par l'ancien gouvernement à la *Montreal Gazette Printing Co*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à des demandes pressantes et à des paiements dûs en vertu de contrats par la bibliothèque de la Législature; pour l'année finissant le 30 juin 1888.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections récemment faites; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent dix-neuf piastres et cinquante neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil, savoir: Instruction publique, pour payer ce qui est dû \$500.00; Département du Régistrare de la province, pour acquitter ce qui était dû à *I. P. Déry* avant janv. 1887, \$345.14; Dépenses contingentes spéciales, abonnements aux journaux, échus ou pris, avant janv. 1887, \$874.57; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Boyer* rapporte, en conséquence, les dits résolutions les quelles sont lues comme suit:

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes de l'Assemblée Législative; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de l'impression du Rapport du Secrétaire de la province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trente huit piastres et quatre-vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour payer le solde dû par l'ancien gouvernement à la *Montreal Gazette Printing Co*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à des demandes pressantes et à des paiements dûs en vertu de contrats par la bibliothèque de la Législature; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections récemment faites; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

6. *Résolu* Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent dix-neuf piastres et cinquante neuf centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil, savoir: Instruction publique, pour payer ce qui est dû \$500.00; Département du Régistrare de la province, pour acquitter ce qui était dû à *I. P. Déry*, avant janv. 1887, \$345.14; Dépenses contingentes spéciales, abonnements aux journaux, échus ou pris, avant janv. 1887, \$874.57; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

---

La première résolution étant lue la seconde fois, et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La seconde et la troisième résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La quatrième résolution étant lue la seconde fois, et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Les cinquième et sixième résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. *Boyer* informe alors la Chambre qu'il a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain à 2 heures P. M.

---

Samedi, 16 juin, 1888.

2 heures P. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *David*,—la pétition du Conseil de la Chambre de commerce du district de *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :—

De *Henry Gray* et autres, tous membres de l'Association pharmaceutique de la province de *Quebec* ; demandant que certaines dispositions de l'Acte Médical de cette province ne deviennent pas loi.

*Ordonné*, Que la pétition du Conseil de la Chambre de commerce du district de *Montréal*, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue.

Et la dite pétition est reçue et lue ; demandant que le Bill pour autoriser la consolidation de la dette de la cité de *Montréal* et pour autres fins, ne devienne pas loi.

*Ordonné*, Que la dite pétition soit renvoyée au comité permanent des divers Bills privés.

M. *Lafontaine*, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill amendant le chapitre 62 de l'acte 43-44 Victoria, intitulé : " Acte pour amender et refondre l'acte incorporant la ville de *Saint-Jean* (43-44 Vict., chap. 62,) auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité désire recommander que le dit Bill soit imprimé de nouveau pour l'usage des membres de votre honorable Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte constituant en corps politique et société " *The Shamrock Amateur Athletic Association*," sans amendement.

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour remettre en vigueur la charte de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis et prolonger les délais pour le commencement et le parachevement de ses travaux," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

*Ordonné*, Que M. *Lafontaine* ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 637 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code municipal.

*Ordonné*, Que M. *Lafontaine* ait la permission de présenter un Bill amendant l'article 858 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code municipal.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 juin 1888, pour un état de toutes les sommes payées par la province pendant les années 1885-86, 1886-87, 1887-88, pour les objets suivants :

1. Ecoles de réforme et d'industrie ;
2. Asiles d'aliénés ;
3. Instruction publique ;
4. Agriculture ;
5. Colonisation ;
6. Institutions de charité ;
7. Chemins de fer. (*Documents de la Session, No. 61*).

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour remettre en vigueur la charte de la Compagnie du chemin de fer des Comtés-Unis et prolonger les délais pour le commencement et le parachevement de ses travaux," lesquels sont lus la deuxième fois, et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en confirmité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour favoriser les constructions et les réparations des églises, presbytères et cimetières dans les nouvelles paroisses ou missions dans la province de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Dechene (l'Islet)* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender le chapitre 18 des Statuts refondus pour le *Bas-Canada*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours,

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant l'acte 43-44 Vict., chap. 43, relatif aux chemins de fer ;

Le Bill est en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Robidoux* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour rendre valides certaines ventes de biens de mineurs, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill amendant l'acte consolidé des chemins de fer de *Quebec* de 1880, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé

*Ordonné*, Que le dit Bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender certains articles du Code de procédure civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rochon* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné* Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Poupore*,—Est-ce l'intention du gouvernement de distribuer des exemplaires, en langue anglaise, du Manuel des inspecteurs agraires de M. *J. A. Chagnon* ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Le gouvernement a acheté 4,000 exemplaires, en langue française, de l'ouvrage de M. *J. A. Chagnon*, " Manuel des inspecteurs municipaux et des gardiens d'enclos publics," et en a distribué plus de 3,000 avec le code municipal. La distribution de la balance sera faite aussi vite que possible. Il n'y a pas d'exemplaires en anglais.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Dechene (l'Islet)*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de la requête adressée par la Chambre de commerce de *Montréal*, au Lieutenant-Gouverneur en conseil, demandant que le gouvernement contribue aux dépenses nécessaires pour le transport et l'installation des effets et articles qui seront envoyés à l'exposition de *Paris*.

---

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corporation *The Orford Mountain Railway Company* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Robertson* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corporation La Compagnie d'Assurance des marchands et des manufacturiers ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Robidoux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

---

### Lundi, 18 juin 1888.

*Ordonné*, Que M. *de Grosbois* ait la permission de présenter un Bill pour abroger l'acte 25 Victoria, chapitre 98.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Tessier* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 1325 du Code de Procédure Civile.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et renvoyé au Comité permanent de législation et lois expirantes.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre du 11 juin 1888 demandant :

1. Copie de l'ordre en conseil nommant le Dr *Louis Crépault*, agent des terres de la Couronne, pour une certaine partie du comté de *Bonaventure*, avec indication du traitement qui lui est accordé, et des sommes qui lui sont allouées pour ses frais de voyage.

2. Les limites de la division qui lui ont été assignées. (*Documents de la Session, No. 64.*)

Sur motion de M. *Duplessis*, secondé par M. *McIntosh*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de toute correspondance, ordres en conseil, certificats d'hypothèques, actes de cautionnement, contrats, titres, comptes, quittances, état des frais d'arbitrage, demande de pétition de droit, et tous autres documents concernant la réclamation de *Joseph Reynar*, de la cité des *Trois-Rivières*, relativement aux terrains où se trouve le terminus du chemin de fer des Piles, dans le canton de *Radnor*, dans le comté de *Champlain*.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance, ordres en conseil, comptes, quittances, sentence d'arbitrage, état des frais de l'arbitrage et tous autres documents concernant la réclamation de Messieurs *Rogers* et *Reynar*, en rapport avec la construction du *Loop-Line* aux *Trois-Rivières*.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif n'insiste pas sur les amendements faits au Bill intitulé : "Acte pour amender certains articles du Code Municipal."

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des rôles de paie, et copie des listes des employés qui ne sont pas sur ces rôles de paie, des bureaux du protonotaire, du greffier de la cour de circuit, du greffier de la couronne et de la paix, du greffier de la cour du banc de la reine, du shérif et du percepteur du revenu, pour les districts de *Montréal*, *Québec* et *Trois-Rivières*, pour les mois de janvier 1887 et mai 1888.

Sur motion de M. *Hall*, secondé par M. *Baldwin*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant : 1. le nombre de poursuites pour infractions à la loi des licences, dans la cité de *Montréal*, durant l'année finissant le 1er mai 1888.

2. Le nombre des convictions.

3. Le montant des amendes imposées et perçues.

Sur motion de M. *Trudel*, secondé par M. *Larochelle*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état donnant les détails sur la somme de \$150.00 dépensée à même le fonds de la colonisation, sur le pont de la coulée *Gendron*, dans *Ste. Anne de la Pérade*, comté de *Champlain*, par le conducteur *Rock Montreuil*, avec la liste des personnes employées et les rôles de paie.

Sur motion de M. *Dechene (L'Islet)*, secondé par M. *Rochon*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des requêtes des habitants des paroisses de *l'Islet*, *St-Eugène*, *St-Cyrille*, *St-Jean-Port-Joli*, *St-Aubert*, *Ste-Louise*, *St-Pamphile* et *Ste-Perpétue*, dans le comté de *l'Islet*, et des noms de ceux qui les ont signées, demandant la passation de la loi des licences de M. *David*.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de l'Assemblée Législative, du 6 juin 1888, pour,—copie des contrats, soumissions, correspondances, documents et écrits relatifs à l'achat et à la pose des gazeliers au nouveau Palais de justice de *Québec* ; aussi un état indiquant :

10. Le nom des soumissionnaires pour la vente et la pose des dits gazeliers.

20. Le nom de l'entrepreneur dont la soumission a été acceptée et le nom du vendeur.

30. Le coût des dits gazeliers.

40. Le nombre de gazeliers posés.

50. Le coût de la pose des dits gazeliers.



Aussi un état indiquant :

1o. Les sommes payées ou dues pour l'ameublement placé dans le dit Palais de justice.

2o. Le nom du meublier ou des meubliers qui ont fourni les dits meubles.

Le nombre et le coût des horloges qui ont été placées dans le dit Palais de justice, ainsi que le nom de celui qui a fourni les dites horloges. (*Documents de la session, No. 65*).

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 11 juin 1888, demandant,—copie du rapport du conservateur du musée de l'Instruction publique pour l'année expirée le 31 décembre 1887 ; et aussi copie de ses catalogues d'insectes, de mollusques, de crustacées et de fossiles de la province de Québec, le tout faisant partie du dit musée. (*Documents de la session, No. 66*.)

Et aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 16 juin 1888, demandant,—copie de la requête adressée par la Chambre de Commerce de *Montréal* au Lieutenant Gouverneur en conseil, demandant que le gouvernement contribue aux dépenses nécessaires pour le transport et l'installation des effets et articles qui seront envoyés à l'exposition de *Paris*. (*Documents de la session, No. 67*.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill amendant certains articles du code de procédure civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Lynch* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

Le Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour le renvoi à un comité général du Bill amendant la section 49 de la 49-50 Victoria, chap. 34 concernant le Barreau de la Province de *Québec*, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé,

*Ordonné*, Que le dit Bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

Le Bill intitulé : "Acte des Médecins Vétérinaires," 1888 est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour amender et refondre les lois de la pêche en cette Province étant lu ;

L'honorable M. *Duhamel* propose, secondé par l'honorable M. *Gagnon*,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois,—et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité général de la Chamhre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaines résolutions concernant les pêcheries, rapportées du Comité de toute la Chambre, jeudi, le 14 du courant, étant lu ;

L'honorable M. *Duhamel* propose, secondé par l'honorable M. *Gagnon*,—Que ces résolutions soient maintenant lues la seconde fois,—et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois, et adoptées.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient renvoyées au comité général sur le Bill pour amender et refondre les lois de la pêche en cette Province.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaines résolutions concernant les terres publiques et les bois et forêts, rapportées du Comité de toute la Chambre, jeudi, le 14 du courant, étant lu ;

L'honorable M. *Duhamel* propose, secondé par l'honorable M. *Gagnon*, que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois,—et la question étant mise aux voix,—la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Duhamel* ait la permission de présenter un Bill concernant les terres publiques et les bois et forêts.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre en conformité de l'ordre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons de réforme pour les garçons, écoles de réforme et d'industries, pour finir l'année ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent quatre vingt-quatre piastres et quatre-vingts centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour solder les anciens comptes pour livres de récompense ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin ;

*Mardi, 19 juin 1888.*

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'immigration ; pour payer des arrérages, mille huit cents piastres ; Pour payer les frais de voyage et l'établissement des immigrants venus de la *Bretagne* et d'autres parties de la *France*, mille cinq cents piastres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles des aliénés, pour terminer l'année ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rinfret dit Malouin* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons de réforme pour les garçons ; écoles de réforme et d'industrie pour finir l'année ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent quatre vingt-quatre piastres et quatre-vingts centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour solder les anciens comptes pour livres de récompense ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille trois cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'immigration ; pour payer des arrérages mille huit cents piastres ; Pour payer les frais de voyage et l'établissement des immigrants venus de la *Bretagne* et d'autres parties de la *France*, mille cinq cents piastres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres ; soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles des aliénés ; pour terminer l'année ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois.

Et les première et seconde résolutions étant lues la seconde fois ;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure des dites résolutions soit remise.

Les troisième et quatrième résolutions étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La cinquième résolution étant lue la seconde fois ;

*Ordonné*, Que la considération ultérieure de la dite résolution soit remise.

M. *Rinfret dit Malouin* informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Qu'aujourd'hui cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne.

## Mardi, 19 Juin 1888.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Bazinet*,—la pétition de la Société de Bienfaisance des Journaliers de navires, à *Québec*.

M. *Dechen* (*L'Islet*), du comité permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill amendement et consolidant les statuts constituant la ville et la cité de *St. Hyacinthe* et ceux qui les amendent et pour donner d'autres pouvoirs au maire et au conseil de ville de *St. Hyacinthe*.

Bill amendement de nouveau les actes qui constituent en corporation la corporation de la cité de *Québec*.

Bill constituant en corporation la Compagnie des ponts de *Sainte-Clotilde de Horton*.

Bill amendement de nouveau l'acte constituant en corporation la ville de *Lévis*, refondu par la 36 Vict., ch. 60 et les actes qui l'amendent.

Bill autorisant la vente de certains immeubles grévés de substitution en faveur des enfants de *Louis Arthur Zotique Pouliot*.

Votre Comité a aussi examiné les Bills suivants et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill pour régulariser la cléricature de *Aimé Prosper Aquila Pichette* et permettre au bureau provincial de médecine de l'admettre au nombre de ses membres.

Bill pour changer les limites de la municipalité du village de *Arthabaskaville*.

Quant au Bill détachant du township de *Stanbridge* et l'érigeant en municipalité distincte la paroisse de *Stanbridge station* pour les fins civiles, municipales, et scolaires, votre Comité a l'honneur de faire rapport que le préambule n'a pas été prouvé parce que les raisons données à l'appui du Bill n'ont pas paru suffisantes à la majorité des membres de votre comité pour les déterminer à octroyer cette demande.

L'honorable M. *Blanchet*, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a nommé l'honorable M. *Prévost*, pour son président, et recommande que le quorum de ce comité soit de cinq membres.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Cameron*, du Comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le huitième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant auquel il a apporté des amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre :

Bill incorporant la Compagnie du chemin de fer de *Saint-Jean-Chrysostôme*.

Et aussi le Bill amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer de *Lachine* et d'*Hochelaga*, (45 Vict., chap. 100), qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement.

Sur motion de M. *Dechene* (*L'Islet*), secondé par M. *Laliberté*,

*Ordonné*, Que le Bill pour régulariser la cléricature de *Aimé Prosper Aquila Pichette* et permettre au Bureau provincial de médecine de l'admettre au nombre de ses membres, soit référé de nouveau au comité des Bills privés, pour considérer s'il y a lieu de suspendre la 57ième règle.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, met devant la Chambre,—Rapport de l'Imprimeur de la Reine, de la Province de *Quebec*, contenant tableaux et statistiques des opérations de la *Gazette Officielle de Quebec*, depuis son commencement, en janvier 1869, jusqu'au 30 juin 1887. (*Documents de la Session*, No. 86).

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le Bill pour amender et refondre les lois de la pêche en cette Province et après avoir ainsi siégé quelque temps ; M. l'orateur reprend le fauteuil, et M. *Laliberté* fait rapport que l'honorable membre pour *Terrebonne* ayant proposé l'amendement suivant :

“Cependant tout colon, occupant ou propriétaire dans le ou les cantons où se trouvent situées telles eaux, pourra, en tout temps où la pêche n'est pas prohibée par les lois de cette province, et quelque soit le propriétaire riverain de ces eaux, pêcher à la ligne et non autrement, le poisson nécessaire à sa subsistance et à celle de sa famille, pourvu que telle pêche n'ait aucun objet de trafic ou de spéculation.”

Objection fut faite par l'honorable M. *Gagnon* que le dit amendement n'était pas dans l'ordre et que lui (le président) avait maintenue l'objection, et qu'appel avait été fait de cette décision.

Monsieur l'Orateur décide comme suit :

“Objection est faite à cet amendement : 1. parce qu'il tend à aliéner certains droits de la couronne ; 2. parce que, d'après Todd, une mesure de cette nature doit originer en comité général sur des résolutions auxquelles le consentement du Lieutenant-Gouverneur a dû être préalablement annoncé à la Chambre.

L'article 109, de l'Acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, décrète que toutes les terres, minéraux et réserves royales appartiennent aux différentes provinces..... dans lesquelles ils sont situés.

*Bourinot*, à la page 472, dit que le consentement de la couronne à un Bill est toujours nécessaire dans les matières impliquant les droits de la couronne, son patronage, ses propriétés ou ses prérogatives.

Dans une décision reproduite dans les journaux de cette Chambre du 22 février 1883, mon prédécesseur, l'honorable M. Taillon, établissant la règle parlementaire relative aux questions identiques à celle-ci, cite les autorités suivantes :

May, Parliamentary Practice, 1879, page 486, dit : " Certain classes of Bills are required to originate in a Committee of the Whole House ;" . . . . . et il cite, à la page 487, l'Ordre Permanent du 20 mars 1707 : " This House will not proceed upon any petition, motion or Bill for granting any money, for releasing or compounding any sum of money owing to the Crown, but in a Committee of the Whole House. "

" A première vue, dit l'honorable M. Taillon, ni cette règle, ni les autres que je viens de citer, n'atteignent le Bill . . . mais je trouve dans un ouvrage, intitulé : *The Practice and Privileges of the two Houses of Parliament* ", par Alpheus Todd, publié à Toronto en 1840 :

" No motion for public money will be received, unless recommended from the Crown, and if no such recommendation be signified, the Speaker must decline to put the question. The Standing Order of the 11th June 1713, requiring this in terms, extends only to petitions, but in its spirit and practice it applies to all applications for public money or for alienating any estate or the revenues of the Crown. "

" Ne peut-on pas, ajoute M. Taillon, raisonner *a pari*, pour les cas où il s'agit desavoir si certains Bills doivent commencer en comité général de la Chambre. Je suis donc porté à croire qu'il eût été plus conforme à l'esprit de nos règles de pratique de commencer cette législation en comité général de la Chambre. "

Il résulte des autorités ci-dessus, telles qu'interprétées par mon prédécesseur, que toute législation sur les matières qui impliquent les droits de la couronne, son patronage, sa propriété et ses prérogatives, ainsi que toute mesure pour l'application des argents publics ou pour l'aliénation des biens ou des revenus de la couronne, doit prendre son origine, conformément à l'esprit de nos règles de pratique, en comité général de la chambre avec le consentement de la Couronne.

Il me paraît évident que l'amendement en question comporte l'aliénation des droits, du patronage et de la propriété de la Couronne, et l'abandonnement de certaines réserves royales qui lui appartiennent ; qu'elle nécessite, en conséquence, les formalités ci-dessus indiquées, et que ces formalités n'ayant pas été observées à son égard, elle est irrégulière.

La Chambre se remet en comité sur le dit Bill ; et après avoir ainsi siégé quelque temps ; M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Laliberté fait rapport, — Que l'honorable député pour le comté de Québec ayant proposé l'amendement suivant :

" Et quant aux lacs et rivières qui sont sous bail, les colons occupants, ou propriétaires, dans le canton ou les cantons où sont situées les dites eaux, pourront y pêcher à la ligne pour pourvoir à la subsistance de leurs familles seulement, et non dans un but de spéculation ou de commerce, et dans le temps permis par la loi. "

Objection fut faite par l'honorable M. Gagnon, que le dit amendement n'était pas dans l'ordre et que lui (le président) avait maintenu l'objection ; et qu'appel avait été fait de cette décision.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Cet amendement implique le même principe que le précédent et se trouve en conséquence irrégulier. "

Alors la Chambre se forme de nouveau en comité sur le dit bill ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil. et M. Laliberté fait rapport, — Que l'honorable député pour Gaspé, ayant proposé l'amendement suivant :

" Que les mots suivants, dans la section 14, savoir : " qui ne sont pas sous bail soient retranchés, et les mots suivants soient ajoutés : " pour leur subsistance ou leur usage domestique. "

Objection fut faite par l'honorable M. *Gagnon*, que le dit amendement n'était pas dans l'ordre et que lui (le président) avait maintenu l'objection ; et qu'appel avait été fait de sa décision.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Cet amendement implique encore les mêmes principes que les précédents et leur donne même plus d'extension, en soumettant à son effet les lacs et les rivières qui sont sous bail, lesquels étaient omis dans les deux précédents amendements.

Je déclare donc que la décision du président du comité était bien fondée.”

Alors, la Chambre se forme de nouveau en comité sur le dit bill ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Laliberté* fait rapport qu'objection avait été faite par l'honorable député de *Terrebonne*, “ que la 14<sup>e</sup> clause du dit bill n'était pas dans l'ordre ”, qu'il avait rejeté l'objection, et qu'appel avait été fait de sa décision.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ On objecte à cette clause parce qu'elle n'est pas mentionnée dans les résolutions qui ont servi de base au dit Bill, et qu'elle implique la concession des droits, du patronage et de la propriété de la couronne

A première vue, j'étais porté à croire que cette objection n'était pas fondée, parce que la clause à laquelle elle s'applique ne paraissait être que la reproduction d'une loi existante, 46 Vict., chap. 9, sec. 15, et qu'elle n'impliquait aucune nouvelle concession de la part de la Couronne ; mais, comme on vient de me faire observer que les deux clauses ne sont pas identiques, et que celle du dit Bill à laquelle il est fait objection, a une plus grande étendue, en autant qu'elle donne le pouvoir de pêcher toutes espèces de poissons dans les lacs et les rivières, tandis que le statut existant excluait de ce privilège la pêche dans les rivières fréquentées par le saumon ; je déclare sans révoquer la décision du président du comité, qui n'a pas été appelé à décider sur ce point, que cette extension, n'étant pas mentionnée dans les résolutions qui ont servi de base au dit Bill, la dite clause 14 n'est pas régulière.”

La Chambre se remet de nouveau en comité sur le dit Bill ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Laliberté* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération, demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. *Shehyn* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

*Mercredi, 20 Juin 1888.*

Et le débat se continuant ;

Sur motion de M. *Desjardins* secondé par l'honorable M. *Flynn*,  
*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Mercredi, 20 Juin 1888.

M. *Lafontaine*, du comité permanent des divers Bills Privés, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill constituant en corporation l'Union des Tailleurs de cuir de *Québec*, et le Bill confirmant un bail à loyer passé entre la cité de *Montréal* et l'Hopital Royal Victoria, auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le Bill autorisant la vente d'immeubles appartenant à la substitution créée par le testament de feu *John Monk* et le placement et remplacement des produits de telle vente, et le Bill autorisant *Joseph Octave Antoine Lalonde* à vendre et à disposer de certains biens, et il est convenu de recommander à votre honorable Chambre que ces deux Bills soient référés au Comité de Législation, parce que dans chacun de ces cas il est question de substitution.

Votre comité a aussi examiné le Bill pour régulariser la cléricature de *Aimé Prosper Aquila Pichette*, et permettre au bureau provincial de médecine de l'admettre au nombre de ses membres, référé de nouveau à votre comité ; et le Bill régularisant la cléricature de *Theophile Alexandre Archambault*, médecin, et a trouvé que le préambule de ces Bills n'est pas conforme à la règle 57, paragraphe 4 ; mais attendu que le Bureau provincial de médecine ne fait pas d'opposition, en conséquence, votre Comité croit devoir recommander la suspension de la dite règle de cette Chambre en ce qui concerne les dits pétitionnaires.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

M. *Cameron*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement :

Bill accordant certains pouvoirs à la Compagnie de navigation de la *Côte Sainte-Catherine*.

*Ordonné*, Que M. *Casgrain* ait la permission de présenter un Bill pour amender de nouveau les lois de la chasse de cette province.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Beauchamp* ait la permission de présenter un Bill relatif aux voitures d'hiver.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Legrís* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 615 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code municipal.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un Ordre de la Chambre, du 11 juin 1888, pour une liste détaillée de tous les lots concédés par la Couronne, comme *homesteads*, en vertu de l'acte 45 *Victoria*, chap. 12 ; la dite liste indiquant les comtés où tels *homesteads* ont été concédés. (*Documents de la session*, No 62.)

Aussi, la réponse à un Ordre de la Chambre, du 18 juin 1888, pour un état donnant les détails de la somme de \$150.00 dépensée à même le fonds de la colonisa-

tion, sur le pont de la coulée *Gendron*, dans *Sainte-Anne de la Pérade*, comté de *Champlain*, par le conducteur *Roch Montreuil*, avec la liste des personnes employées et les rôles de paie. (*Documents de la Session, No 67.*)

Et aussi, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 13 juin 1888, demandant :

1. Copie de l'ordre en conseil augmentant les rentes foncières sur les limites à bois, à cinq piastres par mille carré.

2. Copies de toutes pétitions et correspondances adressées au gouvernement, ou à aucun de ses membres, concernant le dit ordre en conseil, ainsi que copies des réponses à ce sujet.

3. Copie de l'ordre en conseil réduisant la dite rente foncière à trois piastres par mille carré. (*Documents de la Session, No. 68.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte incorporant l'Union St. Joseph de *St. Henri*," avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte augmentant les pouvoirs de la Compagnie de marbre de *Sherbrooke* et de la Compagnie de chaux et de marbre de *Dudswell*," avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte incorporant l'Union St. Joseph de *St. Henri*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte augmentant les pouvoirs de la Compagnie de marbre de *Sherbrooke* et de la Compagnie de chaux et de marbre de *Dudswell*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Le gouvernement a-t-il l'intention d'obliger les huissiers des cours supérieures de la province de *Québec*, à se conformer à la clause 1ère du chapitre 15 de la 36ème *Victoria*, de l'acte concernant le cautionnement de certains officiers judiciaires de la province de *Québec*, disant que les nominations aux charges d'huissiers ne seront données à l'avenir que sous l'autorité de l'acte 32 *Victoria*, chapitre 9 ?

Réponse par l'honorable Mr. *Turcotte*,—Le Gouvernement a donné des ordres pour obliger les huissiers de la Cour Supérieure de se conformer à l'acte 36 *Victoria*, chapitre 15, qui décrète que tous les cautionnements des officiers publics et huissiers ne seront donnés que sous l'autorité de l'acte 32 *Victoria*, chapitre 9.

Déjà, un grand nombre d'huissiers ont fourni des cautionnements en vertu du dernier acte, en conformité de ces ordres.



Sur motion de M. *Nantel*, secondé par l'honorable M. *Blanchet*,  
*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie des correspondances, ordres en conseil et tous autres documents se rapportant à la position d'inspecteur de mines pour cette province.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. *Lafontaine* propose, secondé par l'honorable M. *Flynn*,  
 Qu'il soit mis devant Cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre l'Université Laval et le gouvernement de cette province au sujet d'une subvention.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

*A sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la cité de *St. Hyacinthe* ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bazin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte amendant et consolidant les statuts constituant en corporation la ville et cité de *Saint-Hyacinthe* et ceux qui les amendent, et donnant d'autres pouvoirs au maire et au conseil de ville de *Saint-Hyacinthe*.”

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'honorable M. *Blanchet*, du comité conjoint de deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les documents mis devant cette Chambre, et recommande l'impression des suivants, dans les deux langues, en pamphlets, et comme documents de la session :

19. Réponse à l'Ordre,—Copie des ordres en Conseil, passés depuis la dernière session, concernant les nominations et promotions faites dans le service civil, présentées conformément à l'acte 40 Victoria, chap. 9, section 23.

22. Réponse à l'Ordre,—Copie de toutes correspondances entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toutes municipalités, au sujet du paiement, par les municipalités, de sommes d'argent pour l'entretien des aliénés.

Liste des patients internés dans chaque asile, pendant l'année 1886 ; indiquant la municipalité responsable pour l'entretien de ces aliénés, la date de l'admission et la date du renvoi.

25. Réponse à l'Ordre,—Etat indiquant les réclamations en rapport avec le chemin de fer de *Quebec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, qui ont été réglées par le gouvernement, depuis le 29 janvier 1887, avec mention spéciale du montant total de chacune de ces réclamations et de la somme payée en chaque cas.

27. Réponse à Ordre,—Etat des sommes dépensées par le gouvernement pour chemins et ponts de colonisation, dans chaque comté de la province, pour l'année fiscale 1887-88.

28. Réponse à Ordre,—Copie de l'une des débentures provinciales de chacune des émissions faites par la province depuis le 1er janvier 1874.

30. Réponse à Adresse,—Copie de tous les ordres en conseil et de la correspondance, depuis le 29 janvier 1887, au sujet du règlement des réclamations du gouvernement contre la cité de *Montréal*.

40. Réponse à Adresse,—Copie du jugement du comité judiciaire du Conseil Privé touchant la validité de l'acte 47 Victoria, chapitre 22, (taxes sur les corporations commerciales).

43. Réponse à Ordre,—Etat indiquant les détails de la somme de \$7,607.67 pour visites et explorations mentionnées dans une réponse à un ordre de la Chambre en date du 30 mai 1888 (déposée le 5 juin 1888), concernant l'argent dépensé pour chemins et ponts de colonisation comme suit :

1. Le montant dépensé pour telles visites et explorations ;
2. Les noms de ceux qui ont fait telles visites et explorations ;
3. Le salaire payé à chacune des dites personnes.
4. Et tous les autres détails démontrant comment se compose la dite somme de \$7,607.67.

47. Réponse à Ordre,—Etat indiquant : 1o. Le nombre de lots ou terrains achetés pour ouvrir la nouvelle rue, entre la rue *Desjardins* et le nouveau Palais de justice à *Québec*.

2o. Les noms des vendeurs ; le prix payé à chacun des vendeurs et les autres conditions de la vente.

65. Réponse à Ordre,—Copie des contrats, soumissions, correspondances et écrits relatifs à l'achat et à la pose des gazeliers au nouveau Palais de Justice de *Québec* ; aussi un état indiquant : le nom des soumissionnaires pour la vente et la pose des dits gazeliers ; le nom de l'entrepreneur dont la soumission a été acceptée et le nom du vendeur ; le coût des dits gazeliers ; le nombre des gazeliers posés ; le coût de la pose des dits gazeliers.

Aussi, un état indiquant : les sommes payées ou dues pour l'ameublement placé dans le dit Palais de Justice ; le nom du meublier ou des meubliers qui ont fourni les dits meubles ; le nombre et le coût des horloges qui ont été placées dans le dit Palais de Justice, ainsi que le nom de celui qui a fourni les dites horloges.

Votre Comité recommande aussi que le nombre de copies des documents imprimés soit augmenté de 500 en français à 550 et de 600 en anglais à 650.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender de nouveau les actes qui constituent en corporation la cité de *Quebec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée entre l'Université Laval et le gouvernement de cette Province, au sujet d'une subvention.

Et la question étant de nouveau mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

Sur motion de M. *Poupore*, secondé par M. *Deschênes*, (*Témiscouata*),

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance échangée entre les marchands de bois de la province et le Commissaire des Terres de la

Couronne, au sujet de la protection des forêts contre le feu, et pour laquelle \$5,000 ont été votées en l'année 1884.

M. *Tessier* propose, secondé par M. *Boyer*,

Que, attendu que l'histoire nous enseigne que les pays dénudés de leurs forêts sont tombés dans la décadence ;

Et attendu que la science nous démontre que les forêts favorisent l'humidité du climat, déterminent une juste distribution des eaux pluviales, assurent aux rivières de moindre importance un approvisionnement d'eau plus uniforme et préviennent les inondations des rivières plus considérables, lesquelles, en charriant l'humus du sol, lui enlèvent ses substances les plus précieuses et en font définitivement un désert inculte ;

Et attendu que le défaut du système raisonné dans la coupe de nos forêts a déjà produit la rareté des meilleurs bois de construction pour le commerce d'exportation et la consommation locale ;

Attendu que des personnes bien renseignées nous assurent qu'il y a plus de bois de détruit par le feu qu'il n'y en a d'enlevé par nos commerçants ;

Attendu que l'expérience nous démontre que certaines espèces d'arbres peuvent être avantageusement cultivées ;

Attendu que si l'on ne prend certaines mesures pour assurer plus tard aux cultivateurs leur approvisionnement de bois, un grand nombre d'entre eux se trouveront bientôt dans la nécessité d'acheter tout le combustible dont ils ont besoin ;

Attendu qu'il est reconnu que des plantations d'arbres sur une terre ajoutent à la valeur du terrain, donnent de l'ombre au bétail et protègent la récolte, tout particulièrement celle du blé d'automne ;

Attendu que les différents pays d'*Europe* tirent des profits considérables de leurs forêts ;

Et vu l'importance de cette question ;

Il soit *Résolu*, Qu'il est du plus haut intérêt pour le gouvernement de prendre des mesures pour introduire l'étude de la sylviculture qui a produit de si beaux résultats en *Europe* et dans l'*Inde*, afin de permettre à la province de tirer parti de ses forêts et de trouver ainsi moyen d'augmenter ses revenus et de promouvoir systématiquement les intérêts de la colonisation en fournissant au colon une sauvegarde pour l'avenir :—Et la question étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

L'honorable M. *Flynn* propose, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—

1. Copie de la proclamation mettant en force l'acte 45 Victoria, chapitre 13, intitulé : "Acte pour encourager la culture des arbres forestiers."

2. Liste des personnes qui ont obtenu, en vertu de cet acte, des permis d'acquisition de terres publiques, pour avoir planté des arbres forestiers.

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

*Jeudi, 21 Juin, 1888.*

Et la dite motion étant alors mise aux voix, elle est adoptée.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Jeudi, 21 Juin 1888.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De la Société de Bienfaisance des journaliers de navire, à *Québec* ; demandant que le Bill projeté pour abroger l'acte 25 Victoria, chapitre 98, ne soit pas adopté.

M. *Bisson*, du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les Bills pour amender le Code municipal, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les différents amendements à faire au Code municipal, il a l'honneur de les soumettre à votre Honorable Chambre dans un projet de Bill qu'il demande à être ré-imprimé sous No. 72, ayant *E. H. Bisson*, écr., pour promoteur.

Et attendu que votre comité n'a de pouvoirs que d'examiner les projets de loi qui amendent directement le code municipal, et attendu que le Bill relatif à la taxation des meubles est général et s'applique non-seulement aux municipalités fonctionnant sous l'opération du code municipal, mais encore sous l'opération de chartes spéciales, ainsi que des clauses générales des corporations de ville ; en conséquence, votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il n'a pas cru devoir examiner le Bill susdit, et le renvoie à la considération de votre Honorable Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

*Ordonné* Que l'honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 47 Victoria, chapitre 83, concernant les écoles d'industrie.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

*Ordonné*, Que M. *Bisson* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 33 Victoria, chap. 32, concernant la formation des compagnies pour l'empierrement des chemins.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. *Bernatchez* propose, secondé par M. *Pilon*,

Que cette Chambre concoure dans le rapport de la Commission Agricole, mis devant la Chambre, le 17 mai dernier ;

Et un débat s'en suivant ;

*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Sur motion de M. *Hall*, secondé par l'honorable M. *Flynn*,

*Ordonné*, Que l'honoraire payé sur le Bill concernant la Société Evangélique de la Grande Ligne, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Dechene* (*L'Islet*), secondé par M. *David*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie du mémoire du Révérend L. A. *Tremblay*, directeur de l'école d'agriculture de *Sainte-Anne*, contredisant certaines parties du rapport de la Commission agricole.

L'honorable M. *McShane* propose, secondé par M. *David*,

Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant "*The Shamrock Amateur Athletic Association*," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression ;

Et un débat s'en suivant ;

*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Sur motion de l'honorable M. *McShane*, secondé par M. *David*,  
*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill autorisant l'Institut des Artisans de *Montréal*, à emprunter de l'argent sur hypothèque, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill constituant en corporation la congrégation religieuse dite "*The Advent Christian Church*," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill amendant les actes relatifs à la société "*Young Men's Christian Association*, de *Montreal*," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill constituant en corporation "*The Sunday School Union of the Province of Quebec*," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable M. *Robertson*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,  
*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill constituant en corporation "l'Hôpital protestant de *Sherbrooke*," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender l'acte 49-50 *Victoria*, chap. 74, relatif à l'exploitation du gaz combustible en cette province; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Laliberté* fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la troisième fois; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant les répartitions d'église dans les paroisses catholiques romaines de *Montréal*;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Robertson* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit: "Acte concernant les répartitions pour la construction des églises dans les paroisses catholiques romaines de *Montréal*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *Lussier*,—A part les dix mille piastres pour le succès d'une exposition à *Montréal*, le gouvernement a-t-il l'intention de faire réparer les bâtisses de l'exposition, ou bien de forcer la corporation de la ville à les mettre dans le même état qu'elles étaient quand elle en fit l'usage pour les variolés?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Oui, à la demande de l'honorable Commissaires des travaux publics, M. *Adolphe Lévesque* fut chargé d'établir quelles réparations étaient devenues nécessaires aux bâtisses de l'exposition, pour les remettre dans le même état où elles étaient, avant qu'on les ait employées comme hôpital pour les variolés.

Dans un rapport, en date du 18 avril 1887, M. *A. Lévesque* estime à \$2,642.42 la somme nécessaire pour la réparation des batisses sur le terrain de l'exposition.

La corporation de *Montréal* a donné \$2,200.00 pour cette fin, et cet argent est déposé à la Banque du Peuple à *Québec*, au crédit de l'honorable Commissaire des travaux publics.

M. *Cameron*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant auquel il a fait un amendement qu'il soumet à votre honorable Chambre :

Bill incorporant la Compagnie manufacturière de *Chambly*.

M. *Lafontaine*, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants auxquels il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill pour autoriser la consolidation de la dette de la cité de *Montréal*, et pour d'autres fins.

Bill autorisant les Sœurs Grises de l'Hôpital-Général de *Montréal* à vendre un lopin de terre dans la paroisse de *St-Joseph de Chambly*.

Bill amendant les divers actes concernant la constitution en corporation de la cité des *Trois-Rivières*.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que les sommes d'argent payées par les parties qui ont introduit des Bills privés pour traduction et correction des épreuves, et maintenant entre les mains du comptable de l'Assemblée Législative ou qui lui seront payées, par la suite, pour cet objet, soit remises, pour distribution, aux chefs des traducteurs français et anglais, conformément à la pratique suivie depuis 1872.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre qu'à l'avenir, vu les dépenses considérables occasionnées par la législation privée, et la nécessité de faire examiner les Bills privés avec soin, un dépôt de deux cents piastres soit requis au lieu de celui de cent piastres ; et qu'aucun Bill privé ne puisse être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que ce projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, et que le gouvernement soit autorisé à s'assurer, à cette fin, les services temporaires de deux personnes compétentes qui seront payées à même les dépôts susdits.

La Chambre procède à la considération ultérieure des résolutions rapportées, mardi dernier, du comité des subsides, laquelle considération fut alors ajournée ; et les dites résolutions sont de nouveau lues comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons de réforme pour les garçons ; écoles de réforme et d'industrie pour finir l'année ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles des aliénés ; pour termine l'année ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la première et la seconde résolutions,—Elle est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la cinquième résolution,—Elle est résolue affirmativement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill concernant les terres publiques et les bois et forêts, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour demain.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée, mardi dernier, portant,—Que M. l'Orateur quitte le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en Comité des Subsidés ;

Et le débat se continuant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

*Sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie général de fidéi-commis étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, la Chambre se divise ; et les noms étant demandé, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Tessier.—9.</i>
<i>Boyer,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bazinot,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rochoy,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rocheleau,</i>	<i>Trudel.—17.</i>
<i>Forest,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pour amender de nouveau les actes qui constituent en corporation la cité de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie du pont de *Ste. Clothilde de Horton*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Dechene (L'Islet)* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la ville de *Lévis*, refondu par la 36e Vict., chap. 60, et les actes qui les amendent; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *David* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit pris en considération demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant la vente de certains immeubles grevés de substitution en faveur des enfants de *Louis Arthur Zotique Pouliot*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte autorisant la vente de certains immeubles grevés de substitution en faveur des enfants de *Louis Arthur Zotique Pouliot*. "

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour changer les limites du village d'*Arthabaska*; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte changeant les limites du village d'*Arthabaskaville*. "

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Saint-Jean-Chrysostôme*; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.



Le Bill est, en conséquence lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Saint-Chrysostôme*. "

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de *Lachine* et d'*Hochelaga* ; et après ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Tessier* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer de *Lachine* et d'*Hochelaga*, 46 Vict., chap. 100. "

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corporation l'Union des Tailleurs de cuir de *Québec* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill confirmant un bail à loyer passé entre la cité de *Montréal* et l'Hôpital *Royal Victoria* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Baldwin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour régulariser la cléricature de *Aimé Prosper Aquila Pichette* et permettre au Bureau provincial de médecine de l'admettre au nombre de ses membres ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Trudel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill régularisant la cléricature de *Théophile Alexandre* alias *Alexandre Archambeault*, médecin de la paroisse de *Saint-Paul L'Ermite*, comté de l'*Assomption* ; et après avoir ainsi siégé

quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bisson fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant l'acte 36 Victoria, chap. 75, intitulé : " Acte pour incorporer la Compagnie du chemin à macadamiser de la paroisse de *Laprairie* ; " et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Legris fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte accordant certains pouvoirs à la Compagnie de Navigation de la *Cote Sainte-Catherine*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, met devant la Chambre—Réponse à un ordre de la Chambre du 20 juin 1888, pour copie de la correspondance échangée entre l'Université Laval et le Gouvernement de cette province au sujet d'une subvention. (*Documents de la Session*, No. 69.)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 6 juin 1888,—pour 1. Copie de la correspondance échangée entre J. G. Bossé, Ecr., C. R., et substitut de l'honorable Procureur Général, et ce dernier ou tout autre membre du Gouvernement, ou entre le nommé *McDonald* et le dit Procureur Général ou tout autre membre du Gouvernement, touchant la question du renvoi devant des arbitres, de la réclamation du dit *McDonald*, déjà soumise aux tribunaux sur pétition de droit contre le Gouvernement, en rapport avec la construction de la partie *Ouest* du chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

2. Copie de tout ordre en conseil adopté depuis le 1er février 1887, et de toute correspondance, autre que celle ci-dessus mentionnée, au sujet de la pétition de droit du dit *McDonald*, ou la suspension de la procédure en cette cause ou du règlement de cette réclamation. (*Documents de la Session*, No. 70.)

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, mardi dernier, portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) ;

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Desjardins propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Taillon,—“ Que tous les mots après “ Que ”, jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette qu'après avoir obtenu gain de cause contre les corporations commerciales par jugement du Conseil Privé, ce qui assurait au gouvernement une recette d'au moins sept cent mille piastres, après la perception des cent mille piastres reques d'*Ontario* et des cent vingt-cinq mille piastres reques de la cité de *Montréal*, ces trois sommes formant un total de neuf cent vingt-cinq mille piastres, le gouvernement ait persisté à faire, sans nécessité, un emprunt au montant de trois millions et demi de piastres ;

Que cette Chambre regrette aussi que le gouvernement ait conduit d'une manière déplorable et nuisible au crédit de la province les négociations de l'emprunt qu'il a tenté, mais sans succès, de faire sur le marché de *New-York*, l'an dernier ;

Que cette Chambre regrette de plus que le gouvernement ait fait perdre à la province une somme d'au moins cent soixante-quinze mille piastres en vendant les titres du dit emprunt à prix fixe, au lieu de les faire placer sur le marché en fixant le minimum du prix d'émission et en les offrant à la compétition du public."

Et l'amendements étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon.—17</i>
<i>Deschênes, (Témis-</i>	<i>Flynn,</i>		
<i>couata),</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Legrès,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>De Grosbois,</i>			<i>Turcotte.—34.</i>

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le Fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en Comité des subsides.

## (EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cent soixante et neuf piastres et quatre-vingt sept centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général ; pour payer les comptes échus, savoir :

Maison No. 76, rue *Saint-Gabriel*, Montréal, \$1,400.75 ; Maison No. 63, rue *Saint-Gabriel*, Montréal, \$551.00 ; Ecole Normale *Jacques-Cartier*, Montréal, \$5,193.17 ; Ecole Normale *McGill*, Montréal, \$424.95 ; Compte de l'architecte *Lévesque*, \$2,000 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille sept cent vingt-trois piastres et quatre-vingt-quatorze centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de réparations aux palais de justice et aux prisons ; pour payer les comptes échus, savoir :

Prison des femmes, Montréal, \$5,355.43 ; Prison commune, Montréal, \$2,368.51 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux engagements pris par le Département des terres de la Couronne, pour service d'enregistrement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille huit cent quarante piastres et quatre-vingt-treize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux engagements pris pour arpentages, par le Département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du Département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, pour terminer l'année ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

*Vendredi, 22 juin 1888.*

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction des nouveaux édifices du Parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction du nouveau Palais de justice, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

9. *Résolu*, Qu'une somme de quarante-cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la codification des lois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. *Rinfret dit Malouin* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, à la prochaine séance, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Vendredi, 22 juin 1888.

Sur motion de M. *Champagne*, secondé par M. *Legrès*,

*Ordonné*, Que la pétition de *Edouard Honoré Tellier*, demandant un acte autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres, soit référée au comité permanent des ordres permanents ; et que les règles 49 et 57 de cette Chambre soient suspendues pour ce qui a rapport à cette pétition.

Sur motion de l'honorable M. *Blanchet*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité conjoint des deux chambres sur les impressions de la Législature.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill, intitulé : " Acte amendant la charte de la Compagnie du pont de *Windsor et Brompton*."

Bill, intitulé : " Acte pour réduire le quorum de l'Assemblée Législative à quinze membres au lieu de vingt".

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

*Résolu*, 1. Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, vendredi, aujourd'hui, elle soit ajournée à samedi, le 23 courant, à deux heures P. M.

2. Qu'il y ait séance tous les samedis jusqu'à la fin de la session.

3. Que, lorsque cette Chambre s'ajournera samedi, elle soit ajournée à mardi prochain, le 26 courant, à 3 heures P. M., et cela par respect pour la fête nationale des canadiens-français, qui sera célébrée, lundi, 25 courant, ici, à *Québec*.

4. Qu'à partir de mardi, le 26 courant, (inclusivement), jusqu'à jeudi, le 28 courant (inclusivement), il y ait deux séances distinctes, l'une commençant à 3 heures P. M., et finissant à 6 heures P. M., et l'autre commençant à 7½ heures P. M., et allant jusqu'à l'ajournement.

5. Qu'à chaque séance à partir de samedi, le 30 courant inclusivement, jusqu'à la fin de la session, les ordres du gouvernement aient priorité.

M. *Rinfret dit Malouin* rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille cinq cent soixante et neuf piastres et quatre-vingt-sept centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général ; pour payer les comptes échus, savoir :

Maison No. 76, rue *Saint-Gabriel*, *Montréal*, \$1,450.75 ; Maison No. 63, rue *Saint-Gabriel*, *Montréal*, \$551.00 ; Ecole Normale *Jacques-Cartier*, *Montréal*, \$5,193.17 ; Ecole Normale *McGill*, *Montréal*, \$424.94 ; Compte de l'architecte *Lévêque*, \$2,000 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille sept cent vingt-trois piastres et quatre-vingt-quatorze centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de réparations aux palais de justice et aux prisons ; pour payer les comptes échus, savoir :

Prison des femmes, *Montréal*, \$5,355.43 ; Prison commune, *Montréal*, \$2,368.51 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux engagements pris par le Département des terres de la Couronne, pour service d'enregistrement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-deux mille huit cent quarante-quatre piastres et quatre-vingt-treize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux engagements pris pour arpentages, par le Département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du Département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, pour terminer l'année ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante et quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction des nouveaux édifices du parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction du nouveau Palais de justice, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

9. *Résolu*, Qu'une somme de quarante-cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la codification des lois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Et les trois première résolutions étant lues la seconde fois, et la question étant mise aux voix sur chacune séparément,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans chacune des dites résolutions ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La quatrième résolution, étant lue une seconde fois ; et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La cinquième résolution étant lue la seconde fois ; et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La sixième résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

La septième résolution et la suivante ainsi que la neuvième résolution, étant lues la seconde fois ; et la question étant mise aux voix sur chacune séparément, — Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La Chambre en conformité de l'ordre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil Législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements et dépenses contingentes du Conseil Législatif y compris les frais d'impression et de reliure ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur de l'Assemblée Législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-quatre mille cinq cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris les frais d'impression, de reliure etc., ainsi que l'impression des rapports du Secrétaire et du Régistrare de la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'achat de livres pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements, dépenses contingentes, reliure de la bibliothèque de la Législature ; pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1889.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

---

*Sept heures et demie P. M.*

*L'Ordre pour les Bills Privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération du Bill amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la ville de *Levis*, refondu par la 36 Vict., chap. 60 et les actes qui l'amendent, tel qu'amendé en comité général de la Chambre.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. *Girouard*, du comité permanent des Ordres Permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, en conformité à l'ordre de référence de votre Honorable Chambre a examiné de nouveau la pétition de *Edouard Honoré Tellier*, demandant un acte pour autoriser le Barreau de la Province de *Québec* à l'admettre, après examen, au nombre de ses membres et a trouvé que les avis requis avaient été donnés.

*Ordonné*, Que M. *Champagne* ait la permission de présenter un Bill autorisant le Barreau de la province de *Québec* à admettre, après examen, *Edouard Honoré Tellier* au nombre de ses membres.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité Permanent des divers Bills privés.

*Ordonné*, Que la 60ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce Bill.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant les Sœurs Grises de l'Hôpital Général de *Montréal* à vendre un lopin de terre dans la paroisse de *Chambly* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Forest* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte autorisant les Sœurs Grises de l'Hôpital Général de *Montréal* à vendre un lopin de terre dans la paroisse de *Saint-Joseph de Chambly*. "

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant les divers actes concernant la constitution en corporation de la cité des *Trois-Rivières* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill constituant en corporation la Compagnie manufacturière de *Chambly* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Morin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme maintenant en Comité général sur le Bill pour autoriser la consolidation de la dette de la cité de *Montréal* et pour d'autres fins, étant lu ;

M. *Boyer* propose, secondé par M. *Lemieux*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et objection étant faite par M. *Lafontaine* que cette motion n'est pas dans l'ordre parce que : 1. La partie de ce Bill, de la section 12 à 19, n'est pas justifiée par les avis, ou par la pétition ou le préambule ;

2. Les amendements introduits dans le Bill, de la section 12 à 19 sont étrangers au Bill original et n'ont pas de relation (*irrelevant*.)

Sur premier point :

*Faucher*, pages 114, 118, 416.

*Bourinot*, pages 654, 655.

*Todd*, Private Bills, page 32.

Sur second point :

*Bourinot*, page 332.

*Faucher*, pages 314, 316.

3. Suivant *Bourinot*, page 628, "*Notice must clearly and distinctly specify the nature and object of the application.*"

M. l'Orateur déclare qu'il donnera sa décision ultérieurement.

L'honorable M. *Gagnon*, secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 21 mai 1888, demandant : 1. Copie de tous ordres en conseil, requêtes, soumissions, réglemens, rapports et correspondances touchant la construction des ponts en fer.

2. Etat des octrois promis, des sommes déjà payées à même ces octrois et des autres dépenses encourues par le gouvernement en rapport avec la construction des dits ponts.

3. Etat des sommes que les municipalités intéressées se sont engagées à contribuer et qu'elles ont déjà payées pour la même fin. (*Documents de la Session, No. 71.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 juin 1888,—pour copie des contrats faits entre le gouvernement actuel et certains ouvriers relativement aux réparations et aux changements qu'on a fait faire et que l'on continue encore à faire subir au Palais de justice de *Montréal* ; aussi un état donnant le nom des dits ouvriers, le montant des sommes d'argent reçues par eux et des réclamations qu'ils ont encore contre le gouvernement ; avec un détail, dans les deux cas, des ouvrages pour lesquels telles sommes leur ont été payées par le gouvernement, et telles réclamations ont été faites contre le gouvernement. (*Documents de la Session, No. 72.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 5 juin 1888,—pour copie de toutes correspondances échangées avec les gouvernements précédents et celui du jour, à propos de la décoration faite et de la décoration projetée au Palais Législatif, comprenant surtout ce qui touche à la statuaire et à la peinture. (*Documents de la Session, No. 73.*)



Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 13 juin 1888,—pour 1. Copies des instructions adressées par l'honorable Commissaires des terres à *Petrus Gauvreau*, écuier, arpenteur, touchant le cadastre du township de *Douglas* et de *Malbaie* et autres endroits, dans le comté de *Gaspé*.

2. Un état des sommes déjà payées pour les travaux déjà faits par cet arpenteur et de celles que le département des terres aura à payer, quand les travaux qui lui ont été confiés seront terminés.

3. Copie de toute correspondance au sujet de la confection de ce cadastre. (*Documents de la Session, No. 74.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 14 juin 1888,—pour 1. Copie du contrat intervenu entre le gouvernement de cette Province et la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, en date du 4 mars 1882.

2. Copie de la vente de la Section Est du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* à la Compagnie du chemin de fer du Nord, et tous les autres marchés et arrangements intervenus entre la dite Compagnie du chemin de fer du Nord et la Compagnie du chemin de fer du Grand Tronc du *Canada*, et entre celle-ci et la dite Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique. (*Documents de la Session, No. 75.*)

La Chambre se reforme en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des lois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement des employés du Bureau du Greffier en loi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Bureau du Greffier en loi, y compris le traitement d'un commis pendant la session ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication des *Debats de la Législature* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille six cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements, crédit demandé ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et sept mille cinq cent soixante et dix piastres et quatre-vingt-dix huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille treize cent seize piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses pour traitements et dépenses contingentes du juge des Sessions de la Paix, *Québec*, et des magistrats de police, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-quatre mille quatre cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour prisons de réforme pour les garçons, écoles de réforme et d'industrie, orphelinat agricole ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : Cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le Fonds de l'Education supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat de livres, écrits et publiés dans la province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$6,000 seront payés à même cette part du dit Fonds à l'Ecole Polytechnique, moins cinq pour cent, sur la part assignée à l'Education Supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'Association Provinciale des Instituteurs et \$500 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour *High Schools*, *Quebec* et *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux *High Schools* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques ; cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu chaque année pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille huit cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs en retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école des sourds et muets, dont \$200 pour *Sainte-Marie, Beauce* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école des sourds et muets, *Mile End, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école des sourds muets, *Sœurs de la Providence, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction Publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au journal, "*L'Enseignement Primaire*" ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889,

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à S

---

Majesté, comme une aide au congrès des inspecteurs d'écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de l'*Ile Perrot, Vaudreuil*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs SS. Noms de Jésus et de Marie, *Saint-Barthélemi*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège *Sainte-Geneviève, Jacques-Cartier*, subvention définitive remplaçant l'allocation annuelle ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège *Saint-Rémi, Napierville*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de *Marieville, Rouville*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la ville de *Saint-Henri, Montréal*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent *Sainte-Anne de Saint-Félix de Valois, Joliette*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie commerciale, *Beauharnois*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège Commercial, à *Roxton*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de *St. Cyprien*, comté de *Napierville*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de *Saint-Norbert*, comté de *Berthier*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de *Joliette*, pour construction d'une annexe pour un cours commercial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Saint-Jean Baptiste de *Roxton*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères Maristes, *Upton*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège Commercial, *Varennnes*, reconstruction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial, *Terrebonne*, reconstruction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté,

---

comme une aide au collège de *Chicoutimi*, construction, \$4,000 en 4 paiements égaux et annuels (1er paiement) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de distribution des lois scolaires annotées aux commissaires et syndics d'écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription, impression et distribution des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Ecole de navigation de *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement aux sciences naturelles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Carabiniers de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien de *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société littéraire et historique de *Quebec*, pourvu que cette société remette, d'ici au mois d'août 1888, au Secrétaire de la Province toutes archives en sa possession, pour être considérées comme archives publiques ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie de Musique, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Géographie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil des arts et métiers, y compris l'enseignement des arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la mise à effet des dispositions de l'acte des manufactures de *Quebec*, 48 V., c. 32 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

Résolutions à rapporter.

---

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le Rapport soit reçu demain

M. *Boyer* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET REPONSES.

Par M. *Lemieux*,—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer des conférenciers agricoles qui donneront chaque année, des lectures agricoles aux cercles agricoles ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Oui, autant que possible.

Par M. *Casgrain*,—Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions pour la fourniture des gazeliers au nouveau Palais de justice de *Quebec* ?

2. Si oui, quand et dans quels journaux la demande de soumissions a-t-elle été faite ?
3. En a-t-il demandé pour la pose des dits gazeliers ?
4. Si oui, dans quels journaux et à quelle date ?
5. En a-t-il demandé pour les horloges du dit Palais de justice ?
6. Si oui, dans quels journaux et à quelle date ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—Il n'y a pas eu de demande de soumissions. La commande des gazeliers a été donnée à la maison qui avait fait la tuyauterie. Il n'y a pas eu non plus de demande de soumissions pour les horloges.

Par l'honorable M. *Taillon*,—M. *F. A. Quinn*, est-il employé par le gouvernement ou par l'Assemblée Législative de cette province ?

- Depuis quand ?  
Quels sont ses devoirs ?  
Quel est son traitement ?  
Combien a-t-il reçu jusqu'aujourd'hui ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—1. Par le gouvernement.  
2. Depuis le 12 juillet 1887.  
3. Ils sont, d'aider à M. *Oliver*, dans la partie anglaise des statuts refondus.  
4. Il reçoit \$10.00 par jour.  
5. \$3,590.00.

Par l'honorable M. *Taillon*,—1. Quels sont ceux qui ont travaillé à la refonte de nos statuts depuis le premier février 1887 ?

2. A quelle date chacun d'eux a-t-il commencé à travailler ?
3. Combien a-t-il été payé à chacun d'eux par le gouvernement ?
5. Quel est le salaire de chacun d'eux ?
4. Quels sont ceux qui sont encore employés à ce travail ?
6. Combien de temps encore seront-ils employés à ce travail ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—1. Les honorables MM. *Mercier*, *Turcotte*, *Lynch*, *Flynn*, *Blanchet*, et MM. *Fontaine*, *Lareau*, *Robidoux*, *Quinn*, *DeCazes*, *Martin*, *Pariseau*, *Oliver*, *Lindsay*, *Buies*, *Duquet*, *Jordan*.

2. Les membres de la commission de révision à *Tadousac*, ont commencé à travailler le 12 juillet 1887.

Messieurs *Lindsay*, le 25 novembre 1887.

- “ *Buies*, le 2 avril 1888.  
“ *Duquet*, le 28 mars 1888.  
“ *Jordan*, le 28 mars 1888.

3. Les Honorables Messieurs	<i>Turcotte</i> ,	\$ 225 00
“	<i>Lynch</i> ,	224 00
“	<i>Blanchet</i> ,	224 00
“	<i>Flynn</i> ,	65 00

---

Messieurs	<i>Lareau,</i>	224 00
"	<i>Robidoux,</i>	225 00
"	<i>Fontaine,</i>	600 00
"	<i>Martin,</i>	1,549 99
"	<i>DeCazes,</i>	120 00
"	<i>Pariseault,</i>	131 34
"	<i>Oliver,</i>	1,249 34
"	<i>Lyndsay,</i>	600 00
"	<i>Jordan,</i>	167 50
"	<i>Duquet,</i>	172 00
"	<i>Roy,</i>	100 00

4. MM. *Quinn, Pariseault, Oliver, Lindsay, Duquet, Jordan.*

5. Messieurs *Quinn,* \$10 00 par jour.

" *Pariseault,* sans salaire.

" *Oliver,* "

" *Lindsay,* "

" *Duquet,* 2 00 par jour.

" *Jordan,* 2 50 "

6. Le temps nécessaire pour terminer l'ouvrage, mais qui ne devra pas durer plus de deux mois après la prorogation des chambres.

Par l'honorable M. *Taillon*,—1. Combien le gouvernement de cette province a-t-il payé à M. *Charleson* depuis le 1er février 1887 jusqu'au 30 juin 1887 ?

2. Quelles étaient les conditions de paiement ? Était-il payé à tant par jour ou autrement ?

3. Quelles étaient ses fonctions ?

4. A-t-il été employé depuis le 1er juillet 1887 ?

5. Pendant combien de temps ?

6. À quoi ?

7. Combien le gouvernement lui a-t-il payé, tant pour salaire que pour frais de voyage ?

8. Quelles sont les conditions de paiement, est-ce tant par jour ou autrement ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Les six premiers items de l'état ci-joint indiquent ce que *Charleson* a reçu depuis le 1er février 1887, jusqu'au 30 juin (ou 13 juillet) 1887.

Le reste indique ce qu'il a reçu depuis.

Les conditions de paiements étaient de \$5.00 par jour de salaire et \$4.00 par jour pour dépenses.

Les paiements ont été faits pour services spéciaux.

*Charleson* a été payé depuis le 1er juillet 1887, pour 131 jours de salaire et pour 62 jours de dépenses.

Depuis le 17 juillet 1887, jusqu'à ce jour, il a reçu en tout \$943.00.

Les trois derniers items ont été payés pour l'inspection des travaux de colonisation dans le comté d'*Ottawa* et dans le comté de *Terrebonne*, à la demande du département de l'agriculture et de la colonisation.

Quant aux autres items, les instructions ne venaient pas du département de l'agriculture et colonisation.

## ETAT des sommes payées à J. B. Charleson.

Reçus.		\$ cts.	\$ cts.
9559 et 9563	Compte du 1er au 20 mars 1887 :		
	19 jours de salaire à \$5.....	95 00	
	10 jours de frais de voyage à \$4.....	40 00	185 00
9564 et 9573	Compte du 20 mars au 13 avril 1887 :		
	25 jours de salaire à \$5.....	125 00	
	12 jours de frais de voyage à \$4.....	48 00	173 00
9582	Compte du 14 avril au 25 avril 1887 :		
	11 jours de salaire à \$5.....	55 00	55 00
9628 et 9637	Compte du 26 avril au 23 mai 1887 :		
	28 jours de salaire à \$5.....	140 00	
	12 jours de frais de voyage à \$4.....	48 00	188 00
9658 et 9671	Compte du 24 mai au 20 juin 1887 :		
	28 jours de salaire à \$5.....	140 00	
	9 jours de frais de voyage à \$4.....	36 00	176 00
9708	Compte du 22 juin au 13 juillet 1887 :		
	21 jours de salaire à \$5.....	105 00	
	19 jours de frais de voyage à \$4.....	76 00	181 00
9741	Compte du 13 juillet au 8 août 1887 :		908.00
	26 jours de salaire à \$5.....	130 00	
	21 jours de frais de voyage à \$4.....	84 00	214 00
9743 et 9788	Compte du 8 au 26 août 1887 :		
	18 jours de salaire à \$5.....	90 00	
	19 jours de frais de voyage à \$4.....	76 00	166 00
9870	Compte du 26 août au 19 septembre 1887 :		
	24 jours de salaire à \$5.....	120 00	
	22 jours de frais de voyage à \$4.....	88 00	208 00
9984	Compte du 20 septembre au 14 octobre 1887 :		
	25 jours à \$4.....	100 00	100 00
10192 et 10256	Compte du 9 novembre au 3 décembre 1887 :		
	25 jours à \$5.....	125 00	125 00
	Réquisition de M. H. A. Turgeon.....	50 00	
10313	do do do.....	50 00	
10315	do do do.....	30 00	130 00
10318			
	Total payé.....		1851 00

Quebec, 20 juin 1888.

A. M. D'ESCHAMBAULT,  
Comptable.

Par M. *Duplessis*.—M. *P. E. Vézina*, de la cité de *Trois-Rivières*, est-il employé du gouvernement ?

Quelle est la nature de son emploi ?

Combien a-t-il retiré pour ses services depuis sa nomination jusqu'à ce jour ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—*P. E. Vézina*, depuis le 7 juillet 1887 à 3.00 par jour, copie des régis res de la cour du Banc de la Reine, qui s'en allaient en ruine ; a reçu \$825.00.

Par M. *Duplessis*.—M. *Joseph Reynar*, de la cité de *Trois-Rivières*, a-t-il, depuis le 1er février 1887, quel qu'emploi du gouvernement ? Si oui, quelle est la nature de cet emploi et quelles sommes a-t-il retiré jusqu'à ce jour pour ses services ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—M. *Raynar*, homme d'une grande expérience, a été nommé surintendant garde-forestier en vertu du nouveau système de mesurage du bois, le 28 janvier 1888, à \$5 par jour.

Par M. *Duplessis*.—M. *George Lupien*, de la cité de *Trois-Rivières*, est-il employé du gouvernement ? Si oui, qu'elle est la nature de son emploi, quelle est son salaire et combien a-t-il retiré pour ses services depuis sa nomination jusqu'à ce jour ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—*L. G. Lupien*, pour faire les index des documents du bureau du protonotaire à \$2.50 par jour, recommandé par le protonotaire.

A reçu \$612.50

Par M. *Duplessis*.—Le docteur *J. E. Badeaux*, de la cité des *Trois-Rivières*, médecin de la prison, a-t-il eu une augmentation de salaire ? Si oui, quelle est cette augmentation et quand a-t-elle été ordonnée ?

2o. Le gouvernement a-t-il nommé un assistant comme médecin de la prison ? Si oui, quel est cet assistant et quel est son salaire ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—Le Dr. *J. E. Badeaux*, nommé par ordre en conseil No. 301 du 6 juillet 1887, avec un salaire de \$300 par année en remplacement de *G. Badeaux*, décédé, lequel avait seulement \$222.20 par année.

Il n'a pas d'assistant.

Par l'honorable M. *Taillon*.—1o. Combien a coûté jusqu'à présent, la commission nommée pour s'occuper des asiles d'aliénés ?

2o. Combien coûtera-t-elle encore ?

3o. Combien chacun des membres de la commission, y compris les secrétaires, a-t-il reçu ?

4o. Quel est le montant probable qui devra être payé à chacun d'eux ?

5o. Quelles sont les conditions de paiement ; est-ce tant par jour ou autrement ?

6o. Quand aurons-nous le rapport de cette commission ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—1o. Les dépenses ne sont pas encore connues.

2o. Ce sera connu quand les travaux seront finis.

3o. Les salaires ne sont pas encore fixés.

4o. Ce sera décidé plus tard.

5o. Même réponse.

6o. Bientôt.

Par l'honorable M. *Taillon*.—1o. Qui était gardien des édifices et du terrain de l'exposition à *Montréal*, le 1er février, 1887 ?

2o. Quel était son salaire ?



30. Pourquoi a-t-il été renvoyé du service ?
40. Par qui a-t-il été remplacé ?
50. Quel est le salaire de celui ou de ceux qui le remplacent.

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—10. Le 1<sup>er</sup> février, *Louis Bourguignon* dit *Collerette*, était le gardien des édifices et des terrains de l'exposition à *Montréal*.

20. Le salaire de *Bourguignon* était de \$7.50 par semaine et il était logé.

30. *Bourguignon* a été renvoyé du service pour cause juste et raisonnable.

40. Par un nommé *Vallières* et par *André Curry*, ce dernier a été nommé pour aider à faire la surveillance la nuit à cause du danger du feu.

50. *Vallières* reçoit un salaire de \$7.50 par semaine et son logement, *André Curry* a un salaire de \$2.00 par jour, mais son occupation devait cesser le 1<sup>er</sup> mai 1888.

Par M. *Faucher de Saint Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement de faire distribuer parmi nos cultivateurs une importante étude pour notre pays, intitulée : "*Mémoire sur les chevaux de l'Amérique du Nord, Etats-Unis et Canada*," par le général baron *Favert de Kerbreck* ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—La question est sous la sérieuse considération du gouvernement.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion proposée, jeudi dernier,—Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill incorporant "*The Shamrock Amateur Athletic Association*," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Et la question étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

Sur motion de l'honorable M. *Duhamel*, secondé par l'honorable M. *Gagnon*,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill refondant l'acte constituant en corporation la Société *Saint-Jean-Baptiste* de la ville *Saint-Jean*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Boyer*, secondé par M. *Lemieux*,

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill amendement l'acte 23 Victoria, chap. 136, des statuts de la ci-devant Province du *Canada*, concernant la Communauté des Filles de *Sainte-Anne*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Spencer*, secondé par M. *Baldwin*,

Ordonné Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill détachant du canton de *Stanbridge* et l'érigeant en municipalité distincte, la paroisse de *Stanbridge Station*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 2 heures P. M., demain.

---

Samedi, 23 Juin 1888.

2 heures P. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *de Grosbois*,—la pétition de Messieurs *Dobell, Beckett & Cie.*, de la cité de *Quebec*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, sans amendements :

Bill intitulé : "Acte pour régulariser la cléricature de *Prosper Onésime Lauzon*."

Bill intitulé : "Acte constituant les cantons de *Guigues*, *Duhamel* et *Laverlochère*, dans le comté de *Pontiac*, en une municipalité jouissant des pouvoirs d'un conseil de comté."

Bill intitulé : "Acte constituant en corporation l'Hôpital protestant de *Sherbrooke*."

Bill intitulé : Acte autorisant la Compagnie "*The Standard Life Assurance Company*" à poursuivre et à être poursuivie et à acquérir et posséder des immeubles sous le nom de "*The Standard Life Assurance Company*,"

Bill intitulé : "Acte pour augmenter le capital de la Compagnie Canadienne de caoutchouc de *Montréal*."

Aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte accordant une rémunération aux exécuteurs testamentaires de feu *John Pratt*."

Bill intitulé : "Acte constituant en corporation "*The Portage-du-Fort and Bristol Branch Railway Company*."

Bill intitulé : "Acte refondant et amendant l'Acte 12 Victoria, chapitre 149, qui constitue en corporation l'Association *St. Jean-Baptiste de Montréal*."

Bill intitulé "Acte constituant en corps politique et société "*The Forest and Stream Club*."

Bill intitulé : "Acte refondant l'acte qui constitue en corporation la Société *St. Jean-Baptiste* de la ville de *St-Jean*" (31 Victoria, chap. 50.)"

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte refondant et amendant l'acte 12 Vict., ch. 149, constituant en corporation l'association *Saint-Jean-Baptiste* de *Montréal*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte refondant l'acte d'incorporation de la société *Saint-Jean-Baptiste* de la ville de *Saint-Jean*, (31 Vict., chap. 50)", lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *Portage du Fort* et de l'embranchement de *Bristol*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements fait par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte constituant en corps politique et société "*The Forest & Stream Club*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour accorder une rémunération aux exécuteurs testamentaires de la succession *John Pratt*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par M. *Shehyn*,

*Résolu*, Que les ordres du gouvernement aient préséance, jeudi prochain, et que les résolutions relatives au règlement de la question des " biens des Jésuites " aient priorité sur les ordres du jour ce jour-là.

M. *Lafontaine*, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le quinzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill autorisant le Barreau de la province de *Québec* à admettre, après examen, *Edouard Honoré Tellier*, au nombre de ses membres, et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill autorisant le Barreau de la Province de *Québec* à admettre, après examen, *Edouard Honoré Tellier* au nombre de ses membres ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Casgrain* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill intitulé : " Acte des médecins vétérinaires, 1888," étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit renvoyé à un Comité spécial composé de M. *Casgrain*, M. *McIntosh*, M. *Tessier*, M. *Lussier*, M. *de Grosbois*, et M. *Owens*, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte 49-50 Vict., chap. 33, concernant les aspirants à l'étude et à l'exercice des professions libérales qui ont pris part à l'expédition du *Nord-Ouest*, en 1885 ;

M. *Lafontaine* propose, secondé par M. *Cardin*, que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour mardi prochain.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *LeBlanc*,—M. *Obalski* est-il employé par le gouvernement de cette province ? Depuis quand ?

Quels sont ses devoirs ?

Quel est son traitement ?

Combien a-t-il reçu jusqu'aujourd'hui ?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*,—1. M. *Obalski* est ingénieur des mines de la province de *Quebec*.

2. Depuis le mois de novembre 1881, en vertu d'un arrêté du conseil, en date du 17 décembre 1881.

3. L'étude des ressources minérales de la province.

4. Son traitement a été de \$2,000 par an, du mois de novembre 1881 jusqu'au 3 juillet 1886.

5. Du 3 juillet 1886 au 1er juillet 1887, M. *Obalski* n'a pas reçu de salaire. Il lui était accordé \$10 par jour et ses dépenses de voyage chaque fois qu'il était appelé à faire quelque étude spéciale.

6. Payé comme salaire, \$6,166.67.

7. Comme dépenses de voyages \$2,440.75.

8. Du 3 juillet 1886 au 1er juillet 1887, il a reçu comme salaire \$10 par jour et ses dépenses de voyage, savoir \$1,442.65 qui lui ont été payées par le département des Terres de la Couronne. Il a été nommé de nouveau, le 18 avril 1888, à son ancien salaire de \$2,000 à dater du 1er juillet 1887, mais ce salaire comprend ce qui peut lui avoir été payé comme dépenses de voyage et salaire (de \$10 par jour) auxquels il aurait pu avoir droit depuis cette époque.

Par l'honorable M. *Taillon*,—Le gouvernement a-t-il, depuis le 1er février 1887, payé quelque somme d'argent à la Compagnie du chemin de fer de *Montreal* et *Sorel*, ou lui a-t-il fait des avances quelconques, ou lui a-t-il donné des lettres de garantie ou procuré quelque avantage ? Si oui, par quelle autorité ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—A la première et à la deuxième parties de la question : " Non. " Et à la dernière partie : " Une lettre a été adressée le 6 août 1887 à MM. R. *Prefontaine*, F. X. *Choquette* et C. N. *Armstrong*, à titre de fidéi-commissaires (*trustees*) de la Compagnie du chemin de fer de *Montreal* et *Sorel*, dans laquelle le gouvernement s'engageait à émettre à la session, alors prochaine de la Législature, une mesure à l'effet d'accorder à cette compagnie une subvention de \$2,500 par mille entre *Sorel* et *Saint-Lambert*, sur une distance n'excédant pas 45 milles, pourvu que cette somme fut employée : 1. Au paiement des montants qui pourraient être dûs pour droit de passage et pour gages aux ouvriers qui ont travaillé au chemin, et aux autres personnes qui ont fourni des matériaux pour sa construction, et 2. à l'achat du matériel roulant et à l'achèvement et équipement de ce chemin ; cette somme ne devant être payée que sous le contrôle du gouvernement, et lorsque ce dernier serait satisfait que les conditions ci-dessus ont été remplies.

Par l'honorable M. *Taillon*,—Le gouvernement a-t-il, depuis le 1er février 1887, payé quelque sommes d'argent à la Compagnie du chemin de *Montreal* et *Lac Maskinongé*, ou lui a-t-il fait des avances quelconques, ou lui a-t-il donné des lettres de garantie ou procuré quelque avantage ? Si oui, par quelle autorité ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—A la première et à la deuxième parties de la question : " Non, " et à la dernière partie : " Le 25 juillet 1887, une lettre a été adressée par moi-même à M. C. *Beausoleil*, président de la compagnie, l'informant que le gouvernement soumettrait une mesure à la session, alors prochaine de la Législature, pour accorder à la compagnie une subvention de \$5,000.00 par mille, sur une distance de dix milles entre *Saint-Félix de Valois* et *Saint-Gabriel de Brandon*. En outre il a été passé un ordre en conseil, sous le No 211, le 4 avril 1888, à l'effet d'accorder à la compagnie pour un terme de 7 ans, la garantie additionnelle d'intérêt par le gouvernement, autorisé par l'acte 47 *Victoria*, chap. 70, sur dépôt fait en banque au crédit du gouvernement du montant requis.

---

Sur motion de l'honorable M. *Blanchet*, secondé par M. *Hall*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Un état détaillé des biens appelés Biens des Jésuites et dont le gouvernement a pris possession en 1800.

2. Le montant des revenus de ces biens depuis 1800.

3. Les frais de perception.

4. L'emploi de ces revenus.

5. Les sommes votées ou accordées pour l'éducation supérieure en cette province depuis 1800.

6. Les montants accordés pour l'éducation protestante et ceux accordés pour l'éducation catholique.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, secondé par l'honorable M. *Blanchet*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de tout arrêté du Conseil Exécutif, de toute correspondance, et de tous écrits généralement, se rattachant à la vente par le gouvernement, à M. *Evangeliste Beausoleil*, des lots 16 et 17 du 13<sup>e</sup> rang de *Brandon*.

Sur motion de M. *Hall*, secondé par M. *Poupore*,

*Résolu*, Qu'une humble Adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Un état indiquant le nombre d'enquêtes faites par les coroners depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1883, dans les districts de *Montréal*, et de *Quebec*, le nom du coroner, le nom de la personne sur le corps de laquelle l'enquête a été faite, la cause de mort, le lieu et la date de l'enquête, le verdict du jury et de toutes suggestions ou recommandations.

*Ordonné*, Que les dites Adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, secondé par l'honorable M. *Blanchet*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état des sommes dépensées dans le comté de *Champlain*, à même les fonds votés pour la colonisation, dans la session de 1887 ; avec mention des travaux pour lesquels des paiements ont été faits, de la localité où ces travaux ont été faits, du nom des conducteurs de ces travaux, du coût de ces travaux, séparément ; avec copie des rapports de tels conducteurs, des listes de paie, et de tous écrits concernant l'emploi des sommes dépensées.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état des sommes dépensées dans le comté de *Dorchester*, à même les fonds votés pour la colonisation, dans la session de 1887 ; avec mention des travaux pour lesquels des paiements ont été faits, de la localité où ces travaux ont été faits, du nom des conducteurs de ces travaux, du coût de ces travaux, séparément ; avec copie des rapports de tels conducteurs, des listes de paie, et de tous écrits concernant l'emploi des sommes dépensées.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état des sommes dépensées dans le comté de *Huntingdon*, à même les fonds votés pour la colonisation dans la session de 1887 ; avec mention des travaux pour lesquels des paiements ont été faits, de la localité où ces travaux ont été faits, du nom des conducteurs de ces travaux, du coût de ces travaux, séparément ; avec copie des rapports de tels conducteurs, des listes de paie, et de tous écrits concernant l'emploi des sommes dépensées.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill réglementant les cotisations d'églises dans les paroisses catholiques romaines de *Montréal*, en ce qui concerne les paroisses nationales, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

---

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Lussier*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill refondant et amendant l'acte 12 Vict., chap. 149, constituant en corporation l'Association *Saint-Jean-Baptiste de Montréal*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour constituer en corporation l'Union *Saint-Joseph de Saint-Henri*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Rocheleau*, secondé par M. *Forest*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill constituant en corporation les Frères de l'Instruction Chrétienne, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Murphy*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill constituant en corporation "Les Petites Sœurs des Pauvres," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shshyn*,

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans la quatorzième rapport du comité permanent des divers Bills Privés.

*Ordonné*. Que M. *Bourbonnais* ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 1334 et 1335 du Code de procédure civile, et la section 14 de l'Acte 48 Vict., chap. 20.

Il présente, en conséquence, le dit Bill de la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au Comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'Ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour abroger l'Acte 25 Victoria chapitre 98, étant lu ;

Le Bill est en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit renvoyé à un comité spécial composé de M. *de Grosbois*, M. *Nantel*, M. *Boyer*, M. *Gladu*, M. *LeBlanc*, M. *Poupore*, et M. *Lafontaine* ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à mardi prochain.

---

## Mardi, 26 juin 1888.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :

De Messieurs *Dobell*, *Beckett* et Cie, de la cité de *Québec* ; demandant que le Bill pour abroger l'Acte 25 Victoria, chapitre 98, devienne loi.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte concernant la nomination d'un président du Conseil Exécutif de la province."

Bill intitulé : " Acte validant certaines procédures non contentieuses sur lesquelles les timbres requis par la loi n'ont pas été apposés par feu *P. J. U. Beaudry*, protonotaire du district de *Beauharnois*."

Bill intitulé : " Acte amendant l'acte 48 Victoria, chapitre 32, concernant la protection de la vie et de la santé des personnes employées dans les manufactures."

Bill intitulé : " Acte amendant l'acte 43-44 Victoria, chapitre 43, relatif aux chemins de fer."

Bill intitulé : " Acte concernant les statuts refondus de la province de *Québec*."

L'honorable *M. Mercier* propose, secondé par l'honorable *M. Turcotte*,—Qu'à partir de samedi, le 30 courant, inclusivement, il y ait chaque jours trois séances distinctes, l'une commençant à onze heures de l'avant-midi et finissant à une heure de l'après-midi la seconde commençant à 3 heures P. M., et finissant à 6 heures P. M., et la troisième commençant à 7 heures et demie P. M., et allant jusqu'à l'ajournement.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable *M. Taillon*, secondé par l'honorable *M. Flynn*,  
*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

*M. Boyer* rapporte, du Comité des subsides, diverses résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil Législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements et dépenses contingentes du Conseil Législatif, y compris les frais d'impression et de reliure ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur de l'Assemblée Législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-quatre mille cinq cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de traitements et dépenses contingentes de l'Assemblée Législative, y compris les frais d'impression, de reliure etc., ainsi que l'impression des rapports du Secrétaire et du Régistrare de la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'achat de livres pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements, dépenses contingentes, reliure de la bibliothèque de la Législature ; pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1889.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des lois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement des employés du Bureau du Greffier en loi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Bureau du Greffier en loi, y compris le traitement d'un commis pendant la session ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la publication des *Debats de la Législature* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille six cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements, crédit demandé ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent soixante et sept mille cinq cent soixante et dix piastres et quatre-vingt-dix huit centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille treize cent seize piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses pour traitements et dépenses contingentes du juge des Sessions de la Paix, *Québec*, et des magistrats de police, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-quatre mille quatre cent cinquante-deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour prisons de réforme pour les garçons, écoles de réforme et d'industrie, orphelinat agricole ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : Cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le Fonds de l'Education supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat de livres, écrits et publiés dans la province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$6,000 seront payées à même cette part du dit Fonds à l'Ecole Polytechnique, moins cinq pour cent, sur la part assignée à l'Education Supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'Association Provinciale des Instituteurs et \$500 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour *High Schools*, *Quebec* et *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux *High Schools* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques ; cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu chaque année pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa



Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-neuf mille huit cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs en retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école des sourds et muets, dont \$200 pour *Sainte-Marie, Beauce* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école des sourds et muets, *Mile End, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école des sourds muets, *Sœurs de la Providence, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'Instruction Publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au journal, "*L'Enseignement Primaire*" ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au congrès des inspecteurs d'écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de l'*Ile Perrot, Vaudreuil*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs SS. Noms de Jésus et de Marie, *Saint-Barthélemi*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège *Sainte-Geneviève, Jacques-Cartier*, subvention définitive remplaçant l'allocation annuelle ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège *Saint-Rémi, Napierville*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de *Marieville, Rouville*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la ville de *Saint-Henri, Montréal*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent *Sainte-Anne de Saint-Félix de Valois, Joliette*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie commerciale, *Beauharnois*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège Commercial, à *Roxton*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de *St. Cyprien*, comté de *Napierville*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de *Saint-Norbert*, comté de *Berthier*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de *Joliette*, pour construction d'une annexe pour un cours commercial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Saint-Jean Baptiste de *Roxton*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères Maristes, *Upton*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège Commercial, *Varenes*, reconstruction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial, *Terrebonne*, reconstruction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au collège de *Chicoutimi*, construction, \$4,000 en 4 paiements égaux et annuels (1er paiement) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de distribution des lois scolaires annotées aux commissaires et syndics d'écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription, impression et distribution des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Ecole de navigation de *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement aux sciences naturelles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Carabiniers de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien de *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société littéraire et historique de *Quebec*, pourvu que cette société remette, d'ici au mois d'août 1888, au Secrétaire de la Province toutes archives en sa possession, pour être considérées comme archives publiques ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie de Musique, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Géographie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil des arts et métiers, y compris l'enseignement des arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la mise à effet des dispositions de l'acte des manufactures de Québec, 48 V., c. 32 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

La première résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

La seconde résolution, étant lue la seconde fois, et la question étant mise aux voix, —Que la Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La troisième résolution et les suivantes ainsi que la douzième résolution étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix, —Que la treizième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, —Que cette Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Turcotte.—32.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon.—19.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>	

Ainsi, la question est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix, —Que la quatorzième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, —Que cette Chambre concoure avec le Comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

<i>Bazinet,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Turcotte.—32.</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Taillon.—18.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>		

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que la quinzième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement. La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs.

<i>Bazinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre.</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte,—33</i>
<i>De Grosbois,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>ture),</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon.—18.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Picard,</i>	

Ainsi, la question est résolue affirmativement.

La seizième résolution, étant lue la seconde fois, la considération en est ajournée.

La dix-septième résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que la dix-huitième résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois, et adoptée.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Bazinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret</i>	<i>Turcotte.—33.</i>
<i>De Grosbois,</i>			

CONTRE :

Messieurs.

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Taillon.—18</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>		

Ainsi, la question est résolue affirmativement,

La dix-neuvième résolution et les suivantes ainsi que la trente-troisième résolution, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et alors la Chambre s'ajourne.

*Sept heures et demie P. M.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour permettre la tenue et l'exploitation d'une certaine traverse (passage d'eau) sur la rivière *Yamaska*, dans la paroisse *Saint-Michel* d'*Yamaska*, comté d'*Yamaska* "

Bill intitulé : " Acte amendant le statut 46 Vict., ch. 82, constituant en corporation la ville d'*Hochelaga*, maintenant la ville de *Maisonneuve*. "

M. *Boyer*, du comité spécial sur le Bill pour abroger l'acte 25 Victoria, chapitre 98, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi *Arthur Boyer*, écrivain, pour son président et qu'il recommande de plus que son quorum soit réduit à quatre membres.

Votre comité a décidé, que, jeudi, le 28 juin courant, il se réunira pour entendre les parties intéressées.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour permettre la tenue et l'exploitation d'une certaine traverse (passage d'eau), sur la rivière *Yamaska*, dans la paroisse de *Saint-Michel* d'*Yamaska*, comté d'*Yamaska*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif, au Bill intitulé : "Acte amendant le statut 46 Vict., ch. 82, constituant en corporation la ville de *Hochelaga*, maintenant la ville de *Maisonnette*," lesquels sont lus deux fois.

*Ordonné*, Que la considération ultérieure des dits amendements soit remis à demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill amendement l'acte 43-44 Victoria, chapitre 62, intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte incorporant la ville de *Saint-Jean* et les divers actes qui l'amendent" ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Bernatchez* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe, et que le titre soit : "Acte amendant le chapitre 62 de l'acte 43-44 Victoria, intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte incorporant la ville de *Saint-Jean* et les actes l'amendant, et l'acte 44-45 Vict., chap. 74, intitulé : "Acte pour amender la charte de la ville de *Saint-Jean*" (43-44 Vict., chap. 62)."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le Bill pour autoriser la consolidation de la dette de la cité de *Montréal* et pour d'autres fins, étant lu ;

M. l'Orateur, sur l'objection soulevée par M. *Lafontaine*, vendredi dernier, le 22 courant, à la motion, décide comme suit :

"La question qui m'est soumise touche à des procédures d'une application journalière et d'une grande importance, puisqu'elles peuvent affecter les biens et les droits acquis des particuliers ; c'est pourquoi j'ai cru devoir indiquer un peu longuement les règles et usages parlementaires qui gouvernent la matière, en citant les autorités à l'appui.

La règle 51e de cette Chambre dit, que toute demande de bills privés . . . autorisant de faire quoique ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété individuelle . . . doit être précédée d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande. *Todd*, dans son ouvrage sur la *Législation Privée* (page 38) pose cette règle dans les mêmes termes et il ajoute, (p. 40) qu'elle s'applique à toutes demandes "qui pourraient en toute possibilité compromettre les droits ou intérêts des tiers." *Bourinot* est du même avis (page 628). Je trouve encore dans l'ouvrage de *Todd*, plus haut cité, les passages suivants : "Pour juger de la suffisance d'un avis soumis à son examen, le comité "des ordres permanents en compare le texte avec celui de la pétition, et toute variante ou

“ omission importante dans l'avis est fatale, soit à la mesure entière, soit à quelques-unes de ses dispositions.” (page 48).

“ S'il est constaté que l'avis est couché en termes trop généraux, ou s'il n'y est pas fait mention de certaines matières contenues dans la pétition et qui y doivent être spécifiquement indiquées, il est dressé un rapport spécial des faits, et les intéressés sont restreints, quant aux détails du bill, aux termes de l'avis ; ou, si l'on permet que les matières ainsi omises soient insérées dans le bill, on doit y insérer une disposition à l'effet de protéger toutes les parties dont les droits pourraient être compromis par l'absence d'un avis spécifique.” (pages 49 et 50.)

“ Le Comité des Bills Privés est soumis à toutes ces restrictions, et si quelques dispositions d'un bill lui paraissent excéder les pouvoirs et privilèges indiqués dans l'avis, il en est fait un rapport spécial à la Chambre (page 68). ”

Le même auteur ajoute, (page 91) “ que le pouvoir qu'a le Comité des Bills Privés de faire des amendements est limité et que l'on doit soigneusement veiller, en rédigeant ces amendements, à ce qu'ils n'enfreignent aucun des ordres permanents, et à ce qu'ils n'introduisent dans le bill de nouvelles dispositions susceptibles de compromettre les intérêts de parties qui ne sont pas intéressées à sa passation, ou pétitionnaires devant le comité, avant de leur en avoir donné avis régulier. ”

Il dit, en outre, (pages 87 et 90) “ que les clauses qui ne sont pas indiquées dans l'avis, requièrent qu'il en soit fait une mention spéciale dans un rapport, et que le comité est tenu, dans ce cas, d'attirer l'attention de la Chambre sur toute disposition qui ne paraît pas avoir été prévue dans l'avis. ”

Cette exigence est confirmée par la règle 63 de cette Chambre qui se lit comme suit : “ Il est du devoir du Comité auquel un Bill privé est renvoyé, d'attirer spécialement l'attention de la Chambre sur toute disposition du Bill qui ne paraît pas conforme à l'avis tel qu'il en a été fait rapport par le comité des Ordres Permanents,”

*Bourinot* dit, (page 655) “ que lorsqu'un bill revient du Comité des bills privés avec des amendements importants affectant les droits et intérêts individuels, ce bill doit, d'après la pratique établie, être renvoyé au Comité des Ordres Permanents pour qu'il y soit constaté si ces amendements impliquent une infraction aux règles. ” Il dit aussi, (p. 653) “ que, dans le cas où le Comité des Bills Privés ne fait pas un rapport spécial des amendements irréguliers ou susceptibles de doute sur leur régularité, un député qui croit que certaines dispositions du bill n'ont pas été prévues dans l'avis, peut en soulever l'objection, et que ce sera à l'Orateur d'en décider. ” Il prétend, cependant, qu'en pareil cas, il est plus régulier de renvoyer le bill pour examen au Comité des Ordres permanents, (page 654.)

La règle 55 de cette Chambre statue : “ qu'une motion, demandant la dérogation à quelques unes des règles, à l'égard d'une pétition pour un bill privé, ne peut être prise en considération, avant que le comité des ordres permanents ait fait rapport au sujet de cette motion.”

D'après les autorités ci-dessus, les règles et usages parlementaires sur la matière qui nous occupe, se résumeraient à ce qui suit :

1. L'avis doit indiquer clairement et distinctement l'objet de la demande.
2. Le bill doit être conforme à l'avis.
3. Lorsque le bill contient des dispositions étrangères à l'avis donné, ou que le comité des bills privés a permis d'y ajouter des amendements que ne mentionne pas cet avis, il doit en être fait un rapport spécial à la chambre, qui renvoie le bill au comité des Ordres permanents pour examen à cet effet.
4. Lorsque le comité n'a pas fait un tel rapport, un député peut signaler cette irrégularité à l'Orateur, qui en décide, ou qui soumet à la Chambre l'opportunité de renvoyer la question pour étude au Comité des ordres permanents.

Ces règles générales ont cependant leurs exceptions que voici :

*Todd*, dans l'ouvrage déjà cité, (page 42), dit " que le Comité des ordres permanents, " dans les cas où il est constaté que l'avis formel est insuffisant ou qu'il a été entièrement " omis, a permis que l'on fit la preuve du fait que tous les intéressés dans l'affaire en ques- " tion avaient été pleinement avertis de l'intention de s'adresser au parlement."

D'après lui, il a été aussi passé outre à l'avis, ou à son insuffisance, lorsqu'il a été constaté que des discussions dans un conseil de ville, rapportées dans les journaux de la localité au sujet de la mesure en question, ont eu lieu, ou que les parties intéressées ont eu autrement connaissance de cette mesure (p. 43).

Les raisons principales qui, d'après le même auteur, (pages 44, 45, 46) ont engagé le comité à suspendre la règle, peuvent se résumer comme suit :

" Preuve du consentement des parties intéressées, — qu'elles connaissent suffisamment " la nature de la demande, — que la pétition, (dans les matières d'une nature locale), a été " généralement signée, — que les droits particuliers ne sont pas compromis, — délibérations " d'assemblées publiques ou de Conseil de Ville à ce sujet, — que la mesure est d'une urgence " extrême ou d'une grande utilité publique, — et même, qu'une pétition a été présentée " contre le bill, ce qui semblerait une preuve que les adversaires de la mesure connaissent " suffisamment l'existence de la demande." A l'appui de ces exceptions, *Todd*, cite un grand nombre de précédents parlementaires et nous en trouvons en abondance dans les journaux de la Chambre des Communes du *Canada* et dans ceux de notre Législature locale.

Il résulte de l'étude de ces précédents que la règle 51e de cette Chambre n'est pas susceptible d'une application rigoureuse, et qu'il y est presque invariablement fait exception lorsqu'il existe, en faveur d'une telle exception, quelques unes des raisons détaillées plus haut.

Dans le cas qui nous occupe, la cité de *Montréal* avait donné avis de son intention de soumettre à cette Législature une mesure pour la révision et la refonte de sa charte et des différents actes qui l'amendent, et d'y pourvoir, entr'autres choses, à la limitation et à la définition de ses pouvoirs à l'égard du fonds d'amortissement, des emprunts, des améliorations et des dépenses, et généralement à la définition d'une manière plus exacte des pouvoirs, droits et obligations de la cité et du conseil.

Le comité des Bills privés a ajouté à la mesure, telle qu'originellement soumise, une série de clauses pourvoyant à l'élargissement de la rue Saint-Laurent, dans la dite cité de *Montréal*, au mode d'opération, et à la répartition du paiement du prix de ces travaux entre la cité de *Montréal* et les propriétaires fonciers de la rue *Saint-Laurent*.

Le comité n'a pas fait le rapport spécial requis d'après les autorités plus haut citées, et j'en conclus qu'il n'a pas trouvé que ces clauses nouvelles dépassaient les limites de l'avis. Mais un des honorables membres de cette chambre a objecté que ces clauses ne sont pas dans les limites du dit avis, et il demande qu'elles soient en conséquence rejetées, comme irrégulières. J'admets que cette prétention a beaucoup de force ; mais, je ne me crois pas justifiable, vu l'importance de la mesure et sa grande portée d'intérêt public, d'y faire droit avant qu'il soit constaté si elle ne tombe pas dans quelques unes des exceptions dont je viens de faire l'énumération. Je n'ai pas, par devers moi, les moyens d'obtenir d'une manière régulière et parlementaire la preuve de l'existence de ces exceptions, ou de quelques unes d'entre elles à l'égard de cette mesure ; ce sont des questions de fait, nécessitant une enquête que je ne me crois pas autorisé à faire. Dans ces circonstances, et afin de procurer à la chambre l'occasion de se renseigner sûrement sur la question, je crois qu'il est de mon devoir de l'inviter à suivre la procédure particulièrement recommandée par les autorités que je viens d'avoir l'honneur de lui soumettre, c'est-à-dire de renvoyer le Bill, pour étude à l'égard de l'objection soulevée, au comité des ordres permanents."

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé,

*Ordonné*, Que le Bill soit renvoyé au Comité Permanent des ordres permanents.



---

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province.—présente la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 juin 1888, pour 1o. Un état indiquant combien le gouvernement a nommé d'employés au palais de justice de *Montréal*, depuis le 1er février 1887.

2o. Quel est montant total des salaires de tous les employés réunis. (*Documents de la session, No. 76.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en Comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des journaux d'agriculture, anglais et français ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture, pour payer le travail des élèves ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école vétérinaire et professeurs ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des beurreries et fromageries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la Province de *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers et de la vigne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour prix spéciaux pour encourager l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du livre d'or ou *Herd-Book* canadien ; pour défrayer les dépenses du Bureau concernant cet objet ; l'impression des bulletins etc., et le traitement du médecin vétérinaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'exposition provinciale, *Montréal*, pourvu que le gouvernement ne paie pas plus que la cité de *Montreal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide au comité permanent des expositions; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'exploration dans les comtés de *Dorchester*, *Levis*, *Bellechasse*, *Montmagny*, *Kamouraska*, *Temiscouata*, *Lotbinière*, *Mégantic*, *Arthabaska* et *Wolfe*; conformément au second rapport du comité d'agriculture adopté à l'unanimité par l'Assemblée Législative, le 14 juin 1886; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de Sténographes pour le premier ministre; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arboriculture; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'achat de matériel, livres de compte etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission d'hygiène en vertu de la 49-50 Vic., ch. 38; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin, pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

Et la Chambre ayant continué de siéger en comité jusqu'après minuit, mercredi matin;

*Mercredi, 27 juin 1888.*

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour chemins de colonisation; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de sociétés de colonisation; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le dessèchement du *Norton Creek*, comté de *Châteauguay*, afin de rendre cultivables plus de 5,000 acres de terrain d'alluvion; \$2,500 payable en cinq versements égaux et annuels; 2ème paiement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du creusement de la rivière *Lacolle*, afin de prévenir les inondations et rendre cultivable une grande étendue de bon terrain; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du creusement de la *Petite-Rivière*, *Montreal*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aide à la construction d'un bateau à vapeur pour naviguer sur le lac *Saint-Jean* \$5,000.00 payable en cinq ans; 1er paiement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du chemin maritime du *Saguenay*; \$15,000.00 payable en cinq ans, 2e paiement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

---

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du chemin maritime de *Gaspé*, de *Fox River*, à *Ste-Anne des Monts*; \$3,000.00 payables en trois ans: 2<sup>ème</sup> paiement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de topographies, rapports, statistiques, etc., sur les progrès du pays en général et de la colonisation en particulier; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'immigration; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'immigration de cultivateurs français et anglais; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de rapatriement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu à la prochaine séance de la Chambre aujourd'hui.

M. *Boyer* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Réso* 4, Que, à la prochaine séance, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé: "Acte pour amender l'acte 46 Vict., chap. 82, incorporant la ville de *Hochelaga*, maintenant la ville de *Maisonnette*."

Et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre concoure avec le Conseil Législatif dans les dits amendements; la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Mercredi, 27 juin 1888.

M. *Robidoux*, du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu, comme suit:

Votre comité a examiné le Bill suivant, auquel il a apporté des amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre:

Bill autorisant la vente d'immeubles appartenant à la substitution créée par le testament de feu *John Monk*, et le placement et remplacement des produits de telle vente.

M. Girouard, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre, le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, en conformité de l'ordre de référence de votre honorable Chambre, concernant les avis qui ont été publiés au sujet du Bill pour autoriser la consolidation de la dette de la cité de *Montreal* et pour d'autres fins, a examiné de nouveau les dits avis et est d'opinion qu'ils sont suffisants.

Ordonné, Que M. Dechene (*l'Islet*) ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 801 et 825 du code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour aujourd'hui.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un Bill concernant la loi du libelle en certains cas.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES :

Par M. Lussier,—Le gouvernement a-t-il l'intention de payer les frais de voyage et l'établissement des Canadiens émigrés à *Lowell* et *Laurence* et d'autres parties des *Etats-Unis*, qui voudraient s'établir sur nos terres, comme il l'a fait pour les immigrants venus du fond de la *Bretagne* ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Cela dépendra des circonstances. Si l'on a payé les frais de voyage des immigrants de la *Bretagne*, c'était une exception à la règle, due à des circonstances qui ne se renouveleront plus. Malgré le désir que l'on a de voir revenir nos compatriotes des *Etats-Unis*, ce n'est pas notre intention de payer généralement leurs frais de voyage, et de les traiter plus favorablement que ceux qui sont restés au pays.

Par M. LeBlanc,—Y a-t-il d'autres personnes que celles mentionnées à la page 211 des Procès-Verbaux de cette Chambre, qui ont recommandé les dites augmentations du salaire de M. Allan Hamilton, employé du greffe de la Couronne et de la Paix, à *Montreal*. Si oui, quels sont les noms de ces personnes, pour chacune des deux augmentations de salaire ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Le gouvernement n'a pas d'autre réponse à donner que celle qu'il a faite pendant la présente session et qui est enregistrée à la page 211 des Procès-Verbaux de la chambre.

Par M. Nantel,—A une interpellation posée, le 12 juin, au gouvernement par le député de *Champlain*, l'honorable Premier Ministre a répondu comme suit :

"Le gouvernement n'a pas acheté la brochure intitulée : "*Notre Nord-Ouest Provincial*," mais un grand nombre d'exemplaires de cette brochure a été acheté, donné "et distribué par le Révérend M. Labelle."

N'y a-t-il pas erreur dans cette réponse, et M. le curé Labelle a-t-il réellement acheté cette brochure pour la donner et distribuer ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—C'est vrai, il y a erreur, et la Rév. M. *Labelle* n'a pas acheté ces brochures.

Par M. *Poupore*,—Est-ce l'intention du gouvernement de faire imprimer la traduction anglaise du *Manuel des inspecteurs agraires*, préparée par M. *Colfer*, et de le faire distribuer dans les districts habités par la population anglaise ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—Oui.

L'Honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 mai 1888, pour copie de toutes correspondances relatives à la distribution des sommes d'argent de colonisation, dans le comté d'*Argenteuil*, depuis la dernière session.

Copie des instructions données au surintendant *Kirwin* et autres, concernant l'inspection des chemins de colonisation et des ponts dans *Argenteuil* ; le rapport des dits inspecteurs à ce sujet et un état des sommes payées à chacun d'eux pour leurs services. (*Documents de la Session*, No. 77).

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 juin 1888, pour copie des rapports d'inspection par J. B. *Charleson* et autres, des ponts, chemins et travaux de colonisation dans le comté de *Beauce*. (*Documents de la Session*, No. 78.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 7 juin 1888, pour : 1. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres avec le percepteur du revenu, à *Trois-Rivières*, ou avec toute autre personne, au sujet de l'octroi d'une licence d'hôtel au nommé *Joseph Cloutier*, du même lieu, et de la vente de boissons sans licence par ce dernier en 1887.

2. Etat des sommes payées à M. A. E. *Gervais*, avocat, pour ses frais et honoraires en rapport avec les procédures par lui prises, au sujet des dites licences et vente de boissons. (*Documents de la Session*, No. 79.)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 11 juin 1888 demandant copie du rapport de l'ingénieur sur lequel des subsides ont été payés, au montant de \$24,440, à la Compagnie du chemin de fer *Great Eastern*, pour la partie de chemin de fer construite de *Yamaska* à *Saint-François du Lac*, et de l'ordre en conseil ordonnant le paiement de tel subside, ainsi que tous documents et correspondances y relatives. (*Documents de la Session*, No. 80.)

L'Honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, met devant la Chambre par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le dix-huitième rapport des inspecteurs des prisons, asiles, etc., de la Province de *Québec* pour l'année 1887. (*Documents de la Session*, No. 9.)

Et aussi, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Secrétaire et Régistrare de la Province de *Quebec*, pour l'année 1886-87. (*Documents de la Session*, No. 6.)

Sur motion de M. *Lafontaine*, secondé par M. *Lussier*,

*Résolu*, Qu'un comité spécial composé des honorables MM. *Mercier*, *Turcotte*, *Gagnon*, *Taillon*, *Blanchet* et *Lynch* et de MM. *Cameron* et *Lafontaine* soit nommé pour aider M. l'Orateur à reviser les règles et ordres permanents de cette Chambre en ce qui regarde les Bills privés, et faire rapport de temps à autre, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

---

*Ordonné*, Que les suggestions contenues dans le quatorzième rapport du comité permanent des divers Bills privés, soient renvoyées au dit comité.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,  
*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill constituant en corporation "l'Union Saint-Joseph de *Saint-Hyacinthe*," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par M. *Casgrain*,  
*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie de l'ordre en conseil autorisant le mandat spécial No 67, en date du 10 février 1887, pour défrayer les dépenses de la conférence interprovinciale, avec un état détaillé de toutes ces dépenses, constatant les noms des ouvriers et fournisseurs que le gouvernement, ses officiers et ceux de cette Chambre ont employés pour cela, avec un compte détaillé de chacun de ces ouvriers et fournisseurs.

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie du contrat de la papeterie pour les divers bureaux du Palais de Justice de *Montréal*, avec le nom des fournisseurs et leurs comptes détaillés.

*Ordonné*, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Martin (Rimouski)*, secondé par M. *Lussier*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes correspondances entre le gouvernement de la Province et celui du *Canada*, et les autorités du chemin de fer *Intercolonial*, au sujet des terrains occupés par le dit chemin de fer *Intercolonial*, chaque côté de sa ligne, dans divers cantons de colonisation, dans la *Vallée Matapédia*.

Sur motion de M. *Rocheleau*, secondé par M. *Forest*,  
*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill autorisant les Sœurs Grises de l'Hôpital Général de *Montréal* à vendre un lopin de terre dans la paroisse de *Chambly*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill amendement l'article 239 de l'acte de cette province, 44-45 *Victoria*, chapitre 75, intitulé: "Acte pour amender et refondre l'acte d'incorporation de la ville de *Longueuil*, 37 *Victoria*, chapitre 49, et l'acte qui l'amende 39 *Victoria*, chapitre 46," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce Bill a été retiré au comité des bills privés.

M. *Rocheleau* propose, secondé par M. *Forest*,  
Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill abrogeant les articles 229 et 230 de l'acte 44-45 *Victoria*, chap. 75, constituant en corporation la ville de *Longueuil*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression; Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'article 497 du Code municipal; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gladu* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Jonction et des carrières de *Philipsburg*," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7 h. 30 P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

*Sept heures et demie P. M.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill permettant la vente d'immeubles appartenant à la substitution créée par le testament de feu *John Monk*, et le placement du produit de la dite vente ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Hall* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. *LeBlanc*.—A quelle date M. *Lalonde*, employé au bureau des timbres au palais de justice à *Montréal*, a-t-il été remplacé et par qui ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—M. *Lalonde*, qui est décédé, a été remplacé le 14 juin courant, par MM. *Joseph Johnson* et *Auguste Lalonde*, fils du défunt.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le Bill pour amender l'article 497 du code municipal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gladu* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans les dits amendements.

M. *Beauchamp* propose comme amendement, secondé par M. *Lapointe*.—Que tous les mots après " Que," soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le Bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction d'amender la section 14 de manière à ce qu'elle se lise comme suit :

" 14. L'article suivant est ajouté après l'article 878 :

" 878a. Si lors de l'assemblée des contribuables intéressés aux travaux, au moins " deux tiers d'entre eux déclarent qu'il sont prêts à faire ces travaux à leurs propres frais " et à les entretenir, le surintendant spécial dresse procès-verbal de l'ouvrage projeté, y " indiquant les délais dans lesquels ils doivent être faits, les noms des personnes qui se

“ sont volontairement engagées de les faire, leurs parts respectives s'il y a lieu, ainsi que la personne sous la surveillance de laquelle les travaux seront exécutés.

“ Après l'homologation de ce procès-verbal par le conseil, les personnes qui se sont ainsi engagées de faire les travaux et leurs représentants sont les seuls obligés de les faire et de les entretenir, les autres intéressés étant déchargés de ces obligations.

“ L'article 793 s'applique au cas prévu par le présent article.”

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Casgrain,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin, (Bonaven-</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>ture),</i>	<i>Taillon.—18.</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Martin, (Rimouski),</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Dechene, (L'Islet)</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier.—23.</i>
<i>Girouard,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Pilon,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dits amendements,—elle est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte amendant le Code Municipal.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. *Blanchet*,—A quelles personnes ont été distribuées les deux mille piastres votées en 1887-88, pour beurreries et fromageries et quel est le montant accordé à chacune d'elles ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—Beurreries et fromageries, sommes payées en 1887 et 1888 :

(Le montant de l'appropriation est de \$2,000 et non \$300.00.)

*Saül Côté*, inspecteur.

Salaire et frais de voyage..... 479 17

*J. L. Painchaud*, inspecteur.

Salaire et frais de voyage..... 420 83

900 00



<i>Paul Couture</i> , Beurrerie de <i>Notre-Dame de Laterrière</i> , <i>Chicoutimi</i> .....	300 00	
<i>D. Fortin &amp; Cie.</i> , Beurrerie de <i>St. Prime du Lac St. Jean</i> .....	500 00	
Société laitière de la Province de <i>Quebec</i> , <i>J. de L. Taché</i> , sec.....	300 00	
Montant de l'appropriation.....	\$2,000 00	1,100 00

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill pourvoyant à la taxation des propriétés personnelles étant lu ;

M. *Spencer* propose, secondé par M. *Baldwin*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

*Jeudi, 28 juin 1888.*

Et la question,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil étant mise aux voix, —la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Baldwin*,  
*DeGrosbois*,

*Lapointe*,  
*McIntosh*,

*Nantel*,  
*Poupore* et

*Spencer*.—7.

CONTRE :

Messieurs

*Bazinet*,  
*Bernatchez*,  
*Bisson*,  
*Blanchet*,  
*Cameron*,  
*Cardin*,  
*Casgrain*,  
*Dechene (L'Islet)*,  
*Duplessis*,

*Duhamel*,  
*Gagnon*,  
*Girouard*,  
*Gladu*,  
*Goyette*,  
*Hall*,  
*Lafontaine*,  
*Laliberté*,

*LeBlanc*,  
*Lemieux*,  
*Legris*,  
*Lussier*,  
*Martin (Bonaventure)*,  
*Martin (Rimouski)*,  
*McShane*,  
*Mercier*,

*Morin*,  
*Pilon*,  
*Rinfret*,  
*Rocheleau*,  
*Shehyn*,  
*Sylvestre*,  
*Taillon* et  
*Tessier*.—33.

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'Acte Vict., 49-50, chap. 33, concernant les aspirants à l'étude et à l'exercice des professions libérales qui ont pris part à l'expédition du *Nord-Ouest*, en 1885 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur rend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill amendant l'acte 33 Vict., chap. 32, concernant la formation des compagnies pour l'empierrement des chemins ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lussier* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe,

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

### Jeudi, 28 Juin 1888.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Boyer*,—la pétition de *Edouard Little* et autres, membres de l'ordre des Chevaliers du travail, de la Province de *Quebec*.

Par M. *Dechene (L'Islet)*,—la pétition de *Charles Gamache* et autres, membres de la Société bienveillante des journaliers de navires, de *Quebec*.

*Séverin Dumais*, écuier, député du district électoral de *Chicoutimi*, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Turcotte*,

*Résolu*, Qu'en permettant à M. *Séverin Dumais*, élu pour représenter le district électoral de *Chicoutimi* et *Saguenay*, de prendre son siège en produisant seulement son indenture en double, sans le retour de l'indenture du greffier de la couronne en chancellerie et le certificat de ce dernier officier, cette Chambre recommande de se conformer strictement à la pratique qui exige la production du certificat ordinaire.

*Ordonné*, Que M. *Robidoux* ait la permission de présenter un Bill amendant la section 96 de l'acte 49-50 *Victoria*, chapitre 34.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 13 juin 1888, demandant copie de l'ordre en conseil du 18 août 1887, nommant les membres de la commission agricole, des instructions qui l'accompagnent, des procès-verbaux de la dite commission, des rapports faits par icelle ou par aucun ou plusieurs de ses membres, ainsi que toutes les requêtes des diverses écoles d'agriculture de la province ou autres, relativement aux suggestions de la dite commission et l'état des dépenses encourues par la commission. (*Documents de la Session, No 81.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 juin 1888, pour un état indiquant : 1. Le nombre de poursuites pour infractions à la loi des licences dans la cité de *Montréal*, durant l'année finissant le 1er mai 1888.

2. Le nombre de convictions.

3. Le montant des amendes imposées et perçues. (*Documents de la Session, No 82.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 juin 1888, pour copie de toute correspondance échangée entre les marchands de bois de la province et le Commissaire des terres de la Couronne, au sujet de la protection des forêts contre le feu, et pour laquelle protection \$5,000 ont été votées en l'année 1884. (*Documents de la Session, No 83.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 20 juin 1888, demandant :

1. Copie de la proclamation mettant en force l'acte 45 Victoria, chapitre 13, intitulé : "Acte pour encourager la culture des arbres forestiers."

2. Liste des personnes qui ont obtenu, en vertu de cet acte, des permis d'acquisition de terres publiques, pour avoir planté des arbres forestiers. (*Documents de la Session, No. 84.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 20 juin 1888, demandant copie des correspondances, ordres en conseils et tous autres documents se rapportant à la position d'inspecteur de mines pour cette province. (*Documents de la Session, No. 85.*)

M. *Robidoux*, du comité permanent de Législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement :

Bill amendement l'article 1325 du code de procédure civile.

Et aussi le Bill concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres, requérant célérité, qu'il rapporte avec des amendements qu'il soumet à votre honorable Chambre.

L'honorable M. *Mercier*, propose, secondé par l'honorable M. *Turcotte*, Que le certificat de Son Honneur le juge *Casault*, en date du 13 juin courant, dans l'affaire de l'élection contestée pour le district électoral du comté de *Mégantic*, qui a été soumis à cette Chambre, le 14 juin courant, soit renvoyé au comité permanent des Privilèges et élections.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de M. *Hall*, secondé par M. *Baldwin*,  
Ordonné, que le débat soit ajourné.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7½ heures P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

*Sept heures et demie P. M.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé un Bill intitulé : "Acte permettant à l'honorable *Henri Gustave Joly*, d'ajouter les mots suivants à son nom "*de Lotbinière*," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec certains amendements auxquels ils demande le concours de cette Chambre :

Bill, intitulé : "Acte pour mieux définir le mode de procéder aux inhumations et aux exhumations."

Bill, intitulé : "Acte amendant l'acte 46 V., c. 88, intitulé : "Acte pour amender et refondre les différents actes concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean."

Bill, intitulé : "Acte autorisant le Conseil municipal du Canton de Dundee à contracter un emprunt ou à émettre des obligations (débentures) dans le but de racheter les droits des Sauvages à une partie du territoire de ce canton et pour d'autres objets."

Et Bill, intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de jonction de Napierville."

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Turcotte, Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte permettant à l'honorable Henri Gustave Joly d'ajouter les mots suivants à son nom "de Lotbinière," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

Ordonné, Que la 60ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce Bill.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte amendant l'acte 46 Vic., chap. 88, intitulé : "Acte pour amender et refondre les différents actes concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de jonction de Napierville," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte autorisant le Conseil municipal du canton de Dundee à contracter un emprunt ou à émettre des obligations dans le but de racheter les droits des sauvages à une partie du territoire de ce township et pour d'autres fins," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour mieux définir le mode de procéder aux inhumations et aux exhumations," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour autoriser la consolidation de la dette de la cité de Montréal et pour d'autres fins ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier, fait rapport que le Comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, mardi prochain.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Turcotte*.

*Résolu*, Qu'à partir de mardi, le 3 juillet prochain inclusivement, il y ait trois séances distinctes, par jour ; l'une commençant à onze heures de l'avant-midi et finissant à une heure de l'après-midi, la seconde commençant à 3 heures P. M., et finissant à 6 heures P. M., et la troisième à 7 heures et demie P. M., et allant jusqu'à l'ajournement.

Que, lorsque la Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajourné à samedi prochain à midi ; et que cette séance dure jusqu'à 4 heures P. M.

L'honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

Que cette Chambre se forme immédiatement en Comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les Biens des jésuites.

L'honorable M. *Mercier* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité.

#### EN COMITÉ.

Attendu qu'à l'ouverture de la présente session de cette Législature, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de prononcer, dans son gracieux discours du trône, les paroles suivantes

“ Je suis heureux de vous informer que la question des “ Biens des Jésuites,” pendante depuis si longtemps entre les autorités religieuses et civiles, et qui a créé tant de “ malaise dans ce pays, recevra bientôt une solution favorable et satisfaisante pour tous “ les intéressés, et que mon gouvernement espère soumettre à votre approbation, pendant “ cette session même, un règlement à ce sujet. ”

“ Les obstacles qui empêchaient la vente du terrain de l'ancien collège des Pères “ Jésuites, situé en cette ville, ont disparu ; le principe de la restitution en nature est “ abandonné par qui de droit, et il ne reste plus qu'à fixer à l'amiable le chiffre de la “ compensation à être accordée. A l'occasion du règlement de cette délicate question, “ certaines institutions d'éducation protestantes recevront une allocation raisonnable, “ proportionnée à l'importance numérique de la minorité, en cette province.”

Attendu que les dits biens ont été confisqués par les autorités impériales sous le règne de Georges III, après la suppression de l'ordre des Jésuites, et qu'ils ont été subseqüemment transmis aux autorités de l'ancienne province du Canada ;

Attendu qu'une partie considérable de ces biens a été cédée, à l'époque de la confédération et depuis, aux autorités de cette province ;

Attendu que des représentations énergiques ont été faites aux autorités civiles, au sujet de ces biens, par les autorités religieuses et les citoyens de ce pays, et notamment par Monseigneur *Jean-François Hubert*, Evêque de Québec, le 18 novembre 1799 ; par les citoyens de Québec, le 4 février 1793 ; par Nos Seigneurs les Evêques *Joseph*, Evêque de Québec, *Pierre-Flavien Turgeon*, Evêque de *Sydime*, Coadjuteur de Québec, et *Jean-Jacques Lartigue*, Evêque de *Telmesse*, suffragant de l'Evêché de Québec et grand-vicaire du district de Montréal, le ou vers l'année 1835 ; par Nos Seigneurs les Evêques *Joseph*, Archevêque de Québec, *Pierre-Flavien Turgeon*, Evêque de *Sidyme*, Coadjuteur de Québec, *Pius*, Evêque de Kingston, *Patrick*, Evêque de *Carrha*, Coadjuteur de Kingston, *Ignace*, Evêque de Montréal, *T. Charles*, Evêque élu de *Martyropolis*, Coadjuteur de Montréal, *Michael*, évêque de *Toronto*, en janvier 1845 ; par le clergé des diocèses de Québec et de Montréal, en juin 1847 ; par le Révérend Père *Théophile Charaux*, supérieur général de la mission des Jésuites en *Canada*, en janvier 1874 ; par Nos Seigneurs les Evêques *E. A.*, Archevêque de Québec, *L. F.*, Evêque des *Trois-Rivières*, *Jean*, Evêque de *Rimouski*, *Edouard Charles*, Evêque de Montréal, *Antoine*,

Evêque de *Sherbrooke*, *J. Thomas*, Evêque d'*Ottawa*, *L. Z.*, Evêque de *St-Hyacinthe*, *Dominique*, Evêque de *Chicoutimi*, le 9 octobre 1878 ; et enfin par Sa Grâce l'Archevêque de *Québec*, les 2 janvier, 8 avril et 27 avril 1885 ;

Attendu que dans sa lettre du 2 janvier 1885, adressée à l'honorable *John J. Ross*, alors premier ministre de cette province, Sa Grâce Monseigneur l'Archevêque de *Québec* disait : " J'ai l'honneur de vous informer qu'en vertu d'un indult du 13 octobre 1884, je suis personnellement autorisé par le Saint-Siège à traiter avec le gouvernement provincial de *Québec*, et à terminer, moyennant juste compensation, la question de la propriété des biens autrefois possédés dans cette province par les RR. PP. Jésuites lors de la suppression de leur Institut en 1773 ;"

Attendu qu'en réponse à une de ces représentations faite le 8 avril 1885, par Sa Grâce Monseigneur l'Archevêque de *Québec*, l'honorable *John J. Ross*, alors premier ministre, répondit comme suit, le 25 avril de la même année :

" Si Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil décide de rouvrir et de reconsidérer cette question des biens des Jésuites, je ne manquerai pas d'en prévenir Votre Grandeur et les Révérends Pères de la Compagnie de Jésus, afin que, avec votre concours et le leur, il puisse s'il y a lieu, proposer à la Législature une mesure qui devra régler cette question d'une manière satisfaisante et définitive."

Attendu qu'à la suite de ces différentes représentations, et surtout de celle du 9 octobre 1878, signée par les Evêques de la province, et protestant contre la mise en vente par le gouvernement du terrain de l'ancien collège des Jésuites, à *Québec*, telle vente n'a pas eu lieu et que ce terrain est tombé dans un état de dégradation regrettable ;

Attendu que le 17 février 1888, l'honorable *Honoré Mercier*, Premier Ministre de cette province, écrivit la lettre suivante :

*Rome*, 17 février 1888.

A Son Éminence le Cardinal *Giovanni Simeoni*, Préfet de la Sacrée Congrégation de la Propagande,

ÉMINENCE,

" Une dépêche de Votre Eminence, en date du 7 mai dernier (1887), informait Son Eminence le Cardinal *Taschereau* que le Saint Père se réservait de régler lui-même la question des biens des Jésuites au *Canada*. Au nombre des biens ainsi appelés " Biens des Jésuites," se trouve le terrain de l'ancien collège des Pères, situé en face de la Basilique, au centre même de la capitale de la province de *Québec*. Mes prédécesseurs dans le gouvernement avaient cru devoir, vers 1876, je crois, ordonner la démolition de ce collège et la division du terrain en lots à bâtir, en vue d'une vente prochaine qui, cependant, n'eut pas lieu, vu certaines représentations faites en haut lieu dans le temps. Pour éviter de nouvelles difficultés, je suppose, mes prédécesseurs ont laissé dormir la question et tomber le terrain dans un si triste état d'entretien qu'il est devenu le refuge des animaux, et même le réceptacle d'immondices, de telle sorte que l'on dit tout haut, à *Québec*, que cela constitue une véritable honte publique. Dans ces circonstances, je crois de mon devoir de demander à votre Eminence si Elle verrait quelque objection sérieuse à ce que le gouvernement vendît ce terrain, en attendant le règlement final de la question des biens des Jésuites. Le gouvernement considérerait le produit de cette vente comme un dépôt spécial dont il serait disposé plus tard, suivant les conventions qui seraient arrêtées entre les parties intéressées, avec la sanction du Saint-Siège. Comme il sera peut-être nécessaire de consulter à cet égard la Législature de notre province, qui doit être convoquée très prochainement, j'ose solliciter respectueusement une réponse immédiate. Daignez croire, Eminence, à la considération filiale avec laquelle j'ai l'honneur de me dire,

" De Votre Eminence, le très dévoué serviteur,

(Signé)

" HONORÉ MERCIER,

" Premier ministre de la province de *Québec*."

---

A laquelle lettre il fut répondu comme suit :

(Traduction :)

“ Rome, le 1er mars 1888.

ILLUSTRISSIME SEIGNEUR,

“ Je m'empresse de signifier à votre seigneurie, qu'ayant présenté votre demande au Saint-Père dans l'audience d'hier, Sa Sainteté a daigné accorder la faculté de vendre le terrain qui appartenait aux Pères Jésuites avant la suppression, à la condition expresse, toutefois, que la somme qui en sera retirée soit déposée et laissée à la libre disposition du Saint-Siège. En vous communiquant la présente je vous souhaite tout bien dans le Seigneur.

De votre seigneurie le très affectionné,

(Signé)

“ GIOVANNI CARDINAL SIMEONI,

Préfet, etc.”

Que le 21 mars 1888, le télégramme suivant fut envoyé à Son Eminence le Cardinal *Simeoni*, à Rome :

“ Dans l'affaire des biens des Jésuites, le gouvernement objecte respectueusement à la condition imposée dans la lettre de Votre Eminence du premier mars courant, et ne peut espérer aucun succès dans le règlement de cette affaire délicate, que si permission de vendre terrain est accordée dans les conditions et suivant les termes mêmes de ma lettre du dix-sept février dernier. Je sollicite respectueusement réponse favorable immédiate dans l'intérêt même du règlement final de la question.

(Signé)

“ HONORÉ MERCIER,

“ Premier ministre.

Que le 24 mars 1888, la réponse suivante fut envoyée de Rome par Son Eminence le Cardinal *Siméoni* : “ Pape permet que le gouvernement conserve le produit de vente terrain Jésuites, dépôt spécial à disposer plus tard avec sanction du Saint-Siège.”

Attendu qu'à la suite de ces négociations la correspondance suivante fut échangée entre le Premier Ministre et le Très Révérend Père *Turgeon*, Recteur du Collège *Sainte Marie*, à *Montreal*, et agent du Saint-Siège :

“ Collège *Sainte-Marie*, 25 avril 1888.

HONORABLE HONORÉ MERCIER,

Premier-Ministre, Province de *Québec*,

Monsieur le Premier Ministre,

“ J'ai l'honneur de vous transmettre copie de la lettre officielle, datée de Rome, le 27 mars 1888, par laquelle la Sacrée Congrégation autorise les Pères Jésuites à traiter avec le gouvernement, dans la question dite “ Biens des Jésuites. ”

“J’ai aussi l’honneur de vous faire connaître que, dans une assemblée de la Corporation de la Compagnie de Jésus, en date du 2 avril 1888, j’ai été nommé procureur général et spécial à cet effet.

“De plus, le 9 avril dernier, le Révérend Père Supérieur de la Mission du *Canada* m’a donné sa procuration par un acte fait et passé en la Cité de *Montréal*, district de *Montréal*, en l’étude de Maître *L. O. Héty*, notaire, avec plein pouvoir de traiter avec le gouvernement, aux conditions énoncées dans la lettre de la Sacrée Congrégation.

“J’ai l’honneur d’être,

“Monsieur le Premier Ministre,

“Votre très humble serviteur,

(Signé)

“A. D. TURGEON, S. J.,

“Procureur des Jésuites à *Montréal*.

(Traduction.)

Rome, le 27 mars 1888.

“Très Révérend Père,

“J’ai le plaisir de signifier à Votre Paternité, que la question concernant la revendication des biens des Pères Jésuites dans le *Bas-Canada*, ayant été référée à une commission spéciale de Cardinaux, le 20 mars courant, il a été proposé de résoudre le doute suivant : “Si, comment, et à qui il convient de donner l’autorisation de réclamer du Gouvernement de la province de *Québec* les biens qui appartenaient aux Pères Jésuites avant la suppression de la Compagnie.”

“Alors les Eminentissimes Cardinaux ont répondu : “Affirmativement, en faveur des Pères de la Compagnie de Jésus, et selon le mode prescrit ailleurs, c’est-à-dire, que les Pères de la Compagnie de Jésus traitent en leur nom avec le gouvernement civil, de façon cependant à ce que pleine liberté soit laissée au Saint-Siège de disposer de ces biens comme il le jugera opportun, et en conséquence qu’ils aient grand soin qu’aucune condition ou qu’aucune clause ne soit mise dans l’acte public de cession de ces biens, qui puisse, en aucune façon, affecter la liberté du Saint-Siège. De plus, quelle que soit la somme que les Pères de la Compagnie de Jésus reçoivent du gouvernement, qu’ils soient tenus de la déposer en un lieu sûr à être déterminé par la Sacrée Congrégation.

“La susdite résolution a été référée au Saint Père, dans l’audience de ce jour, et Sa Sainteté a daigné l’approuver dans toutes ses parties.

“En conséquence Votre Paternité est autorisée à revendiquer les mêmes biens aux conditions déjà énoncées.

“En vous communiquant cette information, je prie le Seigneur de vous conserver et de vous faire prospérer.

De V. P., le très affectionné,

(Signé)

JEAN CARD. SIMEONI,

Préfet,

D. ARCHEV. DE TYR, Secr.

Très Révérend Père Procureur des Jésuites de *Montréal*.



---

" CABINET DU PREMIER MINISTRE,

" Province de *Québec*,

" *Québec*, le 1er mai, 1888,

" Révérend Père TURGEON,

" Procureur des Jésuites à *Montréal*,

" *Montréal*,

" Très Révérend Père,

" J'ai soumis à mes collègues la copie de la lettre de la Sacrée Congrégation de la Propagande, datée de Rome le 27 mars dernier, et qui autorise les Pères de la Compagnie de Jésus à traiter en leur nom avec le gouvernement de la province, au sujet des biens dits " Biens des Jésuites ". Je leur ai soumis aussi votre lettre du 25 avril dernier, par laquelle vous me transmettez celle de la Propagande, dans laquelle vous m'informez que vous avez été nommé procureur général et spécial à l'effet susdit et que le Révérend Père Supérieur de la mission du Canada vous a donné une procuration devant M<sup>re</sup>. *Héty*, notaire, avec plein pouvoir etc., etc.

" Avant d'entrer en négociation avec vous, au sujet de ces biens, le gouvernement désire vous rappeler :

" 1. Qu'il vous faut déposer chez un notaire l'original de la lettre susdite de la Sacrée Congrégation, avec deux déclarations solennelles, reçues au désir de la loi, et identifiant les signatures des Préfet et Secrétaire de la dite Congrégation qui se trouvent au bas de ce document ;

" 2. Que des copies authentiques de cette lettre et de ces déclarations solennelles, ainsi que de la résolution de votre corporation adoptée le deux avril dernier et de la procuration du Révérend Père Supérieur des Missions en *Canada*, nous soient transmises ;

" 3. Qu'en consentant à traiter avec vous au sujet de ces biens, le gouvernement ne reconnaît aucune obligation civile, mais seulement une obligation morale, à cet égard ;

" 4. Qu'il ne saurait être question d'une restitution en nature, dont le principe a été abandonné par qui de droit, mais seulement d'une compensation en argent à être fixée avec vous à l'amiable ;

" 5. Que la somme fixée comme compensation devra être exclusivement employée dans la province ;

" 6. Que vous ferez au gouvernement de la province de *Québec* une cession complète, parfaite et à perpétuité, de tous les biens qui ont pu appartenir, en *Canada*, à quelque titre que ce soit, aux Pères de l'ancienne Compagnie, et que vous renoncerez à tous droits généralement quelconques sur ces biens et sur leurs revenus en faveur de notre province, le tout, tant au nom de l'ancien ordre des Jésuites et de votre corporation actuelle, qu'au nom du Pape, de la Sacrée Congrégation de la Propagande et de l'Eglise catholique romaine en général ;

" 7. Que toute convention faite entre vous et le gouvernement de cette province ne vaudra qu'en autant qu'elle sera ratifiée par le Pape et la Législature de cette province ;

" 8. Que le montant de la compensation fixée restera en la possession du gouvernement de la province comme un dépôt spécial, jusqu'à ce que le Pape ait ratifié le dit règlement et fait connaître sa volonté quant à la distribution de ce montant dans ce pays ; que votre corporation recevra l'intérêt de ce dépôt à 4 pour cent à compter du jour de la signification au Secrétaire de la Province, de l'acte du Pape confirmant le même arrangement ; et cela jusqu'au paiement du capital qui devra se faire à qui de droit dans les six mois de la signification au dit Secrétaire de la Province, de la décision du Pape quant à cette distribution ;

“ 9. Enfin, que la loi qui ratifiera ces conventions contienne une clause décrétant qu'à l'occasion de ce règlement, la minorité protestante recevra une allocation proportionnée à son importance numérique, en faveur de ses œuvres d'éducation.

“ Voilà, Très Révérend Père, les bases sur lesquelles le gouvernement désire traiter avec vous cette délicate question des biens dits “ Biens des Jésuites.”

“ Espérant que vous seconderez nos désirs de la régler le plus tôt possible, à l'avantage de toutes les parties intéressées,

“ J'ai l'honneur de me souscrire,

“ Votre tout dévoué,

“ (Signé)

“ HONORÉ MERCIER,

“ Premier Ministre

“ *Québec*, 8 mai 1888.

“ L'Honorable HONORÉ MERCIER,

“ Premier Ministre,

“ Province de *Québec*.

“ Monsieur le Ministre,

“ J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 1er mai dernier, dans laquelle vous me dites avoir soumis à vos collègues, l'indult de la Sacrée Congrégation de la Propagande, daté de *Rome*, le 27 mars dernier, autorisant les Pères de la Compagnie de Jésus à traiter, en leur nom, avec le gouvernement de la province de *Québec*, la question dite “ Biens des Jésuites.”

“ Vous me dites aussi avoir soumis à vos Honorables Collègues, ma lettre du 25 avril dernier, par laquelle je vous informe que j'ai été nommé procureur général et spécial à l'effet susdit, et que le Révérend Père Supérieur de la Mission du *Canada*, m'a donné une procuration devant maître *Hélu*, notaire, avec plein pouvoir etc., etc.

“ Agréez mes remerciements, monsieur le Ministre, pour avoir bien voulu donner à cette communication une attention aussi prompte.

“ J'ai l'honneur de répondre, par la présente, aux différents points que votre gouvernement désire me rappeler, en suivant l'ordre indiqué par numéros, dans la vôtre du 1er mai :

“ 1. L'original de la lettre susdite de la Sacrée Congrégation, avec déclarations solennelles reçues au désir de la loi, et identifiant les signatures des Préfet et Secrétaire de la dite congrégation, qui se trouvent au bas de ce document, ont été déposés chez maître Cyrille Tessier, notaire, résidant dans la cité de *Québec*.

“ 2. Veuillez trouver sous ce pli les copies authentiques de cette lettre et de ces deux déclarations solennelles, ainsi que de la résolution de notre corporation, adoptée le 2 avril dernier, et de la procuration du Révérend Père Supérieur de la Mission du *Canada*, dont l'original, sous le numéro onze mille huit cent cinquante quatre, est laissé dans l'étude de maître *L. O. Hélu*, notaire, résidant dans la cité de *Montréal*.

“ 3. L'obligation morale que le gouvernement reconnaît avoir, en consentant à traiter avec moi, m'est une garantie suffisante pour entrer en négociation.

“ 4. Le Saint-Siège, les Supérieurs de la Compagnie de Jésus, et la Corporation que je représente, tout en louant votre désir de rendre justice aux Pères de la Compagnie de Jésus, veulent aussi aider le gouvernement à régler cette question, et donner une preuve de leur dévouement envers le pays et la province de *Québec* en particulier ; en conséquence ils seront satisfaits d'une juste compensation, eu égard à la valeur des biens et propriétés, autrefois en possession des Pères Jésuites, au lieu d'une restitution en nature. Cette compensation en argent sera fixée à l'amiable, comme me le fait espérer la grande bienveillance que vous m'avez accordée jusqu'ici, Monsieur le Ministre, et le concours

généreux que nous prêteront vos Honorables Collègues aussi bien que les Honorables Membres des deux Chambres. Si, cependant, il devenait nécessaire d'avoir recours à l'arbitrage, aucune des parties intéressées ne pourrait s'y opposer.

" 5. M'appuyant sur les constitutions de la Compagnie de Jésus et sur les intentions des anciens donateurs, je puis vous affirmer que la somme fixée comme compensation, et que les Pères Jésuites recevront, sera exclusivement employée dans cette province.

" 6. Le gouvernement de la province de *Québec* recevra une cession complète, parfaite et à perpétuité de tous les biens qui ont pu appartenir, en *Canada*, à quelque titre que ce soit, aux Pères de l'ancienne Compagnie, et les Pères Jésuites renonceront à tous droits généralement quelconques sur ces biens et sur leurs revenus en faveur de la province, le tout, tant au nom du Pape, de la Sacrée Congrégation de la Propagande et de l'Eglise Catholique Romaine en général.

" 7. Toute convention faite entre le gouvernement de cette province et les Pères Jésuites, ne vaudra qu'en autant qu'elle aura été ratifiée par le Pape et la Législature de cette province.

" 8. Le montant de la compensation fixée restera en la possession du gouvernement de cette province, comme un dépôt spécial, jusqu'à ce que le Pape ait ratifié le dit règlement et fait connaître sa volonté quant à la distribution de ce montant dans ce pays. Notre corporation recevra l'intérêt de ce dépôt à 4 pour cent à compter du jour de la signification au Secrétaire de la province de l'acte du Pape confirmant tel arrangement, et cela jusqu'au paiement du capital qui devra se faire à qui de droit, dans les six mois de la signification au dit Secrétaire de la province de la décision du Pape, quant à cette distribution.

" 9. Cette clause ne touchant pas la question que je suis chargé de traiter avec le gouvernement, je vous prie, Monsieur le Ministre, de vouloir bien me dispenser d'y répondre.

" Il ne me reste plus, Monsieur le Ministre, qu'à vous exprimer encore une fois toute ma reconnaissance et à vous promettre mon concours pour vous aider à régler le plus promptement possible cette délicate question.

" J'ai l'honneur d'être,

" Monsieur le Ministre,

" Votre très humble serviteur,

(Signé

" A. D. TURGEON, S. J.

" Procureur des Jésuites."

" Cabinet du Premier Ministre. "

" *Québec*, le 14 mai 1888. "

" Mon Révérend Père, "

" En réponse à votre lettre du 8 courant, j'ai l'honneur de vous informer que le gouvernement est prêt à recevoir votre demande par écrit, quant à la compensation à être accordée. Il espère que cette demande sera très raisonnable et modérée, vu les difficultés financières de la province et autres. "

" Croyez-moi, respectueusement,

Votre dévoué,

(Signé)

" HONORÉ MERCIER, "

" Très Révérend Père TURGEON, S. J.

" Québec, 20 mai 1888.

L'honorable HONORÉ MERCIER,

Premier Ministre, de la province de Québec.

" Monsieur le ministre,

" J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 14 courant, dans laquelle vous m'informez que le gouvernement est prêt à recevoir ma demande d'une compensation raisonnable et modérée.

" Voici, Monsieur le Ministre, ce que je crois devoir répondre en faveur de la cause que j'ai l'honneur de défendre.

" D'après les rapports officiels que vous avez eu l'extrême obligeance de me communiquer, je constate que les biens des Jésuites sont évalués à la somme de \$1,200,000.00.

" Ce n'est qu'une valeur approximative, et je la crois bien inférieure à la valeur réelle.

" Des hommes compétents que j'ai consultés à Québec, à Montréal et aux Trois-Rivières, n'hésitent pas à affirmer que les biens des Jésuites valent au moins \$2,000,000.00. Ils calculent :

" 1. Les seigneuries et fiefs à .....	\$500,000.00
" 2. La propriété au centre de la ville de <i>Montréal</i> , d'une étendue de 330, 003 pieds, peut être évaluée à \$3.00 du pied—des évaluateurs autorisés prétendent même que le prix réel est de \$6.00 du pied, comme il est de \$10.00 sur la Place d'Armes, et de \$16.00 au carré Victoria moitié du prix réel. ....	\$990,009.00
" 3. A Québec, le terrain de l'ancien Collège est évalué, dans les rapports officiels, à un prix variant de \$50,000.00 à \$200,000.00, disons....	\$100,000.00
" 4. Les revenus depuis 1867 ont atteint le chiffre de.....	\$400,000.00
" 5. Le capital des lots et ventes est de.....	\$92,572.00
" 6. Une propriété, <i>Notre-Dame-des-Anges</i> , a été vendue .....	\$18,200.00

Ce qui donne un total de plus de, ..... \$2,000,000.00

" Remarquez, Monsieur le Ministre, qu'aucune mention n'est faite des intérêts, même depuis la Confédération, C'est donc en présence de ces documents que je dois faire la demande d'une compensation raisonnable et modérée, avant de mettre le gouvernement dans la pleine jouissance et la légitime possession de tous les biens des Jésuites en *Canada*.

" Or, ma proposition raisonnable et modérée, la voici : Je demande au gouvernement de la province de Québec la moitié de la valeur réelle d'une seule des propriétés que nos Pères ont achetées de leurs propres deniers, de notre propriété de *Montréal*, c'est-à-dire \$990,009.00 et les Pères Jésuites abandonneront toutes les autres propriétés. (Voir liste des biens).

" Voici les raisons sur lesquelles j'appuie ma demande modérée :

" 1. Je ne demande que la moitié d'une seule propriété, et j'en cède vingt autres, (voir liste des biens) ; n'est-ce pas raisonnable et modéré ?

" 2. Nos dettes actuelles s'élèvent à \$200,000.00 ; pour nos trois maisons d'études et de formation, il ne faut pas moins de \$30,000.00 de revenus annuels ; pour faire les réparations urgentes que demanderaient nos maisons de Québec, *Trois-Rivières*, *Montréal*, *Sault-au-Récollet* et du lac *Nominingue*, il ne faudrait pas moins de \$200,000.00, donc ma demande est raisonnable et modérée.

" 3. Le gouvernement trouvera-t-il ma demande exagérée, quand il considérera que la vente d'une seule propriété peut le rembourser et au-delà ?

" Ainsi, le Champ-de-Mars, à \$5.00 du pied, rapporterait \$1,024,110.00 ; n'obtiendrait-on pas un pareil résultat avec la seigneurie du *Cap de la Magdeleine*, dont l'étendue est de 40 lieues ?

" Voilà pourquoi, monsieur le Ministre, je considère ma demande raisonnable et modérée.

“ Je n'ignore pas, Monsieur le Ministre, que dans un document présenté à Rome, il y a quelques années, on a évalué tous les biens des Jésuites à la somme de \$400,000 ; mais l'inexactitude de cette évaluation est démontrée même d'après les rapports officiels, cités plus haut. Le même document contient d'autres propositions non moins inexactes, pour prouver que la Compagnie de Jésus est incapable par elle-même de recouvrer ses biens, à cause de l'opposition qu'elle rencontrerait dans la Législature.

“ En protestant contre cette insinuation, je suis heureux d'affirmer que depuis que la Compagnie de Jésus est entrée en négociations avec le gouvernement, elle a été l'objet de la plus grande bienveillance de votre part, Monsieur le Ministre, de la part de vos honorables collègues et des honorables membres des deux chambres.

“ En terminant, Monsieur le Ministre, je me permets une suggestion.—Dès que le règlement sera conclu, ne serait-il pas possible, en dehors de la compensation accordée, de donner aux Pères Jésuites un terrain qui fût comme le monument commémoratif de l'acte éminemment catholique et conservateur que vous allez faire ? Je propose la “ Commune ” de *Laprairie* ; ce terrain, dans l'état où il existe est de peu de valeur, mais il peut nous suffire pour le but commémoratif indiqué.

“ Il est aussi une manière de commémorer dans l'histoire politique du pays ce concordat glorieux dont l'acte restera attaché au nom de votre ministère, dès que le Saint-Père l'aura ratifié ; c'est que les établissements des Pères Jésuites en cette province soient toujours admis, selon leurs mérites et s'ils le demandent, à partager les largesses que le gouvernement de cette province accordera à d'autres institutions, pour encourager l'enseignement, l'éducation, l'industrie, les arts ou la colonisation. La raison de cette faveur c'est que ces allocations se feront, en grande partie, sur le fonds des “ Biens des Jésuites. ” Ne serait-il pas étrange, pour ne rien dire de plus, de refuser aux Jésuites une part accordée à d'autres, dans les encouragements pécuniaires tirés du revenu de ces mêmes biens dont les Jésuites ont enrichi la province ?

“ Voilà, Monsieur le Ministre ce que j'ai cru devoir vous dire avant de savoir ce que le gouvernement est prêt à m'offrir, comme compensation des biens des Jésuites.

“ En attendant l'honneur d'une réponse, je compte sur la justice de ma réclamation, et sur la libéralité d'un sage gouvernement.

“ J'ai l'honneur d'être,

“ Monsieur le Ministre,

“ Votre très humble serviteur,

(Signé)

“ A. D. TURGEON S. J.

“ Procureur des Pères Jésuites. ”

“ Cabinet du Premier Ministre, Province de *Québec*.

“ *Québec*, le 4 juin 1888

“ Très Révérend Père,

“ J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre, datée du 20 mai dernier. Vous m'y faites connaître les conditions auxquelles vous êtes disposé à régler la question dite “ Biens des Jésuites ” au moyen d'une compensation équivalant à la moitié d'une des propriétés achetées par la compagnie de Jésus, de ses propres deniers.

“ J'ai soumis votre lettre à mes collègues réunis en conseil, et nous sommes arrivés à la conclusion de vous répondre ce qui suit :

“ 1o. Vu les difficultés qui entourent le règlement de cette question et vu la situation de la province, nous sommes obligés, à regret, de vous dire que nous ne pouvons vous offrir plus de \$400,000.00.

“ 2o. Pour arriver à ce chiffre, nous ne prenons pas pour base la valeur intrinsèque des biens, attendu que depuis longtemps les autorités religieuses ont abandonné la demande de restitution en nature et se sont contentées invariablement de réclamer une

indemnité. Le montant de cette indemnité a même été indiqué par les autorités religieuses de ce pays, à *Rome*, lesquelles autorités se sont déclarées prêtes, dans différentes occasions, à accepter \$400,000.00.

" 3o. Il nous est en conséquence impossible d'aller au delà de ce montant. Nous sommes prêts à vous l'offrir aux conditions posées dans ma lettre du 1er mai dernier.

" 4o. De plus, comme commémoration de ce règlement, nous vous rétrocéderons les droits que le gouvernement possède sur la commune de *Laprairie*. Ces droits, minimes il est vrai, sont toutefois les mêmes que les Pères Jésuites s'étaient réservés par l'acte de concession aux habitants de *Laprairie* de la *Magdeleine* reçu le 19 mai 1694, devant M<sup>re</sup> *Adhémar*, notaire royal de l'Île de *Montréal*, moins les quelques changements faits à ces droits par actes de la Législature.

" Voilà, très révérend Père, les offres que mes collègues m'ont chargé de vous faire.

" Espérant que, vu les circonstances exposées ci-haut, vous pourrez les accepter,

" J'ai l'honneur d'être votre tout dévoué,

(Signé,)

" HONORÉ MERCIER,

" Premier ministre.

" Très-Révérend Père TURGEON,

" Agent du Saint-Siège,

" *Quebec*, P. Q.

" *Quebec*, 8 juin 1888.

" L'honorable HONORÉ MERCIER,

" Premier Ministre,

" Province de *Québec*.

" Monsieur le Ministre,

" En présence de votre lettre du 4 juin courant, déclarant qu'il est impossible au gouvernement d'offrir plus de \$400,000 ; en présence des raisons que vous donnez et des difficultés que vous alléguiez, je crois remplir le mandat dont je suis chargé et entrer dans les vues du Saint-Siège et des supérieurs de la compagnie de Jésus, qui ont à cœur de voir disparaître le malaise causé par cette question en ce pays, en acceptant vos propositions, si minimes qu'elles soient, et en espérant que le Saint-Siège les aura pour agréables et daignera les ratifier.

" J'ai l'honneur d'être,

" Monsieur le Ministre,

" Votre très humble serviteur,

(Signé,)

" A. D. TURGEON, S. J.,

" Procureur des Jésuites.

" Cabinet du Premier Ministre,

" Province de *Québec*

" *Québec*, le 8 juin 1888.

" Très Révérend Père,

" J'ai l'honneur d'accuser réception de la vôtre de ce jour dans laquelle vous m'informez que vous acceptez, en votre qualité officielle, l'offre que le gouvernement vous a faite par ma lettre du 4 juin courant

---

“ Il ne me reste plus qu'à faire préparer les documents nécessaires et à les soumettre à qui de droit.

“ Croyez, très Révérend Père, à la haute considération de votre tout dévoué,

(Signé,)

“ HONORÉ MERCIER,

“ Premier Ministre.

“Très Révérend Père Turgeon,

“ Procureur des Jésuites *Québec*, P. Q.”

Attendu que copies des dites lettres du Très Révérend Père Turgeon, en date du 25 avril 1888, et du Premier Ministre, en date du 1er mai 1888, ont été communiquées à Son Eminence le Cardinal Taschereau, comme il appert dans la correspondance qui suit :

“ Cabinet du Premier Ministre,

“ Province de *Québec*,

“ *Québec*, le 3 mai 1888

“ A Son Eminence le Cardinal Taschereau, *Québec*,

“ Eminentissime Seigneur,

“ J'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, pour l'information de Votre Eminence, copies des documents suivants :

“ 1o. Lettre des Préfet et Secrétaire de la Sacrée Congrégation de la Propagande, datée *Rome* 27 mars 1888, autorisant le Procureur des Pères Jésuites à *Montréal*, à traiter avec le gouvernement de cette province, la question des biens des Jésuites, version italienne ;

“ 2o. Version française de la même lettre ; la traduction étant des Révérends Pères Jésuites ;

“ 3o. Lettre du Révérend Père Turgeon, transmettant cette lettre de la Propagande ;

“ 4o. La réponse du gouvernement au Révérend Père ;

“ Veuillez croire,

“ Eminence,

“ A la respectueuse considération de votre tout dévoué,

(Signé,)

“ HONORÉ MERCIER,

“ Premier Ministre.

A laquelle communication il plut à Son Eminence de répondre comme suit, le 4 mai 1888 :

“ Monsieur le Premier Ministre,

“ J’ai l’honneur d’accuser réception de votre lettre d’hier et des documents qui l’accompagnaient relatifs à l’affaire des biens des Jésuites.

“ Je vous prie d’accepter mes remerciements et de me croire votre tout dévoué ”

(Signé,) “ E. A. CARDINAL TASCHEREAU,

“ Archevêque de Québec.”

Attendu que les documents transmis par le Très Révérend Père *Turgeon*, avec sa lettre susdite du 8 mai 1888, sont dans les termes suivants, savoir :

“ Extrait des minutes de la Corporation de la Compagnie de Jésus, à une assemblée des membres de la dite Corporation, tenue le deux avril mil huit cent quatre-vingt-huit, en la “ Maison de l’Immaculée Conception de *Montréal*” rue *Rachel* :

(Traduction.)

“ Le P. *Adrien Turgeon* est nommé Procureur général et spécial du Rév. P. Supérieur, pour traiter avec le gouvernement de la Province de *Québec* la question des biens de l’ancienne Compagnie en *Canada* “ Biens des Jésuites” ou toute autre question.”

“ Signé,

F. VIGNON, S. J.,

Secrét.

“ Par devant maître *Léonard Ovide Héту*, Notaire Public, dument admis pour la Province de *Quebec*, l’une des Provinces de la Puissance du *Canada*, résidant en la cité de *Montréal*, dans le district de *Montréal*, dans la dite Province de *Quebec*, soussigné, Fut présent : le Révérend Père *Pierre Hamel*, Supérieur de la Compagnie de Jésus en *Canada*, résidant en la cité de *Montréal*, dans le district de *Montréal*. Lequel, par ces présentes, fait et constitue son procureur général et spécial le Révérend Père *Adrien Turgeon*, recteur du Collège *Sainte-Marie*, de la cité et du district de *Montréal* ; auquel il donne et délègue tous les droits et tous les pouvoirs qu’il possède ou qu’il pourra posséder par la suite soit en sa qualité personnelle, soit en sa qualité de Supérieur de la Compagnie de Jésus, soit en qualité de délégué, procureur ou chargé d’affaires du Révérend Père Général de la Compagnie de Jésus, ou soit en qualité de délégué, procureur ou chargé d’affaires du Saint-Siège, relativement aux biens des Jésuites actuellement détenus par le gouvernement de la Province de *Quebec* et à toute affaire se rapportant directement ou indirectement à la question des anciens biens des Jésuites en *Canada*, et relativement à toute transaction de quelque nature qu’elle soit qui pourrait être faite, à compter de ce jour, avec le gouvernement, ou la Législature de la Province de *Quebec*, ou avec aucun ministre ou membre du pouvoir public fédéral ou provincial en *Canada*, et aussi relativement à toute requête, projet de loi, mesure, qui pourraient être soumis aux parlements ou législatures du *Canada* par la Compagnie de Jésus ou par aucune maison de l’Ordre des Jésuites, ou soumis aux dits parlements ou législatures par d’autres personnes, mais affectant directement ou indirectement en quoi que ce soit les droits ou intérêts de la Compagnie de Jésus de quelqu’une de ses maisons ; notamment le pouvoir de demander et recevoir de qui il appartiendra les biens, meubles et immeubles et sommes mobilières



ou immobilières appartenant à la Compagnie de Jésus ou dont le constituant, en quel qu'une de ses qualités susdites, aura le contrôle, la charge, l'administration ou la disposition à quelque titre que ce soit, le pouvoir de vendre, céder, échanger, transporter, louer les dits biens à telle personne, par telle voie, et aux prix, charges, clauses, conditions et considérations que le procureur constitué trouvera avantageuses ou acceptables, s'engager à toutes garanties, recevoir le prix des dits biens et en donner quittance, accepter toute indemnité et consentir à tous compromis, arrangement de quelque nature que ce soit, recevoir les dites indemnité ou compensation et en donner bonne et valable quittance, nommer et constituer tous avoués, défenseurs ou avocats, arbitres, surarbitres, experts, etc., substituer une ou plusieurs personnes en tout ou en partie des présents pouvoirs, les révoquer et en substituer d'autres, et signer tous actes pour les effets ci-dessus, et généralement faire, de la manière la plus ample, tout acte que le dit constituant, és dites qualités, pourrait faire lui-même, quoique non prévu en ces présentes, les ratifiant et promettant les ratifier à première demande, ces présentes toujours valables jusqu'à révocation expresse, nonobstant surannation et laps de temps.

Fait et passé en la cité de *Montréal*, district de *Montréal*, en l'étude du notaire soussigné, l'an mil huit cent quatre-vingt-huit, le neuvième jour du mois d'avril après-midi, sous le numéro onze mille huit cent cinquante-quatre. Et le comparant a signé avec moi, notaire.

(Signé),

" P. HAMEL, S. J.

" L. O. HÉTU, N. P.

" Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

(Signé),

" L. O. HÉTU, N. P.

" L'an mil huit cent quatre-vingt-huit, le cinquième jour de mai, a comparu devant le notaire public, pour la Province de *Québec, Canada*, résidant en la cité de *Québec*, soussigné : Le très Révérend Père Adrien D. *Turgeon*, de la cité de *Montréal*, membre de la Compagnie de Jésus, recteur du Collège *Sainte-Marie*, à *Montréal*, en sa qualité de représentant ou procureur, suivant acte de délégation de pouvoirs du 9 avril dernier (1888), devant *L. O. Héту*, notaire, à *Montréal*, du Très Révérend Père *Pierre Hamel*, de la dite cité de *Montréal*, Supérieur de la Compagnie de Jésus en *Canada*, en les différentes qualités détaillées au dit acte. Lequel dépose, par les présentes, à *Cyrille Tessier*, notaire, soussigné, et le requiert de mettre au rang de ses minutes à la date de ce jour le brevet original d'une lettre (ou indult) en langues italienne et latine, adressée au Très Révérend Père Procureur des Jésuites de *Montréal*, par Son Eminence Jean, Cardinal *Simeoni*, Préfet de la Congrégation de la Propagande, datée à *Rome*, le vingt-sept de mars dernier.

" Laquelle lettre revêtue de la signature de Monseigneur l'Archevêque de *Tyr*, Secrétaire de la dite congrégation, est demeurée annexée à la minute des présentes, après avoir été, par le comparant, certifiée véritable et signée en présence du dit notaire.

" A la minute du présent acte sont aussi annexées deux déclarations solennelles vérifiant et identifiant les signatures apposées au bas de la dite lettre ; l'une de Monseigneur *Henri Tétu*, de *Quebec*, prêtre, camérier secret de Sa Sainteté *Léon XIII*, aumônier de l'Archevêché de *Quebec*, et l'autre, de Monseigneur *Cyrille Alfred Marois*, prêtre, camérier secret de Sa Sainteté *Leon XIII*, secrétaire de l'Archidiocèse de *Quebec*, demeurant à *Quebec* ; lesquelles déclarations portent la date de ce jour et ont été reçues par *Cy. Tessier*, notaire, soussigné.

“ Dont acte, à *Québec*, sous le numéro sept mille quatre cent soixante-dix-neuf des minutes de *Cy. Tessier*, notaire, soussigné.

“ En foi de quoi le comparant a signé avec le dit notaire, lecture faite.

(Signé), “ A. D. TURGEON, S. J.”  
“ Cy. TESSIER N. P. ”

“ Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

S. Congregazione di propaganda  
Segretaria  
No. 1590.  
Oggetto.

(Signé) Cy. TESSIER, N. P.

*Roma* li 27 Marzo 1888.

RMO PADRE,

“ Ho il piacere di significare alla P. V. che deferita la questione concernente il riacquisto dei beni dei Padri Gesuiti nel basso *Canada* ad una speciale commissione Cardinalizia nel giorno 20 corr. Marzo fu ad essa proposto a risolvere il dubbio seguente : “ Se, come, ed a chi convenga dare l'autorizzazione di reclamare dal Governo della Provincia di *Quebec* i beni appartenuti ai PPi. Gesuiti prima della soppressione della compagnia.” Ora gli Emi Cardinali risposero : “ Affirmative, favore PP Societatis Jesu, et iuxta modum alias praescriptum, scilicet PP. Societatis Jesu suo nomine cum civili Gubernio agent, ita tamen ut Sedi aplicae plena libertas maneat de iis bonis disponendi, prout opportunum iudicaverit, et ideo curandum illis omni studio est, ut nulla conditio vel clausula in publico instrumento cessionis bonorum apponatur, quibus S. Sedis libertas quocumque modo afficiatur. Insuper quamcumque summam PP. Societatis Jesu percepturi erunt a Gubernio, deponere teneantur in loco tuto a S. Congne determinando.”

“ Riferita la sudd. risoluzione nell'Udienza del giorno stesso 20. Marzo al S. Padre, Sua Santità si degnò approvarla in tutte le sue parti. Quindi è che la P. V. è autorizzata a rivendicare i beni stessi con le condizioni già esposte.

“ In questa intelligenza prego il Signore, che La conservi, e La prosperi.

“ Di V. P.

Affmo

*Giovanni Card. Simeoni* Prefetto.

Revmo

P<sup>e</sup> Procuratore dei Gesuiti di  
*Montreal*.

D. ARCIV. DI TYR, SECRET.

“ Ceci est le brevet original de la lettre dont il est fait mention en un certain acte de dépôt fait par moi ce jour devant *Cy. Tessier*, notaire, à *Québec*, laquelle lettre je certifie véritable.

“ *Québec*, 5 mai 1888.

(Signé), A. D. TURGEON, S. J.

En présence de

“ (Signé), “ Cy. TESSIER, N. P.

“ Vraie copie,

“ (Signé), Cy. TESSIER, N. P.

---

“ Je, *Henri Têtu*, prêtre, camérier secret de Sa Sainteté *Léon XIII*, aumonier de l'Archevêché de *Québec*, demeurant en la cité de *Québec*, déclare solennellement que les signatures : *Giovanni Card. Simeoni* Prefetto et *D. Arciv. di Tyr*. Segret, au bas de la lettre—ou indult— en langues italienne et latine, adressée au Révérend Père Procureur des Jésuites de *Montréal*, en date à *Rome*, du vingt-sept mars dernier (1888) et portant le numéro 1590, sont, respectivement, les signatures du Cardinal *Simeoni*, Préfet, et de Monseigneur l'Archevêque de *Tyr*, Secrétaire de la Congrégation de la Propagande. Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte passé dans la trente-septième année du règne de Sa Majesté, intitulé : “ Acte pour la suppression des serments volontaires et extrajudiciaires.”

(Signé), H. TÊTU, Ptre, C. S.

“ Déclaré devant moi, notaire, à *Québec*, ce cinq de mai 1888.

(Signé), Cy. TESSIER, N. P.

“ Ceci est une des déclarations solennelles dont il est fait mention dans un certain acte de dépôt fait par moi, ce jour, devant *Cy. Tessier*, notaire, à *Québec*, à la minute duquel acte elle est demeurée annexée.

*Québec*, 5 mai 1888.

(Signé) A. D. TURGEON, S. J.

En présence de (Signé) Cy. TESSIER, N. P.

[Vraie copie],

(Signé), Cy. TESSIER, N. P. ”

“ Je, *Cyrille Alfred Marois*, prêtre, camérier secret de Sa Sainteté *Léon XIII*, secrétaire de l'archidiocèse de *Québec*, demeurant en la cité de *Québec*, déclare solennellement que les signatures : “ *Giovanni Card. Simeoni* Prefetto, ” et “ *D. Arciv. di Tyr* Segret, ” au bas de la lettre—ou indult—en langues italienne et latine, adressée au Révérend Père Procureur des Jésuites de *Montréal*, en date à *Rome* du vingt-sept mars dernier (1888), et portant le numéro 1590, sont, respectivement, les signatures du Cardinal *Simeoni*, Préfet, et de Monseigneur l'Archevêque de *Tyr*, Secrétaire de la Congrégation de la Propagande. Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte passé dans la trente-septième année du règne de Sa Majesté, intitulé : “ Acte pour la suppression des serments volontaires et extrajudiciaires. ”

(Signé) C. A. MAROIS, ptre, C. S.

Déclaré devant moi, notaire, à *Québec*, ce cinq de mai 1888.

(Signé) Cy. TESSIER, N. P.

“ Ceci est une des déclarations solennelles dont il est fait mention en un certain acte de dépôt fait par moi, ce jour, devant *Cy. Tessier*, notaire, à *Québec*, à la minute duquel acte elle est demeurée annexée.

*Québec*, 5 mai 1888.

(Signé), A. D. TURGEON, S. J.

“ En présence de :

(Signé), CY. TESSIER, N. P.

Vraie copie,

(Signé), CY. TESSIER, N. P.

Attendu qu'il convient de mettre fin au malaise qui existe dans cette province, relativement à cette question des biens des Jésuites, en la réglant d'une manière définitive ;

Il soit résolu :

1o. Que les conventions susdites, arrêtées entre le Premier Ministre et le Très Révérend Père *Turgeon*, sont ratifiées par les présentes et que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à les mettre à exécution dans leur forme et teneur.

2o. Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil est autorisé à payer, à même tout argent public à sa disposition, la somme de quatre cent mille piastres de la manière et dans les conditions mentionnées dans les documents ci-dessus cités et de faire tout acte qu'il jugera nécessaire pour la pleine et entière exécution des dites conventions.

3o. Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil est autorisé à céder à la Compagnie de Jésus, société incorporée en vertu de l'acte de cette province, 50 Victoria, chapitre 28, tous les droits de cette province sur la Commune de *Laprairie*.

4o. A l'occasion de ce règlement le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra payer à même tout argent public à sa disposition, une somme de soixante mille piastres aux différentes universités et maisons d'éducation protestantes et dissidentes de cette province, suivant le mode de distribution qui sera préalablement faite par le Comité protestant du Conseil de l'Instruction Publique.

5o. Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil est autorisé à faire valoir, auprès de qui de droit, toute réclamation qui pourra échoir au gouvernement de cette province par suite de l'exécution des susdites conventions.

6o. Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil est autorisé, par les présentes, à disposer, de la manière qu'il croira la plus avantageuse à la province, de tous biens, meubles, immeubles, intérêts et droits généralement quelconques de la province sur les dits biens appelés “ Biens des Jésuites.”

Et l'acte de cette Législature, 48 Vct. ch. 10, nonobstant la section 5 du dit acte ou autre loi à ce contraire, s'appliquera aux dits biens, dont le produit pourra être employé, nonobstant toute loi à ce contraire, pour les fins ci-dessus mentionnées ou pour toutes autres fins approuvées par la Législature.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, M. *Robidoux* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Robidoux* fait, en conséquence, rapport des résolutions ; lesquelles sont lues comme suit :

Attendu qu'à l'ouverture de la présente session de cette Législature, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de prononcer, dans son gracieux discours du trône, les paroles suivantes

" Je suis heureux de vous informer que la question des " Biens des Jésuites," pendante depuis si longtemps entre les autorités religieuses et civiles, et qui a créé tant de " malaise dans ce pays, recevra bientôt une solution favorable et satisfaisante pour tous " les intéressés, et que mon gouvernement espère soumettre à votre approbation, pendant " cette session même, un règlement à ce sujet. "

" Les obstacles qui empêchaient la vente du terrain de l'ancien collège des Pères " Jésuites, situé en cette ville, ont disparu ; le principe de la restitution en nature est " abandonné par qui de droit, et il ne reste plus qu'à fixer à l'amiable le chiffre de la " compensation à être accordée. A l'occasion du règlement de cette délicate question, " certaines institutions d'éducation protestantes recevront une allocation raisonnable, " proportionnée à l'importance numérique de la minorité, en cette province."

Attendu que les dits biens ont été confisqués par les autorités impériales sous le règne de Georges III, après la suppression de l'ordre des Jésuites, et qu'ils ont été sub-séquemment transmis aux autorités de l'ancienne province du Canada ;

Attendu qu'une partie considérable de ces biens a été cédée, à l'époque de la confédération et depuis, aux autorités de cette province ;

Attendu que des représentations énergiques ont été faites aux autorités civiles, au sujet de ces biens, par les autorités religieuses et les citoyens de ce pays, et notamment par Monseigneur *Jean-François Hubert*, Evêque de *Québec*, le 18 novembre 1799 ; par les citoyens de *Québec*, le 4 février 1793 ; par Nos Seigneurs les Evêques *Joseph*, Evêque de *Québec*, *Pierre-Flavien Turgeon*, Evêque de *Sydime*, Coadjuteur de *Québec*, et *Jean-Jacques Lartigue*, Evêque de *Telmesse*, suffragant de l'Evêché de *Québec* et grand-vicaire du district de *Montréal*, le ou vers l'année 1835 ; par Nos Seigneurs les Evêques *Joseph*, Archevêque de *Québec*, *Pierre-Flavien Turgeon*, Evêque de *Sydime*, Coadjuteur de *Québec*, *Pius*, Evêque de *Kingston*, *Patrick*, Evêque de *Carrha*, Coadjuteur de *Kingston*, *Ignace*, Evêque de *Montréal*, *T. Charles*, Evêque élu de *Martyropolis*, Coadjuteur de *Montréal*, *Michael*, évêque de *Toronto*, en janvier 1845 ; par le clergé des diocèses de *Québec* et de *Montréal*, en juin 1847 ; par le Révérend Père *Théophile Charaux*, supérieur général de la mission des Jésuites en *Canada*, en janvier 1874 ; par Nos Seigneurs les Evêques *E. A.*, Archevêque de *Québec*, *L. F.*, Evêque des *Trois-Rivières*, *Jean*, Evêque de *Rimouski*, *Edouard Charles*, Evêque de *Montréal*, *Antoine*, Evêque de *Sherbrooke*, *J. Thomas*, Evêque d'*Ottawa*, *L. Z.*, Evêque de *St-Hyacinthe*, *Dominique*, Evêque de *Chicoutimi*, le 9 octobre 1878 ; et enfin par Sa Grâce l'Archevêque de *Québec*, les 2 janvier, 8 avril et 27 avril 1885 ;

Attendu que dans sa lettre du 2 janvier 1885, adressée à l'honorable *John J. Ross*, alors premier ministre de cette province, Sa Grâce Monseigneur l'Archevêque de *Québec* disait : " J'ai l'honneur de vous informer qu'en vertu d'un indult du 13 octobre 1884, je " suis personnellement autorisé par le Saint-Siège à traiter avec le gouvernement provin- " cial de *Québec*, et à terminer, moyennant juste compensation, la question de la propriété " des biens autrefois possédés dans cette province par les R.R. PP. Jésuites lors de la " suppression de leur Institut en 1773 ;"

Attendu qu'en réponse à une de ces représentations faite le 8 avril 1885, par Sa Grâce Monseigneur l'Archevêque de *Québec*, l'honorable *John J. Ross*, alors premier ministre, répondit comme suit, le 25 avril de la même année :

“ Si Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil décide de rouvrir et de reconsidérer cette question des biens des Jésuites, je ne manquerai pas d'en prévenir Votre Grandeur et les Révérends Pères de la Compagnie de Jésus, afin que, avec votre concours et le leur, il puisse s'il y a lieu, proposer à la Législature une mesure qui devra régler cette question d'une manière satisfaisante et définitive.”

Attendu qu'à la suite de ces différentes représentations, et surtout de celle du 9 octobre 1878, signée par les Evêques de la province, et protestant contre la mise en vente par le gouvernement du terrain de l'ancien collège des Jésuites, à Québec, telle vente n'a pas eu lieu et que ce terrain est tombé dans un état de dégradation regrettable ;

Attendu que le 17 février 1888, l'honorable *Honoré Mercier*, Premier Ministre de cette province, écrivit la lettre suivante :

Rome, 17 février 1888.

A Son Éminence le Cardinal *Giovanni Simeoni*, Préfet de la Sacrée Congrégation de la Propagande,

ÉMINENCE,

“ Une dépêche de Votre Eminence, en date du 7 mai dernier (1887), informait Son Eminence le Cardinal *Taschereau* que le Saint Père se réservait de régler lui-même la question des biens des Jésuites au Canada. Au nombre des biens ainsi appelés “ Biens des Jésuites,” se trouve le terrain de l'ancien collège des Pères, situé en face de la Basilique, au centre même de la capitale de la province de Québec. Mes prédécesseurs dans le gouvernement avaient cru devoir, vers 1876, je crois, ordonner la démolition de ce collège et la division du terrain en lots à bâtir, en vue d'une vente prochaine qui, cependant, n'eut pas lieu, vu certaines représentations faites en haut lieu dans le temps. Pour éviter de nouvelles difficultés, je suppose, mes prédécesseurs ont laissé dormir la question et tomber le terrain dans un si triste état d'entretien qu'il est devenu le refuge des animaux, et même le réceptacle d'immondices, de telle sorte que l'on dit tout haut, à Québec, que cela constitue une véritable honte publique. Dans ces circonstances, je crois de mon devoir de demander à votre Eminence si Elle verrait quelque objection sérieuse à ce que le gouvernement vendit ce terrain, en attendant le règlement final de la question des biens des Jésuites. Le gouvernement considérerait le produit de cette vente comme un dépôt spécial dont il serait disposé plus tard, suivant les conventions qui seraient arrêtées entre les parties intéressées, avec la sanction du Saint-Siège. Comme il sera peut-être nécessaire de consulter à cet égard la Législature de notre province, qui doit être convoquée très prochainement, j'ose solliciter respectueusement une réponse immédiate. Daignez croire, Eminence, à la considération filiale avec laquelle j'ai l'honneur de me dire,

“ De Votre Eminence, le très dévoué serviteur,

(Signé)

“ HONORÉ MERCIER,

“ Premier ministre de la province de Québec.”

---

A laquelle lettre il fut répondu comme suit :

(Traduction).

“ Rome, le 1er mars 1888. ”

ILLUSTRISSIME SEIGNEUR,

“ Je m'empresse de signifier à votre seigneurie, qu'ayant présenté votre demande au Saint-Père dans l'audience d'hier, Sa Sainteté a daigné accorder la faculté de vendre le terrain qui appartenait aux Pères Jésuites avant la suppression, à la condition expresse, toutefois, que la somme qui en sera retirée soit déposée et laissée à la libre disposition du Saint-Siège. En vous communiquant la présente je vous souhaite tout bien dans le Seigneur.

De votre seigneurie le très affectionné,

(Signé)

“ GIOVANNI CARDINAL SIMEONI,

Préfet, etc.”

Que le 21 mars 1888, le télégramme suivant fut envoyé à Son Eminence le Cardinal *Simeoni*, à Rome :

“ Dans l'affaire des biens des Jésuites, le gouvernement objecte respectueusement à la condition imposée dans la lettre de Votre Eminence du premier mars courant, et ne peut espérer aucun succès dans le règlement de cette affaire délicate, que si permission de vendre terrain est accordée dans les conditions et suivant les termes mêmes de ma lettre du dix-sept février dernier. Je sollicite respectueusement réponse favorable immédiate dans l'intérêt même du règlement final de la question.

(Signé)

“ HONORÉ MERCIER,

“ Premier ministre.

Que le 24 mars 1888, la réponse suivante fut envoyée de Rome par Son Eminence le Cardinal *Siméoni* : “ Pape permet que le gouvernement conserve le produit de vente terrain Jésuites, dépôt spécial à disposer plus tard avec sanction du Saint-Siège.”

Attendu qu'à la suite de ces négociations la correspondance suivante fut échangée entre le Premier Ministre et le Très Révérend Père *Turgeon*, Recteur du Collège *Sainte Marie*, à *Montreal*, et agent du Saint-Siège :

“ Collège *Sainte-Marie*, 25 avril 1888.

HONORABLE HONORÉ MERCIER,

Premier-Ministre, Province de *Québec*,

Monsieur le Premier Ministre,

“ J'ai l'honneur de vous transmettre copie de la lettre officielle, datée de Rome, le 27 mars 1888, par laquelle la Sacrée Congrégation autorise les Pères Jésuites à traiter avec le gouvernement, dans la question dite “ Biens des Jésuites. ”

“ J’ai aussi l’honneur de vous faire connaître que, dans une assemblée de la Corporation de la Compagnie de Jésus, en date du 2 avril 1888, j’ai été nommé procureur général et spécial à cet effet.

“ De plus, le 9 avril dernier, le Révérend Père Supérieur de la Mission du *Canada* m’a donné sa procuration par un acte fait et passé en la Cité de *Montréal*, district de *Montréal*, en l’étude de Maître *L. O. Héту*, notaire, avec plein pouvoir de traiter avec le gouvernement, aux conditions énoncées dans la lettre de la Sacrée Congrégation.

“ J’ai l’honneur d’être,

“ Monsieur le Premier Ministre,

“ Votre très humble serviteur,

(Signé)

“ A. D. TURGEON, S. J.,

“ Procureur des Jésuites à *Montréal*.

(Traduction.)

*Rome*, le 27 mars 1888.

“ Très Révérend Père,

“ J’ai le plaisir de signifier à Votre Paternité, que la question concernant la revendication des biens des Pères Jésuites dans le *Bas-Canada*, ayant été référée à une commission spéciale de Cardinaux, le 20 mars courant, il a été proposé de résoudre le doute suivant : “ Si, comment, et à qui il convient de donner l’autorisation de réclamer du Gouvernement de la province de *Québec* les biens qui appartenaient aux Pères Jésuites avant la suppression de la Compagnie.”

“ Alors les Eminentissimes Cardinaux ont répondu : “ Affirmativement, en faveur des Pères de la Compagnie de Jésus, et selon le mode prescrit ailleurs, c’est-à-dire, que les Pères de la Compagnie de Jésus traitent en leur nom avec le gouvernement civil, de façon cependant à ce que pleine liberté soit laissée au Saint-Siège de disposer de ces biens comme il le jugera opportun, et en conséquence qu’ils aient grand soin qu’aucune condition ou qu’aucune clause ne soit mise dans l’acte public de cession de ces biens, qui puisse, en aucune façon, affecter la liberté du Saint-Siège. De plus, quelle que soit la somme que les Pères de la Compagnie de Jésus reçoivent du gouvernement, qu’ils soient tenus de la déposer en un lieu sûr à être déterminé par la Sacrée Congrégation.

“ La susdite résolution a été référée au Saint Père, dans l’audience de ce jour, et Sa Sainteté a daigné l’approuver dans toutes ses parties.

“ En conséquence Votre Paternité est autorisée à revendiquer les mêmes biens aux conditions déjà énoncées.

“ En vous communiquant cette information, je prie le Seigneur de vous conserver et de vous faire prospérer.

De V. P., le très affectionné,

(Signé)

JEAN CARD. SIMEONI,

Préfet,

D. ARCHEV. DE TYR, Secr.

Frès Révérend Père Procureur des Jésuites de *Montréal*.



---

" CABINET DU PREMIER MINISTRE,

" Province de *Québec*,

" *Québec*, le 1er mai, 1888,

" Révérend Père TURGEON,

" Procureur des Jésuites à *Montréal*,

" *Montréal*,

" Très Révérend Père,

" J'ai soumis à mes collègues la copie de la lettre de la Sacrée Congrégation de la Propagande, datée de Rome le 27 mars dernier, et qui autorise les Pères de la Compagnie de Jésus à traiter en leur nom avec le gouvernement de la province, au sujet des biens dits " Biens des Jésuites ". Je leur ai soumis aussi votre lettre du 25 avril dernier, par laquelle vous me transmettez celle de la Propagande, dans laquelle vous m'informez que vous avez été nommé procureur général et spécial à l'effet susdit et que le Révérend Père Supérieur de la mission du Canada vous a donné une procuration devant M<sup>re</sup>. *Hélu*, notaire, avec plein pouvoir etc., etc.

" Avant d'entrer en négociation avec vous, au sujet de ces biens, le gouvernement désire vous rappeler :

" 1. Qu'il vous faut déposer chez un notaire l'original de la lettre susdite de la Sacrée Congrégation, avec deux déclarations solennelles, reçues au désir de la loi, et identifiant les signatures des Préfet et Secrétaire de la dite Congrégation qui se trouvent au bas de ce document ;

" 2. Que des copies authentiques de cette lettre et de ces déclarations solennelles, ainsi que de la résolution de votre corporation adoptée le deux avril dernier et de la procuration du Révérend Père Supérieur des Missions en *Canada*, nous soient transmises ;

" 3. Qu'en consentant à traiter avec vous au sujet de ces biens, le gouvernement ne reconnaît aucune obligation civile, mais seulement une obligation morale, à cet égard ;

" 4. Qu'il ne saurait être question d'une restitution en nature, dont le principe a été abandonné par qui de droit, mais seulement d'une compensation en argent à être fixée avec vous à l'amiable ;

" 5. Que la somme fixée comme compensation devra être exclusivement employée dans la province ;

" 6. Que vous ferez au gouvernement de la province de *Québec* une cession complète, parfaite et à perpétuité, de tous les biens qui ont pu appartenir, en *Canada*, à quelque titre que ce soit, aux Pères de l'ancienne Compagnie, et que vous renoncerez à tous droits généralement quelconques sur ces biens et sur leurs revenus en faveur de notre province, le tout, tant au nom de l'ancien ordre des Jésuites et de votre corporation actuelle, qu'au nom du Pape, de la Sacrée Congrégation de la Propagande et de l'Eglise catholique romaine en général ;

" 7. Que toute convention faite entre vous et le gouvernement de cette province ne vaudra qu'en autant qu'elle sera ratifiée par le Pape et la Législature de cette province ;

" 8. Que le montant de la compensation fixée restera en la possession du gouvernement de la province comme un dépôt spécial, jusqu'à ce que le Pape ait ratifié le dit règlement et fait connaître sa volonté quant à la distribution de ce montant dans ce pays ; que votre corporation recevra l'intérêt de ce dépôt à 4 pour cent à compter du jour de la signification au Secrétaire de la Province, de l'acte du Pape confirmant le même arrangement ; et cela jusqu'au paiement du capital qui devra se faire à qui de droit dans les six mois de la signification au dit Secrétaire de la Province, de la décision du Pape quant à cette distribution ;

“ 9. Enfin, que la loi qui ratifiera ces conventions contienne une clause décrétant qu'à l'occasion de ce règlement, la minorité protestante recevra une allocation proportionnée à son importance numérique, en faveur de ses œuvres d'éducation.

“ Voilà, Très Révérend Père, les bases sur lesquelles le gouvernement désire traiter avec vous cette délicate question des biens dits “ Biens des Jésuites.”

“ Espérant que vous seconderez nos désirs de la régler le plus tôt possible, à l'avantage de toutes les parties intéressées,

“ J'ai l'honneur de me souscrire,

“ Votre tout dévoué,

“ (Signé)

“ HONORÉ MERCIER,

“ Premier Ministre.

“ *Quebec*, 8 mai 1888.

“ L'Honorable HONORÉ MERCIER,

“ Premier Ministre,

“ Province de *Quebec*.

“ Monsieur le Ministre,

“ J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 1er mai dernier, dans laquelle vous me dites avoir soumis à vos collègues, l'indult de la Sacrée Congrégation de la Propagande, daté de *Rome*, le 27 mars dernier, autorisant les Pères de la Compagnie de Jésus à traiter, en leur nom, avec le gouvernement de la province de *Quebec*, la question dite “ Biens des Jésuites.”

“ Vous me dites aussi avoir soumis à vos Honorables Collègues, ma lettre du 25 avril dernier, par laquelle je vous informe que j'ai été nommé procureur général et spécial à l'effet susdit, et que le Révérend Père Supérieur de la Mission du *Canada*, m'a donné une procuration devant maître *Héty*, notaire, avec plein pouvoir etc., etc.

“ Agréez mes remerciements, monsieur le Ministre, pour avoir bien voulu donner à cette communication une attention aussi prompte.

“ J'ai l'honneur de répondre, par la présente, aux différents points que votre gouvernement désire me rappeler, en suivant l'ordre indiqué par numéros, dans la vôtre du 1er mai :

“ 1. L'original de la lettre susdite de la Sacrée Congrégation, avec déclarations solennelles reçues au désir de la loi, et identifiant les signatures des Préfet et Secrétaire de la dite congrégation, qui se trouvent au bas de ce document, ont été déposés chez maître Cyrille Tessier, notaire, résidant dans la cité de *Quebec*.

“ 2. Veuillez trouver sous ce pli les copies authentiques de cette lettre et de ces deux déclarations solennelles, ainsi que de la résolution de notre corporation, adoptée le 2 avril dernier, et de la procuration du Révérend Père Supérieur de la Mission du *Canada*, dont l'original, sous le numéro onze mille huit cent cinquante quatre, est laissé dans l'étude de maître *L. O. Héty*, notaire, résidant dans la cité de *Montréal*.

“ 3. L'obligation morale que le gouvernement reconnaît avoir, en consentant à traiter avec moi, m'est une garantie suffisante pour entrer en négociation.

“ 4. Le Saint-Siège, les Supérieurs de la Compagnie de Jésus, et la Corporation que je représente, tout en louant votre désir de rendre justice aux Pères de la Compagnie de Jésus, veulent aussi aider le gouvernement à régler cette question, et donner une preuve de leur dévouement envers le pays et la province de *Quebec* en particulier ; en conséquence ils seront satisfaits d'une juste compensation, eu égard à la valeur des biens et propriétés, autrefois en possession des Pères Jésuites, au lieu d'une restitution en nature. Cette compensation en argent sera fixée à l'amiable, comme me le fait espérer la grande bienveillance que vous m'avez accordée jusqu'ici, Monsieur le Ministre, et le concours

généreux que nous prêteront vos Honorables Collègues aussi bien que les Honorables Membres des deux Chambres. Si, cependant, il devenait nécessaire d'avoir recours à l'arbitrage, aucune des parties intéressées ne pourrait s'y opposer.

" 5. M'appuyant sur les constitutions de la Compagnie de Jésus et sur les intentions des anciens donateurs, je puis vous affirmer que la somme fixée comme compensation, et que les Pères Jésuites recevront, sera exclusivement employée dans cette province.

" 6. Le gouvernement de la province de *Quebec* recevra une cession complète, parfaite et à perpétuité de tous les biens qui ont pu appartenir, en *Canada*, à quelque titre que ce soit, aux Pères de l'ancienne Compagnie, et les Pères Jésuites renonceront à tous droits généralement quelconques sur ces biens et sur leurs revenus en faveur de la province, le tout, tant au nom du Pape, de la Sacrée Congrégation de la Propagande et de l'Eglise Catholique Romaine en général.

" 7. Toute convention faite entre le gouvernement de cette province et les Pères Jésuites, ne vaudra qu'en autant qu'elle aura été ratifiée par le Pape et la Législature de cette province.

" 8. Le montant de la compensation fixée restera en la possession du gouvernement de cette province, comme un dépôt spécial, jusqu'à ce que le Pape ait ratifié le dit règlement et fait connaître sa volonté quant à la distribution de ce montant dans ce pays. Notre corporation recevra l'intérêt de ce dépôt à 4 pour cent à compter du jour de la signification au Secrétaire de la province de l'acte du Pape confirmant tel arrangement, et cela jusqu'au paiement du capital qui devra se faire à qui de droit, dans les six mois de la signification au dit Secrétaire de la province de la décision du Pape, quant à cette distribution.

" 9. Cette clause ne touchant pas la question que je suis chargé de traiter avec le gouvernement, je vous prie, Monsieur le Ministre, de vouloir bien me dispenser d'y répondre.

" Il ne me reste plus, Monsieur le Ministre, qu'à vous exprimer encore une fois toute ma reconnaissance et à vous promettre mon concours pour vous aider à régler le plus promptement possible cette délicate question.

" J'ai l'honneur d'être,

" Monsieur le Ministre,

" Votre très humble serviteur,

(Signé

" A. D. TURGEON, S. J.

" Procureur des Jésuites."

" Cabinet du Premier Ministre. "

" *Québec*, le 14 mai 1888."

" Mon Révérend Père, "

" En réponse à votre lettre du 8 courant, j'ai l'honneur de vous informer que le gouvernement est prêt à recevoir votre demande par écrit, quant à la compensation à être accordée. Il espère que cette demande sera très raisonnable et modérée, vu les difficultés financières de la province et autres. "

" Croyez-moi, respectueusement,

Votre dévoué,

(Signé)

" HONORÉ MERCIER, "

" Très Révérend Père TURGEON, S. J.

" Québec, 20 mai 1888.

L'honorable HONORÉ MERCIER,

Premier Ministre, de la province de Québec.

" Monsieur le ministre,

" J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 14 courant, dans laquelle vous m'informez que le gouvernement est prêt à recevoir ma demande d'une compensation raisonnable et modérée.

" Voici, Monsieur le Ministre, ce que je crois devoir répondre en faveur de la cause que j'ai l'honneur de défendre.

" D'après les rapports officiels que vous avez eu l'extrême obligeance de me communiquer, je constate que les biens des Jésuites sont évalués à la somme de \$1,200,000.00.

" Ce n'est qu'une valeur approximative, et je la crois bien inférieure à la valeur réelle.

" Des hommes compétents que j'ai consultés à Québec, à Montréal et aux Trois Rivières, n'hésitent pas à affirmer que les biens des Jésuites valent au moins \$2,000,000.00. Ils calculent :

" 1. Les seigneuries et fiefs à .....	\$500,000.00
" 2. La propriété au centre de la ville de <i>Montréal</i> , d'une étendue de 330,003 pieds, peut être évaluée à \$3.00 du pied—des évaluateurs autorisés prétendent même que le prix réel est de \$6.00 du pied, comme il est de \$10.00 sur la Place d'Armes, et de \$16.00 au carré <i>Victoria</i> moitié du prix réel. ....	\$990,009.00
" 3. A <i>Québec</i> , le terrain de l'ancien Collège est évalué, dans les rapports officiels, à un prix variant de \$50,000.00 à \$200,000.00, disons....	\$100,000.00
" 4. Les revenus depuis 1867 ont atteint le chiffre de.....	\$400,000.00
" 5. Le capital des lots et ventes est de.....	\$92,572.00
" 6. Une propriété, <i>Notre-Dame-des-Anges</i> , a été vendue.....	\$18,200.00

Ce qui donne un total de plus de..... \$2,000,000.00

" Remarquez, Monsieur le Ministre, qu'aucune mention n'est faite des intérêts, même depuis la Confédération. C'est donc en présence de ces documents que je dois faire la demande d'une compensation raisonnable et modérée, avant de mettre le gouvernement dans la pleine jouissance et la légitime possession de tous les biens des Jésuites en *Canada*.

" Or, ma proposition raisonnable et modérée, la voici : Je demande au gouvernement de la province de *Québec* la moitié de la valeur réelle d'une seule des propriétés que nos Pères ont achetées de leurs propres deniers, de notre propriété de *Montréal*, c'est-à-dire \$990,009.00 et les Pères Jésuites abandonneront toutes les autres propriétés. (Voir liste des biens).

" Voici les raisons sur lesquelles j'appuie ma demande modérée :

" 1. Je ne demande que la moitié d'une seule propriété, et j'en cède vingt autres, (voir liste des biens) ; n'est-ce pas raisonnable et modéré ?

" 2. Nos dettes actuelles s'élèvent à \$200,000.00 ; pour nos trois maisons d'études et de formation, il ne faut pas moins de \$30,000.00 de revenus annuels ; pour faire les réparations urgentes que demanderaient nos maisons de *Québec*, *Trois-Rivières*, *Montréal*, *Sault-au-Récollet* et du lac *Nominingue*, il ne faudrait pas moins de \$200,000.00, donc ma demande est raisonnable et modérée.

" 3. Le gouvernement trouvera-t-il ma demande exagérée, quand il considérera que la vente d'une seule propriété peut le rembourser et au-delà ?

" Ainsi, le *Champ-de-Mars*, à \$5.00 du pied, rapporterait \$1,024,110.00 ; n'obtiendrait-on pas un pareil résultat avec la seigneurie du *Cap de la Magdeleine*, dont l'étendue est de 40 lieues ?

" Voilà pourquoi, monsieur le Ministre, je considère ma demande raisonnable et modérée.

“ Je n'ignore pas, Monsieur le Ministre, que dans un document présenté à Rome, il y a quelques années, on a évalué tous les biens des Jésuites à la somme de \$400,000 ; mais l'inexactitude de cette évaluation est démontrée même d'après les rapports officiels, cités plus haut. Le même document contient d'autres propositions non moins inexactes, pour prouver que la Compagnie de Jésus est incapable par elle-même de recouvrer ses biens, à cause de l'opposition qu'elle rencontrerait dans la Législature.

“ En protestant contre cette insinuation, je suis heureux d'affirmer que depuis que la Compagnie de Jésus est entrée en négociations avec le gouvernement, elle a été l'objet de la plus grande bienveillance de votre part, Monsieur le Ministre, de la part de vos honorables collègues et des honorables membres des deux chambres.

“ En terminant, Monsieur le Ministre, je me permets une suggestion.—Dès que le règlement sera conclu, ne serait-il pas possible, en dehors de la compensation accordée, de donner aux Pères Jésuites un terrain qui fût comme le monument commémoratif de l'acte éminemment catholique et conservateur que vous allez faire ? Je propose la “ Commune ” de *Laprairie* ; ce terrain, dans l'état où il existe est de peu de valeur, mais il peut nous suffire pour le but commémoratif indiqué.

“ Il est aussi une manière de commémorer dans l'histoire politique du pays ce concordat glorieux dont l'acte restera attaché au nom de votre ministère, dès que le Saint-Père l'aura ratifié ; c'est que les établissements des Pères Jésuites en cette province soient toujours admis, selon leurs mérites et s'ils le demandent, à partager les largesses que le gouvernement de cette province accordera à d'autres institutions, pour encourager l'enseignement, l'éducation, l'industrie, les arts ou la colonisation. La raison de cette faveur c'est que ces allocations se feront, en grande partie, sur le fonds des “ Biens des Jésuites. ” Ne serait-il pas étrange, pour ne rien dire de plus, de refuser aux Jésuites une part accordée à d'autres, dans les encouragements pécuniaires tirés du revenu de ces mêmes biens dont les Jésuites ont enrichi la province ?

“ Voilà, Monsieur le Ministre ce que j'ai cru devoir vous dire avant de savoir ce que le gouvernement est prêt à m'offrir, comme compensation des biens des Jésuites.

“ En attendant l'honneur d'une réponse, je compte sur la justice de ma réclamation, et sur la libéralité d'un sage gouvernement.

“ J'ai l'honneur d'être,

“ Monsieur le Ministre,

“ Votre très humble serviteur,

(Signé)

“ A. D. TURGEON S. J.

“ Procureur des Pères Jésuites. ”

“ Cabinet du Premier Ministre, Province de *Québec*.

“ *Québec*, le 4 juin 1888.

“ Très Révérend Père,

“ J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre, datée du 20 mai dernier. Vous m'y faites connaître les conditions auxquelles vous êtes disposé à régler la question dite “ Biens des Jésuites ” au moyen d'une compensation équivalant à la moitié d'une des propriétés achetées par la compagnie de Jésus, de ses propres deniers.

“ J'ai soumis votre lettre à mes collègues réunis en conseil, et nous sommes arrivés à la conclusion de vous répondre ce qui suit :

“ 1o. Vu les difficultés qui entourent le règlement de cette question et vu la situation de la province, nous sommes obligés, à regret, de vous dire que nous ne pouvons vous offrir plus de \$400,000.00.

“ 2o. Pour arriver à ce chiffre, nous ne prenons pas pour base la valeur intrinsèque des biens, attendu que depuis longtemps les autorités religieuses ont abandonné la demande de restitution en nature et se sont contentées invariablement de réclamer une

indemnité. Le montant de cette indemnité a même été indiqué par les autorités religieuses de ce pays, à *Rome*, lesquelles autorités se sont déclarées prêtes, dans différentes occasions, à accepter \$400,000.00.

" 3o. Il nous est en conséquence impossible d'aller au delà de ce montant. Nous sommes prêts à vous l'offrir aux conditions posées dans ma lettre du 1er mai dernier.

" 4o. De plus, comme commémoration de ce règlement, nous vous rétrocéderons les droits que le gouvernement possède sur la commune de *Laprairie*. Ces droits, minimes il est vrai, sont toutefois les mêmes que les Pères Jésuites s'étaient réservés par l'acte de concession aux habitants de *Laprairie* de la *Magdeleine* reçu le 19 mai 1694, devant M<sup>re</sup> *Adhémar*, notaire royal de l'Île de *Montréal*, moins les quelques changements faits à ces droits par actes de la Législature.

" Voilà, très révérend Père, les offres que mes collègues m'ont chargé de vous faire.

" Espérant que, vu les circonstances exposées ci-haut, vous pourrez les accepter,

" J'ai l'honneur d'être votre tout dévoué,

(Signé,)

" HONORÉ MERCIER,

" Premier ministre.

" Très-Révérend Père TURGEON,

" Agent du Saint-Siège,

" *Quebec*, P. Q.

" *Quebec*, 8 juin 1888.

" L'honorable HONORÉ MERCIER,

" Premier Ministre,

" Province de *Québec*.

" Monsieur le Ministre,

" En présence de votre lettre du 4 juin courant, déclarant qu'il est impossible au gouvernement d'offrir plus de \$400,000 ; en présence des raisons que vous donnez et des difficultés que vous alléguiez, je crois remplir le mandat dont je suis chargé et entrer dans les vues du Saint-Siège et des supérieurs de la compagnie de Jésus, qui ont à cœur de voir disparaître le malaise causé par cette question en ce pays, en acceptant vos propositions, si minimes qu'elles soient, et en espérant que le Saint-Siège les aura pour agréables et daignera les ratifier.

" J'ai l'honneur d'être,

" Monsieur le Ministre,

" Votre très humble serviteur,

(Signé,)

" A. D. TURGEON, S. J.,

" Procureur des Jésuites.

" Cabinet du Premier Ministre,

" Province de *Québec*

" *Quebec*, le 8 juin 1888.

" Très Révérend Père,

" J'ai l'honneur d'accuser réception de la vôtre de ce jour dans laquelle vous m'informez que vous acceptez, en votre qualité officielle, l'offre que le gouvernement vous a faite par ma lettre du 4 juin courant

---

“ Il ne me reste plus qu'à faire préparer les documents nécessaires et à les soumettre à qui de droit.

“ Croyez, très Révérend Père, à la haute considération de votre tout dévoué,

(Signé,)

“ HONORÉ MERCIER,

“ Premier Ministre.

“Très Révérend Père Turgeon,

“ Procureur des Jésuites *Québec*, P. Q.”

Attendu que copies des dites lettres du Très Révérend Père Turgeon, en date du 25 avril 1888, et du Premier Ministre, en date du 1er mai 1888, ont été communiquées à Son Eminence le Cardinal Taschereau, comme il appert dans la correspondance qui suit :

“ Cabinet du Premier Ministre,

“ Province de *Québec*,

“ *Québec*, le 3 mai 1888

“ A Son Eminence le Cardinal Taschereau, *Québec*,

“ Eminentissime Seigneur,

“ J'ai l'honneur de vous transmettre, sous ce pli, pour l'information de Votre Eminence, copies des documents suivants :

“ 1o. Lettre des Préfet et Secrétaire de la Sacrée Congrégation de la Propagande, datée *Rome* 27 mars 1888, autorisant le Procureur des Pères Jésuites à *Montréal*, à traiter avec le gouvernement de cette province, la question des biens des Jésuites, version italienne ;

“ 2o. Version française de la même lettre ; la traduction étant des Révérends Pères Jésuites ;

“ 3o. Lettre du Révérend Père Turgeon, transmettant cette lettre de la Propagande ;

“ 4o. La réponse du gouvernement au Révérend Père ;

“ Veuillez croire,

“ Eminence,

“ A la respectueuse considération de votre tout dévoué,

(Signé,)

“ HONORÉ MERCIER,

“ Premier Ministre.

A laquelle communication il plut à Son Eminence de répondre comme suit, le 4 mai 1888 :

“ Monsieur le Premier Ministre,

“ J’ai l’honneur d’accuser réception de votre lettre d’hier et des documents qui l’accompagnaient relatifs à l’affaire des biens des Jésuites.

“ Je vous prie d’accepter mes remerciements et de me croire votre tout dévoué ”

(Signé,) “ E. A. CARDINAL TASCHEREAU,

“ Archevêque de Québec.”

Attendu que les documents transmis par le Très Révérend Père *Turgeon*, avec sa lettre susdite du 8 mai 1888, sont dans les termes suivants, savoir :

“ Extrait des minutes de la Corporation de la Compagnie de Jésus, à une assemblée des membres de la dite Corporation, tenue le deux avril mil huit cent quatre-vingt-huit, en la “ Maison de l’Immaculée Conception de *Montréal* ” rue *Rachel* :

(Traduction.)

“ Le P. *Adrien Turgeon* est nommé Procureur général et spécial du Rév. P. Supérieur, pour traiter avec le gouvernement de la Province de *Québec* la question des biens de l’ancienne Compagnie en *Canada* “ Biens des Jésuites ” ou toute autre question.”

“ Signé, F. VIGNON, S. J.,

Secrét.

“ Par devant maître *Léonard Ovide Héту*, Notaire Public, dument admis pour la Province de *Quebec*, l’une des Provinces de la Puissance du *Canada*, résidant en la cité de *Montréal*, dans le district de *Montréal*, dans la dite Province de *Quebec*, soussigné, fut présent : le Révérend Père *Pierre Hamel*, Supérieur de la Compagnie de Jésus en *Canada*, résidant en la cité de *Montréal*, dans le district de *Montréal*. Lequel, par ces présentes, fait et constitue son procureur général et spécial le Révérend Père *Adrien Turgeon*, recteur du Collège *Sainte-Marie*, de la cité et du district de *Montréal* ; auquel il donne et délègue tous les droits et tous les pouvoirs qu’il possède ou qu’il pourra posséder par la suite soit en sa qualité personnelle, soit en sa qualité de Supérieur de la Compagnie de Jésus, soit en qualité de délégué, procureur ou chargé d’affaires du Révérend Père Général de la Compagnie de Jésus, ou soit en qualité de délégué, procureur ou chargé d’affaires du Saint-Siège, relativement aux biens des Jésuites actuellement détenus par le gouvernement de la Province de *Quebec* et à toute affaire se rapportant directement ou indirectement à la question des anciens biens des Jésuites en *Canada*, et relativement à toute transaction de quelque nature qu’elle soit qui pourrait être faite, à compter de ce jour, avec le gouvernement, ou la Législature de la Province de *Quebec*, ou avec aucun ministre ou membre du pouvoir public fédéral ou provincial en *Canada*, et aussi relativement à toute requête, projet de loi, mesure, qui pourraient être soumis aux parlements ou législatures du *Canada* par la Compagnie de Jésus ou par aucune maison de l’Ordre des Jésuites, ou soumis aux dits parlements ou législatures par d’autres personnes, mais affectant directement ou indirectement en quoi que ce soit les droits ou intérêts de la Compagnie de Jésus de quelqu’une de ses maisons ; notamment le pouvoir de demander et recevoir de qui il appartiendra les biens, meubles et immeubles et sommes mobilières



ou immobilières appartenant à la Compagnie de Jésus ou dont le constituant, en quel qu'une de ses qualités susdites, aura le contrôle, la charge, l'administration ou la disposition à quelque titre que ce soit, le pouvoir de vendre, céder, échanger, transporter, louer les dits biens à telle personne, par telle voie, et aux prix, charges, clauses, conditions et considérations que le procureur constitué trouvera avantageuses ou acceptables, s'engager à toutes garanties, recevoir le prix des dits biens et en donner quittance, accepter toute indemnité et consentir à tous compromis, arrangement de quelque nature que ce soit, recevoir les dites indemnité ou compensation et en donner bonne et valable quittance, nommer et constituer tous avoués, défenseurs ou avocats, arbitres, surarbitres, experts, etc., substituer une ou plusieurs personnes en tout ou en partie des présents pouvoirs, les révoquer et en substituer d'autres, et signer tous actes pour les effets ci-dessus, et généralement faire, de la manière la plus ample, tout acte que le dit constituant, es dites qualités, pourrait faire lui-même, quoique non prévu en ces présentes, les ratifiant et promettant les ratifier à première demande, ces présentes toujours valables jusqu'à révocation expresse, nonobstant surannation et laps de temps.

Fait et passé en la cité de *Montréal*, district de *Montréal*, en l'étude du notaire soussigné, l'an mil huit cent quatre-vingt-huit, le neuvième jour du mois d'avril après-midi, sous le numéro onze mille huit cent cinquante-quatre. Et le comparant a signé avec moi, notaire.

(Signé),

" P. HAMEL, S. J.

" L. O. HÉTU, N. P.

" Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

(Signé),

" L. O. HÉTU, N. P.

" L'an mil huit cent quatre-vingt-huit, le cinquième jour de mai, a comparu devant le notaire public, pour la Province de *Quebec, Canada*, résidant en la cité de *Quebec*, soussigné : Le très Révérend Père Adrien D. *Turgeon*, de la cité de *Montréal*, membre de la Compagnie de Jésus, recteur du Collège *Sainte-Marie*, à *Montréal*, en sa qualité de représentant ou procureur, suivant acte de délégation de pouvoirs du 9 avril dernier (1888), devant *L. O. Héту*, notaire, à *Montréal*, du Très Révérend Père *Pierre Hamel*, de la dite cité de *Montréal*, Supérieur de la Compagnie de Jésus en *Canada*, en les différentes qualités détaillées au dit acte. Lequel dépose, par les présentes, à *Cyrille Tessier*, notaire, soussigné, et le requiert de mettre au rang de ses minutes à la date de ce jour le brevet original d'une lettre (ou indult) en langues italienne et latine, adressée au Très Révérend Père Procureur des Jésuites de *Montréal*, par Son Eminence Jean, Cardinal *Simeoni*, Préfet de la Congrégation de la Propagande, datée à *Rome*, le vingt-sept de mars dernier.

" Laquelle lettre revêtue de la signature de Monseigneur l'Archevêque de *Tyr*, Secrétaire de la dite congrégation, est demeurée annexée à la minute des présentes, après avoir été, par le comparant, certifiée véritable et signée en présence du dit notaire.

" A la minute du présent acte sont aussi annexées deux déclarations solennelles vérifiant et identifiant les signatures apposées au bas de la dite lettre ; l'une de Monseigneur *Henri Têtu*, de *Quebec*, prêtre, camérier secret de Sa Sainteté *Léon XIII*, aumônier de l'Archevêché de *Quebec*, et l'autre, de Monseigneur *Cyrille Alfred Marois*, prêtre, camérier secret de Sa Sainteté *Leon XIII*, secrétaire de l'Archidiocèse de *Quebec*, demeurant à *Quebec* ; lesquelles déclarations portent la date de ce jour et ont été reçues par *Cy. Tessier*, notaire, soussigné.

" Dont acte, à *Québec*, sous le numéro sept mille quatre cent soixante-dix-neuf des minutes de *Cy. Tessier*, notaire, soussigné.

" En foi de quoi le comparant a signé avec le dit notaire, lecture faite.

(Signé), " A. D. TURGEON, S. J."

" CY. TESSIER N. P. "

" Vraie copie de la minute demeurée en mon étude.

(Signé) CY. TESSIER, N. P.

S. Congregazione di propaganda  
Segretaria  
No. 1590.  
Oggetto.

*Roma* li 27 Marzo 1888.

RMO PADRE,

" Ho il piacere di significare alla P. V. che deferita la questione concernente il riacquisto dei beni dei Padri Gesuiti nel basso *Canada* ad una speciale commissione Cardinalizia nel giorno 20 corr. Marzo fu ad essa proposto a risolvere il dubbio seguente : " Se, come, ed a chi convenga dare l'autorizzazione di reclamare dal Governo della Provincia di *Quebec* i beni appartenuti ai PPi. Gesuiti prima della soppressione della compagnia." Ora gli Emi Cardinali risposero : " Affirmative, favore PP Societatis Jesu, et iuxta modum alias praescriptum, scilicet PP. Societatis Jesu suo nomine cum civili Gubernio agent, ita tamen ut Sedi aplicae plena libertas maneat de iis bonis disponendi, prout opportunum iudicaverit, et ideo curandum illis omni studio est, ut nulla conditio vel clausula in publico instrumento cessionis bonorum apponatur, quibus S. Sedis libertas quocumque modo afficiatur. Insuper quamcumque summam PP. Societatis Jesu percepturi erunt a Gubernio, deponere teneantur in loco tuto a S. Congne determinando."

" Riferita la sudd. risoluzione nell'Udienza del giorno stesso 20. Marzo al S. Padre, Sua Santità si degno approvarla in tutte le sue parti. Quindi è che la P. V. è autorizzata a rivendicare i beni stessi con le condizioni già esposte.

" In questa intelligenza prego il Signore, che La conservi, e La prosperi.

" Di V. P.

Affmo

*Giovanni Card. Simeoni* Prefetto.

Revmo

Pe Procuratore dei Jesuiti di  
*Mont ral.*

D. ARCIV. DI TYR, SEGRETE.

" Ceci est le brevêt original de la lettre dont il est fait mention en un certain acte de dépôt fait par moi ce jour devant *Cy. Tessier*, notaire, à *Québec*, laquelle lettre je certifie véritable.

" *Québec*, 5 mai 1888.

(Signé), A. D. TURGEON, S. J.

En présence de

" (Signé), " CY. TESSIER, N. P.

" Vraie copie,

" (Signé), CY. TESSIER, N. P.

“ Je, *Henri Têtu*, prêtre, camérier secret de Sa Sainteté *Léon XIII*, aumônier de l'Archevêché de *Québec*, demeurant en la cité de *Québec*, déclare solennellement que les signatures : *Giovanni Card. Simeoni Prefetto* et *D. Arciv. di Tyr. Segret*, au bas de la lettre—ou indult— en langues italienne et latine, adressée au Révérend Père Procureur des Jésuites de *Montréal*, en date à *Rome*, du vingt-sept mars dernier (1888) et portant le numéro 1590, sont, respectivement, les signatures du Cardinal *Simeoni*, Préfet, et de Monseigneur l'Archevêque de *Tyr*, Secrétaire de la Congrégation de la Propagande. Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte passé dans la trente-septième année du règne de Sa Majesté, intitulé : “ Acte pour la suppression des serments volontaires et extrajudiciaires.”

“ (Signé), H. TÊTU, Ptre, C. S.

“ Déclaré devant moi, notaire, à Québec, ce cinq de mai 1888.

“ (Signé), CY. TESSIER, N. P.

“ Ceci est une des déclarations solennelles dont il est fait mention dans un certain acte de dépôt fait par moi, ce jour, devant *Cy. Tessier*, notaire, à *Québec*, à la minute duquel acte elle est demeurée annexée.

*Québec*, 5 mai 1888.

(Signé) A. D. TURGEON, S. J.

En présence de (Signé) CY. TESSIER, N. P.

[Vraie copie],

(Signé), CY. TESSIER, N. P.

“ Je, *Cyrille Alfred Marois*, prêtre, camérier secret de Sa Sainteté *Léon XIII*, secrétaire de l'archidiocèse de *Québec*, demeurant en la cité de *Québec*, déclare solennellement que les signatures : “ *Giovanni Card. Simeoni Prefetto*, ” et “ *D. Arciv. di Tyr Segret*, ” au bas de la lettre—ou indult—en langues italienne et latine, adressée au Révérend Père Procureur des Jésuites de *Montréal*, en date à *Rome* du vingt-sept mars dernier (1888), et portant le numéro 1590, sont, respectivement, les signatures du Cardinal *Simeoni*, Préfet, et de Monseigneur l'Archevêque de *Tyr*, Secrétaire de la Congrégation de la Propagande. Et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et en vertu de l'acte passé dans la trente-septième année du règne de Sa Majesté, intitulé : “ Acte pour la suppression des serments volontaires et extrajudiciaires. ”

(Signé) C. A. MAROIS, ptre, C. S.

Déclaré devant moi, notaire, à Québec, ce cinq de mai 1888.

(Signé) CY. TESSIER, N. P.

“ Ceci est une des déclarations solennelles dont il est fait mention en un certain acte de dépôt fait par moi, ce jour, devant *Cy. Tessier*, notaire, à *Québec*, à la minute duquel acte elle est demeurée annexée.

*Québec*, 5 mai 1888.

“ En présence de : (Signé), A. D. TURGEON, S. J.

(Signé), CY. TESSIER, N. P.

Vraie copie,

(Signé), CY. TESSIER, N. P.

Attendu qu'il convient de mettre fin au malaise qui existe dans cette province, relativement à cette question des biens des Jésuites, en la réglant d'une manière définitive ;

Il soit résolu :

1o. Que les conventions susdites, arrêtées entre le Premier Ministre et le Très Révérend Père *Turgeon*, sont ratifiées par les présentes et que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à les mettre à exécution dans leur forme et teneur.

2o. Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil est autorisé à payer, à même tout argent public à sa disposition, la somme de quatre cent mille piastres de la manière et dans les conditions mentionnées dans les documents ci-dessus cités et de faire tout acte qu'il jugera nécessaire pour la pleine et entière exécution des dites conventions.

3o. Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil est autorisé à céder à la Compagnie de Jésus, société incorporée en vertu de l'acte de cette province, 50 Victoria, chapitre 28, tous les droits de cette province sur la Commune de *Laprairie*.

4o. A l'occasion de ce règlement le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra payer à même tout argent public à sa disposition, une somme de soixante mille piastres aux différentes universités et maisons d'éducation protestantes et dissidentes de cette province, suivant le mode de distribution qui sera préalablement faite par le Comité protestant du Conseil de l'Instruction Publique.

5o. Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil est autorisé à faire valoir, auprès de qui de droit, toute réclamation qui pourra échoir au gouvernement de cette province par suite de l'exécution des susdites conventions.

6o. Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil est autorisé, par les présentes, à disposer, de la manière qu'il croira la plus avantageuse à la province, de tous biens, meubles, immeubles, intérêts et droits généralement quelconques de la province sur les dits biens appelés “ Biens des Jésuites.”

Et l'acte de cette Législature, 48 Vct. ch. 10, nonobstant la section 5 du dit acte ou autre loi à ce contraires, s'appliquera aux dits biens, dont le produit pourra être employé, nonobstant toute loi à ce contraire, pour les fins ci-dessus mentionnées ou pour toutes autres fins approuvées par la Législature.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. *Mercier*, ait la permission de présenter un Bill relatif au règlement de la question des biens des Jésuites.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour samedi prochain.

---

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte 47 Viet., chap. 23, concernant les écoles d'industrie ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire le rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. *Lemieux*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 sur le Bill incorporant le Cercle de *La Salle*, de *Québec*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Spencer*, secondé par M. *Hall*,

*Ordonné*, Que le Bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de jonction et des carrières de *Philipsburg*, soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

*Ordonné*, Que la 60ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce Bill.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à samedi prochain.

---

Samedi, 30 juin 1888.

*Midi.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte amendant l'acte 36 V., c. 25, concernant certaines compagnies à fonds social."

Bill intitulé : "Acte pour amender certains articles du code civil."

Bill intitulé : "Acte relatif à certains officiers de justice."

Bill intitulé : "Acte amendant l'acte qui constitue en corporation *The Dominion Lime Company*."

Bill intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *St-Laurent* et du *Nord-Ouest*."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte de cette Province 44-45 V., c. 17, intitulé : 'Acte pour assurer le paiement du constructeur et de l'ouvrier.'"

Bill intitulé : "Acte pourvoyant au règlement de certaines questions en litige entre les provinces de *Québec* et *Ontario* par voie de l'arbitrage."

---

Bill intitulé : " Acte amendant le chapitre 18 des Statuts Refondus pour le *Bas Canada*."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 81 du code du notariat."

Bill intitulé : " Acte amendant la loi relative aux magistrats de district."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour amender les lois de l'instruction publique," avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Remarque étant faite qu'il n'y pas *quorum*, M. l'Orateur compte les députés, et comme il n'y pas vingt députés présents, y compris M. l'Orateur, les noms des députés présents sont enregistrés par le greffier, comme suit :

M. l'Orateur, MM. *Bernatchez, Bourbonnais, Duhamel, Flynn, Gagnon, Larochelle, Lussier, Martin (de Bonaventure), Mercier, Murphy, Rocheleau, Rochon, Sylvestre, Taillon, Tessier et Turcotte*.—17.

Et à une heure et vingt minutes, P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre faute de *quorum*, sans que la question ait été mise aux voix.

---

Mardi, 3 juillet 1888.

Onze heures, A. M.

Conformément à l'Ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De *Charles Gamache* et autres, membres de la Société bienveillante des journaliers de navires de *Quebec* ; demandant que le Bill pour abroger l'acte 25 Victoria, chapitre 98, devienne loi.

De *Edward Little* et autres, membres de l'ordre des Chevaliers du Travail, de la Province de *Quebec* ; demandant que le Bill pour abroger l'acte 25 Victoria, chapitre 98, ne devienne pas loi.

M. l'Orateur informe la Chambre, qu'il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie, le certificat suivant :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

*Quebec*, 3 Juillet, 1888.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du vingt-troisième jour de mai dernier, 1888, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à *O. Bossé*, écuyer, shérif, pour le district électoral de *Chicoutimi* et *Saguenay*, dans la Province de *Quebec*, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de *Quebec*, durant le présent parlement, aux lieu et place de *Elie Saint-Hilaire*, écuyer, décédé, *Séverin Dumais*, écuyer, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'honorable *F. G. Marchand*,  
Orateur de l'Assemblée Législative  
de la Province de *Quebec*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie électrique du comté de Richmond," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la ville de Drummondville," avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,  
*Résolu*, Que, demain, à la première séance, cette Chambre se formera en Comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les subsides aux chemins de fer.

Sur motion de M. *Robidoux*, secondé par M. *Bisson*,  
*Ordonné*, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie électrique du comté de Richmond" soit maintenant lu pour la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

*Ordonné*, Que la 60ième règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce Bill.

L'Ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'honorable M. *Shehyn* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. *Taillon* propose comme amendement, secondé par l'honorable M. *Lynch*, que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " par un état soumis à cette Chambre suivant la loi, il appert qu'il a été émis, du premier juillet 1887 au 16 mai 1888, des mandats spéciaux pour un montant de \$180,003.75, dont le paiement n'avait pas été préalablement autorisé par cette Chambre.

" Que cette Chambre désire conserver le contrôle que la loi lui accorde sur les dépenses publiques et doit l'exercer avec d'autant plus de rigueur que l'état de nos finances devient plus inquiétant.

" Que, dans ces circonstances, tout en accordant avec plaisir les subsides nécessaires à Sa Majesté, cette Chambre croit devoir censurer les ministres responsables de ces dépenses faites sans l'autorisation préalable de la Législature."

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. *McShane*, secondé par M. *Murphy*,  
*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui.

*Trois heures P. M.*

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Lynch*,—la pétition de *The Magog Textile and Print Company*.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie sur les élections partielles qui ont eu lieu depuis la dernière session. (*Documents de la Session, No. 86.*)

*Ordonné*, Que la pétition de la *The Magog Textile and Print Company*, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue et que les 43ème, 49ème, 55ème, 60ème et 69ème règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à cette pétition.

Et la dite pétition est lue et reçue; demandant un acte autorisant la dite compagnie à emprunter une somme n'excédant pas trois cent mille piastres.

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la question portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité de subsides), lequel amendement comporte que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "par un état soumis à cette Chambre suivant la loi, il appert qu'il a été émis, du premier juillet 1887 au 16 mai 1888, des mandats spéciaux au montant de \$180,003.75 dont le paiement n'avait pas été préalablement autorisé par cette Chambre.

"Que cette Chambre désire conserver le contrôle que la loi lui accorde sur les dépenses publiques et doit l'exercer avec d'autant plus de rigueur que l'état de nos finances devient plus inquiétant.

"Que, dans ces circonstances, tout en accordant avec plaisir les subsides nécessaires à Sa Majesté, cette Chambre croit devoir censurer les ministres responsables de ces dépenses faites sans l'autorisation préalable de la Législature."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise; et les noms étant demandé, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Taillon.—18.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lynch,</i>		

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>David,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte—32.</i>

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.



## (EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, réparations des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'assurance des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés : *Beauport, Longue-Pointe, St-Ferdinand d'Halifax et Belmont*, maison de santé pour les alcoolisés ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Patrice, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre vingt quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *Saint-Vincent de Paul, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant pour les femmes abandonnées, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *St-Patrice* pour les orphelins, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la *Madeleine, Bon Pasteur, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hospice des enfants trouvés, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent une piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue *Bonaventure*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Nasareth* pour les enfants pauvres, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile de Nazareth, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les Veuves et les Orphelins, y compris la ci-devant Maison de Refuge, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison et Ecole d'industrie, Institut *Hervé*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Ste-Brigite*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de *St-Vincent de Paul*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de *Bethléem*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *St-Joseph du Bon Pasteur*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les Enfants Protestants, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des Femmes, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour le traitement des yeux et des oreilles, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, *Montréal* ; en rapport avec l'Université *Laval* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel Dieu, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Charles, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Pembroke* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Charitable des Dames Catholiques Romaines, pour l'Asile des Orphelins et pour l'Asile *Nazareth, Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Finlay, Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestantes, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Ste-Brigitte, Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité et l'Hôpital du Sacré-Cœur, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes vieilles et et infirmes, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la maternité, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Chrétienne des Dames de *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Santé de *Belmont, Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cent soixante et six piastres et soixante et sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des Immigrés, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent neuf piastres et trente trois centins soient accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice de la Maternité, *Trois-Rivières* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, *Sorel* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Hyacinthe, St-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *St-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *St-Hyacinthe, St-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, *Knowlton* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Youville, St-Benoit* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *St-Joseph, Beauharnois* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Sainte-Marie, Sainte-Marie de Monvoir* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Jean, St-Jean*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *St-Jean*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Lajemmerais, Varennes*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de *Laprairie, Laprairie*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Joseph, Chambly*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *Nazareth* (Salle d'asile des petits enfants); *Chambly*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Notre-Dame de l'Assomption*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital *Sainte-Anne Lapocatière, Sainte-Anne Lapocatière*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Ferdinand, St-Ferdinand d'Halifax*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'*Yamachiche, Yamachiche*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et l'Asile pour les Orphelins, *Sherbrooke*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Paulin, St-Paulin*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Longueuil, Longueuil*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *Nazareth* (Salle d'Asile des petits enfants), *Longueuil*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-François, Saint-François du Lac*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Louis, Saint-Denis*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises de *Farnham*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Joseph* de la Délivrance, *Lévis*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu *St-Valier, Chicoutimi*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, d'*Arthabaskaville*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, *Québec*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face à divers services en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent en *France*; traitement et allocation pour bureau; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du fonds des municipalités, en vertu des S. R. B. C., chap. 116, sect. 7; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'enregistrement par le Département des Terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentages par le Département des Terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales par le Département des Terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

105. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales par le Département des Terres de la Couronne, nécessitées par le nouveau service des bois et forêts; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu aujourd'hui, à la prochaine séance.

M. Boyer informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Que, aujourd'hui, à sa prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui.

*Sept heures et demie P. M.*

*Ordonné*, Que M. Dechene (*L'Islet*) ait la permission de présenter un Bill pour expliquer l'acte 12 Vict., chap. 115, et amender les actes concernant la commission des chemins à barrières de la Rive Nord.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill pour autoriser la consolidation de la dette de la cité de *Montréal* et pour d'autres fins ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pilon fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte pour autoriser la consolidation de la dette de la cité de *Montréal* et pour d'autres fins ” ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill relatif au règlement de la question des “ Biens des Jésuites ; ”

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robidoux fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : “ Acte amendant les lois concernant l'Instruction publique, ” lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de l'honorable M. *Shehyn*, secondé par l'honorable M. *Mercier*,  
*Résolu*, Que, demain, à sa seconde séance, la Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions relativement à l'acte intitulé : "Acte imposant certaines taxes sur les corporations commerciales."

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill concernant la procédure, quant à certaines matières commerciales et autres, requérant célérité ; et après ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *David* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre 33, concernant les aspirants à l'étude et à l'exercice des professions libérales qui ont pris part à l'expédition du *Nord Ouest*, en 1885 ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill amendant l'article 1325 du Code de procédure civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Dechene*, (*L'Islet*), fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. *Robidoux*, secondé par M. *Pilon*,

*Ordonné*, Que l'ordre de cette Chambre du 16 juin dernier, renvoyant au comité permanent de Législation et lois expirantes, le Bill pour amender l'acte consolidé des chemins de fer de *Québec*, 1880, soit rescindé.

*Ordonné*, Que le Bill soit replacé sur les ordres du jour pour comité général.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Tessier*, fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.



---

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le Bill pour protéger la race chevaline contre la morve et le farcin est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant appelé pour la seconde lecture du Bill relatif aux voitures d'hiver ;

M. *Beauchamp* propose, secondé par M. *McIntosh*,

Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

*Mercredi, 4 juillet 1888.*

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois,  
—Elle est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *McShane* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures, A.M., aujourd'hui.

---

Mercredi, 4 Juillet 1888.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Larochelle*,—la pétition de *Jean Lessard* et autres, de *Cranbourne*, comté de *Dorchester*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé "Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Joliette et St-Jean de Matha*."

Bill intitulé : "Acte constituant en corporation, la Compagnie du chemin de fer de *Québec Oriental*."

Bill intitulé : "Acte amendant la charte de la ville de *Terrebonne* et l'acte qui l'amende."

Aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer d'*Orford*," auquel il demande le concours de Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : "Acte pour étendre les limites judiciaires des cours civiles du district de *Québec* et leur donner juridiction concurrente," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. *Lynch*, secondé par l'honorable M. *Robertson*,  
*Ordonné*, Que le Bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer d'*Orford*," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au Comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

*Ordonné*, Que la 60ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce Bill.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par l'honorable M. *Blanchet*,  
*Ordonné*, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour étendre les limites judiciaires des cours civiles du district de *Québec* et leur donner juridiction concurrente," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer *Québec Oriental*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte amendant la charte de la ville de *Terrebonne* et l'acte qui l'amende," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient lus la seconde fois à la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte incorporant la Compagnie du chemin de fer de *Joliette et St-Jean de Matha*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

---

L'honorable M. *Lynch*, du comité permanent des divers Bills privés présente à la Chambre le seizième rapport de ce comité, lequel comme suit :

Votre comité a examiné le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte permettant à l'honorable *Henri Gustave Joly* d'ajouter les mots suivants à son nom "*de Lotbinière*," et a l'honneur de rapporter le dit Bill sans amendement.

*Ordonné*, Que M. *Dechene (l'Islet)* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte 25 Vict., chap. 26, intitulé : "Acte pour amender et refondre les lois relatives à la cour du Recorder de la cité de *Québec* et ses amendements."

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

*Ordonné*, Que M. *Dechene (l'Islet)* ait la permission de présenter un Bill pour étendre les limites judiciaires des cours civiles du district de *Québec* et leur donner juridiction concurrente.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte constituant en corporation la ville de *Drummondville*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. *Flynn*, —1. Quelles sont les dettes ou engagements payés par le gouvernement à même l'emprunt autorisé par l'acte 50 Vict., ch. 2 ?

2. Quelle est la balance restant encore disponible sur le produit de l'emprunt ?

3. Dans quelles banques et à quel taux d'intérêt a été placée cette balance ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—Des instructions ont été données au département de préparer un état indiquant les sommes payées à même l'emprunt, la balance encore disponible, où elle est déposée et à quel taux d'intérêt.

Par l'honorable M. *Flynn*,—Quels sont les détails de l'item \$8,000 pour commission royale, *re* asiles d'aliénés—dans l'état des recettes et des paiements de la province, du 1<sup>er</sup> juillet 1887 au 31 mars 1888, produit devant cette Chambre ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—Il est impossible de donner les détails demandés, en réponse à une interpellation. Il faut une motion ordinaire.

Par l'honorable M. *Flynn*,—Quels sont les détails de la somme de \$27,469.83, mentionnée sous le titre de "diverses dépenses en général." dans l'état des recettes et des paiements pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1887 au 31 mars 1888 ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—Même réponse.

Par M. *Duplessis*.—Le docteur *Garneau*, de la paroisse de *Ste-Anne de la Pérade*, occupe-t-il quelque position du gouvernement ?

Si oui, quelle est cette position ? Depuis quand l'occupe-t-il ? Quel est son salaire et combien a-t-il retiré pour ses services jusqu'à ce jour ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Il est membre du Bureau d'hygiène et n'a aucun salaire.

Par M. *Duplessis*.—M. *Philippe Trudel*, de la paroisse de *Ste-Geneviève de Batiscan*, a-t-il quelque emploi du gouvernement ?

Si oui, quel est cet emploi ? Depuis quand l'occupe-t-il ? Quel est son salaire et combien a-t-il reçu jusqu'à ce jour pour ses services ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Il a été employé temporairement pour visiter les chemins de colonisation à \$3.00 par jour, à partir du 1er juillet ; il est employé permanent dans mon département avec un salaire de \$1,000 par année.

Par M. *LeBlanc*.—M. *Geoffrion*, inspecteur des bureaux d'enregistrement, a-t-il fait un rapport sur le bureau d'enregistrement du comté de *Chambly*, et a-t-il fait des plaintes sur l'administration de ce bureau ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—Oui.

Par M. *LeBlanc*.—Quel est le salaire reçu par chacun des deux employés nommés en remplacement de feu M. *Lalonde*, distributeur des timbres, au palais de justice de *Montréal* ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—Le salaire reçu par chacun des deux employés nommés en remplacement de feu M. *Lalonde* est de \$1,000 chacun.

M. *Lalonde*, père, avait un traitement de \$1,600 par année.

M. *Lalonde*, fils, était payé \$1.50 par jour, soit \$478 par année, en tout \$2,078.

Par M. *LeBlanc*.—Quelle est la moyenne des revenus et des dépenses réelles du bureau d'enregistrement du comté de *Chambly* durant la dernière décade ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—

Revenus.....	\$1,663.00.
Dépenses.....	597.65.

Par M. *Lussier*.—Le gouvernement a-t-il l'intention de compléter, après la session, comme il l'a commencé, le parfait règlement des réclamations des propriétaires et employés, contre la Compagnie du chemin de fer de *Montréal* et *Sorel* ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Oui, si la Chambre vote les subsides qui sont soumis, et si ces demandes n'excèdent point ces subsides.

Par M. *Lussier*.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'accorder un lot de terre gratuit ou quelques récompenses au douzième enfant vivant de la famille d'un colon ?

---

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Cette intéressante question est à l'étude.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui.

*Trois heures P. M.*

M. *Cameron*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les Bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement :

Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie électrique du comté de *Richmond*."

Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de jonction et des carrières de *Philipsburg*."

M. *Boyer*, du comité permanent de Législation et des lois expirantes présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le Bill amendant la section 4, du chap. 8, de la 47 Vict., qu'il rapporte sans amendement.

Aussi, le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour étendre les limites judiciaires des cours civiles du district de *Quebec*, et leur donner juridiction concurrente," que votre comité rapporte avec des amendements, sans toutefois, en avoir adopté le principe, et qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. *Boyer*, du comité spécial auquel a été renvoyé le Bill pour abroger l'acte 25 Victoria, chapitre 98, présente à la Chambre le rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a entendu les parties intéressées, et qu'après les amendements suivants faits à leurs règlements par les membres de la Société de bienveillance des journaliers de navires, de la cité de *Quebec*, savoir :

Le règlement No. 42 est amendé, et dorénavant les navires à vapeur pourront se servir de leurs treuils à vapeur pour monter et empiler leur bois de construction, mais non pour le changer de place une fois à bord.

Cargaison mixtes. Le capitaine ne sera pas tenu de prendre plus d'une équipe d'arrimeurs de madriers, mais le nombre d'hommes qu'il décide d'employer devra être gardé jusqu'au chargement complet du navire. Il est entendu que cette règle ne s'appliquera qu'aux vaisseaux prenant une demie cargaison de bois carré ou une moindre quantité.

Les membres de cette association peuvent travailler les jours de fête aux prix ordinaires, mais ceux qui ne travaillent pas ces jours-là ont droit de reprendre leur emploi le jour suivant.

Le nombre d'ouvriers requis sur les vaisseaux qui se chargent de petit bois de construction pour les ports de l'Amérique du Sud est réduit à douze, pourvu que l'ouvrage ne soit pas fait par contrat ; tous autres règles et règlements concernant les heures de travail, le montant des gages, etc., continueront à s'appliquer à ces vaisseaux,—Votre comité recommande qu'il soit permis de retirer ce Bill.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation " l'Union des écoles du dimanche, de la province de *Quebec*."

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation les Frères de l'instruction chrétienne. "

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation le " Cercle De La Salle. "

Bill intitulé : " Acte amendant l'acte 23 Vict., chap. 136, des statuts de la ci-devant province du *Canada*, concernant la Communauté des Filles de *Sainte-Anne*. "

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation " l'Union Saint-Joseph de *Saint-Hyacinthe*. "

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *St-Maurice*. "

Bill intitulé : " Acte à l'effet d'amender et refondre les actes relatifs à " *The Young Men's Christian Association*, de *Montréal*. "

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la congrégation religieuse dite " *The Advent Christian Church*. "

Bill intitulé : " Acte amendant un acte passé dans la 50ème année du règne de Sa Majesté, intitulé : " Acte amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer d'*Ottawa* et de la *Vallée de Gatineau*. "

Bill intitulé : " Acte autorisant les Sœurs Grises de l'Hôpital Général de *Montréal* à vendre un lopin de terre dans la paroisse de *Saint-Joseph de Chambly*. "

Bill intitulé : " Acte autorisant le barreau de la province de *Quebec* à admettre, après examen, *Edouard Honoré Tellier* au nombre de ses membres. "

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation les Petites Sœurs des Pauvres. "

Bill intitulé : " Acte règlementant les cotisations d'église dans les paroisses catholiques romaines de *Montréal*, en ce qui concerne les paroisses nationales. "

Et Bill intitulé : " Acte amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer de *Lachine* et d'*Hochelaga* " 46 Vict., chap. 100.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender l'acte passé dans la présente session, sous le (No. 5) et intitulé : " Acte amendant les lois de l'instruction publique. "

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, met devant la Chambre,—le premier rapport du Secrétaire de la province de *Quebec*, pour l'année 1886-87; Division du Régistrare. (*Documents de la Session*, No 6.)

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender la charte de la ville de *Terrebonne* et l'acte qui l'amende " ; lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET REPONSES.

Par M. *Duplessis*,—M. *Odilon Lacoursière*, de la paroisse de *Saint-Tite*, a-t-il depuis le 1er février 1887, reçu quelques argents du gouvernement ? Si oui, quel montant a-t-il reçu et pour quelles raisons ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—M. *Odilon Lacoursière*, de la paroisse de *Saint-Tite*, a été chargé par le bureau de la colonisation d'aller faire l'examen des lieux que devait traverser le chemin dit " de l'*Ile aux Bouleaux*," dans le comté de *Champlain*, et pour lequel un octroi était demandé à notre département. Il devait en même temps le localiser et plaquer ce chemin.

Pour cette exploration M. *Lacoursière* a reçu \$25.50, tel qu'il appert dans l'état ci-joint du comptable.

Plus tard, le gouvernement a fait travailler le chemin en question sous la surveillance de M. *Lacoursière*, comme conducteur. Sur le montant de \$993.75, du rôle de paie spécifié dans l'état ci-joint du comptable, M. *Lacoursière* a reçu \$65.25.

MONTANTS REÇUS PAR M. ODILON LACOURSIÈRE SUR CHEMINS DE COLONISATION, DE 1887-1888.

Reçu No 9681, Compte du 20 juin 1887, pour salaire et dépenses de voyage, exploration du chemin de l' <i>Ile aux Bouleaux</i> .....	\$ 25 50
Reçu 10067,—R. de P. No 1, du 8 août au 8 octobre 1887, chemin de l' <i>Ile aux Bouleaux</i> et pont sur la rivière <i>Mekinac</i> .....	993 75
	<hr/>
	\$1019 25

A. M. F. D'ESCHAMBAULT,

Comptable.

Québec, 26 juin 1888.

Par M. *LeBlanc*,—A quelle date *Edouard Turgeon*, député-protonotaire au palais de justice de *Montréal*, a-t-il été nommé et quel est son salaire ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—M. *Turgeon* a été nommé le 21 décembre dernier, avec salaire de \$800.00.

Par M. *Duplessis*,—1. Quelle est la somme payée ou payable à M. *Joseph Reynar*, de la cité des *Trois-Rivières*, pour ses services en rapport avec les modifications apportées au tarif des bois et forêts ?

2. D'autres sommes d'argent sont-elles payables à d'autres personnes pour leurs services en rapport avec ces modifications ? Si oui, qu'elles sommes et à quelles personnes ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—MM. *Joseph Reynar* et *W. W. Welch*, qui ont travaillé ensemble, ont reçu à eux deux, \$800.00; *John Mackay*, \$450.00; *V. Derome*, \$260.19.

Par M. *Lussier*,—Le gouvernement a-t-il l'intention de compléter, après la session, comme il l'a commencé, le parfait règlement des réclamations des propriétaires et des employés contre la Compagnie du chemin de fer de *Montréal* et *Sorel* ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—Dans une lettre adressée à MM. *R. Préfontaine*, *F. X. Choquette* et *C. N. Armstrong*, fidéi-commissaires du chemin de fer de *Montréal* et *Sorel*, par l'honorable Premier, le 6 juillet 1887, le gouvernement s'est engagé à soumettre une mesure à la prochaine session de la Législature, à l'effet d'accorder à cette compagnie une subvention de \$2.500 par mille pour son chemin de fer entre *Sorel* et *Saint-Lambert*, sur une distance n'excédant pas 45 milles, mais aux conditions suivantes, savoir :

“Que le montant de la subvention serait employé,—1. au paiement des sommes qui peuvent être dues pour droit de passage, et pour gages aux ouvriers qui ont travaillé à la construction du chemin de fer, et à ceux qui ont fourni des matériaux ; et

2. A l'achat d'un matériel roulant, et à l'achèvement et équipement du chemin, l'argent voté ne devant être ainsi payé que sous la surveillance du gouvernement, et lorsque ce dernier sera satisfait que les conditions ci-dessus ont été remplies."

Département des Travaux Publics, }  
Bureau des chemins de fer, }  
Québec, 4 juillet 1888. }

E. MOREAU,  
Directeur des chemins de fer.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en Comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des pêcheries, par le Département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses en suspens, par le Département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, &c. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'achat du *Droit Criminel* par l'hon. Juge H. E. Taschereau ; 100 exemplaires à \$10 chaque ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour indemnité à la famille de feu M. Saint-Hilaire, député de *Chicoutimi* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription et réparation des registres et documents dans plusieurs bureaux de la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "*The Sherbrooke Hospital and Orphan Asylum*," pour construction, \$2000 payables en deux versements égaux et annuels, 1er paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des chemins de fer et dépenses contingentes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses pour indemnité et frais en rapport avec les erreurs d'arpentage entre la paroisse de l'*Ange-Gardien*, *Rouville* et les cantons de l'Est, conformément à une promesse faite avant le 1er février 1887 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de *Spencer Wood* ; pour compléter l'intérieur des étables, construire une remise à voitures, des appartements pour le cocher et une loge pour le gardien à l'entrée du terrain ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Palais de Justice, Circuit de *Kamouraska* ; pour compléter la construction, y compris le bureau d'enregistrement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.



13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons et palais de justice, nouveaux districts ; pour appareils de chauffage ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction d'une aile pour le géolier et le gardien du palais de justice et de la prison, *Bonaventure* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du palais de justice et prison d'*Arthabaska* ; pour compléter les fondations : pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu à la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. *Boyer* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Qu'à la troisième séance, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit Comité.

M. *Gladu*, du comité spécial, nommé pour examiner toutes pétitions, lettres et documents aussi bien que le Bill concernant les licences, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport,—

1. Qu'il a étudié dans ses principaux points le projet de refonte des lois de licences, après avoir entendu les représentations des différents intéressés.

2. Qu'il croit nécessaire, vu l'importance de la législation proposée, de soumettre les détails de ce projet à une étude plus approfondie.

3. Que la présente session touchant à sa fin, cette étude ne pourrait être faite maintenant d'une manière satisfaisante.

4. Que votre comité suggère que le dit projet de refonte, en ce qui concerne le commerce de boissons enivrantes, soit de nouveau imprimé avec les amendements, et que des copies en soient distribuées dans chaque comté avec prière d'adresser au plus tôt, au gouvernement, toutes les observations qu'on jugera nécessaires.

5. Qu'en attendant que cette refonte soit faite, pour rendre l'obtention des licences plus difficile, et pour punir plus sévèrement les infracteurs de la loi, votre comité suggère, que la loi des licences de *Quebec*, de 1878, soit amendée conformément aux amendements contenus dans un projet de Bill que votre comité soumet à Votre Honorable Chambre.

6. En outre des dispositions spécialement énoncées dans le susdit projet de Bill, votre comité recommande que le gouvernement augmente d'une manière générale le prix des licences pour la vente des liqueurs enivrantes de 25 % sur les taux actuels, votre comité déclare de plus que, dans son opinion, il est désirable qu'aucune licence pour la vente de liqueurs enivrantes en gros ne soit accordée, si ce n'est dans les cités et les villes.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à sept heures et demi P. M., aujourd'hui.

---

*Sept heures et demie P. M.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie électrique du comté de *Richmond*"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lafontaine* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill, sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Jonction* et des carrières de *Philipsburg*"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *McIntosh* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill, sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte permettant à l'honorable *Henri Gustave Joly* d'ajouter les mots suivants à son nom, "de *Lotbinière*;" et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Cameron* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill, sans amendement.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la motion proposée, jeudi dernier, portant que le certificat de Son Honneur le juge *Casault*, en date du 13 juin courant, dans l'affaire de l'élection contestée pour le district électoral du comté de *Mégantic*, qui a été soumis à cette Chambre, le 14 juin courant, soit renvoyé au comité des privilèges et élections.

Et la question étant de nouveau proposée ;

M. *David* propose comme amendement, secondé par M. *Lafontaine*, Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "M. l'Orateur de cette Chambre soit prié de demander au tribunal qui a siégé dans la contestation de l'élection de *Mégantic*, de compléter le certificat qu'il a soumis à cette Chambre, de manière à indiquer la nature des manœuvres frauduleuses commises par le candidat déqualifié."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Deschênes, (Témisc.)</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte.—31.</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robidoux,</i>	

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de St. Maurice,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>ture),</i>	<i>Taillon.—21.</i>
<i>David,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	
<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

L'ordre du jour pour que la Chambre prenne en considération le Bill pour amender et refondre les lois de la pêche en cette province, tel que modifié en Comité de toute la Chambre, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que ce Bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant la clause suivante :

" 14. Les personnes domiciliées dans la province de Québec n'ont pas besoin de " permis pour faire la pêche à la ligne dans les eaux des lacs et des rivières qui ne sont " pas sous-bail."

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Laliberté* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Et la question étant proposée, — Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération maintenant ;

L'honorable M. *Flynn* propose comme amendement, secondé par M. *Desjardins*, Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Attendu que le deuxième paragraphe de la section première du dit projet de loi, consacre le principe de la mise à l'enchère des droits de pêche appartenant à la province, dans les termes suivants :

" 2. Ces terres, (ainsi que celles déjà réservées à cette fin) peuvent être données à bail " pour une période n'excédant pas dix années consécutives, en faveur du plus haut enché- " risseur, après avis d'au moins un mois dans la "Gazette Officielle de Québec," et publié " en outre, de telle autre manière que le Commissaire des terres de la Couronne juge la plus " avantageuse."

" Attendu que les paragraphes 3 et 4 de la même section contiennent les exceptions suivantes au principe général, savoir :

" 3. Toutefois, le Commissaire peut, dans l'intervalle compris entre deux ventes publi- " ques, accorder sans enchère, des baux pour des terres de ces réserves le long des "rivières " à saumon," lorsque ces terres, mises à l'enchère une première fois, n'ont pas eu d'acquéreur, " [ou lorsque, durant cet intervalle, le bail de quelqu'une d'entre elles a été révoqué ou

“résilié] ; mais alors, tels baux ne sont pas accordés pour un loyer moindre que la mise à prix dans le premier cas, [ou le taux du premier loyer dans le second cas.] 47 Vict., c. 27, s. 1.”

“4. Des pouvoirs analogues à ceux mentionnés au paragraphe précédent sont aussi accordés au commissaires des terres de la couronne, dans le cas où des “rivières à saumon” deviennent susceptibles d'être louées dans l'intervalle compris entre les deux ventes publiques, et qu'il est évident que les frais d'avis requis, entraîneront des dépenses non proportionnées aux profits à retirer.”

Que le cinquième paragraphe de la même section se lit comme suit :

“5. Le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut, en tout temps, si l'intérêt public le requiert, autoriser la location ou la vente par convention privée des terres réservées pour la pêche le long des lacs et des rivières.

“Attendu que ce cinquième paragraphe aurait pour effet de détruire le principe général de cette section.

“Que le rapport du comité sur ce projet de loi ne soit pas maintenant reçu, mais que le dit Bill soit renvoyé de nouveau au comité général avec instructions de l'amender en retranchant le dit paragraphe cinquième.”

Et un débat s'ensuivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

*Jeudi, 5 juillet 1888.*

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

Baldwin,	Desjardins,	Martin, (Bonaventure,)	Picard,
Beauchamp,	Duplessis,	Nantel,	Spencer, et
Blanchet,	Flynn,	Owens,	Taillon.—13.
Casgrain,			

CONTRE :

Messieurs.

Bernatchez,	Dechene, (l'Islet,)	Laliberté,	Pilon,
Bourbonnais,	Dumais,	Lemieux,	Rinfret,
Boyer,	Forest,	Legris,	Rocheleau,
Cameron,	Gagnon,	Lussier,	Shehyn,
Cardin,	Girouard,	Martin, (Rimouski,)	Sylvestre,
Champagne,	Gladu,	Mercier,	Tessier et
David,	Lafontaine,	Morin,	Turcotte.—23.

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que ce Bill, ainsi amendé en comité, soit maintenant pris en considération.

M. Nantel propose, secondé par M. Casgrain,—Que tous les mots après “Bill,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“soit renvoyé de nouveau au dit comité général avec instructions de l'amender en ajoutant la clause suivante après l'article quatrième :

“Cependant tout colon occupant ou propriétaire dans un des cantons où se trouvent situées telles eaux, pourra, en tout temps où la pêche n'est pas prohibée par les lois de cette Province, et quelque soit le propriétaire riverain de ces eaux, pêcher à la ligne et

---

“ non autrement, le poisson nécessaire à sa subsistance et à celle de sa famille, pourvu que  
“ telle pêche n’ait aucun objet de trafic ou de spéculation.”

Et objection étant faite, par l’honorable M. *Gagnon*, que cette motion n’est pas dans l’ordre.

M. l’Orateur décide comme suit :

“ J’ai déjà décidé cette question dans la séance du 19 juin dernier, (pages 273-274 des Procès-Verbaux) ; j’ai alors motivé ma décision en l’appuyant sur les autorités qui s’appliquent à la question, et je ne trouve pas dans les arguments qui viennent d’être produits à l’encontre de l’objection présentement faite, des raisons pour m’autoriser à révoquer ma première décision. Je déclare donc l’amendement irrégulier.”

Alors la motion principale étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, Que le Bill passe et que le titre soit : “Acte pour amender et refondre les lois de la pêche,” la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s’ajourne jusqu’à onze heures A. M., aujourd’hui.

---

Jeudi, 5 Juillet 1888.

*Onze heures A. M.*

M. *Girouard*, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de la Compagnie dite “*The Magog Textile and Print Company*” demandant un acte l’autorisant à emprunter une somme n’excédant pas trois cent mille piastres, et a trouvé que les avis requis n’avaient pas été publiés : mais comme les actionnaires seuls peuvent être affectés par cette demande et comme il y aura dans le Bill des dispositions spéciales pour protéger leurs intérêts, votre comité croit devoir recommander la suspension de la 51<sup>e</sup> règle de cette Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Sur motion de M. *Gladu*, secondé par M. *Pilon*,

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans les second, troisième et quatrième paragraphes du second rapport du comité spécial nommé pour examiner toutes pétitions, lettres et documents aussi bien que le Bill concernant les licences.

*Ordonné*, Que M. *Lemieux* ait la permission de présenter un Bill pour amender les actes concernant l’instruction publique en cette Province.

Il présente, en conséquence le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd’hui.

Sur motion de M. *Poupore*, secondé par M. *Deschênes (Témiscouata)*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des instructions données aux gardes-forestiers dans le district d'*Ottawa*, pour les années 1886-87.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie du dernier rapport de l'ingénieur des mines, concernant l'industrie du phosphate sur la rivière du *Lièvre*, dans le comté d'*Ottawa*.

M. *David* propose, secondé par M. *Boyer*,  
Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill autorisant *Félix Laroche* à exercer la profession médicale, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression ; Et la question étant mise aux voix, elle est résolue négativement.

Sur motion de l'honorable M. *Flynn*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance échangée, depuis l'année 1885, entre, d'une part le département de la marine et des pêcheries, les députés du comté, ou toutes autres personnes et les départements de l'agriculture et des travaux publics ou de l'agriculture et de la colonisation de l'autre part, touchant le chemin maritime, dans le comté de *Gaspé*.

L'honorable M. *Flynn* propose, secondé par l'honorable M. *Taillon*,  
Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1o. Copie de toute correspondance échangée depuis 1885 inclusivement, entre le gouvernement, le Commissaire de l'agriculture et des travaux publics, ou le Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, et le conseil municipal de la municipalité de *Saint-Pierre de la Malbaie* No. 1, (*Barachois de la Malbaie*,) le député du comté ou toute autre personne, au sujet de la construction d'un pont sur la rivière dite "*Barachois*."

2o. Copie de toutes requêtes et de toutes résolutions du dit conseil adressées au gouvernement sur le même sujet.

Et un débat s'en suivant.

*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à trois heures P.M., aujourd'hui.

*Trois heures P.M.*

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier au Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif qu'il a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte régularisant la cléricature de *Théophile Alexandre* alias *Alexandre Archambault*, médecin de la paroisse de *Saint-Paul l'Ermite*, comté de l'*Assomption*."

Bill intitulé : " Acte pour régulariser la cléricature de *Aimé Prosper Aquila Pichette* et permettre au Bureau provincial de médecine de l'admettre au nombre de ses membres."

Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 12 Vict., chap. 143, concernant les Pères Oblats."

Bill intitulé : " Acte amendant l'acte 18 Vict., chapitre 72, concernant la Société Evangélique de la Grande-Ligne."

Bill intitulé ; " Acte autorisant la vente de certains immeubles grevés de substitution en faveur des enfants de *Louis Arthur Zotique Pouliot*."

Bill intitulé : " Acte autorisant la Compagnie Royale d'Electricité de *Montréal*, à emprunter de l'argent et à émettre des obligations."

Bill intitulé : " Acte pour changer les limites du village d'*Arthabaskaville*."

Bill intitulé : "Acte constituant en corporation "The Orford Mountain Railway Company."

Aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill suivant avec certains amendements aux quels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 49-50 Victoria, chap. 74, relatif à l'exploitation du gaz combustible en cette province."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte amendant l'acte 41 Vict., ch. 48, constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *Saint-Laurent*, des *Basses-Laurentides* et du *Saguenay*."

Bill intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer *Montréal* et du *Nord-Est*."

Bill intitulé : "Acte pour autoriser les syndics de la congrégation de l'Eglise *Saint-André*, à *Levis*, dans la province de *Québec*, en rapport avec l'Eglise Presbytérienne du *Canada*, à louer ou à vendre un certain lot de terrain à *Levis*."

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Gagnon* ait la permission de présenter un Bill pour amender le Code civil relativement aux registres de l'état civil.

Il présente en conséquence le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la troisième séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. *Robidoux*, du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant qu'il rapporte à votre honorable Chambre, avec des amendements :

Bill autorisant *Joseph Octave Antoine Lalonde* à vendre et à disposer de certains biens.

L'Honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Surintendant de l'Instruction Publique de la province de *Québec*, pour l'année 1886-87. (*Documents de la Session*, No. 5).

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 49-50 Vict., chap. 74, relatif à l'exploitation du gaz combustible en cette province," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de M. *Champagne*, secondé par M. *Bourbonnais*,

*Ordonné*, Que le Bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Montréal* et du *Nord-Est*," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est en conséquence lu la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

*Ordonné*, Que la 60<sup>me</sup> règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce Bill.

Sur motion de l'honorable M. *Turcotte*, secondé par l'honorable M. *McShane*,

*Ordonné*, Que le Bill du Conseil Conseil Législatif intitulé : "Acte amendant l'acte 41 Vict., chap. 48, constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer du *Saint-Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay*," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

*Ordonné*, Que la 60<sup>me</sup> règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce Bill.

Sur motion de l'honorable M. *Lynch*, secondé par l'honorable M. *Blanchet*.

*Ordonné*, Que le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour autoriser les syndics de la Congrégation de l'Eglise *St-André*, à *Lévis*, dans la Province de *Québec*, en rapport avec l'Eglise Presbytérienne du *Canada*, à louer ou à vendre un certain lot de terrain à *Lévis*," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est en conséquence, lu la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est en conséquence lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers Bills privés.

*Ordonné*, Que la 60<sup>ième</sup> règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce Bill.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts), et il est comm suit :

A. R. ANGERS,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée Législative le rapport de la Commission nommée le dix septembre dernier, par Son Honneur en conseil, pour faire une enquête sur les difficultés soulevées au sujet des asiles d'aliénés et de la mise en force du statut relatif à ces asiles et sur les causes réelles de ces difficultés et les moyens propres à les faire cesser. (*Documents de la Session, No. 87.*)

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 5 juillet 1888.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée aujourd'hui,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie de toute correspondance échangée depuis 1885 inclusivement, entre le gouvernement, le Commissaire de l'agriculture et des travaux publics, ou le Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, et le conseil municipal de la municipalité de *Saint-Pierre de la Malbaie*, No. 1, (*Barachois de la Malbaie*), le député du comté ou toute autre personne, au sujet de la construction d'un pont sur la rivière dite "*Barachois*."

2. Copie de toutes requêtes et de toutes résolutions du dit conseil adressées au gouvernement sur le même sujet."

Et la question étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

Sur motion de M. *Bourbonnais*, secondé par M. *Trudel*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour régulariser la cléricature de *Aimé Prosper Aquila Pichette* et permettre au Bureau provincial de médecine de l'admettre au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de tous documents et mémoires adressés au gouvernement, relativement au système recommandé par M. *Gerard Macquet*, belge d'origine, pour la construction de ponts en fer dans cette province.



Sur motion de M. *Martin (Bonaventure)*, secondé par M. *Duplessis*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des rôles de paie de chaque conducteur de travaux de colonisation, dans le comté de *Bonaventure*, pour l'année 1887.

Sur motion de M. *deGrosbois*, secondé par M. *Trudel*,  
*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill amendant les actes relatifs à la Compagnie du chemin de fer de la Vallée de *Missisquoi*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *David*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la résolution suivante, transmise le 30 juin 1888, à l'honorable M. *Marchand*, Orateur de l'Assemblée Législative de la Province de *Québec*:

“ Résolution adoptée unanimement à la XVII Convention générale des Canadiens-Français des *Etats-Unis*, tenue à *Nashua, New Hampshire*, les 26 et 27 juin 1888, lors de l'arrivée dans le lieu de réunion des délégués officiels de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, MM. *L. O. David* et *Faucher de Saint-Maurice*.

“ Il est proposé par M. *Dubuque*, de *Fall River, Massachusetts*, secondé par *J. Lord*, de *Biddeford, Maine*, que cette Convention souhaite à messieurs les délégués officiels de l'Assemblée Législative de *Québec*, la plus cordiale bienvenue et qu'elle offre au gouvernement et à l'Assemblée Législative de son pays natal l'hommage le plus profond de sa gratitude pour ce témoignage de sympathie fraternelle. Cette Convention apprécie vivement le concours précieux des hommes éminents que la patrie canadienne a délégués auprès d'elle. Et messieurs les délégués sont instamment priés de faire connaître au gouvernement et à l'Assemblée Législative de *Québec*, les sentiments exprimés dans cette résolution.

“ Copie conforme à l'original.

L. J. MARTEL, Président de la convention.

O. LARUE, Vice-Président.

JULES ROUILLARD, Assist. Sec. Arch.

Sur motion de l'honorable M. *Blanchet*, secondé par l'honorable M. *Lynch*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toutes requêtes des colons du *Labrador*, maintenant résidant dans le comté de *Beauce*, demandant des secours au gouvernement, ainsi que toute correspondance à ce sujet.

L'honorable M. *Shehyn*, Trésorier de la Province, met devant la Chambre,—l'état des recettes et paiements de la Province de *Québec*, provenant de toutes sources, du 1er juillet 1887 au 31 mai 1888. (*Documents de la Session, No 7b.*)

Sur motion de l'honorable M. *Lynch*, secondé par l'honorable M. *Blanchet*,  
*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill constituant en corporation la Compagnie générale de fidéicommis, soit remis moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Casgrain*, secondé par M. *Duplessis*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Une liste de tous les arpentages ordonnés par le gouvernement ou le Commissaire des terres de la Couronne, depuis le 29 janvier 1887; les noms des arpenteurs employés; les sommes payées à chacun d'eux; les sommes qui leur reviennent; et les comtés ou divisions pour lesquels les arpenteurs ont été nommés.

Sur motion de M. *Duplessis*, secondé par M. *Casgrain*.  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé de la somme de \$10,094.23 payée pour la Conférence interprovinciale, mentionnée dans l'état des mandats spéciaux soumis à cette Chambre le 12 juin dernier.

Sur motion de M. *Forest*, secondé par M. *Morin*,  
*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100, payé sur le Bill régularisant la cléricature de *Théophile Alexandre Archambault*, alias *Alexandre Archambault*, médecin, de la paroisse de *Saint-Paul l'Ermite*, comté de l'*Assomption*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Robidoux*, secondé par M. *Casgrain*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de tous les rapports faits depuis 1876, par les inspecteurs du gouvernement, sur la tenue du bureau d'enregistrement du comté de *Chateauguay*.

M. *LeBlanc* propose, secondé par M. *Casgrain*, Que l'ordre de cette Chambre du 14 juin dernier, renvoyant au comité permanent de législation et des lois expirantes, le Bill pour amender la section 251 de l'acte électoral de *Québec* soit rescindé, et que ce Bill soit remis sur l'ordre du jour pour comité général; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise; et la proposition est résolue négativement.

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par M. *Casgrain*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre.—Un état indiquant : 1. Le nom de tous les gardes forestiers de la province de *Québec*;  
2. Le date de leur nomination;  
3. Le salaire de chacun d'eux;  
4. Leur résidence;  
5. Le nom de l'agence assignée à chacun d'eux.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant : 1. Les noms des inspecteurs des gardes forestiers nommés par le gouvernement actuel;  
2. La date de leur nomination;  
3. Le salaire de chacun d'eux;  
4. Le lieu de leur résidence;  
5. Le nom de l'agence ou des agences assignées à chacun d'eux.

Sur motion de M. *Duplessis*, secondé par M. *McIntosh*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé des sommes payées au journal "*La Paix*," pour impressions et autres causes, depuis le 1er février 1887 jusqu'à ce jour.

Sur motion de M. *Deschênes (Témiscouata)*, secondé par M. *Picard*,  
*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de toute correspondance, documents, etc., échangés entre le gouvernement et MM. *Belingé* et *Malenfant*, sténographes, relativement aux débats de l'Assemblée Législative, qu'ils ont sténographiés, durant la session de 1887.

M. *Dechene (L'Islet)*, propose, secondé par M. *Lafontaine*,—Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill autorisant la vente de certains immeubles grevés de substitution en faveur des enfants de *Louis Arthur Zotique Pouliot*, soit remis, moins le frais de traduction et d'impression; et la question étant mise aux voix; la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Sur motion de M. *Robidoux*, secondé par M. *Lussier*,—  
*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill autorisant le Barreau de la Province de *Quebec*, à admettre, après examen, *Edouard Honoré Tellier*, au nombre de ses membres, soit remis, moins les frais d'impression et de traduction.

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Martin (Rimouski)*,—Le gouvernement a-t-il pris communication du rapport de A. L. *Light*, écr., sur la possibilité et l'utilité de la construction d'un chemin de fer de *Métis* à *Matane*, comté de *Rimouski* ?

Le gouvernement a-t-il l'intention d'aider d'un octroi régulier la compagnie qui se chargera de la construction de ce chemin ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Oui, aussitôt qu'une compagnie sera régulièrement et complètement organisée, le gouvernement donnera toute son attention à cette question.

Par M. *LeBlanc*,—La Commission, en date du 9 août 1879, émanée sous le gouvernement de l'honorable M. *Joly*, nommant des commissaires pour la décision sommaire des petites causes pour la paroisse de *St-Michel* de *Napierville*, a-t-elle été révoquée ? Si oui, à la demande de qui, et pour quelles causes ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—La commission des petites causes de *St-Michel* de *Napierville*, du 9 août 1879, a été révoquée le 13 juin 1888, à la demande de *Eugène Lafontaine*, écr., M. P. P.

Par M. *Desjardins*,—Quel est le montant reçu des corporations commerciales, depuis le 1er juillet 1887 jusqu'au 30 juin 1888 inclusivement ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—\$558,393.00.

Par M. *Boyer*,—L. N. *Miller* est-il employé par le gouvernement ? Si oui, dans quel département et en quelle capacité ?

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—Non, pas à ma connaissance.

Par M. *Casgrain*,—Le nommé *Edouard Jobin*, de *Charlebourg*, a-t-il été employé par le gouvernement ou par un des départements publics, depuis le 29 janvier 1887 ?

Si oui, pendant combien de temps, en quelle qualité, à quel salaire et quel montant a-t-il reçu ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Le 22 septembre 1887, M. *Edouard Jobin*, de *Charlesbourg* a reçu instruction de faire une exploration des terrains autour du *Lac des Commissaires*, exploration qu'il a terminée le 24 décembre 1887. Le coût de ce service a été de \$570.25, y compris le salaire et pension de trois hommes qui accompagnaient M. *Jobin*.

L'exploration faite par M. *Jobin*, l'a été afin de savoir comment le terrain est boisé en cet endroit ; et ce, afin d'établir la mise à prix des locations que le gouvernement a l'intention d'offrir en vente dans le cours de l'automne prochain. Le terrain qu'a exploré M. *Jobin* est d'une étendue de vingt mille carrés, au moins.

Par M. *Casgrain*,—Combien a coûté l'impression du discours que l'honorable M. *Shehyn* a prononcé sur le budget devant l'Assemblée Législative, le 12 avril 1887, et à qui en a été confiée l'impression ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—L'impression du discours de l'honorable M. *Shehyn* sur le budget, prononcé le 12 avril 1887, a coûté \$2,620.95 :

---

L'impression a été confiée à la <i>Justice</i> .....	\$550.00
“ “ “ au <i>Daily Telegraph</i> .....	600.00
“ “ “ au <i>Herald</i> .....	500.00
“ “ “ au <i>Journal de Québec</i> .....	268.95
“ “ “ à <i>W. Chagnon</i> .....	500.00
“ “ “ à <i>C. Darveau</i> .....	202.00
	<hr/>
	\$,2620.95

---

Par l'honorable M. *Taillon*,—1. M. *Kirwan* a-t-il été employé par le gouvernement depuis le 1er Février 1887 ?

2. Quelles étaient ses fonctions ?
3. Quelles étaient les conditions de paiement ?
4. A quelle date a-t-il commencé et à quelle date a-t-il fini ?
5. Combien a-t-il reçu ?
6. Combien lui est-il dû ?
7. A-t-il fait quelque rapport ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—1. Oui.

2. Il a d'abord été chargé de s'enquérir de la manière dont les argents de colonisation avaient été employés dans certains comtés. Plus tard, il a été chargé avec M. *A. Talbot*, de l'exploration des comtés de *Dorchester*, *Arthabaska* et *Wolfe*, à laquelle il est pourvu par l'item 69 du budget de 1887-88.

3. Traitement, \$5 par jour et \$4.00 pour frais de voyage.

4. Sa première commission date du 20 juin 1887 et a pris fin le 13 octobre 1887. Sa seconde commission date du 1er avril 1888 et prendra fin le 19 du courant.

5 et 6. En vertu de sa première commission il a reçu \$914.00 en tout. En vertu de la seconde, il a reçu \$420.00, ce qui le paye jusqu'au 20 juin dernier.

6. Il a communiqué au département les données de son rapport.

Par M. *LeBlanc*,—Quelle espèce d'ouvrage M. *W. Kirwan* a-t-il fait pour recevoir la somme de \$707.00, pour laquelle il figure au document de la Chambre (No. 43), produit à cette session ?

Quels sont les paroisses et les cantons qu'il a visités ?

Combien de jours a-t-il travaillé en tout ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Même réponse.

Par M. *LeBlanc*,—Combien le gouvernement actuel a-t-il acheté d'exemplaires de la brochure intitulée : “ *Esquisse sur la Gaspésie* ” ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Le gouvernement n'a pas acheté un seul exemplaire de la brochure intitulé : “ *Esquisse sur la Gaspésie*.”

Par M. *Trudel*,—M. *Laurent Ubalde Archibald Genest*, greffier de la paix aux *Trois-Rivières*, a-t-il eu une augmentation de salaire sous les gouvernements précédents ? Si oui, quelle est cette augmentation ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—Le traitement de M. *Laurent Ubalde Archibald Genest*, greffier de la paix à *Trois-Rivières*, était de \$1200 jusqu'au 30 décembre 1872, époque à laquelle il fut porté à \$1600.

Son traitement actuel est de \$1600.

Par l'honorable M. *Taillon*.—1. Quelles sont les personnes actuellement employées par le gouvernement, soit pour surveiller les travaux de colonisation, soit pour découvrir les fraudes qui auraient pu être commises dans l'emploi des sommes votées pour la colonisation ?

Est-ce un emploi permanent ou un emploi temporaire ?

Quelles sont les conditions de paiement ?

Quand chacune de ces personnes a-t-elle été nommée ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Il y a actuellement trois personnes employées pour surveiller les travaux de colonisation ; MM. *Joseph Bureau*, *Ph. Trudel* et *Louis Pelland*. Ils sont permanents depuis le 1er juillet courant, avec un salaire de \$1000 chacun par année.

Par l'honorable M. *Taillon*.—1. A quelle date M. *George Daveluy* a-t-il été nommé inspecteur des compagnies d'assurance ?

2. Quelle est son salaire ?

3. Qui remplissait ces fonctions avant la nomination de M. *Daveluy* ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—M. *Geo. Daveluy* a été nommé inspecteur des compagnies d'assurance (45 Vict., ch. 49), le 30 décembre 1887, avec salaire de \$300, outre ses dépenses réelles de voyage ; ces sommes doivent être remboursées au Trésor par les compagnies d'assurance (section 12 de l'acte susdit). Il remplace M. *Walton Smith*, décédé.

Par l'honorable M. *Taillon*.—1. A quelle date M. *Geoffrion* a-t-il été nommé inspecteur des bureaux d'enregistrement ?

2. Quel est son salaire ?

3. A quelle date M. *Aylen* a-t-il été nommé inspecteur des prisons, asiles, etc. ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*.—M. *Geoffrion* a été nommé inspecteur des bureaux d'enregistrement, le 8 octobre 1887, avec salaire annuel de \$1600. M. *Aylen* a été nommé inspecteur des prisons, asiles, etc., et des bureaux publics, le 22 novembre 1887, avec salaire de \$1600, et devant résider à *Québec*.

Par l'honorable M. *Taillon*.—1. Combien le gouvernement a-t-il reçu des corporations commerciales pour frais dans les causes où MM. *Lacoste* et Cie ont agi comme procureurs du demandeur ?

2. Combien reste-t-il à percevoir des dites corporations pour frais dans ces causes ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*.—1. Rien.

2. Des instructions ont été données à M. *Beausoleil* de percevoir le montant de ces frais.

Par M. *LeBlanc*.—*Ls. Pelland*, de *Berthier*, père de *J. O. Pelland*, avocat du revenu à *Montréal*, est-il employé par le gouvernement ?

Si oui, quelle est la nature de cet emploi ?

Depuis quand est-il employé ?

Quel est son salaire ?

Quel montant a-t-il reçu jusqu'à ce jour ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—M. *Ls. Pelland* a été nommé explorateur et inspecteur des travaux de colonisation, depuis le 1er juillet courant, avec un salaire de \$1,000 par année. Il n'a encore rien reçu. M. *Pelland* n'a pas d'autre emploi du gouvernement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à sept heures P. M., aujourd'hui.

*Sept heures P. M.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour autoriser *Joseph Octave Antoine Lalonde* à vendre et à disposer de certains biens ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Deschênes (Temiscouata)* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain, à la première séance.

*Ordonné*, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un Bill pour pourvoir au remplacement de l'Orateur en certains cas.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'agrandissement du Palais de Justice, *Montreal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la codification des lois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles des aliénés protestants, *Montreal* ; conformément à la résolution de l'Assemblée Législative du 13 mai 1885, étant un emprunt à 5 pour cent d'intérêt, devant être remboursé en dix versements annuels, le premier payable au bout de cinq ans à compter de la date de l'emprunt ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement des réclamations impayées en rapport avec la construction du chemin de fer *Q. M. O. & O.* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement de comptes en souffrance pour le chemin de fer *Q. M. O. & O.*, dépenses du trafic (revenu) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit reçu demain à la première séance.

M. *Boyer* informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Résolu*, Qu'à la première séance, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de transmettre les résolutions touchant les amendements à l'"Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de 1867," par l'entremise de Son Excellence le Gouverneur-Général au Très Honorable Secrétaire d'Etat pour les colonies, en vue d'obtenir du Parlement Impérial la promulgation des amendements à l'"Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," conformément aux dites résolutions.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des Membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'honorable M. *Mercier* propose, secondé par l'honorable M. *Shehyn*,

Que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération une certaine résolution proposée concernant l'indemnité législative.

L'honorable M. *Mercier* informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de la nature de cette résolution, il la recommande à la considération de cette Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité.

(EN COMITÉ).

*Résolu*,—Que, dans chaque session de la Législature, il soit alloué à chaque Conseiller Législatif et à chaque Député présent à telle session, une indemnité de huit cents piastres par session, si cette session s'étend au-delà de trente jours, et six piastres par jour, si la session ne s'étend pas au-delà de trente jours.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le Comité a passé une résolution.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Nantel* fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*,—Que, dans chaque session de la Législature, il soit alloué à chaque Conseiller Législatif et à chaque Député présent à telle session, une indemnité de huit cents piastres par session, si cette session s'étend au-delà de trente jours, et six piastres par jour, si la session ne s'étend pas au-delà de trente jours.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill concernant l'indemnité législative.

Il présente en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant la seconde fois.

Le Bill est en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité de toute la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Nantel* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé une résolution fixant à cinq membres le *quorum* du Comité collectif des deux Chambres sur la bibliothèque, à laquelle il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Turcotte*,

*Résolu*, Que cette Chambre concour dans le dit message du Conseil Législatif concernant le *quorum* du comité collectif sur la bibliothèque.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les taxes sur les corporations commerciales, étant lu ;

L'honorable M. *Shehyn* propose, secondé par M. *Mercier*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

L'honorable M. *Shehyn* informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de la nature de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

#### (EN COMITÉ.)

*Résolu*, 1. Que, afin de pourvoir aux besoins du service public, toute banque faisant des affaires de banque dans cette province, toute compagnie d'assurance acceptant des risques et faisant des affaires d'assurance dans cette province, toute compagnie constituée en corporation, faisant quelque entreprise, commerce ou affaires dans cette province, toute compagnie de prêt constituée en corporation, faisant des prêts dans cette province, toute compagnie de navigation constituée en corporation, exploitant une ligne régulière de paquebots, de bateaux à vapeur ou autres navires dans les eaux de cette province, toute compagnie de télégraphe, exploitant une ligne ou partie d'une ligne de télégraphe dans cette province, toute compagnie de téléphone, exploitant une ligne de téléphone dans cette province, toute compagnie de chemin de fer urbain ou de tramway, exploitant une ligne de chemin de fer ou de tramway dans cette province, et toute compagnie de chemin de fer, exploitant un chemin de fer ou partie d'un chemin de fer dans cette province, — paiera, annuellement, les diverses taxes mentionnées et spécifiées dans la résolution suivante, lesquelles taxes sont, par les présentes résolutions, imposées sur chacune de ces corporations commerciales respectivement.

*Résolu*, 2. Que les taxes annuelles imposées sur les corporations commerciales mentionnées et spécifiées dans la résolution précédente, seront payables par elles comme suit :

#### I.—BANQUES

(a) Cent piastres pour chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres de capital versé jusqu'à un million inclusivement ; cinquante piastres sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres de capital versé depuis un million jusqu'à six millions inclusivement, et vingt-cinq piastres pour chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres au-dessus de six millions de piastres ;

(b) Une taxe additionnelle de cent piastres, sur chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de *Montréal* et *Québec* et de vingt piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit.



---

II.—COMPAGNIES D'ASSURANCE.

(a) Une compagnie d'assurance faisant des affaires d'assurance d'une espèce seulement, cinq cents piastres ;

(b) Une compagnie d'assurance faisant des affaires de deux ou plusieurs espèces d'assurances à la fois, cinq cents piastres pour la première espèce, et une somme additionnelle de cinquante piastres pour chaque espèce en outre de une ;

(c) Une taxe additionnelle de cent piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de *Montréal* et *Québec*, et de cinq piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit.

(d) Toute personne faisant des affaires d'assurance maritime à titre de courtier pour des compagnies d'assurance étrangères, qui ne font pas des affaires d'assurance dans la province et qui n'y ont pas de bureau ou place d'affaires, devra payer une taxe principale de deux cents piastres, et une taxe additionnelle de cinquante piastres pour chacun de ces bureaux ou places d'affaires.

## III.—COMPAGNIES CONSTITUÉES EN CORPORATION.

(a) Un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé jusqu'à un million de piastres inclusivement, et vingt-cinq piastres par cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toute somme au-dessus d'un million de piastres ;

(b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres pour chaque place d'affaires, manufacture ou atelier, dans les cités de *Montréal* et *Québec*, et de vingt piastres pour chaque place d'affaires, fabrique ou atelier, dans tout autre endroit.

## IV.—COMPAGNIES DE PRÊT CONSTITUÉES EN CORPORATION.

(a) Une compagnie à capital social fixe excédant cinq cent mille piastres, quatre cents piastres, avec une somme additionnelle de cinquante piastres pour chaque million de piastres ou fraction de un million de piastres du capital versé de la compagnie, au delà d'un million de piastres ;

Si le capital fixe excède quatre cent mille piastres, mais n'excède pas cinq cent mille, trois cent piastres ; s'il excède trois cent mille piastres mais n'excède pas quatre cent mille, deux cent cinquante piastres ; s'il excède deux cent mille piastres mais n'excède pas trois cent mille, deux cent piastres ; s'il excède cent mille piastres mais n'excède pas deux cent mille piastres, cent cinquante piastres ; si le capital fixe est de cent mille piastres ou moins, un dixième d'un pour cent sur le montant du capital.

(b) Une compagnie sans capital social fixe, cent piastres ;

(c) Une taxe additionnelle de cent piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de *Montréal* et *Québec*, et de cinquante piastres pour chaque bureau ou places d'affaires dans tout autre endroit, sera payable par toute compagnie dont le capital social fixe excède cent mille piastres, pour toute compagnie à capital fixe de cent mille piastres ou moins, et pour toute compagnie sans capital social fixe, la taxe additionnelle sera de cinquante piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de *Montréal* et *Québec*, et de vingt-cinq piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit.

## V.—COMPAGNIES DE NAVIGATION CONSTITUÉES EN CORPORATION.

(a) Un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé jusqu'à un million de piastres inclusivement, et vingt-cinq piastres par cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres sur toute somme au-dessus d'un million de piastres ;

(b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de *Montréal* et *Québec*, et de vingt piastres pour chaque bureau ou place d'affaires, dans tout autre endroit.

#### VI.—COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE.

(a) Un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé jusqu'à cent mille piastres inclusivement;

(b) Mille piastres pour toute compagnie dont le capital versé excède cent mille piastres ;

(c) Une taxe additionnelle de cinq piastres pour chaque bureau d'affaires à l'usage du public.

#### VII.—COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE.

(a) Cinq cents piastres ;

(b) Une taxe additionnelle de cent piastres pour la station principale dans les cités de *Montréal* et *Québec*,—de cinquante piastres pour toute autre station ayant cinquante souscripteurs ou plus,—et de cinq piastres pour toute station ayant moins de cinquante souscripteurs.

#### VIII.—COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER URBAIN OU DE TRAMWAY.

(a) Cinquante piastres pour chaque mille de chemin de fer ou de tramway en opération, soit sur une voie simple ou sur une voie double.

#### IX.—COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.

(a) Les compagnies de chemin de fer mentionnées dans ces résolutions, et toute compagnie de chemin de fer ayant reçu ou recevant des subventions du gouvernement de cette province, vingt piastres pour chaque mille de chemin de fer en opération ;

(b) Toutes autres compagnies de chemin de fer, cinq piastres pour chaque mille de chemin de fer en opération.

*Résolu*, 3. Que les taxes imposées par les présentes résolutions formeront partie du fonds consolidé du revenu de la province.

*Résolu*, 4. Que, une partie quelconque de ces taxes, pourra être appliquée, de temps à autre, par le Trésorier de la province, d'après les instructions du Lieutenant-Gouverneur en conseil, au paiement des dépenses encourues pour la mise en vigueur de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

#### CÉDULE.

*Chemins de fer mentionnés dans le paragraphe (a) du numéro IX de la deuxième résolution et pour la construction desquels des deniers publics ont été dépensés ou appropriés, soit par cette province, soit par l'ancienne province du Canada.*

La Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, pour la partie, dans cette province, de son chemin s'étendant de *Montréal* à *Saint-Jérôme*, *Aylmer* et la cité d'*Ottawa* y compris les embranchements de *Saint-Lin* et de *Saint-Eustache* ;

La Compagnie du chemin de colonisation de *Montréal* et des *Laurentides* ;

- “ de jonction de *Pontiac* au *Pacifique* pour cette partie de son chemin dans la province ;
- “ de jonction du lac *Champlain* et du *Saint-Laurent* ;
- “ de la vallée de *Missisquoi* ;
- “ de *Montréal*, *Portland* et *Boston* ;
- “ de *Quebec Central* ;
- “ de *Quebec* et du *Lac Saint-Jean* ;
- “ de *Waterloo* et *Magog* ;
- “ du Grand-Tronc du *Canada*, pour la partie de son chemin qui se trouve dans la province ;
- “ du *Nord* ;
- “ du *Sud-Est* ;
- “ *International*.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Boyer* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, 1. Que, afin de pourvoir aux besoins du service public, toute banque faisant des affaires de banque dans cette province, toute compagnie d'assurance acceptant des risques et faisant des affaires d'assurance dans cette province, toute compagnie constituée en corporation, faisant quelque entreprise, commerce ou affaires dans cette province, toute compagnie de prêt constituée en corporation, faisant des prêts dans cette province, toute compagnie de navigation constituée en corporation, exploitant une ligne régulière de paquebots, de bateaux à vapeur ou autres navires dans les eaux de cette province, toute compagnie de télégraphe, exploitant une ligne ou partie d'une ligne de télégraphe dans cette province, toute compagnie de téléphone, exploitant une ligne de téléphone dans cette province, toute compagnie de chemin de fer urbain ou de tramway, exploitant une ligne de chemin de fer ou de tramway dans cette province, et toute compagnie de chemin de fer, exploitant un chemin de fer ou partie d'un chemin de fer dans cette province, —paiera, annuellement, les diverses taxes mentionnées et spécifiées dans la résolution suivante, lesquelles taxes sont, par les présentes résolutions, imposées sur chacune de ces corporations commerciales respectivement.

*Résolu*, 2. Que les taxes annuelles imposées sur les corporations commerciales mentionnées et spécifiées dans la résolution précédente seront payables par elles comme suit :

#### I.—BANQUES.

(a) Cent piastres pour chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres de capital versé jusqu'à un million inclusivement ; cinquante piastres sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres de capital versé depuis un million jusqu'à six millions inclusivement, et vingt-cinq piastres pour chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres au-dessus de six millions de piastres ;

(b) Une taxe additionnelle de cent piastres, sur chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de *Montréal* et *Quebec*, et de vingt piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit.

#### II.—COMPAGNIES D'ASSURANCE.

(a) Une compagnie d'assurance faisant des affaires d'assurance d'une espèce seulement, cinq cents piastres ;

(b) Une compagnie d'assurance faisant des affaires de deux ou plusieurs espèces d'assurances à la fois, cinq cents piastres pour la première espèce, et une somme additionnelle de cinquante piastres pour chaque espèce en outre de une ;

(c) Une taxe additionnelle de cent piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de *Montréal* et *Québec*, et de cinq piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit.

(d) Toute personne faisant des affaires d'assurance maritime à titre de courtier pour des compagnies d'assurance étrangères, qui ne font pas des affaires d'assurance dans la province et qui n'y ont pas de bureau ou place d'affaires, devra payer une taxe principale de deux cents piastres, et une taxe additionnelle de cinquante piastres pour chacun de ces bureaux ou places d'affaires.

### III.—COMPAGNIES CONSTITUÉES EN CORPORATION.

(a) Un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé jusqu'à un million de piastres inclusivement, et vingt-cinq piastres par cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toute somme au-dessus d'un million de piastres ;

(b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres pour chaque place d'affaires, manufacture ou atelier, dans les cités de *Montréal* et *Québec*, et de vingt piastres pour chaque place d'affaires, fabrique ou atelier, dans tout autre endroit.

### IV.—COMPAGNIES DE PRÊT CONSTITUÉES EN CORPORATION.

(a) Une compagnie à capital social fixe excédant cinq cent mille piastres, quatre cents piastres, avec une somme additionnelle de cinquante piastres pour chaque million de piastres ou fraction de un million de piastres du capital versé de la compagnie, au-delà d'un million de piastres ;

Si le capital fixe excède quatre cent mille piastres, mais n'excède pas cinq cent mille, trois cents piastres ; s'il excède trois cents mille piastre mais n'excède pas quatre cent mille, deux cent cinquante piastres ; s'il excède deux cent mille piastres mais n'excède pas deux cent mille piastres, cent cinquante piastres ; si le capital fixe est de cent mille piastres ou moins, un dixième d'un pour cent sur le montant du capital.

(b) Une compagnie sans capital social fixe, cent piastres ;

(c) Une taxe additionnelle de cent piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de *Montréal* et *Québec*, et de cinquante piastres pour chaque bureau ou places d'affaires dans tout autre endroit, sera payable par toute compagnie dont le capital social fixe excède cent mille piastres, pour toute compagnie à capital fixe de cent mille piastres ou moins, et pour toute compagnie sans capital social fixe, la taxe additionnelle sera de cinquante piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de *Montréal* et *Québec*, et de vingt-cinq piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit.

### V.—COMPAGNIES DE NAVIGATION CONSTITUÉES EN CORPORATION.

(a) Un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé jusqu'à un million de piastres inclusivement, et vingt-cinq piastres par cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres sur toute somme au-dessus d'un million de piastres ;

(b) Une taxe additionnelle de cinquante piastres pour chaque bureau ou places d'affaires dans les cités de *Montréal* et *Québec*, et de vingt piastres pour chaque bureau ou places d'affaires, dans tout autre endroit.

## VI.—COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE.

- (a) Un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé jusqu'à cent mille piastres inclusivement ;  
 (b) Mille piastres pour toute compagnie dont le capital versé excède cent mille piastres ;  
 (c) Une taxe additionnelle de cinq piastres pour chaque bureau d'affaires à l'usage du public.

## VII.—COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE

- (a) Cinq cents piastres ;  
 (b) Une taxe additionnelle de cent piastres pour la station principale dans les cités de Montréal et Québec,—de cinquante piastres pour toute autre station ayant cinquante souscripteurs ou plus,—et de cinq piastres pour toute station ayant moins de cinquante souscripteurs.

## VIII.—COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER URBAIN OU DE TRAMWAY.

- (a) Cinquante piastres pour chaque mille de chemin de fer ou de tramway en opération, soit sur une voie simple ou sur une voie double.

## IX.—COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.

- (a) Les compagnies de chemin de fer mentionnées dans ces résolutions, et toute compagnie de chemin de fer ayant reçu ou recevant des subventions du gouvernement de cette province, vingt piastres pour chaque mille de chemin de fer en opération ;  
 (b) Toutes autres compagnies de chemin de fer, cinq piastres pour chaque mille de chemin de fer en opération.

*Résolu*, 3. Que les taxes imposées par les présentes résolutions formeront partie du fonds consolidé du revenu de la province.

*Résolu*, 4. Que, une partie quelconque de ces taxes pourra être appliquée, de temps à autre, par le Trésorier de la province, d'après les instructions du Lieutenant-Gouverneur en conseil, au paiement des dépenses encourues pour la mise en vigueur de l'acte qui sera basé sur les présentes résolutions.

## CÉDULE.

*Chemins de fer mentionnés dans le paragraphe (a) du numéro IX de la deuxième résolution et pour la construction desquels des deniers publics ont été dépensés ou appropriés, soit par cette province, soit par l'ancienne province du Canada.*

- La Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique, pour la partie, dans cette province, de son chemin s'étendant de *Montréal* à *Saint-Jérôme*, *Aylmer* et la cité d'*Ottawa* y compris les embranchements de *Saint-Lin* et de *Saint-Eustache* ;  
 “ de colonisation de *Montréal* et des *Laurentides* ;  
 “ de jonction de *Pontiac* au *Pacifique* pour cette partie de son chemin dans la province ;  
 “ de jonction du *Lac Champlain* et du *Saint-Laurent* ;  
 “ de la vallée de *Missisquoi* ;

---

La Compagnie du chemin de *Montréal, Portland et Boston* ;

“ de *Quebec Central* ;

“ de *Quebec et du Lac Saint-Jean* ;

“ de *Waterloo et Magog* ;

“ du *Grand-Tronc du Canada*, pour la partie de son chemin qui se trouve dans la province ;

“ du *Nord* ;

“ du *Sud-Est* ;

“ *International*.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Shehyn* ait la permission de présenter un Bill concernant les taxes sur corporations commerciales.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre pour la première séance, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain à onze heures A. M.

---

Vendredi, 6 Juillet 1888

*Onze heures A. M.*

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table ;

Par M. *Larochelle*,—la pétition du Révérend J. *O'Farrell* et autres.

Sur motion de l'honorable M. *Shehyn*, secondé par l'honorable M. *Mercier*,

*Résolu*, Qu'à sa première séance, demain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette.

La Chambre procède à la considération ultérieure des résolutions rapportées du comité des subsides, mardi, le 26 juin dernier, lesquelles résolutions furent alors ajournées, et elles sont lues comme suit :

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de l'*Ile Perrot, Vaudreuil*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs SS. Noms de Jésus et de Marie, *Saint-Barthélemi*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège *Sainte Geneviève, Jacques-Cartier*, subvention définitive remplaçant l'allocation annuelle ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège *Saint-Rémi*, *Napierville*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de *Marieville*, *Rouville*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la ville de *Saint-Henri*, *Montréal*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent *Sainte-Anne* de *Saint-Félix de Valois*, *Joliette*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie commerciale, *Beauharnois*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège Commercial, à *Roxton*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de *St. Cyprien*, comté de *Napierville*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de *Saint-Norbert*, comté de *Berthier*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de *Joliette*, pour construction d'une annexe pour un cours commercial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de *Saint-Jean Baptiste* de *Roxton*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères Maristes, *Upton*, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial, *Varennes*, reconstruction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial, *Terrebonne*, reconstruction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de *Chicoutimi*, construction, \$4,000 en 4 paiements égaux et annuels (1er paiement) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de distribution des lois scolaires annotées aux commissaires et syndics d'écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription, impression et distribution des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Ecole de navigation de *Quebec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme encouragement aux sciences naturelles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Carabiniers de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien de *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société littéraire et historique de *Québec*, pourvu que cette société remette, d'ici au mois d'août 1888, au Secrétaire de la Province, toutes archives en sa possession, pouvant être considérées comme archives publiques ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie de Musique, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Géographie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil des arts et métiers, y compris l'enseignement des arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la mise à effet des dispositions de l'acte des manufactures de *Québec* ; 48 V., c. 32 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

Et la trente-quatrième résolution et les suivantes jusqu'à la soixante et unième résolution inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

M. *Boyer* rapporte, du Comité des Subsidés, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des journaux d'agriculture, anglais et français ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux écoles d'agriculture, pour payer le travail des élèves ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'école vétérinaire et professeurs ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la *Gazette des Campagnes* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des beurrieres et fromageries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la Province de *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.



10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers et de la vigne : pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour prix spéciaux pour encourager l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du livre d'or ou *Herd-Book* canadien ; pour défrayer les dépenses du Bureau concernant cet objet ; l'impression des bulletins etc., et le traitement du médecin vétérinaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'exposition provinciale, *Montréal*, pourvu que le gouvernement ne paie pas plus que la cité de *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide au comité parmanent des expositions ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'exploration dans les comtés de *Dorchester*, *Lévis*, *Bellechasse*, *Montmagny*, *Kamouraska*, *Temiscouata*, *Lotbinière*, *Mégantic*, *Arthabaska* et *Wolfe*, conformément au second rapport du comité d'agriculture adopté à l'unanimité par l'Assemblée Législative, le 14 juin 1886 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de sténographes pour le premier ministre ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arboriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'achat de matériel, livres de compte etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission d'hygiène en vertu de la 49-50 Vic., ch. 38 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de sociétés de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le dessèchement du *Norton Creek*, comté de *Chateauguay*, afin de rendre cultivables plus de 5,000 acres de terrain d'alluvion ; \$2,500 payable en cinq versements égaux et annuels ; 2ème paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du creusement de la rivière *Lacolle*,

afin de prévenir les inondations et rendre cultivable une grande étendue de bon terrain ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du creusement de la *Petite-Rivière, Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour aide à la construction d'un bateau à vapeur pour naviguer sur le lac *Saint-Jean* \$5,000.00, payables en cinq ans ; 1er paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du chemin maritime du *Saguenay* ; \$15,000.00 payables en cinq ans, 2e paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du chemin maritime de *Gaspé, de Fox River, à Ste-Anne, des Monts* ; \$3,000.00 payables en trois ans : 2ème paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de topographies, rapports, statistiques, etc., sur les progrès du pays en général et de la colonisation en particulier ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'immigration ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'immigration de cultivateurs français et anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de rapatriement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Boyer, du comité des subsides, rapporte plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, réparations des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-sept mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'assurance des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize cents soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers des palais de justice et prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles d'aliénés : *Beauport, Longue-Pointe, St-Ferdinand d'Halifax et Belmont*, maison de santé pour les alcoolisés ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital Général, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Patrice*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre vingt quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *Saint-Vincent de Paul*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant pour les femmes abandonnées, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *St-Patrice* pour les orphelins, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la *Madeleine*, Bon Pasteur, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur hospice des enfants trouvés, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent une piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue *Bonaventure*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Nazareth* pour les enfants pauvres, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile de *Nazareth*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile *Nazareth*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa

Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les Veuves et les Orphelins, y compris la ci-devant Maison de Refuge, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison et Ecole d'industrie, Institut *Hervey*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Ste-Brigite*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de *St-Vincent de Paul*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de *Bethléem*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *St-Joseph du Bon Pasteur*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les Enfants Protestants, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital des Femmes, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour le traitement des yeux et des oreilles, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre-Dame, *Montréal* ; en rapport avec l'Université *Laval* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel Dieu, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Charles*, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Pembroke* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Charitable des Dames Catholiques Romaines, pour l'Asile des Orphelins et pour l'Asile *Nazareth*, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Finlay*, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile *Ste-Brigitte*, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité et l'Hôpital du Sacré-Cœur, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes vieilles et et infirmes, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la maternité, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Chrétienne des Dames de *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Santé de *Belmont*, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille huit cent soixante et six piastres et soixante et sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des Immigrés, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cent neuf piastres et trente trois centins soient accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice de la Maternité, *Trois-Rivières* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, *Sorel* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Hyacinthe, St-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *St-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *St-Hyacinthe, St-Hyacinthe* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, *Knowlton* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Youville, St-Benoit* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *St-Joseph, Beauharnois* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Sainte-Marie, Sainte-Marie de Monnoir* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Jean, St-Jean* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *St-Jean* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Lajemmerais, Varennes* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de *Laprairie, Laprairie* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Joseph, Chambly* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *Nazareth* (Salle d'asile des petits enfants), *Chambly* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Elizabeth* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Notre-Dame de l'Assomption* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte-Ursule* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital *Sainte-Anne Lapocatière, Sainte-Anne Lapocatière* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Ferdinand, St-Ferdinand d'Halifax* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'*Yamachiche, Yamachiche* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et l'Asile pour les Orphelins, *Sherbrooke* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Paulin, St-Paulin* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Longueuil, Longueuil* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de *Nazareth* (Salle d'Asile des petits enfants), *Longueuil* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-François, Saint-François du Lac* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Louis, Saint-Denis* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises de *Farnham* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *St-Joseph* de la Délivrance, *Lévis* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu *St-Valier, Chicoutimi* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, d'*Arthabaskaville* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face à divers services en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'un agent en France ; traitement et allocation pour bureau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses du fonds des municipalités, en vertu des S. R. B. C., chap. 116, sect. 7 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'enregistrement par le Département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentages par le Département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales par le Département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

105. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales par le Département des Terres de la Couronne, nécessitées par le nouveau service des bois et forêts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

Et la première résolution et les suivantes jusqu'à la cent-deuxième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Les cent troisième, cent quatrième et cent cinquième résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et la question étant mise aux voix sur chacune séparément,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

M. Boyer rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des pêcheries, par le Département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses en suspens, par le Département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la *Gazette Officielle de Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, &c. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'achat du *Droit Criminel* par l'hon. Juge H. E. Taschereau ; 100 exemplaires à \$10 chaque ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour indemnité à la famille de feu M. Saint-Hilaire, député de Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription et réparation des registres et



documents dans plusieurs bureaux de la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "*The Sherbrooke Hospital and Orphan Asylum*," pour construction, \$2000 payables en deux versements égaux et annuels, 1er paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des chemins de fer et dépenses contingentes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses pour indemnité et frais en rapport avec les erreurs d'arpentage entre la paroisse de l'*Ange-Gardien*, *Rouville* et les cantons de l'Est, conformément à une promesse faite avant le 1er février 1887 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de *Spencer Wood* ; pour compléter l'intérieur des étables, construire une remise à voitures, des appartements pour le cocher et une loge pour le gardien à l'entrée du terrain ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Palais de Justice, Circuit de *Kamouraska* ; pour compléter la construction, y compris le bureau d'enregistrement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des prisons et palais de justice, nouveaux districts, pour appareils de chauffage ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction d'une aile pour le géôlier et le gardien du palais de justice et de la prison, *Bonaventure* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du palais de justice et prison d'*Arthabaska* ; pour compléter les fondations ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

La première résolution étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La seconde résolution et les suivantes jusqu'à la quinzième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. *Boyer* rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'agrandissement du Palais de Justice, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la codification des lois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles des aliénés protestants, *Montréal* ; conformément à la résolution de l'Assemblée Législative du 13 mai 1885, étant un emprunt à 5 pour cent d'intérêt, devant être remboursé en dix versements annuels, le premier payable au bout de cinq ans à compter de la date de l'emprunt ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement des réclamations impayées en rapport avec la

construction du chemin de fer *Q. M. O. & O.* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement de comptes en souffrance pour le chemin de fer *Q. M. O. & O.*, dépenses du trafic (revenu) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

Et la première résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

La seconde résolution, étant lue la seconde fois, est ajournée.

La troisième résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

La quatrième résolution, étant lue la seconde fois, est ajournée.

La cinquième résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

M. *Bisson*, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le dix-septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour autoriser les syndics de la congrégation de l'Eglise *St-André*, à *Lévis*, dans la province de *Québec*, en rapport avec l'Eglise Presbytérienne du *Canada*, à louer ou à vendre un certain lot de terrain à *Lévis*," et a l'honneur de apporter le dit Bill sans amendement.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 3 heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

3.00 heures P. M.,

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill pour autoriser *Joseph Octave Antoine Lalonde* à vendre et à disposer de certains biens ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Larochelle* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le dit Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour autoriser les syndics de la Congrégation de l'Eglise *St-André*, à *Lévis*, dans la province de *Québec*, en rapport avec l'Eglise Presbytérienne du *Canada*, à louer ou à vendre un certain lot de terrain à *Lévis*," et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Spencer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est en conséquence lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill sans amendement.

L'honorable M. *Lynch*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le douzième rapport du dit Comité, lequel est lu comme suit :

Votre Comité a examiné les Bills suivants qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement :

Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte amendant l'acte 41 V., ch. 48 constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *St-Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay*."

Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer d'*Orford*."

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte concernant la santé publique."

Bill intitulé : "Acte amendant la charte de *The Orford Copper and Sulphur Company*."

Bill intitulé : "Acte amendant l'acte constituant en corporation la ville de *St-Henri*."

Bill intitulé : "Acte constituant en corporation " L'Union des tailleurs de cuir de *Quebec*."

Bill intitulé : "Acte ratifiant et confirmant certaines résolutions du conseil municipal du village de la *Côte Saint-Antoine*, accordant une commutation des taxes municipales ordinaires payables par " l'Association des gymnastes amateurs de *Montreal*," sur ses terrains situés à la *Côte St-Antoine*."

Bill intitulé : "Acte amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la ville de *Levis*, refondu par l'acte 36 Vict., chap. 60 et les actes qui l'amendent."

Bill intitulé : "Acte amendant l'acte 44-45 Vict., chap. 75, constituant en corporation la ville de *Longueuil*."

Bill intitulé : "Acte amendant l'acte 47 Vict., chap. 90, qui constitue en corporation la ville de *Ste-Cunégonde*, amendé par l'acte 49-50 Vict., chap. 51."

Bill intitulé : "Acte accordant à la ville de *Coaticook* une charte spéciale."

Bill intitulé : "Acte autorisant " L'Institut des Artisans de *Montréal*," à emprunter de l'argent sur hypothèque."

Bill intitulé : "Acte autorisant " La compagnie canadienne d'assurance sur la vie, dite du *Soleil* " à posséder des immeubles dans la province, pour un montant plus considérable qu'il ne lui est permis de le faire actuellement."

Aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Bill intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie industrielle de *Drummondville*."

Bill intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie du pont de *Sainte-Clotilde* de *Horton*."

Bill intitulé : "Acte amendant de nouveau les actes qui constituent en corporation la corporation de *Quebec*."

Bill intitulé : "Acte amendant les divers actes concernant la constitution en corporation de la cité des *Trois-Rivières*."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : Acte pour amender le chapitre 41 du statut 50 Victoria, intitulé : "Acte concernant l'incorporation des Associations littéraires et d'amusements," auquel il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte amendant de nouveau les actes qui constituent en corporation la corporation de la cité de *Quebec*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie industrielle de *Drummondville*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du pont de *Ste-Clotilde de Horton*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte amendant les divers actes concernant la constitution en corporation de la cité des *Trois-Rivières* ;" lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de M. *Tessier*, secondé par M. *Bernatchez*,

*Ordonné*, Que le Bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour amender le chap. 41 du statut 50 Vict., intitulé " Acte concernant l'incorporation des Associations littéraires et d'amusements," soit maintenant lu la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Murphy* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill sans amendement.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 4 juin, 1888, demandant :

1. Copie de tous les ordres en conseil adoptés depuis le 1er février 1887, touchant le subside payable à la Compagnie du chemin de fer de la *Baie des Chaleurs* ;

2. Copie de tous rapports d'inspection du dit chemin, faits depuis la même date, et de toute correspondance échangée entre le gouvernement et la compagnie, au sujet du dit subside. (*Documents de la Session, No. 88.*)

Aussi,—les états, rapports et statistiques transmis au Commissaire des terres de la Couronne par diverses compagnies de chemins de fer, en conformité de la clause 32 de l'Acte refondu des chemins de fer de Québec, 1880. (*Documents de la session, No. 89.*)

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Turcotte* ait la permission de présenter un Bill pour déclarer indemnes certains membres de l'Assemblée Législative.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Boyer* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant les terres publiques et les bois et forêts ; et après avoir ainsi siégé quelque temps ; M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lussier* fait rapport que le comité a examiné le Bill et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

L'honorable M. *Flynn* propose comme amendement, secondé par M. *Deschênes*, (*Témiscouata*), Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le Bill soit de nouveau renvoyé à un Comité général de la Chambre avec instructions de retrancher : 1. la section trois, 2° la partie suivante de la section quatre, savoir : " et à l'avenir une réserve de " bois de vingt pour cent du lot vendu doit être faite lors de l'octroi du billet de location " ou du permis de location pour des terres publiques. "

" Cette réserve est fixée à l'endroit déterminé par l'agent des terres suivant les règlements du département. "

3° la section cinq. "

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. *Gagnon*, secondé par l'honorable M. *Turcotte*,  
*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le Bill concernant les voitures d'hiver étant lu ;

Et la question étant mise aux voix ; Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *McShane* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et y a fait des amendements.

*Ordonné*, Que les dits amendements soient pris en considération à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour étendre les limites judiciaires des cours civiles du district de *Québec* et leur donner juridiction concurrente, " étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et un débat s'en suivant ;

M. Bernatchez propose, secondé par M. Dechene (*L'Islet*),—Que les débats soient ajournés ;

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs.

<i>Baldwin,</i>	<i>Cameron,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Morin,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Pilon et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Sylvestre.—18</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lafontaine,</i>		

## CONTRE :

## Messieurs.

<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Martin (Bonaven-</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Deschênes, (Témis-</i>	<i>Goyette,</i>	<i>ture),</i>	<i>Tessier,</i>
<i>couata.)</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Turcotte.—32</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Owens,</i>	
<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Et le débat se continuant ;

Sur motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, secondé par M. *Nantel*,  
*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7.30 P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

*Sept heures et demie P. M.*

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte amendant l'acte 41 Victoria, chapitre 48, constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *Saint-Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné* Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe,

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill, sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer d'*Orford* ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Baldwin* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill sans amendements.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux subventions des chemins de fer, étant lu ;

L'honorable M. *Mercier* informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de la nature de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme, en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'il est opportun d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes à la Compagnie du chemin de fer de *Québec* et du *Lac St-Jean* :

(a) Une quantité de dix mille acres de terre par mille, pour une distance de quatorze milles, pour cette partie de la ligne entre *Pointe-aux-Trembles* et *Roberval* ;

(b) Et après la construction de la section susdite, entre *Pointe-aux-Trembles* et *Roberval*, une subvention de cinq mille piastres et cinq mille acres de terre par mille, pour une ligne d'embranchement depuis la *Pointe-aux-Trembles*, jusqu'à *Métabetchouan*, sur une distance de pas plus de quatorze milles ;

(c) Une subvention de cinq mille piastres par mille pour la ligne entre *St-Ambroise* de la *Jeune Lorette* et la cité de *Québec*, sur une distance de douze milles, pourvu que le gouvernement du *Canada* accorde une subvention semblable à la compagnie ; et

(d) Une quantité de dix mille acres de terre par mille, pour un chemin de fer entre *Métabetchouan* et *Chicoutimi*, la longueur de cette ligne ne devant pas dépasser cinquante six milles.

2. *Résolu*, Qu'il sera permis au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder une subvention de cent cinquante mille piastres à la Compagnie du chemin de fer de *Jonction* de *Montréal* et *Champlain*, pour compléter sa voie et en faire le balastage, construire des stations et se procurer le matériel roulant ; cette somme devant être payée progressivement et sur rapports favorables de l'ingénieur du gouvernement.

3. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes pour aider à la construction des divers chemins de fer ci-après désignés :

(a) Une subvention de cinq mille piastres et de cinq mille acres de terre par mille, à la Compagnie du chemin de fer de *Jonction* de *Beauharnois*, pour sa ligne entre *Saint-Martin* et *Saint-Anicet*, sur une distance de pas plus de vingt milles de long ; et de plus, une somme de cinquante mille piastres pour aider cette compagnie à construire un pont sur la rivière *Châteauguay*, pourvu que ce pont soit construit en fer, conformément aux plans et devis approuvés par l'ingénieur du gouvernement ;

(b) Une subvention de cinq mille piastres et cinq mille acres de terre par mille, à la Compagnie du chemin de fer de *Montréal* et *Lac Maskinongé*, pour un chemin de fer entre *Saint-Félix de Valois* et *Saint-Gabriel de Brandon*, pour une distance de pas plus de treize milles ; duquel octroi quatre mille acres de terre ont déjà été accordés pour une

distance de dix milles entre ces deux points par l'acte 49-50 Vict., chap. 77, section 7,—le délai fixé pour le parachèvement de ces dix milles étant prolongé jusqu'au 21 juin 1889.

(c) Une quantité de quatre mille acres de terre par mille, pour un chemin de fer reliant *Saint-Félix de Valois* et *Saint-Jean de Matha*, sur une distance n'excédant pas huit milles.

4. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes à la Compagnie du chemin de fer de Jonction de *Pontiac* au *Pacifique*;

(a) Une subvention de six mille piastres par mille, pour cette partie de son chemin n'excédant pas une longueur de dix milles, outre la partie déjà subventionnée;

(b) La subvention ou le bonus par mille que la compagnie est maintenant autorisée à recevoir pour son chemin de fer de *Hull* à *Aylmer*, afin de faciliter à la dite compagnie l'achat de l'embranchement de la Compagnie de chemin de fer du *Pacifique Canadien* de *Hull* à *Aylmer*; et ce, aux termes et conditions que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien fixer.

Il sera de plus loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de donner, au nom du gouvernement de cette province, quittance générale et finale de toute prétention ou réclamation sur ou contre le dit chemin de fer de *Hull* à *Aylmer*.

5. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la compagnie du chemin de fer *Montréal* et *Occidental*:

Une subvention additionnelle de mille piastres et de mille acres de terre par mille, pour une distance de trente milles de son chemin, et de faire revivre les subventions annulées antérieurement accordées au dit chemin de fer par l'acte 45 Vict., chap. 23, art. 1, paragraphe h, pour la distance sus-indiquée, ainsi qu'une subvention de cinq mille piastres et de cinq mille acres de terre par mille, pour une autre distance de quarante milles,—de manière à porter toute la subvention ainsi augmentée, à cinq mille piastres et à cinq mille acres de terre par mille, pour une longueur totale de soixante-dix milles, y compris les quinze cents piastres par mille accordées à la compagnie pour la partie de son chemin entre *Sainte-Adèle* et *Sainte-Agathe*, sur une distance de douze milles, en vertu de l'acte 49-50 Vict., chap. 77, art. 4.

6. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes aux chemins de fer ci-après mentionnés:

(a) Une subvention de quatre mille piastres par mille à la Compagnie du chemin de fer *Grand Oriental* pour une distance de huit milles de son chemin, laquelle somme sera employée à la construction d'un pont sur la rivière *Nicolet*, à *Saint-Grégoire*;

(b) Une subvention de deux mille cinq cents piastres par mille, à la Compagnie du chemin de fer de *Montréal* et *Sorel*, sur une distance n'excédant pas quarante-cinq milles; pourvu que cette somme soit employée:

1o. Au paiement des sommes qui peuvent être dues pour droit de passage sur cette section, aux journaliers qui ont travaillé à la construction de ce chemin, et aux personnes qui ont fourni les matériaux pour telle construction, et

2o. A l'achat du matériel de roulage et au perfectionnement du matériel d'exploitation du dit chemin;

(c) Une subvention de quatre mille acres de terre par mille à la Compagnie du chemin de fer le *Grand Nord*, pour sa ligne entre *Sainte-Julienne* et *Montcalm*, sur une distance n'excédant pas sept milles;

(d) Une subvention de quatre mille piastres par mille à la Compagnie du chemin de fer du comté de *Drummond*, pour une distance de trente-neuf milles, depuis *Drummondville* à *Nicolet*, ou *Doucet's Landing*;

(e) Une subvention de dix mille acres de terre par mille à la Compagnie du chemin de fer des *Trois-Rivières* et du *Nord-Ouest*, pour une ligne de chemin de fer partant de la cité des *Trois-Rivières*, se dirigeant au nord-ouest jusqu'à *Saint-Michel-des-Saints* ou la *Rivière Matawin*,—une distance n'excédant pas soixante-dix milles;

(f) Une subvention de cinq mille acres de terre par mille à la Compagnie du chemin de fer des *Comtés-Unis*, sur une distance n'excédant pas soixante milles;

(g) Une subvention additionnelle de quatre mille piastres par mille à la Compagnie



du chemin de fer de *Québec, Montmorency et Charlevoix*, pour une distance de trente milles de sa ligne, partant de la rivière *Saint-Charles*, près de *Québec*.

7. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la Compagnie du chemin de fer d'*Ottawa* et de la Vallée de la *Gatineau*, une subvention en argent de cinq mille cent soixante et une piastres par mille pour soixante-deux milles de son chemin, subventionné pour la même somme par le gouvernement fédéral, en sus de la subvention en terres à elle accordée par l'acte 45 Vict., chap. 23, art. 1, paragraphe e.

8. *Résolu*, Qu'il est à propos d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la Compagnie du chemin de fer de *Témiscouata*, une subvention additionnelle de dix milles acres de terre, pour une distance n'excédant pas trois milles au-delà des soixante-six milles déjà subventionnés, pour atteindre la frontière du *Nouveau-Brunswick* et parachever le chemin jusque-là.

9. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder une subvention de dix mille acres de terre par mille, à cette section du chemin de fer de *Vaudreuil* et *Prescott*, située dans la province de *Québec*, pour une distance n'excédant pas trente milles ;

À la Compagnie du chemin de fer de *Hereford*, une subvention de quatre mille acres de terre par mille, pour une ligne de chemin de fer partant d'une jonction avec le chemin de fer de *Boston Concord* et *Montréal* ou tout autre chemin de fer sur la frontière de la province de *Québec*, à dix mille du ruisseau de *Hall*, et se prolongeant à une jonction avec le chemin de fer *International*, dans le canton d'*Eaton*, pourvu que la longueur de ce chemin de fer n'excède pas trente-cinq milles.

Le paragraphe o de la s. 1, de l'acte 45 Vict., chap. 23, est par les présentes abrogé,—la Compagnie du chemin de fer *International* ayant, par écrit, daté du mois de juin dernier, transféré ses droits aux octrois de terre accordés par le dit statut au chemin de fer désigné dans le dit paragraphe o.

10. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'assurer au chemin de fer de colonisation connu sous le nom de *Long-Sault* et *Lac Témiscamingue*, une subvention de trois mille deux cents piastres par mille, pour les différentes sections de son chemin de fer, comprenant un réseau de dix-sept milles déjà subventionné par le parlement fédéral de la même manière, pour continuer la dite ligne jusqu'au lac *Kippewa*, avec entente que cette subvention pourra être payée à la compagnie, lors de l'achèvement de toute section moindre de dix milles, sur rapport favorable de l'ingénieur du gouvernement.

11. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra reporter sur les quatre-vingt milles du chemin de fer de la Compagnie de chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*, qui s'étendent depuis le vingtième mille à l'est de *Métapédia* jusqu'à *Paspébiac*, les premiers trente-cinq centins par acre de terre de la subvention appartenant à la dite compagnie,—laquelle subvention a été convertie en octroi en argent sous l'acte 49-50 Vict., chap. 76, afférents aux quatre-vingts milles du dit chemin qui s'étendent de *Paspebiac* à *Gaspé*.

En ce cas, les seconds trente-cinq centins de la dite subvention afférents aux quatre-vingts milles allant de vingt milles à l'est de *Métapédia* jusqu'à *Paspébiac*, seront de plein droit reportés sur les quatre-vingts milles allant de *Paspébiac* à *Gaspé*.

Les trente-cinq centins ainsi reportés sur les quatre-vingts milles allant de vingt milles à l'est de *Métapédia* jusqu'à *Paspébiac* seront payables comme les premiers trente-cinq centins afférents à la dite partie.

12. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la Compagnie du pont de chemin de fer de *Québec*, une aide pour faire les explorations nécessaires, pourvu que cette aide ne dépasse pas un tiers du coût total et réel de cette exploration ; que ce tiers ne soit pas plus élevé que \$10,000, et que cette somme soit payable de la manière, dans le temps et suivant le mode qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur de fixer.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lussier* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Lussier* fait, en conséquence, rapport des résolutions lesquelles, sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'il est opportun d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes à la Compagnie du chemin de fer de *Québec* et du *Lac St. Jean* :

(a) Une quantité de dix mille acres de terre par mille, pour une distance, de quatorze milles, pour cette partie de la ligne entre *Pointe-aux-Trembles* et *Roberval* ;

(b) Et après la construction de la section susdite, entre *Pointe-aux-Trembles* et *Roberval*, une subvention de cinq mille piastres et cinq mille acres de terre par mille, pour une ligne d'embranchement depuis la *Pointe-aux-Trembles*, jusqu'à *Métabetchouan*, sur une distance de pas plus de quatorze milles ;

(c) Une subvention de cinq mille piastres par mille pour la ligne entre *St. Ambroise de la Jeune Lorette* et la cité de *Québec*, sur une distance de douze milles, pourvu que le gouvernement du *Canada* accorde une subvention semblable à la compagnie ; et

(d) Une quantité de dix mille acres de terre par mille, pour un chemin de fer entre *Métabetchouan* et *Chicoutimi*, la longueur de cette ligne ne devant pas dépasser cinquante six milles.

2. *Résolu*, Qu'il sera permis au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder une subvention de cent cinquante mille piastres à la compagnie du chemin de fer de *Jonction de Montréal* et *Champlain*, pour compléter sa voie et en faire le balastage, construire des stations et se procurer le matériel roulant ; cette somme devant être payée progressivement et sur rapports favorables de l'ingénieur du gouvernement.

3. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes pour aider à la construction des divers chemins de fer ci-après désignés :

(a) Une subvention de cinq mille piastres et de cinq mille acres de terre par mille, à la Compagnie du chemin de fer de *Jonction de Beauharnois*, pour sa ligne entre *Saint-Martin* et *Saint-Anicet*, sur une distance de pas plus de vingt milles de long ; et de plus, une somme de cinquante mille piastres pour aider cette compagnie à construire un pont sur la rivière *Châteauguay*, pourvu que ce pont soit construit en fer, conformément aux plans et devis approuvés par l'ingénieur du gouvernement ;

(b) Une subvention de cinq mille piastres et cinq mille acres de terre par mille, à la Compagnie du chemin de fer de *Montréal* et *Lac Maskinongé*, pour un chemin de fer entre *Saint-Félix de Valois* et *Saint-Gabriel de Brandon*, pour une distance de pas plus de treize milles ; duquel octroi quatre mille acres de terre ont déjà été accordés pour une distance de dix milles entre ces deux points par l'acte 49-50 Viet., chap. 77, section 7, — le délai fixé pour le parachèvement de ces dix milles étant prolongé jusqu'au 21 juin 1889.

(c) Une quantité de quatre mille acres de terre par mille, pour un chemin de fer reliant *Saint-Félix de Valois* et *Saint-Jean de Matha*, sur une distance n'excédant pas huit milles.

4. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes à la Compagnie du chemin de fer de *Jonction Pontiac* au Pacifique ;

(a) Une subvention de dix mille piastres par mille, pour cette partie de son chemin n'excédant pas une longueur de dix milles, outre la partie déjà subventionnée ;

(b) La subvention et le bonus par mille que la compagnie est maintenant autorisée à recevoir pour son chemin de fer de *Hull* à *Aylmer*, afin de faciliter à la dite compagnie l'achat de l'embranchement de la Compagnie de chemin de fer du *Pacifique Canadien* de *Hull* à *Aylmer* ; et ce, aux termes et conditions que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien fixer.

Il sera de plus loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de donner, au nom du gouvernement de cette province, quittance générale et finale de toute prétention ou réclamation sur ou contre le dit chemin de fer de *Hull* à *Aylmer*.

5. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la Compagnie du chemin de fer *Montréal et Occidental* :

Une subvention additionnelle de mille piastres, et de mille acres de terre par mille pour une distance de trente milles de son chemin, et de faire revivre les subventions annuelles antérieurement accordées au dit chemin de fer par l'acte 45 Vict., chap. 23, art. 1 paragraphe *h*, pour la distance sus-indiquée, ainsi qu'une subvention de cinq mille piastres et de cinq mille acres de terre par mille pour une autre distance de quarante milles,—de manière à porter toute la subvention ainsi augmentée, à cinq mille piastres et à cinq mille acres de terre par mille, pour une longueur totale de soixante-dix milles, y compris les quinze cents piastres par mille accordées à la compagnie pour la partie de son chemin entre *Sainte-Adèle* et *Sainte-Agathe*, sur une distance de douze milles, en vertu de l'acte 49-50 Vict., chap. 77, art. 4.

6. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes aux chemins de fer ci-après mentionnés :

(a) Une subvention de quatre mille piastres par mille à la Compagnie du chemin de fer *Grand Oriental* pour une distance de huit milles de son chemin, laquelle somme sera employée à la construction d'un pont sur la rivière Nicolet, à Saint-Grégoire ;

(b) Une subvention de deux mille cinq cents piastres par mille, à la compagnie du chemin de fer de *Montréal et Sorel*, sur une distance n'excédant pas quarante-cinq milles ; pourvu que cette somme soit employée :

1o. Au paiement des sommes qui peuvent être dues pour droit de passage sur cette section, aux journaliers qui ont travaillé à la construction de ce chemin, et aux personnes qui ont fourni les matériaux pour telle construction, et

2o. A l'achat du matériel de roulage et au perfectionnement du matériel d'exploitation du dit chemin ;

(c) Une subvention de quatre mille acres de terre par mille à la Compagnie du chemin de fer le *Grand Nord*, pour sa ligne entre *Sainte-Julienne* et *Montcalm*, sur une distance n'excédant pas sept milles ;

(d) Une subvention de quatre mille piastres par mille à la Compagnie du chemin de fer du comté de *Drummond*, pour une distance de trente-neuf milles depuis *Drummondville* à *Nicolet* ou *Doucet's Landing* ;

(e) Une subvention de dix mille acres de terre par mille à la Compagnie du chemin de fer des *Trois-Rivières* et du *Nord Ouest*, pour une ligne de chemin de fer partant de la cité des *Trois-Rivières*, se dirigeant au nord-ouest jusqu'à *Saint-Michel-des-Saints* ou la Rivière *Matawin*,—une distance n'excédant pas soixante-dix milles ;

(f) Une subvention de cinq mille acres de terre par mille à la Compagnie du chemin de fer des *Comtés-Unis*, sur une distance n'excédant pas soixante milles ;

(g) Une subvention additionnelle de quatre mille piastres par mille à la Compagnie du chemin de fer de *Québec*, *Montmorency* et *Charlevoix*, pour une distance de trente milles de sa ligne, partant de la rivière *Saint-Charles*, près de *Québec*.

7. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la compagnie du chemin de fer d'*Ottawa* et de la Vallée de la *Gatineau*, une subvention en argent de cinq mille cent soixante et une piastres par mille pour soixante-deux milles de son chemin, subventionné pour la même somme par le gouvernement fédéral, en sus de la subvention en terres à elle accordée par l'acte 45 Vict., chap. 23, art. 1, paragraphe *e*.

8. *Résolu*, Qu'il est à propos d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la Compagnie du chemin de fer de *Témiscouata* une subvention additionnelle de dix milles acres de terre, pour une distance n'excédant pas trois milles au-delà des soixante-six milles déjà subventionnés, pour atteindre la frontière du *Nouveau-Brunswick* et parachever le chemin jusque là.

9. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder une subvention de dix mille acres de terre par mille, à cette section du chemin de fer de *Vaudreuil* et *Prescott*, située dans la province de *Québec*, pour une distance n'excédant pas trente milles ;

A la Compagnie du chemin de fer de *Hereford*, une subvention de quatre mille acres

de terre par mille, pour une ligne de chemin de fer partant d'une jonction avec le chemin de fer de *Boston, Concord et Montréal* ou tout autre chemin de fer sur la frontière de la province de *Québec*, à dix mille du ruisseau de *Hall*, et se prolongeant à une jonction avec le chemin de fer *Intercolonial*, dans le canton d'*Eaton*, pourvu que la longueur de ce chemin de fer n'excède pas trente-cinq milles.

Le paragraphe o de la s. 1, de l'acte 45 Vict., chap. 23, est par les présentes abrogé, —la Compagnie du chemin de fer *International* ayant, par écrit, daté du mois de juin dernier, transféré ses droits aux octrois de terre accordés par le dit statut au chemin de fer désigné dans le dit paragraphe o.

10. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'assurer au chemin de fer de colonisation connu sous le nom de *Long-Sault et Lac Témiscamingue*, une subvention de trois mille deux cents piastres par mille, pour les différentes sections de son chemin de fer, comprenant un réseau de dix-sept milles déjà subventionné par le parlement fédéral de la même manière, pour continuer la dite ligne jusqu'au lac *Kippewa*, avec entente que cette subvention pourra être payée à la compagnie, lors de l'achèvement de toute section moindre de dix milles, sur rapport favorable de l'ingénieur du gouvernement.

11. *Résolu*, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra reporter sur les quatre-vingts milles du chemin de fer de la Compagnie de chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*, qui s'étendent depuis le vingtième mille à l'est de *Métapédia* jusqu'à *Paspébiac*, les premiers trente-cinq centins par acre de terre de la subvention appartenant à la dite compagnie, —laquelle subvention a été convertie en octroi en argent sous l'acte 49-50 Vict., chap. 76, afférents aux quatre-vingts milles du dit chemin qui s'étendent de *Paspébiac* à *Gaspé*.

En ce cas les seconds trente-cinq centins de la dite subvention afférents aux quatre-vingts milles allant de vingt milles à l'est de *Métapédia* jusqu'à *Paspébiac*, seront de plein droit reportés sur les quatre-vingts milles allant de *Paspébiac* à *Gaspé*.

Les trente-cinq centins ainsi reportés sur les quatre-vingts milles allant de vingt milles à l'est de *Métapédia* jusqu'à *Paspébiac* seront payables comme les premiers trente-cinq centins afférents à la dite partie.

12. *Résolu*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à La Compagnie du pont de chemin de fer de *Québec*, une aide pour faire les explorations nécessaires, pourvu que cette aide ne dépasse pas un tiers du coût total et réel de cette exploration ; que ce tiers ne soit pas plus élevé que \$10,000 et que cette somme soit payable de la manière, dans le temps et suivant le mode qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur de fixer.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois à la première séance de la Chambre, demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour pourvoir au remplacement temporaire de l'Orateur en certains cas ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *McShane*, fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour pourvoir au remplacement de l'Orateur de l'Assemblée Législative en certains cas."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son cours.

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *LeBlanc*,—Quelle espèce d'ouvrage *D. Tassé* a-t-il fait pour recevoir du gouvernement un montant de \$333.33, pour lequel il figure au document de la Chambre (No. 43), produit à cette session ?

Quelles sont les paroisses et cantons qu'il a visités ?

Combien de jours a-t-il travaillé en tout ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—M. *Tassé* a rempli les devoirs qui lui sont assignés par ordre en conseil du 6 décembre, 1884.

Par L'honorable M. *Taillon*,—1. M. *Champagne*, député du comté d'*Hochelaga*, a-t-il été employé par le gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> février 1887 ?

2. Quelles étaient ses fonctions ?

3. Quelles étaient les conditions de paiement ?

4. A quelle date a-t-il commencé et à quelle date a-t-il fini ?

5. Combien a-t-il reçu ?

6. Combien lui est-il dû ?

7. A-t-il fait quelque rapport ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—

1. Oui.

2. Juge de paix, sous l'autorité de l'acte 33 Vict., ch. 12, avec juridiction sur les districts de *Terrebonne* et *Ottawa*.

3. Il n'en est pas fait mention dans l'ordre en conseil.

4. Du 25 août 1887 au 2 novembre 1887.

5. \$860.00.

6. Rien.

7. Non.

Par l'honorable M. *Taillon*,—1. Comment se fait-il que M. *G. W. Parent* ait annoncé dans certains journaux que la vente de la propriété du gouvernement, autrefois à l'usage de l'école normale à *Montréal*, aurait lieu à son bureau, le 25 avril 1888, à onze heures A. M., tandis que M. *McShane*, alors ministre des travaux publics, annonçait que la même propriété serait vendue au bureau du shérif, le 1<sup>er</sup> mai, à 10 heures A. M. ?

2. M. *Parent* était-il autorisé à publier ces avis de vente ?

3. Réclame-t-il paiement pour publication de ces avis ? Combien ?

4. Combien le gouvernement a-t-il payé pour cela ?

5. Réclame-t-il paiement pour autres services relatifs à cette vente projetée ? Combien ?

6. Combien a-t-il reçu pour cela ?

7. A part ce qui peut avoir été payé ou être encore dû à M. *Parent*, quelles sont les dépenses encourues par le gouvernement pour la vente annoncée comme susdit ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Le Commissaire des travaux publics était absent de la capitale et se trouvait à *Montréal* lorsque l'ordre en conseil concernant la vente projetée fut adopté ; il en résulta un malentendu relativement à la date et au lieu de la vente tels qu'indiqués dans certains journaux ; mais on fit disparaître les annonces publiées erronément aussitôt que l'erreur fut signalée.

2. M. *Parent* était autorisé par le Commissaire des travaux publics à voir à ce que la vente se fit dans les conditions les plus avantageuses possibles.

3. Non.

4. Rien.

5. Non.

6. Rien.

7. \$1,447.77, dont partie (\$1,137.77) pour annonces et (\$310.00) pour plan, division par lots et estimation des terrains.

Par l'honorable M. *Flynn*,—A même quel item de l'acte des subsides (50 Vict, chap. 1), le gouvernement a-t-il payé les dépenses encourues pour réparations des travaux faits aux palais de justice de *Montréal*, durant l'année 1887-88?

2. Quel est le montant de ces dépenses?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—1. Item 82.

2. \$20,305.72.

Par l'honorable M. *Blanchet*,—M. *Edouard O'Brien*, N. P., est-il employé permanent au palais de Justice à *Québec*?

Quel est son salaire?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—*Edouard O'Brien* est employé au bureau du Protonotaire à *Québec*, par ordre de l'honorable Procureur-Général, en date du 1er août 1887, pour copier les répertoires des notaires décédés.

Son salaire est de \$800.00.

Par M. *Bourbonnais*,—Y a-t-il dans le département des Travaux Publics un employé d'origine française ou belge, à part M. *Gérard Macquet*. Si oui, en qu'elle qualité et depuis quand est-il employé et quel salaire a-t-il?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Oui, il y a M. *Paul Cousin*, qui est l'assistant-ingénieur du département. Il est né en *France* et il habite le *Canada*, depuis 29 ans. Il y a 12 ans qu'il est employé dans le département. Son salaire est de \$1,000 par année.

Il y a aussi M. *Alfred Hudlet*, qui est français d'origine. Ce Monsieur est employé temporairement comme surnuméraire dans le bureau des chemins de fer, depuis le 26 juin dernier, son salaire est de \$2.00 par jour.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement de publier une table générale des *Ordonnances des Intendants* de la *Nouvelle France*, de 1705 à 1760, indiquant les *Ordonnances* qui ont été publiées et celles qui auraient pu être oubliées.

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*,—Cette importante question est sous la sérieuse considération du gouvernement.

Sur motion de M. *Lafontaine*, secondé par M. *Boyer*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill pour régulariser la cléricature de *Prosper Onézime Lauzon*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Lemieux*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill constituant en corporation "L'Union des Tailleurs de Cuir," de *Québec*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de *Trudel*, secondé par M. *Bourbonnais*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état détaillé des dépenses d'argent pour travaux de colonisation, dans le comté de *St. Maurice*, pendant l'été de 1886, avec copie des rôles de paie de chaque conducteur.

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par M. *Duplessis*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie du rapport de M. *Geoffrion*, inspecteur des bureaux d'enregistrement, sur le bureau d'enregistrement du comté de *Chambly*.

Sur motion de M. *Duplessis*, secondé par M. *LeBlanc*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant Chambre,—Copie de toute correspondances, rapport, titres produits et tous autres documents, au sujet de la réclamation de MM. *George Baptist*, fils & Cie., en rapport avec la construction du *Loop Line*, à *Trois-Rivières*.

*Ordonné*, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Le Bil concernant la loi du libelle en certains cas est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain à la première séance.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain à onze heures A. M.

---

Samedi, 7 juillet 1888.

Onze heures, A. M.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. *Larochelle*,—la pétition de *J. S. Ouellet* et autres, de la paroisse de *St. Odilon* de *Cranbourne*, comté de *Dorchester*—

Par l'honorable M. *McShane*,—la pétition de *The Canadian Shipping Company*, de *Montréal*.

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Lafontaine*,

*Ordonné*, Que l'ordre de cette Chambre du 13 juin dernier, renvoyant au comité permanent de Législation et lois expirantes, le Bill pourvoyant à la nomination d'un Commissaire pour recevoir les affidavits dans les *Etats-Unis d'Amérique* et amendant le Code de procédure civile à cette fin, soit rescindé et que ce Bill soit remis sur les ordres du jour pour être considéré en comité général à la deuxième séance aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé "Acte amendant le chapitre 62 de l'acte 43-44 Victoria, intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte incorporant la ville de *Saint-Jean* et les actes qui l'amendent et l'acte 44-45 Victoria, chap. 74, intitulé : "Acte pour amender la charte de la ville de *Saint-Jean*, (43-44 Victoria, chap. 62)."

Bill intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie manufacturière de *Chambly*."

Et Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 47 Victoria, chapitre 23, concernant les écoles d'industrie."

*Ordonné*, Que M. *Larochelle* ait la permission de présenter un Bill pour étendre la juridiction territoriale des Cours Supérieure et de Circuit du district de *Quebec*.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre aujourd'hui.

L'honorable M. *Shehyn*, Trésorier de la Province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts), et il est lu comme suit :

A. R. ANGERS,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Quebec* transmet à l'Assemblée Législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1889 ; et conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867, il recommande ce budget à la considération favorable de la Chambre. (*Documents de la Session*, No. 1).

HOTEL DU GOUVERNEMENT.

*Quebec*, 7 juillet 1888.

*Ordonné*, Que le dit message et le dit budget qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

Sur motion de l'honorable M. *Shehyn*, secondé par l'honorable M. *Mercier*,  
*Résolu*, Qu'à la prochaine séance, aujourd'hui, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant la loi des licences.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la prise en considération du Bill concernant les voitures pour chemins d'hiver, tel qu'amendé en comité général de la Chambre.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'Ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour étendre les limites judiciaire des Cours civiles du district de *Quebec* et leur donner juridiction concurrente," étant lu ;

M. *Faucher de Saint-Maurice* propose, secondé par M. *Larochelle*,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. *Dechene (L'Islet)* propose, secondé par M. *Bernatchez*,—Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " cette Chambre se formera en le dit comité d'aujourd'hui en six mois."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Baldwin*,  
*Bazinet*,  
*Bernatchez*,  
*Blanchet*,  
*Boyer*,  
*Cameron*,

*Cardin*,  
*Dechene (L'Islet)*  
*Dumais*,  
*Duhamel*,  
*Forest*,  
*Gagnon*,

*Gladu*,  
*Lafontaine*,  
*Laliberté*,  
*Lussier*,  
*McShane*,

*Mercier*,  
*Pilon*,  
*Rocheleau*,  
*Sylvestre et*  
*Turcotte*.—22.



## CONTRE :

## Messieurs

*Beauchamp,  
Bourbonnais,  
Casgrain,  
De Grosbois,  
Deschesne (Témis-  
couata),  
Desjardins,  
Duplessis,  
Faucher de Saint-  
Maurice,*

*Flynn,  
Goyette,  
Hall,  
Lapointe,  
Larochelle,  
LeBlanc,  
Lemieux,  
Lynch,*

*Martin (Bonaven-  
ture)  
Martin (Rimouski),  
McIntosh,  
Nantel,  
Owens,  
Picard,  
Poupore,*

*Rinfret,  
Robertson,  
Rochon,  
Shehyn,  
Spencer,  
Taillon et  
Tessier.—30.*

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,

*Ordonné*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Casgrain* fait rapport que l'honorable membre pour l'*Islet* ayant soulevé le point d'ordre : " Qu'une question d'ordre ne peut " être retirée sans le consentement unanime de la Chambre ; " et que lui, (le président) avait rejeté l'objection, et qu'un appel avait été fait de sa décision ;

M. l'Orateur confirme la décision du Président du Comité.

La Chambre se forme de nouveau en le dit comité ; et après avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Casgrain* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la seconde séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M. aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

*Trois heures, P. M.*

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 juin 1888, pour une copie du rapport d'une exploration faite durant l'été de 1887, dans les rivières à saumon, de la côte du *Labrador*, dans les comtés de *Chicoutimi* et *Saguenay*, par MM. *Tétu* et *Montpetit*. (*Document de la Session, No. 90.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 juin 1888, pour copie de la correspondance échangée entre le Gouvernement, la Compagnie du chemin de fer du *St-Laurent* et des *Basses Laurentides* et le député de *Portneuf*, au sujet du raccordements de cette ligne de chemin de fer avec la ligne du chemin de fer de *Québec* et du *Lac St Jean*, à la rivière à *Pierre*, comté de *Portneuf*. (*Documents de la Session, No. 91.*)

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, vendredi dernier, à la question portant,—Que le Bill concernant les terres publiques et les bois et forêts, tel que modifié par le comité général de la Chambre, soit maintenant pris en considération et que l'amendement comporte,—Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots suivants leur soient substitués : " le Bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instructions de retrancher :

1. La section trois.

2. La partie suivante de la section quatre, savoir : " *et à l'avenir une réserve de bois de vingt pour cent du lot vendu doit être faite lors de l'octroi du billet de location ou du permis de location pour les terres publiques.*"

" *Cette réserve est fixée à l'endroit déterminé par l'agent des terres suivant les règlements du département.*"

3. La section cinq."

Et l'amendement étant de nouveau proposé ;

L'honorable M. *Gagnon* propose comme sous amendement, secondé par l'honorable M. *Duhamel*,—Que tous les mots après " *Chambre*", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " *généralement et sans instructions spéciales, afin que le dit comité puisse y faire tous les amendements qu'il jugera convenables.*"

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Larochele,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Faucher de St-Maurice,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Sylvestre, et</i>
<i>David,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Turcotte,—30.</i>
<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Nantel,</i>	
<i>Dumas,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Picard,</i>	<i>Taillon.—14.</i>
<i>Duplessis,</i>		<i>Poupore,</i>	

Ainsi, le sous-amendement est résolu affirmativement.

Et la question sur l'amendement à la motion originale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

Alors la motion originale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

*Résolu,* Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Tessier* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et il y a fait des amendements.

Et la question étant proposée,—Que le Bill, ainsi amendé en comité, soit maintenant pris en considération ;

M. *Nantel* propose comme amendement à la motion, secondé par M. *Faucher de St-Maurice*, Que tous les mots après " *maintenant*", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " *renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender en substituant le mot 'soixante' au mot 'trente' dans la troisième section.*"

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin, (Bonaven-</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>ture),</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Martin (de Rimouski),</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon.—18.</i>
<i>Faucher de St. Maurice,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Nantel,</i>	

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Bazinot,</i>	<i>Dechene, (L'Islet)</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pilon.</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Rochoy,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>David,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Sylvestre et</i>
			<i>Turcotte.—25.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, en conséquence, procède à prendre le dit bill en considération.

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. *Picard* propose comme amendement, secondé par M. *Beauchamp*, Que tous les mots après “ maintenant ”, soient retranchés qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre, avec instructions de l'amender en substituant la clause suivante à la clause huit :

“ 8. Tous les bois coupés pour les fins de défrichement sur un lot vendu par billet de location peuvent être vendus par l'acquéreur du dit lot, mais à la condition qu'il paie à la couronne, les droits de coupe de bois tels que fixés par les règlements du département des terres de la couronne.

“ Le produit de ces droits est imputé sur la balance due en capital et intérêts sur le prix du lot pour lequel ils ont été payés, et le surplus appartient à l'acquéreur. ”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte relatif à la vente et à l'administration des terres publiques, aux bois et aux mines, ainsi qu'aux défrichements des terres et à la protection des forêts ; ” la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

---

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *McShane*,  
*Résolu*, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera cette après-midi, elle soit ajournée à  
lundi, à 11 heures A. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le  
message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte autorisant " *The Magog  
Textile and Print Company* " à emprunter de l'argent et à émettre des débentures," auquel  
il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. *Lynch*, secondé par l'honorable M. *Blanchet*,  
*Ordonné*, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte autorisant " *The Magog  
Textile and Print Company* " à emprunter de l'argent et à émettre des débentures," soit  
maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des  
chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et  
manufacturières.

*Ordonné*, Que la 60ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se  
rapporte à ce Bill.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M. lundi prochain.

---

Lundi, 9 juillet 1888.

Onze heures A.M.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue. :

De " *The Canada Shipping Company*, de *Montréal*," demandant d'être exemptée des  
taxes imposées sur les corporations commerciales, suivant les dispositions du Bill  
No. 178.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un  
ordre de la Chambre du 5 juillet 1888, pour copie de la résolution suivante, transmise  
le 30 juin 1888, à l'honorable M. *Marchand*, Orateur de l'Assemblée Législative de la  
province de *Québec* :

" Résolution adoptée unanimement à la XVII Convention générale des Canadiens-  
" Français des *Etats-Unis*, tenue à *Nashua*, *New-Hampshire*, les 26 et 27 juin, 1888, lors  
" de l'arrivée dans le lieu de réunion, des délégués officiels de l'Assemblée Législative de  
" la province de *Québec*, MM. *L. O. David* et *Faucher de Saint-Maurice*.

" Il est proposé par M. *Dubuc* de *Fall River*, *Massachusetts*, secondé par *J. Lord* de  
" *Biddeford*, *Maine*, que cette Convention souhaite à MM. les délégués officiels de  
" l'Assemblée Législative de *Quebec*, la plus cordiale bienvenue et qu'elle offre au  
" gouvernement et à l'Assemblée Législative de son pays natal l'hommage le plus profond  
" de sa gratitude pour ce témoignage de sympathie fraternelle.

" Cette convention apprécie vivement le concours précieux des hommes éminents  
" que la patrie canadienne a délégués auprès d'elle.

“ Et MM. les délégués sont instamment priés de faire connaître au gouvernement  
“ et à l'Assemblée Législative de Québec les sentiments exprimés dans cette résolution.

Copie conforme à l'original,

(Signé)	P. J. MARTEL, Président de la Convention.
“	O. LARUE, Vice-président.
“	JULES ROUILLARD, Assist.-Sec.-Arch.

(Documents de la Session No. 92.)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : “ Acte amendant l'article 1080 du Code municipal ” auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. Girouard, secondé par M. Lemieux,  
Ordonné, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : “ Acte amendant l'article 1080 du Code municipal ” soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé a un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill sans amendement.

M. Bisson, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant, qu'il a l'honneur de rapporter sans amendement :

Bill du Conseil Législatif, intitulé : “ Acte autorisant *The Magog Textile and Print Company* à emprunter de l'argent et à émettre des obligations. ”

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : “ Acte pour autoriser *The Magog Textile and Print Company* à emprunter de l'argent et à émettre des obligations ; ” et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hall fait rapport que le comité a examiné le Bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre l'a adopté sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux licences,

---

(EN COMITÉ.)

*Résolu 1*,—Que le prix des licences pour la vente des boissons enivrantes, sauf celles mentionnées dans la résolution suivante, sera et est, par les présentes, augmenté de vingt-cinq par cent.

*Résolu 2*,—Que, sur toute licence pour vendre des liqueurs, pour des fins médicales ou pour l'usage du culte divin, dans les municipalités dans lesquelles un règlement prohibitif est en vigueur, les droits qui suivent seront payables, outre l'honoraire d'une piastre, lors de la livraison de ces licences :

- (a) Dans chaque cité, soixante-quinze piastres ;
- (b) Dans toute ville constituée en corporation, cinquante piastres ;
- (c) Dans tout village, vingt-cinq piastres ;
- (d) Dans toute partie de territoire organisé, hors d'une cité, d'une ville ou d'un village, vingt piastres.

*Résolu 3*,—Que les résolutions qui précèdent devront s'appliquer, après cette date, aux licences accordées pendant le présent exercice.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rinfret dit Malouin* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu 1*, Que le prix des licences pour la vente des boissons enivrantes, sauf celles mentionnées dans la résolution suivante, sera et est, par les présentes, augmenté de vingt-cinq pour cent.

*Résolu 2*, Que, sur toute licence pour vendre des liqueurs, pour des fins médicales ou pour l'usage du culte divin, dans les municipalités dans lesquelles un règlement prohibitif est en vigueur, les droits qui suivent seront payables, outre l'honoraire d'une piastre, lors de la livraison de ces licences :

- (a) Dans chaque cité, soixante-quinze piastres ;
- (b) Dans toute ville constituée en corporation, cinquante piastres ;
- (c) Dans tout village, vingt-cinq piastres ;
- (d) Dans toute partie de territoire organisé, hors d'une cité, d'une ville ou d'un village, vingt-piastres.

*Résolu 3*, Que les résolutions qui précèdent devront s'appliquer, après cette date, aux licences accordées pendant le présent exercice.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Shehyn* ait la permission de présenter un Bill concernant la loi des licences.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender l'acte passé dans la présente session, sous le No. 5 et intitulé : " Acte amendant les lois concernant l'instruction publique ; "

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *David* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. *Taillon*,—1. A part MM. *Charleson*, *Champagne*, *Cyr* et *Kirwan*, quelles personnes ont été jusqu'à présent employées par le gouvernement à la recherche des fraudes qui auraient pu être commises dans l'emploi des sommes votées pour la colonisation ?

2. Quand ont-elles été employées, respectivement ?

3. Combien a-t-il été payé à chacune d'elles ?

4. Combien est-il dû à chacune d'elles ?

5. Ont-elles fait quelque rapport ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Les sommes payées par le département de l'agriculture pour découvrir les fraudes commises en rapport avec l'emploi des argents de colonisation sont comme suit :

1886-87

<i>J. C. Langelier</i> .....	\$500 00
<i>Ch. Cyr</i> .....	314 00
<i>F. H. Préfontaine</i> .....	200 00
<i>J. B. Charleson</i> .....	908 00
<i>W. Kirwan</i> .....	207 00

1887-88

<i>J. B. Charleson</i> .....	\$943 00
<i>F. H. Préfontaine</i> .....	188 00
<i>W. Kirwan</i> .....	707 00
	<hr/>
	\$3,967 00

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*,—Est-ce l'intention du gouvernement d'obliger qui de droit à brûler le bran de scie et à en faire un fertilisateur, au lieu de le laisser aller à vau l'eau et de propager ainsi un poison pour les poissons de rivières ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Sous considération.

Par M. *Spencer*,—M. *George Daveluy*, inspecteur d'assurances, a-t-il fait son rapport pour l'année 1887, tel que requis par l'acte 45 Vict., chap. 49 ; et si ce rapport est fait, quand sera-t-il imprimé et distribué ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—*George Daveluy*, a été nommé inspecteur d'assurance le 30 de décembre 1887. Il n'a pas pu faire de rapports pour 1887.

Par M. *LeBlanc*,—Quel montant le gouvernement a-t-il donné pour le tuyautage au Palais de justice de *Québec*, et à qui ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Il est impossible de donner le coût exact de la tuyauterie. Pour la partie comprise dans le contrat proprement dit, elle est mêlée à la plomberie, à la fonte, à la robinetterie et à la marbrerie.

Quant à la partie qui a été exécutée en dehors du contrat, le règlement des comptes qui s'y rapportent n'est pas encore fait.

Les sommes payées jusqu'à ce jour pour tuyauterie du palais de justice de *Québec*, l'ont été à M. *Whelan* et à M. *Andrews*.

Par M. *LeBlanc*,—A quel montant s'élèvent toutes les sommes d'argent payées pour découvrir les fraudes commises en rapport avec l'emploi des argents de colonisation ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Même réponse que celle donnée plus haut à la question faite par l'honorable M. *Taillon*.

Par M. *Owens*,—1. Combien de jours la Cour criminelle a-t-elle siégé à *Québec* et à *Montréal* durant le dernier terme ?

2. Quel montant a été payé à chaque substitut du Procureur-Général, pour leurs services durant ce terme ?

3. Combien de jours chacun des substituts a-t-il agi comme tel ?

Réponse par l'honorable M. *Turcotte*,—La Cour criminelle a siégé à *Québec* 24 jours durant le dernier terme. *Ch. Fitzpatrick*, avocat, a été payé \$500 pour ses services. Il a agi 25 jours comme substitut.

Le dernier terme de la cour criminelle à *Montréal* a duré 19 jours.

\$897.90 ont été payées collectivement à MM. *Préfontaine* et *Greenshields*, substituts. Ces messieurs ont agi 19 jours.

Par l'honorable M. *Taillon*,—Quels sont les départements où l'ameublement des bureaux a été renouvelé en tout ou en partie ou bien augmenté ?

Qui a fourni ces meubles ?

Quel est le coût de ces nouveaux ameublements ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Depuis un certain temps on a augmenté de quelques pièces l'ameublement de presque tous les départements. Celui du département de l'agriculture, récemment organisé, est presque entièrement nouveau.

Les fournisseurs ont été MM. *Nightingale*, *Desroches*, *Gagnon*, *Rickaby* et *Bazin*. Pour le coût, on peut le donner en faisant des recherches dans les factures produites ; mais il faudrait pour cela savoir la date à partir de laquelle ces recherches doivent être faites, ce qui n'est pas indiqué dans l'interpellation.

Par l'honorable M. *Flynn*,—1. Quelle est la balance restant encore disponible sur le produit de l'emprunt autorisé par l'acte 50 Vict. chap. 2 ?

2. Dans quelles banques et à quel taux d'intérêt a été placée cette balance ?



Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—

1. \$1,320,132.06 le 30 juin 1888.
2. Banque de *Montréal*.....\$ 700,000 00 à 3½ par cent  
     La Banque de *Québec*..... 300,000 00 à 3½ “ “  
     La Banque du Peuple..... 250,000 00 à 4 “ “  
     La Banque Union du *Canada*..... 70,000 06 à 3½ “ “

\$ 1,320,132 06

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre à 3 heures P. M., aujourd'hui sans que la question soit mise aux voix.

*Trois heures, P. M.*

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 juin 1888, pour un état détaillé de toutes dépenses encourues par le Gouvernement en rapport avec la Conférence interprovinciale. (*Documents de la Session, No. 93.*)

Sur motion de M. *Gladu*, secondé par M. *Rochon*,

*Ordonné*, Que, suivant la recommandation faite dans le second rapport du comité spécial sur la loi des licences, cette Chambre ordonne d'imprimer 2000 copies en français et 500 copies en anglais du projet de loi sur les licences soumis au dit comité, en y insérant les amendements suggérés et adoptés par le comité, pour être mises en circulation dans le public, et que les personnes qui recevront ce document soient priées de transmettre leurs observations au Greffier de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Turcotte*,

*Résolu*, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera à la troisième séance aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à 3 heures P. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité de subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes du Conseil Législatif,—traitement d'un traducteur (M. *Legendre*) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement du bureau du greffier en loi, pour M. *Oliver* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ;—du président du Conseil y compris \$1200 pour traitement de son secrétaire et \$500 pour son messenger ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs des Petites écoles, *Rimouski* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Journal de l'instruction publique anglais, *Educational Record* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Cercle *De La Salle, Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la publication de deux volumes du *Herd Book d'Ayrshire*, cette année seulement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des sociétés de colonisation, *Québec, Chicoutimi, Trois-Rivières et Sherbrooke* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à un bateau à vapeur naviguant entre les *Grandes Piles* et la *Tuque* (distance de 60 milles) pour encourager la colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille neuf cent vingt et une piastres et soixante et quatre centins soit accordée pour faire face aux dépenses de réparations aux palais de justice et aux prisons : prison des femmes, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu *Nicolet* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Israélite des dames de bienfaisance, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission des asiles d'aliénés ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la cité de *Hull*, par suite de l'incendie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la municipalité locale de *Saint-Léon* comté de *Maskinongé*, pour réparations des dommages causés par un éboulement de terre à *Saint-Charles* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'une indemnité aux habitants des comtés de *Soulanges, Vaudrevil, Beauharnois, Laprairie et Chambly*, pour dommages causés en juin 1888, pour une tempête de vent, 15 0/10 des pertes estimées à \$40,000.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'une indemnité aux propriétaires de chevaux, bestiaux, etc., brûlés pendant l'exposition de *Sherbrooke*, en 1887 ; 15 0/10 des pertes estimées à \$20,000.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du pont *Métapédiaic* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour réparer l'ancienne Eglise de *Tadoussac* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Manuel des inspecteurs agraires par M. *Chaillon* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour *The Agrarian Inspector's Manual* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Jean d'Iberville* ; pour édifices ; premier et dernier octroi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Fraserville*, pour édifices, premier et dernier octroi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'indemnité aux députés de l'Assemblée Législative, qui, à la demande du Procureur Général, ont travaillé à la codification des statuts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de distribution du code municipal, différence due ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent cinquante piastres et cinquante-trois centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Conseil Législatif ; en 1886, la session s'est terminée le 21 juin, et le 30 juin le crédit de \$3,150.83 non retiré du Trésor devint caduc ; les comptes pour impression, etc., vinrent après le 30 et durent être payés sur le dit crédit de l'année, et depuis le Conseil s'est trouvé à court de fonds ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour prêt au docteur *Gauvreau*, pour l'aider à améliorer son établissement vaccinogène, prêt à un intérêt de 5 0/0 devant être remboursé à certaines conditions au bout de cinq ans ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

#### Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rinfret dit Malouin* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux traitements et dépenses contingentes du Conseil Législatif,—traitement d'un traducteur M., *Legendre* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement du bureau du greffier en loi, pour M. *Oliver* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ;—du président du Conseil y compris \$1200 pour traitement de son secrétaire et \$500 pour son messenger ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs des Petites écoles, *Rimouski* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Journal de l'Instruction Publique anglais, *Educational Record* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Cercle *De la Salle de Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté,

---

pour faire face aux dépenses de la publication de deux volumes du *Herd Book d'Ayrshire*, cette année seulement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Sociétés de Colonisation, *Québec, Chicoutimi, Trois-Rivières et Sherbrooke* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à un bateau à vapeur naviguant entre les *Grandes Piles* et la *Tuque* (distance de 60 milles) pour encourager la colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille neuf cent vingt et une piastres et soixante et quatre centins soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de réparations aux palais de justice et aux prisons : prison des femmes, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel Dieu, *Nicolet* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Israélite des dames de bienfaisance, *Montréal* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission des asiles d'aliénés ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la cité de *Hull*, par suite de l'incendie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la municipalité locale de *Saint-Léon* comté de *Maskinongé* pour réparations de dommages causés par un éboulement de terre à *Saint-Charles* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'une indemnité aux habitants des comtés de *Soulanges, Vaudreuil, Beauharnois, Laprairie et Chambly*, pour dommages causés en juin 1888, par une tempête de vent, 15 0/10 des pertes estimées à \$40,000.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'une indemnité aux propriétaires de chevaux, bestiaux, etc., brûlés pendant l'exposition de *Sherbrooke*, en 1887 ; 15 0/10 des pertes estimées à \$20,000.00 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du pont *Métapédia* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour réparer l'ancienne Eglise de *Tadoussac* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Manuel des inspecteurs agraires par M. *Chaillon* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux piastres soit accordée à Sa Majesté, pour *Agrarian Inspector's Manual* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa

Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Jean d'Iberville*; pour édifices; premier et dernier octroi; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Fraserville*; pour édifices, premier et dernier octroi; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'indemnité aux députés de l'Assemblée Législative, qui, à la demande du Procureur Général, ont travaillé à la codification des statuts; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de distribution du code municipal, différence due; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent cinquante piastres et cinquante trois centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du Conseil Législatif; en 1886, la session s'est terminée le 21 juin, et le 30 juin le crédit de \$3,150.83 non retiré du Trésor devint caduc; les comptes pour impression, etc., vinrent après le 30 et durent être payés sur le dit crédit de l'année, et depuis le Conseil s'est trouvé à court de fonds; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour prêt au docteur *Gauvreau*, pour l'aider à améliorer son établissement vaccino-gène, prêt à un intérêt de 5 0/0 devant être remboursé à certaines conditions au bout de cinq ans; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

La première résolution et la seconde résolution, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La troisième résolution, étant lue la seconde fois, est ajournée.

La quatrième résolution et les suivantes, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill imposant certaines taxes sur les corporations commerciales; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill,

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill passe et le titre soit: "Acte pour imposer certaines taxes directes sur certaines corporations commerciales"; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7½ heures P. M. aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

*Sept heures et demie P. M.*

Sur motion de M. *David*, secondé par M. *Lafontaine*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et la Société de colonisation du diocèse de *Montréal*, au sujet d'un projet de Bill des terres de la couronne, relativement à la colonisation.

*Ordonné*, Que M. *Girouard* ait la permission de présenter un Bill pour étendre les limites judiciaires des cours civiles du district d'*Arthabaska*, et leur donner juridiction concurrente.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en Comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour étendre les limites judiciaires des cours civiles du district de *Québec* et leur donner juridiction concurrente ; " et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Tessier* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et y a fait des amendements.

Et la question étant proposée, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération maintenant ;

M. *Dechene (l'Islet)*, propose comme amendement, secondé par M. *Laliberté*, Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le Bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instructions de l'amender comme suit :

" Art. 1er. Les mots " à dater du premier septembre prochain, " sont retranchés de l'article premier et l'article suivant est ajouté :

" Art. 8. Le présent acte viendra en force soixante jours après qu'une proclamation à cet effet aura été émise par le Lieutenant-Gouverneur de cette province. Cette proclamation ne devra être lancée qu'après qu'une résolution, adoptée par la majorité du conseil du comté de Bellechasse, aura été soumise au Secrétaire de la province. "

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Cardin</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Turcotte.—23.</i>
<i>David,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Murphy,</i>	

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Bourbonnais,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Deschênes, (Témiscouata),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Legrès,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Faucher de Saint-Maurice,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Trudel.—20.</i>

Ainsi, l'amendement est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Girouard* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit pris en considération maintenant.

La Chambre, en conséquence, procède à prendre le dit Bill en considération.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. *David* propose comme amendement, secondé par M. *Lafontaine*, Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " il est devenu urgent de modifier les limites judiciaires des districts de toute la province et de mettre la question à l'étude, et qu'en attendant le résultat de cette étude, la considération du Bill soit remise à six mois."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>David,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Murphy,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Turcotte.—20.</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Legrise,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Deschênes (Témiscouata),</i>	<i>Hall,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Faucher de Saint-Maurice,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tessier et</i>
	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel.—27.</i>

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill, avec les amendements passent, et que le titre soit : " Acte pour donner aux cours civiles du district de *Québec*, juridiction concurrente sur le comté de *Bellechasse*."

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill, avec divers amendements, auxquels elle demande leur concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill concernant la loi de libelle en certains cas ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Lynch*, fait rapport que le comité a examiné le Bill et la modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le Bill pourvoyant à la nomination de commissaires pour recevoir les affidavits dans les États Unis et amendant le code de procédure civile à cette effet ; et après avoir ainsi siégé

quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, procède en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pourvoyant à la nomination de commissaires pour recevoir les affidavits dans les pays étrangers et amendant le code de procédure civile, à cet effet."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour amender de nouveau la loi de la chasse de la Province de *Québec*, étant lu ;

M. *Casgrain* propose, secondé par l'honorable M. *Lynch*, Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée, jeudi, le 21 juin dernier, portant,—Que cette Chambre concoure dans le Rapport de la Commission agricole, mis devant cette Chambre le 17 mai dernier ;

Et la question étant de nouveau proposée ;

L'honorable M. *Gagnon* propose comme amendement, secondé par M. *Dechene* (*L'Islet*), Que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le Rapport de la Commission agricole soit renvoyé aux comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation."

Et l'amendement étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender la section 96 de l'acte 49-50 Vict., chap. 34 ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que l'honorable M. *Lynch* a proposé un amendement, auquel objection a été faite, parce qu'il n'avait pas de rapport avec ce Bill ; et que lui (le Président) a décidé que cet amendement est dans l'ordre et qu'appel a été faite de cette décision à M. l'Orateur ;

M. l'Orateur maintient la décision du Président.

La Chambre se remet en comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Lemieux* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte amendant l'acte 49-50 Victoria, chapitre 34, concernant le Barreau de la Province de *Québec*."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.



L'ordre du jour pour la seconde lecture du Bill pour expliquer l'acte 12 Vict., chap. 115, et amender les actes concernant la Commission des chemins à barrières de la Rive Nord, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill pour amender la section 4 du chapitre 8 de la 47<sup>ème</sup> Victoria ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Laliberté*, fait rapport que le comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte pour amender l'acte 47 Victoria, chapitre 8, concernant la tenue de la Cour Supérieure et de la Cour de Circuit et le Code de procédure civile.”

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant l'instruction publique dans cette province ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Laliberté* fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit : “ Acte pour amender les actes concernant l'instruction publique de cette province.

*Ordonné* Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des résolutions relatives aux subventions des chemins de fer, rapportées du comité de toute la Chambre, vendredi dernier, étant lu ;

*Ordonné*, Que le dit ordre soit déchargé.

*Ordonné*, Que les dites résolutions soient renvoyées de nouveau à un comité général de la Chambre pour y être amendées.

L'honorable M. *Shehyn* informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de la nature des amendements proposés, il les recommande à la considération de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, 1, Qu'il est opportun d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes à la Compagnie du chemin de fer de *Québec* et du *Lac St. Jean* :

(a) Une quantité de dix mille acres de terre par mille, pour une distance de quatorze milles, pour cette partie de la ligne entre *Pointe-aux-Trembles* et *Roberval* ;

(b) Et après la construction de la section susdite, entre *Pointe-aux-Trembles* et *Roberval*, une subvention de cinq mille piastres et cinq mille acres de terre par mille, pour une ligne d'embranchement depuis la *Pointe-aux-Trembles*, jusqu'à *Matabetchouan*, sur une distance de pas plus de quatorze milles ;

(c) Une subvention de cinq mille piastres par mille pour la ligne entre *St. Ambroise de la Jeune Lorette* et la cité de *Québec*, sur une distance de douze milles, pourvu que le Gouvernement du *Canada* accorde une subvention semblable à la dite compagnie ; et

(d) Une quantité de dix mille acres de terre par mille, pour un chemin de fer entre *Matabetchouan* et *Chicoutimi*, la longueur de cette ligne ne devant pas dépasser cinquante six milles.

*Résolu 2*, Qu'il sera permis au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder une subvention de cent cinquante mille piastres à la Compagnie du chemin de fer de jonction de *Montréal* et *Champlain*, pour compléter sa voie et en faire le balastage, construire des stations et se procurer le matériel roulant ; cette somme devant être payée progressivement et sur rapports favorables de l'ingénieur du Gouvernement.

*Résolu 3*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes pour aider à la construction des divers chemins de fer ci-après désignés :

(a) Une subvention de cinq mille piastres et de cinq mille acres de terre par mille, à la Compagnie du chemin de fer de *Jonction de Beauharnois*, pour sa ligne entre *Saint-Martin* et *Saint-Anicet*, sur une distance de pas plus de vingt milles de long ; et de plus, une somme de cinquante mille piastres pour aider cette compagnie à construire un pont sur la rivière *Châteauguay*, pourvu que ce pont soit construit en fer, conformément aux plans et devis approuvés par l'ingénieur du gouvernement ;

(b) Une subvention de cinq mille piastres et cinq mille acres de terre par mille, à la Compagnie du chemin de fer de *Montréal* et *Lac Maskinongé*, pour un chemin de fer entre *Saint-Félix de Valois* et *Saint-Gabriel de Brandon*, pour une distance de pas plus de treize milles ; duquel octroi quatre mille acres de terre ont déjà été accordés pour une distance de dix milles entre ces deux points par l'acte 49-50 Vict., chap. 77, section 7,—le délai fixé pour le parachèvement de ces dix milles étant prolongé jusqu'au 21 juin, 1889 ;

(c) Une quantité de quatre mille acres de terre par mille, pour un chemin de fer reliant *Saint-Félix de Valois* et *Saint-Jean de Matha*, sur une distance n'excédant pas huit milles.

*Résolu 4*. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes à la Compagnie du chemin de fer de jonction de *Pontiac* au *Pacifique* :

(a) Une subvention de six mille piastres par mille, pour cette partie de son chemin n'excédant pas une longueur de dix milles, outre la partie déjà subventionnée ;

(b) La subvention ou le bonus par mille que la compagnie est maintenant autorisée à recevoir pour son chemin de fer de *Hull* à *Aylmer*, afin de faciliter à la dite compagnie l'achat de l'embranchement de la Compagnie de chemin de fer du *Pacifique Canadien* de *Hull* à *Aylmer* ; et ce, aux termes et conditions que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien fixer.

Il sera de plus loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de donner, au nom du gouvernement de cette province, quittance générale et finale de toute prétention ou réclamation sur ou contre le dit chemin de fer de *Hull* à *Aylmer*.

*Résolu 5*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la Compagnie du chemin de fer *Montréal* et *Occidental* :

Une subvention additionnelle de mille piastres, et de mille acres de terre par mille pour une distance de trente milles de son chemin, et de faire revivre les subventions annulées antérieurement accordées au dit chemin de fer par l'acte 45 Vict., chap. 23, art. 1, paragraphe h, pour la distance sus-indiquée, ainsi qu'une subvention de cinq mille

piastres et de cinq mille acres de terre par mille pour une autre distance de quarante milles,—de manière à porter toute la subvention ainsi augmentée, à cinq mille piastres et à cinq mille acres de terre par mille, pour une longueur totale de soixante-dix milles, y compris les quinze cents piastres par mille accordées à la Compagnie pour la partie de son chemin entre *Sainte-Adèle* et *Sainte-Agathe*, sur une distance de douze milles, en vertu de l'acte 49-50 Vict., chap. 77, art. 4.

*Résolu 6*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes aux chemins de fer ci-après mentionnés :

(a) Une subvention de quatre mille piastres par mille à la Compagnie du chemin de fer *Grand Oriental* pour une distance de huit milles de son chemin laquelle somme sera employée à la construction d'un pont sur la rivière *Nicolet*, à *Saint-Grégoire* ;

(b) Une subvention de deux mille cinq cents piastres par mille, à la Compagnie du chemin de fer de *Montréal* et *Sorel*, sur une distance n'excédant pas quarante-cinq milles ; pourvu que cette somme soit employée :

1o. Au paiement des sommes qui peuvent être dues pour droit de passage sur cette section, aux journaliers qui ont travaillé à la construction de ce chemin, et aux personnes qui ont fourni les matériaux pour telle construction, et

2o. A l'achat du matériel de roulage et au perfectionnement du matériel d'exploitation du dit chemin ;

(c) Une subvention de quatre mille acres de terre par mille à la Compagnie du chemin de fer le *Grand Nord*, pour sa ligne entre *Sainte-Julienne* et *Montcalm*, sur une distance n'excédant pas sept milles ;

(d) Une subvention de quatre mille piastres par mille à la Compagnie du chemin de fer du comté de *Drummond*, pour une distance de trente neuf mille depuis *Drummondville* à *Nicolet*, ou *Doucet's Landing* ;

(e) Une subvention de dix mille acres de terre par mille à la Compagnie du chemin de fer des *Trois-Rivières* et du *Nord-Ouest*, pour une ligne de chemin de fer partant de la cité des *Trois-Rivières*, se dirigeant au nord-ouest jusqu'à *Saint-Michel-des-Saints* ou la Rivière *Matawin*,—une distance n'excédant pas soixante-dix milles ;

(f) Une subvention de cinq mille acres de terre par mille à la Compagnie de chemin de fer des *Comtés-Unis*, sur une distance n'excédant pas soixante milles ;

(g) Une subvention additionnelle de quatre mille piastres par mille à la Compagnie du chemin de fer de *Québec*, *Montmorency* et *Charlevoix*, pour une distance de trente milles de sa ligne, partant de la rivière *Saint-Charles*, près de *Québec*.

*Résolu 7*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la Compagnie du chemin de fer d'*Ottawa* et de la vallée de *Gatineau*, une subvention en argent de cinq mille cent soixante et une piastres par mille pour soixante-deux milles de son chemin, subventionné pour la même somme par le gouvernement fédéral, en sus de la subvention en terre accordée par l'acte 45 Vict., chap. 23, art. 1, paragraphe e.

*Résolu 8*, Qu'il est à propos d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la Compagnie du chemin de fer de *Témiscouata*, une subvention additionnelle de dix milles acres de terre, pour une distance n'excédant pas trois milles au-delà des soixante-six milles déjà subventionnés, pour atteindre la frontière du *Nouveau-Brunswick* et parachever le chemin jusque-là.

*Résolu 9*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder une subvention de dix mille acres de terre par mille, à cette section du chemin de fer de *Vaudreuil* et *Prescott*, située dans la province de *Québec*, pour une distance n'excédant pas trente milles ;

A la Compagnie du chemin de fer *Hereford*, une subvention de quatre mille acres de terre par mille, pour une ligne de chemin de fer partant d'une jonction avec le chemin de fer de *Boston*, *Concord* et *Montréal* ou toute autre chemin de fer sur la frontière de la province de *Québec*, à dix milles du ruisseau de *Hall*, et se prolongeant à une jonction avec le chemin de fer *International*, dans le canton d'*Eaton*, pourvu que la longueur de ce chemin de fer n'excède pas trente-cinq milles.

Le paragraphe o de la s. 1, de l'acte 45 Vict., chap. 23, est par les présentes abrogé,

—la Compagnie du chemin de fer *International* ayant, par écrit, date du mois de juin dernier, transféré ses droits aux octrois de terre accordés par le dit statut au chemin de fer désigné dans le dit paragraphe *o*.

*Résolu* 10. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'assurer au chemin de fer de colonisation connu sous le nom de *Long-Sault* et *Lac Téniscamingue*, une subvention de trois mille deux cents piastres par mille, pour les différentes sections de son chemin de fer, comprenant un réseau de dix-sept milles déjà subventionné par le parlement fédéral de la même manière, pour continuer la dite ligne jusqu'au *Lac Kippewa*, avec entente que cette subvention pourra être payée à la compagnie, lors de l'achèvement de toute section moindre de dix milles, sur rapport favorable de l'ingénieur du gouvernement.

*Résolu* 11. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra reporter sur les quatre-vingt milles du chemin de fer de la Compagnie de chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*, qui s'étendent depuis le vingtième mille à l'est de *Métapédia* jusqu'à *Paspébiac*, les premiers trente-cinq centins par acre de terres de la subvention appartenant à la dite Compagnie, — laquelle subvention a été convertie en octroi en argent sous l'acte 49-50 Vict., chap. 76, afférents aux quatre-vingts milles du dit chemin qu s'étendent de *Paspébiac* à *Gaspé*.

En ce cas les seconds trente-cinq centins de la dite subvention afférents aux quatre-vingts milles allant de vingt milles à l'est de *Métapédia* jusqu'à *Paspébiac*, seront de plein droit reportés sur les quatre-vingts milles allant de *Paspébiac* à *Gaspé*.

Les trente-cinq centins ainsi reportés sur les quatre-vingts milles allant de vingt-milles à l'est de *Métapédia* jusqu'à *Paspébiac* seront payables comme les premiers trente-cinq centins afférents à la dite partie.

Mais le Lieutenant-Gouverneur, en appliquant les dispositions de cette résolution, pourra imposer à cette compagnie telles conditions qu'il jugera les plus propres à assurer, sous le plus court délai, la construction de ce chemin jusqu'au bassin de *Gaspé*.

*Résolu*, 12. Il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder, à la Compagnie du pont du chemin de fer de *Québec*, une aide pour faire les explorations nécessaires, pourvu que cette aide ne dépasse pas un tiers du coût total et réel de ces explorations ; que ce tiers ne soit pas plus élevé que dix mille piastres, et que cette somme soit payable de la manière, dans le temps et suivant le mode qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur de fixer.

*Résolu* 13. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra, en tout ou en partie, convertir toute subvention en terres auxquelles une compagnie peut avoir droit en vertu des présentes résolutions, en une subvention en argent, en payant une somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, au temps où la dite subvention deviendra due, et une autre somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, quand les terres assignées à telle compagnie auront été vendues et payées, conformément aux règles et règlements du département des terres de la couronne, et sujet aux conditions propres à assurer la construction du chemin, auquel la dite subvention s'appliquera, que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra établir ; pourvu que la compagnie ayant droit à une subvention en terres en vertu des présentes résolutions, ait déclaré dans le délai des deux ans qui suivront la passation de l'acte à être basé sur les présentes résolutions, son option en faveur de la dite conversion de subvention, par une résolution de son bureau de directeurs, régulièrement communiqué au gouvernement par l'intermédiaire du Commissaire des travaux publics.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret* dit *Malouin* fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rinfret* dit *Malouin* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

(a) Une quantité de dix mille acres de terre par mille, pour une distance de quatorze milles, pour cette partie de la ligne entre *Pointe-aux-Trembles* et *Roberval* ;

(b) Et après la construction de la section susdite, entre *Pointe-aux-Trembles* et *Roberval*, une subvention de cinq mille piastres et cinq mille acres de terre par mille, pour une ligne d'embranchement depuis la *Pointe-aux-Trembles*, jusqu'à *Métabetchouan*, sur une distance de pas plus de quatorze milles.

(c) Une subvention de cinq mille piastres par mille pour la ligne entre *St-Ambroise de la Jeune Lorette* et la cité de *Quebec*, sur une distance de douze milles, pourvu que le Gouvernement du *Canada* accorde une subvention semblable à la compagnie ; et

(d) Une quantité de dix mille acres de terre par mille, pour un chemin de fer entre *Métabetchouan* et *Chicoutimi*, la longueur de cette ligne ne devant pas dépasser cinquante six milles.

*Résolu*, 2, Qu'il sera permis au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder une subvention de cent cinquante mille piastres à la Compagnie du chemin de fer de jonction de *Montréal* et *Champlain*, pour compléter sa voie et en faire le balastage, construire des stations et se procurer le matériel roulant ; cette somme devant être payée progressivement et sur rapports favorables de l'ingénieur du Gouvernement.

*Résolu*, 3, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes pour aider à la construction des divers chemins de fer ci-après désignés :

(a) Une subvention de cinq mille piastres et de cinq mille acres de terre par mille, à la Compagnie du chemin de fer de *Jonction* de *Beauharnois*, pour la ligne entre *Saint-Martin* et *Saint-Anicet*, sur une distance de pas plus de vingt milles de long ; et de plus, une somme de cinquante mille piastres pour aider cette Compagnie à construire un pont sur la rivière *Châteauguay*, pourvu que ce pont soit construit en fer, conformément aux plans et devis approuvés par l'ingénieur du gouvernement ;

(b) Une subvention de cinq mille piastres et cinq mille acres de terre par mille, à la Compagnie du chemin de *Montréal* et *Lac Maskinongé*, pour un chemin de fer entre *Saint-Félix de Valois* et *Saint-Gabriel de Brandon*, pour une distance de pas plus de treize milles ; duquel octroi quatre mille acres de terre ont déjà été accordés pour une distance de dix milles entre ces deux points par l'acte 49-50 Vict., chap. 77, section 7,—le délai fixé pour le parachèvement de ces dix milles étant prolongé jusqu'au 21 juin, 1889 ;

(c) Une quantité de quatre mille acres de terre par mille, pour un chemin de fer reliant *Saint-Félix de Valois* et *Saint-Jean de Matha*, sur une distance n'excédant pas huit milles.

*Résolu* 4, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes à la Compagnie du chemin de fer de jonction de *Pontiac* au *Pacifique* ;

(a) Une subvention de six mille piastres par mille, pour cette partie de son chemin n'excédant pas une longueur de dix milles, outre la partie déjà subventionnée ;

(b) La subvention ou le bonus par mille que la Compagnie est maintenant autorisée à recevoir pour son chemin de fer de *Hull* à *Aylmer*, afin de faciliter à la dite Compagnie l'achat de l'embranchement de la Compagnie de chemin de fer du *Pacifique Canadien* de *Hull* à *Aylmer* ; et ce, aux termes et conditions que le Lieutenant-Gouverneur en conseil voudra bien fixer.

Il sera de plus loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de donner, au nom du gouvernement de cette province, quittance générale et finale de toute prétention ou réclamation sur ou contre le dit chemin de fer de *Hull* à *Aylmer*.

*Résolu* 5, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la Compagnie du chemin de fer *Montréal* et *Occidental* :

Une subvention additionnelle de mille piastres, et de mille acres de terre par mille pour une distance de trente milles de son chemin, et de faire revivre les subventions annulées antérieurement accordées au dit chemin de fer par l'acte 45 Vict., chap. 23, art. 1, paragraphe 4, pour la distance sus-indiquée, ainsi qu'une subvention de cinq mille piastres et de cinq mille acres de terre par mille pour une autre distance de quarante

milles,—de manière à porter toute la subvention ainsi augmentée, à cinq mille piastres et à cinq mille acres de terre par mille, pour une longueur totale de soixante-dix milles, y compris les quinze cents piastres par mille accordées à la Compagnie pour la partie de son chemin entre *Sainte-Adèle* et *Sainte-Agathe*, sur une distance de douze milles, en vertu de l'acte 49-50 Vict., chap. 77, art. 4.

*Résolu 6*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder les subventions suivantes aux chemins de fer ci-après mentionnés ;

(a) Une subvention de quatre mille piastres par mille à la Compagnie du chemin de fer *Grand Oriental* pour une distance de huit milles de son chemin laquelle somme sera employée à la construction d'un pont sur la rivière *Nicolet* à *Saint-Grégoire* ;

(b) Une subvention de deux mille cinq cents piastres par mille, à la Compagnie du chemin de fer de *Montréal* et *Sorel*, sur une distance n'excédant pas quarante-cinq milles ; pourvu que cette somme soit employée :

1o. Au paiement des sommes qui peuvent être dues pour droit de passage sur cette section, aux journaliers qui ont travaillé à la construction de ce chemin, et aux personnes qui ont fourni les matériaux pour telle construction, et

2o. A l'achat du matériel de roulage et au perfectionnement du matériel d'exploitation du dit chemin ;

(c) Une subvention de quatre mille acres de terre par mille à la Compagnie de chemin de fer le *Grand Nord*, pour sa ligne entre *Sainte-Julienne* et *Montcalm*, sur une distance n'excédant pas sept milles ;

(d) Une subvention de quatre mille piastres par mille à la Compagnie du chemin de fer du comté de *Drummond*, pour une distance de trente-neuf milles depuis *Drummondville* à *Nicolet*, ou *Doucet's Landing* ;

(e) Une subvention de dix mille acres de terre par mille à la Compagnie du chemin de fer des *Trois-Rivières* et du *Nord-Ouest*, pour une ligne de chemin de fer partant de la cité des *Trois-Rivières*, se dirigeant au nord-ouest jusqu'à *Saint-Michel-des-Saints* ou la Rivière *Matawin*,—une distance n'excédant pas soixante-dix milles ;

(f) Une subvention de cinq milles acres de terre par mille à la Compagnie de chemin de fer des *Comtés-Unis*, sur une distance n'excédant pas soixante milles ;

(g) Une subvention additionnelle de quatre mille piastres par mille à la Compagnie du chemin de fer *Quebec, Montmorency et Charlevoix*, pour une distance de trente milles de sa ligne, partant de la rivière *Saint-Charles*, près de *Quebec*.

*Résolu 7*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la Compagnie du chemin de fer d'*Ottawa* et de la vallée de *Gatineau*, une subvention en argent de cinq mille cent soixante et une piastres par mille pour soixante-deux milles de son chemin, subventionné pour la même somme par le gouvernement fédéral, en sus de la subvention en terre accordée par l'acte 45 Vict., chap. 23, art. 1, paragraphe e.

*Résolu 8*, Qu'il est à propos d'autoriser le Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder à la Compagnie du chemin de fer de *Témiscouata*, une subvention additionnelle de dix milles acres de terre, pour une distance n'excédant pas trois milles au-delà des soixante-six milles déjà subventionnés pour atteindre la frontière du *Nouveau-Brunswick* et parachever le chemin jusque-là.

*Résolu 9*, Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder une subvention de dix mille acres de terre par mille, à cette section du chemin de fer de *Vaudreuil* et *Prescott*, située dans la province de *Québec*, pour une distance n'excédant pas trente milles ;

A la Compagnie du chemin de fer *Hereford*, une subvention de quatre mille acres de terre par mille, pour une ligne de chemin de fer partant d'une jonction avec le chemin de fer de *Boston, Concord* et *Montréal* ou toute autre chemin de fer sur la frontière de la province de *Quebec*, à dix milles du ruisseau de *Hall*, et se prolongeant à une jonction avec le chemin de fer *International*, dans le canton d'*Eaton*, pourvu que la longueur de ce chemin de fer n'excède pas trente-cinq milles.

Le paragraphe o de la s. I, de l'acte 45 Vict., chap. 23, est par les présentes abrogé,—la Compagnie du chemin de fer *International* ayant, par écrit daté du mois de juin

dernier, transféré les droits aux octrois de terre accordés par le dit statut au chemin de fer désigné dans le dit paragraphe o.

*Résolu* 10. Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'assurer au chemin de fer de colouisation connu sous le nom de *Long-Sault* et *Lac Temiscamingue*, une subvention de trois mille deux cents piastres par mille, pour les différentes sections de son chemin de fer, comprenant un réseau de dix-sept milles déjà subventionné par le parlement fédéral de la même manière, pour continuer la dite ligne jusqu'au *Lac Kippewa*, avec entente que cette subvention pourra être payée à la Compagnie, lors de l'achèvement de toute section moindre des dix milles, sur rapport favorable de l'ingénieur du gouvernement.

*Résolu* 11. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra reporter sur les quatre-vingts milles du chemin de fer de la Compagnie de chemin de fer de la *Baie des Chaleurs*, qui s'étendent depuis le vingtième mille à l'est de *Métapédia* jusqu'à *Paspébiac*, les premiers trente-cinq centins par acre de terre de la subvention appartenant à la dite Compagnie, laquelle subvention a été convertie en octroi en argent sous l'acte 49-50 Vict., chap. 76, afférente aux quatre-vingts milles du dit chemin qui s'étendent de *Paspébiac* à *Gaspé*.

En ce cas les seconds trente-cinq centins de la dite subvention afférents aux quatre-vingts milles allant de vingt milles à l'est de *Métapédia* jusqu'à *Paspébiac*, seront de plein droit reportés sur les quatre-vingts milles allant de *Paspébiac* à *Gaspé*.

Les trente-cinq centins ainsi rapportés sur les quatre-vingts milles allant de vingt-milles à l'est de *Métapédia* jusqu'à *Paspébiac* seront payables comme les premiers trente-cinq centins afférents à la dite partie.

Mais le Lieutenant-Gouverneur en appliquant les dispositions de cette résolution, pourra imposer à cette Compagnie telles conditions qu'il jugera les plus propres à assurer, sous le plus court délai, la construction de ce chemin jusqu'au bassin de *Gaspé*.

*Résolu*, 12. Il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'accorder, à la Compagnie du pont du chemin de fer de *Quebec*, une aide pour faire les explorations nécessaires, pourvu que cette aide ne dépasse pas un tiers du coût total et réel de ces explorations; que ce tiers ne soit pas plus élevé que dix mille piastres, et que cette somme soit payable de la manière, dans le temps et suivant le mode qu'il plaira au Lieutenant-Gouverneur de fixer.

*Résolu* 13. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra en tout ou en partie convertir toute subvention en terres auxquelles une compagnie peut avoir droit en vertu des présentes résolutions, en une subvention en argent, en ayant une somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre au temps où la dite subvention deviendra due, et une autre somme n'excédant pas trente-cinq centins l'acre, quand les terres assignées à telle compagnie auront été vendues et payées, conformément aux règles et règlements du département des terres de la couronne, et sujet aux conditions propres à assurer la construction du chemin, auquel la dite subvention s'appliquera, que le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra établir; pourvu que la Compagnie ayant droit à une subvention en terres en vertu des présentes résolutions, ait déclaré dans le délai des deux ans qui suivront la passation de l'acte à être basé sur les présentes résolutions, son option en faveur de la dite conversion de subvention, par une résolution de son bureau de directeurs, régulièrement communiquée au Gouvernement par l'intermédiaire du Commissaire des travaux publics.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans les dites résolutions, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

*Ordonné*, Que l'honorable M. *Mercier* ait la permission de présenter un Bill relatif aux subventions des chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ;  
Et un débat s'en suivant,

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

*Jeudi, 10 juillet, 1888.*

Et la question étant mise aux voix,—Que ce Bill soit maintenant lu la seconde fois ; la proposition est résolue affirmativement.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe,

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé " Acte détachant le canton de *Hereford* et une partie du canton de *Clifton*, du comté de *Compton*, et les annexant au comté de *Stanstead* pour les fins judiciaires, et à la circonscription d'enregistrement de *Coaticook* pour les fins d'enregistrement."

Bill intitulé " Acte autorisant *Félix Laroche* à exercer la profession médicale."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendements :

Bill intitulé " Acte amendant l'article 1325 du code de procédure civile."

Bill intitulé " Acte pour amender l'Acte 49-50 V., c. 33, concernant les aspirants à l'étude et à l'exercice des professions libérales, qui ont pris part à l'expédition du *Nord-Ouest* en 1885."

Bill intitulé " Acte autorisant la vente d'immeubles appartenant à la substitution créée par le testament de feu *John Monk*, et le placement et remplacement du produit de telle vente."

Bill intitulé " Acte confirmant un bail à loyer passé entre la cité de *Montréal* et l'Hôpital Royal Victoria."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : Acte détachant le canton de *Hereford* et une partie du canton de *Clifton*, du comté de *Compton* et les annexant au comté de *Stanstead* pour les fins judiciaires et à la circonscription d'enregistrement de *Coaticook* pour les fins d'enregistrement," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : Acte autorisant *Félix Laroche* à exercer la profession médicale," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.



---

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de M. *Nantel*, secondé par M. *Faucher de Saint-Maurice*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie des instructions données à M. J. B. *Charleson* en rapport avec l'inspection des travaux et les dépenses des agents de colonisation, dans le comté de *Terrebonne*.

2. Rapport du dit *Charleston* à ce sujet.

Sur motion de M. *LeBlanc*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

*Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Copie du dossier sur la pétition de droit de W. C. *Penland* contre le gouvernement.

*Ordonné*, Que la dite adresse soient présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie de la correspondance échangée avec M. *Germain*, C. R., substitut du Procureur-Général au dernier terme de la Cour Criminelle à *Sorel*, et des instructions à lui données par le gouvernement en rapport avec la cause de la *Reine* vs. *Charland*.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain, à trois heures P. M

---

### Mardi. 10 Juillet 1888.

M. *Robidoux*, du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill suivant qu'il a l'honneur de rapporter avec un amendement :

Bill pour amender l'article 376 du Code de procédure civile.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 28 mai 1888, demandant copie de toutes requêtes et correspondances, depuis le 29 janvier 1887, au sujet de l'octroi de nouveaux subsides à des entreprises de voies ferrées. (*Documents de la Session*, No. 94.)

Aussi, — la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative du 18 juin 1888, demandant copie de toute correspondance, ordres en Conseil, comptes, quittances, sentence d'arbitrage, état des frais de l'arbitrage et tous autres documents concernant la réclamation de Messieurs *Rogers* et *Reynar*, en rapport avec la construction du *Loop-Line* aux *Trois-Rivières*. (*Documents de la Session*, No. 95.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 juillet 1888, pour copie des instructions données aux gardes forestiers dans le district d'*Ottawa*, pour 1886 et 1887. (*Documents de la Session*, No. 96.)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre du 6 juillet 1888 pour copie du rapport de M. *Geoffrion*, inspecteur des bureaux d'enregistrement, sur le Bureau d'enregistrement du comté de *Chambly*. (*Documents de la Session*, No. 97.)

M. *Bernatchez*, du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre, le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport :

Que, relativement au prêt fait aux Révérends Pères Trappistes d'*Oka*, suivant requête par eux faite durant la présente session, votre comité ne croit pas devoir recommander au gouvernement de renoncer au capital de la créance de dix mille piastres.

Quant au reste, votre comité espère que le gouvernement traitera la communauté avec tous les égards qu'elle mérite, soit en lui accordant des délais, soit autrement, mais il ne croit pas devoir recommander l'octroi d'un nouveau subside à cette communauté.

Votre comité a de plus reçu une pétition des Révérends Frères de la Compagnie de Marie de *Notre-Dame de Montfort*, demandant une subvention du gouvernement ; il suggère à votre Honorable Chambre que le gouvernement pourrait prêter à cette institution une somme n'excédant pas deux mille piastres par année pendant trois ans.

Enfin, votre comité a examiné avec attention le rapport de la Commission agricole, et il en approuve les parties les plus importantes qu'il recommande à la favorable considération de la Chambre.

La Chambre procède à la considération ultérieure des résolutions suivantes, rapportées, vendredi, le 6 du courant, du Comité des subsides, lesquelles résolutions furent alors ajournées, et elles sont de nouveau lues comme suit :

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la codification des lois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement des réclamations impayées en rapport avec la construction du chemin de fer *Q. M. O. & O.* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la seconde résolution ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La quatrième résolution est adoptée.

La Chambre procède à la considération ultérieure de la résolution suivante, rapportée hier du comité des subsides, et laquelle résolution fut alors ajournée ; elle est de nouveau lue comme suit :

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille sept cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; du président du conseil y compris \$1200 pour traitement de son secrétaire et \$500 pour son messager ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

L'Honorable Trésorier *Shehyn* remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, (tous les membres de la Chambre étant découverts), et il est comme suit :

A. R. ANGERS,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* autorise l'honorable Trésorier de la province, à soumettre à la Chambre, certaines résolutions concernant le rachat des obligations de la province, maintenant courantes, soit en argent, au comptant, soit par l'émission et l'échange de nouvelles obligations en remplacement des anciennes, et recommande ces résolutions à la considération favorable de la Chambre.

Le 7 juillet, 1888.

---

*Ordonné*, Que le dit message soit renvoyé au comité de toute la Chambre sur les résolutions concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du Bill concernant la loi des licences ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Et la question étant proposée,—Que le Bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération,

M. *Bourbonnais* propose comme amendement, secondé par M. *Beauchamp*, Que tous les mots après "Bill," soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en ajoutant à la fin de la section 8, les mots "pour les cités et villes incorporées seulement."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,

*Ordonné*, Que le Bill, ainsi amendé en comité, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce Bill.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe et que le titre soit ; "Acte amendant la loi des licences de Québec."

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la construction de ponts en fer dans les municipalités ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

Resolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a passé une résolution.

*Ordonne*, Que le rapport soit reçu à la seconde séance de la Chambre aujourd'hui.

M. *Rinfret dit Malouin* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le Comité ait la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que, aujourd'hui, à la seconde séance cette Chambre se formera de nouveau en comité.

M. David, du comité permanent des Privilèges et Élections, présente à la Chambre le second rapport du comité, lequel est lu comme suit :

Le Comité a l'honneur de faire rapport :

1o Que son Président a envoyé, à la demande de ce comité, le 5 courant, la lettre suivante à Son Honneur le Juge *Casault* :

Québec, 5 juillet 1888.

“ A l'Honorable N. *Casault*,

Juge de la Cour Supérieure, *Quebec*,

“ Monsieur,

“ Conformément au désir de l'Assemblée Législative et à une résolution du comité des *privileges et elections* ci-annexée, vous êtes respectueusement prié de faire parvenir, “ le plus tôt possible, à ce comité, par mon entremise, les documents et renseignements “ mentionnés dans cette résolution, ainsi que les notes sur le jugement que vous avez “ prononcé en votre qualité de président du tribunal.

“ Veuillez me croire,

“ Monsieur,

“ Votre très respectueux serviteur,

(Signé) “ L. O. DAVID,

Président comité des privilèges et élections.

2o Que l'honorable Juge *Casault* a répondu comme suit, le 7 juillet :

“ A L. O. *David*, écuyer,

“ Président du comité des privilèges et élections

de l'Assemblée Législative de *Quebec*.

Monsieur,

“ J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre, du cinq du présent mois, et de la “ résolution du comité des *privileges et elections*, attirant mon attention à la section 92 “ de l' “ Acte des élections contestées de *Quebec*, 1875 ” et me priant de compléter le “ rapport fait par la Cour Supérieure, siégeant en révision dans ce district, sur la contes- “ tation de la dernière élection d'un membre pour représenter le comté de *Mégantic* dans “ l'Assemblée Législative de *Quebec*, en donnant : “ 1o La nature des manœuvres fraudu- “ leuses pratiquées par le dit *John White* : 2o Les noms de toutes personnes contre “ lesquelles on a, durant l'instruction de la pétition prouvé la commission de quelques “ manœuvres frauduleuses.

“ En réponse, j'ai l'honneur de vous soumettre, ainsi qu'au comité, que vous pré- “ sidez, que d'après la section même citée dans la résolution du comité de l' “ Acte des “ élections contestées de *Quebec*, 1875 ”, c'est le tribunal qui fait le rapport ; que je l'ai “ signé que parce qu'étant le plus ancien des trois juges qui le composaient, je le prési- “ dais, et que, en conséquence, je n'ai personnellement ni autorité, ni juridiction pour y “ ajouter, le compléter ou le changer. J'ai, à ce sujet, consulté mes deux collègues qui “ siégeaient avec moi, et qui sont aussi tous deux d'opinion que même notre concours “ personnel ne le permettrait pas, et que ce rapport ne peut être changé ou amplifié que “ par le tribunal même. Mais voulant me rendre, autant qu'il m'est possible, au désir du “ comité, et lui fournir tous les renseignements et toutes les explications que je puis

“ personnellement lui donner, j'ai fait copier les notes que j'avais préparées pour mon usage, sur un sujet trop varié pour me fier à ma mémoire, notes dont j'avais dans le délibéré, donné communication à mes confrères, et que lors du prononcé du jugement, j'ai lu, sur le banc, comme l'expression de mon opinion individuelle, en y ajoutant ce que j'ai mentionné verbalement comme étant l'opinion unanime du Banc ; et j'ai l'honneur de vous les transmettre avec la présente.

“ Mes deux confrères, qui ne sont pas moins désireux que moi de faire, pour l'information de votre comité, tout ce qui nous est possible, se sont rendus avec empressement à la demande que je leur ai faite et m'ont donné les lettres que je joins à mes notes.

“ J'ai l'honneur d'être,

“ Monsieur,

“ Votre très humble serviteur,

“ (Signé) N. CASAULT.”

30. Que, par les notes des juges transmises à ce comité, il paraîtrait que la nature des manœuvres frauduleuses commises par le candidat *Whyte* est le paiement :

1. Des services d'un nommé *Octave Ouellet* considéré par les dits juges comme cabaleur à la dite élection.

2. D'un certain nombre de personnes nommées *watchers* ou gardiens, et que l'emploi de ces personnes, dans les circonstances était simulé et illégal.

40. Que le comité est d'opinion qu'aux termes du premier paragraphe de la section 92 de “ l'Acte des élections contestées de *Québec*, 1875 ” la nature des manœuvres frauduleuses qui ont été prouvées comme ayant été pratiquées par quelque candidat à une élection, à sa connaissance et de son consentement, doit être indiquée dans le rapport fait en vertu de la dite section, ce qui n'a pas toujours été fait, et ne l'a pas été particulièrement dans ce cas-ci.

50. Que les noms de toute personne contre laquelle on a, durant l'instruction de la pétition, prouvé la commission de quelques manœuvres frauduleuses, ne sont pas donnés dans le rapport dont il s'agit, mais comme la clause 2e de la dite section 92 du dit acte a donné lieu à des rapports différents et contradictoires, elle devrait être amendée en déclarant que ces noms ne seront pas donnés à l'avenir, dans tel rapport, à moins que l'avis exigé par la section 25 du dit acte, quant au candidat, n'ait été donné à chacune de ces personnes.

60. Que dans sa lettre du 7 juillet courant, Son Honneur le Juge *Casault* est d'opinion que “ d'après la section même (citée dans la résolution du comité), de l'Acte des élections contestées de *Québec*, 1875, c'est le tribunal qui fait le rapport et qu'il ne l'a signé que parcequ'étant le plus ancien des trois juges qui le composaient, il présidait ce tribunal, et que, en conséquence il n'a personnellement ni autorité, ni juridiction pour y ajouter, le compléter ou le changer ; qu'il a consulté à ce sujet ses deux collègues qui siégeaient avec lui et qu'ils sont tous deux d'opinion que leur concours personnel ne le leur permettrait pas, et que ce rapport ne peut être changé ou amplifié que par le tribunal même. ”

Dans les circonstances, ce comité croit devoir se contenter de faire rapport des faits, des lettres et des notes des juges sans les commenter, et de recommander que l'Orateur envoie une circulaire à tous les juges de la cour supérieure de cette province, leur transmettant ce rapport et les priant respectueusement de se conformer à l'avenir au désir de la dite section 92 du dit acte.

M. *David* propose, secondé par M. *Lemieux*,

Que cette Chambre concoure dans le dit rapport, et la question étant mise aux voix : la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a agréé les amendements faits par cette Chambre au Bill inti-

---

tulé : " Acte pour étendre les limites judiciaires des cours civiles du district de *Québec* et leur donner juridiction concurrente " et aux amendements faits à la version anglaise du Bill intitulé : " Acte autorisant *The Magog Textile and Print Company* à emprunter de l'argent et à émettre des obligations. "

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour autoriser la consolidation de la dette de la cité de *Montréal* et pour d'autres fins, " avec divers amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour autoriser la consolidation de la dette de la cité de *Montréal* et pour d'autres fins, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui.

*Sept heures et demis, P. M.*

*M. Bernatchez* propose, secondé par *M. Pilon*,—Que cette Chambre concoure dans le second rapport du comité permanent d'agriculture, immigration et colonisation.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de *M. Nantel*, secondé par *M. Faucher de Saint-Maurice*,  
*Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par l'honorable *M. Blanchet*,—Quelle est la personne mentionnée à la page 8 du premier rapport du Secrétaire de la Province de *Québec* pour l'exercice 1886-87, comme ayant été chargée spécialement par l'honorable *M. Blanchet* de surveiller la publication des manuscrits intitulée : *Correction de manuscrits*, etc ?

Réponse par l'honorable *M. Gagnon*,—*M. Achille Talbot*, écr., avocat, d'après l'information officielle du député registraire même.

L'honorable *M. Gagnon*, Secrétaire de la Province présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 juillet 1888, pour copie de tous les documents et mémoires adressés au Gouvernement, relativement au système recommandé par *M. Gérard Macquet*, belge d'origine, pour la construction des ponts en fer dans cette province. (*Documents de la Session*, No. 98.)

Sur motion de *M. Dechene (L'Islet)*, secondé par *M. Lafontaine*,

*Ordonné*, Que le Bill pour amender l'acte 25 Victoria, chapitre 25, intitulé : " Acte pour amender et refondre les lois relatives à la cour du Recorder de la cité de *Québec* et ses amendements, " soit remis sur l'ordre du jour.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le Message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill intitulé : " Acte pour autoriser *Joseph Octave Antoine Lalonde* à vendre et disposer de certains biens, " avec certains amendements auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette.

(EN COMITÉ.)

Attendu que l'état du marché financier paraît favorable à une conversion de la dette consolidée de cette province ;

Attendu qu'il est possible d'opérer, dans les circonstances, une économie considérable dans le service des intérêts par une telle conversion, faite en temps opportun et d'une manière prudente ;

Attendu que cette économie dans le service des intérêts permettra au gouvernement de favoriser d'avantage l'instruction publique, l'agriculture et la colonisation ;

En conséquence il est :

*Résolu, 1.* Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'adopter telles mesures qu'il jugera à propos, dans le but de faire rentrer les obligations de la province de *Quebec*, maintenant courantes, soit en les rachetant en argent au comptant, soit en les échangeant contre de nouvelles obligations.

*Résolu, 2.* Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Trésorier à se procurer par emprunt sur le crédit de la province, une somme n'excédant pas le montant total actuel de la dette de la province et à émettre à cet effet un montant suffisant d'obligations nouvelles, portant un intérêt annuel n'excédant pas quatre pour cent, et d'en disposer aux conditions qu'il jugera les plus favorables.

*Résolu, 3.* Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de déterminer les dénominations des dites obligations, le cours (livres sterling, dollars ou francs,) auxquelles elles seront émises, la date qu'elles porteront, l'endroit où elles seront faites payables, et l'époque et le mode de leur rachat.

*Résolu, 4.* Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de déterminer que ces obligations seront ou perpétuelles rachetables après soixante-cinq ans en donnant un avis d'un an de cette intention de les racheter, ou

Qu'elles seront rachetables à telles époques ne dépassant pas soixante-cinq ans, fixées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, ou

Qu'elles seront pour un certain nombre d'annuités ne dépassant pas soixante-cinq, ou de semestrialités ne dépassant pas cent trente.

*Résolu, 5.* Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer et déterminer le délai dans lequel les porteurs des obligations actuelles pourront les échanger contre les nouvelles obligations ou en réclamer le remboursement au comptant, et de décréter qu'après ce délai, l'intérêt courra sur toutes les classes d'obligations au taux fixé pour les nouvelles obligations.

*Résolu, 6.* Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de convenir et ordonner que ces nouvelles obligations portent ou non un fonds d'amortissement et que la province renonce au droit de les payer par anticipation avant le terme convenu.

*Résolu, 7.* Que les dites obligations ou leur produit ne pourront pas être employés pour aucune autre fins qu'au rachat ou à la conversion des obligations existantes, et ils formeront un fonds spécial et séparé qui ne pourra jamais être confondu avec le fonds consolidé de la province.

*Résolu, 8.* Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'opérer la conversion de la dette publique actuelle par l'échange de nouvelles obligations contre les anciennes, et d'effectuer le dit échange à tel taux de prime qui pourra être convenu avec les porteurs d'icelles, et d'accorder, s'il y a lieu, un escompte sur les nouvelles obligations égal à celui auquel elles pourraient être vendues au comptant.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

*Ordonné,* Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rinfret dit Malouin* fait en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que l'état du marché financier paraît favorable à une conversion de la dette consolidée de cette province ;

Attendu qu'il est possible d'opérer, dans les circonstances, une économie considérable dans le service des intérêts par une telle conversion, faite en temps opportun et d'une manière prudente ;

Attendu que cette économie dans le service des intérêts permettra au gouvernement de favoriser d'avantage l'instruction publique, l'agriculture et la colonisation :

En conséquence il est :

*Résolu, 1.* Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'adopter telles mesures qu'il jugera à propos, dans le but de faire rentrer les obligations de la province de *Québec*, maintenant courantes, soit en les rachetant en argent au comptant, soit en les échangeant contre de nouvelles obligations.

*Résolu, 2.* Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'autoriser le Trésorier à se procurer par emprunt sur le crédit de la province, une somme n'excédant pas le montant total actuel de la dette de la province et à émettre à cet effet un montant suffisant d'obligations nouvelles, portant un intérêt annuel n'excédant pas quatre pour cent, et d'en disposer aux conditions qu'il jugera les plus favorables.

*Résolu, 3.* Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de déterminer les dénominations des dites obligations, le cours (livres sterling, dollars ou francs,) auxquelles elles seront émises, la date qu'elles porteront, l'endroit où elles seront faites payables, et l'époque et le mode de leur rachat.

*Résolu, 4.* Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de déterminer que ces obligations seront ou perpétuelles rachetables après soixante-cinq ans en donnant un avis d'un an de cette intention de les racheter, ou

Qu'elles seront rachetables à telles époques ne dépassant pas soixante-cinq ans, fixées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, ou

Qu'elles seront pour un certain nombre d'annuités ne dépassant pas soixante-cinq, ou de semestrialités ne dépassant pas cent trente.

*Résolu, 5.* Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de fixer et déterminer le délai dans lequel les porteurs des obligations actuelles pourront les échanger contre les nouvelles obligations ou en réclamer le remboursement au comptant, et de décréter qu'après ce délai, l'intérêt courra sur toutes les classes d'obligations au taux fixé pour les nouvelles obligations.

*Résolu, 6.* Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de convenir et ordonner que ces nouvelles obligations portent ou non un fonds d'amortissement et que la province renonce au droit de les payer par anticipation avant le terme convenu.



*Résolu, 7.* Que les dites obligations ou leur produit ne pourront pas être employés pour aucunes autres fins qu'au rachat ou à la conversion des obligations existantes, et ils formeront un fonds spécial et séparé qui ne pourra jamais être confondu avec le fonds consolidé de la province.

*Résolu, 8.* Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'opérer la conversion de la dette publique actuelle par l'échange de nouvelles obligations contre les anciennes, et d'effectuer le dit échange à tel taux de prime qui pourra être convenu avec les porteurs d'icelles, et d'accorder, s'il y a lieu, un escompte sur les nouvelles obligations égal à celui auquel elles pourraient être vendues au comptant.

Et la question étant proposée—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ;

M. *Desjardins* propose comme amendement, secondé par l'honorable M. *Flynn*, que les mots " mais en consentant à la seconde lecture de ces résolutions, cette Chambre exprime son désir que les négociations nécessaires pour opérer la conversion de la dette consolidée, soient faites par l'honorable Trésorier de la province et sans l'intervention d'intermédiaires," soient ajoutées à la fin de la motion.

M. *David* propose comme sous amendement, secondé par M. *Lemieux*, Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question " soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " Cette Chambre a confiance qu'en faisant cette " transaction le gouvernement sauvegardera les intérêts de la province."

Et un débat s'ensuivant ;

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, mercredi matin.

*Mercredi, 11 juillet 1888.*

Et le sous amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—30.</i>
<i>David,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Rinfret,</i>	
<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Robidoux,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon.—13.</i>
<i>Casgrain,</i>			

Ainsi il est résolu affirmativement

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Et la question originale, ainsi amendée, étant de nouveau proposée,

M. *Casgrain* propose comme amendement, secondé par M. *LeBlanc*, Que les mots suivants soient ajoutés à la motion :

“ Mais en consentant à la seconde lecture de ces résolutions, la Chambre espère que, dans les négociations pour la conversion de la dette consolidée, le gouvernement ne fera rien d'incompatible avec la justice, ni avec l'honneur et le crédit de la province.”

L'honorable M. *Blanchet* propose comme sous amendement, secondé par M. *Hall*, Que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement :

“ Que tout contrat que le gouvernement pourra faire en vertu de ces résolutions, pour la conversion de la dette consolidée, soit sujet à la ratification de cette Chambre.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon.—13.</i>
<i>Casgrain,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Larocheleau,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>David,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—29.</i>
<i>Dechene, (l'Islet),</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant mise aux voix sur l'amendement à la question originale, ainsi amendée ; la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon.—13.</i>
<i>Casgrain,</i>			

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—29.</i>
<i>David,</i>	<i>Laliberte,</i>	<i>Rinfret,</i>	
<i>Dechene (l'Islet),</i>	<i>Larochelle,</i>		

Ainsi, elle est résolue négativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, il sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lalibert,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Tessier,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Trudel and</i>
<i>David,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turcotte.—30.</i>
<i>Dehene ( l'Islet)</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>	

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Spencer and</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon.—12.</i>

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois, et adoptées.

*Ordonné,* Que l'honorable M. *Shehyn* ait la permission de présenter un Bill concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné,* Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu,* Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret dit Malouin* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

---

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonne*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill, intitulé : " Acte pour amender le Code municipal," avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill, intitulé : " Acte pour amender le Code municipal," lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill, intitulé : " Acte autorisant *Joseph Octave Antoine Lalonde* à vendre et à disposer, de certains biens," lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, secondé par l'honorable M. *Taillon*,

*Résolu*, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, à cette séance, elle soit ajournée à aujourd'hui, à 3 heures P. M., et que cette séance dure jusqu'à l'ajournement.

Et alors la Chambre s'ajourne.

---

Mercredi, 11 juillet 1888.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le Bill, intitulé : " Acte amendant et consolidant les statuts qui constituent en corporation la ville et la cité de *Saint-Hyacinthe* et ceux qui les amendent, et donnant d'autres pouvoirs au maire et au Conseil-de-Ville de *St. Hyacinthe*," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif a passé le Bill, intitulé : " Acte concernant les répartitions et la construction d'églises dans la paroisse de *Ste. Marie de Notre-Dame du Bon Conseil*," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte passé dans la présente session sous le (No. 5) et intitulé : " Acte amendant les lois concernant l'instruction publique. "

Bill intitulé : " Acte relatif au règlement de la question des " Biens des Jésuites. "  
Et Bill intitulé : " Acte amendant l'acte refondu des chemins de fer de Québec, 1880. "

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 18 juin 1888, demandant copie de toute correspondance, ordres en Conseil, certificats d'hypothèques, actes de cautionnement, contrats, titres, comptes, quittances, état des frais d'arbitrages, demande de pétition de droit, et tous autres documents concernant la réclamation de *Joseph Reynar*, de la cité des *Trois-Rivières*, relativement aux terrains où se trouve le terminus du chemin de fer des *Piles*, dans le canton de *Radnor*, dans le comté de *Champlain*. (*Documents de la Session*, No. 99).

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 juillet 1888, pour copie de toute correspondance, documents, etc., échanges entre le gouvernement et MM. *Belinge* et *Malenfant*, sténographes, relativement aux débats de l'Assemblée Législative, qu'ils ont sténographiés, durant la session 1887. (*Documents de la Session*, No. 100).

M. *Rinfret dit Malouin* rapporte du Comité des Subsidés une résolution, laquelle est lue comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté pour faire face aux dépenses de la construction de ponts en fer dans les municipalités ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1889.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'honorable M. *Shehyn* propose, secondé par l'honorable M. *Mercier*, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. *LeBlanc* propose comme amendement, secondé par M. *Casgrain*, que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle désire déclarer qu'il appert, par le budget des dépenses de la province de *Quebec* pour l'exercice terminé le 30 juin 1888 :

1. Que déduction faite des \$400,000 pour des travaux publics imputables au capital, les crédits pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1887-88, sont de \$3,015,329,60.

Que, par un budget supplémentaire des dépenses de la province de *Quebec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1888—(le dit budget voté pendant la session de 1887)—les crédits pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1887-88 ont été augmentées de \$67,960.00.

Que, par un autre budget supplémentaire pour l'exercice terminé le 30 juin 1888, voté pendant la présente session, tel qu'il appert par l'exposé financier fait à cette Chambre le 15 juin, par l'honorable Trésorier, le gouvernement a demandé des crédits additionnels, de \$123,282.10 pour les dépenses ordinaires du service administratif, et un crédit spécial de \$45,000.00 pour la codification des lois.

Que, par un état soumis à cette chambre, au désir de la loi, il appert qu'il a été émis du 1er juillet 1887 au 16 mai 1888, des mandats spéciaux pour un montant de \$180,003.75 dont le paiement n'avait pas été préalablement autorisé par cette Chambre ;

Que les crédits du budget général et des deux budgets supplémentaires pour l'exercice 1887-88 expiré le 30 juin dernier, et celui de la codification des lois, avec la somme des mandats spéciaux émis du premier juillet 1887 au 16 mai 1888, forment un montant de \$3,431,575.45 qui dépasse de \$470,012.00 le montant des dépenses ordinaires encourues en 1885-86, par l'administration conservatrice.

Qu'il appert par le budget des dépenses de la province de *Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1889, que les crédits pour les dépenses ordinaires de cet exercice sont de \$3,277,359.74 et que les crédits de \$100,000 pour la construction de ponts en fer, dans les municipalités, et celui de \$63,000 pour la codification des lois, portent ce montant à \$3,440,359.74.

Que, par le budget supplémentaire des dépenses de la province de *Québec* pour l'exercice finissant le 30 juin 1889, les crédits, pour les dépenses ordinaires de cet exercice, sont augmentés de \$60,642.47 et forment, avec les crédits du budget général ci-haut mentionnés un montant \$3,501,002.21 qui dépasse de \$539,438.76 celui des dépenses ordinaires encourues en 1885-86 par l'administration conservatrice.

Que cette rapide augmentation des dépenses de la province, dont est responsable le gouvernement actuel, est regrettable, et cause de légitimes inquiétudes au peuple.

Que les promesses d'économies faites par le Trésorier pour l'avenir, sont trop vagues, ne peuvent rassurer l'opinion publique, et ne donnent pas des garanties suffisantes que l'équilibre sera maintenu entre les recettes et les dépenses."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

## POUR :

## Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martin (Bonaventure),</i>	<i>Pouppore</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Taillon.—16</i>

## CONTRE :

## Messieurs

<i>Bazin,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Martin (Rimouski),</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rochon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte.—30.</i>
<i>Dechene (L'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>	
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en le dit comité.

## (EN COMITÉ)

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent vingt-cinq mille sept cent vingt-neuf piastres et cinquante-trois centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la construction des nouvelles bâtisses du Parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

---

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille sept cent trente-trois piastres et cinquante-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du nouveau Palais de Justice de *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Rinfret* dit *Malouin* fait rapport que le Comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rinfret* dit *Malouin* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent vingt-cinq mille sept cent vingt-neuf piastres et cinquante-trois centins soit accordée à Sa Majesté comme une aide pour la construction des nouvelles bâtisses du Parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

*Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille sept cent trente-trois piastres et cinquante-neuf centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du nouveau Palais de Justice de *Québec* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1888.

Et la Question étant mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; la Chambre se divise ; et la question est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence lues la seconde fois et adoptées.

Et la Question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le Comité dans les dites résolutions, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ.)

*Résolu*, 1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de quatre cent cinquante trois mille, deux cent quatre vingt deux piastres et dix centins pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trentième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-huit, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

*Résolu*, 2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de deux millions trois cent soixante et huit mille neuf cent vingt et une piastres et trente trois centins pour les dépenses de l'année financière, expirant le trentième jour de juin, mil huit cent quatre-vingt-neuf, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Rinfret* dit *Malouin* fait rapport que le Comité a passé deux résolutions.

*Ordonné*, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Rinfret* dit *Malouin* fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

*Résolu*, 1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de quatre cent cinquante trois mille, deux cent quatre vingt deux piastres et dix centins pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trentième jour de juin

courant, mil huit cent quatre-vingt-huit, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

*Résolu*, 2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de deux millions trois cent soixante et huit mille neuf cent vingt et une piastres et trente trois centins pour les dépenses de l'année financière, expirant le trentième jour de juin, mil huit cent quatre-vingt-neuf, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Les dites résolutions, étant lues la deuxième fois, sont adoptées.

*Ordonné*, Que l'Honorable M. *Shehyn* ait la permission de présenter un Bill pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1888 et le 30 juin 1889, et pour d'autres fins du service public.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, la seconde fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours

Sur motion de M. *Goyette*, secondé par *Champagne*,

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill accordant certains pouvoirs à la Compagnie de Navigation de la Côte Ste. Catherine, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. *Murphy*, secondé par M. *Dechene* (*L'Islet*),

*Ordonné*, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : 'Acte pour permettre aux syndics de la congrégation de l'Eglise de St. André, Lévis,' de vendre certaines propriétés, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill pour amender l'article 376 du Code de procédure civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lemieux* fait rapport que le Comité a examiné le Bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

*Résolu*, Que le Bill passe.

*Ordonné*, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 juin 1888, pour : 1o. Toute correspondance échangée entre M. *Beausoleil*, avocat, de la cité de *Montréal*, et le gouvernement ou quelqu'un de ses membres, relativement à la perception des arrérages de taxes dues par les corporations commerciales.

2o. Etat des sommes totales reçues par M. *Beausoleil*, la date de ces remises, ainsi que les noms des corporations commerciales ayant payé ces arrérages de taxe.

3o. Les noms des corporations qui n'ont pas payé ces arrérages ou avec lesquelles il y a eu compromis, indiquant les sommes déduites ou défalquées.

4o. Etat de toutes les remises faites au gouvernement par M. *Beausoleil* avec les dates de ces remises.

5o. Etat indiquant la liste des actions intentées par M. *Beausoleil*, le nombre des



actions renvoyées et celui des actions pendantes actuellement, ainsi que la somme à lui payée par le gouvernement pour frais et autres choses touchant ces actions.

60. Etat de la somme payée à M. *Beausoleil* pour sa commission sur la perception des arrérages de taxes de ces corporations commerciales. (*Documents de la Session, No. 101.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 juillet 1888, pour un état indiquant : 1. Les noms des inspecteurs des gardes-forestiers nommés par le gouvernement actuel.

2. La date de leur nomination ;

3. Le salaire de chacun d'eux ;

4. Le lieu de leur résidence ;

5. Le nom de l'agence ou des agences assignées à chacun d'eux. (*Documents de la Session, No. 102.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 juillet 1888, pour une copie du dernier rapport de l'ingénieur des mines concernant l'industrie des phosphates sur la rivière au *Lièvre*, dans le comté d'*Ottawa*. (*Documents de la Session, No. 103.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 6 juillet 1888, pour copie de toute correspondance, rapports, titres produits et tous autres documents au sujet de la réclamation de MM. *George Baptist, fils et Cie*, en rapport avec la construction du "*Loop Line*" à *Trois-Rivières*. (*Documents de la Session, No. 104.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 9 juillet 1888, pour copie de la correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres et la Société de colonisation du diocèse de *Montréal*, au sujet d'un projet de Bill des terres de la couronne relativement à la colonisation. (*Documents de la Session, No. 105.*)

Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, secondé par l'honorable M. *Flynn*,

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie du rapport de l'Imprimeur de la Reine, en date du 25 juin dernier, sur le coût probable de la refonte des statuts.

*Ordonné*, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état donnant des détails additionnels sur la somme de \$150 dépensée à même le fonds de colonisation sur le pont de la coulée *Gendron*, à *Ste-Anne de la Pêrade*, comté de *Champlain*, par le conducteur *Rock Montreuil*.

L'honorable M. *Gagnon*, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 juillet 1888, pour copie du rapport de l'Imprimeur de la Reine, en date du 25 juin dernier, sur le coût probable de la refonte des statuts. (*Documents de la Session, No. 106.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 juillet 1888, pour un état donnant des détails additionnels sur la somme de \$150.00 dépensée à même le fonds de colonisation sur le pont de la coulée *Gendron*, à *Ste-Anne de la Pêrade*, comté de *Champlain*, par le conducteur *Rock Montreuil*. (*Documents de la Session, No. 63 b.*)

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte amendant et consolidant les statuts qui constituent en corporation la ville et la cité de *Saint-Hyacinthe* et ceux qui les amendent, et donnant d'autres pouvoirs au maire et au conseil-de-ville de *Saint-Hyacinthe*," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

*Ordonné*, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de l'honorable M. *Taillon* secondé par l'honorable M. *Flynn*,

*Ordonné*, Que le Bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte concernant les répartitions et la construction d'églises dans la paroisse de *Ste. Marie de Notre-Dame du Bon Conseil*," soit maintenant lu la première fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la première fois.

*Ordonné*, Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un Comité général de la Chambre.

*Résolu*, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité,

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit Comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *LeBlanc* fait rapport que le Comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

*Ordonné*, Que le Comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

#### INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. *Poupore*,—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter et mettre en force une loi pour protéger les forêts contre le feu, semblable à celle qui existe dans la province d'*Ontario*?

Réponse par l'honorable M. *Duhamel*,—Cette importante question sera soumise à l'étude durant la vacance.

Par M. *Picard*,—Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide à la construction des ponts en bois, sur les rivières dont la largeur excède quarante pieds, à même la somme des \$100,000 mise dans les estimés supplémentaires pour les ponts en fer?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—Non.

Par l'honorable M. *Taillon*,—1o. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions pour les ouvrages de composition typographique et d'impression des volumes de la refonte des statuts de cette province?

2. Quels sont les établissements auxquels sont confiés ces ouvrages?

3. Dans quelle proportion ces ouvrages sont-ils distribués entre ces divers établissements?

4. Quel est le prix par mille *ems* chargé au gouvernement par chacun d'eux?

5. Quelles sont les conditions générales arrêtées entre le gouvernement et ces établissements?

6. Combien le gouvernement a-t-il payé jusqu'à présent à chacun de ces établissements?

7. Quel sera le coût total de l'impression de tout ces statuts révisés?

8. Quelle sera la dépense additionnelle, occasionnée par l'insertion dans ces statuts révisés de ceux adoptés pendant la présente session?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*,—1o. Le gouvernement n'a pas demandé de soumissions, il a simplement indiqué à l'imprimeur de la Reine des personnes en état de faire l'ouvrage convenablement, et il l'a chargé de faire les meilleures conditions possibles. Rapport dans ce sens a été fait par l'imprimeur de la Reine.

2o et 3o. Le premier volume français est imprimé par MM. *Belleau & Marcotte*, Québec.

2ème volume français par la Compagnie de la *Patrie*, Montréal.

1er volume anglais, par la Compagnie du *Herald*, Montréal.

2ème volume anglais, par la Compagnie de l'*Étendard*, Montréal.

Les cédules et index, des deux versions, sont imprimés par M. *Elz. Vincent*, Québec.

4o. Le prix par 1000 *ems*. 50 cts.

5o. Les conditions générales sont :

Composition, 50 cts. par 1000 *ems*.

Impression, 30 cts. par 16 pages, Octavo Royal.

A chacun d'eux, pour tenir les caractères debout, durant 12 mois, près de 9000 lbs. de caractères, \$1000-33 $\frac{1}{2}$  par cent sur le prix coûtant du papier—celui-ci ne coûte que \$4.50 par rame de 60 lbs.—Reliure 50 cts. par volume, suivant bon modèle.

6. A MM. <i>Belleau &amp; Marcotte</i> .....	\$5,600.00
“ <i>La Compagnie de la Patrie</i> .....	4,600.00
“ <i>La Compagnie du Herald</i> .....	7,600.00
“ <i>La Compagnie de l'Étendard</i> .....	6,100.00
“ <i>M. Elz. Vincent</i> .....	4,000.00

7. Le coût probable dépassera un peu \$100,000.00, mais dans les estimés qui sont de \$108,000.00, il y a environ \$5,000.00, pour imprévus.

8. Cette dépense, très difficile à apprécier avant d'avoir connu la législation en voie, est portée à \$18,000; il peut se faire qu'elle soit un peu moindre.

Par M. *Faucher de St. Maurice*.—Est-ce l'intention du gouvernement de faire distribuer à la Législature le dernier ouvrage de M. *Bourinot* intitulé : *Manual of the Constitutional History of Canada* ?

Cet ouvrage comprend tout ce qui s'est passé au point de vue de l'histoire constitutionnelle du *Canada*, depuis les débuts de la *Nouvelle France* jusqu'à l'année 1888.

Réponse par l'honorable M. *Gagnon*.—Si cet ouvrage est reçu par qui de droit, avec les informations nécessaires, quant aux prix, etc., le gouvernement décidera.

Par M. *Faucher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un entomologiste chargé officiellement de renseigner les cultivateurs sur les insectes nuisibles ou utiles à l'agriculture ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Sous considération.

Par M. *Fancher de Saint-Maurice*.—Est-ce l'intention du gouvernement de pourvoir à l'établissement d'un jardin botanique dans la ville de *Québec*, où l'on pourrait étudier toutes les essences forestières de la province ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Sous considération.

Par l'honorable M. *Flynn*.—Est-ce l'intention du gouvernement de soumettre à cette Chambre, à la prochaine session, un projet de loi sur le sujet des ponts en fer, indiquant clairement les principes d'après lesquels des subventions seront accordées pour aider à la construction de ces ponts, et les conditions générales que les municipalités devront remplir pour y avoir droit ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Cette importante question sera soigneusement étudiée durant la vacance, en vue d'une solution pratique et raisonnable.

Par l'honorable M. *Flynn*.—Est-ce l'intention du gouvernement d'inscrire, à l'avenir, séparément et en détail, au budget annuel, les différentes sommes qu'il entend faire approprier et dépenser pour aider à la construction de ces ponts dans la province ?

Réponse par l'honorable M. *Mercier*.—Même réponse.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain, à 11 heures A. M.

Jeudi, 12 Juillet 1888.

Onze heures A. M.

L'honorable M. Gagnon met devant la Chambre, le résumé suivant des travaux de la session :

Bills introduits y compris les Bills du Conseil...	197
Bills venus du Conseil Législatif.....	10
Bills passés.....	129
Pétitions présentées.....	353
Avis de motions.....	472
Rapports des comités permanents et spéciaux...	63
La Chambre en comité général.....	180
Nombre de séances.....	41
Nombre de documents de la session, réponses aux adresses et ordres de la Chambre.....	106
Adresses.....	43
Ordres de la Chambre.....	83

Sur motion de M. *McIntosh*, secondé par l'honorable M. *Taillon*.

Ordonné, Que l'honoraire de \$100 payé sur le Bill constituant en corporation "*The Boston and Air Line Railway Company*," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte relatif à la vente et l'administration des terres publiques, aux bois et aux mines, ainsi qu'au défrichement des terres et à la protection des forêts. "

Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre les lois de la pêche. "

Bill intitulé : " Acte pour amender certains articles du Code de Procédure civile. "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre 34, concernant le Barreau de la province de *Québec*. "

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *St-Chrysostôme*. "

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les Bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres, requérant célérité. "

Bill intitulé : " Acte concernant l'indemnité législative. "

Bill intitulé : " Acte pour déclarer indemnes certains membres de l'Assemblée Législative. "

Bill intitulé : " Acte pour pourvoir au remplacement de l'Orateur de l'Assemblée Législative en certains cas. "

Bill intitulé : " Acte relatif aux subventions des chemins de fer. "

Bill intitulé : " Acte pour amender les actes concernant l'instruction publique en cette Province. "

Bill intitulé : " Acte amendant l'acte 33 Victoria, chapitre 32, concernant la formation des compagnies pour l'empierrement des chemins. "

Bill intitulé : " Acte relatif aux voitures d'hiver. "

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 47 Victoria, chapitre 8, concernant la tenue des cours supérieure et de circuit et le code de procédure civile. "

---

Bill intitulé : " Acte pour imposer certaines taxes directes sur certaines corporations commerciales. "

Bill intitulé : " Acte amendant la lois des licences de *Québec*. "

Bill intitulé : " Acte pourvoyant à la nomination de commissaires pour recevoir les affidavits dans les pays étrangers et amendant le code de procédure civile à cet effet. "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 49-50 Victoria chapitre 34, concernant le Barreau de la Province de *Québec*, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender certains articles du Code de procédure civile, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *St-Chrysostôme*, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre adoptés leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre les lois de la pêche, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : " Acte relatif à la vente et l'administration des terres publiques, aux bois et aux mines, ainsi qu'au défrichement des terres et à la protection des forêts, " lesquels sont lus deux fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le Conseil Législatif, dans les dits amendements ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en Comité général sur le Bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte concernant les répartitions et la construction d'églises dans la paroisse de *Sainte-Marie de Notre-Dame du Bon Conseil*, " et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. *Blanchet* fait rapport que le Comité a examiné le Bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe sans amendement.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill, sans amendement.

L'honorable M. Gagnon, du Comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le troisième rapport de ce Comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné tous les documents mis devant la Chambre, et recommande l'impression des suivants, dans les deux langues et en pamphlets et comme documents de la session :

13.—Réponse à l'Ordre du 12 mai 1887, pour 1. Un état, année par année, de toutes les sommes payées par la province, à quelque titre que ce soit, à MM. *Lacoste, Globensky et Bisailon*, avocats de *Montréal*, ou à l'un quelconque de ces messieurs, du 30 juin 1880 au 31 janvier 1887 ;

2. Copie de chacun des comptes et mémoires de frais sur lesquels ces sommes ont été payées.

29. Réponse à une Adresse du 21 mai 1888, demandant la production de la correspondance et de tous les documents relatifs à l'émission des débentures provinciales pour un montant n'exédant pas trois millions et demi de piastres, autorisé par le chapitre 2, 50 *Victoria*.

31. Réponse à un Ordre du 4 juin 1888, pour copie du rapport du maître de l'école de navigation de *Quebec*, avec le nom des élèves qui ont suivi les cours de cette école, depuis la dernière session jusqu'à cette date.

33. Réponse à un Ordre du 28 mai 1888, pour copie de la lettre en date du 12 avril 1878, adressée à l'honorable M. D. A. Ross, alors procureur général, par M. L. J. C. *Fiset*, protonotaire, au sujet des registres de la *Prevosté de Québec*, qui sont en possession de la Société littéraire et historique de *Québec*.

34. Réponse à un Ordre du 30 mai 1888, pour copie de la prise de possession par le shérif du district de *Quebec*, au nom du Roi d'*Angleterre* des biens des *Jésuites*, avec la copie du retour du shérif, fait le 16 avril, 1800.

44. Réponse à une Adresse du 28 mai 1888, demandant copie de la commission nommant l'honorable Sir A. A. *Dorion*, commissaire pour s'enquérir de certains faits relatifs à la démission de l'honorable M. *Lavallée* comme conseiller législatif et à la lettre écrite par le dit M. *Lavallée* retirant la dite démission, aussi copie de toutes instructions, lettres ou documents accompagnant cette commission, de l'ordre en conseil autorisant cette commission, du rapport de l'honorable commissaire et documents y annexés plaintes, indictements et mandats d'arrestation, témoignages et de toutes pièces de procédures criminelles contre le dit *Lavallée*.

50. Réponse à un Ordre du 6 juin 1888, pour copie de la correspondance échangée entre le Comte *Nicolay* et l'honorable M. *Mercier*, Premier Ministre de la Province de *Quebec*, à propos des manuscrits du Maréchal de *Lévis*.

53. Réponse à une Adresse du 4 juin 1888, demandant le rapport de toutes décisions du Conseil privé fédéral désavouant tous actes ou parties d'acte de cette Législature depuis 1882 jusqu'à ce jour, avec indication de la date de chaque désaveu ; copies des Ordres du Conseil et de toutes correspondances intervenues entre le gouvernement de cette province relativement à ces désaveux ; aussi copie de toutes correspondances entre les deux gouvernements se rattachant à la législation de cette province.

Aussi, copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de *Québec* et d'*Ottawa*, au sujet du désaveu des lois provinciales durant les deux dernières années.

61. Réponse à un Ordre de la Chambre, du 6 juin 1888, pour un état de toutes les sommes payées par la Province pendant les années 1885-86, 1886-87, 1887-88, pour les objets suivants :

1. Ecoles de réforme et d'industrie ; 2. Asiles d'aliénés ; 3. Instruction publique ; 4. Agriculture ; 5. Colonisation ; 6. Institutions de charité ; 7. Chemins de fer.

66. Réponse à une Adresse du 11 juin 1888, demandant copie du rapport du Conservateur du musée de l'Instruction publique, pour l'année expirée le 31 décembre 1887 ; et aussi copie de ses catalogues d'insectes, de mollusques, de crustacées et de fossiles de la province de *Quebec*, le tout faisant partie du dit musée.

69. Réponse à un Ordre de la Chambre, du 20 juin 1888, pour copie de la correspondance échangée entre l'Université *Laval* et le Gouvernement de cette province au sujet d'une subvention.

81. Réponse à une Adresse de l'Assemblée Législative, du 13 juin 1888, demandant copie de l'ordre en conseil du 18 août 1887, nommant les membres de la Commission agricole, des instructions qui l'accompagnent, des procès-verbaux de la dite commission, des rapports faits par icelle ou par aucun ou plusieurs de ses membres, ainsi que toutes les requêtes des diverses écoles d'agriculture de la province ou autres, relativement aux suggestions de la dite commission et l'état des dépenses encourues par la commission.

101. Réponse à un Ordre du 4 juin 1888, pour,—1o. toute correspondance échangée entre M. *Beausoleil*, avocat, de la cité de *Montréal*, et le gouvernement ou quelqu'un de ses membres, relativement à la perception des arrérages de taxe dus par les corporations municipales.

2. Etat des sommes totales reçues par M. *Beausoleil*, la date de ces remises ainsi que les noms des corporations commerciales ayant payé ces arrérages de taxe.

3. Les noms des corporations qui n'ont pas payé ces arrérages ou avec lesquelles il y a eu compromis, indiquant les sommes déduites ou défalquées.

4. Etat de toutes les remises faites au gouvernement par M. *Beausoleil* avec les dates de ces remises.

5. Etat indiquant la liste des actions intentées par M. *Beausoleil*, le nombre des actions renvoyées et celui des actions pendantes actuellement, ainsi que la somme à lui payée par le gouvernement pour frais et autres choses touchant ces actions.

6. Etat de la somme payée à M. *Beausoleil* pour sa commission sur la perception des arrérages de taxe de ces corporations commerciales.

105. Réponse à un Ordre du 9 juillet 1888, pour copie de la correspondance entre le gouvernement ou aucun de ses membres et la Société de colonisation du diocèse de *Montréal*, au sujet d'un projet de Bill des terres de la couronne relativement à la colonisation.

106. Réponse à un Ordre du 11 juillet 1888, pour copie du rapport de l'Imprimeur de la Reine, en date du 25 juin dernier, sur le coût probable de la refonte des statuts.

*Résolu*, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

#### INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par l'honorable M. *Blanchet*,—1. Combien M. *Beausoleil* réclame-t-il, à titre de commission, pour la perception des taxes sur les corporations commerciales ?

2. Y a-t-il jamais eu des conventions entre le gouvernement et M. *Beausoleil* au sujet de cette commission ?

Réponse par l'honorable M. *Shehyn*,—1. Aucune réclamation n'a été faite par lui jusqu'à ce jour.

2. Non.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à 2 heures et demie P. M., aujourd'hui.

2.30 P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les Bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1888, et le 30 juin 1889, et pour d'autres fins du service public.

Bill intitulé : "Acte pour amender l'article 376 du code de procédure civile."

Et Bill intitulé : "Acte concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette."

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par *Samuel Staunton Hatt*, Ecuier, Gentilhomme Huissier à la *Verge Noire* :

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux Bills publics et privés qui suivent :

B.—Acte pourvoyant au remplacement des originaux détruits des statuts.

D.—Acte constituant en corporation "La compagnie du chemin de fer de jonction et des carrières de *Philipsburg*."

E.—Acte pour autoriser les syndics de la Congrégation de l'Eglise *Saint-André*, à *Lévis*, dans la Province de *Quebec*, en rapport avec l'Eglise Presbytérienne du *Canada*, à louer ou à vendre un certain lot de terrain à *Lévis*.

F.—Acte constituant en corporation la Compagnie électrique du comté de *Richmond*.

G.—Acte permettant à l'honorable *Henri Gustave Joly* d'ajouter les mots suivants à son nom "de *Lotbinière*."

H.—Acte amendant l'article 1080 du code municipal.

J.—Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer d'*Orford*.

K.—Acte pour donner aux cours civiles du district de *Quebec* juridiction concurrente sur le comté de *Bellechasse*.

L.—Acte amendant l'acte 41 Vict., chap. 48, constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *Saint-Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay*.

M.—Acte autorisant "*The Magog Textile and Print Company*" à emprunter de l'argent et à émettre des obligations.

N.—Acte pour amender le chap. 41 du statut 50 Vict., intitulé : "Acte concernant l'incorporation des Associations littéraires et d'amusement.

O.—Acte concernant les répartitions et la construction d'églises dans la paroisse de *Sainte-Marie de Notre-Dame du Bon Conseil*.

2.—Acte amendant certains articles du code municipal.

3.—Acte déclarant que les territoires érigés en paroisses, en vertu de l'acte 34 Vict., chap. 8, sont des municipalités scolaires, et faisant disparaître tout doute à ce sujet.

4.—Acte concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres, requérant célérité.

5.—Acte pour amender les lois de l'instruction publique.

6.—Acte pour amender l'acte 48 Victoria, chapitre 7, relativement à l'agriculture.

7.—Acte concernant la santé publique

8.—Acte relatif aux officiers de justice.

9.—Acte pour amender et refondre les lois de la pêche.

10.—Acte pourvoyant au règlement de certaines questions en litige entre les provinces de *Quebec* et *Ontario*, par voie de l'arbitrage.



- 
- 12.—Acte amendant la loi relative aux magistrats de districts.
  - 13.—Acte concernant les terres publiques et les bois et forêts.
  - 14.—Acte concernant la nomination d'un président du conseil exécutif de la province.
  - 15.—Acte concernant les statuts refondus de la province de Québec.
  - 20.—Acte amendant la charte de la Compagnie du pont de *Windsor et Brompton*.
  - 21.—Acte amendant la charte de "*The Orford copper and sulphur Company*."
  - 22.—Acte augmentant les pouvoirs de la Compagnie de marbre de *Sherbrooke* et de la Compagnie de chaux et de marbre de *Dudswell*.
  - 23.—Acte refondant l'acte qui constitue en corporation la Société *Saint-Jean-Baptiste* de la ville de *Saint-Jean* (31 Vict., ch. 50.)
  - 24.—Acte pour remettre en vigueur la charte de la Compagnie du chemin de fer des *Comtés-Unis* et prolonger les délais pour le commencement et le parachèvement de ses travaux.
  - 25.—Acte refondant et amendant l'acte 12 Victoria, chapitre 149, qui constitue en corporation l'Association *Saint-Jean-Baptiste* de *Montréal*.
  - 26.—Acte pour permettre la tenue et l'exploitation d'une certaine traverse (passage d'eau) sur la rivière *Yamaska*, dans la paroisse de *Saint-Michel* d'*Yamaska*, comté d'*Yamaska*.
  - 28.—Acte régularisant la cléricature de *Théophile Alexandre alias Alexandre Archambault*, médecin, de la paroisse de *Saint-Paul l'Ermite*, comté de l'*Assomption*.
  - 29.—Acte autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre, après examen, *Edouard Honoré Tellier*, au nombre de ses membres.
  - 30.—Acte autorisant *Felix Laroche*, à exercer la profession médicale.
  - 31.—Acte pour constituer en corporation l'Union *Saint-Joseph* de *Saint-Henri*.
  - 32.—Acte pour régulariser la cléricature de *Aimé Prosper Aquila Pichette* et permettre au bureau provincial de médecine de l'admettre au nombre de ses membres.
  - 33.—Acte constituant en corporation l' "*Union Saint-Joseph* de *Saint-Hyacinthe*."
  - 34.—Acte constituant en corps politique et société "*The Forest and Stream Club*."
  - 35.—Acte amendant l'acte 46 Vict., ch. 88, intitulé : "Acte pour amender et refondre les différents actes concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et du *Lac Saint-Jean*."
  - 36.—Acte amendant l'acte constituant en corporation la ville de *Saint-Henri*.
  - 37.—Acte constituant en corps politique et société "*The Shamrock Amateur Athletic Association*."
  - 38.—Acte autorisant le conseil municipal du canton de *Dundee* à contracter un emprunt ou à émettre des obligations (débentures) dans le but de racheter les droits des sauvages à une partie du territoire de ce canton et pour d'autres objets.
  - 39.—Acte amendant l'acte 23 Vict., ch. 136, de la ci-devant province du *Canada*, concernant la Communauté des Filles de *Sainte-Anne*.
  - 40.—Acte constituant en corporation "*The Portage-du-Fort and Bristol Branch Railway Company*."
  - 41.—Acte pour régulariser la cléricature de *Prosper Onézime Lauzon*.
  - 42.—Acte constituant en corporation "*La Compagnie de chemin de fer de Jonction* de *Napierville*."
  - 43.—Acte constituant en corporation "*L'Union des tailleurs de cuir* de Québec."
  - 44.—Acte amendant le statut 46 Victoria, chap. 82, constituant en corporation la ville d'*Hochelaga*, maintenant la ville de *Maisonneuve*.
  - 45.—Acte constituant en corporation le "*Cercle De La Salle*."
  - 46.—Acte ratifiant et confirmant certaines résolutions du conseil municipal du village de la *Côte Saint-Antoine*, accordant une commutation des taxes municipales ordinaires payables par l'Association des gymnastes amateurs de *Montréal* sur ses terrains situés à la *Côte Saint-Antoine*.
  - 47.—Acte amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la ville de *Lévis*, refondu par l'acte 36 Vict., chap. 60, et les actes qui l'amendent.
  - 48.—Acte constituant en corporation "*l'Hôpital protestant* de *Sherbrooke*."

49.—Acte amendant l'acte 44-45 Vict., chap. 75, constituant en corporation la ville de *Longueuil*.

50.—Acte amendant l'acte 47 Vict., chap. 90, qui constitue en corporation la ville de *Sainte-Cunégonde*, amendé par l'acte 49-50 Vict., chap. 51.

52.—Acte pour amender certains articles du code civil.

53.—Acte pour amender certains articles du code de procédure civile.

54.—Acte pour amender l'acte de cette province, 44-45 Vict., chap. 17, intitulé : "Acte pour assurer le paiement du constructeur et de l'ouvrier."

60.—Acte constituant en corporation les Frères de l'instruction chrétienne.

61.—Acte pour augmenter le capital de la Compagnie canadienne de caoutchouc de *Montréal*.

62.—Acte accordant une rémunération aux exécuteurs testamentaires de feu *John Pratt*.

64.—Acte pour amender de nouveau l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 12 Vict., ch. 143, concernant les Pères Oblats.

65.—Acte autorisant la compagnie "*The Standard Life Assurance Company*" à poursuivre et à être poursuivie et à acquérir et posséder des immeubles sous le nom de "*The Standard Life Assurance Company*."

66.—Acte amendant et consolidant les statuts constituant en corporation la ville et cité de *Saint-Hyacinthe* et ceux qui les amendent, et donnant d'autres pouvoirs au maire et au conseil de ville de *Saint-Hyacinthe*.

67.—Acte accordant à la ville de *Coaticook* une charte spéciale.

68.—Acte amendant l'acte 18 Victoria, chapitre 72, concernant la Société Evangélique de la Grande Ligne.

69.—Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer du *Saint-Laurent* et du *Nord-Ouest*.

72.—Acte pour amender le code municipal.

73.—Acte pour amender l'acte 49-50 Vict., chap. 74, relatif à l'exploitation du gaz combustible en cette province.

77.—Acte amendant le chapitre 18 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*.

79.—Acte autorisant "L'Institut des Artisans de *Montréal*" à emprunter de l'argent sur hypothèque.

80.—Acte constituant en corporation la congrégation religieuse dite "*The Advent Christian Church*."

81.—Acte constituant en corporation les Petites Sœurs des Pauvres.

82.—Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin fer de *Joliette* et *Saint Jean de Matha*.

83.—Acte autorisant les Sœurs Grises de l'Hôpital-Général de *Montréal* à vendre un lopin de terre dans la paroisse de *Saint-Joseph de Chambly*."

86.—Acte pour mieux définir le mode de procéder aux inhumations et aux exhumations.

87.—Acte amendant le chapitre 62 de l'acte 43-44 Victoria "intitulé : "Acte pour amender et refondre l'acte incorporant la ville de *Saint-Jean* et les actes l'amendant" et l'acte 44-45 Victoria, chap. 74, intitulé : "Acte pour amender la charte de la ville de *Saint-Jean*, 43-44 Vict., chap. 62."

88.—Acte constituant en corporation la Compagnie industrielle de *Drummondville*

90.—Acte autorisant la Compagnie d'assurance sur la vie, dite du Soleil à posséder des immeubles dans la province, pour un montant plus considérable qu'il ne lui est permis de la faire actuellement.

91.—Acte amendant la charte d'incorporation de la ville de *Terrebonne* et l'acte qui l'amende.

92.—Acte réglementant les cotisations d'églises dans les paroisses catholiques romaines de *Montréal*, en ce qui concerne les paroisses nationales.

93.—Acte constituant en corporation la ville de *Drummondville*.

94.—Acte autorisant la vente de certains immeubles grevés de substitution en faveur des enfants de *Louis Arthur Zotique Pouliot*.

95. Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Québec Oriental*.

96.—Acte détachant le canton de *Hereford* et une partie du canton de *Clifton*, du comté de *Compton* et les annexant au comté de *Stanstead* pour les fins judiciaires, et à la circonscription d'enregistrement de *Coaticook* pour les fins d'enregistrement.

97.—Acte à l'effet d'amender et refondre les actes relatifs à la "*Young Men's Christian Association*," de *Montréal*.

98.—Acte constituant en corporation l'Union des écoles du dimanche de la province de *Québec*.

99.—Acte autorisant la Compagnie royale d'électricité de *Montréal* à emprunter de l'argent et à émettre des obligations.

101.—Acte constituant en corporation la compagnie des ponts de *Sainte-Clotilde de Horton*.

102.—Acte pour changer les limites du village d'*Arthabaskaville*.

103.—Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer *Saint-Maurice*.

104.—Acte autorisant *Joseph Antoine Lalonde* à vendre et à disposer de certains biens.

105.—Acte autorisant la vente d'immeubles appartenant à la substitution créée par le testament de feu *John Monk* et le placement et remplacement du produit de telle vente.

106.—Acte amendant un acte passé dans la 50ème année du règne de Sa Majesté, intitulé : "Acte amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer d'*Ottawa* et de la *Vallée de la Gatineau*."

107.—Acte pour amender l'acte 376 du Code de procédure civile.

108.—Acte pour amender le chapitre 39 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada* quant aux Lettres Patentes émises avant le 2 août 1851.

110.—Acte amendant de nouveau les actes qui constituent en corporation la corporation de la cité de *Quebec*.

114.—Acte constituant en corporation la Compagnie manufacturière de *Chambly*.

115.—Acte pour autoriser la consolidation de la dette de la cité de *Montréal* et pour d'autres fins.

116.—Acte amendant l'acte constituant en corporation la Compagnie "*Dominion Lime Company*."

117.—Acte confirmant un bail à loyer passé entre la cité de *Montréal* et l'Hôpital Royal *Victoria*.

120.—Acte validant certaines procédures non contentieuses sur lesquelles les timbres requis par la loi, n'ont pas été apposés par *P. J. U. Beaudry* protonotaire, du district de *Beauharnois*.

122.—Acte constituant en corporation "*The Orford Mountain Railway Company*."

123.—Acte amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer de *Lachine* et d'*Hochelaga*. (46 Vict., chap. 100.)

125.—Acte amendant les divers actes concernant la constitution en corporation de la cité des *Trois-Rivières*.

126.—Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *St-Chrysostôme*.

132.—Acte pour amender l'article 81 du Code du Notariat.

141.—Acte pour amender l'acte 47 Vict., ch. 8, concernant la tenue des cours supérieure et de circuit et le code de procédure civile.

142.—Acte amendant l'acte 36 Vict., ch. 25, concernant certaines compagnies à fonds social.

144.—Acte amendant "l'Acte refondu des chemins de fer de *Québec*, 1880."

146.—Acte pourvoyant à la nomination de commissaires pour recevoir les affidavits dans les pays étrangers et amendant le code de procédure civile, à cet effet.

150.—Acte constituant les cantons de *Guigues*, *Duhamel* et *Laverlochère*, dans le comté de *Pontiac*, en une municipalité jouissant des pouvoirs d'un conseil de comté.

151.—Acte pour réduire le quorum de l'Assemblée Législative à quinze membres au lieu de vingt.

152.—Acte amendant l'acte 48 Vict., ch. 32, concernant la protection de la vie et de la santé des personnes employées dans les manufactures.

153.—Acte amendant l'acte 43-44 Vict., ch. 43, relatif aux chemins de fer.

157.—Acte pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre 33, concernant les aspirants à l'étude et à l'exercice des professions libérales qui ont pris part à l'expédition du *Nord-Ouest*, en 1885.

163.—Acte amendant l'article 1325 du Code de procédure civile.

165.—Acte relatif aux voitures d'hiver.

167.—Acte pour amender l'acte 47 Victoria, chapitre 23, concernant les écoles d'industrie.

168.—Acte amendant l'acte 33 Victoria, chapitre 32, concernant la formation des compagnies pour l'empierrement des chemins.

169.—Acte relatif au règlement de la question des "Biens des Jéuites."

174.—Acte pour amender l'acte 49-50 Vict., ch. 34, concernant le Barreau de la province de *Quebec*.

178.—Acte pour imposer certaines taxes directes sur certaines corporations commerciales.

183.—Acte pour amender l'acte passé dans la présente session, sous le No. 5, et intitulé : "Acte amendant les lois concernant l'instruction publique."

184.—Acte pour amender les actes concernant l'instruction publique en cette province.

189.—Acte pour pourvoir au remplacement de l'Orateur de l'Assemblée Législative en certains cas.

190.—Acte concernant l'indemnité législative.

191.—Acte pour déclarer indemnes certains membres de l'Assemblée Législative.

192.—Acte relatif aux subventions des chemins de fer.

194.—Acte amendant la loi des licences de *Québec*.

196.—Acte concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette.

Alors l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative adresse la parole à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

" Qu'il plaise à Votre Honneur :

" Au nom de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, je présente un Bill intitulé : " Acte pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du Gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1888 et le 30 juin 1889, et pour d'autres fins du service public," lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner."

A ce Bill la sanction Royale a été donnée dans les termes suivants :

" Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce Bill."

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'adresser aux deux Chambres, le discours suivant :

---

*Honorables messieurs du Conseil Législatif ;*

*Messieurs de l'Assemblée Législative :*

Vos travaux législatifs sont terminés, et vous allez pouvoir retourner dans vos foyers, où vous jouirez d'un repos que vous avez si bien gagné.

Vous avez rempli vos devoirs officiels avec intelligence et patriotisme, et la courtoisie qui a marqué vos débats est propre à rehausser nos institutions provinciales et à les faire respecter davantage.

Je vous félicite de l'unanimité avec laquelle vous avez voté certains projets de loi importants, et particulièrement ceux qui ont pour objet de régler la question des biens des Jésuites et d'accorder de nouveaux subsides aux chemins de fer. Il y a lieu d'espérer que la conversion de la dette, que vous avez autorisée, se fera dans des conditions avantageuses à la province et justes pour les porteurs de nos débentures.

*Messieurs de l'Assemblée Législative :*

Je vous remercie des subsides que vous avez votés à Sa Majesté pour le service public, et particulièrement de ceux destinés à favoriser l'agriculture, la colonisation et nos maisons d'éducation. Mon gouvernement se propose de prendre les mesures nécessaires pour que ces subsides soient dépensés avec toute l'économie possible.

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif ;*

*Messieurs de l'Assemblée Législative :*

En vous remerciant de votre assiduité dans l'exécution de vos travaux importants, je prie le ciel de vous bénir, vous, vos familles et le peuple de cette province.

Alors, l'honorable Orateur du Conseil Législatif dit :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif ;*

*Messieurs de l'Assemblée Législative ;*

C'est la volonté et le plaisir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur que cette Législature Provinciale soit prorogée à mercredi, le vingt-deuxième jour d'août prochain, pour être ici tenue ; et cette Législature Provinciale est, en conséquence, prorogée à mercredi, le vingt-deuxième jour d'août prochain.

# INDEX

DU

## VINGT-DEUXIÈME VOLUME

---

51-52 VICTORIA, 1888

---

**A**CTES :—Bill pour rendre uniforme l'exécution de certains actes dans la Province de Québec et pour amender les articles 2040 et 2041 du Code Civil du Bas Canada, (M. *Gladu*) ; présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 126.

ACTE DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE DU NORD, 1867 :

1. Motion pour que la Chambre se forme en Comité pour prendre en considération certaines résolutions proposées concernant les amendements à l'—, 48. Débats ajournés, 49, 54, 57, 59, 60. Débats repris ; Amendement de l'honorable M. *Taillon* proposé et négativé, 64. Motion principale adoptée, 64. La Chambre se forme en comité ; Série de résolutions, 65. Résolutions rapportées, 71. Amendement de l'honorable M. *Flynn* proposé à la seconde lecture de ces résolutions et négativé, 83. Lues la seconde fois et adoptées, 83. Adresse priant le Lieutenant-Gouverneur de communiquer au Gouverneur Général et au Secrétaire d'Etat pour le Canada que cette Chambre a concouru dans ces résolutions, 83. Voir *Votes et Divisions*, 1.

2. Adresse priant le Lieutenant-Gouverneur de transmettre les résolutions touchant les amendements à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, par l'entremise du Gouverneur Général au Secrétaire d'Etat pour les colonies, en vue d'obtenir du Gouvernement Impérial la promulgation des dits amendements, 335.

Voir *Adresses 2 et 3*.

ACTES DÉSAVOUÉS :—Rapport de toutes décisions du Conseil privé fédéral, désavouant tous actes ou parties d'actes depuis 1882. 117, 185. Voir *Documents*, 53.

ACTE ÉLECTORAL DE QUÉBEC :

1. Bill pour amender la section 251 de l'acte électoral de Québec, (M. *LeBlanc*) ; présenté, 111. Ordre pour seconde lecture déchargé ; bill renvoyé au comité de Législation, 190. Motion pour que l'ordre pour renvoyer ce bill au comité de Législation soit déchargé et que ce bill soit remis sur l'ordre du jour, négativée, 330.

2. Bill amendant l'acte électoral de Québec, (M. *Cameron*) ; présenté, lu la première fois et renvoyé au comité de Législation, 198.

Voir *Elections*, 4. Voir aussi *Elections contestées*, 2.

ACTE MÉDICAL :—Acte Médical de la Province de Québec, (M. *Lafontaine*) ; présenté, 50. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial, 129. Membres ajoutés à ce comité, 145. Premier rapport, 153.

Pétitions contre certaines parties du Bill, 78, 110, 152, 161, 204.

ACTES PASSÉS EN 1886 :—Ordre en Conseil etc., au sujet des actes passés par la Législature de Québec, durant la session de 1886, 88. Voir *Documents, A*.

ACTE 12 VICT., CHAP. 43 DE LA CI-DEVANT PROVINCE DU CANADA :—Voir *Pères Oblats*.

ACTE 23 VICT., CHAP. 136 :—Voir *Lachine, Communauté des Filles de Sainte-Anne*.

ACTE 25 VICT., CHAP. 98 :—Bill pour abroger l'—. Voir *Victoria 25, chapitre 98*.

ACTE 38 VICT., CHAP. 74, SECT. 7 :—Pétition demandant des amendements à l'—, 161.

ACTE 42-43 VICT., CHAP. 21 ET 22 :—Bill pour abroger l'acte—, (M. *Lafontaine*) ; présenté, 198.

ACTE 47 VICT., CHAP. 8, SECT. 4 :—Voir *Cours Supérieure et de Circuit*.

ACTE 49-50 VICT., CHAP. 34, SECT. 96 :—Voir *Barreau de la Province de Québec*.

## Adresses :

A SON EXCELLENCE LE GOUVERNEUR-GÉNÉRAL :—

1. *Lord Stanley of Preston* :—Comité nommé chargé de présenter à Son Excellence— une adresse de bienvenue ; Le comité fait rapport ; adresse adoptée ; devant être grossoyée, 181. Message au Conseil Législatif lui demandant son concours, 182. Message du Conseil adoptant la dite adresse, 193.

A SON HONNEUR LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—

2. *Acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867* :—Priant Son Honneur de vouloir communiquer à Son Excellence le Gouverneur-Général et au Secrétaire d'Etat pour le Canada que cette Chambre a concouru dans certaines résolutions ayant en vue la promulgation par le Parlement Impérial de certains amendements à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, 83.

3. Priant Son Honneur de transmettre les résolutions touchant les amendements à l'—, par l'entremise du Gouverneur Général au Secrétaire d'Etat pour les colonies, en vue d'obtenir du Parlement Impérial la promulgation des dits amendements, 335.

4. *Discours du Trône* :—Motion pour une adresse en réponse au Discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à l'ouverture de la session, 37, 38. Adoptée, 41. Renvoyée à un comité spécial, 41. Adresse rapportée, 41. Adoptée ; Ordre d'en faire la grosse ; Devant être présentée par les membres du Conseil Exécutif, 43. Réponse, 57.

5. *Hull* :—Priant Son Honneur, qu'en vue du récent incendie dans la cité de Hull, il émette son mandat au Trésorier de la Province pour la somme de \$5000, pour venir en aide aux victimes de cette incendie, 193.

---

ADRESSES :—*Suite*.

6. *Pont sur le fleuve St. Laurent à Québec* :—Priant Son Honneur de vouloir bien transmettre au gouvernement de la Puissance, certaines résolutions alléguant que la construction d'un—, est d'une importance vitale et que cette Chambre verrait avec plaisir le gouvernement de cette Province contribuer au succès de cette grande entreprise, aussitôt que les autorités fédérales auront fait ce qu'elles doivent faire à cet égard, 164.

ADVENT CHRISTIAN CHURCH :—Petition demandant un acte constituant en corporation la congrégation religieuse dite "*The Advent Christian Church*," 101. Avis, 121. Bill (l'honorable M. *McShane*) ; présenté, 124. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 135. Rapporté amendé, 187. Considéré en Comité général ; rapporté ; passé, 200. Par le Conseil, 318. Honoraire remis, 221. S. R., 418. (51-52 Vic., c. 58.)

## AGRICULTURE :—

1. La Chambre décide de se former en Comité général pour considérer résolution concernant l'— ; Recommandation de Son Honneur ; Le Comité délibère ; Résolution rapportée et adoptée, 53. Bill basé sur cette résolution ; Voir *ci-dessous*, 2.

2. Bill pour amender l'acte 48 Victoria, chapitre 7, concernant l'agriculture (l'honorable Mr. *Mercier*) ; présenté, 53. Lu la seconde fois ; renvoyé à un Comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 91. Par le Conseil, 156. S. R., 416. (51-52 Vic., c. 14.)

3. Sommes payées par la Province pour—, depuis 1885, 133, 205. Voir *Documents*, 61.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité permanent nommé, 37, 45. Premier rapport recommandant une réduction du *quorum*, 55. *Quorum* réduit à sept membres, 55. Adopté, 55. Membres ajoutés à ce comité, 64. Requête des Trappistes d'Oka, renvoyée devant ce comité, 120. Second rapport ; comité ne croit pas devoir recommander au gouvernement de renoncer au capital de la créance contre les Rev. Pères Trappistes d'Oka ; ni l'octroi d'un nouveau subside à cette communauté ; recommande le prêt de \$6,000 à la communauté des Frères de la Compagnie de Marie de Notre Dame de Montfort ; approuve les parties les plus importantes du Rapport de la Commission agricole, 394. Motion pour l'adoption du second rapport ; débat ; ajourné, 398.

Rapport de la Commission Agricole renvoyé à ce comité, 384.

AGRICULTURE ET TRAVAUX PUBLICS :—Rapport du Commissaire, 172. Voir *Documents*, 2.

ALIÉNÉS :—Correspondance au sujet du paiement par les municipalités pour l'entretien des aliénés, 98. Voir *Documents*, 22.

AMES DU PURGATOIRE :—Petition demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Œuvre des—," 49. Rapport que les avis nécessaires n'ont pas été donnés, 180.

ARBITRAGE ENTRE QUÉBEC ET ONTARIO :—Voir *Québec et Ontario*.

ARBRES FORESTIERS :—Copie de la proclamation mettant en force l'acte concernant la culture des—, 219, 267. Voir *Documents*, 84.



ARCHAMBAULT, ALEXANDRE :—Petition demandant un acte régularisant la cléricature de Théophile Alexandre *alias* Alexandre Archambault, médecin, de la paroisse de Saint-Paul l'Ermite, comté de l'Assomption, 107. Avis, 121. Bill (M. *Forest*), 122. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 135. Rapporté, 215. Considéré en comité général; rapporté; passé, 225. Par le Conseil, 326. Honoraire remis, 330. S. R. 417. (51-52 Vic., ch. 129.)

ARGENTEUIL, COMTÉ D' :—Argents de colonisation distribués dans,—depuis la dernière session; Instructions données au surintendant Kirwin et autres, concernant l'inspection des chemins de colonisation et ponts dans Argenteuil, 52, 261. Voir *Documents*, 77.

ARPENTAGES :—Liste de tous les arpentages ordonnés par le Gouvernement depuis le 29 janvier 1887, 329. Voir *Documents*, B.

ARRERAGES DE TAXES DUES PAR LES CORPORATIONS COMMERCIALES :—165. Voir *Documents*, O.

ARTHABASKA :—Bill pour étendre les limites judiciaire des cours civiles du district d'Arthabaska et leur donner juridiction concurrente, (M. *Girouard*), 381.

ARTHABASKAVILLE :—Petition demandant un acte pour changer les limites du village d'Arthabaskaville, 107. Avis, 121. Bill, (M. *Girouard*), présenté, 123. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 135. Rapporté, 211. Considéré en comité général; rapporté; passé, 224. Par le Conseil, 326. S. R., 419. (51-52 Vic., ch. 33.)

ASILES :—Rapport de la Commission des asiles nommée le 1er septembre 1887, 328. Voir *Documents*, 87.

ASILES D'ALIÉNÉS : Sommes payées par la Province, pour—depuis 1885, 133, 205. Voir *Documents*, 61.

## Assemblée Législative :

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur; à la barre du Conseil, à l'ouverture de la Session 1—, à la clôture de la Session, 416.

2. Message nommant les membres de la Commission de l'Economie interne, 87.

3. Bill pour réduire le *quorum* de l'Assemblée Législative à quinze membres au lieu de vingt, (L'honorable M. *Mercier*), présenté, 161. Lu la seconde fois sur division; renvoyé au comité général; considéré; lu la troisième fois sur division et passé sur division, 176. Par le Conseil, 229. S. R., 420. (51-52 Vic., ch. 4.)

4. Bill pour pourvoir au remplacement de l'Orateur de l'Assemblée Législative en certains cas, (L'hon. M. *Mercier*); présenté, 334. Lu la seconde fois; renvoyé à un comité général; considéré; amendé; rapporté; passé, 364. Par le Conseil, 412. S. R., 420. (51-52 Vic., ch. 5.)

5. Bill concernant l'indemnité législative :—Voir *Députés*, 3 et 4.

6. Bill pour déclarer indemnes certains membres de l'Assemblée Législative.—Voir *Députés*, 5.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—*Suite.**Réunions et ajournements de la Chambre :*

7. Continue à siéger après minuit, 60, 64, 137, 149, 219, 228. En comité, 210, 228.
8. Devant siéger le samedi, 154, 198, 229, 269, 367.
6. Motion pour trois séances par jour ; débat, 247. Débat repris ; motion adoptée, 269.
9. Devant avoir deux séances le même jour, 229. Trois séances, 247, 269.
10. Siége le samedi, 64, 154, 204, 241, 301.
11. Ajourne à une heure plus tôt qu'à l'ordinaire, 325. Plus tard, 377.
12. Devant ajourner au lendemain à 11 h. A. M. 325. A 2 h. P. M. 198.
13. Ajourne du 17 au 21 de mai, 49.
14. Ajourne du 24 mai au matin au 25 mai, 60.
15. Devant ajourner du 30 mai au 4 juin, 83, 101.
16. Devant ajourner du 23 au 26 juin par respect pour la Fête de la St. Jean-Baptiste, 229.
17. Ajourne faute de quorum, 302.
18. Ajourne sans que la question soit mise aux voix, 354, 358, 369, 377, 381.

ASSOCIATION AGRICOLE DES CANTONS DE L'EST :—Correspondance au sujet de la demande d'une aide en rapport avec l'incendie à l'exposition de Sherbrooke, en octobre 1887, 144, 203. Voir *Documents*, 56.

ASSOCIATIONS DE BIENFAISANCE, ETC. :—Bill pour constituer en corporation les—et les Sociétés nationales et religieuses ; (M. *Lareau*) ; Présenté, 50. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 104. Considéré ; rapporté progrès, 120. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 128.

ASSOCIATIONS LITTÉRAIRES ET D'AMUSEMENTS :—Bill pour amender l'acte incorporant les—(Du Conseil Législatif), 355. Sur motion de (M. *Tessier*) ; lu les trois fois et passé, 356. S. R., 416. (51-52 Vict., ch. 60.)

ASSOCIATION SAINT-JEAN BAPTISTE :—Voir *Montréal*, 4.

ASSURANCE DES MARCHANDS :—Voir *Compagnie d'Assurance des Marchands*.

ASSURANCE SUR LA VIE—DITE DU SOLEIL :—Voir *Sun Life Assurance Co.*

ASSURANCE SUR LA VIE—COMPAGNIE DITE STANDARD LIFE :—Voir *Standard Life Assurance Co.*

---

BAIE DES CHALEURS :—Documents concernant le subside payable à la Compagnie du chemin de fer de la—, 118, 356. Voir *Documents*, 88.

BAPTIST, GEORGE, FILS & CIE :—Documents au sujet de la réclamation de MM.—, en rapport avec la construction du *Loop Line*, à Trois-Rivières, 367, 409. Voir *Documents*, 104.

BARACHOIS :—Correspondance au sujet de la construction d'un pont sur la rivière—, 326, 328. Voir *Documents*, C.

BARBIERS :—Petitions demandant que les boutiques de—, soient fermées le Dimanche, 161.

BARRÉ & CIE, M. M. :—Copie de la requête de—, demandant de l'aide pour l'industrie de la fabrication des Vins Canadiens, 120, 202. Voir *Documents*, 59.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—

1. Bill pour amender la section 96 de l'acte 49-50 Victoria, chapitre 34, (*M. Robidoux*), 266. Renvoyé à un Comité général ; considérée ; objection soulevée en Comité à un amendement, pour la raison qu'il ne relève pas du sujet ; & sur appel à la Chambre de la décision du Président, sa décision est confirmée par M. l'Orateur, 381. Bill amendé ; rapporté ; passé, 384. Par le Conseil avec amendements, 412. Considérés & adoptés, 413. S. R., 420. (51-52 Vict., ch. 41). Voir *Questions*, 11.

2. Pétitions demandant que certaines dispositions du Barreau soient revoquées, 78, 110.

3. Bill amendant la section 49 de la 49-50 Vict., ch. 34, concernant le—, (*l'hon. M. Lynch*), présenté, 63. Lu la seconde fois & renvoyé à un comité général, 186. Ordre déchargé, bill renvoyé au comité de Législation, 209.

BATISCAN, RIVIÈRE :—Details de la somme de \$150 dépensée par N. P. Massicotte sur le pont de la rivière Batiscan, 180. Voir *Documents*, H H.

BEAU É DE :—

1. Documents relatifs à l'élection contestée de—, mis devant la Chambre, 22. Lus, 2. Imprimés, 27.

2. Rapport de J. B. Charleson au sujet des travaux de colonisation dans le—, 134, 261. Voir *Documents*, 78.

BEAUDRY, B. J. U. :—Bill validant certaines procédures non contentieuses sur lesquelles les timbres requis par la loi, n'ont pas été apposés par feu P. J. U. Beaudry, protonotaire du district de Beauharnois, (*M. Bisson*) ; présenté, 111. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 186. Motion pour comité général ; Signification de la recommandation de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ; Considéré ; rapporté ; passé, 189. Par le Conseil, 247. S. R., 419. (51-52 Vic., ch. 110.)

BEAUMONT, CHEMIN DE :—Documents relatifs à certaines parties du—, 48. Voir *Documents*, D.

---

BEAUPORT :—Union St. Joseph ; Etat d'affaires :—Voir *Documents*, No. 14.

BEAUSOLEIL, M. :—Correspondance avec,—relativement à la perception des arrérages de taxes dues par les corporations commerciales, 119, 408. Voir *Documents*, 101.

BEAUSOLEIL, M. EVANGELISTE :—Documents relatifs à la vente par le Gouvernement à,—des lots 16 et 17 du 13ème rang de Brandon, 245. Voir *Documents*, E.

BELINGE ET MALENFANT :—Correspondance concernant les débats de la Législature rapportés par MM.—devant la session de 1887, 330, 405. Voir *Documents*, 100.

BELLEAU VS. LA REINE :—Voir *Documents*, L.

BELLECHASSE, COMTÉ DE :

1. Documents relatifs à l'élection contestée de,—mis devant la Chambre, 22. Lus, 22. Imprimés, 25.

2. Demande de grains de semence pour les colons de Notre Dame de Buckland, dans le comté de,—48.

3. Correspondance à propos des dernières distributions des argents de colonisation faites, depuis la dernière session, dans le comté de,—48.

4. Ordonné que la réponse à un ordre de la Chambre du 9 mars 1885, au sujet des argents de colonisation dépensés dans le comté de,—soit imprimée, 48.

5. Dernières distributions des argents de colonisation dans le comté de,—, 48, 141. Voir *Documents*, 35.

BEURRERIES ET FROMAGERIES :—Bill concernant les—, (l'honorable M. *Mercier*) ; présenté, 111. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 175.

## Bills :

1. Rapport que le préambule d'un Bill n'est pas prouvé, 188, 212.

2. Présentés ; Lus les trois fois et passés, 335, 356, 373, 391.

3. Présentés ; Lus la première fois et renvoyés à un comité, 181, 198, 205.

4. Présentés ; Lus les première et seconde fois et renvoyés à un comité, 125, 126, 127, 231.

5. Tous les Bills devant être renvoyés au comité de Législation le seront après leur première lecture, 148.

6. Motion pour seconde lecture négative, 385.

7. Ordre pour seconde lecture déchargé, 186, 189.

8. Lus la seconde fois ; renvoyés à un comité général ; considérés ; rapportés ; passés, 91, 128, 206, 301, 374, 385.

---

**BILLS :—*Suite.***

9. Lus la seconde fois ; renvoyés à un comité général ; considérés ; amendés, rapportés ; passés, 91, 311.
10. Motions pour comité général sur bills, négatives, 223, 265.
11. Motions pour renvoyer de nouveau un bill à un comité général rejetées sur divisions, 148, 370, 371, 382, 395 ; Adoptées, 382.
12. Motions pour renvoyer à six mois un comité général sur bill ; Adoptée, 165. Rejetée, 368.
13. Ordre pour troisième lecture déchargé, bill renvoyé de nouveau à un comité général ; considéré ; amendé &c., 172.
14. Lus la troisième fois sur division et passés sur division, 14, 172.
15. Remis sur l'ordre du jour, 367, 398.
16. Motion pour remettre un bill sur l'ordre du jour, 330.
17. Renvoyé de nouveau à un comité permanent après rapport, 212.
18. Renvoyés à un comité spécial, 127, 129, 243, 246.
19. Passé sans être renvoyé à un comité, 408.
20. Re-impression ordonnée, 153, 177, 204, 220.
21. Bill retiré, 317.
22. Amendés par le Conseil, 156, 205, 216, 242, 253, 268, 302, 303, 314, 327, 355, 392, etc.
23. Amendements du Conseil considérés et adoptés de suite, 205, 216, 242, 254, 268, 311, 314, 327, 292, 404.
24. Considérés et seconde lecture remise à plus tard, 254, 314. Lus la seconde fois et adoptés, 259, 318.
25. Renvoyé au Conseil pour être reconsidéré, 182.
26. Le Conseil n'insiste pas sur ses amendements, 208.
27. Bills du Conseil Législatif, 111, 263, 267, 303, 314, 327, 355, 372, 373.
28. Bills du Conseil amendés par la Chambre, 317, 383. Amendements adoptés par le Conseil, 397.
29. Sanctionnés, 416.

---

## Bills Privés :

1. Comité permanent des divers bills privés, nommé, 37, 45. Premier rapport recommandant une réduction du *quorum* ; *Quorum* devant être de sept, 54. Membres ajoutés à ce comité, 63, 139, 145. Autres rapports sur divers bills, 95, 121, 130, 140, 153, 169, 180, 187, 198, 204, 211, 214, 222, 243, 246, 315, 354.

2. Bills renvoyés à ce comité, 59, 105, 112, 135.

3. Quatorzième rapport adopté, 246.

3½. Comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à réviser les règles et ordres permanents de la Chambre en ce qui regarde les Bills privés, 261. Partie du 14ème rapport du comité des Bills privés renvoyée à ce comité, 362.

4. 6ème Rapport ordonnant que certains bills soient ré-imprimés, 153.

5. 13ème Rapport recommandant que certains bills soient renvoyés au comité de Législation, 215.

6. 7ème Rapport recommandant l'extention du temps pour recevoir rapports, 169.

7. Prise en considération des bills privés en vertu de la 19ème règle, 69, 117, 123, 143, 162 etc.

8. Remise des honoraires sur bills, 220, 241, 245, 262, 301, 328, 366, 408, 412.

9. Remise d'une partie des honoraires, 154.

10. Motions pour remise de l'honoraire, rejetées, 262, 326, 330.

11. Rapport recommandant que les sommes d'argent payées pour traduction et correction des épreuves des bills privés soient remises aux chefs des traducteurs français et anglais, 222.

12. Rapport recommandant qu'à l'avenir un dépôt de \$200 soit requis pour bill privé au lieu de \$100, 222.

13. Rapport qu'aucun bill ne puisse être soumis au comité des bills privés avant la production d'un certificat des officiers en loi constatant que ce projet de loi a été examiné, 222.

14. Rapport que le gouvernement soit autorisé à s'assurer les services temporaires de deux personnes compétentes qui seront chargées d'examiner le divers projets de loi pour bills privés, 222.

15. Rapport que le préambule de certains bills n'est pas prouvé, 188, 212.

BIBLIOTHÉCAIRE :—Rapport annuel du— de la Législature, 33. Voir *Documents*, F.

## BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :

1. Comité Conjoint de la—. Membres nommés par le Conseil, 156. Membres nommés par l'Assemblée, 166. Résolution du Conseil, fixant à cinq membres le *quorum* de ce comité ; adoptée par la Chambre, 336.

2. Rapport du Conservateur de la—, 33. Voir *Documents, F.*

## BIENS DES JÉSUITES :

1. La Chambre devant se former en Comité pour considérer certaines résolutions au sujet du règlement de la question des biens dits "des Jésuites," 172. Résolutions devant avoir la priorité sur les autres ordres, 243. Motion pour Comité, 269. Le Lieutenant-Gouverneur recommande ces résolutions ; la Chambre en comité, 269. Résolutions rapportées, 285. Adoptées, 300. Bill basé sur ces résolutions, 300. Voir *ci-dessous*, 2.

2. Bill relatif au règlement de la question des biens des Jésuites (l'hon. M. Mercier) ; présenté, 300. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 311. Par le Conseil, 405. S. R., 420. (51-52 Vict., ch. 13.)

3. Motion pour copie de toutes correspondances au sujet de toutes réclamations concernant les biens des Jésuites ; débat ; ajourné, 185.

4. Documents concernant la prise de possession des biens des Jésuites au nom du roi d'Angleterre, et copie du retour du shérif fait le 1er avril 1800, 104, 131. Voir *Documents, 34.*

5. Etat détaillé des biens des Jésuites dont le Gouvernement a pris possession en 1800. Montant des revenus sur chaque propriété depuis 1800, etc., 245. Voir *Documents, G.*

BIENS DE MINEURS :—Bill à l'effet de valider certaines ventes de—, (M. Champagne) ; présenté, 140. Ordre pour seconde lecture déchargé ; bill renvoyé au Comité de Législation, 206.

BILL POUR ABROGER L'ACTE DES JOURNALIERS DE NAVIRES :—Voir Victoria 25, chapitre 98.

BOSTON AND QUEBEC AIR LINE :—Petition demandant un acte constituant en corporation The—, Railway Company, 61. Avis, 95. Bill (M. McIntosh), présenté, 96. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 105. Rapporté, 153. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 161. Honoraire remis, 412.

## BONAVENTURE, COMTÉ DE :—

1. Sommes dépensées pour Colonisation dans le comté de—, du 1er mai 1887 au 1er mai 1888, 165, 182. Voir *Documents, 51.*

2. Divers documents ayant rapport aux argents de colonisation et travaux faits dans le comté de — ; Copie des rôles de paie pour 1884, 85 et 86, 103. Voir *Documents, H 1.*

3. Copie des rôles de paie de chaque surintendant pour travaux de colonisation dans—, en 1887, 329.—Voir *Documents, H 2.*

BOIS ET FORETS :—Voir *Terres publiques*.

BOSSÉ, J. G.—Correspondance au sujet de la réclamation de M. McDonald, 133, 226. Voir *Documents*, 70. Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

BRANDON :—Documents se rattachant à la vente par le gouvernement à M. Evangeliste Beausoleil des lots 16 et 17 du 13ème rang de Brandon, 215. Voir *Documents*, E.

BRASSARD, THOMAS :—Ex-député pour Shefford, avis de décès, 28. Mandat émis pour élection, 28.

BUCKLAND, COMTÉ DE BELLECHASSE :—Demandes de grains de semence par les colons de Notre-Dame de—48, 112. Voir *Documents*, 24.

BUREAU D'ENREGISTREMENT DU COMTÉ DE CHATEAUGUAY :—Rapports depuis 1876, sur le—, 330. Voir *Documents*, J.

BUREAU D'EXAMINATEURS :—Bill pourvoyant à la nomination d'un—des candidats à l'admission à l'étude des professions d'avocat, de médecin, et de notaire et de celle d'arpenteur provincial (l'hon. M. Lynch), 56. Ordre pour seconde lecture déchargé; bill renvoyé au Comité de Législation, 189.

BUREAU D'EXAMINATEURS POUR PROFESSIONS LIBÉRALES :—Petition demandant que le—soit composé de deux sections distinctes, l'une catholique, l'autre protestante, 78.

BUREAU PROVINCIAL D'EXAMINATEURS :—Pétition demandant que le—des aspirants à l'étude des professions libérales soit composé de deux sections, l'une catholique, l'autre protestante, 110.

CADASTRE DE DOUGLAS ET DE MALBAIE :—Voir *Documents*, 74.

CANADA SHIPPING COMPANY, DE MONTREAL :—Petition demandant à être exemptée des taxes sur les corporations commerciales, 372.

CANADIENS FRANÇAIS A NASHUA :—Voir *Convention des—*.

CANADIENS FRANÇAIS, DE LOWELL :—Petition de A. A. Laferrière et autres, tous—, de la ville de Lowell, Mass., demandant la concession de terrains dans la Vallée de l'Ottawa, 187. Voir *Documents*, 57.

CANTONS DE L'EST :—Association agricole des—, Voir *Documents*, 56. *Association Agricole &c.*

CORMIER, N. E. :—Rapport de l'hon. Juge Würtele, sur la résignation de N. E. Cormier, comme député pour le district électoral d'Ottawa, 10. Lettre de M. Cormier, résignant son siège, 10. Jugement de l'hon. M. Würtele, 10.

CARON, EDOUARD :—Election de—, pour Maskinongé, déclarée nulle, 18.

CASAUULT, HON. JUGE :—Motion pour que le certificat de l'hon. Juge Casault, dans l'affaire de l'élection contestée de Mégantic, soit renvoyé au Comité des Privilèges et Elections; débats ajournés, 267; Débats repris; amendement de (M. David,) proposé et négativé; Motion principale adoptée, 323. Lettre de l'hon Juge Casault au comité, 396. Voir *Privilèges et Elections*.



---

CAUTIONNEMENTS :—Donnés par les Officiers Publics de la province depuis le 22 mars 1887, 82. Voir *Documents*, 21.

CERCLE DE LA SALLE :—Petition demandant un acte constituant en corporation le "Cercle de La Salle", 58. Avis, 95. Bill (M. *Lemieux*,) présenté, 96. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 106. Rapporté, 153. Considéré en comité général; rapporté; passé, 160. Par le Conseil, 318. Honoraire remis, 301. S. R., 417. (151-52 Vic., ch. 54.)

CHAMBLY :—Petition demandant un acte constituant en corporation la compagnie manufacturière de Chambly, 107. Avis, 121. Bill (M. *Rocheleau*,) présenté, 123. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 136. Rapporté amendé, 222. Considéré en comité général; rapporté; passé, 232. Par le Conseil, 367. S. R., 419. (51-52 Vict., ch. 73.)

CHAMBLY, BUREAU D'ENREGISTREMENT :—Rapport de M. *Geoffrion*, au sujet du—, 366 393. Voir *Documents*, 97.

CHAMPAGNE, CHARLES LAPLANTE DIT :—Certificat d'élection, 33. Prête serment et prend son siège, 33.

CHAMPLAIN :—Documents relatifs à l'élection contestée du comté de—, mis devant la Chambre 12 Lus et imprimés, 12.

CHAMPLAIN, COMTÉ DE— :

1. Etat des sommes dépensées pour colonisation dans—, dans la session de 1887, 245. Voir *Documents*, I.

2. Sommes dépensées dans le—, durant l'été de 1886 pour colonisation, 52, 141. Voir *Documents* 37.

CHARLEBOIS, L. B. ALFRED :—Son décès, survenu le 27 juin 1887, 7.

CHARLESON, J. B. :

1. Copie des instructions données à—, en rapport avec l'inspection des travaux faits et des argents de colonisation dépensés dans le comté de Terrebonne, 393. Voir *Documents*, VV.

2. Rapport de—, au sujet des travaux de colonisation dans le comté de Beauce, 134, 261. Voir *Documents*, 78. *Beauce*.

CHATEAUGUAY, COMTÉ DE— :

1. Documents relatifs à l'élection contestée de—, 12. Lus, 12. Imprimés, 16.

2. Rapports, depuis 1876, sur le bureau d'enregistrement du comté de—, 330. Voir *Documents*, J.

## CHASSE :

1. Petition demandant des amendements à la loi de la chasse, sur la Côte Nord, 61.
2. Bill pour amender de nouveau les lois de la chasse en cette province (M. *Casgrain*); présenté, 215. Motion pour seconde lecture négative, 384.
3. Bill pour amender la section 7 de la loi de la chasse de Québec, 47 Vic., ch. 25, (l'hon. M. *Lynch*); Présenté, 130.

CHEMINS A BARRIÈRES :—Correspondance et documents se rattachant aux,—de la Province de Québec, 133. Voir *Documents*, K.

## CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE NORD :

1. Bill pour expliquer l'acte 12 Vict., ch. 115, et amender les actes concernant la Commission des—, (M. *Dechene, l'Islet*); Présenté, 311. Motion pour seconde lecture, négative, 385.
2. Documents relatifs à l'abolition des taux de péage sur les—, 144. Voir *Documents*, L.

## CHEMINS DE FER :

1. Sommes payées par la Province pour—, depuis 1885, 133, 205. Voir *Documents*, 61.
2. Etat de toutes les sommes payées depuis la confédération pour subsides aux chemins de fer. 52. Voir *Documents*, TT.
3. Correspondance depuis le 1er janvier 1887, au sujet de l'octroi de nouveaux subsides à des entreprises de voies ferrées, 89, 393. Voir *Documents*, 94.
4. Bill amendant l'Acte refondu des chemins de fer de Québec, 1880. (M. *Robidoux*), présenté, 141. Ordre pour seconde lecture déchargé : Bill renvoyé au comité de Législation, 206. Ordre déchargé; Bill renvoyé à un comité général; amendé; rapporté; passé, 312. Par le Conseil, 405. S. R., 419. (51-52 Vic., ch. 92.)
5. Bill amendant l'acte 43-44 Vict., ch. 43, relatif aux chemins de fer, (l'hon. M. *Mercier*), présenté, 188. Lu la seconde fois renvoyé à un comité; considéré; rapporté; passé, 206. Par le Conseil, 247. S. R., 420. (51-52 Vic., Ch. 93.)
6. La Chambre décide de se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les subsides aux chemins de fer; recommandation de Son Honneur, 359. Chambre en comité général, 359. Résolutions à rapporter, 361. Rapportées, 362. Ordre pour seconde lecture déchargé; résolutions renvoyées de nouveau à un comité général pour y être amendées; Le Lieutenant-Gouverneur recommande les amendements proposés; La Chambre en Comité, 385. Résolutions rapportées, 388. Adoptées, 391. Bill basé sur ces résolutions, 391. Voir *ci-dessous*, 2.
7. Bill relatif aux subventions des chemins de fer, (l'honorable Mr. *Mercier*), présenté; Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 392. Par le Conseil, 412. S. R., 420. (51-52 Vic., c. 91.)

Comité des Chemins de Fer :—Nomination du—, 37, 45. Premier rapport; *Quorum* réduit à sept membres, 55. Membres ajoutés à ce comité, 64. Second rapport, 95. Troisième, 125. Autres rapports, 125, 140, 153, 169, 188, 212, 215, 222, 317, 354, 373. Bills renvoyés à ce comité, 105, 112, 136, 301, 314.

---

**CHEMINS ET PONTS DE COLONISATION :—**

1. Sommes dépensées par le gouvernement dans chaque comté de la province durant 1887-88 pour—, 104, 127. Voir *Documents*, 27.

2. Etat indiquant les détails d'une somme de \$7,607.66 pour visites et explorations en rapport avec les—, 145. Voir *Documents*, 43.

**CHEVAUX :—**Bill pour protéger la race chevaline contre la morve et le farcin (M. *Robidoux*) ; présenté, 121. Lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 313.

**CHICOUTIMI ET SAGUENAY :—**Pétition demandant la division du district électoral de Chicoutimi et Saguenay, en trois divisions électorales distinctes, 61.

**CLOUTIER, JOSEPH :—**Correspondance au sujet de l'octroi d'une licence d'hôtel à—, des Trois-Rivières, 144, 261. Voir *Documents*, 79.

**COATICOOK :—**Pétition demandant un acte érigeant—en ville avec une charte spéciale, 78. Avis, 95. Bill (M. *Baldwin*), présenté 97. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 106. Rapporté, 180. Considéré en comité général ; rapporté, passé, 193. Par le Conseil, 355. S. R., 418. (51-52 Vict., chap. 90.)

**CODE CIVIL :**

1. Bill pour amender certains articles du code civil, (M. *David*), présenté, 58. Lu la seconde fois sur division et renvoyé au comité permanent de Législation, 98. Rapporté amendé, 101. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 136. Considéré de nouveau ; Motion pour 3ème lecture ; Amendement proposé et négativé ; Lu la 3ème fois sur division et passé sur division, 147. Par le Conseil, 301. S. R. 418. (51-52 Vict., chap. 22).

2. Bill amendant l'article 948 du code civil du Bas Canada (M. *Sylvestre*) ; présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation. 125.

3. Bill amendant l'article 854 du code civil du Bas Canada (M. *Laliberté*) ; présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 126.

4. Bill amendant le code civil du Bas Canada, relativement au bordereau (M. *Laliberté*) ; présenté ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité de Législation, 126.

5. Bill amendant l'article 1565 du code civil du Bas-Canada, (M. *Laliberté*) ; présenté ; lu la seconde fois ; renvoyé au comité de Législation, 126.

6. Bill pour rendre uniforme l'exécution de certains actes dans la province de Québec et pour amender les articles 2040 et 2041 du code civil du Bas Canada, (M. *Gladu*), présenté, lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 126.

7. Bill amendant les articles 298 et 299, 693 et 698 du code civil du Bas Canada et l'article 925 du code de procédure civile, (M. *Gladu*) ; présenté ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité de Législation, 126.

8. Bill amendant l'article 691 du code civil du Bas Canada, (M. *Gladu*) ; présenté ; lu la 2ème fois et renvoyé au comité de Législation, 127.

---

---

CODE CIVIL :—*Suite.*

9. Bill amendant les articles 125 et 126 du code civil du Bas Canada, (M. *Bisson*), présenté ; lu la 2<sup>ème</sup> fois et renvoyé au comité de Législation, 127.

10. Bill amendant l'article 2157 du code civil du Bas Canada, (M. *Cardin*) ; présenté, 111. Ordre pour 2<sup>ème</sup> lecture déchargé ; bill renvoyé au comité de Législation, 177.

11. Bill pour amender le code civil relativement aux registres de l'état civil, (l'Honorable M. *Gagnon*), présenté, 327.

Voir *Votes et Divisions*, 2.

## CODE DE PROCEDURE CIVILE :

1. Bill pour amender le code de procédure civile, (M. *Lareau*), présenté, 50. Ordre pour seconde lecture déchargé ; bill renvoyé au comité de Législation, 177.

2. Bill pour amender certains articles du code de procédure civile, (M. *David*), présenté, 58. Lu la seconde fois sur division et renvoyé au comité de Législation, 99. Rapporté amendé, 156. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 177. Réimpression ordonnée, 177. Considéré de nouveau ; rapporté progrès, 200. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 209. Par le Conseil avec amendements, 412. Considérés et adoptés, 413. S. R., 418. (51-52 Vic., ch. 24.)

3. Bill pour amender l'article 376 du code de procédure civile, (l'hon. M. *Turcotte*), présenté, 141. Lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 158. Rapporté amendé, 393. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 408. Par le Conseil, 416. S. R., 419. (51-52 Vic., ch. 23.)

4. Bill amendant l'article 1325 du code de procédure civile, (M. *Tessier*), présenté ; lu la première fois et renvoyé au comité de Législation, 207. Rapporté, 267. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 312. Par le Conseil, 392. S. R., 420. (51-52 Vic., ch. 25.)

5. Bill amendant les articles 1334 et 1335 du code de procédure civile et la section 14 de l'acte 48 Vict., ch. 20, (M. *Bourbonnais*), présenté ; lu la première fois et renvoyé au comité de Législation, 246.

CODE DU NOTARIAT :—Voir *Notariat*.

## CODE MUNICIPAL :

1. Bill amendant certains articles du code municipal, (l'hon. M. *Gagnon*), présenté, 50. Lu la seconde fois, renvoyé à un comité général, 91. Considéré ; rapporté ; passé, 98. Par le Conseil avec amendements, 181. Amendements lus les deux fois et Message envoyé au Conseil Législatif donnant les raisons pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans les dits amendements, 182. Le Conseil n'insiste pas sur ses amendements, 208. S. R., 416. (51-52 Vict., ch. 29.)

---

CODE MUNICIPAL :—*Suite.*

2. Bill pour amender l'article 497 du code municipal, (M. Bisson), présenté, 63. Ordre pour seconde lecture déchargé ; bill renvoyé au comité sur le code municipal, 177. Rapport, 220. Devant être ré-imprimé 220. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 262. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; motion pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négative ; lu la troisième fois et passé, 263. Par le Conseil avec amendements, 404. Considérés et adoptés, 404. S. R., 418. (51-52 Vic., ch. 30.)

3. Bill pour amender l'article 258 du code municipal, (M. Dechene, l'Islet), présenté, 50. Lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le code municipal, 220. Voir *infra*, 16.

4. Bill amendant l'article 1080 du code municipal, (du Conseil Législatif), 372. Sur motion de (M. Girouard), bill lu les première et seconde fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 373. S. R., 416. (51-52 Vict., ch. 31.)

Pétition contre ce Bill, 107.

Pétitions demandant des amendements à l'article 1080 du code municipal, 60.

5. Bill pour amender l'article 866 du code municipal, (M. Goyette), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le code municipal, 125. Voir *infra*, 16.

6. Bill amendant l'article 366 du code municipal, (M. Girouard), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le code municipal, 127. Voir *infra*, 16.

7. Bill amendant le code municipal, (M. Faucher de Saint-Maurice), présenté, 154. Ordre pour seconde lecture déchargé ; bill renvoyé au comité spécial sur le code municipal, 177. Voir *infra*, 16.

8. Bill pour amender les articles 625 et 626 du code municipal, (M. DeGrosbois), présenté, 154. Ordre pour seconde lecture déchargé ; bill renvoyé au comité spécial sur le code municipal, 177. Voir *infra*, 16.

9. Bill pour amender les articles 33 et 1080, du code municipal, (M. Girouard), présenté, 63. Ordre pour seconde lecture déchargé ; bill renvoyé au comité spécial sur le code municipal, 177. Voir *infra*, 16.

10. Bill pour amender l'article 513 du code municipal, (M. Bazinet), présenté ; lu la première fois et renvoyé au comité spécial sur le code municipal, 182. Voir *ci-dessous*, 16.

11. Bill pour amender l'article 291 du code municipal, (M. Baldwin), présenté ; lu la première fois et renvoyé au comité spécial sur le code municipal, 198. Voir *ci-dessous*, 16.

12. Bill amendant l'article 858 du code municipal, (M. Lafontaine), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le code municipal, 205. Voir *ci-dessous*, 16.

13. Bill amendant l'article 637 du code municipal, (M. Lafontaine), présenté ; lu la première fois et renvoyé au comité spécial sur le code municipal, 205. Voir *ci-dessous*, 16.

---

**CODE MUNICIPAL :—*Suite.***

14. Bill amendant l'article 615 du code municipal, (M. *Legrise*) présenté; lu la première fois et renvoyé au comité spécial sur le code municipal, 215. Voir *ci-dessous*, 16

15. Bill amendant les articles 801 et 825 du code municipal, (M. *Déchène, L'Islet*), présenté; lu les première et seconde fois, et renvoyé à un comité général, 260.

16. Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal, 120. Bills renvoyés à ce comité, 120, 125, 126, 181, 186, 205. Premier rapport; *quorum* réduit, 153. Second rapport réunissant tous les amendements en un bill sous le N<sup>o</sup> 72, ayant M. Bisson comme promoteur; et aussi ayant rapport à un autre bill, 220.

Voir *Votes et divisions*, 3.

**COLONISATION :—**

1. Correspondance au sujet d'un projet de loi des Terres de la Couronne relativement à la colonisation, 381, 409. Voir *Documents* 105.

2. Sommes dépensées par le gouvernement, dans chaque comté, 104, 127. Voir *Documents*, 27.

3. Détails d'un montant dépensé pour visites et explorations en rapport avec les chemins et ponts de colonisation, 145. Voir *Documents*, 43.

4. Sommes payées par la province, pour — depuis 1885, 133, 205. Voir *Documents*, 61

**COMITÉS :**

1. Résolution pour la nomination des divers comités permanents pour la présente session, 37. Comité nommé pour préparer les liste des membres devant composer ces comités, 43. Rapport, 45. Adopté, 45. Voir *Ordres permanents, Privilèges et Elections, Chemins de fer, Bills privés, Legislation et Lois expirantes, Industries, Comptes publics, Agriculture*.—Voir aussi *Bibliothèque, Impressions*.

2. Motions pour comités généraux, 104, 105, 120, 137, 172, 186, 303, 312.

3. Comités généraux, 53, 65, 138, 154, 167, 195, 196, 269, 335, 336, 359, 385.

4. Comités spéciaux nommés.—Voir *Code municipal, Licences, Acte médical, Journaliers de navires, etc., Règles et ordres de la Chambre*.

5. Membres ajoutés à des comité, 63, 139, 145, 189.

6. Pétition renvoyée à un comité, 120.

7. Diverses objections sont soulevées à des amendements proposés en comité général de la Chambre, et ayant été maintenues par le Président du comité, Appel est fait de ses décisions; M. l'orateur confirme les décisions du Président, 212 et 213, 369, 384

8. Instructions données à un comité, 382.

---

**COMITÉS :—*Suite.***

9. Rapporte progrès et demande la permission de siéger de nouveau, 120.

10. Partie d'un rapport adoptée, 325.

11. Un comité, auquel plusieurs bills ont été renvoyés, rapporte qu'il les a réunis en un seul projet de loi, 220.

**RAPPORTS DES DIVERS COMITÉS PERMANENTS ET SPÉCIAUX, SAVOIR :**

12. *Agriculture, Immigration et Colonisation* :—Premier rapport, 55. Second rapport, 394.

13. *Acte médical* :—Comité nommé, 129. Premier rapport, 153.

14. *Bibliothèque de la Législature* :—Comité conjoint de la—, Membres nommés par le Conseil, 156. Membres nommés par l'Assemblée, 166. Résolution du conseil fixant cinq membres le *quorum* de ce comité ; adoptée par la Chambre, 336.

15. *Bill pour abroger l'acte des journaliers de navires* :—Premier rapport 253. Second rapport 317.

16. *Bills privés* :—Premier rapport, 54. Adopté, 54. Second, 95. Troisième 121. Quatrième, 130. Cinquième, 140, 153. Sixième, 153. Septième, 169. Huitième, 180. Neuvième, 187. Dixième, 198. Onzième, 204. Douzième, 211. Treizième, 214. Quatorzième, 222. Adopté, 246. Quinzième, 243. Seizième, 313. Dix-septième, 354.

17. *Chemins de fer* :—Premier rapport, 55. Second, 95. Troisième, 125. Quatrième 140. Cinquième, 153. Sixième, 169. Septième, 188. Huitième, 212. Neuvième, 215. Dixième, 222. Onzième, 317. Douzième, 354. Treizième, 373.

18. *Comptes publics* :—Premier rapport, 58.

19. *Code Municipal* :—Premier rapport, 153. Second rapport, 220.

20. *Impressions* :—Premier rapport, 212. Second, 217. Troisième, 414.

21. *Industries* :—Premier rapport, 55.

22. *Législation* :—Premier rapport, 55. Second, 101. Troisième, 156. Quatrième 259. Cinquième, 267. Sixième, 317. Septième, 327. Huitième, 393.

23. *Licences* :—Premier rapport, 140. Second rapport, 321.

24. *Liste des membres devant composer les Comités permanents* :—Premier rapport, 45.

25. *Ordres permanents* :—Premier rapport, 54. Second, 62. Troisième, 95. Quatrième, 102. Cinquième, 121. Sixième, 140. Septième, 180. Huitième, 231. Neuvième, 260. Dixième, 325.

26. *Privilèges et Elections* :—Premier rapport, 55. Second rapport, 396.

---

**COMITÉS:—*Suite.*****RAPPORTS DES COMITÉS GÉNÉRAUX AUXQUELS ONT ÉTÉ RENVOYÉES CERTAINES RÉSOLUTIONS RELATIVES A—**

27. Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de 1867, 65.
28. Agriculture, 53.
29. Biens de Jésuites, 269.
30. Corporations Commerciales, 336.
31. Débentures provinciales et conversion de la dette, 399.
32. Fonds des écoles élémentaires, 154.
33. Indemnité législative, 335.
34. Loi des licences, 373.
35. Magistrats de Districts, 138.
36. Officiers de justice, 137.
37. Pêcheries, 196.
38. Président du Conseil Exécutif, 167.
39. Santé publique, 167.
40. Subventions aux chemins de fer, 359, 385.
41. Terres publiques et bois et forêts, 195.

Voir *Subsides* et *Voies et moyens*.

**COMMISSAIRES :—**Bill pourvoyant à la nomination de commissaires pour recevoir les affidavits dans les pays étrangers et amendant le code de procédure civile, à cet effet (*M. David*), présenté 161. Ordre pour seconde lecture déchargé ; bill renvoyé au Comité de Législation, 178. Ordre déchargé ; bill remis sur les ordres du jour pour comité général, 367. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 383. Par le Conseil, 413, S. R., 419. (51-52 Vic., ch. 28.)

**COMMISSION AGRICOLE :**

1. Copie de l'Ordre en Conseil nommant les membres de la Commission agricole ; instructions qui l'accompagnent, rapports, etc., 184, 266. Voir *Documents*, 81.

2. Rapport préliminaire de la——mis devant la Chambre, 147. (*Documents de la Session No. 18.*) Motion pour l'adoption de ce rapport ; débat ajourné, 220. Débat repris, 384. Amendement de l'honorable *M. Gagnon* pour que le rapport soit renvoyé au comité d'agriculture, adopté, 384. Voir *Documents*, 18.

3. Copie du mémoire du Rév. L. A. Tremblay, contredisant certaines parties du rapport de la Commission agricole, 220. Voir *Documents*, XX.



- 
- COMMISSION DES ASILES :—Rapport de la—, 328. Voir *Documents*, 87.
- COMMUNAUTÉ DES FILLES DE STE-ANNE LACHINE:—Voir *Lachine*.
- COMPAGNIES A FONDS SOCIAL :—Bill amendant l'acte 36 Vict., chap. 25, concernant certaines compagnies à fonds social, (M. *Rochon*), présenté, 130. Lu la seconde fois renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; lu la troisième fois et passé 186. Par le Conseil, 301. S. R., 419. (51-52 Vict., chap. 51.)
- COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER :—Etats, rapports et statistiques devant être transmis au Commissaire des terres par les—. 356. Voir *Documents* 89.
- COMPAGNIE CANADIENNE D'ASSURANCE SUR LA VIE "THE SUN":—Voir *Sun Life Assurance Co.*
- COMPAGNIE CANADIENNE DE CAOUTCHOUC :—Pétition demandant un acte pour augmenter le capital de la compagnie canadienne de caoutchouc de Montréal, 61. Avis, 95. Bill (M. *Lafontaine*), présenté, 98. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 105. Rapporté amendé, 140. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 157. Par le Conseil, 242. S. R., 418. (51-52 Vict., chap. 114).
- COMPAGNIE D'ASSURANCE DES MARCHANDS :—Pétition demandant un acte incorporant la—, et manufacturiers. 106. Avis, 121. Bill (M. *Rinfret*), présenté, 125. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 132. Rapporté amendé, 198. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 207.
- COMPAGNIE D'ASSURANCE DITE STANDARD LIFE :—Voir *Standard Life*.
- COMPAGNIE GÉNÉRALE DE FIDÉI-COMMIS —Pétition demandant un acte d'incorporation, 49. Avis, 55. Bill présenté (L'honorable M. *Lynch*), 56. Lu la seconde fois ; renvoyé au comité des bills privés, 59. Rapporté amendé et réimpression ordonnée, 153. Motion pour Comité rejetée sur division, 223. Honoraire remis. 329. Voir *Votes et Divisions* 4.
- COMPAGNIES INCORPORÉES PAR LETTRES PATENTES, 38 :—Voir *Documents*, 10.
- COMPAGNIES POUR L'EMPIERREMENT DES CHEMINS :—Bill amendant l'acte 33 Vict., chap. 32, concernant la formation des compagnies pour l'empierrement des chemins, (M. *Bisson*), présenté, 220. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 266. Par le Conseil, 412. S. R., 420. (51-52 Vict., chap. 109.)
- COMPAGNIE ROYALE D'ELECTRICITÉ :—Pétition demandant un acte autorisant la Compagnie royale d'électricité de Montréal à emprunter de l'argent et à émettre des obligations, 61. Rapport de l'avis, recommandant la suspension de la 51ième règle, 102. Bill (M. *Boyer*), présenté, 102. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 112. Rapporté, 187. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 200. Par le Conseil, 326. S. R., 419. (51-52 Vict., chap. 116.)
- COMPAGNIE DE NAVIGATION DE LA COTE STE. CATHERINE :—Voir *Côte Ste. Catherine*.
- COMPAGNIE DE CUIVRE ET DE SOUFFRE D'ORFORD :—Voir *Orford*, 1.
- COMPAGNIE DE MACADAM DE LAPRAIRIE :—Voir *Côte Ste. Catherine*.

- 
- COMPAGNIE DE MARBRE DE SHERBROOKE :—Voir *Sherbrooke*, 1.
- COMPAGNIE DE MARBRE ET DE CHAUX DE DUDSWELL :—Voir *Sherbrooke*, 1.
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER BOSTON ET QUÉBEC AIR LINE —Voir *Boston et Québec Air Line*.
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA BAIE DES CHALEURS :—Voir *Documents*, 88.
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU SAINT LAURENT, DES BASSES LAURENTIDES ET DU SAGUENAY :—Voir *Documents*, 91. Voir aussi *St. Laurent, Basses Laurentides et Saguenay*.
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER GREAT EASTERN :—Voir *Documents*, 80. Aussi *Great Eastern*.
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DES COMTÉS DE DORCHESTER, LÉVIS, BELLECHASSE, MONTMAGNY, L'ISLET ET KAMOURASKA :—Voir *Dorchester*.
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER INTERCOLONIAL —Voir *Intercolonial*.
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE JOLIETTE ET ST. JEAN DE MATHA :—Voir *Joliette et St. Jean de Matha*.
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LACHINE ET HOCHELAGA :—Voir *Lachine et Hochelaga*.
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE CANADIEN :—Voir *Pacifique Canadien*.
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE JONCTION DE PHILIPSBURG :—Voir *Philipsburg*.
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER D'EMBRANCHEMENT DU PORTAGE DU FORT ET BRISTOL :—Voir *Portage du Fort et Bristol*.
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA VALLÉE DE MISSISQUOI :—Voir *Missisquoi*.
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER MONTRÉAL ET NORD-EST :—Voir *Montréal et Nord-Est*.
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE NAPIERVILLE :—Voir *Napierville*.
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER ORFORD :—Voir *Orford*, 2.
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DIT ORFORD BRANCH RAILWAY Co., :—Voir *Orford Branch Railway Co.*
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DIT ORFORD MOUNTAIN RAILWAY Co. :—Voir *Orford Mountain Railway Co.*
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER D'OTTAWA ET DE LA VALLÉE DE LA GATINEAU :—Voir *Ottawa*.
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL :—Voir *Quebec, Montréal, Ottawa et Occidental*.
- COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE QUÉBEC ET LAC ST. JEAN :—Voir *Québec et Lac St. Jean*.

---

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER QUÉBEC ORIENTAL :—Voir *Québec Oriental*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE RICHELIEU, DRUMMOND ET ARTHABASKA :—Voir *Richelieu, Drummond et Arthabaska*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU SAINT-LAURENT, DES BASSES LAURENTIDES ET DU SAGUENAY :—Voir *Saint-Laurent, Basses-Laurentides et Saguenay*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU SAINT-LAURENT ET DU NORD-OUEST :—Voir *Saint-Laurent et Nord-Ouest*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU SAINT-MAURICE :—Voir *Saint-Maurice*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE SOREL ET SAINT-JEAN :—Voir *Sorel et St-Jean*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DES TROIS-RIVIÈRES ET NORD-OUEST :—Voir *Trois-Rivières et Nord-Ouest*.

COMPAGNIE DU PONT DE WINDSOR ET BROMPTON :—Voir *Windsor et Brompton*.

COMPAGNIE DES PONTS DE SAINTE-CLOTILDE DE HORTON :—Voir *Sainte-Clotilde d'Horton*.

COMPAGNIE ÉLECTRIQUE DU COMTÉ DE RICHMOND :—Voir *Richmond*.

COMPAGNIE MANUFACTURIÈRE DE CHAMBLY :—Voir *Chambly*.

COMPAGNIE POUR L'EXPLOITATION DU GAZ COMBUSTIBLE :—Voir *Gaz Combustible*.

COMPTES PUBLICS :—

1. Comité permanent nommé, 37, 45.—Premier rapport; *quorum* réduit à sept membres, 58. Membres ajoutés à ce Comité, 64, 139.

2. Etat des—, de la Province pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1887, 45. Voir *Documents*, 3.

COMTE DE NICOLAY :—Correspondance entre le—, et le Premier Ministre à propos des manuscrits du Maréchal de Lévis, 133, 188. Voir *Documents*, 50.

COMTÉS UNIS :—Pétition demandant un acte pour remettre en vigueur la charte de la Compagnie du chemin de fer des—, 49. Avis, 62. Bill présenté (l'honorable M. Mercier), 62. Lu la 2<sup>ème</sup> fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 82. Rapporté amendé, 95. Considéré en comité général; rapporté; passé, 105. Remise d'une partie des honoraires, 154. Passé par le Conseil avec amendements, 205. Considérés et adoptés, 205. S. R., 47. (51 Vict., chap. 95.)

CONFÉRENCE INTERPROVINCIALE :—1. Copie de l'ordre en Conseil autorisant le mandat spécial No. 67, du 10 février 1887, pour défrayer les dépenses de la—, 362. Voir *Document M 1*.

2. Etat détaillé de la somme de \$10,094.23 dépensée par la—, mentionnée dans les mandats spéciaux, 329. Voir *Documents*, M 2.

CONFÉRENCE INTERPROVINCIALE :—*Suite.*

3. Etat des dépenses encourues par le gouvernement en rapport avec la—, 265, 376. Voir *Documents*, 93.

4. Pour résolutions adoptées par la Conférence interprovinciale :—Voir *Acte de l'Amérique Britannique du Nord*.

CONGRÉGATION DE L'EGLISE ST. ANDRÉ :—Voir *Lévis*, 2.

CONSEIL EXÉCUTIF :—Voir *Président du*—.

## CONSEIL LÉGISLATIF :—

*Messages envoyés au Conseil :—*

1. Désignant ceux des députés qui doivent faire partie du Comité collectif au sujet des Impressions, 152. De la Bibliothèque, 166.

2. Demandant le concours du Conseil dans une adresse de bienvenue par l'Assemblée Législative à Lord Stanley of Preston à l'occasion de son arrivée, 182.

3. Communiquant à Leurs Honneurs la raison pour laquelle la chambre ne concourt par dans les amendements faits par le Conseil au bill amendant certains articles du code municipal, 182.

*Messages du Conseil :—*

4. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint de la Bibliothèque, 156.

5. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint des Impressions, 166. Fixant le *quorum* de ce comité, 336.

6. Informant la chambre que le Conseil concourt dans l'adresse de bienvenue à Son Excellence le Gouverneur Général, 193.

7. Communiquant ses bills et demandant le concours de la Chambre 111 263, 267, 303, 314, 327, 355, 372, 373.

8. Bills du Conseil amendés par la Chambre, 317, 383. Amendements adoptés par le Conseil, 397.

9. Adoptant les bills de la Chambre sans amendement, 156, 229, 242, 246, 301, 314, 326, 355, 392. Avec amendements, 156, 205, 216, 242, 253, 268, 302, 303, 314, 327, 355, 392. Le Conseil n'insiste pas sur ses amendements, 208.—Voir *Bills*.

CONSEILLERS LÉGISLATIFS :—Correspondance au sujet des—qui ont été nommés depuis le 29 janvier 1887, 89.—Voir *Documents*, N.

CONSERVATEUR DU MUSÉE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—Copie du rapport du—pour 1887, 165, 209.—Voir *Documents*, CC.

CONSTRUCTEUR ET OUVRIER :—Bill pour amender l'acte de cette province 44-45 Vict., ch. 17 intitulé : " Acte pour assurer le paiement au constructeur et à l'ouvrier, (*M. David*), présenté, 58. Lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 99. Rapporté amendé, 102. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 136. Parle Conseil, 301. S. R. 418. (51-52 Vict., ch. 27.)

CONSTRUCTIONS ET RÉPARATIONS DES EGLISES :—Bill pour favoriser les—presbytères et cimetières dans les nouvelles paroisses ou missions dans la Province de Québec, (l'hon. M. Gagnon), présenté, 63. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 156. Considéré en comité ; amendé ; rapporté ; passé, 205. Par le Conseil, 302. S. R., 418. (51-52 Vict., ch. 44.)

Voir *Réparations d'Eglises ; Sainte-Marie de Notre-Dame du Bon Conseil ; Cotisation d'Eglises.*

#### CONVENTION DES CANADIENS-FRANÇAIS DES ETATS UNIS :—

1. Résolutions concernant la délégation de MM. David et Faucher de Saint-Maurice à la 17<sup>me</sup>—à Nashua, 111.

2. Copie des remerciements votés au gouvernement et à la Chambre par la 17<sup>ème</sup>—à Nashua, le 26 et 27 juin 1888, 329, 372.—Voir *Documents*, 92.

#### CONVERSION DE LA DETTE :

1. Motion qu'à un jour ultérieur, cette Chambre se formera en comité sur résolutions concernant le rachat des débetures provinciales et la conversion de la dette, 342. Message du Lieutenant-Gouverneur recommandant ces résolutions ; renvoyé au comité général sur les résolutions, 394. La Chambre en comité, 399. Résolutions rapportées, 400. Motion pour seconde lecture des résolutions ; amendement de M. Desjardins et sous amendement de M. David ; sous amendement adopté, 401. Autre amendement de M. Casgrain et sous amendement de l'honorable M. Blanchet proposés et négatifs, 402. Résolutions lues la seconde fois et adoptées ; bill basé sur résolutions, 403. Voir *ci-dessous* 2.

2. Bill concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette, (l'honorable M. Sheehy), présenté ; lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 403. Par le Conseil, 416. S. R. 420. (51-52 Vic., ch. 9.)

Voir *Votes et Divisions*, 5.

#### CORPORATIONS COMMERCIALES :

1. Correspondance relativement à la perception des arrérages de taxes dues par les corporations commerciales, 165. Voir *Documents*, O.

2. Correspondance avec M. Beausoleil, 119, 408.—Voir *Documents*, 101.

3. Copie du jugement du Conseil privé touchant la validité des taxes sur—, 88, 144. Voir *Documents*, 40.

Voir aussi, *Taxes sur corporations commerciales—Arrérages de taxes sur—, etc.*

CORPS PUBLICS :—Enquêtes sur les malversations des—, 82. Voir *Enquêtes*.

CÔTE ST. ANTOINE :—Pétition demandant un acte ratifiant et confirmant certaines résolutions du conseil municipal du village de la Côte Saint-Antoine, accordant une commutation des taxes municipales ordinaires payables par l'Association des gymnastes amateurs de Montréal sur ses terrains situés à la Côte Saint-Antoine, 61. Avis, 95. Bill (M. Champagne), présenté, 96. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 105. Rapporté, 180. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 194. Par le Conseil, 355. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 11.)

CÔTE STE- CATHERINE :—Pétition demandant un acte accordant certains pouvoirs à la Compagnie de navigation de la—, 101. Avis, 121. Bill (M. *Goyette*) ; présenté, 125. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 136. Rapporté, 215. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 226. Honoraire remis, 408.

COTEAU DU LAC :—Asile de la Providence. Voir *Documents*, 14.

CÔTE DU LABRADOR :—Rapport de l'exploration faite, durant l'été de 1887, par MM. Têtu et Montpetit de la—, 119, 369. Voir *Documents*, 90.

COTISATIONS D'ÉGLISES :—Bill réglant les cotisations d'églises dans les paroisses catholiques romaines de Montréal, en ce qui concerne les paroisses nationales, (l'hon. M. *Taillon*), présenté, 122. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 135. Rapporté, 180. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 294. Par le Conseil, 318. Honoraire remis, 245. S. R., 418. (51-52 Vict., ch. 45.)

#### COURS CIVILES :—

1. Bill pour étendre les limites judiciaires des cours civiles du district de Québec, et leur donner juridiction concurrente (Du Conseil Législatif), 314. Sur motion de M. *Faucher de St-Maurice*, lu les première et seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 314. Rapporté, 317. Motion pour Comité général ; Débat ; Motion pour ajourner le débat, négative, 358. Débat ajourné, 358. Débat repris ; Motion pour renvoyer le comité général à six mois, négative, 368. Question d'ordre soulevée en Comité ; Décision de Président ; Appel étant fait de sa décision,—Elle est confirmée par M. l'Orateur, 369 ; Considéré en Comité ; Rapporté progrès, 369. Considéré de nouveau ; Amendé ; Motion pour la réception du rapport ; Amendement de M. *Dechene* (l'Islet) pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général avec instructions de l'amender ; Amendement adopté, 382. Bill renvoyé de nouveau à un comité général ; Amendé ; Motion pour la réception du rapport ; Amendement de M. *David* pour renvoyer la considération du bill à six mois ; Amendement rejeté, 383. Motion principale adoptée ; Bill passé avec amendements, 383. Amendements adoptés par le Conseil Législatif, 398. S. R., 416. (51-52 Vict., ch. 19.) Voir *Questions*, 10.

2. Bill pour étendre les limites judiciaires des cours civiles du district de Québec et leur donner juridiction concurrente ; (M. *Dechene*, l'Islet) ; Présenté, 315.

3. Bill pour étendre les limites judiciaires des cours civiles du district d'Arthabaska et leur donner juridiction concurrente, (M. *Girouard*), Présenté, 381. Voir *Arthabaska*.

COURS CIVILES DU DISTRICT D'ARTHABASKA :—Voir *Arthabaska*.

#### COUR SUPÉRIEURE ET DE CIRCUIT :—

1. Bill pour amender l'acte 47 Vict., chap. 8, concernant la tenue des cours supérieure et de circuit et le code de procédure civile (M. *Girouard*), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 127. Rapporté, 317 ; Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 385. Par le Conseil, 412. S. R., 419. (51-52 Vict., ch. 18.)

2. Bill pour étendre la juridiction territoriale des cours supérieure et de circuit du district de Québec (M. *Laroche*), 367.

COUR DU RECORDER DE QUÉBEC :—Voir *Québec*.

CRÉPAULT, LOUIS :—Copie de l'ordre en Conseil nommant—agent des Terres de la Couronne pour une partie du comté de Bonaventure, 165, 207. Voir *Documents*, 64.

CULTURE DES ARBRES FORESTIERS :—Copie de la proclamation mettant en force l'acte concernant la—, 219, 267. Voir *Documents*, 84.

CYR, CHARLES :—Voir *Documents H., Bonaventure*.

DAVID, L. O. :—Est nommé délégué de l'Assemblée Législative à la XVIIIème Convention des Canadiens Français, tenue à Nashua, 111. Voir *Convention*.

#### DÉBENTURES PROVINCIALES :

1. Copie de l'émission de chacune des—, émises depuis le 1er janvier 1874, 103, 127. Voir *Documents*, 28.

2. Documents relatifs à l'émission de trois millions et demi de—, 52, 131. Voir *Documents*, 29.

Voir aussi *Conversion de la dette et Rachat des débentures*.

DÉCISIONS DE M. L'ORATEUR :—Sur des questions d'ordre ou de forme. Voir *Questions*.

#### DÉPUTÉS :

1. Prêtent serment et prennent leurs sièges, 34, 59.

2. Sur la production de leurs indentures seulement, 64, 266.

3. Motion pour que la Chambre se forme en Comité pour considérer une certaine résolution proposée concernant l'indemnité législative ; Recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; La Chambre en Comité ; Résolution rapportée et adoptée ; Bill basé sur cette résolution, 335. Voir *ci-dessous*, 4.

4. Bill concernant l'indemnité législative, (L'honorable M. Mercier), présenté ; Lu a seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé. 335. Par le Conseil, 412. S. R., 420. (51-52 Vict. chap. 6.)

5. Bill pour déclarer indemnes certains membres de l'Assemblée Législative, (L'honorable M. Mercier), présenté ; lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 356. Par le Conseil, 412. S. R., 420. (51-52 Vict., chap. 7.)

ESSERRES, NOÉ :—Documents se rapportant à la nomination de—, au palais de justice, Montréal, 118, 142. Voir *Documents*, 42.

DISCOURS DU TRÔNE :—Voir *Adresses*, 4.

## Documents, par ordre numérique : (\*)

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à—		
1. <i>Estimés</i> :—Estimés supplémentaires, pour l'année courante et estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1889 ; Renvoyés au comité des subsides. (Voir <i>Subsides</i> ). . . . . (Document No. 1.)	Par Message.	198
1. Estimés supplémentaires pour 1889 ; Renvoyés au comité des subsides. (Voir <i>Subsides</i> ). (Document No. 1.)	Par Message.	224
2. <i>Agriculture et Travaux Publics</i> :—Rapport du Commissaire de l'—, de la Province, pour l'année 1887. (Document No. 2.)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	172
3. <i>Comptes publics</i> :—Etat des—, de la Province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1887. (Document No. 3.)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	45
4. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport du Commissaire des—, pour les douze mois finissant le 30 juin 1887. (Document No. 4.)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	177
5. <i>Instruction publique</i> : — Rapport du Surintendant de l'—, pour l'année 1886-1887. (Document No. 5.)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	327
5. <i>Instruction publique</i> :—Etat financier du Surintendant de l'—, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1887. . . . . (Document No. 5.)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	47
6. <i>Secrétaire et Régistrare de la Province</i> :— Rapport du Secrétaire et Régistrare de la Province de Québec, pour l'année 1886-87. (Document No. 6.)	.....	261
6. Premier rapport du Secrétaire de la Province de Québec, pour 1886-87. Division du Régistrare. (Document No. 6.)	.....	318
7a. <i>Recettes et paiements</i> :—Et des—, de la Province, provenant de toutes les sources, du 1er juillet 1887 au 31 mars 1888. . . . . (Document No. 7a.)	.....	45
7b. <i>Recettes et paiements de la Province</i> :—Etat des—, provenant de toutes sources du 1er juillet 1887 au 31 mai 1888. . . . . (Document No. 7b.)	.....	329

(\*) REMARQUE.—Dans l'index, les Documents portant un chiffre sont ceux qui ont été demandés et mis devant la Chambre et dont la plupart ont été imprimés ; (voir liste à la fin de l'index) et ceux portant des lettres A. B. etc., sont ceux qui ont été demandés ou ordonnés, mais n'ont pas été mis devant la



DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE NUMÉRIQUE.— <i>Suite.</i>		ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
8a. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session, qu'il a imprimés et distribués et le nombre qui lui reste en mains, avec le coût détaillé des frais encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts.....( <i>Document No. 8a.</i> )		Par Message.	47
8b. <i>Gazette Officielle</i> :— Rapport de l'Imprimeur de la Reine contenant tableaux et statistiques des opérations de la <i>Gazette Officielle</i> depuis sa fondation, en janvier 1869, jusqu'au 30 juin 1887. ( <i>Document No. 8b.</i> )		.....	212
9. <i>Inspecteurs des prisons, etc.</i> :—Dix-huitième rapport des—, de la Province de Québec, pour l'année 1887.....( <i>Document No. 9.</i> )		Par ordre du Lieut.-Gouv.	261
10. <i>Compagnies incorporées</i> :— Liste des —, par lettres patentes, depuis la Confédération. ( <i>Document No. 10.</i> )		Ordre du 11 mai 1887.	38
11. <i>Gazette Officielle</i> :—Soumissions et Documents se rapportant aux contrats pour l'impression de la—. ( <i>Documents No. 11.</i> )		Par ordre du Lieut.-Gouv.	38
12. <i>Roy et Annett</i> :—Correspondance au sujet de la suspension des agents des terres de la Couronne—. ( <i>Document No. 12.</i> )		Ordre du 11 mai 1887.	38
13. <i>Lacoste, Globensky et Bisailon</i> :—Sommes payées par la province à MM.— du 30 juin 1880 au 31 janvier 1887. <i>Impression ordonnée, 414</i> .....( <i>Document No. 13.</i> )		Adresse du 12 mai 1887.	38
14. <i>Institutions Littéraires, de Charité et Hôpitaux</i> :—Rapports annuels &c., des—, ci-dessous mentionnés, savoir :			
Union St. Joseph,	Beauport.	.....	37, 130
Hospice de la Providence,	Joliette.	.....	37
Distributing Home,	Knowlton.	.....	37
N. D. de Charité du Bon Pasteur,	Montréal.	.....	37
Asile de St. Vincent de Paul,	do	.....	37
Institut Hervey,	do	.....	37
Asile de la Providence,	do	.....	37
Institut Fraser,	do	.....	37
Church Home,	do	.....	98
Union St. Joseph,	do	.....	110
Union St. Pierre,	do	.....	110
Hopital Général,	Pembroke.	.....	37
Asile du Bon Pasteur,	Québec,	.....	37

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE NUMÉRIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Institutions Littéraires, etc. :—Suite.</i>		
Asile Finlay Québec.	.....	37
Asile des Dames protestantes, do	.....	79
Asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre, do	.....	37
Asile des orphelins, do do do	.....	37
Hospice de la miséricorde, do	.....	37
Hospice St. Charles, do	.....	37
Union St. Joseph de St. Roch, do	.....	37
Union St. Joseph de St. Jean Baptiste, do	.....	127
Women's Christian, Association, do	.....	51
Sœurs de la Charité, Rimouski.	.....	37
Asile de la Providence, Ste. Elisabeth.	.....	37
Hôpital Général, Sorel.	.....	98
Hospice Ste. Anne, Yamachiche.	.....	37
(Document No. 14.)	.....	
15. <i>Montréal, District de :—</i> Etat général des baptêmes, mariages et sépultures dans le district de—, pour 1886 et 1887.....( <i>Document No. 15.</i> )	.....	37
16. <i>Québec, Montréal, Ottawa &amp; Occidental :—</i> Rapport de la Commission royale nommée le 30 Déc. 1884, pour faire une enquête sur les détails de la construction, exploration et vente du chemin de fer de—.....( <i>Document No. 16.</i> )	Par Message.	47
17. <i>Rapports municipaux :—</i> Rapports municipaux de la Province de Québec, pour l'année 1887. ( <i>Document No. 17.</i> )	.....	59
18. <i>Commission Agricole :—</i> Rapport préliminaire de la—, nommée le 18 août 1887....( <i>Document No. 18.</i> ) Motion pour concours dans ce rapport, 220 ; amendée, 384. Rapport renvoyé au Comité d'agriculture, 384.	Par Message.	47
19. <i>Service Civil :—</i> Ordres en Conseil depuis la dernière session, concernant les nominations et promotions faites dans le Service Civil. <i>Impression ordonnée, 217.....(Document No. 19.)</i>	En vertu de l'acte 40 Vict., Ch. 9, Sec. 23.	51
20. <i>Remises d'amendes :—</i> Etat de tous les droits, taxes, confiscations, etc., en rapport avec la perception du revenu, remis par le Lieutenant-Gouverneur, du 17 mars 1887 au 15 mai 1888. ( <i>Document No. 20.</i> )	.....	60
21. <i>Cautionnements :—</i> Etat des—, donnés par les officiers publics de la Province de Québec, depuis le 22 <del>jan</del> 1887 au 23 mai 1888..( <i>Document No. 21.</i> )	Par Acte.	82

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE NUMÉRIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
22. <i>Aliénés</i> .—Correspondance au sujet du paiement par les municipalités, des sommes d'argent pour l'entretien des aliénés. <i>Impression ordonnée, 217.....(Document No. 22.)</i>	Adresse du 6 mai 1887.	98
23. <i>Trappistes d'Oka</i> .—Copie de la requête des R.R. PP.—, au Lieut.-Gouv. pour obtenir de l'aide. Renvoyée au Comité d'agriculture, 120. <i>(Document No. 23.)</i>	Par Ordre, 100.	102
24. <i>Grains de semence</i> .—Correspondance à propos de certaines demandes de—, faites au nom des colons de Notre-Dame du Buckland, Bellechasse. <i>(Document No. 24.)</i>	Par Ordre, 48.	112
25. <i>Quebec, Montréal, Ottawa &amp; Occidental</i> .—Etat de toutes les réclamations en rapport avec le chemin de fer—, qui ont été réglées depuis le 29 janv. 1887. <i>Impression ordonnée, 217.....(Document No. 25.)</i>	Par Ordre, 89.	112
26. <i>Joncas, L. Z.</i> .—Correspondance au sujet de la nomination d'un successeur à—, comme Shérif de Gaspé. <i>(Document No. 26.)</i>	Adresse, 89.	112
27. <i>Chemins et ponts de colonisation</i> .—Etat des sommes dépensées par le Gouvernement pour—, dans chaque comté de la province durant 1887-88. <i>Impression ordonnée, 218.....(Document No. 27.)</i>	Par Ordre, 104.	127
28. <i>Déventures provinciales</i> .—Copie de l'une des déventures provinciales de chacune des émissions faites par la Province depuis le 1er janvier 1874. <i>Impression ordonnée, 218.....(Document No. 28.)</i>	Par Ordre, 103.	127
29. <i>Emprunt</i> .—Documents relatifs à l'émission de déventures provinciales pour un montant n'excédant pas trois millions et demi. <i>Impression ordonnée, 414.....(Document No. 29.)</i>	Adresse, 52.	131
30. <i>Montréal, Cité de</i> .—Correspondance, etc., au sujet du règlement des réclamations du Gouvernement contre la cité de—. <i>Impression ordonnée, 218.....(Document No. 30.)</i>	Adresse, 88.	131
31. <i>Ecole de navigation</i> .—Copie du rapport du maître de l'—, de Québec, depuis la dernière session. <i>Impression ordonnée, 414.....(Document No. 31.)</i>	Par Ordre, 117.	131
32. <i>Juges additionnels à Montréal</i> .—Copie de l'Ordre en Conseil mettant en vigueur l'acte adopté à la		

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE NUMÉRIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Juges additionnels à Montréal :—Suite.</i>		
dernière session concernant la nomination de deux—.....( <i>Document No. 32.</i> )	Adresse, 117.	131
33. <i>Régistres de la Prévosté de Québec :—Lettre de M. L. J. C. Fiset au sujet des—, qui sont en la possession de la Société littéraire et historique de Québec. Impression ordonnée, 414.....(Document No. 33.)</i>	Par Ordre, 88.	131
33b. <i>Rapport supplémentaire.....(Document No. 33b.)</i>	.....	195
34. <i>Biens des Jésuites :—Copie de la prise de possession par le Shérif du district de Québec, au nom du roi d'Angleterre, des—, et copie du retour du Shérif fait le 16 avril 1800. Impression ordonnée, 414.....(Document No. 34.)</i>	Par Ordre, 104.	131
35. <i>Bellechasse, Comté de :—Correspondance à propos des dernières distributions des argents de colonisa- tion faites, depuis la dernière session, dans le comté de—.....(Document No. 35.)</i>	Par Ordre, 43.	141
36. <i>Quebec, Comté de :—Etat des sommes dépensées dans le —, pour chemins et travaux de colonisation, en 1887.....(Document No. 36.)</i>	Par Ordre, 100.	141
37. <i>Champlain, Comté de :—Etat de toutes les sommes d'ar- gent dépensées, durant l'été de 1886, pour la colonisation, dans le comté de—. (Document No. 37.)</i>	Par Ordre, 52.	141
38. <i>Dugas, Albert :—Correspondance au sujet de la destitu- tion et la réinstallation de—, comme garde-fores- tier.....(Document No. 38.)</i>	Adresse, 89.	141
39. <i>Rimouski, Comté de :—Etat détaillé des argents de colo- nisation dépensés dans le comté de—, du 1er mai 1887, au 1er mai 1888. (Document No. 39.)</i>	Par Ordre, 89.	141
40. <i>Taxes sur corporations Commerciales :—Copie du juge- ment du Conseil privé, touchant la validité de l'acte 45 Vic., chap. 22, (Taxes sur Corporations commerciales.) Impression ordonnée, 218.....(Document No. 40.)</i>	Par Ordre, 88.	141
41. <i>Tellier, F. :—Documents concernant la destitution de—, (Document No. 41.)</i>	Adresse, 118.	142

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE NUMÉRIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
42. <i>Desserres, Noël</i> :—Documents se rapportant à la nomination de—, au palais de justice, Montréal. ( <i>Document No. 42.</i> )	Adresse, 118.	142
43. <i>Chemins et ponts de Colonisation</i> :—Etat indiquant les détails d'une somme de \$7,607.67 pour visites et explorations en rapport avec les—. <i>Impression ordonnée, 218.....(Document No. 43.)</i>	Par Ordre, 145.	145
44. <i>Lavallée, Hon. M.</i> :—Motion de M. Casgrain pour copie de la commission nommant Sir A. A. Dorion, commissaire pour s'enquérir de certains faits relatifs à la démission de—, comme Conseiller Législatif, à la lettre du dit—, retirant la dite démission. Amendement de l'honorable M. Mercier.—Objecté par l'honorable M. Taillon, 89. M. l'Orateur décide que l'amendement est dans l'ordre. Motion, telle qu'amendée, adoptée sur division, 90. ( <i>Document No. 44.</i> )	Adresse, 90.	157
45. <i>Soulanges, Comté de</i> :—Etat des montants d'argent dépensés par le gouvernement dans le comté de Soulanges, depuis 1887.....( <i>Document No. 45.</i> )	Par Ordre, 160.	160
46. <i>Pont entre Quebec et Lévis</i> :—Documents se rapportant à la construction d'un—, sur le Fleuve St. Laurent.....( <i>Document No. 46.</i> )	Par Ordre, 159.	162
47. <i>Palais de justice, Quebec, rue nouvelle</i> :—Liste des lots achetés, noms des vendeurs, prix payés &c., pour l'ouverture d'une rue près le nouveau palais de justice, Québec, <i>Impression ordonnée, 218.....(Document No. 47.)</i>	Par Ordre, 119.	162
48. <i>LeBel, Charles</i> :—Copie du rapport d'inspection par M. —, des routes et travaux de colonisation dans le comté de Gaspé.....( <i>Document No. 48.</i> )	Par Ordre, 104.	176
49. <i>Palais de justice, Québec</i> :—Copie des soumissions pour l'ouverture d'une rue entre la rue Desjardins et le nouveau—, .....( <i>Document No. 49.</i> )	Par Ordre, 119.	182
50. <i>Manuscrits du Maréchal de Lévis</i> :—Correspondance entre le Comte de Nicolay, et le Premier Ministre de la province de Québec à propos des manuscrits du Maréchal de Lévis. <i>Impression ordonnée, 414.....(Document No. 50.)</i>	Par Ordre, 133.	182
51. <i>Bonaventure</i> :—Montant d'argent de colonisation em-		

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE NUMÉRIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Bonaventure :—Suite.</i>		
ployé dans le comté de—, du 1er mai 1887 au 1er mai 1888, et noms des conducteurs de travaux. ( <i>Document No. 51.</i> )	Par Ordre, 165.	182
52. <i>Gérin-Lajoie, J. Bte</i> :—Correspondance au sujet de sa destitution comme garde-forestier pour l'agence de St. Maurice .....( <i>Document No. 52</i> )	Par Ordre, 145.	182
53. <i>Actes désavoués</i> :—Rapports de toutes décisions du conseil privé fédéral désavouant tous actes ou parties d'actes depuis 1882. <i>Impression ordonnée, 414.</i> .....( <i>Document No. 53.</i> )	Adresse. 117.	195
54. <i>Institution des Sourdes Muettes de Montréal</i> :—Copie de la requête de l'—, au Lieutenant-Gouverneur, demandant une allocation.....( <i>Document No. 54.</i> )	Par Ordre, 117.	202
55. <i>Terrebonne</i> :—Correspondance au sujet de la construction d'un pont en fer sur la rivière qui sépare—, du village de St. François de Sales. ( <i>Document No. 55.</i> )	Par Ordre, 144.	202
56. <i>Association Agricole des Cantons de l'Est</i> :—Correspondance au sujet d'une demande d'aide par l'—, pour animaux périés dans un incendie à l'exposition en octobre 1887.....( <i>Document No. 56.</i> )	Par Ordre, 144.	202
57. <i>Lowell</i> :—Copie de la requête des Canadiens français de Lowell, Massachusetts, au sujet du repatriement.....( <i>Document No. 57.</i> )	Par Ordre, 144.	202
58. <i>Duhamel &amp; Guigues</i> :—Liste des lots concédés par billets de location ou lettres patentes dans les Cantons—, comté de Pontiac ...( <i>Document No. 58.</i> )	Par Ordre, 165.	202
59. <i>Barré &amp; Cie, M. M.</i> :—Copie de la requête de—, au Lieutenant Gouverneur, demandant de l'aide pour l'industrie de la fabrication des vins canadiens. ( <i>Document No. 59.</i> )	Par Ordre, 120.	202
60. <i>Joliette</i> :—Etat des argents octroyés pour fins de colonisation dans le comté de Joliette, de 1882 à 1885. ( <i>Document No. 60.</i> )	Par Ordre, 189.	202
61. <i>Sommes payées par la province</i> :—Etat des sommes payées par la province depuis 1885, pour Ecoles, de réforme et d'industrie ; Asiles d'aliénés ; Ins-		

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE NUMÉRIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Sommes payées par la province :—Suite.</i>		
traction publique ; Agriculture ; Colonisation ; Institutions de charité—et Chemins de fer. <i>Impression ordonnée, 414,.....(Document No. 61.)</i>	Par Ordre, 133.	205
62. <i>Homesteads</i> .—Liste de tous les lots concédés par la couronne comme “ Homesteads ” en vertu de l’acte 45 Vict., chap. 12.....( <i>Document No. 62.</i> )	Par Ordre, 165.	215
63a. <i>Montreuil, Roch</i> .—Détails de la somme de \$150 dépensée par—, sur le pont de la Coulée Gendron dans Ste. Anne de la Pérade ....( <i>Document No. 63a.</i> )	Par Ordre, 208.	215
63b. <i>Coulée Gendron</i> .—Détails additionnels de la somme de \$150 dépensée par M. Roch Montreuil, sur le pont de la Coulée Gendron, à Sainte-Anne de la Pérade.....( <i>Document No. 63b.</i> )	Par Ordre, 409,	409
64. <i>Crépault, Louis</i> .—Copie de l’ordre en Conseil nommant le Dr.—, agent des terres de la Couronne pour une partie du comté de Bonaventure. ( <i>Document No. 64.</i> )	Adresse, 165,	207
65. <i>Palais de Justice, Québec</i> .—Motion pour copie des contrats, etc., relatifs à l’achat et à la pose des gazeliers, horloges, etc., au —, débat ajourné, 119. Débat repris, 136. Motion adoptée, 137. <i>Impression ordonnée, 218.....(Document No. 65.)</i>	Par Ordre, 137.	208
66. <i>Musée de l’Instruction Publique</i> .—Copie du rapport du Conservateur du—, pour l’année expirée le 31 décembre 1887. <i>Impression ordonnée, 414.....(Document No. 66.)</i>	Adresse, 165,	209
67. <i>Exposition de Paris</i> .—Copie de la requête de la Chambre de Commerce de Montréal au sujet du transport et installation des effets et articles qui seront envoyés à l’—.....( <i>Document No. 67.</i> )	Adresse, 206.	209
68. <i>Limites à bois</i> .—Ordre en Conseil augmentant les rentes foncières sur les limites à bois. ( <i>Document No. 68.</i> )	Adresse, 184.	216
69. <i>Université Laval</i> .—Correspondance entre l’—, et le gouvernement au sujet d’une subvention. <i>Impression ordonnée, 414.....(Document No. 69.)</i>	Par Ordre, 217, 218.	226
70. <i>Québec, Montréal, Ottawa &amp; Occidental</i> .—Correspondance entre le Gouvernement et J. G. Bossé, ou		

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE NUMÉRIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Québec, Montréal, Ottawa &amp; Occidental :—Suite.</i>		
M. McDonald au sujet de la réclamation du dit McDonald en rapport avec la construction de la partie Ouest du chemin de fer de—. ( <i>Document No. 70.</i> )	Adresse, 133.	226
71. <i>Ponts en fer</i> :—Documents relatifs à la construction des ponts en fer .....( <i>Document No. 71.</i> )	Adresse, 52.	232
72. <i>Palais de Justice, Montréal</i> :—Copie des contrats relativement aux réparations et aux changements faits ou à faire au —.....( <i>Document No. 72.</i> )	Par Ordre, 117.	232
73. <i>Palais Législatif</i> :—Correspondance à propos de la décoration faite et celle projetée au—. ( <i>Document No. 73.</i> )	Par Ordre, 129.	232
74. <i>Gauvreau, Petrus</i> :—Copie des instructions adressées à—, touchant le cadastre de Douglas et Malbaie, etc.....( <i>Document No. 74.</i> )	Par Ordre, 183.	233
75. <i>Pacifique Canadien</i> :—1° Copie du contrat du 4 mars 1882, entre le Gouvernement et la Cie du—. 2° Copie de la vente de la section Est du chemin de fer de Q. M. O. & O. à la Cie du chemin de fer du Nord.....( <i>Document No. 75.</i> )	Par Ordre, 189.	233
76. <i>Palais de Justice, Montréal</i> :—Etat montrant combien le gouvernement a nommé d'employés au —, depuis le 1er février 1887. Montant total de leur salaire.....( <i>Document No. 76.</i> )	Par Ordre, 183.	257
77. <i>Argenteuil, Comté d'</i> :—Correspondances relatives à la distribution des argents de colonisation dans le comté d'Argenteuil depuis la dernière session. ( <i>Document No. 77.</i> )	Par Ordre, 52.	261
78. <i>Beauce</i> :—Copie des rapports de J. B. Charleson et autres, des ponts, chemins et travaux de colonisation dans le comté de Beauce. ( <i>Document No. 78.</i> )	Par Ordre, 134.	261
79. <i>Cloutier, Joseph</i> :—Correspondance au sujet de l'octroi d'une licence d'hôtel à—, des Trois-Rivières ; et état des sommes payées à M. A. E. Gervais en rapport avec les licences...( <i>Document No. 79.</i> )	Adresse, 144.	261
80. <i>Great Eastern</i> :—Copie du rapport de l'ingénieur sur lequel des subsides au montant de \$24,440 ont		



DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE NUMÉRIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Great Eastern</i> :— <i>Suite.</i>		
été payés à la Cie du chemin de fer—, pour la partie de Yamaska à Saint-François du Lac. ( <i>Document No. 80.</i> )	Adresse, 165.	261
81. <i>Commission Agricole</i> :—Copie de l'Ordre en Conseil nommant les membres de la—, instructions qui l'accompagnent, rapports, etc. <i>Impression ordonnée, 415</i> .....( <i>Document No. 81.</i> )	Adresse, 184.	266
82. <i>Poursuites</i> :—Etat indiquant le nombre des poursuites pour infractions à la loi des licences pour la cité de Montréal, durant l'année finissant le 1er mai 1888.....( <i>Document No. 82.</i> )	Par Ordre, 208.	267
83. <i>Forêts</i> :—Correspondance au sujet de la protection des Forêts contre les incendies...( <i>Document No. 83.</i> )	Par Ordre, 219.	267
84. <i>Culture des arbres forestiers</i> :—Copie de la proclamation mettant en force l'acte concernant la—, etc., etc. ( <i>Document No. 84.</i> )	Adresse, 219.	267
85. <i>Inspecteur des mines</i> :—Documents ayant rapport à la position d'—, pour la province. ( <i>Document No. 85.</i> )	Adresse, 217.	267
86. <i>Elections</i> :—Rapport du greffier de la Couronne en Chancellerie au sujet des élections partielles depuis la dernière session...( <i>Document No. 86.</i> )		304
87. <i>Commission des Asiles</i> :—Rapport de la Commission nommée le 17 Sept. 1887, pour faire une enquête sur les difficultés soulevées au sujet des asiles d'aliénés et de la mise en force du statut relatif à ces asiles, etc .....( <i>Document No. 87.</i> )	Par Message.	328
88. <i>Baie des Chaleurs</i> :—Documents concernant le subside payable à la Cie du chemin de fer de la—. ( <i>Document No. 88.</i> )	Adresse. 118.	356
89. <i>Compagnies de chemins de fer</i> :—Etats, rapports et statis- tiques, transmis au Commissaire des terres par diverses—, en vertu de la section 32 de l'acte refondu des chemins de fer, 1880. ( <i>Document No. 89.</i> )	Par Acte.	356
90. <i>Côte du Labrador</i> :—Copie du rapport d'une exploration faite durant l'été de 1887, dans les rivières à		

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE NUMÉRIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Côte du Labrador :—Suite.</i>		
saumon, de la côte du Labrador, dans les comtés de Chicoutimi et Saguenay, par MM. Têtu et Montpetit.....( <i>Document No. 90.</i> )	Par Ordre, 119.	369
91. <i>St. Laurent, Basses Laurentides et Saguenay :—</i> Correspondance échangée entre le gouvernement, la compagnie du chemin de fer du St. Laurent et des Basses Laurentides et le député de Portneuf, au sujet du raccordement de cette ligne avec la ligne du chemin de fer du Lac St. Jean, à la rivière à Pierre.....( <i>Document No. 91.</i> )	Par Ordre, 185.	369
92. <i>Convention des Canadiens Français :—</i> Copie d'une résolution adoptée unanimement à la XVII Convention générale des Canadiens-Français des Etats-Unis, tenue à Nashua, New-Hampshire, les 26 et 27 juin, 1888, lors de l'arrivée dans le lieu de réunion, des délégués officiels de l'Assemblée Législative de la province de Québec, MM. L. O. David et Faucher de Saint-Maurice et transmise à M. l'Orateur de l'Assemblée Législative de la province de Québec, le 30 juin 1888. ( <i>Document No. 92.</i> )	Par Ordre, 329.	372
93. <i>Conférence Interprovinciale :—</i> Etat détaillé de toutes dépenses encourues par le Gouvernement en rapport avec la Conférence interprovinciale. ( <i>Document No. 93.</i> )	Par Ordre, 165.	376
94. <i>Subsides aux chemins de fer :—</i> Correspondance depuis le 29 Janvier 1887, au sujet de l'octroi de nouveaux subsides à des entreprises de voies ferrées. ( <i>Document No. 89.</i> )	Adresse, 89.	393
95. <i>Rogers &amp; Reynar :—</i> Document concernant la réclamation de MM.—, en rapport avec la construction du <i>Loop-Line</i> aux Trois-Rivières. ( <i>Document No. 95.</i> )	Adresse, 208.	393
96. <i>Ottawa :—</i> Copie des instructions données aux gardes forestiers dans le district d'Ottawa en 1886-87. ( <i>Document No. 96.</i> )	Par Ordre, 326.	393
97. <i>Chambly, Bureau d'enregistrement :—</i> Rapport de M. Geoffrion, Inspecteur des bureaux d'enregistrement, au sujet du bureau du comté de Chambly. ( <i>Document No. 97.</i> )	Par Ordre, 366.	393

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE NUMÉRIQUE.-- <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
98. <i>Macquet, Gérard</i> :—Documents concernant le système recommandé par M. Gérard Macquet, pour la construction des ponts en fer dans cette province. ( <i>Document No. 98.</i> )	Par Ordre, 328.	398
99. <i>Reynar, Joseph</i> :—Documents concernant la réclamation de—, au sujet des terrains où se trouve le terminus du chemin de fer des Piles, dans le canton de Radnor.....( <i>Document No. 99.</i> )	Adresse, 208.	405
100. <i>Belinge et Malenfant</i> :—Correspondance concernant les Débats de l'Assemblée Législative, rapportés par MM.—, durant la session de 1887. ( <i>Document No. 100.</i> )	Par Ordre, 330.	405
101. <i>Beausoleil, M.</i> :—Correspondence avec—, relativement à la perception des arrérages de taxes dues par les Corporations commerciales. <i>Impression ordonnée, 415.....(Document No. 101.)</i>	Adresse, 119.	408
102. <i>Inspecteurs des gardes-forestiers</i> :—Etat indiquant les noms, salaires, résidences et agences des inspecteurs des gardes-forestiers.. ( <i>Document No. 102.</i> )	Par Ordre, 330.	409
103. <i>Phosphate</i> :—Copie du dernier rapport de l'Inspecteur des mines, concernant l'industrie du phosphate sur la rivière du Lièvre, dans le comté d'Ottawa. ( <i>Document No. 103.</i> )	Par Ordre, 326.	409
104. <i>Baptist, George, fils &amp; Cie.</i> :—Documents au sujet de la réclamation de MM.—, en rapport avec la construction du <i>Loop-Line</i> , à Trois-Rivières. ( <i>Document No. 104.</i> )	Adresse, 367.	409
105. <i>Colonisation</i> :—Correspondance entre le gouvernement et la Société de colonisation du diocèse de Montréal, au sujet d'un projet de loi des terres de la couronne, relativement à la colonisation. <i>Impression ordonnée, 415.....(Document No. 105.)</i>	Par Ordre, 381.	409
106. <i>Refonte des Statuts</i> : Copie du rapport de l'Imprimeur de la Reine, du 25 juin 1888, sur le coût probable de la refonte des Statuts. <i>Impression ordonnée, 415.....(Document No. 106.)</i>	Par Ordre. 409.	409
A. <i>Actes passés en 1886</i> :—Ordre en Conseil, etc., au sujet des actes passés par la Législature de Québec, à sa session de 1886.	Adresse, 88.	
B. <i>Arpentages</i> :—Liste de tous les arpentages ordonnés par le gouvernement depuis le 29 janvier 1887.	Par Ordre, 229.	

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE NUMÉRIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
C. <i>Barachois</i> :—Motion pour copie de toute correspondance au sujet de la construction d'un pont sur la rivière—; débat ajourné, 326. Débat repris; motion adoptée, 328.	Par Ordre, 326, 328.	33
D. <i>Beaumont, Chemin de</i> :—Documents relatifs à certaine partie du chemin de Beaumont.	Adresse, 48.	
E. <i>Beausoleil, M. Evangeliste</i> :—Documents se rattachant à la vente par le gouvernement à—, des lots 16 et 17 du 13 <sup>e</sup> rang de Brandon.	Adresse, 245.	
F. <i>Bibliothèque de la Législature</i> :—Rapport du Conservateur de la—.	111 <sup>e</sup> Règle.	
G. <i>Biens des Jésuites</i> :—Etat détaillé des—, dont le gouvernement a pris possession en 1800. Montant des revenus sur chaque propriété depuis 1800, etc.	Par Ordre, 245.	
H. <i>Bonaventure</i> :—1. Divers documents ayant rapport aux argents de colonisation dépensés et travaux faits, dans le comté de—. Copie des rôles de paie des conducteurs des travaux pour 1884, 1885 et 1886; rapports faits au gouvernement; copie des poursuites intentées contre conducteurs, etc.	Adresse, 103.	
2. Copie des rôles de paie de chaque surintendant pour travaux de colonisation dans le comté de—, en 1887.	Par Ordre, 329.	
I. <i>Champlain</i> :—Etat des sommes dépensées dans le comté de Champlain, à même les fonds votés pour la colonisation, dans la session de 1887.	Par Ordre, 245.	
J. <i>Chateauguay</i> :—Rapports depuis 1876 sur le Bureau d'enregistrement du comté de—.	Par Ordre, 330,	
K. <i>Chemins à barrières</i> :—Correspondances et documents se rattachant aux—, de la province de Québec.	Par Ordre, 133.	
L. <i>Chemins à barrières de la rive Nord</i> :—Copie des jugements dans la cause de Belleau vs. la Reine, et documents relatifs à l'abolition des taux de péage sur les—.	Adresse, 144.	
M. <i>Conférence Interprovinciale</i> :—1. Copie de l'Ordre en Conseil autorisant le mandat spécial No. 67, du 10 fév. 1887, pour défrayer les dépenses de la—.	Adresse, 262.	

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE NUMÉRIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
2. Etat détaillé de la somme de \$10,094.23 dépensée par la—, mentionnée dans les mandats spéciaux.	Par Ordre, 329.	
N. <i>Conseillers Législatifs</i> :—Correspondance au sujet des —, qui ont été nommés depuis le 29 janvier 1887.	Adresse, 89.	
O. <i>Corporations Commerciales</i> :—Correspondance relativement à la perception des arrérages de taxes dues par les corporations commerciales.	Par Ordre, 165.	
P. <i>Dorchester</i> :—Etat des sommes dépensées, dans le comté de Dorchester, à même les fonds votés pour la colonisation, dans la session de 1887.	Par Ordre, 245.	
Q. <i>Employés du Gouvernement</i> :—Copie des rôles de paix des divers bureaux du gouvernement pour les districts de Montréal, Québec et Trois-Rivières pour les mois de janvier 1887 et mai 1888.	Par Ordre, 208.	
R. <i>Employés sessionnels</i> :—Noms des employés sessionnels permanents, et surnuméraires, salaires, résidences &c.	Par Ordre, 144.	
S. <i>Enquêtes par les Coroners</i> :—Etat indiquant le nombre d'enquêtes faites par les Coroners des districts de Montréal et de Québec, depuis 1883.	Adresse, 245.	
T. <i>Fonds d'emprunt municipal</i> :—Etat des sommes obtenues depuis le 1er mai 1887 en règlement des montants dûs au—.	Par Ordre, 102.	
U. <i>Gardes-Forêtiers</i> :—Etat indiquant les noms, salaires, résidences et noms des agences des gardes-forestiers.	Par Ordre, 330.	
V. <i>Gaspé, chemin maritime</i> :—Correspondance depuis 1888 touchant le chemin maritime, dans le comté de Gaspé.	Par Ordre, 326.	
W. <i>Huntingdon</i> :—Etat des sommes dépensées dans le comté de—, à même les fonds de la colonisation votés dans la session de 1887.	Par Ordre, 245.	
X. <i>Intercolonial</i> :—Correspondance au sujet des terrains occupés par le chemin de fer—, chaque côté de sa ligne, dans la Vallée Matapédia.	Par Ordre, 262.	
Y. <i>Lamb vs La Cie d'affichage</i> :—Correspondance entre le gouvernement, et la Société Chapleau, Hall, Nicolls, Brown et Beausoleil au sujet des frais dans la cause de—.	Adresse, 129.	

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE NUMÉRIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
Z. " <i>La Paix</i> " :—Etat des sommes payées à " <i>La Paix</i> " depuis le 1er février 1887, pour impressions &c ,	Par Ordre, 330.	
AA. <i>Laprairie</i> :—1. Correspondance à propos de la nomination des officiers rapporteurs aux deux dernières élections provinciales dans le comté de—.	Adresse, 118.	
2. Noms de ceux dont les champs ont été ravagés par la grêle dans le comté de—, et qui ont reçu quelque chose du gouvernement.	Par Ordre, 118.	
BB. <i>La Reine vs Charland</i> :—Copie des instructions données à M. Germain, C. R., substitut du Procureur général, au dernier terme de la Cour criminelle à Sorel, en rapport avec la cause de—.	Par Ordre, 393.	
CC. " <i>L'Etendard</i> " :—Etat des sommes payées ou dues à l'— depuis le 1er février 1887.	Par Ordre, 145.	
DD. <i>L'Islet, Comté</i> :—Copie des requêtes de diverses paroisses du comté de l'Islet, demandant la passation de la loi des licences de M. David, 208.	Par Ordre, 208.	
EE. <i>Livres donnés en prix dans les écoles</i> :—Liste des livres français qui ont été donnés en prix dans les écoles de la province depuis la dernière session.	Par Ordre, 119.	
FF. <i>Lots</i> :—Etat des lots pris dans chaque comté, dans la province depuis 1882.	Adresse, 88.	
GG. <i>Mandats Spéciaux</i> :—1. Etat des rapports en Conseil et—, émis en vertu de l'acte 31 Vict., chap. 9. cl. 47.	Par Acte,	45
2. Etat des rapports du Conseil Exécutif et mandats spéciaux émis en vertu de l'acte 31 Vict., chap. 9, clause 47.	.....	169
HH. <i>Massicotte, N. P.</i> :—Etat indiquant les détails de la somme de \$300 dépensée par—, sur le pont de la rivière Bastiscan.	Par Ordre, 180.	
II. <i>McGreevy, Hon. Thomas</i> :—Copie de la pétition de droit de l'—, pour faire déclarer nulle la sentence arbitrale en rapport avec son contrat pour le chemin de fer du Nord.	Adresse, 133.	
JJ. <i>Montréal, Cité de</i> :—Copie de la quittance mutuelle et réciproque entre la cité de—, et le gouvernement dont il est question dans l'Ordre en Conseil No. 362 du 8 août 1887.	Par Ordre, 165.	

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE NUMÉRIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
KK. <i>Montréal, Palais de Justice</i> :—Copie du Contrat de la papeterie pour les divers bureaux du palais de justice de Montréal.	Adresse, 262.	
LL. <i>Ottawa</i> :—Documents se rapportant à la nomination d'un officier rapporteur à la dernière élection pour le comté d'—.	Adresse, 119.	
MM. <i>Pêcheurs du Labrador</i> :—Copie des pétitions des—, maintenant établis dans la Beauce et demandant de l'aide au gouvernement.	Par Ordre, 329.	
NN. <i>Pentland, W. C.</i> :—Copie du dossier sur la pétition de droit de W. C. Pentland vs. le gouvernement.	Adresse, 393.	
OO. <i>Recettes et dépenses</i> :—Etats des—, de la province du 1er avril au 1er juin 1888.	Par Ordre, 133.	
PP. <i>Remises d'amendes</i> :—Etat des—, qui ont été faites par le gouvernement depuis 1880.	Par Ordre, 165.	
QQ. <i>Shefford</i> :—Correspondance avec les diverses municipalités du comté de Shefford au sujet du fonds d'emprunt municipal.	Par Ordre, 117.	
RR. <i>Saint-Maurice, Comté de</i> :—Etat détaillé des argents dépensés pour travaux de colonisation dans le—, pendant l'été de 1886.	Par Ordre, 366.	
SS. <i>Stanbridge</i> :—Correspondance concernant le règlement de la somme due par le canton de—, au fonds d'emprunt municipal.	Adresse, 147.	
TT. <i>Sommes payées depuis la Confédération</i> :—Etat de toutes les—, depuis la Confédération, par comtés, pour subsides aux chemins de fer, travaux de colonisation, etc., etc.	Par Ordre, 52.	
UU. <i>Surintendants des gardes-forestiers</i> :—Listes des personnes nommées—, depuis le 1er février 1887 : salaires, etc.	Adresse, 143.	
VV. <i>Terrebonne</i> :—Copie des instructions données à J. B. Charleson ayant rapport aux travaux faits et argents de colonisation dépensés dans le comté de Terrebonne ; Rapport fait, etc.	Par Ordre, 393.	
XX. <i>Tremblay, Rév. L. A.</i> :—Copie du mémoire du Rév.—, contredisant certaines parties du rapport de la Commission Agricole.	Par Ordre, 220.	
YY. <i>Palais de Justice, Trois-Rivières</i> :—Etat des sommes payées pour le coût d'ameublement du—.	Par Ordre, 144.	

## Documents, par ordre alphabétique :

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à—		
<i>Actes désavoués</i> :—Rapports de toutes décisions du conseil privé fédéral désavouant tous actes ou parties d'actes depuis 1882. <i>Impression ordonnée, 414.....(Document No. 53.)</i>	Adresse. 117.	195
<i>Actes passés en 1886</i> :—Ordre en Conseil, etc., au sujet des actes passés par la Législature de Québec, à sa session de 1886.	Adresse, 88.	
<i>Agriculture et Travaux Publics</i> :—Rapport du Commissaire de l'—, de la Province, pour l'année 1887.....( <i>Document No. 2.</i> )	Par ordre du Lieut.-Gouv,	172
<i>Aliénés</i> :—Correspondance au sujet du paiement par les municipalités, des sommes d'argent pour l'entretien des aliénés. <i>Impression ordonnée, 217.....(Document No. 22.)</i>	Adresse du 6 mai 1887.	98
<i>Argenteuil, Comté d'—</i> :—Correspondances relatives à la distribution des argents de colonisation dans le comté d'Argenteuil, depuis la dernière session. <i>(Document No. 77.)</i>	Par Ordre, 52.	261
<i>Arpentages</i> :—Liste de tous les arpentages ordonnés par le gouvernement depuis le 29 janvier 1887.	Par Ordre, 229.	
<i>Association Agricole des Cantons de l'Est</i> :—Correspondance au sujet d'une demande d'aide par l'—, pour animaux périés dans un incendie à l'exposition en octobre 1887.....( <i>Document No. 56.</i> )	Par Ordre, 144.	202
<i>Baie des Chaleurs</i> :—Documents concernant le subside payable à la Cie du chemin de fer de la—. <i>(Document No. 88.)</i>	Adresse, 118.	356
<i>Baptist, George, fils &amp; Cie.</i> :—Documents au sujet de la réclamation de MM.—, en rapport avec la construction du <i>Loop-Line</i> , à Trois-Rivières. <i>(Document No. 104.)</i>	Adresse, 367.	409
<i>Barachois</i> :—Motion pour copie de toute correspondance au sujet de la construction d'un pont sur la rivière—; débat ajourné, 326. Débat repris; motion adoptée, 328.	Par Ordre, 326, 328.	
<i>Barré &amp; Cie, MM.</i> :—Copie de la requête de—, au Lieutenant-Gouverneur, demandant de l'aide pour l'industrie de la fabrication des vins canadiens. <i>(Document No. 59.)</i>	Par Ordre, 120.	202



DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Beauce</i> :—Copie des rapports de J. B. Charleson et autres, des ponts, chemins et travaux de colonisation dans le comté de Beauce. ( <i>Document No. 78.</i> )	Par Ordre, 134.	261
<i>Beaumont, Chemin de</i> :—Documents relatifs à certaine partie du chemin de Beaumont.	Adresse, 48.	
<i>Beausoleil, M.</i> :—Correspondance avec—, relativement à la perception des arrérages de taxes dues par les Corporations commerciales. <i>Impression ordonnée, 414.....(Document No. 101.)</i>	Adresse, 119.	408
<i>Beausoleil, M. Evangeliste</i> :—Documents se rattachant à la vente par le gouvernement à—, des lots 16 et 17 du 13 <sup>e</sup> rang de Brandon.	Adresse, 245.	
<i>Belinge et Malenfant</i> :—Correspondance concernant les Débats de l'Assemblée Législative, rapportés par MM.—, durant la session de 1887. ( <i>Document No. 100.</i> )	Par Ordre, 330.	405
<i>Bellechasse, Comté de</i> :—Correspondance à propos des dernières distributions des argents de colonisation faites, depuis la dernière session, dans le comté de—.....( <i>Document No. 35.</i> )	Par Ordre, 48.	141
<i>Bibliothèque de la Législature</i> :—Rapport du Conservateur de la—	111 <sup>e</sup> Règle.	33
<i>Biens des Jésuites</i> :—Copie de la prise de possession par le Shérif du district de Québec, au nom du roi d'Angleterre, des—, et copie du retour du Shérif fait le 16 avril 1800. <i>Impression ordonnée, 414.....(Document No. 34.)</i>	Par Ordre, 104.	131
<i>Biens des Jésuites</i> :—Etat détaillé des—, dont le gouvernement a pris possession en 1800. Montant des revenus sur chaque propriété depuis 1800, etc.	Par Ordre, 245.	
<i>Bonaventure</i> :—1. Divers documents ayant rapport aux argents de colonisation dépensés et travaux faits dans le comté de—. Copie des rôles de paie des conducteurs des travaux pour 1884, 1885 et 1886 ; rapports faits au gouvernement ; copie des poursuites intentées contre conducteurs, etc.	Adresse, 103.	
2. Copie des rôles de paie de chaque surintendant pour travaux de colonisation dans le comté de—, en 1887.	Par Ordre, 329.	

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Bonaventure</i> :—Montant d'argent de colonisation employé dans le comté de—, du 1er mai 1887 au 1er mai 1888, et noms des conducteurs de travaux. ( <i>Document No. 51.</i> )	Par Ordre, 165.	182
<i>Cautionnements</i> :—Etat des—, donnés par les officiers publics de la Province de Québec, depuis le 22 mars 1887 au 23 mai 1888..( <i>Document No. 21.</i> )	Par Acte.	82
<i>Chambly, Bureau d'enregistrement</i> :—Rapport de M. Geoffrion, Inspecteur des bureaux d'enregistrement, au sujet du bureau du comté de Chambly. ( <i>Document No. 97.</i> )	Par Ordre, 366.	393
<i>Champlain</i> :—Etat des sommes dépensées dans le comté de Champlain, à même les fonds votés pour la colonisation, dans la session de 1887.	Par Ordre, 245.	
<i>Champlain, Comté de</i> :—Etat de toutes les sommes d'argent dépensées, durant l'été de 1886, pour la colonisation dans le comté de—. ( <i>Document No. 37.</i> )	Par Ordre, 52.	141
<i>Chateauguay</i> :—Rapports depuis 1876 sur le Bureau d'enregistrement du comté de—.	Par Ordre, 330.	
<i>Chemins à barrières</i> :—Correspondances et documents se rattachant aux—, de la province de Québec.	Par Ordre, 133.	
<i>Chemins à barrières de la rive Nord</i> :—Copie des jugements dans la cause de Belleau vs. la Reine, et documents relatifs à l'abolition des taux de péage sur les—.	Adresse, 144.	
<i>Chemins et ponts de colonisation</i> :—Etat des sommes dépensées par le Gouvernement pour—, dans chaque comté de la province durant 1887-88.	Par Ordre, 104.	127
<i>Impression ordonnée, 218.</i> . . . . .( <i>Document No. 27.</i> )		
<i>Chemins et ponts de colonisation</i> :—Etat indiquant les détails d'une somme de \$7,607.67 pour visites et explorations en rapport avec les—.	Par Ordre, 145.	145
<i>Impression ordonnée, 218.</i> . . . . .( <i>Document No. 43.</i> )		
<i>Cloutier, Joseph</i> :—Correspondance au sujet de l'octroi d'une licence d'hôtel à—, des Trois-Rivières; et état des sommes payées à M. A. E. Gervais en rapport avec les licences. . . . .( <i>Document No. 79.</i> )	Adresse, 144.	261
<i>Commission Agricole</i> :—Rapport préliminaire de la—, nommée le 18 août 1887. . . . .( <i>Document No. 18.</i> )	Par Message.	47

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Commission Agricole</i> :— <i>Suite.</i>		
Motion pour concours dans ce rapport, 220 ; amendée, 384.		
Rapport renvoyé au Comité d'agriculture, 384.		
<i>Commission Agricole</i> :—Copie de l'Ordre en Conseil nommant les membres de la—, instructions qui l'accompagnent, rapports, etc.	Adresse, 184.	266
<i>Impression ordonnée</i> , 415.....( <i>Document No. 81.</i> )		
<i>Commission des Asiles</i> :—Rapport de la Commission nommée le 17 sept. 1887, pour faire une enquête sur les difficultés soulevées au sujet des asiles d'aliénés et de la mise en force du statut relatif à ces asiles, etc.....( <i>Document No. 87.</i> )	Par Message.	328
<i>Compagnies de chemins de fer</i> :—Etats, rapports et statistiques, transmis au Commissaire des terres par diverses—, en vertu de la section 32 de l'acte refondu des chemins de fer, 1880. ( <i>Document No. 89.</i> )	Par Acte.	356
<i>Compagnies incorporées</i> :—Liste des—, par lettres patentes, depuis la Confédération. ( <i>Document No. 10.</i> )	Ordre du 11 mai 1887.	38
<i>Comptes publics</i> :—Etat des—, de la Province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1887.....( <i>Document No. 3.</i> )	Par ordre du Lieut.-Gouv.	45
<i>Conférence Interprovinciale</i> :—Etat détaillé de toutes dépenses encourues par le Gouvernement en rapport avec la Conférence interprovinciale. ( <i>Document No. 93.</i> )	Par Ordre, 165.	376
<i>Conférence Interprovinciale</i> :—1. Copie de l'Ordre en Conseil autorisant le mandat spécial No. 67, du 10 fév. 1887, pour défrayer les dépenses de la—.	Adresse, 262.	
Etat détaillé de la somme de \$10,094.23 dépensée par la—, mentionnée dans les mandats spéciaux.	Par Ordre, 329.	
<i>Colonisation</i> :—Correspondance entre le gouvernement et la Société de colonisation du diocèse de Montréal, au sujet d'un projet de loi des terres de la couronne, relativement à la colonisation.	Par Ordre, 381.	409
<i>Impression ordonnée</i> , 415.....( <i>Document No. 105.</i> )		
<i>Conseillers Législatifs</i> :—Correspondance au sujet des —, qui ont été nommés depuis le 29 janvier 1887.	Adresse, 89	

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Convention des Canadiens Français</i> :—Copie d'une résolution adoptée unanimement à la XVII Convention générale des Canadiens-Français des Etats-Unis, tenue à Nashua, New-Hampshire, les 26 et 27 juin 1888, lors de l'arrivée dans le lieu de réunion, des délégués officiels de l'Assemblée Législative de la province de Québec, MM. L. O. David et Faucher de Saint-Maurice et transmise à M. l'Orateur de l'Assemblée Législative de la province de Québec, le 30 juin 1888. ( <i>Document No. 92.</i> )	Par Ordre, 329.	372
<i>Corporations Commerciales</i> :—Correspondances relativement à la perception des arrérages de taxes dues par les corporations commerciales.	Par Ordre, 165.	
<i>Côte du Labrador</i> :—Copie du rapport d'une exploration faite durant l'été de 1887, dans les rivières à saumon, de la côte du Labrador, dans les comtés de Chicoutimi et Saguenay, par MM. Têtu et Montpetit.....( <i>Document No. 90.</i> )	Par Ordre, 119.	369
<i>Coulée Gendron</i> :—Détails additionnels de la somme de \$150 dépensée par M. Roch Montreuil, sur le pont de la Coulée Gendron, à Sainte-Anne de la Pérade.....( <i>Document No. 63b.</i> )	Par Ordre, 409.	409
<i>Crépeault, Louis</i> :—Copie de l'ordre en Conseil nommant le Dr.—, agent des terres de la Couronne pour une partie du comté de Bonaventure. ( <i>Document No. 64.</i> )	Adresse, 165.	207
<i>Culture des arbres forestiers</i> :—Copie de la proclamation mettant en force l'acte concernant la—, etc., etc.....( <i>Document No. 84.</i> )	Adresse, 219.	267
<i>Debentures provinciales</i> :—Copie de l'une des débentures provinciales, de chacune des émissions faites par la Province depuis le 1er janvier 1875.	Par Ordre, 103.	127
<i>Impression ordonnée, 218.</i> .....( <i>Document No. 28.</i> )		
<i>Desserres, Noé</i> :—Documents se rapportant à la nomination de—, au palais de justice, Montréal. ( <i>Document No. 42.</i> )	Adresse, 118.	142
<i>Dorchester</i> :—Etat des sommes dépensées dans le comté de Dorchester, à même les fonds votés pour la colonisation, dans la session de 1887.	Par Ordre, 245.	

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Dugas, Albert</i> :—Correspondance au sujet de la destitution et la réinstallation de—, comme garde forestier.....( <i>Document No. 33.</i> )	Adresse, 89.	141
<i>Duhamel &amp; Guigues</i> :—Liste des lots concédés par billets de location ou lettres patentes dans les cantons—, comté de Pontiac....( <i>Document No. 58.</i> )	Par Ordre, 165.	202
<i>Ecole de navigation</i> :—Copie du rapport du maître de l'—, de Québec, depuis la dernière session. <i>Impression ordonnée, 414.</i> .....( <i>Document No. 31.</i> )	Par Ordre, 117.	131
<i>Elections</i> :—Rapport du greffier de la Couronne en Chancellerie au sujet des élections partielles depuis la dernière session. ( <i>Document No. 86.</i> )		304
<i>Employés du Gouvernement</i> :—Copie des rôles de paix des divers bureaux du gouvernement pour les districts de Montréal, Québec et Trois-Rivières, pour les mois de janvier 1887 et mai 1888.	Par Ordre, 208.	
<i>Employés sessionnels</i> :—Noms des employés sessionnels permanents et surnuméraires, salaires, résidences &c.	Par Ordre, 144.	
<i>Emprunt</i> :—Documents relatifs à l'émission de débentures provinciales pour un montant n'excédant pas trois millions et demi. <i>Impression ordonnée, 414.</i> .....( <i>Document No. 29.</i> )	Adresse, 52.	131
<i>Enquêtes par les Coroners</i> :—Etat indiquant le nombre d'enquêtes faites par les Coroners des districts de Montréal et de Québec, depuis 1833.	Adresse, 245.	
<i>Estimés</i> :—Estimés supplémentaires, pour l'année courante et estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1889 ; Renvoyés au comité des subsides. ( <i>Voir Subsidés</i> )......( <i>Document No. 1.</i> )	Par Message.	198
<i>Estimés supplémentaires pour 1889 ; Renvoyés au comité des subsides. (Voir Subsidés). (Document No. 1.)</i>	Par Message.	368
<i>Exposition de Paris</i> :—Copie de la requête de la Chambre de Commerce de Montréal au sujet du transport et installation des effets et articles qui seront envoyés à l'—.....( <i>Document No. 67.</i> )	Adresse, 206.	209
<i>Fonds d'emprunt municipal</i> :—Etat des sommes obtenues depuis le 1er mai 1887, en règlement des montants dûs au—.	Par Ordre, 102.	

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Forêts</i> :—Correspondance au sujet de la protection des Forêts contre les incendies... ( <i>Document No. 83</i> )	Par Ordre, 219.	267
<i>Gardes-Forestiers</i> :—Etat indiquant les noms, salaires, résidences et noms des agences des gardes-forestiers.	Par Ordre, 330.	
<i>Gaspé, chemin maritime</i> :—Correspondance depuis 1888 touchant le chemin maritime, dans le comté de Gaspé.	Par Ordre, 326.	
<i>Gauvreau, Petrus</i> :—Copie des instructions adressées à—, touchant le cadastre de Douglas et Malbaie, etc..... ( <i>Document No. 74.</i> )	Par Ordre, 183.	233
<i>Gazette Officielle</i> : — Rapport de l'Imprimeur de la Reine, contenant tableaux et statistiques des opérations de la Gazette Officielle depuis sa fondation, en janvier 1869, jusqu'au 30 juin 1887. ( <i>Document No. 8b.</i> )	.....	212
<i>Gazette Officielle</i> :—Soumissions et Documents se rapportant aux contrats pour l'impression de la—. ( <i>Documents No. 11.</i> )	Par ordre du Lieut.-Gouv.	38
<i>Gérin-Lajoie, J. Bte</i> :—Correspondance au sujet de sa destitution comme garde-forestier pour l'agence du St. Maurice ..... ( <i>Document No. 52</i> )	Par Ordre, 145.	182
<i>Grains de semence</i> :—Correspondance à propos de certaines demandes de—, faites au nom des colons de Notre-Dame du Buckland, Bellechasse. ( <i>Document No. 24.</i> )	Par Ordre, 48.	112
<i>Great Eastern</i> :—Copie du rapport de l'ingénieur sur lequel des subsides au montant de \$24,440 ont été payés à la Cie du chemin de fer—, pour la partie de Yamaska à Saint-François du Lac. ( <i>Document No. 80.</i> )	Adresse, 165.	261
<i>Homesteads</i> :—Liste de tous les lots concédés par la couronne comme " Homesteads " en vertu de l'acte 45 Vict., chap. 12..... ( <i>Document No. 62.</i> )	Par Ordre, 165.	215
<i>Huntingdon</i> : — Etat des sommes dépensées dans le comté de—, à même les fonds de la colonisation votés dans la session de 1887.	Par Ordre, 245.	
<i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session,		

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>		ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Imprimerie de la Reine :—Suite.</i>			
qu'il a imprimés et distribués et le nombre qui lui reste en mains, avec le coût détaillé des frais encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts. .... (Document No. 8a.)		Par Message.	47
<i>Inspecteurs des gardes-forestiers :—</i> Etat indiquant les noms, salaires, résidences et agences des inspecteurs des gardes-forestiers. (Document No. 102.)		Par Ordre, 330.	409
<i>Inspecteur des mines :—</i> Documents ayant rapport à la position d'—, pour la province. (Document No. 85.)		Adresse, 217.	267
<i>Inspecteurs des prisons, etc., :—</i> Dix-huitième rapport des—, de la Province de Québec, pour l'année 1887. .... (Document No. 9.)		Par ordre du Lieut.-Gouv.	261
<i>Institutions Littéraires, de Charité et Hôpitaux :—</i> Rapports annuels &c., des—, ci-dessous mentionnés, savoir :			
Union St. Joseph,	Beauport.	.....	37, 130
Hospice de la Providence,	Joliette.	.....	37
Distributing Home,	Knowlton.	.....	37
N. D. de Charité du Bon Pasteur,	Montréal.	.....	37
Asile de St. Vincent de Paul,	do	.....	37
Institut Hervey,	do	.....	37
Asile de la Providence,	do	.....	37
Institut Fraser,	do	.....	37
Church Home,	do	.....	98
Union St. Joseph,	do	.....	110
Union St. Pierre,	do	.....	110
Hôpital Général,	Pembroke.	.....	37
Asile du Bon Pasteur,	Québec	.....	37
Asile Finlay	do	.....	37
Asile des Dames protestantes,	do	.....	79
Asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre,	do	.....	37
Asile des orphelines, do do	do	.....	37
Hospice de la miséricorde,	do	.....	37
Hospice St. Charles,	do	.....	37
Union St. Joseph de St. Roch,	do	.....	37
Union St. Joseph de St. Jean Baptiste,	do	.....	127
Women's Christian, Association,	do	.....	51
Sœurs de la Charité,	Rimouski.	.....	37
Asile de la Providence,	Ste. Elisabeth.	.....	37
Hôpital Général,	Sorel.	.....	98
Hospice Ste. Anne,	Yamachiche.	.....	37
(Document No. 14.)		.....	

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Intercolonial</i> :—Correspondance au sujet des terrains occupés par le chemin de fer—, chaque côté de sa ligne, dans la Vallée Matapédia.	Par Ordre, 262.	
<i>Institution des Sourdes Muettes de Montréal</i> :—Copie de la requête de l'—, au Lieutenant-Gouverneur, demandant une allocation....( <i>Document No. 54.</i> )	Par Ordre, 117.	202
<i>Instruction publique</i> : — Rapport du Surintendant de l'—, pour l'année 1886-1887. ( <i>Document No. 5.</i> )	Par ordre du Lieut.-Gouv.	327
<i>Instruction publique</i> .—Etat financier du Surintendant de l'—, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1887.....( <i>Document No. 5.</i> )	Par ordre du Lieut.-Gouv.	47
<i>Joliette</i> :—Etat des argents octroyés pour fins de colonisation dans le comté de Joliette, de 1882 à 1885. ( <i>Document No. 60.</i> )	Par Ordre, 189.	202
<i>Joncas, L. Z.</i> :—Correspondance au sujet de la nomination d'un successeur à—, comme Shérif de Gaspé. ( <i>Document No. 26.</i> )	Adresse, 89.	112
<i>Juges additionnels à Montréal</i> :—Copie de l'Ordre en Conseil mettant en vigueur l'acte adopté à la dernière session concernant la nomination de deux—.....( <i>Document No. 32.</i> )	Adresse, 117.	131
<i>Lacoste, Globensky et Bisailon</i> :—Sommes payées par la province à MM.— du 30 juin 1880 au 31 janvier 1887. <i>Impression ordonnée, 414</i> .....( <i>Document No. 13.</i> )	Adresse du 12 mai 1887.	38
<i>Lamb vs La Cie d'affichage</i> :—Correspondance entre le gouvernement, et la Société Chapleau, Hall, Nicolls, Brown et Beausoleil, au sujet des frais dans la cause de—.	Adresse, 129.	
<i>"La Paix"</i> :—Etat des sommes payées à "La Paix" depuis le 1er février 1887, pour impressions, &c.	Par Ordre, 330.	
<i>Laprairie</i> :—1. Correspondance à propos de la nomination des officiers rapporteurs aux deux dernières élections provinciales dans le comté de—.	Adresse, 118.	
2. Noms de ceux dont les champs ont été ravagés par la grêle dans le comté de—, et qui ont reçu quelque chose du gouvernement.	Par Ordre, 118.	



DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Lavallée, Hon. M.</i> :—Motion de M. <i>Casgrain</i> pour copie de la commission nommant Sir A. A. Dorion, commissaire pour s'enquérir de certains faits relatifs à la démission de—, comme Conseiller Législatif, à la lettre du dit—, retirant la dite démission. Amendement de l'honorable M. <i>Mercier</i> .—Objecté par l'honorable M. <i>Taillon</i> , 89. M. l'Orateur décide que l'amendement est dans l'ordre. Motion, telle qu'amendée, adoptée sur division, 90. ( <i>Document No. 44.</i> )	Adresse, 90.	157
<i>La Reine vs Charland</i> :—Copie des instructions données à M. Germain, C. R., substitut du Procureur général, au dernier terme de la Cour criminelle à Sorel, en rapport avec la cause de—.	Par Ordre, 393.	
<i>LeBel, Charles</i> :—Copie du rapport d'inspection par M. —, des routes et travaux de colonisation dans le comté de Gaspé.....( <i>Document No. 48.</i> )	Par Ordre, 104.	176
“ <i>L'Etendard</i> ” :—Etat des sommes payées ou dues à l'— depuis le 1er février 1887.	Par Ordre, 145.	
<i>Limites à bois</i> :— Ordre en Conseil augmentant les rentes foncières sur les limites à bois. ( <i>Document No. 68.</i> )	Adresse, 184.	216
<i>L'Islet, Comté</i> :—Copie des requêtes de diverses paroisses du comté de l'Islet, demandant la passation de la loi des licences de M. David, 208.	Par Ordre, 208.	
<i>Livres donnés en prix dans les écoles</i> :—Liste des livres français qui ont été donnés en prix dans les écoles de la province depuis la dernière session.	Par Ordre, 119.	
<i>Lots</i> :—Etat des lots pris dans chaque comté, dans la province, depuis 1882.	Adresse, 88.	
<i>Lowell</i> :—Copie de la requête des Canadiens français de Lowell, Massachusetts, au sujet du repatriement.....( <i>Document No. 57.</i> )	Par Ordre, 144.	202
<i>Macquet, Gérard</i> :—Documents concernant le système recommandé par M. Gérard Macquet, pour la construction des ponts en fer dans cette province. ( <i>Document No. 98.</i> )	Par Ordre, 328.	398
<i>Mandats Spéciaux</i> :—1. Etat des rapports en Conseil et—, émis en vertu de l'acte 31 Vict., chap. 9. cl. 47.	Par Acte,	45

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
2. Etat des rapports du Conseil Exécutif et mandats spéciaux émis en vertu de l'acte 31 Vict., chap. 9, clause 47.	.....	169
<i>Manuscripts du Maréchal de Lévis</i> :—Correspondance entre le Comte de Nicolay, et le Premier Ministre de la province de Québec à propos des manuscrits du Maréchal de Lévis.	Par Ordre, 133.	182
<i>Impression ordonnée, 414.....(Document No. 50.)</i>		
<i>Massicotte, N. P.</i> :—Etat indiquant les détails de la somme de \$300 dépensée par—, sur le pont de la rivière Bastiscan.	Par Ordre, 180.	
<i>McGreevy, Hon. Thomas</i> :—Copie de la pétition de droit de l'—, pour faire déclarer nulle la sentence arbitrale en rapport avec son contrat pour le chemin de fer du Nord.	Adresse, 133.	
<i>Montréal, Cité de</i> :—Copie de la quittance mutuelle et réciproque entre la cité de—, et le gouvernement dont il est question dans l'Ordre en Conseil No. 362 du 8 aout 1887.	Par Ordre, 165.	
<i>Montréal, Cité de</i> :—Correspondance, etc., au sujet du règlement des réclamations du Gouvernement contre la cité de—.	Adresse, 88.	131
<i>Impression ordonnée, 218.....(Document No. 30.)</i>		
<i>Montréal, District de</i> :—Etat général des baptêmes, mariages et sépultures dans le district de—, pour 1886 et 1887 .....( <i>Document No. 15.</i> )	.....	37
<i>Montréal, Palais de Justice</i> :—Copie du Contrat de la papeterie pour les divers bureaux du palais de justice de Montréal.	Adresse, 262.	
<i>Montreuil, Roch</i> :—Détails de la somme de \$150 dépensée par—, sur le pont de la Coulée Gendron dans Ste. Anne de la Pérade ....( <i>Document No. 63a.</i> )	Par Ordre, 208.	215
<i>Musée de l'Instruction Publique</i> :—Copie du rapport du Conservateur du—, pour l'année expirée le 31 décembre 1887.	Adresse, 165.	209
<i>Impression ordonnée, 414.....(Document No. 66.)</i>		
<i>Ottawa</i> —Documents se rapportant à la nomination d'un officier rapporteur à la dernière élection pour le comté d'—.	Adresse, 119.	

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Ottawa</i> :—Copie des instructions données aux gardes-forestiers dans le district d'Ottawa en 1886-87. ( <i>Document No. 96.</i> )	Par Ordre, 326.	393
<i>Pacifique Canadien</i> :—1° Copie du contrat du 4 mars 1882, entre le Gouvernement et la Cie du—. 2° Copie de la vente de la section Est du chemin de fer de Q. M. O. & O. à la Cie du chemin de fer du Nord.....( <i>Document No. 75.</i> )	Par Ordre, 189.	233
<i>Palais de Justice, Montréal</i> :—Copie des contrats relativement aux réparations et aux changements faits ou à faire au —.....( <i>Document No. 72.</i> )	Par Ordre, 117.	232
<i>Palais de Justice, Montréal</i> :—Etat montrant combien le gouvernement a nommé d'employés au —, depuis le 1er février 1887. Montant total de leur salaire.....( <i>Document No. 76.</i> )	Par Ordre, 183.	257
<i>Palais de Justice, Québec</i> :—Motion pour copie des contrats, etc., relatifs à l'achat et à la pose des gazeliers, horloges, etc., au —, débat ajourné, 119. Débat repris, 136. Motion adoptée, 137. <i>Impression ordonnée, 218.....</i> ( <i>Document No. 65.</i> )	Par Ordre, 137.	208
<i>Palais de justice, Quebec, rue nouvelle</i> :—Liste des lots achetés, noms des vendeurs, prix payés &c., pour l'ouverture d'une rue près le nouveau palais de justice, Québec, <i>Impression ordonnée, 218.....</i> ( <i>Document No. 47.</i> )	Par Ordre, 119.	162
<i>Palais de justice, Québec</i> :—Copie des soumissions pour l'ouverture d'une rue entre la rue Desjardins et le nouveau—, .....( <i>Document No. 49.</i> )	Par Ordre, 119.	182
<i>Palais de Justice, Trois-Rivières</i> :—Etat des sommes payées pour le coût d'ameublement du—.	Par Ordre, 144.	
<i>Palais Législatif</i> :—Correspondance à propos de la décoration faite et celle projetée au—. ( <i>Document No. 73.</i> )	Par Ordre, 129.	232
<i>Pêcheurs du Labrador</i> :—Copie des pétitions des—, maintenant établis dans la Beauce et demandant de l'aide au gouvernement.	Par Ordre, 329.	
<i>Pentland, W. C.</i> :—Copie du dossier sur la pétition de droit de W. C. Pentland vs. le gouvernement.	Adressæ, 393.	
<i>Phosphate</i> :—Copie du dernier rapport de l'Inspecteur		

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Phosphate :—Suite.</i>		
des mines, concernant l'industrie du phosphate sur la rivière du Lièvre, dans le comté d'Ottawa. ( <i>Document No. 103.</i> )	Par Ordre, 326.	409
<i>Ponts en fer :—Documents relatifs à la construction des ponts en fer .....(Document No. 71.)</i>	Adresse, 52.	232
<i>Pont entre Québec et Lévis :—Documents se rapportant à la construction d'un—, sur le Fleuve St. Lau- rent.....(Document No. 46.)</i>	Par Ordre, 159.	162
<i>Poursuites :—Etat indiquant le nombre des poursuites pour infractions à la loi des licences pour la cité de Montréal, durant l'année finissant le 1er mai 1888.....(Document No. 82.)</i>	Par Ordre, 208.	267
<i>Québec, Comté de :—Etat des sommes dépensées dans le —, pour chemins et travaux de colonisation, en 1887.....(Document No. 36.)</i>	Par Ordre, 100.	141
<i>Québec, Montréal, Ottawa &amp; Occidental :—Rapport de la Commission royale nommée le 30 Déc. 1884, pour faire une enquête sur les détails de la cons- truction, exploration et vente du chemin de fer de.....(Document No. 16.)</i>	Par Message.	47
<i>Québec, Montréal, Ottawa &amp; Occidental :—Etat de toutes les réclamations en rapport avec le chemin de fer—, qui ont été réglées depuis le 29 janv. 1887. Impression ordonnée, 217.....(Document No. 25.)</i>	Par Ordre, 89.	112
<i>Québec, Montréal, Ottawa &amp; Occidental :—Correspon- dance entre le Gouvernement et J. G. Bossé, ou M. McDonald, au sujet de la réclamation du dit McDonald en rapport avec la construction de la partie Ouest du chemin de fer de—. (Document No. 70.)</i>	Adresse, 133.	226
<i>Rapports municipaux :—Rapports municipaux de la Province de Québec, pour l'année 1887. (Document No. 17.)</i>	.....	59
<i>Recettes et dépenses :—Etats des—, de la province du 1er avril au 1er juin 1888.</i>	Par Ordre, 133.	
<i>Recettes et paiements :—Etat des—, de la Province, pro- venant de toutes les sources, du 1er juillet 1887 au 31 mars 1888.....(Document No. 7a.)</i>	.....	45

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>Recettes et paiements de la Province :—Etat des—, provenant de toutes sources du 1er juillet 1887 au 31 mai 1888.....(Document No. 7b.)</i>	.....	329
<i>Refonte des Statuts : Copie du rapport de l'Imprimeur de la Reine, du 25 juin 1888, sur le coût probable de la refonte des Statuts. Impression ordonnée, 415.....(Document No. 106.)</i>	Par Ordre, 409.	409
<i>Régistres de la Prévosté de Québec :—Lettre de M. L. J. C. Fiset au sujet des—, qui sont en la possession de la Société littéraire et historique de Québec. Impression ordonnée, 414.....(Document No. 83.)</i>	Par Ordre, 88.	131
<i>Rapport supplémentaire.....(Document No. 33b.)</i>	.....	195
<i>Remises d'amendes :—Etat de tous les droits, taxes, confiscations, etc., en rapport avec la perception du revenu, remis par le Lieutenant-Gouverneur, du 17 mars 1887 au 15 mai 1888. (Document No. 20.)</i>	.....	60
<i>Remises d'amendes :—Etat des—, qui ont été faites par le gouvernement depuis 1880.</i>	Par Ordre, 165.	
<i>Reynar, Joseph :—Documents concernant la réclamation de—, au sujet des terrains où se trouve le terminus du chemin de fer des Piles, dans le canton de Radnor.....(Document No. 99.)</i>	Adresse, 208.	405
<i>Rimouski, Comté de :—Etat détaillé des argents de colonisation dépensés dans le comté de—, du 1er mai 1887, au 1er mai 1888. (Document No. 39.)</i>	Par Ordre, 89.	141
<i>Rogers &amp; Reynar :—Document concernant la réclamation de MM.—, en rapport avec la construction du Loop-Line aux Trois-Rivières. (Document No. 95.)</i>	Adresse, 208.	393
<i>Roy et Annett :—Correspondance au sujet de la suspension des agents des terres de la Couronne—. (Document No. 12.)</i>	Ordre du 11 mai 1887.	38
<i>Saint-Maurice, Comté de :—Etat détaillé des argents dépensés pour travaux de colonisation dans le—, pendant l'été de 1886.</i>	Par Ordre, 366.	
<i>St. Laurent, Basses Laurentides et Saguenay :—Correspondance échangée entre le gouvernement, la</i>		

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
<i>St. Laurent, Basses Laurentides et Saguenay :—Suite.</i>		
compagnie du chemin de fer du St. Laurent et des Basses Laurentides et le député de Portneuf, au sujet du raccordement de cette ligne avec la ligne du chemin de fer du Lac St. Jean, à la rivière à Pierre.....( <i>Document No. 91.</i> )	Par Ordre, 185.	369
<i>Secrétaire et Régistrare de la Province :—</i> Rapport du Secrétaire et Régistrare de la Province de Québec, pour l'année 1886-87. ( <i>Document No. 6.</i> )	.....	261
Premier rapport du Secrétaire de la Province de Québec, pour 1886-87. Division du Régistrare. ( <i>Document No. 6.</i> )	.....	318
<i>Service Civil :—</i> Ordres en Conseil depuis la dernière session, concernant les nominations et promotions faites dans le Service Civil.	En vertu de l'acte 40 Vict., Ch. 9, Sec. 23.	51.
<i>Impression ordonnée, 217.....(Document No. 19.)</i>		
<i>Shefford :—</i> Correspondance avec les diverses municipalités du comté de Shefford au sujet du fonds d'emprunt municipal.	Par Ordre, 117.	
<i>Sommes payées depuis la Confédération :—</i> Etat de toutes les—, depuis la Confédération, par comtés, pour subsides aux chemins de fer, travaux de colonisation, etc., etc.	Par Ordre, 52.	
<i>Sommes payées par la province :—</i> Etat des sommes payées par la province depuis 1885, pour Ecoles de réforme et d'industrie ; Asiles d'aliénés ; Instruction publique ; Agriculture ; Colonisation ; Institutions de charité et Chemins de fer.	Par Ordre, 133.	205
<i>Impression ordonnée, 414.....(Document No. 61.)</i>		
<i>Soulanges, Comté de :—</i> Etat des montants d'argent dépensés par le gouvernement dans le comté de Soulanges, depuis 1887.....( <i>Document No. 45.</i> )	Par Ordre, 160.	160
<i>Stanbridge :—</i> Correspondance concernant le règlement de la somme due par le canton de—, au fonds d'emprunt municipal.	Adresse, 147.	
<i>Subsides aux chemins de fer :—</i> Correspondance depuis le 29 Janvier 1887, au sujet de l'octroi de nouveaux subsides à des entreprises de voies ferrées. ( <i>Document No. 89.</i> )	Adresse, 89.	393.

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE NUMÉRIQUE.— <i>Suite.</i>		
	ORDONNÉS.	PRÉSENTÉS.
<i>Surintendants des gardes-forestiers</i> :—Listes des personnes nommées—, depuis le 1 <sup>er</sup> février 1887 : salaires, etc.	Adresse, 143.	
<i>Taxes sur Corporations commerciales</i> :—Copie du jugement du Conseil privé, touchant la validité de l'acte 45 Vic., chap. 22, (Taxes sur Corporations commerciales.)	Par Ordre, 88.	141
<i>Impression ordonnée, 218</i> . . . . . (Document No. 40.)	Adresse, 118.	142
<i>Tellier, F.</i> :—Documents concernant la destitution de—, (Document No. 41.)	Par Ordre, 144.	202
<i>Terrebonne</i> :—Correspondance au sujet de la construction d'un pont en fer sur la rivière qui sépare—, du village de St. François de Sales. (Document No. 55.)	Par Ordre, 393.	
<i>Terrebonne</i> :—Copie des instructions données à J. B. Charleson ayant rapport aux travaux faits et argents de colonisation dépensés dans le comté de Terrebonne ; Rapport fait, etc.	Par ordre du Lieut.-Gouv.	177
<i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport du Commissaire des, —pour les douze mois finissant le 30 juin 1887. (Document No. 4.)	Par Ordre, 100.	102
<i>Trappistes d'Oka</i> :—Copie de la requête des RR. PP.—, au Lieut.-Gouv. pour obtenir de l'aide. Renvoyée au Comité d'agriculture, 120. (Document No. 23.)	Par Ordre, 220.	
<i>Tremblay, Rév. L. A.</i> :—Copie du mémoire du Rév.—, contredisant certaines parties du rapport de la Commission Agricole.	Par Ordre, 217, 218.	226
<i>Université Laval</i> :—Correspondance entre l'—, et le gouvernement au sujet d'une subvention. <i>Impression ordonnée, 414</i> . . . . . (Document No. 69.)		

DOCUMENTS DONT L'IMPRESSION A ÉTÉ ORDONNÉE :—Voir à la fin de cet Index.

**DOMINION LIME COMPANY** :—Pétition demandant un acte amendant l'acte constituant en corporation la compagnie *Dominion Lime Company*, 101. Avis, 121. Bill (l'hon. M. Robertson), présenté, 122. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 136. Rapporté, amendé, 188. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 200. Par le Conseil, 301. S. R., 419. (51-52 Vic., ch. 116.)

**DORCHESTER, COMTÉ DE** :—Sommes dépensées dans—, à même les fonds votés dans la session de 1887, pour colonisation, 245. Voir *Documents, P.*

---

DORCHESTER, LÉVIS, BELLECHASSE ETC. :—Pétition demandant un acte incorporant la Compagnie du chemin de fer des comtés de—, Lévis, Bellechasse, etc., 107. Avis, 121.

DOUGLAS ET MALBAIE :—Cadastrage des Cantons de—, 183, 233. Voir *Documents*, 74

DRUMMONDVILLE :

1. Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de : "La Compagnie Industrielle de—," 49. Avis, 55. Bill présenté (M. Girouard), 97. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 105. Rapporté amendé, 153. Considéré en comité général; rapporté; passé, 162. Par le Conseil avec amendements, 355. Considérés et adoptés, 356. S. R., 418. (51-52 Vic., ch. 67.)

2. Pétition demandant un acte constituant en corporation la ville de Drummondville, 60. Avis, 95. Bill (M. Girouard), présenté, 97. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 106. Rapporté amendé, 180. Considéré en comité général; amendé; rapporté; passé, 194. Par le Conseil avec amendements, 303. Considérés et adoptés, 318. S. R., 418. (51-52 Vic., ch. 88.)

3. Pétition contre ce bill, 161.

DRUMMOND ET ARTHABASKA :—Documents relatifs à l'élection contestée de — mis devant la Chambre, 22. Lus, 22. Imprimés, 26.

DUCHESNEAU, DR. :—Correspondance au sujet de la construction d'un pont en fer, 144 202. Voir *Documents*, 55. *Terrebonne*.

DUDSWELL, CIE DE MARBRE ETC., DE :—Voir *Sherbrooke*.

DUGAS, ALBERT :—Destitution et réinstallation de—, 89, 141. Voir *Documents*, 38.

DUHAMEL ET GUIGUES :—Liste des lots concédés dans les cantons de—, Comté de Pontiac, 165, 202. Voir *Documents*, 58.

DUMAIS, SÉVERIN :—Prête serment et prend son siège, 266. Motion au sujet de son indenture, 266. Certificat de son élection, 302.

DUNDEE :—Petition demandant un acte autorisant le conseil municipal du canton de Dundee à contracter un emprunt ou à émettre des obligations (débentures) dans le but de racheter les droits des sauvages à une partie du territoire de ce canton et pour d'autres objets, 49. Avis, 55. Bill, (M. Cameron), Présenté, 50. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 82. Rapporté amendé, 130. Considéré en comité général; rapporté; passé, 146. Par le Conseil avec amendements, 268. Considérés et adoptés, 268. S. R., 417. (51-52 Vict., ch. 118.)

**E**DFICES PUBLICS, PONTS ET AUTRES TRAVAUX :—Etat de toutes les sommes payées pour—, depuis la Confédération, 52.—Voir *Documents*, *TT*.

EDUCATION :—Petition demandant des amendements aux lois de l'éducation, 58.

Ecoles d'INDUSTRIE :—Bill pour amender l'acte 47 Victoria, chapitre 23, concernant les écoles d'industrie, (l'hon. M. Gagnon), présenté, 220. Lu la seconde fois; renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 301. Par le Conseil. 367, S. R., 420. (51-52 Vic., ch. 40.)



### ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES :—

1. La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certains résolutions concernant les écoles élémentaires, 53.

2. La Chambre décide de se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant le règlement du fonds des—104. La Chambre en comité, 154.—Résolutions rapportées et adoptées, 155. Bill basé sur ces résolutions, 155.—Voir *Québec et Ontario. Questions en litige.*

ÉCOLE DE NAVIGATION :—Copie du rapport du maître de l'—de Québec depuis la dernière session, 117, 131.—Voir *Documents*, 31.

ÉCOLES DE RÉFORME ET D'INDUSTRIE :—Sommes payées par la Province pour—depuis 1885, 133, 205.—Voir *Documents*, 61.

ECONOMIE INTERNE :—Message du Lieutenant Gouverneur, transmettant les noms des Commissaires pour la régie intérieure de l'Assemblée Législative, 88.

EGLISES :—Voir *Cotisations d'églises ;—Constructions des—, Réparations pour constructions des &c—, Ste. Marie de Notre Dame du Bon Conseil.*

Eglise St. André, Lévis.—Voir *Lévis*, 2.

### ELECTIONS :

#### 1. Mandat émis durant la vacance :

Page.	District électoral.	En remplacement de	Pourquoi.	Page.
7	Laprairie .....	J. B. A. Charlebois, Ecr.	Décédé, 27 juin 1887.	7
11	Ottawa .....	Narc. Ed. Cormier, Ecr.	Résigné, 22 juillet 1887.	10
22	Maskinongé.....	Edouard Caron, Ecr.	Election déclarée nulle.	19
22	Hochelaga .....	J. O. Villeneuve, Ecr.	do do do	19
22	Missisquoi .....	Elijah E. Spencer, Ecr.	do do do	21
28	Shefford .....	Thomas Brassard, Ecr.	Décédé.	28
28	Trois-Rivières .....	Hon. Arthur Turcotte.	Nommé Proc.-Général.	28
28	Chicoutimi et Saguenay.	Elie Saint Hilaire, Ecr.	Décédé.	28
32	Laval .....	P. E. LeBlanc, Ecr.	Election déclarée nulle.	31

#### 2. Mandats émis durant la session :

Page.	District électoral.	En remplacement de	Pourquoi.	Page.
87	Nicolet.....	Ls. Trefflé Dorais, Ecr.	Election déclarée nulle.	87
197	Megantic .....	A. Stuart Johnson, Ecr.	do do do	190

ELECTIONS :—*Suite.*

3. Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie au sujet des dernières élections partielles, 304. Voir *Documents*, 86.

4. Bill pour amender l'acte des élections de Québec, (Mr. *Hall*), 56. Ordre pour seconde lecture déchargé ; bill renvoyé au Comité de Législation, 189. Voir *Acte électoral*, 1 et 2.

## ELECTIONS CONTESTÉES :—1. Documents relatifs aux—, suivantes mis devant la Chambre :

Beauce, 22. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 27.

Bellechasse, 22. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 25.

Champlain, 12. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 12.

Chateauguay, 12. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 16.

Drummond et Arthabaska, 22. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 26.

Hochelaga, 17. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 19.

Jacques-Cartier, 79. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 79.

Kamouraska, 22. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 22.

Laval, 29. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 30.

Lévis, 1. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 2.

L'Islet, 44. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 44.

Maskinongé, 17. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 18.

Mégantic, 190. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 190.

Montréal Centre, 29. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 29.

Montréal Est, 12. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 15.

Montréal Ouest, 12. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 17.

Missisquoi, 17. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 20.

Nicolet, 85. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 85.

Ottawa, 9. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 9.

Portneuf, 12. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 13.

Québec, Comté, 1. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 3.

Saint-Maurice, 1. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 5.

Trois-Rivières, 1. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 4.

Richelieu, 12. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 14.

Verchères, 79. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 80.

2. Bill amendant l'acte des élections contestées de Québec (l'Hon. M. *Lynch*) ; présenté, 154. Motion pour 2ième lecture ; débats ; ajournés, 186. Débats repris ; Ordre pour 2ième lecture déchargé ; bill renvoyé au comité de Législation, 190.

Voir *Acte électoral*, 1 et 2.

---

**ELECTIONS CONTESTÉES :—*Suite.***

3. *Mégantic* :—Documents relatifs à l'élection contestée de Mégantic mis devant la Chambre et insérés dans le journal de la Chambre, 190.

Motion pour que le certificat de Son Honneur le juge Casault, dans l'affaire de l'élection contestée de Mégantic soit renvoyé au comité des Privilèges et Elections ; Débat ajourné, 267. Débat repris ; Amendement de M. *David* proposé et négativé ; motion adoptée, 322.

Voir *Mégantic* et *Privilèges et Elections*.

**EMPIERREMENT DES CHEMINS :—Voir *Compagnies pour l'—*.****EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT :**

1. Motion pour copie des listes de paie de tous les bureaux où le gouvernement a des employés, débat, 134. Débat repris ; Objection faite par l'Hon. M. Gagnon, 136. M. l'Orateur décide que la motion n'est pas dans l'ordre, 159. Voir *Questions*, 6.

2. Copie des rôles de paie de divers bureaux du gouvernement pour les districts de Québec, Montréal et Trois-Rivières pour les mois de janvier 1887 et mai 1888, 208. Voir *Documents*, *Q*.

EMPLOYÉS SESSIONNELS :—Noms des— permanents et surnuméraires ; salaires, résidences, etc., 144. Voir *Documents*, *R*.

EMPRUNT :—Documents relatifs à l'émission de débentures provinciales pour un montant n'excédant pas trois millions et demi, 52, 131. Voir *Documents*, 29 ; *Débentures*.

ENQUÊTES :—Bill pourvoyant à la tenue des—, sur les malversations des corps publics, (M. *Hall*), présenté, 82. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 177. Motion pour comité général ; Amendement pour renvoyer le comité général à six mois, adopté sur division, 185. Voir *Votes et Divisions*.

ENQUÊTES PAR LES CORONERS :—Etat indiquant le nombre d'—, des districts de Montréal et de Québec depuis 1883, 245. Voir *Documents*, *S*.

ESTIMÉS :—Voir *Documents*, 1. *Subsides*, 1.

ESTIMÉS SUPPLÉMENTAIRES :—Voir *Documents*, 1. *Subsides* 1.

**ETATS-UNIS :**

1. Convention générales des Canadiens Français. Voir *Convention*.

2. Résolution adoptée par la XVII Convention des Canadiens-Français. Voir, *Documents*, 92.

3. Pétition des Canadiens Français de Lowell. Voir *Lowell*.

4. Copie de la pétition des Canadiens Français de Lowell. Voir *Documents*, 57.

EXAMINATEURS POUR PROFESSIONS LIBÉRALES :—Voir *Bureau d'examineurs*.

EXPÉDITION DU NORD OUEST :—Voir *Professions libérales*.

EXPOSITION DE PARIS :—Voir *Documents*, 67.

---

## F AUCHER DE SAINT MAURICE, NARCISSE HENRI EDOUARD :

1. Documents relatifs à l'élection contestée de,—25.

2. Est nommé délégué de l'Assemblée Législative à la 17ème convention des Canadiens français, tenue à Nahua, 111. Voir *Convention*.

FEMMES ABANDONNÉES PAR LEURS MARIS :—Bill pour pourvoir à la subsistance des— (*M. David*), Présenté, 58. Lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 137.

FILLES DE STE. ANNE :—Voir *Lachine, Communauté des Filles de Ste. Anne*.

### FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL :

1. Etat des sommes obtenues depuis le 1er mai 1887 en règlement des montants dûs, 102. Voir *Documents, T*.

2. Correspondance avec les diverses municipalités du comté de Shefford, 117. Voir *Documents, QQ*.

3. Correspondance concernant le règlement de la somme due par Stanbridge, 147. Voir *Documents, SS*.

4. Etat de toutes les remises de créances du fonds d'emprunt municipal faites depuis la Confédération, 52. Voir *Documents, TT*.

FONDS DES ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES :—Voir *Ecoles élémentaires, Québec et Ontario*.

### FORESTS :

1. Protection des forêts contre les incendies, 219, 267. Voir *Documents, 83*.

2. Résolutions concernant les—et l'étude de la Sylviculture dans la Province, 219.

FRÈRES DE L'INSTRUCTION CHÉTIENNE :—Petition demandant un acte incorporant les—, 78. Avis, 95. Bill (*M. Rocheleau*), présenté, 97. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 106. Rapporté amendé, 153. Considéré en comité général; rapporté; passé, 160. Par le Conseil, 318. Honoraire remis, 246. S. R., 418. (51-52 Vict., chap. 53.)

FOREST & STREAM CLUB :—Petition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 50. Avis, 95. Bill présenté, (*M. Hall*), 97. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 106. Rapporté amendé, 130. Considéré en comité général; rapporté; passé, 146. Par le Conseil avec amendements. 242. Considérés et adoptés, 242. S. R. 417. (51-52 Vict., chap. 68).

## G ARDES-FORESTIERS :—Etat indiquant les noms, salaires, résidences et noms des agences des gardes-forestiers, 330. Voir *Document, U*.

2. Liste des gardes-forestiers nommés depuis le 1er février 1887, 143. Voir *Documents, UU*.

---

---

**GARDES-FORESTIERS :—*Suite.***

3. Noms de tous les gardes-forestiers de la Province, salaires, résidences etc. 330. Voir *Documents, U.*

4. Inspecteurs des—, 330, 409 ;—Voir *Documents, 102.*

5. Surintendants des—, 143 :—Voir *Documents, UU.*

**GARDES-FORESTIERS DU DISTRICT D'OTTAWA :**—Copie des instructions données en 1886-87 aux—, 326, 393. Voir *Documents, 96.*

**GASPÉ, CHEMIN MARITIME :**—Correspondance depuis 1885 touchant le chemin maritime, dans le comté de Gaspé, 326. Voir *Documents, V.*

**GASPÉ, COMTÉ DE— :**

1. Copie du rapport de M. Charles LeBel, des routes et travaux de colonisation dans—, 104, 176. Voir *Documents. 48.*

2. Cadastre des cantons de Douglass et Malbaie dans le comté de—, 183, 233. Voir *Documents, 74.*

**GAUVREAU, PETRUS :**—Instructions données à—, au sujet du cadastre des cantons de Douglas et Malbaie, 183, 233.— Voir *Documents, 74.*

**GAZ COMBUSTIBLE :**—Bill pour amender l'acte 49-50 Vict., chap. 74, relatif à l'exploitation du gaz combustible en cette province, (M. *Dechene*, l'Islet), présenté, 63—Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général, 177. Considéré ; rapporté progrès, 1885. Considéré de nouveau ; rapporté ; lu la troisième fois et passé, 221. Par le Conseil avec amendements, 327. Considérés et adoptés, 327. S. R., 418. (51-52 Vic., ch. 50.)

**GAZETTE OFFICIELLE :**

1. Tableaux et statistiques des opérations de la—, depuis sa fondation, 212. Voir *Documents, 8b.*

2. Soumissions pour l'impression de la—, 38. Voir *Documents, 11.*

**GEOFFRION, M. :**—Copie du rapport de—, au sujet du bureau d'enregistrement du comté de Chambly, 366, 393. Voir *Documents, 97.*

**GÉRIN-LAJOIE, J. B. :**—Correspondance au sujet de la destitution de—, comme garde-forestier, 145, 182. Voir *Documents, 52.*

**GERMAIN, M. :**—Copie des instructions données à—, en rapport avec la cause : *La Reine vs. Charland*, 392. Voir *Documents, BB.*

**GERVAIS, M. A. E. :**—En rapport avec licence. Voir *Documents, 79, Cloutier Joseph.*

**GIROUX, FRANÇOIS :**—Voir *Documents, H. Bonaventure.*

## Gouverneur Général :

1. Adresse de bienvenue au—. Voir *Adresses*, 1.

2. Adresse au Lieutenant-Gouverneur le priant de communiquer au—, les résolutions adoptées par la Conférence interprovinciale, 83. Voir *Adresses*, 2 et 3.

GRAINS DE SEMENCE :—Demande de—, faite par les colons de Notre-Dame de Buckland, comté de Bellechasse, 48, 112. Voir *Documents*, 24.

GREAT EASTERN :—Rapport de l'ingénieur au sujet des subsides devant être payés à la Compagnie du chemin de fer—, 165, 261. Voir *Documents*, 80.

GREFFIER DE LA CHAMBRE :—Ordonné qu'un certain nombre de copies du projet de la loi sur les licences soient imprimées pour être mises en circulation dans le public et que les personnes qui recevront ce document soient priées de transmettre leurs observations au Greffier de la Chambre, 377.

### GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :

1. Certificats ayant rapport aux élections suivantes : Laprairie, 11 ; Ottawa, 12 ; Maskinongé, 32 ; Hochelaga, 33 ; Missisquoi, 33 ; Laval, 51 ; Shefford, 59 ; Trois-Rivières, 110 ; Chicoutimi et Sagueuay, 302.

2. Son rapport sur les dernières élections partielles, 304. Voir *Documents*, 86.

GREFFIER DE LA COUR DE CIRCUIT :—Bill concernant le—, (M. *Lafontaine*), présenté, 50.

GUIGUES :—Bill constituant les cantons de Guigues, Duhamel et Laverlochère, dans le comté de Pontiac, en une municipalité jouissant des pouvoirs d'un conseil de comté, (M. *Poupore*), présenté, 154. Lu la seconde fois, renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 178. Par le Conseil, 242. S. R., 420. (51-52 Vict., chap. 34.)

HEREFORD :—Pétition demandant un acte détachant le canton de Hereford et une partie du canton de Clifton, du comté de Compton, et les annexant au comté de Stanstead pour les fins judiciaires, et à la circonscription d'enregistrement de Coaticook pour les fins d'enregistrement 107. Avis, 107. Bill, (M. *DeGrosbois*), présenté, 124. Lu la seconde fois, renvoyé au comité des bills privés, 135. Rapporté, 169. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 193. Par le Conseil avec amendements, 392. Considérés et adoptés, 392. S. R., 419. (51-52 Vict., chap. 35).

### HOCHELAGA :

1. Voir *Maisonneuve*.

2. Documents relatifs à l'élection contestée de—mis devant la Chambre, 17. Lus, 17. Imprimés, 19.

HOMESTEADS :—Liste des lots concédés par la Couronne comme,—en vertu de l'acte 45 Vict., chap. 12, 165, 215. Voir *Documents*, 62.

HÔPITAL GÉNÉRAL DE MONTRÉAL :—Voir *Montréal*, 8.

HÔPITAL ROYAL VICTORIA :—Voir *Montréal*, 9.

HULL :—Adresse au Lieutenant Gouverneur le priant d'émettre son mandat au Trésorier de la Province pour la somme de \$5,000, pour venir en aide aux victimes du récent incendie dans la cité de Hull, 193. Voir *Adresses*, 5.

HUNTINGDON, COMTÉ DE :—Sommes dépensées dans—, à même les fonds de la colonisation votés dans la session de 1887, 245. Voir *Documents*, W.

## IMPRESSIONS :

1. *Comité conjoint des* :—Membres nommés par l'Assemblée ; Message envoyé au Conseil, 152. Message du Conseil nommant les membres désignés par lui, 166. Premier rapport ; Président nommé et *quorum* réduit, 212. Second rapport, 217, adopté, 228. Troisième, 414. Adopté, 415.

2. Recommandant que le nombre de copies des documents, qui seront imprimés, sera à l'avenir de 550 en français et 650 en anglais, 218.

3. Documents dont l'impression est ordonnée par le comité, 217, 414.

4. Documents dont l'impression est ordonnée sans renvoi au comité 48, 153, 177, 204, 220.

5. Ordonné que certains documents du 9 mars 1885, au sujet des argents de colonisation dépensés dans le comté de Bellechasse, soit imprimés comme documents de la session, 48.

6. Chambre ordonnant l'impression d'un certain nombre de copies du projet de loi sur les licenses, 377.

7. Pour liste des documents dont l'impression a été ordonnée. Voir à la fin de cet *Index*.

## IMPRIMEUR DE LA REINE :

1. Rapport de l'—, 47. Voir *Documents*, 8b.

2. Rapport au sujet de la Gazette Officielle, 212. Voir *Documents*, 8b.

## INDEMNITÉ LÉGISLATIVE :

1. La Chambre décide de se former en comité sur une certaine résolution concernant l'indemnité législative ; le Lieutenant Gouverneur recommande cette mesure ; le Comité délibère ; Résolution rapportée et adoptée, 335. Bill basé sur cette résolution, 325. Voir *ci-dessous*, 2.

2. Acte concernant l'indemnité législative, (l'hon. M. *Mercier*), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé ; 335. Par le Conseil, 412. S. R., 420 (51-52 Vict., ch. 6.)

INDUSTRIES :—Comité permanent nommé, 37, 45. Premier rapport ; *quorum* réduit à cinq membres, 55.

**INHUMATIONS** :—Bill pour mieux définir le mode de procéder aux inhumations et aux exhumations etc., (l'hon. M. Gagnon), présenté, 82. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 158. Considéré; rapporté, 168. Ordre pour 3ème lecture déchargé; bill renvoyé de nouveau à un comité général; considéré; amendé; rapporté; passé, 172. Par le Conseil avec amendements, 268. Considérés et adoptés, 268. S. R., 418. (51-52 Vic., ch. 48.)

**INSPECTEURS DES GARDES-FORESTIERS** :—Etat indiquant les noms, salaires, résidences et agences des, 330, 409. Voir *Documents*, 102.

**INSPECTEUR DES MINES** :—Documents ayant rapport à la position d'—pour la province, 217, 267. Voir *Documents*, 85.

**INSPECTEURS DES PRISONS, ASILES ETC.** :—Dix-huitième rapport des—, 261. Voir *Documents*, 9.

**INSTITUT DES ARTISANS** :—Petition demandant un acte autorisant "l'Institut des Artisans de Montreal", à emprunter de l'argent sur hypothèque, 107. Avis, 121. Bill (l'hon. M. McShane); Présenté, 124. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 135, Rapporté, 187. Considéré en comité général; rapporté; passé, 200. Par le Conseil, 355. Honoraire remis, 221. S. R., 418. (51-52 Vic., ch. 117.)

**INSTITUTIONS DE CHARITÉ** :—Sommes payées par la Province pour—, depuis 1885, 133, 205. Voir *Documents*, 61.

**INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE CHARITÉ ET HÔPITAUX** :—Rapports annuels des—, Voir *Documents*, 14.

**INSTRUCTION PUBLIQUE** :—

1. Bill amendant les lois de l'—, (l'hon. M. Gagnon), présenté, 50. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 139. Considéré; amendé; rapporté; passé, 156. Par le Conseil avec amendements, 303. Considérés et adoptés, 311. S. R., 416. (51-52 Vic., ch. 36.)

2. Bill pour amender l'acte passé dans la présente session sous le No. 5, et intitulé : "Acte amendant les lois concernant l'instruction publique," (L'hon. M. Gagnon), présenté, 318. Lu la seconde fois; renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 374. Par le Conseil, 404. S. R., 420. (51-52 Vict. ch. 37.)

3. Bill pour amender les actes concernant l'instruction publique en cette province., (M. Lemieux), présenté, 325. Lu la seconde fois; renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 385. Par le Conseil, 412. S. R., 420. (51-52 Vict. ch. 38.)

4. Rapport et Etat financier du Surintendant, 47, 327. Voir *Documents*, 5.

5. Sommes payées par la Province pour—depuis 1885, 133, 205. Voir *Documents*, 61.

**INTERCOLONIAL** :—Correspondance au sujet des terrains occupés par le chemin de fer—; chaque côté de sa ligne, dans la Vallée Métapédia, 262. Voir *Documents*, X.



---

---

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM.

Blanchet, 114, 264, 366, 398, 415,  
 Bourbonnais, 179, 366.  
 Boyer, 331.  
 Casgrain, 99, 188, 237, 331.  
 Champagne, 102.  
 David, 99.  
 Dechene (l'Islet), 117.  
 DeGrosbois, 183.  
 Desjardins, 331.  
 Duplessis, 132, 142, 240, 316, 318.  
 Faucher de Saint-Maurce, 84, 113, 131, 159, 163, 179, 183, 188, 216, 366, 375, 411.  
 Flynn, 51, 85, 116, 315, 366, 411.  
 Hall, 116, 129.  
 LeBlanc, 114, 116, 132, 163, 178, 243, 260, 263, 316, 318, 331, 332, 364, 376.  
 Lemieux, 116, 237.  
 Lussier, 143, 162, 182, 221, 260, 316, 318.  
 Lynch, 100.  
 Martin, (Bonaventure), 99, 112, 113.  
 Martin, (Rimouski), 331.  
 Nantel, 260.  
 Owens, 376.  
 Picard, 410.  
 Poupore, 206, 261, 410.  
 Rinfret, 163.  
 Rocheleau, 163.  
 Spencer, 84, 100, 375.  
 Spencer, 84, 100, 375.  
 Taillon, 132, 183, 237, 244, 332, 365, 375, 376, 410.  
 Tessier, 84.  
 Trudel, 179, 332.

## INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à—:

Abrogation de l'acte 48 Victoria, chapitre 34, 51.  
 Administration des bois et forêts, 183.  
 Affichage dans les bureaux de chemins de fer, 179.  
 Agent de repatriement des canadiens aux Etats-Unis, 162.  
 Agriculture, ouvrages sur l'—, 159.  
 Aliénés, entretien des—, 51.  
 Ameublements dans divers départements, 376.  
 Archives, documents français complétant nos—, 163.  
 Archives, où seront déposées nos—, 164.  
 Argents de colonisation, quelles sont les personnes employées à découvrir les fraudes au sujet des—, 333, 375. Quel montant a été payé, 376.  
 Aylen, M.—quand nommé, 333.

Badeaux, le Dr. J. E.—A-t-il eu une augmentation de salaire? 240.  
 Balance de l'emprunt, quelle est la—, autorisé par la 50 Vict., ch. 2 ? 315.  
 Batisses pour exposition, Montréal, 221.  
 Beaumont, M. de, 116.  
 Beausoleil, M.—Combien reçu pour collection des taxes sur corporations commerciales, 415.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Belleau & Marcotte, refonte des Statuts, 411.  
 Beurreries et fromageries, 264.  
 Bolduc, A.—Inspecteur des postes, 129.  
 Bonaventure, enquête de M. Chrys. Langelier, 100, 112.  
 Bonaventure, examen de M. Charles Cyr, 99.  
 Boudreault Edouard, 113.  
 Bourassa, Michel, St. Barnabé 132.  
 Bourguignon dit Colletterie, Louis, 240.  
 Bourinot, Manuel de l'histoire constitutionnelle du Canada, 411.  
 Bran de scie, devra-t-il être utilisé ? 375.  
 Bureau du registraire de Québec, 164.  
 Buteau, Joseph—au sujet des argents de colonisation, 333.  
  
 Carrier, Achille, services dans Bonaventure, 113.  
 Cautionnements des huissiers, 216.  
 Cercles agricoles, distribution de la *Gazette des Campagnes*, 115.  
 Chagnon, J. A.—Manuel des inspecteurs agraires, 206.  
 Chagnon, W. Combien payé à—, pour discours sur budget, 332.  
 Chambly, Bureau d'enregistrement, qu'elle est la moyenne des revenus et des dépenses pour la dernière année, 316.  
 Chambly, M. Geoffrion a-t-il fait un rapport sur le bureau d'enregistrement de— ? 316.  
 Champagne, M.—, a-t-il été employé par le gouv. depuis 1er fév. 1887— ? 365.  
 Chapais J. C.—Mémoire de—, 143.  
 Charleson, J. B.—Quels sont les états de—, et combien a-t-il reçu ? 238.  
 Charleson, J. B., sommes payées à—, au sujet des argents de colonisation, 375.  
 Chevaux, mémoire sur les—, de l'Amérique, 240.  
 Cies de chemins de fer, rapports qu'elles sont tenues de faire, 115.  
 Code municipal, distribution du—, 52.  
 Code municipal en anglais, distribution du—, 116.  
 Codification des lois, noms de ceux qui, depuis 1887, ont travaillé à la—, 237.  
 Colfer, M.—Traduction du manuel des inspecteurs agraires, 261.  
*Collection de manuscrits*, publication de la—, 398.  
 Collège Saint-Vincent de Paul, Laval, 132.  
 Colons, remise aux—, 163.  
 Commissaire d'Agriculture, 143.  
 Commission des asiles, quels sont les détails sur un certain item, 315.  
 Commission des asiles, coût de la—, etc., 240.  
 Conférenciers agricoles, 237.  
 Conseil provincial d'hygiène, 114.  
 Corporations commerciales, combien le gouv. a-t-il reçu pour frais ? 333.  
 Corporations commerciales, combien payé à M. Beausoleil pour collection des taxes sur—, 415.  
 Corporations commerciales, quel est le montant reçu depuis 1er juillet 1887 ? 331.  
 Corporations commerciales, taxes par les—, 163.  
 Côté, Saül, 264.  
 Cour Criminelle, Québec, combien de jours a-t-elle siégé ? 376.  
 Cousin, Paul, assistant ingénieur—, Dept. Travaux Publics, 366.  
 Couture, Paul, 265.  
 Cyr, Charles, Bonaventure, 99.  
 Cyr, Chs, sommes payées à—, au sujet des argents de colonisation, 375.  
  
*Daily Telegraph*, combien payé au—, pour discours sur budget, 332.  
 Darveau, C., combien payé à—, pour discours sur budget, 332.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- D'Aubigny, Professeur, 142.  
Daveluy, George, a-t-il fait son rapport pour 1887 ? 375.  
Daveluy, George, quand nommé, 333.  
David, M. L. O., 116.  
Denechaud, Magloire, 143.  
Député Régistrare, 398.  
Derome, V., somme payée à—, 319.  
Dettes payées par l'emprunt autorisé par la 50 Vict., ch. 2, 315.  
Devine, des Trois-Rivières, 132.  
Discours de M. Shehyn, quel est le cout de l'impression du—, 331,  
Diverses dépenses en général, détails sur certains items, 315.  
Documents français, concernant nos—, 163.  
Douzième enfant vivant de la famille d'un colon, 316.  
Dubail, Consul général français, 163.
- Ecole des Arts, Québec, aide pour l'—, 163.  
Ecoles, lois d'hygiène au sujet des—, 131.  
Ecoles Vétérinaires, combien y a-t-il d'— ? 142.  
*Electeur*, l'—, Québec ; Article sur l'émigration, 84.  
Emigration des Canadiens aux Etats-Unis, 84.  
Emigrés Canadiens, frais de voyages des—, 260.  
Emprunt, quelle est la balance de l'emprunt autorisé pour la 40 Vict., chap. 2 et où est-il déposé, 376.  
Entomologiste, nomination d'un—, 411.  
Entretien des aliénés par les municipalités. 51.  
Esquisse sur la Gaspésie, 332.  
Essai sur les alliages du fer et du titanium, 183.  
*Etendard*, L', refonte des Statuts, 411.  
Examens du Service Civil, 114.  
Exploration des comtés de Dorchester, Arthabaska et Wolfe, 332.  
Exposition à Montréal, 221.  
Exposition Montréal, gardien des bâties, 240.  
Exposition de Paris, 114.  
Exposition provinciale, Montréal, 102.
- Favert de Kerbreck, mémoire sur les chevaux de l'Amérique du Nord, 240.  
Fearon, George, 143.  
Fitzpatrick, Chs., services dans Bonaventure, 112.  
Fonds d'emprunt municipal, Shefford, 100.  
do do Stanbridge, 100.  
Fonds de pension des instituteurs, 114.  
Fortin, D. et Cie., 265.  
Fraudes, au sujet des argents de colonisation,—Quelles sont les personnes employées à découvrir les— 333, 375—Quel montant a été payé ? 376.  
Frontenac, dépêches du comté de—183.
- Gardien des bâties et du terrain de l'exposition à Montréal, 240.  
Garneau, le Dr de Ste. Anne de la Pêrade est-il à l'emploi du Gouvernement ? 316.  
Gazeliers et horloges du Palais de Justice, Québec, 237.  
Gazette des Campagnes, 115.  
Genest, M. Laurent, U. A. a-t-il reçu une augmentation de salaire ? 332.  
Geoffron M. a-t-il fait un rapport sur le Bureau d'enregistrement du Chambly 316.

---

---

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Geoffrion, M., quand nommé, 333.  
Giroux, François, 113.  
Glace, en rapport avec l'hygiène, 115.  
Gladstone, l'Hon. W. 129.  
Greenshields, combien payé à M.—, 376.  
Gymnastique dans les écoles, 131.
- Hadlet, Alfred, 366.  
Hamilton, M. Allan, 116, 132, 163, 260.  
Haras National, demande d'aide, 188.  
*Herald*, Combien payé au,—pour discours sur budget, 332.  
*Herald*, refonte des statuts, 411.  
Histoire de la Marine française de 1669 à 1750, 183.  
*Home Rule*, Irlande, résolutions au sujet du—129.  
Huissiers des Cours Supérieure et de Circuit, 216.  
Hygiène, au sujet de la glace, 115.  
Hygiène dans les établissements scolaires, 131.
- Immigrants de la Bretagne, 260.  
Impressions des statuts refondus, 410.  
Industrie Laitière, ouvrages sur—, 159.  
Industrie minière, 183.  
Inspecteurs d'école, résidence des—, 183.  
Inspecteur des compagnies d'assurance, quand nommé, 333.  
Inspecteurs des Sociétés d'Agriculture, 143.  
Instituteurs, fonds de retraite et de pension, 114.
- Jardin botanique, établissement d'un—, à Québec, 411.  
Jobin, Edouard, est-il employé par le gouvernement ? 331.  
Johnson, Joseph, 263.  
*Journal de Québec*, combien payé au—, pour discours sur budget, 332.  
Juges additionnels à Montréal, 99.  
*Justice, La*, combien payé à—, pour discours sur le budget, 332.
- Kirwan, W., est-il employé par le gouvernement ? 332.  
Kirwan, W., sommes payées à—, au sujet des argents de colonisation, 375.
- Labelle Revd. M.—179, 260.  
Laboratoire de chimie agricole, 84.  
Lacoste & Cie. Combien le gouvernement a reçu des corporations commerciales dans les causes où ont agi MM.—, 333.  
Lacoste et Cie., perception des taxes des corp. com., 163.  
Lacoste, MM. & Cie,—183.  
Lacoursière, Odilon, exploration de—, 318.  
Lafontaine Eugène, Ecr, demande revocation de la Cour de commissaires, de St. Michel de Napierville, 331.  
Lalonde, Auguste—, 263.  
Lalonde, M. par qui a-t-il été remplacé ? 263.  
Lalonde, M. salaires des employés le remplaçant, 316.  
Landry, Alphonse, 113.  
Langelier, Chrysostôme, enquête dans Bonaventure, 100, 112.  
Langelier J. C., Sommes payées à—au sujet des argents de colonisation, 375.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Langues française et anglaise dans bureaux chemins de fer, 179.  
 Laval, abolir les taux de péage sur ponts et chemins dans—, 114.  
 Lectures agricoles, 237.  
 Lefebvre, Jean, 113.  
 Lévesque, Adolphe, Rapport de M.—, 222.  
 Licences, loi des—, 178.  
 Light, A. L.—Rapport sur chemin de fer de Matane à Métis, 331.  
 Lot de terre au douzième enfant de la famille d'un colon, 316.  
 Lupien, M. George, est-il à l'emploi du gouvernement etc. ? 240.
- Mackay, John, Somme payée à—, 319.  
 Macquet, Gérard, y a-t-il un autre employé avec M.—, 366.  
 Macquet, Gérard, 179.  
*Manuel de l'histoire constitutionnelle* du Canada, 411.  
 Manuel des inspecteurs agraires par J. A. Chaperon, 206.  
 Manuel des inspecteurs agraires, traduction par M. Colfer, 261.  
 Marcoux, Rév. D., 142.  
 Martin, Joseph, 99.  
 Martin, Joseph, Combien a-t-il reçu pour codification ? 188.  
 McEachran, Dr., 142.  
 Mémoire sur les chevaux de l'Amérique du Nord &c., 240.  
 Miller, L. A. est-il employé par le gouvernement, 331.  
 Miller, Robert, 113.  
 Montréal, Exposition provinciale, 102.  
 Montréal et Lac Maskinongé, Cie du chemin de fer, 244.  
 Montréal, Prévost des incendies, 116.  
 Montréal, Portland et Boston, Cie chemin de fer, 84.  
 Montréal et Sorel, au sujet des réclamations contre la Compagnie du chemin de—, 316, 319.  
 Montréal et Sorel, Cie du chemin de fer, 244.  
 Murray, Denis, voyage à Bonaventure, 112.
- Notre Nord-Ouest provincial*, 179, 260.
- Obalski, Mr. Depuis quand employé, salaire, devoirs &c, 243.  
 O'Brien, Edouard, est-il employé au Palais de Justice, Québec ? 366.  
*Ordonnances des Intendants de la Nouvelle France*, 366.
- Painchaud, J. L., 264.  
 Palais de Justice, Montréal, réparations au—, 366.  
 Palais de Justice de Québec, 164.  
 Palais de Justice, Québec, tuyautage pour—, 376.  
 Palais de Justice, Québec, gazeliers et horloges, 237.  
 Papineau, Juge, 99.  
 Parent, G. W. Avis pour vente par—, 365.  
 Paris, Exposition de—, 114.  
 Parnell, Charles S., 129.  
*Patrie, La*,—Refonte des Statuts, 411.  
 Pelland, Louis, au sujet des argents de colonisation, 336.  
 Pelland, Ls., est-il employé par le Gouvernement ? 333.  
 Pentland, C. W., 132.  
 Permis d'occupation des terres de la Couronne, 85.

---

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Phaneuf, E. G., 132.  
Plamondon, Juge, 99.  
Ponts en bois, Construction des—, 410.  
Ponts en fer, au sujet des octrois pour—, 411.  
Pont en fer entre Québec et Lévis, 85.  
Préfontaine, M.—Combien payé à,—376.  
Préfontaine F. H., Sommes payées à,—au sujet des argents de colonisation, 375.  
Prévot des incendies, Montréal, 116.  
Protection des forêts contre l'incendie, 410.
- Quinn, F. A.,—quel est son traitement ? 237.
- Recettes et paiements, demandant détails sur certains items, 315.  
Refonte des Statuts, 410.  
Refonte des Statuts, noms de ceux qui ont travaillé à la—, depuis 1887, 237.  
Remise aux colons, 163.  
Repatriement, agent de—, des Canadiens aux Etats-Unis, 162.  
Résolutions au sujet du *Home Rule*, Irlande, 129.  
Reynar, Joseph, combien a-t-il reçu ? 319.  
Reynar, M. Joseph, est-il à l'emploi du gouvernement ? 240.  
Robertson, Jos., 113.  
Ross, Hon. J. G., 163.  
Routhier, juge, 99.
- Salaire des employés en remplacement de M. Lalonde,—316.  
Salisbury, Lord, 129.  
Saumons, faciliter l'accès des rivières aux—, 188.  
Service civil, examens du—, 114.  
Shefford, dette au fonds d'emprunt municipal, 100.  
Shehyn, l'hon. M.—Quel est le coût de l'impression du discours de—sur budget ? 331  
Shiller, M., 116.  
Skating Rink, Québec, 84.  
Smith, Walton, quand remplacé, 333.  
Sociétés d'agriculture, 114.  
Sociétés d'agriculture, fonctionnement des—, 143.  
Société Laitière de la Province de Québec, 265.  
Sorel et Saint Lambert, chemin de fer de—, 319.  
St. Amour, Cyriac, 178.  
St. Michel de Napierville, Revocation de la Commission pour la décision des petites causes,— 331.  
Stanbridge, dette au fonds d'emprunt municipal, 100.  
Station agronomique, 114.  
Statuts refondus, impression des,— 410.  
Substituts du procureur-général à Québec, combien ont-ils reçu,— 376.
- Taché, J. de L. 265.  
Talbot, Achille, 398.  
Tassé, D., quel est le travail fait par— ? 364.  
Taxes des corporations commerciales, 163.  
Taxes sur les corporations commerciales, combien payé à M. Beausoleil pour collection, ? 415.  
Terres de la Couronne, billets de location, 85.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Trudel, Philippe, au sujet des argents de colonisation, 333.  
 Trudel, Philippe, de Ste Geneviève de Batiscan a-t-il quelque emploi du gouvernement ? 316.  
 Turcotte, l'hon. M. combien a-t-il reçu du gouvernement ? 117.  
 Turcotte F. X., Trois-Rivières, 142.  
 Turgeon, Edouard, 116.  
 Turgeon, Edouard,—Quel est son salaire ? 319  
 Tuyautage pour palais de Justice, Québec, 376.
- Université Laval, 142.  
 Université McGill, 142.
- Vallières et André Berry, gardiens des bâtisses de l'exposition, Montréal, 240.  
 Vente de boissons sans licence, 178.  
 Vente des limites à bois, 183.  
 Vente de l'ancienne propriété occupée par l'Ecole normale, Montréal, 365.  
 Vézina, M. P. E., quel est la nature de son emploi ? 240.  
 Vict. 32, chap. 51, clause 12, 179.  
 Vict. 43-44, ch. 43, clause 17, 179.  
 Victoria 48, ch. 34, abrogation de l'acte—, 51.  
 Vincent, Elz., Refonte des Statuts, 411.
- Welch, W. W., somme payée à—, 319.

**JACQUES CARTIER** :—Documents relatifs à l'élection contestée de—, 79. Lus, 79. imprimés, 79.

**JOHNSON, ANDREW STUART** :—Documents relatifs à son élection contestée mis devant la Chambre et insérés dans les journaux de la Chambre, 190.

**JOLIETTE** :—Hospice de la Providence—, Etat d'affaires, 37. Voir *Documents*, 14.

**JOLIETTE, COMTÉ DE—**. Etat des argents octroyés pour fins de colonisation dans—, de 1882 à 1885, 189, 202. Voir *Documents*, 60.

**JOLIETTE ET SAINT-JEAN DE MATHA** :—Pétition demandant un acte constituant en corporation "La compagnie du chemin de fer de Joliette et Saint-Jean de Matha," 101. Avis, 121. Lu la 2ième fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 136. Rapporté amendé, 169. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 193. Par le Conseil avec amendements, 314. Considérés et adoptés, 314. S. R., 418. (51-52 Vic., ch. 102.)

**JOLY, HON. HENRI GUSTAVE** :

1. Pétition de l'Hon. D. A. Ross demandant un acte autorisant l'Hon. H. G. Joly à ajouter à son nom "de Lotbinière," 107. Avis, 121.

2. Bill (du Conseil Législatif), 267. Sur motion de l'honorable M. *Mercier*, lu le 1ère et 2ième fois ; renvoyé au comité des bills privés et 60ième règle suspendue, 268. Rapporté, 315. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 322. S. R., 416. (51-52 Vic., ch. 113.)

JONCAS, L. Z. :—Correspondance au sujet de la nomination d'un successeur à—, comme shérif de Gaspé, 89, 112. Voir *Documents*, 26.

#### JOURNAUX DE LA CHAMBRE

1. Ordre que certains documents relatifs à diverses élections contestées soient insérés dans les—, 1, 9, 12, 17, 22, 29, 44, 79, 85, 190.

2. Devant être imprimés après avoir été examinés par M. l'Orateur, 37.

JUGES ADDITIONNELS A MONTRÉAL :—Copie de l'Ordre en Conseil de la dernière session concernant la nomination de deux—, 117, 131. Voir *Documents*, 32.

KAMOURASKA :—Documents relatifs à l'élection contestée de—, mis devant la Chambre, 22. Lus, 22, Imprimés, 22.

KIRWIN, SURINTENDANT :—Copie des instructions données au—, concernant l'inspection des chemins de colonisation et ponts dans Argenteuil, 52, 261. Voir *Documents*, 77.

KNOWLTON DISTRIBUTING HOME :—Etat d'affaires, 37. Voir *Documents*, 14.

LABRADOR, CÔTE DU :—Rapport d'une exploration durant l'été de 1887, des rivières à Saumons de la côte du Labrador, par MM. Têtu et Montpetit, 119, 369. Voir *Documents*, 90.

LABRADOR, PÊCHEURS DU :—Voir *Pêcheurs du Labrador*.

LACHINE, COMMUNAUTÉ DES FILLES DE STE-ANNE :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 50. Avis, 55. Bill (M. Boyer), 56. Renvoyé au comité des bills privés, 82. Rapporté, 187. Considéré ; rapporté ; passé, 200. Par le Conseil, 318. Honoraire remis, 241. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 56.)

LACHINE ET HOCHELAGA :—Pétition demandant un acte amendant la charte de la compagnie du chemin de fer de Lachine et d'Hochelaga, (46 Vict., chap. 100), 106. Avis, 121. Bill (M. Robidoux) ; présenté, 122. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 136. Rapporté amendé, 212. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 225. Par le Conseil, 318. S. R., 419. (51-52 Vict., ch. 106.)

LACOSTE, GLOBENSKY ET BISAILLON :—Sommes payées à MM.—, 38. Voir *Documents*, 13.

LALONDE, JOSEPH ANTOINE :—Petition demandant un acte autorisant Joseph Antoine Lalonde à vendre et à disposer de certains biens, 107. Avis, 121. Bill (M. Bourbonnais), 123. Lu la seconde fois en renvoyé au comité des bills privés, 135. Rapport recommandant que ce bill soit renvoyé au comité des Législation, 215. Rapporté, 327. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 334. Considéré de nouveau ; rapporté ; passé, 354. Par le Conseil avec amendements, 399. Considérés et adoptés, 404. S. R., 419. (51-52 Vic., ch. 123.)

LAMB VS. LA COMPAGNIE D'AFFICHAGE :—Correspondance entre le Gouvernement et la Société Chapleau, Hall, Nicolls, Brown et C. Beausoleil au sujet des frais dans la cause de—, 129. Voir *Documents*, Y.



LANGELIER, J. C :—Voir *Documents, H. Bonaventure.*

“ LA PAIX ” :—Etat des sommes payées à “ La Paix ” depuis le 1<sup>er</sup> février 1887, pour impressions &c., 330. Voir *Documents, Z.*

LAPRAIRIE, COMPAGNIE DE MACADAM :—Voir *Côte Ste. Catherine.*

LAPRAIRIE, COMTÉ DE :

1. Correspondance relative à la nominations des officiers rapporteurs aux deux dernières élections provinciales dans le comté de—, 118. Voir *Documents, AA 1.*

2. Noms de ceux dont les champs ont été ravagés par la grêle dans le comté de— et qui ont reçu quelque chose du gouvernement, 118. Voir *Documents, AA 2.*

LA REINE vs. CHARLAND :—Copie des instructions données à M. Germain, en rapport avec la cause—, 393. Voir *Documents BB.*

LAROCHE, FÉLIX :—Pétition demandant un acte l'autorisant à exercer la profession médicale, 50. Avis, 121. Bill présenté (M. *David*), 125. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des Bills privés, 136. Rapporté, 187. Considéré en comité général ; rapporté ; passé 146. Par le Conseil avec amendements, 392. Considérés et adoptés, 392. Motion pour remise de l'honoraire, négative, 326. S. R. 417. (51-52 Vict., ch. 131.)

LAVAL :—Documents relatifs à l'élection contestée de—mis devant la Chambre, 29. Nouveau bref d'élection émis, 32. Rapport du greffier de la couronne en chancellerie, 51.

LAVALLEE, HON. M :—Documents se rapportant à sa résignation comme Conseiller Législatif et au retrait de cette résignation, 89, 90, 157. Voir *Documents, 44 ;* Aussi *Votes et Divisions, 9. Questions, 5.*

LAUZON, PROSPER ONÉSIME :—Pétition demandant un acte pour régulariser sa cléricature, 49. Avis, 62. Bill présenté (M. *Dechene, L'Islet*), 98. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 106. Rapporté amendé, 130. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 146. Par le Conseil, 242. Honoraire remis, 366. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 130.)

LEBEL, CHARLES :—Copie du rapport d'inspection des routes et travaux de colonisation dans le comté de Gaspé par—, 104, 176. Voir *Documents, 48.*

LEFEBVRE, JEAN :—Voir *Documents de la Session, H. Bonaventure.*

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :

1. Comité permanent nommé, 37, 45. Premier rapport ; *quorum* réduit à cinq membres, 55. Second rapport, 101. Membres ajoutés à ce comité, 139. Autres rapports, 156, 259, 267, 317, 327, 393.

2. Bills renvoyés à ce comité, 91, 98, 125, 126, 127, 137, 158, 189, 206, 209, 314.

3. Tous les Bills devant être renvoyés à ce comité, le seront après leur première lecture, 148.

---

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—*Suite* :

4. Rapport du 13<sup>ème</sup> comité des Bills privés recommandant que certains Bills soient renvoyés au comité de Législation, 215.

“L'ETENDARD” :—Etat des sommes payées ou dues à “L'Etendard,” depuis le 1<sup>er</sup> février, 1887, 145. Voir *Documents, CC*.

LETTRES PATENTES :—Bill pour amender le chapitre 39 des Statuts Refondus pour le Bas Canada quant aux lettres patentes émises avant le 2 août 1851, (L'hon. M. Gagnon), présenté, 102. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 128. Par le Conseil, 166. S. R., 419. (51-52 Vic., ch. 16.)

LETTRES PATENTES :—Compagnies incorporées par—, 38. Voir *Documents, 10*.

## LÉVIS :

1. Pétition demandant un acte amendant de nouveau l'acte constituant en corporation la ville de Lévis, refondu par l'acte 36 Vict., chap. 60, et les actes qui l'amendent, 61. Avis, 95. Bill (M. Lemieux), présenté, 96. Lu la seconde fois et renvoyé à comité des bills privés, 106. Rapporté amendé, 211. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté, 224. Lu la 3<sup>ème</sup> fois et passé, 231. Par le Conseil, 355. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 81.)

Pétition contre, reçue et lue, 187.

2. *Eglise St. André, Lévis* :—Pétition demandant un acte pour autoriser les syndics de la Congrégation de l'Eglise Saint André, à Lévis, dans la Province de Québec, en rapport avec l'Eglise Presbytérienne du Canada, à louer ou à vendre un certain lot de terrain à Lévis, 101. Avis, 111. Bill (du Conseil), présenté ; lu les première et deuxième fois ; renvoyé au comité des bills privés et 60<sup>ème</sup> règle suspendue, 328. Rapporté, 354. Honoraire remis, 408. S. R., 416. (51-52 Vic., ch. 122.)

3. Documents ayant rapport à l'élection contestée de Lévis, mis devant la Chambre, 1. Lus et imprimés, 2.

LIBELLE :—Bill concernant la loi du libelle en certains cas, (M. Hall), présenté, 260.

Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 367. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 383.

## LICENCES :

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions proposées concernant la loi des licences, 368. Chambre en comité, 373. Résolutions rapportées et adoptées, 374. Bill basé sur ces résolutions, 374. Voir *ci-dessous, 2*.

2. Bill concernant la loi des licences, (l'honorable M. Shehyn), présenté, 374. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; amendé ; motion pour renvoyer de nouveau le Bill à un comité général pour y être amendé, négative ; amendements adoptés ; lu la troisième fois et passé, 305. Par le Conseil, 413. S. R., 420. (51-52 Vic., ch. 10.)

3. Comité spécial auquel seront référées toutes les pétitions présentées à la Chambre touchant la vente des liqueurs enivrantes ; ainsi que le projet de loi de M. L. O. David sur les licences, 127. Premier rapport ; recommandant réduction de *quorum*, 140. Membre ajouté à ce comité, 189. Second rapport, 321. Partie du rapport adoptée, 325.

---

**LICENCES :—*Suite.***

4. Pétition de l'Association des marchands de vin et de liqueurs de Québec ; demandant que certaines dispositions du bill pour amender la loi des licences de Québec ne deviennent pas loi, 107, 161.

Pétitions demandant que le projet de loi projeté pour amender la loi des licences devienne loi, 107 à 110, 130, 158, 198.

5. Nombre de poursuites intentées dans la cité de Montréal pour infractions à la loi des licences, 208, 267. Voir *Documents*, 82.

6. Demandant copie des pétitions de diverses paroisses du comté de l'Islet demandant la passation de la loi des licences de M. *David*, 208. Voir *Documents*, *DD*.

**Lieutenant-Gouverneur :**

1. Son discours à l'ouverture de la session, 34. Jour fixé pour la prise en considération, 36. Motion pour une adresse à Son Honneur, 38. Voir *Adresses*, 4.

2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre à certaines mesures, 137, 138, 167, 195, 196, 269, 335, 336, 359, 394. À certain bill, 189. À certains amendements proposés à certaines résolutions pour subventions aux chemins de fer, 385.

3. Sanctionne les bills, 416.

4. Son discours à la clôture de la session, 420.

**MESSAGES DE SON HONNEUR :—**

5. Invite la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil Législatif.— À l'ouverture de la session 1. À la clôture de la session, 416.

6. En réponse à l'adresse du discours du Trône, 57.

7. Transmettant le rapport de l'Imprimeur de la Reine, 47. Voir *Document 8a*.

8. Transmettant les estimés, 198. Les estimés supplémentaires, 368.

9. Transmettant le rapport du Commissaire nommé le 30 décembre 1885, chargé de faire une enquête sur la construction, l'exploitation et la vente du chemin de fer Q. M. O. et O., 47. Voir *Documents*, 16.

10. Transmettant le rapport de la Commission agricole instituée par Ordre en Conseil du 18 août 1887, 47. Voir *Documents*, 18.

11. Transmettant le rapport de la Commission des Asiles, nommée le 18 septembre 1887, 328. Voir *Documents*, 87.

12. Transmettant copie de l'ordre en Conseil du 28 mai 1888, nommant les Commissaires pour la régie intérieure de l'Assemblée Législative, 87.

**LIMITES À BOIS :—**Ordre en Conseil augmentant les rentes foncières sur les limites à bois, 184, 216. Voir *Documents*, 68.

## L'ISLET, COMTÉ DE:—

1. Documents relatifs à l'élection contestée du comté de— ; Lus et imprimés, 44
2. Copie des requêtes des diverses paroisses du comté de l'Islet demandant la passation de la loi des licences de M. David, 208. Voir *Documents, DD*.

LISTES DE PAIE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT :—Voir *Employés du Gouvernement, Questions 6*.

LIVRES DONNÉS EN PRIX DANS LES ÉCOLES :—Liste des livres français qui ont été donnés en prix dans les écoles, depuis la dernière session, 119. Voir *Documents, EE*.

## LONGUEUIL :—

1. Bill pour amender la clause 239 de l'acte 44-45 Vic., ch. 75, concernant la ville de—, (M. *Rocheleau*), présenté, 97. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 106. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 187. Honoraire remis, 262.
2. Pétition demandant un acte amendement l'acte 44-45 Vict., chap. 75, constituant en corporation la ville de Longueuil, 61. Avis, 95. Bill (M. *Rocheleau*), présenté, 97. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 106. Rapporté amendé, 169. Considéré en comité général ; rapporté ; passé ; 193. Par le Conseil, 355. Motion pour remise de l'honoraire rejetée, 262. S. R., 418. (51-52 Vic., ch. 85).
3. Pétition demandant un acte mettant la traverse du fleuve Saint Laurent, entre Montréal et Longueuil, à la charge de la ville de Longueuil, 61. Avis, 95.

LOOP-LINE, TROIS-RIVIÈRES : 1. Documents concernant la réclamation de MM. Rogers and Reynar en rapport avec la construction du—, 208, 193. Voir *Documents, 95*.  
2. Documents concernant la réclamation de MM. Baptist, George & Cie, en rapport avec la construction du—, 367, 409. Voir *Documents, 104*.

LOTS :—Etat des lots pris dans chaque comté, dans la province, depuis 1882, 88. Voir *Documents, FF*.

## LOWELL :

1. Petition des Canadiens Français de la ville de—, Mass., demandant la concession de terrains dans la Vallée de l'Ottawa, 187.
2. Copie de la requête des Canadiens Français de Lowell, Mass., au sujet du rapatriement, 144, 202. Voir *Documents, 57*.

**M**ACQUET, GERARD :—Documents relatifs au système recommandé par M—, pour la construction des ponts en fer dans la Province, 328, 398. Voir *Documents, 98*.

## MAGISTRATS, DISTRICT DE MONTRÉAL :—

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions relatives à la nomination de deux—devant s'occuper des affaires portées devant la cour de circuit pour le district de Montréal, 120. Motion pour comité ; Recommandation de Son Honneur, 138. Chambre en comité général ; résolutions rapportées, 139. Motion pour seconde lecture ; amendement de l'hon. M. *Taillon* et sous-amendement de M. *Desjardins* ; Sous-amendement négatif, 150. Sous-amendement de M. *Lafontaine* adopté sur division, 151. Motion principale ainsi amendée, adoptée ; résolutions lues la seconde fois et adoptées, 152. Bill, 152. Voir *ci-dessous, 2*.

---

**MAGISTRATS, DISTRICT DE MONTRÉAL :—*Suite.***

2. Bill amendant la loi relative aux magistrats de districts, (l'hon. M. *Turcotte*), présenté, 152. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général, 168. Considéré sur division ; rapporté ; motion pour 3ème lecture ; amendement de M. *Dechene (l'Islet)* ; sous-amendement de M. *David* ; Amendement et sous-amendement adoptés sur division ; Bill lu la 3ème fois et passé, 173. Par le Conseil, 302. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 20.) Voir *Votes et Divisions*, 10 et 11.

**MAGOG TEXTILE AND PRINT COMPANY :—**Pétition de la—demandant l'autorisation d'emprunter de l'argent et à émettre des obligations, 304. Règles suspendues ; et pétition lue et reçue, 304. Rapport recommandant la suspension de la 51ème règle, 325. Bill du Conseil Législatif, 372. Sur motion de l'honorable M. *Blanchet*, lu les première et seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer ; 60ème règle suspendue, 372. Rapporté, 373. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 373. Amendements faits à la version anglaise adoptés par le Conseil Législatif, 398. S. R., 415. (51-52 Vict., ch. 115.)

**MAISONS D'ÉDUCATION ET INSTITUTIONS DE CHARITÉ :—**Etat de toutes les sommes payées pour—depuis la Confédération, 52. Voir *Documents*, *TT*.

**MAISONNEUVE :—**Pétition demandant un acte amendant le statut 46 Victoria, chap. 82, constituant en corporation la ville d'Hochelaga, maintenant la ville de Maison-neuve, 61. Avis, 85. Bill, (M. *Champagne*), présenté, 96. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 105. Rapporté amendé, 180. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 194. Par le Conseil avec amendements, 253. Considérés, 254. Adoptés, 259. S. R., 417. (51-52 Vic. ch. 89.)

**MALVERSATIONS DES CORPS PUBLICS, ENQUÊTES SUR LES— :—**Voir *Enquêtes*.

**MANDATS SPÉCIAUX :—**

1. Etat des rapports en conseil etc,—émis en vertu de l'acte 31 Vict., ch. 9, sect. 47, 45. Voir *Documents*, *GG 1*.

2. Etat des rapports du Conseil Exécutif et mandats spéciaux émis en vertu de l'acte 31 Vict., ch. 9, clause 47, 139. Voir *Documents GG 2*.

**MANUFACTURES :—**Bill amendant l'acte 48 Vict., chap. 32, concernant la protection de la vie et de la santé des personnes employées dans les manufactures, (l'Honorable M. *Mercier*), présenté, 162. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 176. Par le Conseil, 247. S. R., 420. (51-52 Vict., chap. 49.)

**MANUSCRITS DU MARÉCHAL DE LÉVIS :—**Correspondance au sujet de la collection des—, 133, 188. Voir *Documents 50*.

**MARÉCHAL DE LÉVIS :—**Correspondance au sujet de la collection des manuscrits du—, 133, 188. Voir *Documents, 50*.

**MARTIN, JOSUÉ, Dr.** Voir *Documents, H. Bonaventure*.

**MASKINONGÉ :—**Documents relatifs à l'élection contestée de—, mis devant la Chambre, 17. Lus, 17. Imprimés, 18.

---

MASSICOTTE, N. P. :—Etat indiquant les détails de la somme de \$300 dépensée par—, sur le pont de la rivière Batiscan, 180. Voir *Documents*, HH.

MCDONALD, Mr :—Réclamation de—, Voir *Documents*, 70, Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.

MCGREEVY, HON. THOMAS :—Copie de la pétition de droit de l'—pour faire déclarer nulle la sentence arbitrale en rapport avec son contrat pour le chemin de fer du Nord, 133. Voir *Documents*, II.

MECHANIC INSTITUTE :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 107. Avis, 121. Voir *Institut des Artisans*.

MÉDECINE :—Voir *Acte Médical*.

MÉDECINS VÉTÉRINAIRES :

1. Acte des—, 1868 ; Bill présenté (M. Owens), 58. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 209. Ordre pour comité général déchargé, bill renvoyé à un comité spécial, 243.

2. Comité spécial sur le Bill intitulé : " Acte des Médecins Vétérinaires, 1888 ; membres nommés, 243.

MÉGANTIC :

1. Documents relatifs à l'élection contestée de—mis devant la Chambre et insérés dans le journal de la Chambre, 190.

2. Motion pour que le certificat de Son Honneur le juge Casault, dans l'affaire de l'élection contestée de Mégantic, soit renvoyé au comité des Privilèges et Elections ; débat ajourné, 267. Débat repris ; amendement de M. David proposé et négativé ; motion principale adoptée, 322. Second rapport du comité des Privilèges et Elections contenant la lettre du Président du comité à l'Honorable Juge Casault et réponse de celui-ci, 396. Voir *Votes et Divisions*, 12.

3. M. l'Orateur devant émettre son mandat pour l'émanation d'un nouveau bref d'élection pour le district électoral de Mégantic, 197.

MEMBRES :—Bill pour déclarer indemnes certains membres de l'Assemblée Législative, (L'Hon. M. Turcotte), présenté ; lu les première et seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 356. Par le Conseil, 412. S. R., 420. (51-52 Vic., ch. 7.)

MEMBRES DE LA CHAMBRE :—Voir *Députés*.

MINEURS :—Vente de biens de mineurs. Voir *Biens de Mineurs*.

MISSISQUOI :—Documents relatifs à l'élection contestée de—mis devant la Chambre, 17. Lus, 17. Imprimés, 20.

MISSISQUOI, VALLÉE DE :—Pétition demandant un acte amendant les actes relatifs à la Compagnie du chemin de fer de la Vallée de Missisquoi, 101. Avis, 121. Bill (M. DeGrosbois), présenté, 123. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 136. Honoraire remis, 329.

MONK, JOHN :—Pétition demandant un acte autorisant la vente d'immeubles appartenant à la substitution créée par le testament de feu John Monk et le placement et remplacement du produit de telle vente, 107. Avis, 121. Bill (l'Hon. M. Lynch), présenté, 122. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 135. Rapport recommandant que ce bill soit renvoyé au comité de Législation, 215. Rapporté amendé, 259. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 263. Par le Conseil, 393. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 125.)

MONTRÉAL, CITÉ DE —:

1. Correspondance au sujet du règlement des réclamations du gouvernement contre la cité de Montréal, 88, 131. Voir *Documents* 30.

2. Copie de la quittance mutuelle et réciproque entre la cité de—, et le gouvernement, dont il est question dans l'ordre du conseil No. 362 du 8 août 1887, 165. Voir *Documents*, JJ.

3. Pétition demandant un acte pour autoriser la consolidation de la dette de la cité de Montréal, et pour d'autres fins, 78. Avis, 102. 49<sup>ème</sup> règle suspendue ; bill présenté (M. David), 135. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 147. Rapporté amendé, 222. Ordre pour comité général ; Objection ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 232. Sa décision ; conseille de renvoyer le bill au comité des ordres permanents, 254. Bill renvoyé à ce comité, 254. Rapport que les avis sont suffisants, 260. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 268. Considéré de nouveau ; rapporté ; passé sur division, 311. Par le Conseil avec amendements, 398. Considérés et adoptés, 398. S. R., 419. (51-52 Vic., ch. 79). Voir *Questions*, 8.

Pétition contre ce Bill, 204.

4. *Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal* :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 50. Avis, 62. Bill présenté (M. David), 63. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 82. Rapporté amendé, 121. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 134. Par le Conseil avec amendements, 242. Considérés et adoptés, 242. Honoraire remis, 246. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 65.)

5. *Asile de la Providence* :—Etat d'affaires, 37. Voir *Documents*, 14.

6. *Asile de St. Vincint de Paul* :—Etat d'affaires, 37. Voir *Documents*, 14.

7. *Church Home* :—Etat d'affaires, 98. Voir *Documents*, 14.

8. *Hôpital Général de Montréal* :—Pétition demandant un acte autorisant les Sœurs Grises de l'Hôpital-Général de Montréal à vendre un lopin de terre dans la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, 107. Avis, 121. Bill (M. Rocheleau), présenté, 124. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 135. Rapporté amendé, 222. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 231. Par le Conseil, 318. Honoraire remis, 262. S. R., 418. (51-52 Vic., ch. 121.)

9. *Hôpital Royal Victoria* :—Pétition demandant un acte confirmant un bail à loyer passé entre la cité de Montréal et l'Hôpital Royal Victoria, 106. Avis, 121. Bill (M. Owens), présenté, 122. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 135. Rapporté amendé, 222. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 225. Par le Conseil, 392. S. R., 419. (51-52 Vic., ch. 112.)

10. *Institut Fraser* :—Etat d'affaires, 37. Voir *Documents*, 14.

---



---

MONTREAL, CITÉ DE :—*Suite.*

- 11 *Institut Hervey* :—Etat d'affaires, 37. Voir *Documents*, 14.
12. *Institution des Sourdes-Muettes* :—Copie de la requête de l'—, demandant une allocation, 117, 202. Voir *Documents*, 54.
13. *Magistrats de District* :—Voir *Magistrats, District de Montréal*.
14. *Mechanic Institute* :—Voir *Institut des Artisans*.
15. *Montreal Amateur Athletic Association* :—Voir *Côte St. Antoine*.
16. *Montreal Shamrock Amateur Athletic Association* :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 50. Avis, 55. Bill présenté, (l'hon. M. McShane), 56. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 82. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 134. Par le Conseil, 205. Motion pour remise de l'honoraire ; débats, 220. Débats repris ; motion adoptée, 241. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 69.)
17. *Notre Dame du Bon Pasteur* :—Etats d'affaires, 37. Voir *Documents*, 14.
18. *Palais de Justice* :—Copie des contrats relatifs aux réparations et aux changements faits ou à faire au—, 117, 232. Voir *Documents*, 72.
19. *Palais de Justice* :—Etat indiquant le nombre d'employés nommés depuis le 1er février 1887 ; montant total des salaires, etc., 183, 257. Voir *Documents*, 76.
20. *Palais de Justice* :—Copie du contrat de la papeterie pour les divers bureaux du—, 262. Voir *Documents* KK.
21. *Paroisses Catholiques Romaines* :—Bill concernant les repartitions d'églises dans les—, de Montréal, (l'honorable M. Taillon), 188. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 221. Voir *ci-dessous*,—*Paroisses Catholiques Anglaises*.
22. *Paroisses Catholiques Anglaises de Montréal* —Pétition demandant un acte concernant le prélèvement de certaines taxes dans les—, 106. Rapport de l'avis, 121. Bill (l'honorable M. Taillon) réglementant les cotisations d'églises dans les paroisses Catholiques Romaines de Montréal en ce qui concerne les paroisses nationales, 122. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 135. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 194. Par le Conseil, 318. Honoraire remis, 245. S. R., 418. (51-52 Vict., ch. 45.)
23. *Union St. Pierre* :—Etat d'affaires, 110. Voir *Documents*, 14.
24. *Union St. Joseph* :—Etat d'affaires, 110. Voir *Documents*, 14.
25. *Young Men's Christian Association* :—Petition demandant un acte à l'effet d'amender et refondre les actes relatifs à la "*Young Men's Christian Association*," de Montréal, 107. Avis, 121. Bill (l'hon. McShane), présenté, 124. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 135. Rapporté amendé, 187. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 200. Par le Conseil, 318. Honoraire remis, 221. S. R., 419. (51-52 Vic., ch. 57.)



MONTRÉAL CENTRE :—Documents relatifs à l'élection contestée de—mis devant la Chambre, 29. Lus, 29. Imprimés, 29.

MONTRÉAL, DISTRICT DE :—Etat général des baptêmes, mariages et sépultures du—pour 1886 et 1887, 37. Voir *Documents*, 15.

MONTRÉAL EST :—Documents relatifs à l'élection contestée de—, 12. Lus, 12. Imprimés, 15.

MONTRÉAL OUEST :—Documents relatifs à l'élection contestée de—mis devant la Chambre, 12. Lus, 12. Imprimés, 17.

MONTRÉAL ET LONGUEUIL :—Petition demandant un acte pour mettre la traverse d'hiver entre—complètement à la charge de la ville de Longueuil, 51. Rapport de l'avis, 95.

MONTREAL ET NORD EST :—Bill constituant en corporation la compagnie du chemin de fer—(Du Conseil Législatif,) sur motion de M. *Champagne*, lu les première et seconde fois ; renvoyé au comité des chemins de fer et 60ème règle suspendue, 327.

MONTREUIL, ROCH :—Détails de la somme de \$150 dépensée par—sur un pont de la *Coulée Gendron*, dans Ste. Anne de la Pérade, 208, 215. Voir *Documents*, 63a. Détails additionnels, 409. Voir *Documents*, 63b.

MORVE :—Bill pour la protection des chevaux contre la—Voir *Chevaux*.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Bill déclarant que les territoires érigés en paroisses en vertu de l'acte 34 Vict., ch. 8 sont des—(l'hon. M. *Gagnon*), Présenté, 50. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 91. Par le Conseil avec amendements, 156. Considérés et adoptés, 156. S. R., 412. (51-52 Vic., ch. 39.)

MUSÉE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—Copie du rapport du Conservateur du—pour 1887, 165, 209. Voir *Documents*, 66.

**N**APIERVILLE :—Pétition demandant un acte incorporant la compagnie du chemin de fer de—, 49. Avis, 45. Bill présenté, (M. *Lafontaine*), 56. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 82. Rapporté amendé, 169. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 184. Par le Conseil avec amendements, 268. Considérés et adoptés, 268. S. R., 417. (51-52 Vict., chap. 99).

NICOLAY, COMTE DE— :—Résolutions priant le Comte Raimond de Nicolay d'accepter l'expression de la reconnaissance de ce pays pour le don magnifique qu'il vient de faire au gouvernement de nombreux documents inédits qui lui viennent de son aïeul le Maréchal de Lévis, 166. Voir *Documents*, 50.

NICOLET :—Documents relatifs à l'élection contestée de—, 85. Lus, 85. Imprimés, 85. Nouveau bref d'élection pour ce comté, 87.

#### NOTARIAT :

1. Rill pour amender l'article 81 du Code de Notariat, (M. *Laliberté*), présenté, 126. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 178. Par le Conseil, 302. S. R. 419. (51-52 V., chap. 42.)

NOTARIAT :—*Suite.*

2. Bill pour rendre uniforme l'exécution de certains actes dans la province de Québec et pour amender les articles 2040 et 2041 du Code Civil du Bas Canada, (M. Gladu), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 126.

## NOTRE-DAME DE BUCKLAND :

1. Application pour grains de semence, 48, 112. Voir *Bellechasse* et *Grains de semence* et *Documents*, 24.

2. Correspondance à propos de certaines demandes de grains de semence faites au nom des colons de—, comté de Bellechasse, 48.

NOUVELLES PAROISSES :—Voir *Construction des églises.*

**O**BLATS, REVDS. PÈRES.—DE L'IMMACULÉE CONCEPTION DE MARIE :—Petition demandant des amendements à leur acte d'incorporation, 58. Avis, 95. Voir *Pères Oblats*.

## OFFICIERS DE JUSTICE :

1. La Chambre devant se former en comité sur une résolution relative à certaines—dans le district de Montréal, 120. Motion pour comité, 137. Recommandation de Son Honneur, 137. Chambre en comité général ; Résolution rapportée, 138. Motion pour seconde lecture de la résolution ; Amendement de l'hon. M. Flynn et sous-amendement de M. Robidoux ; sous-amendement adopté, 149. Motion principale amendée, adoptée, 149. Résolution lue la seconde fois et adoptée, 149. Bill, 150. Voir *ci-dessous*, 2. Voir *Votes* et *Divisions*, 13, 14.

2. Bill relatif aux officiers judiciaires, (l'hon. M. Turcotte) ; présenté, 150. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général, 168. Considéré sur division ; amendé ; rapporté ; lu la 3<sup>ème</sup> fois sur division et passé, 173. Par le Conseil, 301. S. R., 416. (51-52 Vict., ch. 21.)

ŒUVRE DES AMES DU PURGATOIRE :—Voir *Ames du Purgatoire.*

OFFICIERS PUBLICS :—Cautionnements des—depuis le 22 mars 1887, 82. Voir *Documents*, 21.

OKA, TRAPPISTES D'—:—Requête des—demandant de l'aide, 23 ; renvoyée au comité d'agriculture, 120. Copie de cette requête, 100, 102. Voir *Documents*, 23.

ONTARIO ET QUEBEC :—Questions en litige entre—. Voir *Quebec et Ontario.*

**O**RATEUR :—

1. Il se rend avec la Chambre auprès de Son Honneur, dans la salle du Conseil Législatif, à l'ouverture de la session, 1. A la clôture de la session, 416.

2. Il fait rapport du discours du trône à l'ouverture de la session, 34.

3. Ajourne la Chambre à l'heure fixée, sans que la question ait été préalablement posée, 354, 358, 369, 377, 381. Faute de *quorum*, 302.

ORATEUR :—*Suite.*

4. Communique à la Chambre divers rapports, 37, 51, 59, 79, 98, 110, 127, 130.
5. Soumet à la Chambre le rapport du bibliothécaire, 33.
6. *Décide sur des questions de forme et d'ordre*, 89, 159, 212, 213, 214, 254, 325, 369, 384. Pour ses décisions, Voir *Questions*, 5 à 11.
7. Remet sa décision à plus tard, 136, 232.
8. Informe la Chambre qu'il a reçu les rapports et jugements relatifs aux élections contestées de,—Lévis, Comté de Québec, Trois-Rivières, Saint Maurice, 1 ; Ottawa, 9 ; Champlain, Portneuf, Richelieu, Montréal-Est, Chateauguay, Montréal-Ouest, 12 ; Maskinongé, Hochelaga, Missisquoi, 17 ; Kamouraka, Bellechasse, Drummond et Arthabaska, Beauce, 22 ; Montréal-Centre, Laval, 29 ; L'Islet, 44 ; Jacques-Cartier, Verchères, 79 ; Nicolet, 85 ; Mégantic, 190.
9. Informe la Chambre qu'il a reçu du Greffier de la couronne en chancellerie les certificats des districts électoraux suivants :—Laprairie, 11 ; Ottawa, 12 ; Maskinongé, 32 ; Hochelaga ; Missisquoi, 33 ; Laval, 51 ; Shefford, 59 ; Trois-Rivières, 110 ; Chicoutimi et Saguenay, 302.
10. Qu'il a reçu avis des vacances survenues dans la représentation de certains districts,—Laprairie, 7 ; Shefford, Trois-Rivières, Chicoutimi et Saguenay, 27.
11. Informe la Chambre que, durant la vacance, il a émis ses mandats au Greffier de la Couronne en Chancellerie lui enjoignant de préparer de nouveaux brefs d'élections pour,—Laprairie, 7 ; Ottawa, 11 ; Maskinongé, Hochelaga, Missisquoi, 22 ; Shefford, Trois-Rivières, Chicoutimi et Saguenay, 28 ; Laval, 32.
12. Devant émettre son mandat pour de nouveaux writs d'élection, Nicolet, 87 ; Mégantic, 197.
13. Qu'il a reçu du Secrétaire de la Province copie d'une dépêche du Secrétaire d'Etat du Canada, transmettant une dépêche de Sir H. T. Holland, Secrétaire d'Etat pour les colonies adressée au Gouverneur Général par laquelle Sa Majesté la Reine remercie le Conseil Législatif et l'Assemblée Législative de leur adresse à l'occasion du cinquantième anniversaire de son règne, 7.
14. Bill pour pourvoir au remplacement de l'Orateur en certains cas, (l'honorable M. Mercier), 334. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; rapporté ; passé, 364. Par le Conseil, 412. S. R. 420. (51-52 Vict., ch. 5.)

## ORIGINAUX DETRUIITS DES STATUTS :—

Bill pourvoyant au remplacement des originaux détruits des statuts, (Du Conseil Législatif), 110. Sur motion de l'hon. M. Gagnon, lu la première fois, 110. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 128. S. R. 416. (51-52 Vict., ch. 3.)

## ORDRES DU JOUR :

1. Ordres déchargés, 172, 177, 186, 189, 206, 209, 243, 256 385.

ORDRES DU JOUR :—*Suite.*

2. Ordre rescindé, 312.
3. Mesures du gouvernement devant avoir la priorité à certains jours, 229.
4. Résolutions concernant les Biens des Jésuites devant avoir la priorité, 243.

## ORDRES PERMANENTS :

1. Comité permanent nommé, 37, 45. Premier rapport, *quorum* réduit à quatre membres, 54. Second rapport, 62. Autres rapports sur différentes pétitions, 95, 102, 121, 140, 180, 231, 261, 325.
2. Que les avis sont suffisants, 55, 62, 102, 121, 231, 261.
3. Que les avis n'ont pas été donnés, 140, 180. Ne sont pas suffisants, 122.
4. Recommande la suspension de la 51ème règle, 62, 102, 140, 325.
5. Bill renvoyé à ce comité, 256.

## ORDRES SESSIONNELS :

1. Prolongation du temps pour recevoir les rapports sur bills privés, 169.
2. Ordre qu'il y ait deux séances le même jour, 229. Trois séances, 247, 269
3. Votes et délibérations devant être imprimés chaque jour, 37.
4. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre. Voir *Documents*.

## ORFORD :

1. Pétition demandant un acte amendant la charte de la Compagnie de Cuivre et de Soufre d'Orford, 49. Avis, 62. Bill présenté (l'honorable M. *Robertson*), 62. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 82. Rapporté, 140. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 157. Par le Conseil, 355. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 71)

2. Bill incorporant la compagnie du chemin de fer Orford, (du Conseil Législatif), 314. Sur motion de l'honorable M. *Lynch*, lu les première et seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer et 60ème règle suspendue, 314. Rapporté, 354. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 359. S. R., 416. (51-52 Vict., ch. 97.)

ORFORD BRANCH RAILWAY CO. :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 106. Rapport que les avis n'ont pas été donnés mais néanmoins recommande la suspension de la 51ème règle, 140.

ORFORD MOUNTAIN RAILWAY CO. :—Pétition demandant un acte constituant en corporation "*The Orford Mountain Railway Company*." 107, Avis, 121, Bill (l'honorable M. *Lynch*), présenté, 112. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 136. Rapporté amendé, 188. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 207. Par le Conseil, 419. S. R., (51-52 Vict., ch. 98.)

OTTAWA :—Pétition demandant un acte amendant l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer d'Ottawa et de la Vallée de la Gatineau, 106. Avis, 121. Bill (M. *Rochon*), présenté, 133. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 136. Rapporté amendé, 188. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 200. Par le Conseil, 318. S. R., 419. (51-52 Vict., Chap. 105.)

OTTAWA, COMTÉ d'—:—1. Documents se rapportant à la nomination d'un officier rapporteur à la dernière élection pour le comté d'—, 119. Voir *Documents*, LL.

2. Documents relatifs à l'élection contestée du comté d'—, mis devant la Chambre, 9. Lus et imprimés, 9.

3. Rapport de l'honorable juge Würtele sur la résignation de N. E. Cormier comme député pour le district électoral d'Ottawa, 9. Lettre de M. Cormier résignant sus siège 10. Jugement de l'honorable M. Wurtele, 10.

OTTAWA, DISTRICT d'—:—Instructions données aux gardes-forestiers du—, en 1886-87, 326, 393. Voir *Documents*, 96.

PACIFIQUE CANADIEN :—Copie du contrat du 4 mars 1882, entre le gouvernement, et la compagnie. Copie de la vente de la section Est du Q. M. O. et O. à la Cie du chemin de fer du Nord, 189, 233. Voir *Documents*, 75.

PALAIS LÉGISLATIF :—Correspondance à propos de la décoration faite et celle projetée au —, 129, 232. Voir *Documents*, 73.

PALAIS DE JUSTICE, MONTRÉAL :—1. Copie des contrats relatifs aux réparations et aux changements faits ou à faire au—, 117, 232. Voir *Documents*, 72.

2. Etat du nombre d'employés nommés depuis le 1er février 1887 ; salaires &c., 183, 257. Voir *Documents*, 76.

3. Copie du contrat de la papeterie pour les divers bureaux du—, 262. Voir *Documents*, KK.

PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC :—1. Contrats relatifs à la pose des gazeliers, horloges &c., dans le—, 119, 136, 137, 208. Voir *Documents*, 65, *Québec*, 12.

2. Liste des lots achetés près du nouveau palais de justice pour l'ouverture d'une rue, 119, 162. Voir *Documents*, 47.

3. Soumissions pour l'ouverture de cette rue, 119, 182. Voir *Documents*, 49.

PALAIS DE JUSTICE, TROIS-RIVIÈRES :—Voir *Documents*, YY.

PAPETERIE :—Copie du contrat de la—, pour les divers bureaux du palais de justice de Montréal, 262. Voir *Documents*, KK.

PAROISSES :—Bill pour amender et refondre les dispositions relatives à la reconnaissance civiles des—, et à la construction des édifices religieux, (l'honorable M. *Gagnon*), présenté, 63.

PAROISSES CATHOLIQUES ANGLAISES :—Pétition demandant un acte concernant le prélevement de certaines taxes dans les—, de la cité de Montréal, 106. Avis, 121.

## PAROISSES CATHOLIQUES ROMAINES :—

1. Bill règlementant les cotisations d'églises dans les —, de Montréal. Voir *Cotisations d'églises*.
2. Bill concernant les réparations d'églises dans les —, de Montréal. Voir *Réparations d'églises*.

## PÊCHE :

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions se rapportant au bill pour amender et refondre les lois de la pêche en cette province, 186, 196. Signification de la recommandation du Lieutenant Gouverneur, 196. La Chambre en comité ; Série de résolutions rapportées, 196. Lues la première fois, 196. Lues la seconde fois sur division et renvoyées au comité général sur bill pour amender et refondre les lois de la pêche, 209. Voir *ci-dessous*, 2.

2. Bill pour amender et refondre les lois de la —, en cette province ; (l'honorable M. Duhamel), présenté, 51. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité, 209. La chambre se forme en comité ; objection faite en comité à un amendement proposé ; décision du président ; appel de sa décision ; Elle est confirmée par M. l'Orateur, 212. La Chambre se constitue de nouveau en comité ; divers amendements proposés et renvoyés par le Président ; Ses décisions sont maintenues par M. l'Orateur, 212, 213. Bill considéré ; amendé, 214. Ordre pour la réception du rapport déchargé ; Bill renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; motion pour la réception du rapport ; amendement proposé et négatif ; autre amendement proposé et objection faite ; M. l'Orateur rejette l'amendement ; motion principale adoptée ; Bill lu la 3ème fois sur division et passé sur division, 323. Par le Conseil avec amendements, 412. Considérés et adoptés, 413, S. R., 416. (51-52 Vict., chap. 17.)

Voir *Questions 7 et 9* et *Votes et Divisions*, 15.

PÊCHEURS DU LABRADOR :—Copie des pétitions des —maintenant établis dans la Beauce et demandant de l'aide au Gouvernement, 329. Voir *Documents*, MM.

PEMBROOKE :—Hopital général ; Etat d'affaires, 371.—Voir *Documents*, 14.

PENTLAND, W. C :—Copie du record de la pétition de droit de —contre le gouvernement, 393. Voir *Documents*, NN.

## PETITIONS :

1. Reçues et lues, 187, 204, 304.
2. Renvoyées à un comité, 120, 204, 228.

PETITES SŒURS DES PAUVRES :—Pétition demandant un acte constituant en corporation les Petites Sœurs des pauvres, 101. Avis, 121. Bill (M. Murphy) ; présenté, 122. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 135. Rapporté amendé, 153. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 160. Par le Conseil, 318. Honoraire remis, 246. S. R., 418. (51-52 Vic., ch. 55.)

**PÈRES OBLATS** :—Pétition demandant un acte pour amender de nouveau l'acte de la ci-devant province du Canada, 12 Vict., ch. 143, concernant les Pères Oblats, 58. Avis, 95. Bill (M. *David*), présenté, 102. Lu la 2<sup>ème</sup> fois et renvoyé au comité des bills privés, 112. Rapporté, 187. Considéré en comité général; rapporté; passé, 199. Par le Conseil, 326. S. R., 418. (51-52 Vic., ch. 52.)

**PHILIPSBURG** :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie du Chemin de fer de Jonction de Philipsburg et des Carrières," 49. Avis, 121. Bill (du Conseil Législatif), 263. Sur motion de M. *Spencer*, lu les première et deuxième fois; renvoyé au comité des chemins de fer; 60<sup>ème</sup> règle suspendue, 301. Rapporté, 317. Considéré en comité général; rapporté; passé, 322. S. R., 416. (51-52 Vic., ch. 107.)

**PHOSPHATE** :—Copie du dernier rapport de l'Inspecteur des mines concernant l'industrie du—, sur la rivière du Lièvre, dans le comté d'Ottawa, 326, 409. Voir *Documents*, 103.

**PICHETTE, AIMÉ P. A.** :—Pétition demandant un acte pour régulariser la cléricature de Aimé Prosper Aquila Pichette, et permettre au bureau principal de médecine à l'admettre au nombre de ses membres, 61. Avis, 95. Bill (M. *Bourbonnais*), présenté, 96. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 105. Rapporté, 211. Renvoyé de nouveau au comité des bills privés et 57<sup>ème</sup> règle suspendue, 212. Rapport favorable à ce bill, 215. Considéré en comité général; rapporté; passé, 225. Par le Conseil, 326. Honoraire remis, 328. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 132.)

#### PONTS ET CHEMINS DE COLONISATION :

1. Etat des sommes dépensées par le Gouvernement, dans chaque comté de la province, 104, 127. Voir *Documents*, 27.

2. Détails sur une certaine somme dépensée pour visites et explorations au sujet des—, 145. Voir *Documents*, 43.

#### PONTS EN FER :

1. Documents relatifs à la construction des ponts en fer, 52, 232. Voir *Documents*, 71.

2. Documents concernant le système recommandé par M. Gérard Macquet pour la construction des ponts en fer dans la Province, 328, 398. Voir *Documents*, 98.

**PONT ENTRE QUÉBEC ET LÉVIS** :—Documents se rapportant à la construction d'—, sur le fleuve Saint-Laurent, 159, 162. Voir *Documents*, 46.

**PONT SUR LE FLEUVE SAINT-LAURENT A QUÉBEC** :—Motion de M. *Faucher de Saint-Maurice* proposant résolutions concernant la construction d'un—; Amendement de l'honorable M. *Mercier* proposé et adopté; adresse au Lieutenant-Gouverneur le priant de vouloir bien transmettre au Gouvernement de la Puissance les présentes résolutions, 164. Voir *Adresses*, 6.

**PORTAGE DU FORT ET BRISTOL** :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Compagnie du Chemin de fer d'embranchement du—, 50. Avis, 62. Bill (M. *Poupore*), 82. Lu la seconde fois renvoyé au comité des chemins de fer, 100. Rapporté amendé, 140. Considéré en comité général; rapporté; passé, 157. Par le Conseil avec amendements, 242. Considérés et adoptés, 242. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 101.)

PORTNEUF :—Documents ayant rapport à l'élection contestée du comté de—, mis devant la Chambre, 12. Lus, 12. Imprimés, 13.

POULIOT, LOUIS A. Z. :—Petition demandant un acte autorisant la vente de certains immeubles grevés de substitution en faveur des enfants de Louis Arthur Zotique Pouliot, 61. Avis, 95. Bill (M. *Dechene, l'Islet*) ; présenté, 102. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 112. Rapporté amendé, 211. Considéré en Comité général ; rapporté ; passé, 224. Par le Conseil, 326. Motion pour remise de l'honoraire négative, 330. S. R., 419. (51-52 Vic., ch. 124.)

POURSUITES POUR LICENCES :—Nombre de—intentées dans la cité de Montréal pour l'année finissant le 7 mai 1888, 208, 267. Voir *Documents*, 82.

PRATT, JOHN :—Petition demandant un acte accordant une rémunération aux exécuteurs testamentaires de feu John Pratt, 61. Avis, 95. Bill (M. *Lafontaine*), présenté, 98. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des bills privés, 106. Rapporté amendé, 130. Considéré en Comité général ; rapporté ; passé, 146. Par le Conseil avec amendements, 242. Considérés et adoptés, 242. S. R., 418. (51-52 Vic., ch. 127.)

#### PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF :

1. La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaines résolutions relatives à la nomination d'un président du Conseil Exécutif, 154, 167. Recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; La Chambre en comité, 167. Résolution rapportée et adoptée, 168. Bill, 168. Voir *ci-dessous*, 2.

2. Bill concernant la nomination d'un président du conseil exécutif de la province, (l'hon. M. *Mercier*) ; présenté, 168. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendée ; rapporté, 176. Lu la 3ème fois sur division et passé, 197. Par le Conseil, 246. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 8.) Voir *Votes et Divisions*, 16.

PRIVILÈGES ET ELECTIONS —Comité permanent nommé, 37, 45. Premier rapport ; *quorum* réduit à cinq membres, 55. Membres ajoutés à ce comité 63. Motion pour que le certificat de l'hon. Juge Casault, dans l'affaire de l'élection contestée de Mégantic, soit renvoyé à ce comité ; débat ; ajourné, 267. Débat repris : motion adoptée, 322. Second rapport, 396. Adopté, 397. Voir *Elections contestées ; Mégantic*.

PRISONS, ASILES, &c. :—Dix-huitième rapport des Inspecteurs des—, 261. Voir *Documents*, 9

#### PROCÉDURE EN MATIÈRES COMMERCIALES :

1. Bill concernant la—, (l'honorable M. *Blanchet*) ; Présenté, 45. Lu la seconde fois renvoyé au comité de Législation, 98.

2. Bill concernant la procédure quant à certaines matières commerciales et autres requérant célérité, (L'honorable M. *Mercier*) ; Présenté, 51. Lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 91. Rapporté amendé, 267. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 312. Par le Conseil, 412. S. R., 412. (51-52 Vict., ch. 26.)

PROFESSIONS LIBÉRALES :—Bill pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre 33, concernant les aspirants à l'étude et à l'exercice des professions libérales qui ont pris part à l'expédition du Nord-Ouest, en 1885, (M. *Lafontaine*), présenté, 188. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général 243. Considéré ; rapporté ; progrès, 265. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 312. Par le Conseil, 392. S. R., 420. (51-52 Vict., ch. 43.)



PROPRIÉTÉS PERSONNELLES, TAXATION DES :—Bill pourvoyant à la taxation des propriétés personnelles (M. *Spencer*) ; présenté, 63. Ordre pour seconde lecture déchargé ; bill renvoyé au comité spécial sur *code municipal*, 186. Rapport que le comité ne s'est pas cru autorisé à examiner ce bill, 220. Motion pour comité général renvoyée sur division, 265. Voir *Votes et Divisions*, 21.

PROTECTION DES FORÊTS CONTRE LE FEU :—Voir *Documents*, 83. *Forêts*.

PROTECTION DES PERSONNES EMPLOYÉES DANS LES MANUFACTURES :—Voir *Manufactures*.

PROTONOTAIRES :—Bill pour donner certains pouvoirs aux protonotaires (M. *Gladu*) ; présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 126.

## QUÉBEC :

1. Pétition demandant un acte amendant de nouveau les actes qui constituent en corporation la corporation de la cité de Québec, 107. Avis, 121. Bill (M. *Rinfret*), 122. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 135. Rapporté amendé, 211. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 218. Considéré de nouveau ; rapporté ; passé, 223. Par le Conseil avec amendements, 355. Considérés et adoptés, 355. S. R., 419. (51-52 Vic., ch. 78.) Pétition contre certaines parties du bill, 187.

2. *Asile du Bon Pasteur* :—Etat d'affaires, 37 :—Voir *Documents*, 14.

3. *Asile des Dames Protestantes* :—Etat d'affaires, 78 :—Voir *Documents*, 14.

4. *Asile Finlay* :—Etat d'affaires, 37 :—Voir *Documents*, 14.

5. *Asile des Orphelines de l'Eglise d'Angleterre*, 37 :—Etat d'affaires :—Voir *Documents*, 14.

6. *Asile des Orphelins de l'Eglise d'Angleterre*, 37 :—Etat d'affaires :—Voir *Documents*, 14.

7. *Association des journaliers de navires* :—Voir *Victoria* 25, chapitre 98.

8. *Cours civiles du district de Quebec* :—Voir *Cours civiles*.

9. *Cour du Recorder* :—Bill pour amender les actes concernant la—, de la cité de Québec ; (M. *Dechene (l'Islet)*) ; présenté, 315. Ordonné que ce Bill soit remis sur l'ordre du jour, 398.

10. *Hospice St. Charles* :—Etats d'affaires, 37 :—Voir *Documents*, 14.

11. *Hospice de la Miséricorde* :—Etat d'affaires, 37 :—Voir *Documents*, 14.

12. *Palais de Justice, Quebec* :—Contrats relatifs à la pose des gazeliers, horloges &c 119, 136, 137, 208. Voir *Documents*, 65.

13. *Quebec, Nouvelle rue* :—1. Liste des lots achetés près du nouveau palais de justice pour l'ouverture d'une rue, 119, 162. Voir *Documents*, 47.

2. Soumissions pour l'ouverture de cette rue, 118, 182. Voir *Documents*, 49.

QUÉBEC :—*Suite.*

14. *Union des Tailleurs de Cuir* :—Pétition demandant un acte constituant en corporation "l'Union des tailleurs de cuir de Québec, 58." Avis, 95. Bill (l'honorable M. *Shehyn*), présenté, 102. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 112. Rapporté, amendé, 215. Considéré en comité général; rapporté; passé, 225. Par le Conseil, 355. Honoraire remis, 366. S. R., 417. (51-52 Vict., chap. 74.)

15. *Union St. Joseph de St. Jean Baptiste de Quebec* :—Etat d'affaires, 127 :—Voir *Documents*, 14.

16. *Union St. Joseph de St. Roch de Québec* :—Etat d'affaires, 37 :—Voir *Documents*, 14.

17. *Women's Christian Association* :—Etat d'affaires, 51 :—Voir *Documents*, 14.

## QUÉBEC, COMTÉ DE :—

1. Documents relatifs à l'élection contestée du comté de Québec mis devant la Chambre, 1. Lus et imprimés, 3.

2. Sommes dépensées dans le—, en 1887, pour chemins et travaux de Colonisation 100, 141. Voir *Documents* 36.

## QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL :

1. Rapport de la commission d'enquête sur la vente du—, 47. Voir *Documents*, 16.

2. Reclamations en rapport avec le chemin de—, 89, 112. Voir *Documents*, 25.

3. Correspondance de M. J. G. Bossé, au sujet de la réclamation de M. McDonald, 133, 226. Voir *Documents No. 70*.

4. Vente de la Section Est du—, 189, 233. Voir *Documents*, 75.

QUÉBEC ET LAC ST. JEAN :—Pétition demandant un acte amendant l'acte 46 Vic., ch. 88, intitulé : "Acte pour amender et refondre les différents actes concernant la Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean," 61. Avis 95. Bill (M. *Tessier*), 97. Lu la seconde fois et renvoyé au Comité des chemins de fer, 105. Rapporté amendé, 153. Considéré en comité général; rapporté; passé, 161. Par le Conseil avec amendements, 268. Considérés et adoptés, 268. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 94.)

QUÉBEC ET ONTARIO :—Bill pourvoyant au règlement de certaines questions en litige entre les provinces de Québec et Ontario, par voie de l'arbitrage, (l'honorable M. *Shehyn*), 155. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 168. Considéré; rapporté; passé, 175. Par le Conseil, 301. S. R., 416. (51-52 Vict., ch. 12.)

QUÉBEC ORIENTAL :—Pétition demandant un acte constituant en corporation "La compagnie du chemin de fer de Québec Oriental, 61. Avis, 95. Bill (M. *Dechenz, l'Islet*); présenté, 98. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 105. Rapporté amendé, 153. Considéré en comité général; rapporté; passé, 160. Par le Conseil avec amendements, 314. Considérés et adoptés, 314. S. R. 419. (51-52 Vic., ch. 100.)

## QUESTIONS :

1. Débats ajournés, 49, 54, 64. Parce que M. l'Orateur quitte le fauteuil à 6 heures, 59, 134. Débats repris, 54, 59, 60.
2. Sous amendements proposés et négativés, 90, 150. Adoptés, 149, 151, 370, 401.
3. Motion remplacée par un amendement, 164.
4. Question devant être mise séparément sur chaque paragraphe d'une motion, 40.
5. A une motion pour une adresse demandant copie de la commission nommant Sir A. A. Dorion, commissaire pour s'enquérir de certains faits relatifs à la démission de l'honorable M. Lavallée, comme Conseiller Législatif, etc., l'honorable M. *Morcier* propose en amendement que d'autres documents soient produits en même temps,—et sur objection de l'honorable M. *Taillon* à cet amendement, M. l'Orateur déclare que l'amendement est dans l'ordre, 89.
6. A une motion pour qu'il soit mis devant cette Chambre copie des listes de paie de tous les bureaux où le gouvernement a des employés, 134. Objection est faite par l'Hon. M. *Gagnon*, 136. M. l'Orateur décide que la motion est irrégulière, 159.
7. En comité général de la Chambre sur le bill concernant les lois de la pêche, diverses objections sont faites à des amendements proposés et M. le Président du Comité ayant maintenu les objections, appel est fait de sa décision, 212 et 213. Sa décision est maintenue par M. l'Orateur, 212 et 213. Une autre objection ayant été déclarée hors d'ordre par M. le Président du Comité et appel étant fait de sa décision, M. l'Orateur maintient l'amendement proposé, 214.
8. A la motion pour que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill pour autoriser la consolidation de la dette de la cité de Montréal et pour autres fins, objection est faite par M. *Lafontaine*, que cette motion n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 232. Conseille de renvoyer le bill au comité des ordres permanents, 254.
9. Lors de la prise en considération des amendements faits en comité général au bill pour amender et refondre les lois de la pêche en cette province, M. *Nantel* propose que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général avec instructions de l'amender, et sur objection de l'hon. M. *Gagnon*, M. l'Orateur décide que l'amendement est irrégulier, 325.
10. Lors du comité général sur le bill du Conseil Législatif pour étendre les limites judiciaires des cours civiles du district de Québec, le Président du comité fait rapport que l'honorable membre pour l'Islet (M. *Dechene*), avait soulevé le point d'ordre : "Qu'une question d'ordre ne peut être retirée sans le consentement unanime de la Chambre," et que lui (le Président) avait rejeté l'objection et appel ayant été fait de sa décision ; M. l'Orateur confirme la décision du Président du comité, 369.
11. Lors du comité général sur le bill pour amender la section 96 de l'acte 49-50 Vict., chap. 34, concernant le barreau de la Province de Québec, M. *Lemieux* fait rapport que l'honorable M. *Lynch* a proposé un amendement, auquel objection a été faite parce qu'il n'avait pas de rapport avec ce bill ; que lui (le Président) a décidé que cette amendement est dans l'ordre et qu'appel a été faite de cette décision ; M. l'Orateur maintient la décision du Président du Comité, 384.

QUESTIONS EN LITIGE :—Règlement de certaines—, entre les provinces de Québec et d'Ontario. Voir *Quebec et Ontario*.

QUORUM DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—Bill pour réduire le—. Voir *Assemblée Législative*, 3.

**R**ACHAT DES DÉBENTURES :—1. Motion qu'à un jour ultérieur, cette Chambre se formera en comité sur des résolutions concernant le rachat des débentures provinciales et la conversion de la dette, 342. Message du Lieutenant-Gouverneur recommandant ces résolutions ; renvoyé au comité général sur les résolutions, 394. La Chambre en comité, 399. Résolutions rapportées, 400. Motion pour seconde lecture des résolutions ; amendement de M. *Desjardins* et sous amendement de M. *David* ; sous amendement adopté, 401. Autre amendement de M. *Casgrain* et sous amendement de l'honorable M. *Blanchet* proposés et négativés, 402. Résolutions lues la seconde fois et adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 403. Voir *ci-dessous*, 2.

2. Bill concernant le rachat des obligations provinciales et la conversion de la dette, (l'honorable M. *Shehyn*), présenté ; lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 403. Par le Conseil, 416. S. R. 320. (41-52 Vic., ch. 9).

Voir *Votes et divisions*, 5.

RAPPORTS MUNICIPAUX :—De la province de Québec pour 1887. Voir *Documents*, 17.

RECETTES ET DÉPENSES DE LA PROVINCE :—Etat des—, du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> juin 1888, 133. Voir *Documents*, 00.

RECETTES ET PAIEMENTS DE LA PROVINCE :

1. Du 1<sup>er</sup> juillet 1887 au 31 mars 1888, 45. Voir *Document*, 7a.

2. Du 1<sup>er</sup> juillet 1887 au 31 mai 1888, 329. Voir *Documents*, 7b.

RECONNAISSANCE CIVILE DES PAROISSES :—Voir *Paroisses*.

REFONTE DES STATUTS :—Copie du Rapport de l'Imprimeur de la Reine, du 25 juin 1888, sur le coût probable de la refonte des Statuts, 409. Voir *Documents*, 106.

RÉGISTRES DE LA PRÉVOSTÉ DE QUÉBEC :

1. Lettre de M. L. J. C. Fiset, du 28 août 1873, au sujet des—, 88, 131. Voir *Documents*, 33a.

2. Rapport supplémentaire, 88, 195. Voir *Documents*, 33b.

RÉGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL :—Bill pour amender le code civil relativement aux registres de l'état civil, (l'hon. M. *Gagnon*), présenté, 327.

RÈGLES ET ORDRES PERMANENTS DE LA CHAMBRE :

1. Comité spécial nommé pour aider M. l'Orateur à reviser les—en ce qui regarde les bills privés, 261. Partie du 14<sup>ème</sup> rapport du comité des bills privés renvoyée à ce comité, 262.

---

RÈGLES ET ORDRES PERMANENTS DE LA CHAMBRE :—*Suite.*

2. 45ème règle amendée, 148.
3. 43ème règle suspendue, 304.
4. 51ème “ “ , 62, 102, 140, 325.
5. 55ème “ “ , 304.
6. 57ème “ “ , 212, 228.
7. 49ème “ “ , 135, 187, 228, 304.
8. 60ème “ “ , 84, 231, 268, 301, 303, 327, 328.
9. 69ème “ “ , 304.
10. 78ème “ “ , 128.

REID, L'ABBÉ F.—; ET AUTRES :—Petition demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Œuvre des Ames du Purgatoire etc., 49. Rapport que les avis nécessaires n'ont pas été donnés, 180.

## REMISES D'AMENDES :

1. Etat des—, droits, confiscations etc. du 17 mars 1887 au 15 mai 1888, 60. Voir *Documents*, 20.
2. Etat des remises d'amendes qui ont été faites par le gouvernement depuis 1880, 165. Voir *Documents*, PP.

REMISES DE CRÉANCES AU FONDS D'EMPRUNT MUNICIPAL :—Etat de toutes les—depuis la Confédération, 52. Voir *Documents*, TT.

RENTES FONCIÈRES :—Augmentation des—sur limites à bois, 184, 216. Voir *Documents*, 68. *Limites à bois.*

## RÉPARATIONS D'ÉGLISES ETC. :

1. Bill pour favoriser les constructions et les réparations des églises, presbytères et cimetières dans les nouvelles paroisses ou missions dans la province de Québec, (l'hon. M. Gagnon), présenté, 63. Voir *Constructions des églises.*

REPARTITIONS D'ÉGLISES :—Bill concernant les—dans les paroisses catholiques romaines de Montréal, (l'hon. M. Taillon), présenté, 188. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général; considéré; amendé; rapporté; passé, 221.

REPATRIEMENT DES CANADIENS FRANÇAIS. Voir *Document*, 57. *Lowell.*

RÉSUMÉ DES TRAVAUX DE LA SESSION :—L'honorable M. Gagnon met devant la Chambre un—, 412.

REYNAR, JOSEPH :—Documents concernant la réclamation de—, au sujet des terrains où se trouve le terminus du chemins de fer des Piles, dans le Canton de Radnor, 208, 405. Voir *Documents*, 98.

---

REYNAR & ROGERS :—Documents concernant la réclamation de MM.—, en rapport avec la construction du *Loop Line* aux Trois-Rivières, 208, 393. Voir *Documents*, 95.

RICHELIEU :—Documents ayant rapport à l'élection contestée de—, mis devant la Chambre, 12. Lus, 12, Imprimés, 14.

RICHELIEU, DRUMMOND & ARTHABASKA :—Pétition demandant un acte pour amender l'acte d'incorporation de la Cie du chemin à lisses des comtés de—, 61. Avis, 95, Bill, (M. Gladu), 96. Renvoyé au comité des chemins de fer, 105. Rapporté amendé, 153. Considéré en comité général; rapporté; passé, 162. Par le Conseil avec amendements, 253. Considérés et adoptés, 254. S. R., 417. (51-52 Vict., chap. 77.)

RICHMOND :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la Compagnie électrique du comté de—, (du Conseil Législatif), 303. Sur motion de M. Robidoux, lu les 1ère et 2ème fois; renvoyé au comité des bills privés et 60ème règle suspendue, 303. Rapporté, 317. Considéré en comité général; rapporté; passé, 322. S. R., 416. (51-52 Vict., chap. 72.)

RIMOUSKI :—Sœurs de la Charité :—Etat d'affaires, 37.—Voir *Documents*, 14.

RIMOUSKI, COMTE DE :—Etat détaillé des argents de colonisation dépensés dans le—, du 1er mai 1887, au 1er mai 1888, 89, 141. Voir *Documents*, 89.

ROBERTSON, JAMES :—Voir *Documents H. Bonaventure*.

ROGERS & REYNAR :—Documents concernant la réclamation de MM.—, en rapport avec la construction du *Loop Line* aux Trois-Rivières, 208, 393. Voir *Documents* 95.

RÔLES DE PAIE DANS LES BUREAUX DU GOUVERNEMENT :—Copie des rôles de paie de divers bureaux du gouvernement pour les districts de Québec, Montréal et Trois-Rivières pour les mois de janvier 1887 et mai 1888, 208. Voir *Documents*, Q.

ROYAL ELECTRIC COMPANY :—Pétition demandant un acte l'autorisant à augmenter son capital actions, 61. Voir *Compagnie Royale d'électricité*.

ROY & ANNETT :—Suspension des agents des terres—, 38. Voir *Documents*, 12.

## SANTÉ PUBLIQUE :—

1. La Chambre décide de se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la santé publique; recommandation de Son Honneur; la Chambre en comité; résolutions rapportées et adoptées; renvoyées au comité général sur le bill sur le même sujet, 167. Voir *infra*, 2.

2. Bill concernant la santé publique, (l'hon. M. Gagnon), présenté, 51. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 68. Résolutions renvoyées à ce comité; bill considéré; amendé; rapporté, 167. Lu la 3ème fois sur division et passé, 172. Par le Conseil, 355. S. R., 416. (51-52 Vic., ch. 47.)

3. La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la santé publique, 105.

SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE :—Rapport du—, pour l'année 1886-87, 261. Premier rapport ; Division du Régistrare, 318. Voir *Documents*, 6.

SECRÉTAIRE D'ÉTAT POUR LE CANADA :—Adresse au Lieutenant-Gouverneur le priant de communiquer au—les résolutions adoptées par la Conférence interprovinciale, 83. Voir *Adresses*, 2.

SECRÉTAIRE D'ÉTAT POUR LES COLONIES :—Voir *Adresses*, 3.

SÉPULTURES :—Voir *Inhumations*.

SERMENTS D'OFFICE :—Bill concernant la prestation des serments d'office, (l'hon. M. Mercier) ; lu la première fois, *pro forma*. 34.

SERVICE CIVIL :—Nominations et promotions depuis la dernière session, 51. Voir *Documents*, 19.

SHAMROCK AMATEUR ATHLETIC ASSOCIATION :—Pétition demandant un acte constituant en corps politique et société, The—, 50. Avis, 55. Bill (l'hon. M. McShane), présenté, 56. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 82. Rapporté, amendé, 121. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 134. Par le Conseil, 205. Motion pour remise d'honoraire ; débat, 220. Débat repris ; motion adoptée, 241. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 69.)

SHEFFORD, COMTÉ DE :—Correspondance avec les diverses municipalités du,—au sujet du fonds d'emprunt municipal, 117. Voir *Documents*, QQ.

SHERBROOKE :

1. Pétition demandant un acte augmentant les pouvoirs de la compagnie de marbre de Sherbrooke et de la compagnie de chaux et de marbre de Dudswell, 58. Avis, 62. Bill (l'hon. M. Robertson), présenté, 62. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 82. Rapporté, 125. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 135. Par le Conseil avec amendements, 216. Considérés et adoptés, 416. S. R., 417. (51-52 Vict., chap. 126.)

2. Pétition demandant un acte constituant en corporation "l'Hôpital protestant de Sherbrooke," 49. Avis, 62. Bill (l'hon. M. Robertson), présenté, 62. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 82. Rapporté amendé, 130. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 146. Par le Conseil, 242. Honoraire remis, 221. S. R., 417. (51-52 Vict., chap. 64.)

SOCIÉTÉ BIENVEILLANTE DES JOURNALIERS DE NAVIRES, QUÉBEC :—Voir *Victoria* 25, chapitre 98.

SOCIÉTÉ DE COLONISATION DU DIOCÈSE DE MONTRÉAL :—Au sujet d'un projet de loi relatif à la colonisation, 381, 409. Voir *Documents*, 105.

SOCIÉTÉ DES JOURNALIERS DE NAVIRES :—Pétition demandant que le bill pour abroger l'acte 25 Vic., ch. 98 ne devienne pas loi, 220.

SOCIÉTÉ ÉVANGÉLIQUE DE LA GRANDE LIGNE :—Pétition demandant un acte amendant l'acte 48 Vic., ch. 12, concernant la—, 78. Avis, 121. Bill (M. Hall), présenté, 123. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 135. Rapporté, 187. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 199. Par le Conseil, 326. Honoraire remis, 220. S. R., 418. (51-52 Vic., ch. 59.)

SOCIÉTÉS NATIONALES ET RELIGIEUSES :—Voir *Associations de bienfaisance*.

SOMMES PAYÉES DEPUIS LA CONFÉDÉRATION :—Etat de toutes les—, par comtés, pour subsides aux chemins de fer, travaux de colonisation, édifices publics, ponts, etc., 52. Voir *Documents*, 77.

SOMMES PAYÉES PAR LA PROVINCE :—Depuis 1885, pour divers sujets, 133, 205. Voir *Documents*, 61.

SOREL :—Hôpital Général ; Etat d'affaires, 98. Voir *Documents*, 14.

SOREL ET ST-JEAN :—Pétition demandant un acte incorporant la compagnie du chemin de fer de—, 101. Rapport que les avis n'ont pas été donnés, 180.

SOULANGES, COMTÉ DE— :—Etat des montants d'argent dépensés dans le—, par le Gouvernement, 160. Voir *Documents*, 45.

STANBRIDGE :—Correspondance concernant le règlement de la somme due par le canton de—, au fonds d'emprunt municipal, 147. Voir *Documents* 55.

STANBRIDGE STATION :—Pétition demandant un acte détachant du township de Stanbridge et l'érigeant en municipalité distincte la paroisse de Stanbridge Station, 101. Avis, 122. Bill (M. *Spencer*), 123. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 135. Rapport que le préambule n'est pas prouvé. 212. Honoraire remis, 241. Pétition contre ce bill, 140.

STANDARD LIFE ASSURANCE COMPANY :—Pétition demandant un acte autorisant la compagnie "*The Standard Life Assurance Company*" à poursuivre et à être poursuivie et à acquérir et posséder des immeubles sous le nom de "*The Standard Life Assurance Company*," 78. Avis, 95. Bill (M. *Hall*), présenté, 77. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 106. Rapporté amendé, 140. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 156. Par le Conseil, 242. S. R., 418. (51-52 Vict., chap. 120.)

STATISTIQUES DES NAISSANCES :—Bill concernant la compilation des—, mariages et causes de décès dans la province, (L'hon. M. *Gagnon*), présenté, 82. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé, 168. Rapporté ; passé, 172.

STATUTS :—Originaux détruits des—. Voir *Originaux*.

STATUTS REFONDUS DE QUÉBEC :

1. Bill concernant les statuts refondus de la province de Québec, (l'hon M. *Turcotte*), présenté, 141. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 158. Par le Conseil, 247. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 2.)

2. Rapport de l'Imprimeur de la Reine sur le coût probable de la refonte des Statuts, 409. Voir *Documents*, 106.

STATUTS REFONDUS POUR LE BAS-CANADA :

1. Bill amendant le chapitre 18 des Statuts Refondus pour le Bas Canada.—Voir *Constructions et réparations des Eglises*.

2. Bill pour amender le chapitre 39 des—Voir *Lettres patentes*.



STATUTS, REFONTE DES :—Copie du rapport de l'Imprimeur de la Reine du 25 juin 1888 sur le coût probable de la refonte des Statuts, 409. Voir *Documents*, 106.

ST-ANDRÉ, EGLISE DE :—Voir *Lévis*.

STE-ANNE DE LA PÉRADE :—Détails de la somme de \$150 dépensée par Roch Montreuil sur un pont dans—, 208, 215. Voir *Documents*, 63a, 63b.

ST-CHRYSTOSTOME :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de Saint-Chrysostôme, 106. Avis, 121. Bill (M. Robidoux), présenté, 124. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 135. Rapporté amendé, 212. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 224. Par le Conseil avec amendements, 412. Considérés et adoptés, 413. S. R., 419. (51-52 Vic., ch. 104.)

STE-CLOTHILDE DE HORTON :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la compagnie des ponts de—, 106. Avis, 121. Bill (M. Girouard), présenté, 123. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 135. Rapporté amendé, 211. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 224. Par le Conseil avec amendements, 355. Considérés et adoptés, 356. S. R., 419. (51-52 Vic., ch. 76.)

STE-CUNÉGONDE :—Pétition demandant un acte amendant l'acte 47 Vic., chap. 90, qui constitue en corporation la ville de Sainte-Cunégonde, amendé par l'acte 49-50 Vict., chap. 51, 61. Avis, 95. Bill (M. Champagne), présenté, 96. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 105. Rapporté amendé, 173. Réimpression ordonnée, 153. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 192. Par le Conseil 355. S. R., 418. (51-52 Vict., ch. 86.)

Pétitions contre le bill, 107.

ST-DAMIEN :—Pétition demandant un acte érigeant—de Bellechasse, en paroisse, pour les fins civiles, etc., 49.

STE-ELIZABETH :—Asile de la Providence :—Etat d'affaires 37 :—Voir *Documents*, 14.

ST-HENRI :—Pétition demandant un acte amendant l'acte constituant en corporation la ville de Saint-Henri, 61. Avis, 95. Bill (M. Champagne), présenté, 96. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 105. Rapporté amendé, 187. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 200. Par le Conseil, 355. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 87.)

ST-HENRI :—Pétition demandant un acte incorporant l'Union Saint-Joseph de Saint-Henri, 49. Avis, 55. Bill présenté (M. David), 56. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 59. Rapporté amendé, 95. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 105. Par le Conseil avec amendements, 216. Considérés et adoptés, 216. Honoraire remis, 246. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 63.)

ST-HYACINTHE :

1. Pétition demandant un acte pour refondre et amender l'acte d'incorporation de la ville de—, 78. Avis, 95. Bill (l'hon. M. Mercier), présenté, 96. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 105. Rapporté amendé, 211. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 217. Par le Conseil avec amendements, 404. Considérés et adoptés, 409. S. R., 418. (51-52 Vic., ch. 83.)

Pétition contre le bill, 198.

ST-HYACINTHE :—*Suite.*

2. Pétition demandant un acte incorporant l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, 49. Avis, 62. Suspension de la 51<sup>ème</sup> règle, 62. Bill présenté (l'Hon. M. *Mercier*), 63. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 82. Rapporté amendé, 140. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 157. Par le Conseil, 318. Honoraire remis, 262. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 62.)

## ST-JEAN :

1. Pétition demandant un acte pour amender et refondre l'acte incorporant la ville de Saint-Jean et les actes l'amendant, 107. Avis, 121. Bill (M. *Lafontaine*), présenté, 125. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 136. Rapporté amendé et réimpression ordonnée, 204. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 254. Par le Conseil, 367. S. R., 418. (51-52 Vic., ch. 82.)

2. Société Saint-Jean-Baptiste de la ville de Saint-Jean :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 50. Avis, 55. Bill présenté, (l'hon. M. *Duhamel*), 56. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 59. Rapporté amendé 121. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 134. Par le Conseil avec amendements, 242. Considérés et adoptés, 242. Honoraire remis, 241. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 66.)

## ST-LAURENT, BASSES LAURENTIDES ET SAGUENAY :

1. Correspondance au sujet du raccordement de ce chemin à celui du Lac St. Jean à la rivière Pierre, 185, 369. Voir *Documents*, 91.

2. Pétition demandant des amendements à l'acte incorporant la Cie du chemin de fer du—, 107. Rapporté que les avis n'ont pas été donnés, 180.

3. Bill du Conseil Législatif amendant l'acte incorporant la compagnie du—, 327. Sur motion de l'Hon. M. *Turcotte*, lu les première et seconde fois ; renvoyé au comité des chemins de fer et 60<sup>ème</sup> règle suspendue, 327. Rapporté, 304. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 358. S. R., 416. (51-52 Vict., ch. 68.)

ST-LAURENT ET NORD-OUEST :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du Saint-Laurent et du Nord-Ouest, 107. Avis, 121. Bill (l'Hon. M. *Turcotte*), présenté, 124. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 135. Rapporté amendé, 188. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 200. Par le Conseil, 301. S. R., 418. (51-52 Vict., ch. 96.)

ST-LOUIS DE BLANFORD :—Pétition demandant que certains terrains soient annexés à la municipalité de—61. Avis non suffisants, 122.

STE. MARIE DE NOTRE-DAME DU BON CONSEIL :—Bill concernant les répartitions et la construction d'églises dans la paroisse de—(Du Conseil Législatif), 404. Sur motion de l'honorable M. *Taillon*, lu la première et la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté progrès, 409. Considéré de nouveau ; rapporté ; passé, 413. S. R. 416. (51-52 Vict., ch. 46.)

ST-MAURICE :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du Saint-Maurice, 101. Avis, 121. Bill (M. *Trudel*), présenté, 123. Lu la seconde fois renvoyé au comité des chemins de fer, 136. Rapporté amendé, 169. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 184. Par le Conseil, 318. S. R., 419. (51-52 Vict. ch. 103.)

---

**ST-Maurice, comté de—:**

1. Etat détaillé des argents dépensés pour travaux de colonisation dans le—pendant l'été de 1886, 366. Voir *Documents, R.R.*

2. Documents relatifs à l'élection contestée de—mis devant la Chambre. 1. Lus et imprimés, 5.

**SUBSIDES :**

1. Estimés pour l'année courante (supplémentaires) et pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1889, 198. Renvoyés à ce comité, 199. Estimés supplémentaires, 368. Renvoyés, 368. (*Documents, No. 1.*)

2. La Chambre devant se former en comité des subsides, 43.

3. Motion pour que la Chambre se forme en comité des—; débats ajournés, 214, 223, 303.

4. La Chambre se forme en comité des subsides, 202, 210, 227, 230, 233, 257, 305, 320, 334, 377, 395, 406.

5. Résolutions rapportées et adoptées, 203, 210, 229, 247, 342, 344, 346, 352, 353, 379, 405, 407.

6. Considération de certaines résolutions remise à plus tard, 211, 381.

7. Considération ultérieure de certaines résolutions, 222, 394.

8. La Chambre se reforme en comité des subsides, 233.

9. Amendements proposés et négatifs à la motion pour que la Chambre se forme en comité des subsides, 226, 303, 304, 405. Voir *Votes et divisions, 17, 18 et 19.*

10. Votes pris, et négatifs sur le concours de certaines résolutions des subsides, 251, 252, 253. Voir *Votes et divisions, 20.*

11. *Voies et Moyens* :—La Chambre devant se former en comité des voies et moyens, 43½

12. La Chambre en comité des voies et moyens, 407. Résolutions rapportées et adoptées, 408.

13. Bill pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1888 et le 30 juin 1889, et pour d'autres fins du service public, (l'honorable M. *Shehyn*). Lu les trois fois et passé, 408. Par le Conseil, 416. S. R., 420. (51-52 Vict., ch. 1.)

**SUBSIDES AUX CHEMINS DE FER** :—Correspondance depuis le 27 janvier 1887, au sujet de l'octroi de nouveaux subsides à des entreprises de voies ferrées, 89, 393.—Voir *Documents. 89.*

---

 SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER :

1. La Chambre décide de se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les subsides aux chemins de fer ; recommandation de Son Honneur, 359. Chambre en comité général, 359. Résolutions à rapporter, 361. Rapportées, 362. Ordre pour seconde lecture déchargé ; résolutions renvoyées de nouveau à un comité général pour y être amendées ; Le Lieutenant Gouverneur recommande les amendements proposés ; La Chambre en Comité, 385. Résolutions rapportées, 388. Adoptées, 391. Bill basé sur ces résolutions, 391. Voir *ci-dessous*, 2.

2. Bill relatif aux subventions des chemins de fer, (l'honorable M. *Mercier*), présenté ; lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 392. Par le Conseil, 412. S. R., 450. (51-52 Vic., c. 91).

SUNDAY SCHOOL UNION :—Pétition demandant un acte constituant en corporation l'union des écoles du dimanche de la province de Québec, 107. Avis, 121. Bill (l'hon. M. *McShane*), présenté, 124. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 135. Rapporté amendé, 187. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 200. Par le Conseil, 317. Honoraire remis, 221. S. R., 419. (51-52 Vic., ch. 61).

SUN LIFE ASSURANCE COMPANY :—Pétition demandant un acte autorisant la compagnie d'assurance sur la vie dite du soleil à posséder des immeubles dans la province, pour un montant plus considérable qu'il ne lui est permis de le faire actuellement, 101. Avis, 121. Bill (M. *Hall*), présenté, 123. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 135. Rapporté, 187. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 199. Par le Conseil, 355. S. R., 418. (51-52 Vic., ch. 119).

SURINTENDANTS DES GARDES-FORESTIERS :—Liste des personnes nommées—depuis le 1<sup>er</sup> février 1887 ; salaires, etc., 143. Voir *Documents*, *UU*.

## T

 TAXES SUR LES CORPORATIONS COMMERCIALES :

1. La Chambre devant se former en comité sur certaines résolutions relativement à l'acte concernant les—, 312. Motion pour comité, 336. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 336. Le comité délibère, 336. Résolutions rapportées, 339. Adoptées, 342. Bill basé sur ces résolutions, 342. Voir *ci-dessous*, 2.

2. Bill concernant les taxes sur les corporations commerciales, (l'hon. M. *Shehyn*), présenté ; lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général, 342. Considéré en comité ; amendé ; rapporté ; passé, 381. Par le Conseil, 413. S. R., 420. (51-52 Vict., ch. 11.)

3. Correspondance au sujet de la collection, par M. Beausoleil, des arrérages de taxes dues par les corporations commerciales, 119, 408. Voir *Documents*, 101.

4. Correspondance en rapport avec la perception des arrérages de taxes dues par les corporations commerciales, 165. Voir *Documents*, *O*.

5. Copie du jugement du Conseil privé, concernant les taxes sur les corporations commerciales, 88, 141. Voir *Documents*, 40.

6. Pétition de "The Canada Shipping Company" de Montréal ; demandant à être exemptée des taxes sur les corporations commerciales, 372.

**TAXATION DES PROPRIÉTÉS PERSONNELLES** :—Bill pourvoyant à la—, (M. *Spencer*), présenté, 63. Ordre pour seconde lecture déchargé ; bill renvoyé au comité spécial sur le *code municipal*, 186. Rapport que le comité ne s'est pas cru autorisé à examiner ce bill, 220. Motion pour comité général renvoyée sur division, 265.— Voir *Votes et divisions*, 21.

**TELLIER, EDOUARD HONORÉ** :—Pétition demandant un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à admettre, après examen, Edouard Honoré Tellier, au nombre de ses membres, 61. Renvoyée au comité des ordres permanents et règles 49 et 57 suspendues, 228. Avis, 231. Bill (M. *Robidoux*), présenté ; lu la deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés, 231. Rapporté, 243. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 243. Par le Conseil, 318. Honoraire remis, 330. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 128.)

**TELLIER, F.** :—Documents concernant la destitution de—, 118, 142.— Voir *Documents*, 41.

**TERREBONNE** :—1. Correspondance au sujet de la construction d'un pont en fer sur la rivière qui sépare la ville de Terrebonne du village de St. François de Sales, 144, 201. Voir *Documents*, 55.

2. Pétition demandant un acte amendant la charte d'incorporation de la ville de Terrebonne et l'acte qui l'amende, 61. Avis, 95. Bill (M. *Nantel*), présenté 96. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 105. Rapporté amendé, 187. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 200. Par le Conseil avec amendements, 314. Considéré 314. Adoptés, 318. S. R., 418. (51-52 Vict., chap. 84.)

**TERREBONNE, COMTÉ DE** :—Copie des instructions données à J. B. Charleson en rapport avec les travaux faits et argents de colonisation dépensés dans—, 393. Voir *Documents*. *VF*.

**TERRES DE LA COURONNE** :—1. Correspondance au sujet d'un projet de loi des—, relativement à la colonisation, 381, 409. Voir *Documents*, 105.

2. Rapport du Commissaire des—, 177.— Voir *Documents*, 4.

**TERRES PUBLIQUES, BOIS ET FORÊTS :**

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions relatives aux terres publiques et aux bois et aux forêts, 186, 195. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 195. La Chambre en comité ; Résolutions rapportées et lues la première fois, 195. Lues la seconde fois sur division et adoptées, 210. Bill basé sur ces résolutions, 210. Voir *ci-dessous*, 2.

2. Bill concernant les terres publiques et les bois et forêts, (l'hon. M. *Duhamel*), présenté, 210. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général, 223. Considéré ; amendé ; motion pour la réception du rapport ; amendement à l'effet de renvoyer le bill à un comité général ; débat, ajourné, 357. Débat repris ; sous-amendement proposé et adopté, 369. Bill renvoyé de nouveau à un comité général ; amendé ; motion pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négativée ; bill rapporté ; motion pour 3ème lecture ; amendement proposé et rejeté ; bill lu la 3ème fois et passé sur division— 370. Par le Conseil avec amendements, 412. Considérés et adoptés sur division, 413. S. R., 417. (51-52 Vic., ch. 15.)

Voir *Votes et divisions*, 22.

TERRITOIRES ÉRIGÉS EN PAROISSES :—Voir *Municipalités scolaires*.

TÊTU ET MONTPETIT :—Copie du rapport d'une exploration faite, en 1887, sur la Côte du Labrador par MM.—119, 369. Voir *Documents*, 90.

TRAPPISTES D'OKA :

1. Le comité d'agriculture ne croit pas devoir recommander au gouvernement de renoncer au capital de sa créance ; ni accorder un nouveau subside à cette communauté, 394.

2. Ordonné que la requête des—soit renvoyée devant le comité d'agriculture, 120.

3. Copie de cette requête, 100, 102. Voir *Documents*, 23.

TRAVAUX DE COLONISATION :—Etat de toutes les sommes payées pour—depuis la Confédération, 52. Voir *Documents*, TT.

TRAVAUX DE LA SESSION :—L'hon. M. Gagnon met devant la Chambre un résumé des—, 412.

TREMBLAY, REV. L. A. :—Mémoire du—contredisant certaines parties du rapport de la Commission agricole, 220. Voir *Documents*, XX.

TROIS-RIVIÈRES :—

1. Documents ayant rapport à l'élection contestées des—mis devant la Chambre, 1. Lus et imprimés, 4.

2. Pétition demandant un acte amendant les divers actes concernant la constitution en corporation de la cité des Trois-Rivières, 107. Avis, 121. Bill, (l'hon. M. Turcotte), présenté, 124. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des bills privés, 135. Rapporté amendé, 222. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 231. Par le Conseil, avec amendements, 355. Considérés et adoptés, 356. S. R., 419. (51-62 Vic., ch. 88.)

TROIS-RIVIÈRES, PALAIS DE JUSTICE :—Etat des sommes payées pour le coût de l'ameublement du—144. Voir *Documents*, YY.

TROIS-RIVIÈRES ET NORD-OUEST :—Pétition demandant des amendements à l'acte incorporant la Compagnie du chemin de fer des—, 107.

TROIS-RIVIÈRES, LOOP LINE :—Voir *Documents*, 95, 105.

UNION DES ÉCOLES DU DIMANCHE :—Voir *Sunday School Union*.

UNION DES TAILLEURS DE CUIR DE QUÉBEC :—Voir *Québec*, 14.

UNION ST-JOSEPH DE ST-HENRI :—Voir *St. Henri*.

UNION ST-JOSEPH DE ST-HYACINTHE :—Voir *St-Hyacinthe*, 2.

UNION ST-JOSEPH DE ST-JEAN-BAPTISTE DE QUÉBEC :—Voir *Québec*, 15.

UNION ST-JOSEPH DE ST-ROCH DE QUÉBEC :—Voir *Québec*, 16.

UNIVERSITÉ LAVAL :—Motion pour copie de la correspondance entre l'—, et le gouvernement, concernant une subvention ; débat ; 217. Débat repris ; motion adoptée, 218. Documents mis devant la Chambre, 326. Voir *Documents*, 69.

VENTES DES BIENS SUBSTITUÉS :—Bill pour permettre la—, (M. Gladu), présenté ; lu la seconde fois et renvoyé au comité de Législation, 126.

VERCHÈRES :—Documents relatif à l'élection contestée de—, 79. Lus 79. Imprimés, 80.

VICTORIA 25, CHAPITRE 98 :—Bill pour abroger l'acte 25 Victoria, chapitre 98, (M. de Grosbois), présenté, 207. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité spécial, 246. Premier rapport, 253. Rapport recommandant qu'il soit permis de retirer ce bill, 317.

Pétitions en faveur de ce bill, 246, 302.

Pétitions contre ce bill, 220, 302.

VICTORIA 23, CH. 136 :—Voir *Lachine, Communauté des Filles de Ste-Anne*.

VICTORIA 43-44, CH. 21 ET 22 :—Bill pour abroger l'acte— (M. Lafontaine), présenté ; lu la première fois et renvoyé au Comité de Législation, 198.

VICTORIA 44-45, CH. 17 :—Acte amendé. Voir *Constructeur et Ouvrier*.

VICTORIA 49-50, CH. 74 :—Bill pour amender l'acte 49-50 Victoria, chapitre 74, relatif à l'exploitation du gaz combustible—en cette province, (M. Dechene, L'Islet), présenté, 63. Voir *Gaz combustible*.

VICTORIA 49-50, CH. 34 :

1. Pétition demandant des amendements à l'acte—, 78.

2. Pétition demandant des amendements à la section 48 de—, 110.

3. Bill amendant la section 96 de l'acte 49-50 Victoria, chapitre 34, (M. Robidoux), Présenté, 266. Voir *Barreau de la Province de Québec*.

VILLENEUVE, JOSEPH OCTAVE :—Documents relatifs à l'élection contestée de—, 19. Election de—, pour Hochelaga déclarée nulle, 19.

VINS CANADIENS :—Voir *Documents*, 59.

VOIES ET MOYENS :—Voir *Subsides*, 11.

VOITURES D'HIVER :—Bill relatif aux voitures d'hiver, (M. Beauchamp), présenté, 215. Motion pour seconde lecture ; débat ; motion adoptée ; bill renvoyé à un comité général ; rapporté progrès, 313. Considéré de nouveau ; amendé, 357. Rapporté ; passé, 368. Par le Conseil, 412. S. R., 420. (51-52 Vic., ch. 32.)

VOTES ET DÉLIBÉRATIONS :—Devant être imprimés chaque jour, 37.

---

## Votes et Divisions :

1. *Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867* :—A la motion pour que les résolutions concernant les amendements proposés à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord soient maintenant lues la seconde fois, l'hon. M. *Flynn* propose un amendement, lequel est négativé ; motion principale adoptée sur la même division, 83.

2. *Code civil* :—A la troisième lecture du bill pour amender certains articles du code civil, motion est faite par M. *David*, pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général avec instructions de l'amender ; motion négativée, 147.

3. *Code municipal* :—A la motion pour que la Chambre concoure dans les amendements faits en comité général au bill pour amender l'article 497 du code municipal ; M. *Beauchamp* propose, en amendement, que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général avec instructions de l'amender ; amendement rejeté ; motion principale adoptée, 263, 264.

4. *Compagnie générale de fidei-commis* :—Motion pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill incorporant la— ; négativée, 223.

5. *Conversion de la dette* :—A la motion pour la seconde lecture des résolutions concernant le rachat des débetures provinciales et la—M. *Desjardins* propose un amendement (opérations devant être faites par le Trésorier et sans l'intervention d'intermédiaires) ; Sous amendement de M. *David* (confiance que le gouvernement sauvegardera les intérêts de la Province) ; sous amendement adopté, 401.

Autre amendement de M. *Casgrain* et sous amendement de l'honorable M. *Blanchet*, négativés, 402.

6. *Cours civiles du District de Québec* :—A la motion de M. *Faucher de St. Maurice* (Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill du Conseil Législatif pour étendre les limites judiciaires des Cours civiles du district de Québec et leur donner juridiction concurrente)—,M. *Bernatchez* propose que le comité soit renvoyé à six mois ; amendement rejeté ; motion principale adoptée, 369.

7. Un débat s'étant élevé sur la question,—, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill du Conseil Législatif pour étendre les limites judiciaires des cours civiles du district de Québec, &c., M. *Bernatchez* propose que le débat soit ajourné ; motion rejetée, 358.

8. *Enquêtes* :—Motion de M. *Hall* pour que la Chambre se forme en comité général sur le Bill pourvoyant à la tenue des enquêtes sur les malversations des corps publics ; amendement de l'honorable M. *Gagnon* pour renvoyer le comité à six mois, adopté, 185.

9. *Lavallée, M.* :—A une motion de M. *Casgrain* pour copie de la commission nommant Sir A. A. Dorion, commissaire pour s'enquérir de certains faits relatifs à la démission de l'honorable M. *Lavallée* comme Conseiller Législatif et à la lettre du même retirant la dite démission, l'honorable M. *Mercier* propose un amendement demandant la production de certains autres documents ; Objection est faite par M. *Taillon* et rejetée par M. l'Orateur, 90. L'amendement est adopté et la motion ainsi amendée est adoptée sur vota, 90.



VOTES ET DIVISIONS :—*Suite.*

10. *Magistrats de District, Montréal*.—Lors de la seconde lecture d'une certaine résolution relative à la nomination de deux magistrats de district à Montréal, l'honorable M. Taillon et M. Desjardins proposent certains amendements, lesquels sont rejetés sur votation, 150. M. Lafontaine propose un sous amendement lequel est adopté. Motion principale, ainsi amendée, adoptée sur vote, 151.

11. Amendements proposés lors de la motion pour la troisième lecture du Bill relatif à la nomination de deux magistrats de district dans la cité de Montréal, 173, 174, 175.

12. *Mégantic*.—Motion pour que le certificat de l'hon. Juge Casault, dans l'affaire de l'élection contestée de Mégantic, soit renvoyé au comité des Privilèges et Elections ; débat, ajourné, 267. Débat repris ; motion adoptée, 322.

13. *Officiers de Justice*.—Lors de la seconde lecture d'une certaine résolution relative à certains officiers de justice du district de Montréal, l'hon. M. Flynn propose un amendement auquel M. Robidoux propose un sous amendement, 148. Le sous amendement est adopté et l'amendement rejeté. La résolution est lue la seconde fois et adoptée, 149.

14. Motion pour que le bill (relatif à certains officiers de justice dans le district de Montréal), soit maintenant lu la troisième fois ; adoptée sur vote, 173.

15. *Pêche*.—Lors de la réception du rapport du comité général sur le bill pour amender et refondre les lois de la pêche de cette province, l'hon. M. Flynn propose un amendement, lequel est négativé, 324.

16. *Président du Conseil Exécutif*.—Motion de l'hon. M. Mercier que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; adoptée sur vote, 197.

*Subsides*.—A la motion pour que la Chambre se forme en comité des ;—

17. Amendement de M. Desjardins, (blâmant l'emprunt des trois millions et demi) ; négativé, 226.

18. Amendement de l'hon M. Taillon, (blâmant l'émission de certains mandats spéciaux) ; débat ajourné, 303. Débat repris ; amendement rejeté, 304.

19. Amendement de M. LeBlanc, (Que les promesses d'économies faites par le trésorier pour l'avenir, sont trop vagues, ne peuvent rassurer l'opinion publique, et ne donnent pas des garanties suffisantes que l'équilibre sera maintenu entre les recettes et les dépenses), négativé, 406.

20. A la motion pour concours :—Votes sur le concours dans certaines résolutions sur les subsides, 251, 252, 253.

21. *Taxation des propriétés personnelles*.—Motion de M. Spencer, pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill pourvoyant à la —, négativée, 265.

22. *Terres publiques*.—1. Sous amendement de l'honorable M. Gaynon, pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill concernant les—, motion adoptée, 370.

2. Autre motion de M. Nantel, sur le même sujet proposée et rejetée, 371.

---

**W**INDSOR & BROMPTON :—Pétition demandant des amendements à la charte de la compagnie du pont de—, 58. Avis, 62. Bill présenté, (L'hon. M. *Robertson*), 62. Lu la seconde fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 82. Rapporté amendé, 130. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 145. Par le Conseil, 229. S. R. 417. (51-52 Vict., chap. 75.)

**Y**AMACHICHE :—Hospice Sainte-Anne—, État d'affaires, 37. Voir *Documents*, 14.

**YAMASKA** :—Pétition demandant des amendements à l'acte 35 Vict., chap. 30 et le rétablissement d'une traverse sur la rivière Yamaska, 61. Avis, 95. Voir *Richelieu*, *Drummond et Arthabaska*.

**YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION** :—Voir J



# DOCUMENTS DE LA SESSION

---

## LISTE DES DOCUMENTS DONT L'IMPRESSION EST ORDONNÉE SUR LA RECOMMANDATION DU COMITÉ COLLECTIF DES IMPRESSIONS.

- No. 13.—*Lacoste, Globensky et Basaillon* :—Etat de toutes les sommes payées à MM.—, 414.
- No. 19.—*Nominations et promotions faites dans le Service Civil* :—Ordres en Conseil concernant les—, 217.
- No. 22.—*Aliénés* :—Correspondance au sujet du paiement par les municipalités de sommes d'argent pour l'entretien des—, 217.
- No. 25.—*Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—Etat des réclamations réglées par le gouvernement depuis le 29 janvier 1887 en rapport avec le chemin de fer de—, 217.
- No. 27.—*Chemins et ponts de Colonisation* :—Etat des sommes dépensées durant l'année fiscale 1887-88 pour—, 218.
- No. 28.—*Débetures provinciales* :—Copie de l'une des—, de chacune des émissions faites depuis le 1er janvier 1874, 218.
- No. 29.—*Débetures provinciales* :—Correspondance relative à l'émission de trois millions et demi de—, autorisée par l'acte 50 Vic., ch. 2, 414.
- No. 30.—*Montréal* :—Correspondance au sujet du règlement des réclamations du gouvernement contre la ville de—, 218.
- No. 31.—*Ecole de Navigation, Québec* :—Rapport du maître de l'—, 414.
- No. 33.—*Régistres de la Prévosté de Québec* :—Copie d'une lettre de M. L. J. C. Fiset au sujet des—, 414.
- No. 34.—*Biens des Jésuites* :—Copie de la prise de possession par le Shérif, des—, 414.
- No. 40.—*Taxes sur Corporations Commerciales* :—Copie du jugement du Conseil privé touchant la validité de l'acte 47 Vic., ch. 22, 218.
- No. 43.—*Chemins et Ponts de Colonisation* :—Détails de la somme de \$7,607.67 dépensée pour—, 218.
- No. 44.—*Lavallée, Hon. M.* :—Copie de la commission nommant Sir A. A. Dorion, commissaire pour s'enquérir de certains faits relatifs à la résignation de l'honorable M. Lavallée, 414.

- 
- No. 47.—*Palais de Justice, Québec* :—Nombre de lots achetés pour ouvrir la rue nouvelle près du—, 218.
- No. 49.—*Palais de Justice, Québec* :—Copie des soumissions demandées pour ouvrir la rue nouvelle, entre la rue Desjardins et le nouveau palais de justice, 218.
- No. 50.—*Manuscrits du Maréchal de Lévis* :—Correspondance entre le Premier Ministre et le Comte de Nicolay au sujet des—, 414.
- No. 53.—*Actes désavoués* :—Rapport de toutes décisions du conseil privé fédéral désavouant tous actes ou parties d'acte de cette Législature depuis 1882, 414.
- No. 61.—*Sommes payées par la Province* :—Etat de toutes les—, depuis 1885 pour divers sujets, 414.
- No. 65. *Palais de Justice, Québec* :—Copie des contrats pour l'achat et la pose des gaze-lers, horloges, etc., 218.
- No. 66.—*Conservateur du Musée du Département de l'Instruction publique* :—Copie de son rapport pour 1887, 414.
- No. 69.—*Université Laval* :—Correspondance avec le gouvernement au sujet d'une subvention, 415.
- No. 81.—*Commission Agricole* :—Ordre en conseil nommant les membres de la—, 415.
- No. 101.—*Corporations Commerciales* :—Correspondance avec M. Beausoleil relative-ment à la perception des arrérages dues par les—, 415.
- No. 105.—*Bill concernant la Colonisation* :—Correspondance avec la Société de coloni-sation du diocèse de Montréal, au sujet d'un projet de loi des terres de la Couronne relativement à la colonisation, 415.
- No. 106.—*Refonte des Statuts* :—Rapport de l'Imprimeur de la Reine sur le coût pro-bable de la refonte des statuts, 415.

DOCUMENT DONT L'IMPRESSION EST ORDONNÉE SANS LA RECOM-MANDATION DU COMITÉ DES IMPRESSIONS.

- No. 83 de 1885.—*Bellechasse* :—Correspondance au sujet des argents de colonisation dépensés dans le comté de—, 48.

# INDEX SUPPLÉMENTAIRE



## LISTE ALPHABÉTIQUE

DES DÉPUTÉS ET DES DIFFÉRENTS SUJETS ET MATIÈRES QUI  
LES CONCERNENT

**B**ALDWIN, OZRO :—Député pour le comté de STANSTEAD.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Industries, 45 ; Code Municipal, 120.

*Pétitions présentées :*

Coaticook :—Corporation de la ville de—, 60.

Lowell, Henry et autres, 92.

*Bills présentés :*

Amendant l'article 291 du code municipal, 198.

Coaticook :—Amendant l'acte érigant—en ville, 97.

**B**AZINET, LOUIS :—Député pour le comté de JOLIETTE :

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Chemins de fer, 45.

*Pétitions présentées :*

Bazinet, Charles et autres, 78.

Hospice Ste Elizabeth, Joliette, 38.

Laperrière, A. A., et autres, de Lowell, 169.

Société de bienfaisance des journaliers de navires, Québec, 211.

BAZINET, LOUIS :—*Suite.*

*Bills présentés :*

Cie chemin de fer de Joliette et St-Jean de Matha, 123.

Amendant article 513 du code municipal, 181.

*Ordre de la Chambre :*

Etat des argents octroyés pour colonisation, pour Joliette, de 1882 à 1885, 189.

**B**EAUCHAMP, BENJAMIN :—Député pour le comté des DEUX MONTAGNES.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Bills privés ; Industries, 45 ; Code municipal, 120 ; Licences, 127.

*Bill présenté :*

Bill relatif aux voitures d'hiver, 215.

*Motion :*

Motion pour amender le Bill amendant l'article 497 du code municipal ; Négative, 263.

**B**ERNATCHEZ, NAZAIRE :—Député pour le comté de MONTMAGNY.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Ordres permanents ; Chemins de fer, 45 ; Bibliothèque, 166 ; Acte médical, 128 ; Code municipal, 120.

Nommé Président du comité d'Agriculture ; Présente premier rapport, 55. Second rapport, 394.

*Pétition présentée :*

Blais N. et autres, 54.

*Motions :*

Motion pour l'adoption du Rapport de la Commission agricole, 220 ; Motion amendée, 384.

Motion pour ajourner les débats sur la motion pour Comité général sur bill pour étendre les limites judiciaires des cours civiles du district de Québec, 358 ; motion négative, 358.

Motion pour adoption du second rapport du Comité d'agriculture ; débats ajournés, 398.

**B**ISSON, ELIE HERCULE :—Député pour le comté de BEAUHARNOIS.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Chemins de fer ; Bills privés ; Comptes publics, 45 ; Code Municipal, 120.

---

BISSON, ELIE HERCULE :—*Suite.*

Nommé Président du Comité sur *Code Municipal*, 153. Présente premier rapport, 153 ;  
Second rapport, 220.

Présente 17ème rapport du Comité des *Bills privés*, 354.

Présente 13ème rapport du Comité des *Chemins de fer*, 373.

*Bills présentés :*

Beaudry, P. J. U.—Validant certaines procédures de—, 111.

Code civil—Amendant articles 123 et 126 du—, 127.

Code municipal—Amendant article 497 du—63.

Cies. pour empiérement des chemins—Amendant l'acte 47 Vict., ch. 83, concernant  
les—, 220.

*Motion :*

Motion pour Comité spécial sur code municipal, 120.

BLANCHET, HON. JEAN :—Député pour le comté de BEAUCE.

Documents mis devant la Chambre ayant rapport à l'élection contestée de—, 27.

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Législation et Lois Expirantes, 45 ; Licences, 127 ; Bibliothèque, 166 ;  
Impressions, 152 ; Règles de la Chambre, 261.

Nommé Président du Comité des *Impressions*, 212. Présente premier rapport, 212 ;  
Second rapport, 217.

*Bill présenté :*

Concernant la procédure en matières commerciales, 45.

*Interpellations au Ministère :*

Beurreries et fromageries :—Quel montant accordé aux— ? 264.

Collection des manuscrits, au sujet de la publication des—, 398.

Fonds de retraite et de pension des instituteurs, 114.

O'Brien, Edouard, est-il employé au Palais de Justice, Québec ? 366.

Taxes sur corporations commerciales—Combien M. Beausoleil réclame-t-il pour collection  
des— ? 415.

*Adresses et Ordres demandés :*

Etat des sommes dépensées pour chemins et ponts de colonisation, dans chaque comté de  
la Province en 1887-88, 104.

Etat des sommes payées par la province depuis 1885 pour agriculture, asiles, colonisation,  
chemins de fer, etc., 133.



---

BLANCHET, HON. JEAN :—*Suite.*

Etat détaillé des biens des Jésuites, 245.

Rapport d'inspection de J. B. Charleson pour travaux de colonisation dans Beauce, 134.

Requête des colons du Labrador établis dans la Beauce, 329.

*Motions :*

Motion pour concours dans le second rapport du Comité conjoint des impressions, 228.

Motion en amendement sur les résolutions concernant la conversion de la dette, 402.

BOURBONNAIS, AVILA G. :—Député pour le comté de SOULANGES.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Chemins de fer ; Privilèges et Elections, 45 ; Bibliothèque, 166 ; Code municipal, 120.

*Pétitions présentées :*

Pichette, A. P. A., de Nicolet, 58.

Lalonde, Joseph O. A., de St-Polycarpe, 95.

*Bills présentées :*

Code de procédure civil, amendant articles 1334 et 1335, 246.

Lalonde, J. O. A., autorisé à vendre certains biens, 123.

Pichette, A. P. A., régularisant sa cléricature, 96.

*Interpellations au ministère :*

Gérard Macquet, est-il employé du gouvernement ? 179.

Ya-t-il un autre employé d'origine belge ou française dans le Département des travaux publics ? 366.

*Ordres de la Chambre demandés :*

Ponts en fer :—Système recommandé par M. Gérard Macquet, pour la construction des—, 328.

Soulanges :—Etat des montants d'argent dépensés par le gouvernement dans—, depuis 1887, 160.

*Motions :*

Motion pour remise de l'honoraire sur bill régularisant la cléricature de A. Pichette, 328.

Motion en amendement pour renvoyer de nouveau à un comité le bill concernant la loi des licences, 395.

---

BOYER, ARTHUR :—Député pour le Comté de JACQUES-CARTIER.

Documents mis devant la Chambre ayant rapport à l'élection contestée de—, 79.

Fait partie des *Comités* suivants :

Ordres permanents ; Comptes publics, 45 ; Acte médical, 145 ; Licences, 189 ; Impressions, 152 ; Acte des journaliers de navires, 246 ; Listes des membres devant composer les comités permanents, 43.

Nommé président du comité sur le bill pour abroger l'Acte des journaliers de navires, 253 ; Présente le premier rapport, 253 ; Second rapport, 317.

Présente 4ème rapport du Comité des *Ordres Permanents*, 102.

Présente 6ème rapport du Comité de *Législation*, 317.

Nommé Président du Comité des *Comptes publics* ; présente le premier rapport, 58.

*Pétitions présentées :*

Chevrefils, G. T., et al., de Ste Anne de la Pérade, 139.

Communauté des Filles de Ste Anne, Lachine, 44.

Little, Edward, et al., membres des Chevaliers du Travail, Québec, 266.

McDowell, Charles, et autres, 95.

*Bills présentés :*

Compagnie d'assurance des marchands, incorporant la—, 125.

Royal Electric Company, autorisée à émettre des débentures, 102.

Statuts de la ci-devant Province du Canada, amendant l'acte 23 Vict., ch. 136, de—, 56.

*Interpellation au ministère :*

Miller, L. N., est-il employé par le gouvernement? 331.

*Motions :*

Motion pour comité général sur bill autorisant la consolidation de la dette de la cité de Montréal, 232.

Motion pour remise de l'honoraire sur bill concernant la Communauté des Filles de Ste Anne, 241.

CAMERON, DR. ALEXANDER :—Député pour le comté de HUNTINGDON.

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Chemins de fer ; Comptes publics ; Ordres permanents, 45 ; Code municipal, 120 ; Bibliothèque, 166 ; Licences, 127 ; Acte médical, 129 ; Impressions, 152 ; Règles de la Chambre, 261 ; Listes des membres devant composer les comités permanents, 43.

---

CAMERON, DR. ALEXANDER :—*Suite.*

Nommé président du comité des *Chemins de fer*, 55 ; Présente rapports du comité, 55, 95, 125, 140, 153, 169, 188, 212, 215, 222, 317.

*Pétitions présentées :*

Dundee, conseil municipal du canton de—37.

Université McGill,—Faculté médicale de l'—, 60.

Ross, Hon. David A., de Québec, 92.

*Bills présentés :*

Dundee, autorisant le conseil à émettre des obligations, 56

Acte électoral de Québec—amendant l'—198.

CARDIN, LOUIS PAUL :—Député pour le comté de RICHELIEU.

Documents mis devant la Chambre relatifs à son élection contestée, 15.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Comptes publics ; Industrie, 45 ; Code municipal, 120.

*Pétition présentée :*

Taillon, A. A. et autres, 78.

*Bill présenté :*

Code civil du Bas Canada,—amendant l'article 2157, 111.

CASGRAIN, THOMAS CHASE :—Député pour le comté de QUÉBEC.

Documents mis devant la Chambre ayant rapport à l'élection contestée de—, 3.

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Comptes publics ; Législation, 45 ; Privilèges et Elections, 63 ; Bibliothèque, 166 ; Acte des Médecins Vétérinaires, 243.

*Pétitions présentées :*

Lapointe, E. et autres, barbiers de Québec, 152.

Méthot, Monsignor et autres, 152.

Turcotte Nazaire et autres, 152.

*Bill présenté :*

Chasse—amendant de nouveau les lois de la—, 215.

*Interpellations au Ministère :*

Discours du Budget par M. Shehyn, combien a coûté l'impression du—, 331.

---

CASGRAIN, THOMAS CHASE :—*Suite*,

Gazeliers du palais de justice, Québec, 237.

Martin, Joseph est-il employé par le Gouvernement depuis février 1887 ? 99.

do            quelle somme a-t-il reçue depuis février 1887 ? 188.

Jobin, Edouard est-il employé par le Gouvernement ? 331.

*Adresses et ordres demandés :*

Arpentages :—Liste de tous les arpentages depuis 29 janvier 1887, 329.

Belleau vs. La Reine, jugement dans la cause de—, 144.

Chemins et ponts de colonisation, détails sur somme dépensée, 145.

Lavallée :—Copie de la Commission d'enquête au sujet de la démission de l'hon. M.—, 89.

Palais de Justice, Québec :—Au sujet des travaux faits au—, 119.

do            do            Gazeliers et ameublements au—, 119.

Québec :—Sommes dépensées en 1887 pour travaux de colonisation dans le comté de—, 100.

*Motions :*

Sous-amendement aux résolutions concernant le rachat des débentures ; négativé, 402.

Amendement proposé en comité général sur le bill pour amender et refondre les lois de la pêche, 212.

**C**HAMPAGNE, CHARLES L.:—Député pour le comté d'HOCHELAGA.

Certificat de son élection, 33. Prête serment et prend son siège, 34.

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Industries, 45.

*Pétitions présentées :*

Gaherty, D. D. et autres, 130,

Lemieux, Moïse et autres, 197.

Maisonnette, Conseil de Ville, 57.

St. Henri, Conseil de Ville, 57.

Seguin, Rév., A. *et al*, 197.

Tellier, Edouard Honoré, 228.

Village de la Côte de Saint-Antoine, 57.

Ward. J. K. et autres, 57.

---

CHAMPAGNE, CHARLES :—*Suite.*

*Bills présentés :*

Côte Saint-Antoine, acte ratifiant résolutions, 96.

Maisonneuve—Bill amendant l'acte d'incorporation, 96.

Mineurs—Bill validant certaines ventes des biens de—, 140.

Montréal et Nord-Ouest—Incorporant la compagnie du chemin de fer—, 327.

Saint-Henri, amendant l'acte incorporant la ville de—, 96.

Sainte-Cunégonde, amendant l'acte incorporant la ville de—, 96.

Tellier, E. H.—pour être admis au Barreau, 231.

*Interpellation au ministère :*

Exposition provinciale, Montréal, 102.

*Ordre de la Chambre :*

Chemins à barrières de la province, 133.

*Motion :*

Motion renvoyant au comité des ordres permanents la pétition d'Ed. H. Tellier, 228.

DAVID, LAURENT OLIVIER :—Député pour MONTRÉAL-EST.

Documents mis devant la Chambre relatifs à son élection contestée, 15.

*Fait partie des Comités suivants :*

Bills privés ; Législation, 45 ; Licences, 127 ; Bibliothèque, 166 ; Privilèges et Elections, 63. Nommé Président de ce dernier comité, 55. Présente premier rapport, 55 ; Second rapport, 396.

Nommé, avec M. Faucher de Saint Maurice, délégués de la Chambre à la 17<sup>ème</sup> Convention des Canadiens-Français, à Nashua, Massachusetts, 111.

*Pétitions présentés :*

Chambre de Commerce du district de Montréal, 204.

Corporation de la cité de Montréal, 60, 139.

Diverses pétitions en faveur du Bill des licences, 92.

Fabrique de Sainte-Cunégonde, 101.

Laroche Félix et autres, 44.

Pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie, 49.

Reid, Rév F. et autres, 38.

Société Saint-Jean-Baptiste, Montréal, 44.

Union Saint-Joseph de Saint-Henri, 38.

---

DAVID, LAURENT OLIVIER :—*Suite*,

*Bills présentés :*

Acte de la ci-devant Province du Canada—amendant l'Acte 12 Vict., ch. 143, 102.

Association Saint-Jean-Baptiste—refondant l'incorporation, 63.

Code civil—amendant certains articles, 58.

Code de procédure civile—amendant certains articles, 58.

Commissaire pour recevoir affidavits dans les Etats-Unis, 161.

Constructeur et ouvrier—amendant l'acte concernant le—, 58.

Femmes abandonnées par leurs maris, 58.

Lalonde Félix—l'autorisant à exercer la profession médicale, 125.

Montréal—pour consolider la dette de la cité de—, 135.

Union Saint-Joseph de Saint-Henri, incorporant l'—, 56.

*Interpellation au Ministère :*

Au sujet des deux juges additionnels à Montréal, 99.

*Adresses et Ordres demandés :*

Barré & Cie.,—Copie de leur requête, 120.

Chambre de Commerce, Montréal—Copie de leur requête au sujet de l'exposition de Paris, 206.

Institution des Sourdes-Muettes, Montréal—Copie de leur requête, 117.

Société de colonisation du diocèse de Montréal, 381.

Trappistes d'Oka—Copie de leur requête, 100.

*Motions :*

Association Saint-Jean-Baptiste, remise de l'honoraire, 246.

Code civil—Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill amendant certains articles du—Motion négativée, 147.

Commissaires pour Etats-Unis, remettant ce Bill sur ordre du jour, 367.

Conversion de la dette—motion de confiance au sujet de la—, 401.

Cours civiles, dist. Québec—pour renvoyer considération du Bill à 6 mois, 383.

Magistrats de district—sous amendement lors de la 3ème lecture du Bill, 173. Sous-amendement adopté, 174.

Mégantic—certificat du juge Casault, 322.

Privilèges et Elections, concours dans le second rapport ; adopté, 397.

DECHENE, FRANÇOIS GILBERT MIVILLE :—Député pour le comté de L'ISLET.

Documents ayant rapport à son élection contestée, 44.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Bills privés ; Chemins de fer, 45 ; Bibliothèque, 166.

Presente le 11<sup>ème</sup> rapport du comité des bills privés, 211.

*Pétitions présentées :*

Gagnon, l'hon. C. A. E.—et autres, 57.

Gamache, Chs.—et autres, de la S. B. des journaliers de navires de Québec, 266.

Lauzon, Prosper Onézime,—de Montréal, 38.

Pouliot, Louis Arthur Zotique,—de l'Islet, 54.

*Bills présentés :*

Code municipal, amendant l'article 258 du—50.

Code municipal, amendant les articles 801 et 825 du—260.

Commission des chemins à barrières sur la rive nord, 311.

Cour du recorder de la cité de Québec, 315.

Cours civiles du district de Québec,—Bill pour étendre les limites judiciaires des—, 315.

Gaz combustible—bill concernant l'exploitation du—63.

Lauzon, P. O.—régularisant la cléricature de—98.

Pouliot, L. A. Z.—vente de certains biens substitués, 102.

*Interpellation au ministère :*

Hon. M. Turcotte.—Combien a-t-il reçu pour salaire comme Commissaire *ad interim* des Terres de la Couronne ? 117.

*Adresses et ordres demandés :*

Actes passés par la Législature de Québec en 1886, 88.

Bonaventure.—Copie des rôles de paie pour travaux de colonisation dans,—103.

L'Islet.—Copie des requêtes du comté de—au sujet des licences, 208.

Tremblay, Rev. L. A.—Mémoire au sujet du rapport de la Commission agricole, 220.

*Motions :*

Cour du recorder, Québec—Pour remettre ce bill sur l'ordre du jour, 398.

Cours civiles du district Québec—Pour renvoyer à six mois comité général sur ce bill, 368.

do do —Pour renvoyer de nouveau ce bill à un comité général,  
382.

do do —Objection soulevée en comité général sur ce bill, 368.

---

DECHENE, FRANÇOIS GILBERT MIVILLE :—*Suite.*

Magistrats de district—Amendement lors de la 3ème lecture du bill, 173.

Pichette, A. P. A.—Renvoyer le bill de—au comité des bills privés, 212.

Pouliot—Pour remise de l'honoraire sur ce bill. Motion négative, 330.

**D**ESCHÈNES, GEORGE HONORÉ :—Député pour le comté de TÉMISCOUATA.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Chemins de fer ; Ordres permanents, 45 ; Code municipal, 120.

*Adresses et Ordres de la Chambre demandés :*

Commission agricole, nomination, instructions etc, 184.

Belinge et Malenfant—Débats de la Législature, 330.

**D**E GROSBOIS, TANCRÈDE BOUCHER :—Député pour le comté de SHEFFORD.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture, 64 ; Bills privés, 63 ; Chemins de fer, 64 ; Acte médical, 129 ; Acte des médecins vétérinaires, 243 ; Acte des journaliers de navires, 243.

Certificat de son élection, 59. Prête serment et prend son siège, 59.

*Pétitions présentées :*

Cie, chemin de fer de la Vallée de Missisquoi, 78.

Desoreis, Henri et autres, 92

Dobell, Beckett & Cie., MM. de Québec, 241.

*Bills présentés :*

Code municipal.—Amendant les articles 625 et 626 du—, 154.

Hereford—Détachant le canton de—, et une partie de Clifton, de Compton et les annexant à Stanstead, 124.

Missisquoi—Amendant actes relatifs à la Cie. du chemin de fer de la Vallée de—, 123.

Victoria 25, chapitre 98—Acte pour abroger l'acte—, 207.

*Interpellation au ministère :*

Inspecteurs d'écoles—Seront ils tenus de résider dans leurs districts d'inspection ? 183.

*Motion :*

Demandant remise de l'honoraire sur bill relatif à la Cie. du chemin de fer de la Vallée de Missisquoi, 329



---

**D**ESJARDINS, LOUIS GEORGES :—Député pour le comté de MONTMORENCY.

Fait partie des *Comités* suivants :

Chemins de fer ; Comptes publics, 45 ; Bibliothèque, 166 ; Listes des membres devant composer les *Comités* permanents, 43.

*Adresses et Ordres demandés :*

Débentures provinciales—émission autorisée par la 50 Vict., ch. 2, 52.

Fonds d'emprunt municipal—montant reçu en règlement depuis le 1er mai 1887, 103.

Etat des recettes et des dépenses de la Province du 1er avril 1888 au 1er juin 1888, 133.

*Interpellation au Ministère :*

Corporations Commerciales,—quel est le montant reçu des— depuis 1er juillet 1887 ? 331.

*Motions*

Magistrats de district—amendement proposé à la seconde lecture des résolutions concernant—, 150.

Subsides—amendement à la motion pour comité, 226.

Conversion de la dette—proposant que les négociations nécessaires soient faites par l'honorable Trésorier, 401.

**D**ORAI, LOUIS TRÉFLÉ :—Député pour le comté de NICOLET.

Documents mis devant la Chambre ayant rapport à son élection contestée, 85.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Comptes publics, 45.

**D**UHAMEL, HON. GEORGE :—Député pour le comté d'IBERVILLE.

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Législation et Lois expirantes, 45 ; Bibliothèque, 166 ; Impressions, 152 ; Listes des membres devant composer les comités permanents, 43.

Commissaire pour Economie interne de la Chambre. 88.

*Pétition présentée :*

Société St. Jean Baptiste de la ville de St. Jean, 44.

*Bills présentés :*

Pêché—amendant les lois de la —, 51.

Société St. Jean Baptiste de la ville de St. Jean, 56.

Terres publiques—concernant les—et les bois et forêts, 210.

---

DUHAMEL, HON. GEORGE :—*Suite.*

Met devant la Chambre les *Rapports* suivants :

Rapport du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux publics pour 1887, (*Document No. 2*), 172.

Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne pour l'année finissant 30 juin 1887; (*Document No. 4*), 177.

*Motions :*

Terres publiques et bois et forêts—Comité général sur résolutions concernant les—, 186. Recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 195.

Pêche—Comité général sur résolutions se rapportant au bill pour amender et refondre les lois de la—, 186. Recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 195. Motion pour seconde lecture de ces résolutions, 209.

Société St. Jean-Baptiste de la ville de St. Jean, pour remise de l'honoraire payé sur ce bill, 241.

DUMAIS, SEVERIN :—Député pour les comtés de CHICOUTIMI et SAGUENAY.

Prête serment et prend son siège, 266.

Prend son siège sur la production seulement de son indenture en double, 266

Certificat de son élection, 302.

DUPLESSIS, LOUIS THÉODORE NÉRÉE LE NOBLET :—Député pour le comté de SAINT-MAURICE.

Documents mis devant la Chambre relatifs à son élection contestée, 5.

Fait partie des *Comités* suivants :

Ordres permanents; Comptes publics; Législature et Lois expirantes, 45; Bills privés, 145.

*Interpellations au ministère :*

Badeaux, Dr. J. E.—a-t-il reçu une augmentation de salaire? 143.

Bourassa, Michel,—a-t-il reçu quelque argent du gouvernement? 132.

Dénéchaud, Macaire,—a-t-il reçu une augmentation de salaire? 143.

Devine, de Trois-Rivières,—Combien reçoit-il par année du gouvernement? 132.

Fearon, George,—a-t-il reçu une augmentation de salaire? 143.

Garneau, Dr.—occupe-t-il une position sous le gouvernement? 316.

Lacoursière, Odilon,—a-t-il reçu aucun argent du gouvernement? 319.

Lupien, George,—est-il employé par le gouvernement? 240.

DUPLESSIS, LOUIS THÉODORE NÉRÉE LE NOBLET :—*Suite.*

Pentland, W. C.,—Combien a-t-il reçu en règlement du gouvernement ? 132.

Phaneuf, C. E.,—a-t-il quelq'emploi du gouvernement depuis le 1er février 1887 ? 132.

Reynar, Joseph.,—a-t-il depuis le 1er février 1887 quelq'emploi du gouvernement ? 240.

Reynar, Joseph.,—quelle est la somme payée à—, pour services ? 319.

Trudel, Philippe.,—occupe-t-il une position sous le gouvernement ? 316.

Turcotte, F. X.,—a-t-il reçu une augmentation de salaire ? 142.

Vezina, P. E.,—Est-il employé par le gouvernement ? 240.

*Adresses et ordres demandés :*

Baptist George fils & Cie.—au sujet de la réclamation de MM.—, en rapport avec la construction du *Loop-Line*, Trois-Rivières, 367.

Cloutier, Joseph.,—au sujet de l'octroi d'une licence d'auberge à—, 144.

Conférence Interprovinciale.,—Etat détaillé d'une somme de \$10,094.23 payée pour la —, 329.

Guérin-Lajoie, J. Bte.—au sujet de la destitution de—, 145.

"La Paix,"—Sommes payées à la—, depuis le 1er février, pour impressions, 330.

McDonald.,—Réclamation en rapport avec la construction de la section Ouest du Q. M. O. et O., 133.

McGreevy, Hon. Thos.—Copie de la pétition de droit en rapport avec contrat pour le chemin de fer du Nord, 133.

Palais de justice, Trois-Rivières.,—Coût d'ameublement du—, 144.

Reynar, Joseph.,—Réclamation au sujet des terrains pour terminus du chemin des Piles, 208.

Rogers & Reynar.,—Réclamation en rapport avec la construction du *Loop-Line*, 208.

**F**AUCHER DE SAINT-MAURICE, NARCISSE HENRI EDOUARD :—Député pour le Comté de BELLECHASSE :

Documents mis devant la Chambre ayant rapport à son élection contestée, 25.

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Chemins de fer, 45 ; Licences, 127 ; Bibliothèque, 166 ; Impressions, 152.  
Listes des membres devant composer les comités permanents, 43.

Nommé, avec M. *David*, délégués de la Chambre à la XVII Convention des Canadiens Français à *Nashua*, Massachusetts, E. U., 111.

*Pétitions présentées :*

Dorchester, Lévis, Bellechasse, etc.—Cie du chemin de fer des comtés de—, 92.

Labbé, Michel, et autres, de St. Damien, 37.

---

FAUCHER DE SAINT-MAURICE, N. H. E. :—*Suite.*

*Bills présentés :*

Code municipal—Bill amendant le—, 154.

Cours civiles—Bill du Conseil, pour étendre les limites judiciaires des— du district de Québec, 314.

*Interpellations au ministère :*

Agriculture et industrie laitière, 159.

Affichage dans les bureaux de chemins de fer, 179.

Archives déposées au bureau du registraire de Québec, 164.

Bourinot, M.—Histoire constitutionnelle du Canada, 411.

Bran de scie, pour obliger à brûler le—, 375.

Bureau du registraire pour école, 164.

Compagnies de chemins de fer—devant fournir des états, 115.

Conseil provincial d'hygiène, du 24 mars 1888, 114.

Dépêches du Comte de Frontenac, 183.

Documents se rattachant à nos archives, 163.

Emigration des Canadiens aux Etats-Unis, 84.

Entomologiste chargé de renseigner les cultivateurs, 411.

Examens du service civil, 114.

Exposition universelle à Paris, 114.

Fer et titanium—essais sur les alliages du—, 183.

Glace, récolte de la—, 115.

Gymnastique dans les écoles, 131.

Histoire de la marine française, 183.

Huissiers, 216.

Hygiène dans les écoles, 131.

Jardin botanique à Québec, 411.

Laboratoire de chimie agricole, 84.

Manual of the Constitutional History of Canada, 411.

Mémoire sur les chevaux de l'Amérique du Nord, 241.

Ordonnances des Intendants de la Nouvelle-France, 366

Puyjalon, Henri de—réimpression du rapport de—, 114.

---

FAUCHER DE SAINT-MAURICE, N. H. E. :—*Suite.*

Saumons—faciliter l'accès des rivières aux—, 188.

Station agronomique, 114.

Vente des limites à bois, 183.

*Adresses et Ordres demandés :*

Beaumont—Chemins à barrières de la rive sud, 48.

Biens des Jésuites—Copie de la prise de possession des—, 104.

Bellechasse—Distribution des argents de colonisation dans—, 48.

Canadiens-Français de Lowell, 144.

Convention des Canadiens Français, à *Nashua*—Résolution adoptée à la—, 329.

Ecole de Navigation—Rapport du maître de l'—, 117.

Livres français donnés en prix dans les écoles, 119.

Lots pris dans chaque comté de la Province depuis 1882, 88.

Manuscrits du Maréchal de Lévis, 133.

Notre-Dame de Buckland—Grains de semence, 48.

Palais Législatif—Décoration faite et projetée, 129.

Pont entre Québec et Lévis, 159, 164.

Régistres de la Prévosté de Québec, 88.

Têtu et Montpetit, MM.—Exploration faite en 1887, des Côtes du Labrador, par—, 119.

*Motions :*

Cours Civiles—Pour ajourner le débat sur la motion pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill concernant les—, du district de Québec, 357.

Cours Civiles—Autre motion pour comité général sur ce bill, 368.

Pont sur le Fleuve St. Laurent—Que la construction d'un—, à Québec, est d'une importance vitale pour les intérêts de la Province ; motion amendée ; 164.

Bellechasse—Demandant l'impression d'une réponse à une adresse du 9 mars 1885. (*Documents de la Session de 1885, No. 83*), au sujet des argents de colonisation dépensés dans—, 48.

**F**LYNN, HON. EDMUND JAMES :—Député pour le comté de GASPÉ.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Comptes publics ; Législation et Lois expirantes ; Privilèges et Elections, 45 ; Bills privés, 63 ; Licences, 127 ; Listes des membres devant composer les comités permanents, 43.

---

FLYNN, HON. E. J.:—*Suite.*

*Interpellations au Ministère :*

- Aliénés—Abrogation de l'acte pour l'entretien des—, 51.  
Billets de location des terres de la Couronne, 85.  
Cens électoral—Projet de loi pour étendre le—, 116.  
Code municipal—Distribution aux conseil municipaux, 52.  
Commission royale *re* asiles d'aliénés, 315.  
Diverses dépenses en général dans un état produit, 315.  
Emprunt autorisé par l'acte 50 Vict., ch. 2, 315, 376.  
Palais de justice, Montréal, *items* pour réparations en 1887-88, 366.  
Ponts en fer—Projet de loi pour la prochaine session, 411.  
Ponts en fer—Sommes devant être appropriées pour la construction des—, 411.

*Adresses et Ordres demandés :*

- Baie des Chaleurs—Subside payable à la Cie. ch. fer de la—, 118.  
Barachois—Construction d'un pont sur la rivière—, 326.  
Chemin maritime dans le comté de Gaspé, 326.  
Chemins de fer—Au sujet de l'octroi de nouveaux subsides aux entreprises de voies ferrées, 89.  
Conseillers Législatifs—Personnes nommées depuis 29 janvier 1887, 89.  
Culture des arbres forestiers, 219.  
Dugas, Albert—Destitution et réinstallation de M.—, 89.  
Gauvreau, Petrus—Instructions à—touchant le cadastre de Douglass et Malbaie, 183.  
Joncas, L. Z.—Au sujet de la nomination d'un successeur à—, 89.  
LeBel, Charles—Rapports d'inspection de M.—, 104.  
Montréal—Quittance mutuelle et réciproque entre— et le gouvernement mentionnée dans l'ordre en conseil, No. 362 du 8 août 1887, 165.  
Montréal—Réclamations du gouvernement contre la cité de—, 88.  
Ponts en fer—Documents touchant la construction des—, 52.  
Q., M., O. et O.—État des réclamations réglées depuis le 29 janvier 1887, 80

*Motions :*

- Acte de l'Amérique Britannique du Nord—Amendement à la seconde lecture des amendements proposés à l'— ; négativé, 83.  
Taxes sur les corporations commerciales—Copie du jugement du conseil privé touchant la validité des—, 88.

---

FLYNN, HON. E. J. :—*Suite.*

Officiers de justice—Amendement à la seconde lecture des résolutions relatives à certains— ; négativé, 148.

Pêche, lois de la—Motion pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill amendant les lois de la— ; négativée, 323.

Terres publiques—Motion pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill concernant les—, 357.

*Divers :*

Pêche—Amendement proposé en comité général sur le Bill pour amender et refondre les lois de la—, 213.

FOREST, LUDGER :—Député pour le comté de L'ASSOMPTION.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Industries, 45. Licences, 127 ; Acte médical, 129.

*Pétition présentée :*

Archambault, T. Alex. de St. Paul l'Ermite, 92.

*Bill présenté :*

Archambault, T. Alex. —Acte régularisant sa cléricature, 122.

*Motion :*

Archambault, T. Alex.—Remise de l'honoraire sur le bill concernant—, 330.

GAGNON, HON. CHARLES ANTOINE ERNEST :—Député pour le comté de KAMOURASKA.

Documents mis devant la Chambre ayant rapport à son élection contestée, 22.

Fait partie des *Comités* suivants :

Privilèges et Elections ; Comptes publics ; Législation et Lois expirantes, 45 ; Licences, 127. Bibliothèque, 166 ; Impressions, 152 ; Code municipal, 120 ; Règles de la Chambre, 261 ; Adresse en réponse au discours du Trône, 41 ; Adresse de bienvenue au Lieutenant-Gouverneur, 181.

Présente le 3ème rapport du Comité Conjoint des *Impressions*, 414.

*Bills présentés :*

Code municipal—Amendant certains articles du—, 50.

Construction et réparation des églises, 63.

Ecoles d'industries—Amendant l'acte concernant les—, 220.

Inhumations et exhumations concernant les—, 82.

Instruction publique—Concernant l'—, 50.

---

GAGNON, HON. C. A. E. :—*Suite.*

Lettres patentes—Acte amendant le ch. 30 des S. R. B. C., quant aux—émises avant le 2 août 1851, 102.

Municipalités scolaires—déclarant que certains territoires érigés en paroisses sont des—, 50.

Instruction publique—Amendant l'acte de la présente session concernant l'—, 318.

Reconnaisances civiles des paroisses, 63.

Régistres de l'état civil—Amendant le Code Civil relatif aux—, 327.

Santé publique—Concernant la—, 50.

Statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la province, 82.

Statuts—Bill du Conseil pourvoyant au remplacement des originaux détruits des statuts, 111.

*Motions :*

Code Municipal—Qu'un message soit envoyé au Conseil Législatif, lui communiquant la raison pour laquelle cette Chambre ne concourt pas dans les amendements faits par le Conseil au bill concernant le—, 182.

Enquêtes sur les malversations des corps publics—Motion pour renvoyer à six mois le comité général sur le bill pourvoyant à la tenue des—, motion adoptée, 185.

Santé publique—Motion pour comité général sur des résolutions concernant la—, 105.

Terres publiques—Motion pour ajourner le débat sur la motion pour comité général sur le bill concernant les—, 357.

Terres publiques—Sous amendement, lors de la motion pour comité général sur le bill concernant les—, 370.

*Divers sujets :*

Listes de paie des employés de certains bureaux du Gouvernement,—Objection soulevée à la motion de M. *LeBlanc*, pour copie des—, 136.

Pêche—Objection soulevée à un amendement proposé par M. *Nantel*, en comité général sur le bill pour amender et refondre les lois de la—, 212. Autre objection soulevée à un amendement proposé, aussi en comité général sur le même bill, par M. *Casgrain*, 212. Autre objection soulevée à un amendement proposé par l'honorable M. *Flynn*, 213.

Terres publiques—Objection faite à la motion de M. *Nantel*, pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill concernant les—, 325.

*Met devant la Chambre les Messages suivants :*

*Commission Agricole* :—Rapport préliminaire de la—, nommée le 18 août 1887, 47. (*Document No. 18.*)

*Commission des Asiles* :—Rapport de la Commission nommée le 17 sept. 1887, pour faire une enquête sur les difficultés soulevées au sujet des asiles d'aliénés et de la mise en force du statut relatif à ces asiles, etc., 328. (*Document No. 87.*)



GAGNON, HON. C. A. E. :—*Suite.*

*Discours du Trône* :—Réponse de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur à l'adresse en réponse au—, 56.

*Economie interne* :—Message du Lieutenant-Gouverneur, transmettant les noms des Commissaires pour la régie intérieure de l'Assemblée Législative, 88.

*Imprimeur de la Reine* :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session, qu'il a imprimés et distribués et le nombre qui lui reste en mains, avec le coût détaillé des frais encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts, 47. (*Document No. 8a.*)

*Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—Rapport de la Commission royale nommée le 30 décembre 1884, pour faire une enquête sur les détails de la construction, exploitation et vente du chemin de fer de—, 47. (*Document No. 16.*)

*Présente les réponses aux adresses et ordres de la Chambre suivantes :*

*Actes désavoués* :—Rapports de toutes décisions du conseil privé fédéral désavouant tous actes ou parties d'actes depuis 1882, 195. (*Document No. 53.*)

*Aliénés* :—Adresse du 6 mai 1887. Correspondance au sujet du paiement par les municipalités, des sommes d'argent pour l'entretien des aliénés, 98. (*Document No. 22.*)

*Argenteuil, Comté d'* :—Correspondances relatives à la distribution des argents de colonisation dans le comté d'Argenteuil depuis la dernière session, 261. (*Document No. 77.*)

*Association agricole des Cantons de l'Est* :—Correspondance au sujet d'une demande d'aide par l'—, pour animaux brûlés dans un incendie à l'exposition en octobre 1887, 202. (*Document No. 56.*)

*Baie des Chaleurs* :—Documents concernant le subside payable à la Cie du chemin de fer de la—, 356. (*Document No. 88.*)

*Baptist, George, fils & Cie.* :—Documents au sujet de la réclamation de MM.—, en rapport avec la construction du *Loop Line*, à Trois-Rivières, 409. (*Document No. 104.*)

*Barré & Cie, MM.* :—Copie de la requête de—, au Lieutenant-Gouverneur, demandant de l'aide pour l'industrie de la fabrication des vins canadiens, 202. (*Document No. 59.*)

*Beauce* :—Copie des rapports de J. B. Charleson et autres, des ponts, chemins et travaux de colonisation dans le comté de Beauce, 261. (*Document No. 78.*)

*Beausoleil, M.* :—Correspondance avec—, relativement à la perception des arrérages de taxes dues par les Corporations commerciales, 408. (*Document No. 101.*)

*Bélingue et Malenfant* :—Correspondance concernant les Débats de l'Assemblée Législative, rapportés par MM.—, durant la session de 1887, 405. (*Document No. 100.*)

*Bellechasse, Comté de* :—Correspondance à propos des dernières distributions des argents de colonisation faites, depuis la dernière session, dans le comté de—, 141. (*Document No. 35.*)

*Biens des Jésuites* :—Copie de la prise de possession par le Shérif du district de Québec au nom du roi d'Angleterre, des—, et copie du retour du Shérif fait le 16 avril 1880—, 131. (*Document No. 34.*)

*Bonaventure* :—Montant de colonisation employé dans le comté de—, du 1er mai 1887 au 1er mai 1888, et noms des conducteurs de travaux—, 182. (*Document No. 51.*)

GAGNON, HON. C. A. E. :—*Suite.*

*Chambly, Bureau d'enregistrement* :—Rapport de M. Geoffrion, Inspecteur des bureaux d'enregistrement, au sujet du bureau du comté de Chambly—, 393. (*Document No. 97.*)

*Champlain, Comté de* :—Etat de toute les sommes d'argent dépensées, durant l'été de 1886, pour la colonisation, dans le comté de—, 141. (*Document No. 37.*)

*Chemins et ponts de colonisation* :—Etat des sommes dépensées par le gouvernement pour—, dans chaque comté de la province durant 1887-88—, 127. (*Document No. 27.*)

*Chemins et ponts de colonisation* :—Etat indiquant les détails d'une somme de \$7,607.67 pour visites et explorations en rapport avec les—, 145. (*Document No. 43.*)

*Cloutier, Joseph* :—Correspondance au sujet de l'octroi d'une licence d'hôtel à—, des Trois-Rivières; et état des sommes payées à M. A. E. Gervais en rapport avec les licences, 261. (*Document No. 79.*)

*Commission agricole* :—Copie de l'Ordre en conseil nommant les membres de la—, instructions qui l'accompagnent, rapports, etc., 266. (*Document No. 81.*)

*Compagnies de chemins de fer* :—Etats, rapports et statistiques, transmis au Commissaire des terres par diverses—, en vertu de la section 32 de l'acte refondu des chemins de fer, 1880, 356. (*Document No. 89.*)

*Compagnies incorporées* :—Ordre du 11 mai 1887. Liste des—, par lettres patentes depuis la Confédération, 38. (*Document No. 10.*)

*Conférence interprovinciale* :—Etat détaillé de toutes dépenses encourues par le Gouvernement en rapport avec la Conférence interprovinciale, 376. (*Document No. 93.*)

*Colonisation* :—Correspondance entre le Gouvernement et la Société de colonisation du diocèse de Montréal, au sujet d'un projet de loi des terres de la couronne, relativement à la colonisation, 409. (*Document No. 105.*)

*Convention des Canadiens Français* :—Copie d'une résolution adoptée unanimement à la XVII<sup>e</sup> Convention générale des Canadiens-Français des Etats-Unis, tenue à Nashua, New-Hampshire, les 26 et 27 juin 1888, et transmise à M. l'Orateur de l'Assemblée Législative de la province de Québec, le 30 juin 1888, 372. (*Document No. 92.*)

*Côte du Labrador* :—Copie du rapport d'une exploration faite, durant l'été de 1887, dans les rivières à saumon, de la côte du Labrador, dans les comtés de Chicoutimi et Saguenay, par MM. Têtu et Montpetit, 369. (*Document No. 90.*)

*Coulée Gendron* :—Détails de la somme de \$150 dépensée par M. Roch Montreuil, sur le pont de la Coulée Gendron, à Sainte-Anne de la Pérade, 215, 409. (*Documents Nos. 63a et 63b.*)

*Crépeault, Louis* :—Copie de l'ordre en Conseil nommant le Dr.—, agent des terres de la Couronne pour une partie du comté de Bonaventure, 207. (*Document No. 64.*)

*Culture des arbres forestiers* :—Copie de la proclamation mettant en force l'acte concernant la—, etc., etc., 267. (*Document No. 84.*)

*Débentures provinciales* :—Copie de l'une des débentures provinciales, de chacune des émissions faites par la Province depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1875, 127. (*Document No. 28.*)

*Desserres, Noé* :—Documents se rapportant à la nomination de—, au palais de justice, Montréal, 142. (*Document No. 42.*)

---

GAGNON, HON. C. A. E. :—*Suite.*

*Dugas, Albert* :—Correspondance au sujet de la destitution et de la réinstallation de— comme garde-forestier, 141. (*Document No. 38.*)

*Duhamel & Guigues* :—Liste des lots concédés par billets de location ou lettres patentes dans les cantons—, comté de Pontiac, 202. (*Document No. 58.*)

*Ecole de navigation* :—Copie du rapport du maître de l'—, de Québec, depuis la dernière session, 131. (*Document No. 31.*)

*Elections* :—Rapport du greffier de la Couronne en Chancellerie au sujet des élections partielles depuis la dernière session, 304. (*Document No. 86.*)

*Emprunt* :—Documents relatifs à l'émission de débentures provinciales pour un montant n'excédant pas trois millions et demi, 131. (*Document No. 29.*)

*Exposition de Paris* :—Copie de la requête de la Chambre de Commerce de Montréal au sujet du transport et installation des effets et articles qui seront envoyés à l'—, 209. (*Document No. 67.*)

*Forêts* :—Correspondance au sujet de la protection des Forêts contre les incendies, 267. (*Document No. 83.*)

*Gauvreau, Petrus* :—Copie des instructions adressées à—, touchant le cadastre de Douglas et Malbaie, etc., 233. (*Document No. 74.*)

*Gazette Officielle* :—Rapport de l'Imprimeur de la Reine, contenant tableaux et statistiques des opérations de la Gazette Officielle depuis sa fondation, en janvier 1869, jusqu'au 30 juin 1887, 212. (*Document No. 86.*)

*Gazette Officielle* :—Soumissions et Documents se rapportant aux contrats pour l'impression de la—, 38. (*Documents No. 11.*)

*Gérin-Lajoie, J. Bte* :—Correspondance au sujet de sa destitution comme garde-forestier pour l'agence du St. Maurice, 182. (*Document No. 52.*)

*Grains de semence* :—Correspondance à propos de certaines demandes de—, faites au nom des colons de Notre-Dame de Buckland, Bellechasse, 112. (*Document No. 24.*)

*Great Eastern* :—Copie du rapport de l'ingénieur sur lequel des subsides au montant de \$24,440 ont été payés à la Cie du chemin de fer—, pour la partie de Yamaska à Saint-François du Lac, 261. (*Document No. 80.*)

*Homesteads* :—Liste de tous les lots concédés par la couronne comme " Homesteads " en vertu de l'acte 45 Vict., chap. 12, 215. (*Document No. 62.*)

*Inspecteurs des gardes-forestiers* :—Etat indiquant les noms, salaires, résidences et agences des inspecteurs des gardes-forestiers, 409. (*Documents No. 102.*)

*Inspecteur des mines* :—Documents ayant rapport à la position d'—, pour la province. 267. (*Document No. 85.*)

*Inspecteurs des prisons, etc.* :—Dix-huitième rapport des—, de la Province de Québec, pour l'année 1887, 261. (*Document No. 9.*)

*Institution des Sourdes Muettes de Montréal* :—Copie de la requête de l'—, au Lieutenant-Gouverneur, demandant une allocation, 202. (*Document No. 54.*)

*Instruction publique* :—Rapport du Surintendant de l'—, pour l'année 1886-1887. 327. (*Document No. 5.*)

---

GAGNON, HON. C. A. E. :—*Suite.*

*Instruction publique* :—Etat financier du Surintendant de l'—, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1887, 47. (*Document No. 5.*)

*Joliette* :—Etat des argents octroyés pour fins de colonisation dans le comté de Joliette, de 1882 à 1885, 202. (*Document No. 60.*)

*Joncas, L. Z.* :—Correspondance au sujet de la nomination d'un successeur à—, comme Shérif de Gaspé, 112. (*Document No. 26.*)

*Juges additionnels à Montréal* :—Copie de l'Ordre en Conseil mettant en vigueur l'acte, adopté à la dernière session, concernant la nomination de deux—, 131. (*Document No. 32.*)

*Lacoste, Globensky et Bisailon* :—Adresse du 12 mai 1887. Sommes payées par la province à MM. — du 30 juin 1880 au 31 janvier 1887, 38. (*Document No. 13.*)

*Lavallée, Hon. M.* :—Copie de la commission nommant Sir A. A. Dorion, commissaire pour s'enquérir de certains faits relatifs à la résignation de—, comme Conseiller Législatif, à la lettre du dit—, retirant la dite résignation, etc., 157. (*Document No. 44.*)

*LeBel, Charles* :—Copie du rapport d'inspection par M. —, des routes et travaux de colonisation dans le comté de Gaspé, 176. (*Document No. 48.*)

*Limites à bois* :—Ordre en Conseil augmentant les rentes foncières sur les limites à bois, 216. (*Document No. 63.*)

*Lowell* :—Copie de la requête des Canadiens-Français de Lowell, Massachusetts, au sujet du repatriement, 202. (*Document No. 57.*)

*Macquet, Gérard* :—Documents concernant le système recommandé par M. Gérard Macquet, pour la construction des ponts en fer dans cette province, 398. (*Document No. 98.*)

*Manuscrits du Maréchal de Lévis* :—Correspondance entre le Comte de Nicolay et le Premier Ministre de la province de Québec, à propos des manuscrits du Maréchal de Lévis, 182. (*Document No. 50.*)

*Montréal, Cité de* :—Correspondance, etc., au sujet du règlement des réclamations du Gouvernement contre la cité de—, 131. (*Document No. 30.*)

*Montreuil, Roch* :—Détails de la somme de \$150 dépensée par—, sur le pont de la Coulée Gendron, dans Ste. Anne de la Pérade, 215, 409. (*Document No. 63a et 63b.*)

*Musée de l'Instruction Publique* :—Copie du rapport du Conservateur du—, pour l'année expirée le 31 décembre 1887, 209. (*Document No. 66.*)

*Ottawa* :—Copie des instructions données aux gardes-forestiers dans le district d'Ottawa en 1886-87, 393. (*Document No. 96.*)

*Pacifique Canadien* :—1° Copie du contrat du 4 mars 1882, entre le Gouvernement et la Cie du—.

2° Copie de la vente de la section Est du chemin de fer de Q. M. O. & O. à la Cie du chemin de fer du Nord, 233. (*Document No. 75.*)

*Palais de Justice, Montréal* :—Copie des contrats relativement aux réparations et aux changements faits ou à faire au—, 232. (*Document No. 72.*)

GAGNON, HON. C. A. E. :—*Suite.*

*Palais de Justice, Montréal* :—Etat montrant combien le gouvernement a nommé d'employés au —, depuis le 1er février 1887. Montant total de leurs salaires, 257. (*Document No. 76.*)

*Palais de Justice, Québec* :—Motion pour copie des contrats, etc., relatifs à l'achat et à la pose des gazeliers, horloges, etc., au —, 208. (*Document No. 65.*)

*Palais de justice, Québec, rue nouvelle* :—Liste des lots achetés, noms des vendeurs, prix payés &c., pour l'ouverture d'une rue près du nouveau palais de justice, Québec, 162. (*Document No. 47.*)

*Palais de justice, Québec* :—Copie des soumissions pour l'ouverture d'une rue entre la rue Desjardins et le nouveau—, 182. (*Document No. 49.*)

*Palais Législatif* :—Correspondance à propos de la décoration faite et celle projetée au—, 232. (*Document No. 73.*)

*Phosphate* :—Copie du dernier rapport de l'Inspecteur des mines, concernant l'industrie du phosphate sur la rivière du Lièvre, dans le comté d'Ottawa, 409. (*Document No. 103.*)

*Ponts en fer* :—Documents relatifs à la construction des ponts en fer, 232. (*Document No. 71.*)

*Pont entre Québec et Lévis* :—Documents se rapportant à la construction d'un—, sur le fleuve St. Laurent, 162. (*Document No. 46.*)

*Poursuites* :—Etat indiquant le nombre des poursuites pour infractions à la loi des licences pour la cité de Montréal, durant l'année finissant le 1er mai 1888, 207. (*Document No. 82.*)

*Québec, Comté de* :—Etat des sommes dépensées dans le —, pour chemins et travaux de colonisation, en 1887, 141. (*Document No. 36.*)

*Québec, Montréal, Ottawa & Occidental* :—Etat de toutes les réclamations en rapport avec le chemin de fer—, qui ont été réglées depuis le 29 janv. 1887, 112. (*Document No. 25.*)

*Québec, M. O. et O.* :—Correspondance entre le Gouvernement et J. G. Bossé, ou M. McDonald, au sujet de la réclamation du dit McDonald en rapport avec la construction de la partie Ouest du chemin de fer de—, 226. (*Document No. 70.*)

*Refonte des Statuts* : Copie du rapport de l'Imprimeur de la Reine, du 25 juin 1888, sur le coût probable de la refonte des Statuts, 409. (*Document No. 106.*)

*Régistres de la Prévosté de Québec* :—Lettre de M. L. J.C. Fiset au sujet des—, qui sont en la possession de la Société littéraire et historique de Québec, 131. (*Document No. 33.*)

Rapport supplémentaire, 195. (*Document No. 33b.*)

*Reynar, Joseph* :—Documents concernant la réclamation de—, au sujet des terrains où se trouve le terminus du chemin de fer des Piles, dans le canton de Radnor, 405. (*Document No. 99.*)

*Rimouski, Comté de* :—Etat détaillé des argents de colonisation dépensés dans le comté de —, du 1er mai 1887, au 1er mai 1888, 141. (*Document No. 39.*)

*Rogers & Reynar* :—Document concernant la réclamation de MM.—, en rapport avec la construction du *Loop-Line* aux Trois-Rivières, 393. (*Document No. 95.*)

GAGNON, HON. C. A. E. :—*Suite.*

*Roy et Annett* :—Ordre du 11 mai 1887. Correspondance au sujet de la suspension des agents des terres de la Couronne—, 38. (*Document No. 12.*)

*St. Laurent, Basses Laurentides et Saguenay* :—Correspondance échangée entre le gouvernement, la compagnie du chemin de fer du St. Laurent et des Basses Laurentides et le député de Portneuf, au sujet du raccordement de cette ligne avec la ligne du chemin de fer du Lac St. Jean, à la rivière à Pierre, 369. (*Document No. 91.*)

*Secrétaire et Régistrare de la Province* :—Rapport du Secrétaire et Régistrare de la Province de Québec, pour l'année 1886-87, 261. (*Document No. 6.*)

Premier rapport du Secrétaire de la Province de Québec, pour 1886-87. Division du Régistrare, 318. (*Document No. 6.*)

*Service Civil* :—Ordres en Conseil depuis la dernière session, concernant les nominations et promotions faites dans le Service Civil, 51. (*Document No. 19.*)

*Sommes payées par la province* :—Etat des sommes payées par la province depuis 1885 pour Écoles de réforme et d'industrie ; Asiles d'aliénés ; Instruction publique ; Agriculture ; Colonisation ; Institutions de charité ; Chemins de fer, 133, 205. (*Document No. 61.*)

*Soulanges, Comté de* :—Etat des montants d'argent dépensés par le gouvernement dans le comté de Soulanges, depuis 1887, 160. (*Document No. 45.*)

*Subsides aux chemins de fer* :—Correspondance depuis le 29 Janvier 1887, au sujet de l'octroi de nouveaux subsides à des entreprises de voies ferrées, 393. (*Document No. 89.*)

*Taxes sur les Corporations commerciales* :—Copie du jugement du Conseil privé, touchant la validité de l'acte 45 Vic., chap. 22, (Taxes sur les Corporations commerciales), 141. (*Document No. 40.*)

*Tellier, F.* :—Documents concernant la destitution de—, 142. (*Document No. 41.*)

*Terrebonne* :—Correspondance au sujet de la construction d'un pont en fer sur la rivière qui sépare—, du village de St. François de Sales, 202. (*Document No. 55.*)

*Trappistes d'Oka* :—Copie de la requête des RR. PP.—, au Lieut.-Gouv. pour obtenir de l'aide. (*Document No. 23.*)

*Université Laval* :—Correspondance entre l'—, et le gouvernement au sujet d'une subvention, 226. (*Document No. 69.*)

GIROUARD, JOSEPH ENA :—Député pour DRUMMOND ET ARTHABASKA.

Documents mis devant la Chambre ayant rapport à son élection contestée, 26.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Bills privés ; Ordres permanents, 45 ; Code municipal, 120.

Nommé Président du Comité des *Ordres permanents*, 55. Présente rapports, 95, 121, 140, 180, 231, 260, 325.

*Pétitions présentées* :

Arthabaskaville, municipalité du village de—, 92.

---

GIROUARD, JOSEPH ENA :—*Suite.*

Elliot, J. H. et autres, de l'Avenir, 54.

Hemming, E. J. et autres, 54.

Johnston, Alex. et autres, de Durham Sud, 54.

Labonté, Alexis et autres, 92.

Lacoursière, Joseph et autres, de Stanfold, 57.

Lynch, Michael et autres, de Durham, 54.

Manseau, Moïse et autres, de l'Avenir, 54.

Poirier, Léopold et autres, 38.

St-Cyr, Rév. N. D. et autres, 92.

*Bills présentés :*

Arthabaskaville—Changer les limites de la municipalité du village, 123.

Code municipal—Amendant articles 53 et 1080 du—, 63.

Code municipal—Bill du Conseil amendant l'article 1080 du—, 373.

Compagnie des ponts de Ste-Clotilde de Horton—Incorporant la—, 123.

Cours civiles du District d'Arthabaska—Pour étendre les limites judiciaires des—, 381.

Drummondville—Constituant en corporation la ville de—, 97.

Drummondville—Incorporant la Cie. industrielle de—, 97.

Victoria 47ème—Amendant la section 4 du ch. 8 de la—, 127.

GLADU, VICTOR :—Député pour le Comté d'YAMASKA :

*Fait partie des Comités suivants :*

Agriculture ; Bills privés ; Législation et Lois Expirantes, 45 ; Licences, 127 ; Bibliothèque, 166 ; Code Municipal, 120 ; Acte des journaliers de navires, 246.

Nommé Président du Comité des *Licences* ; Présente rapport, 140, 321.

*Pétitions présentées :*

Beaulac, et autres, de St. David, 54.

Belisle, Francis, et autres, de la Baie, 54.

Bourque, Constant, et autres, de St-Pie Deguire, 54.

Farley, Joseph, et autres, de St-Elphège, 54.

Gill, Edouard, et autres, 54.

McDougall & Cie, 152.

Municipalité de St-Michel d'Yamaska, 54.

---

GLADU, VICTOR :—*Suite.*

Municipalité de St-François du Lac, 54.

Paranteau, Narcisse, et autres, de St-Michel d'Yamaska, 54.

Picard, Rév. N. E., et autres, de St-Zéphirin, 54.

Quinn, Rev. T., et autres, du village de Pierreville, 54.

Roberge, Rév. A., et autres, de St-Michel, 54.

Vassal, H., et autres, 152.

Verville, Louis, et autres, de St-François du Lac, 54.

*Bills présentés :*

Actes—pour rendre uniforme l'exécution de certains—, 126.

Code civil—amendant articles 298, 299, 693 et 698 du—, 126.

Code civil—amendant article 691 du—, 127.

Donner certains pouvoirs aux protonotaires, 126.

Richelieu, Drummond et Arthabaska—amendant l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer de—, 96.

Ventes des biens substitués, 126.

*Adresse demandée :*

Great Eastern—Rapport sur lequel des subsides ont été payés à la compagnie du chemin de fer—, 165.

*Motions :*

Licences —Motion pour concours dans les deuxième, troisième et quatrième paragraphes du Comité Spécial sur le bill concernant les—, 325.

Licences—Motion pour l'impression d'un certain nombre de copies du projet de loi sur les—, 377.

GOYETTE, ODILON :—Député pour le comté de LAPRAIRIE.

Certificat de son élection, 11. Prête serment et prend son siège, 34.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Industries, 45 ; Code municipal, 120.

*Pétition présentée :*

Côte Ste Catherine—Compagnie de navigation de la—, 78.

*Bill présenté :*

Compagnie de macadam de Laprairie—Amendant l'acte incorporant la—, 125.

*Motion :*

Remise de l'honoraire sur le bill accordant certains pouvoirs à la Cie de navigation de la côte Ste-Catherine, 48,



---

HALL, JOHN SMYTH, JUNIOR :—Député pour MONTRÉAL-CENTRE.

Documents mis devant la Chambre relatifs à son élection contestée, 17.

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Comptes publics ; Législation et Lois expirantes, 45 ; Acte médical, 129  
Impressions, 152.

*Pétitions présentées :*

Allan, Andrew et autres, de Montréal, 45.

Hôpital Royal Victoria, 92.

Société Evangélique de la Grande Ligne, 60.

Standard—Compagnie d'assurance the—60.

The Sun—Compagnie d'assurance sur la vie, 60.

Université McGill, 60.

*Bills présentés :*

Elections de Québec—amendant l'acte des—, 56.

Enquêtes sur les malversations des corps publics, 82.

Forest and Stram Club—incorporant the—, 97.

Libelle—concernant la loi du—en certains cas, 260.

Société Evangelique de la Grande Ligne, 123.

Standard Life Ass. Co.—autorisée à poursuivre et à être poursuivie, 97.

The Sun Life Ass. Co.—amend. à son acte d'incorporation, 123.

*Interpellations au ministère :*

Charge de prévôt des incendies dans Montréal, sera-t-elle abolie ? 116.

Réponses ont-elles été reçues aux résolutions passées à la dernière session concernant les affaires d'Irlande ? 129.

Code municipal,—Le gouvernement a-t-il distribué des exemplaires en anglais ? 116.

*Adresses et ordres demandés :*

Ottawa—Concernant la nomination d'un officier rapporteur à la dernière élection du comté d'—, 119.

Lamb vs. Compagnie d'affichage—, frais dans cette cause, 129.

Poursuites pour infractions à la loi des licences dans Montréal durant l'année finissant le 1er mai 1888, 208.

Enquêtes faites par les coroners depuis le 1er janvier 1883, 245.

---

HALL, J. S. :—*Suite.*

*Motions :*

Enquêtes sur les malversations des corps public—, motion pour renvoyer ce bill a un comité général, 185.

Remise de l'honoraire sur le Bill concernant la Société Evangélique de la Grande Ligne, 220.

Mégantic—, motion pour ajourner les débats lors de la discussion pour renvoyer le certificat de l'Hon. Juge Casault au comité des *Privileges et Elections*, 267.

JOHNSON, ANDREW STUART :—Député pour le comté de MÉGANTIC.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Industries, 45.

*Pétition présentée.*

Ives W. B., et autres, 57.

LAFONTAINE, EUGÈNE :—Député pour le comté de NAPIERVILLE.

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Industries, 45 ; Bibliothèque, 166 ; Acte Médical, 129 ; Acte des Journaliers de Navires, 246 ; Règles de la Chambre, 261.

Présente rapports du comité des *Bills privés*, 140, 153, 169, 180, 187, 192, 204, 215, 222.

Nommé Président du comité spécial sur "Acte Médical" ; Présente le premier rapport, 153.

*Pétitions présentées :*

Compagnie de Caoutchouc de Montréal, 54.

Lacoste, Hon. Alexandre et autres, 38.

Pratt, Charles A. et autres, de Montréal, 54.

St-Jean—Corporation de la ville de—, 92.

*Bills présentés :*

Acte 43-44 Vic., chap. 21 et 22—pour abroger l'—, 198.

Acte Médical de la Province de Québec, 50.

Code municipal—Amendant l'article 637 du—, 205.

Code municipal—Amendant l'article 858 du—, 205.

Compagnie de Caoutchouc—Augmentant son capital, 98.

Expédition du Nord-Ouest en 1885.—Amendant le bill concernant les aspirants à l'étude et à l'exercice des professions libérales qui ont pris part à l'—, 188.

LAFONTAINE, EUGÈNE :—*Suite.*

Greffier de la Cour de Circuit—Acte concernant le—, 50.

Napierville—Incorporant la compagnie du chemin de fer de Jonction de—, 56.

Pratt, John—Accordant une rémunération aux exécuteurs testamentaires du feu—, 98.

St-Jean—Amendant les actes concernant la ville de—, 125.

*Adresses et ordres demandés :*

Sommes payées, par comtés, depuis la Confédération, pour divers sujets, 52.

Université Laval—Correspondance au sujet d'une subvention, 217.

*Motions :*

Magistrats de districts—Sous amendement lors de la motion pour seconde lecture des résolutions concernant les—, 151.

Lauzon, P. O.—Remise de l'honoraire sur le bill pour régulariser la cléricature de—366.

Motion pour la formation d'un comité spécial chargé d'aider M. l'Orateur à réviser les règles et ordres permanents de cette Chambre en ce qui regarde les bills privés, 261.

Suggestions contenues dans le 14ième rapport du comité des bills privés renvoyées à ce comité, 262.

*Divers sujets :*

Objection faite lors du comité général sur le bill pour autoriser la consolidation de la dette de la cité de Montréal, 232.

**L**ALIBERTÉ, EDOUARD HYPOLYTE :—Député pour le comté de LOTBINIÈRE.

Fait partie des *Comités* suivants :

Chemins de fer ; Industries ; Comptes publics, 45 ; Code municipal, 120.

*Pétitions présentées :*

Beaudet, Rév. Alphonse et autres, de Ste-Philomène de Lotbinière, 57.

Blais, Rév. Jos, et autres, de Bécancourt, 57.

Dostie, Rév. H. S. et autres, de Gentilly, 101.

Drolet, P. O. et autres, 92.

Gagnon, Rév. M. et autres, 92.

Garceau, Rév. Chs. Z. et autres, de St-Pierre les Becquets, 57.

Joly, Hon. H. G. et autres, de St-Emmelie de Lotbinière, 57.

Paquet, Rév. C. N. et autres, 92.

---

LALIBERTÉ, E. H. :—*Suite.*

*Bills présentés :*

Code civil—Bill amendant l'article 84 du—, 125.

Code civil—Bill amendant le—, relativement au bordereau, 126.

Code civil—Bill amendant l'article 1565 du—, 126.

Code du Notariat—Bill amendant l'article 81 du—, 125.

LAPOINTE, ALFRED :—Député pour le comté de VAUDREUIL.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Chemins de fer ; Industries, 45 ; Code municipal, 120.

LAREAU, EDMOND :—Député pour le comté de ROUVILLE.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Bill privés ; Législation et lois expirantes, 45.

Nommé Président du comité des *Bills privés*, 54 ; Présente rapports, 55, 95, 121, 130.

*Bills présentés :*

Associations de bienfaisance et sociétés nationales et religieuses—Incorporation des—, 50.

Code de procédure civile—Amendant le—, 50.

*Adresse demandée :*

Actes désavoués par le Conseil Privé Fédéral depuis 1882, 117.

LAROCHELLE, LOUIS NAPOLÉON :—Député pour le comté de DORCHESTER.

Fait partie des *Comités* suivants :

Ordres permanents ; Chemins de fer ; Industries, 45 ; Licences, 127.

Nommé Président du Comité des *Industries* ; Présente le premier rapport, 55.

*Pétitions présentées :*

Bégin, Rév. P. et autres, de St. Malachie, 139, 158.

Dumain, Jules et autres, de St. Prosper, 139.

Desruisseaux, Rév. D. et autres, de St. Bernard, 139.

Gingras, Rév. A. et autres, de Ste. Claire, 139.

Grosleau, Joseph et autres, de St. Prosper, 139.

LAROCHELLE, L. N. :—*Suite.*

Harper, Alexandre et autres, de St. Malachie, 139.

Lavery, S. et autres, de St. Prosper, 139.

Lemieux, Rév. D. et autres, de Ste. Rose de Watford, 139.

Lessard, Jean et autres, de Cranbourne, 313.

O'Farrell, J. et autres, de Frampton, 139, 342.

Ouellet, J. S. et autres, de St. Odilon de Cranbourne, 367.

Paradis, Moïse et autres, de St. Malachie, 139.

*Bill présenté :*

Cours Supérieure et de Circuit—Bill pour étendre la juridiction territoriale des— du district de Québec, 367.

LEBLANC, PIERRE EVARISTE:—Député pour le comté de LAVAL.

Documents mis devant la Chambre relatifs à son élection contestée, 30.

Certificat de son élection, 51.

Fait partie des *Comités* suivants :

Privilèges et Elections ; Comptes publics ; Bills privés, 45 ; Chemins de fer, 64 ; Acte des journaliers de navires, 246.

*Bill présenté :*

Acte amendant la section 251, de l'acte électoral de Québec, 111.

*Motions :*

Pour rescinder l'ordre renvoyant au comité de Législation le bill ci-dessus et demandant que ce bill soit remis sur l'ordre du jour, pour comité général, 330.

Subsides—Amendement à la motion pour que la Chambre se forme en comité des—, 405.

*Adresses et ordres demandés :*

Chambly—Rapport de M. Geoffrion, au sujet du bureau d'enregistrement de—, 366.

Conférence interprovinciale—Copie de l'ordre en Conseil autorisant le mandat spécial No. 67, au sujet des dépenses de la—, 262.

Desserres, Noé—Documents se rapportant à la nomination de—, au palais de justice, Montréal, 118.

Duchesneau, Dr.—Correspondance à propos de la construction d'un pont, 144.

Employés au palais de justice Montréal—Combien nommés depuis le 1er février 1887, 183.

Employés sessioness permanents etc., depuis 1886, 144.

Gardes-forestiers—Noms, salaires, résidences, &c., 330.

---

LEBLANC, P. E. :—*Suite.*

Germain—Correspondance entre le Gouvernement et M.—, en rapport avec la cause *La Reine vs. Charland*, 393.

Inspecteurs des gardes-forestiers—Noms, salaires, &c., 330.

Laprairie—à propos de la nomination des officiers rapporteurs aux dernières élections provinciales, 118.

Laprairie—Noms de ceux dont les champs ont été ravagés par la grêle, et qui ont reçu quelque chose du Gouvernement, 118.

Palais de justice, Montréal—Copie du contrat de la papeterie pour les divers bureaux du—, 262.

Palais de justice, Montréal—Réparations et changements au—, 117.

Pentland, C. W.—Copie du dossier de la pétition de droit de—, contre le Gouvernement, 393.

Rôles de paie et liste des employés de certains bureaux pour les mois de janvier 1887, et mai 1888, 208.

Shefford—En rapport avec le fonds d'emprunt municipal, 117.

*Interpellations au ministère :*

Argents de colonisation,—Combien a-t-il été payé pour découvrir les fraudes en rapport avec les— ? 376.

Collège de St. Vincent de Paul,—Le gouvernement va-t-il lui donner une aide ? 132.

Esquisses sur la Gaspésie,—Combien de copies ont été achetées par le gouvernement ? 332.

Geoffrion, M.—a-t-il fait un rapport sur le bureau d'enregistrement de Chambly ? 366.

Hamilton Allan,—Son salaire a-t-il été augmenté ? 116. Quel était son salaire le 1er février 1887 ? 132. Quel montant a-t-il reçu comme salaire ? 163. A-t-il été recommandé par d'autres personnes ? 260.

Kirwin, M.—Quelle est la nature de son travail ? 332.

Lalonde, M.—Depuis quelle date a-t-il été remplacé et par qui ? 262.

Obalski, M.—Est-il employé par le gouvernement ? 243.

Palais de Justice, Montréal,—Quel est le salaire de chacun des deux employés qui ont remplacé M. Lalonde ? 316.

Palais de Justice, Québec,—Combien coûte le tuyautage ? 376.

Pelland, Ls.—est-il employé par le gouvernement ? 333.

St-Amour, Cyriac,—Combien de fois a-t-il été poursuivi pour contravention à la loi des licences ? 178.

St.Michel de Napierreville,—La commission pour la décision sommaire des petites causes pour—, a-t-elle été révoquée ? 331.

Tassé, M. D. quelle est la nature de l'ouvrage qu'il a fait pour avoir reçu \$333.33 ? 364.

---

LEBLANC, P. E. :—*Suite.*

Taux de péage sur les ponts et chemins dans Laval, est-ce l'intention du gouvernement de les abolir ? 364.

Turgeon, Edouard.—Le gouvernement est-il informé que M.—, a laissé son bureau pour travailler à l'élection de Laval ? 116. Quand a-t-il été nommé député protonotaire et quel est son salaire ? 319

**L**EGRIS, JOSEPH HORMIDAS :—Député pour le comté de MASKINONGÉ.

Certificat de son élection, 32.

Prête serment et prend son siège, 34.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Chemins de fer ; Industries, 45 ; Bills privés, 139 ; Licences, 127.

Seconde l'Adresse en réponse au Discours du Trône, 38. Fait partie du comité chargé de préparer la dite adresse, 41.

*Bill présenté :*

Code municipal— Bill pour amender l'article 615—, 215.

**L**EMIEUX, FRANCOIS XAVIER :—Député pour le comté de LÉVIS.

Documents mis devant la Chambre relatifs à son élection contestée, 2.

Fait partie du *Comité* suivant :

Privilèges et élections, 45.

*Pétitions présentées :*

Chicoutimi—Monseigneur D. Racine, évêque de—, et autres, 57.

Frère Stephens et autres, de la cité de Québec, 49.

Lévis, Corporation de la ville de—, 57.

Veilleux, Charles et autres, de Lévis, 187.

*Bills présentés :*

Acte constituant en corporation le Cercle de LaSalle, 96.

Acte pour amender les actes concernant l'instruction publique en cette province, 325.

Acte amendant les actes incorporant la ville de Lévis, 97.

*Interpellations au ministère :*

Conférences agricoles,—Est-ce l'intention du gouvernement de faire donner des— ? 237.

*Gazette des Campagnes*,—Est-ce l'intention du gouvernement de faire distribuer gratuitement la—, aux cercles agricoles ? 115.

---

LEMIEUX, F. X. :—*Suite.*

*Motions :*

Motions pour remises d'honoraires sur—, Bill incorporant le Cercle de LaSalle, 301.

Bill constituant en corporation l'Union des Tailleurs de pierre de Québec, 366.

LUSSIER, ALEXIS ERNEST EDOUARD :—Député pour le comté de VERCHÈRES.

Documents mis devant la Chambre relatifs à son élection contestée, 80.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Comptes publics, 45 ; Acte des Médecins Vétérinaires, 243.

*Interpellations au Ministère :*

Agent de repatriement des canadiens émigrés, 162.

Bâtisses de l'exposition, Montréal, 221.

Frais de voyage et établissement des canadiens français qui voudraient revenir au pays, 260.

Haras national,—Est-ce l'intention de donner une aide pour un— ? 188.

Inspecteurs des sociétés d'agriculture, 143.

Lot de terre gratuit,—Est-ce l'intention du gouvernement de donner au douzième enfant vivant de la famille d'un colon un— ? 316.

Montréal et Sorel—règlement des réclamations contre la compagnie du chemin de fer de —, 316, 319.

LYNCH, HON. WILLIAM WARREN :—Député pour le comté de BROME.

Fait partie des *Comités* suivants :

Privilèges et Elections ; Bills privés ; Chemins de fer ; Comptes publics, 45 ; Listes devant composer les Comités permanents, 43 ; Licences, 127 ; Acte médical, 145 ; Bibliothèque, 166 ; Impressions, 152 ; Code municipal, 120 ; Règles de la Chambre, 261.

Présente le 16ème rapport du Comité des *Bills privés*, 315.

Présente le 12ème rapport du Comité des *Chemins de fer*, 354.

*Pétitions présentées :*

Carmichael, Dame Eliza et autres, 92,

Craig, Robert et autres, professeurs de la Faculté de Médecine de l'Université McGill, 111.

Duff, Arch. et autres, gradués de l'Université et du Collège McGill, 60, 101.

Ferrier, Hon. James et autres, 37.



---

LYNCH, HON. W. W.:—

Foster, Samuel Willard et autres, 92.

Howard, R. P. et autres, gradués de la Faculté en loi et d'autres Facultés de l'Université McGill, 111.

Magog Textile and Print Company, 303.

*Bills présentés :*

Barreau de la Province—Amendant l'acte 49-50 V., ch. 34, 63.

Bureau provincial d'examineurs des candidats à l'étude des professions libérales, 56.

Chasse—Amend. sect. 7, 47 Vict., chap. 25, 130.

Compagnie générale de fidéi-commis, 56.

Eglise St. André—Bill du Conseil autorisant l'Eglise de St. André, Lévis, à vendre ou échanger un certain terrain, 328.

Elections contestées—Amendant l'acte des—, 154.

Magog Textile and Print Co.—L'autorisant à emprunter de l'argent et à émettre des débetures, 372.

Monk, John—Permettant la vente de propriétés substituées, 122.

Orford—Bill du Conseil incorporant la Cie. du chemin de fer d'—314.

Orford Mountain Railway Co.—Incorporation, 122.

*Interpellation au Ministère :*

Shefford—Est l'intention du gouvernement de faire remises aux municipalités rurales du comté de—, du paiement de leur dette respective au fonds d'emprunt municipal, 100.

*Adresse demandée :*

Limites à bois—Copie de l'Ordre en Conseil augmentant les rentes foncières sur les—, 184

*Motion :*

Motion pour remise de l'honoraire payé sur le Bill incorporant la Compagnie générale de fidéi-commis, 329.

**M**ARCHAND, HON. FÉLIX GABRIEL :—Député pour le comté de ST JEAN.

ORATEUR DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :

Se rend avec la Chambre auprès de Son Honneur, dans la salle du Conseil Législatif, à l'ouverture de la session, 1. A la clôture de la session, 416.

Fait rapport du discours du trône à l'ouverture de la session, 34.

Ajourne la Chambre à l'heure fixée, sans que la question ait été préalablement posée, 354, 358, 369, 377, 381.

---

MARCHAND, HON. F. G. :—*Suite.*

Ajourne la Chambre faute de *quorum*, 302.

Informe la Chambre qu'il a reçu les rapports et jugements relatifs aux élections contestées de,—Lévis, Comté de Québec, Trois-Rivières, Saint Maurice, 1 ; Ottawa, 9 ; Champlain, Portneuf, Richelieu, Montréal-Est, Chateauguay, Montréal-Ouest, 12 ; Maskinongé, Hochelaga, Missisquoi, 17 ; Kamouraka, Bellechasse, Drummond et Arthabaska, Beauce, 22 ; Montréal-Centre, Laval, 29 ; L'Islet, 44 ; Jacques-Cartier, Verchères, 79 ; Nicolet, 85 ; Mégantic, 190.

Qu'il a reçu avis des vacances survenues dans la représentation de certains districts, —Laprairie, 7 ; Shefford, Trois-Rivières, Chicoutimi et Saguenay, 27.

Informe la Chambre qu'il a reçu du Greffier de la couronne en chancellerie les certificats des districts électoraux suivants :—Laprairie, 11 ; Ottawa, 12 ; Maskinongé, 32 ; Hochelaga ; Missisquoi, 33 ; Laval, 51 ; Shefford, 59 ; Trois-Rivières, 110 ; Chicoutimi et Saguenay, 302.

Informe la Chambre que, durant la vacance, il a émis ses mandats au Greffier de la Couronne en Chancellerie lui enjoignant de préparer de nouveaux brefs d'élections pour, —Laprairie, 7 ; Ottawa, 11 ; Maskinongé, Hochelaga, Missisquoi, 22 ; Shefford, Trois-Rivières, Chicoutimi et Saguenay, 28 ; Laval, 32.

Devant émettre son mandat pour de nouveaux writs d'élection, pour Nicolet, 87 ; Mégantic, 197.

Qu'il a reçu du Secrétaire de la Province copie d'une dépêche du Secrétaire d'Etat du Canada, transmettant une dépêche de Sir H. T. Holland, Secrétaire d'Etat pour les colonies adressée au Gouverneur Général par laquelle Sa Majesté la Reine remercie le Conseil Législatif et l'Assemblée Législative de leur adresse à l'occasion du cinquantième anniversaire de son règne, 7.

*Décide sur des questions de forme et d'ordre :*

A une motion pour une adresse demandant copie de la commission nommant Sir A. A. Dorion, commissaire pour s'enquérir de certains faits relatifs à la démission de l'honorable M. Lavallée, comme Conseiller Législatif, etc., l'honorable M. Mercier propose en amendement que d'autres documents soient produits en même temps,—et sur objection de l'honorable M. Taillon à cet amendement, M. l'Orateur déclare que l'amendement est dans l'ordre, 89.

A une motion pour qu'il soit mis devant cette Chambre copie des listes de paie de tous les bureaux où le gouvernement a des employés, 134,—Objection est faite par l'Hon. M. Gagnon, 136 ; M. l'Orateur décide que la motion est irrégulière, 159.

En comité général de la Chambre sur le bill concernant les lois de la pêche, diverses objections sont faites à des amendements proposés et M. le Président du Comité ayant maintenu les objections, appel est fait de sa décision, 212 et 213. Sa décision est maintenue par M. l'Orateur, 212 et 213. Une autre objection ayant été déclarée hors d'ordre par M. le Président du Comité et appel étant fait de sa décision, M. l'Orateur maintient l'amendement proposé, 214.

A la motion pour que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill pour autoriser la consolidation de la dette de la cité de Montréal et pour autres fins, objection est faite par M. Lafontaine, que cette motion n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 232. Conseille de renvoyer le bill au comité des ordres permanents, 254.

MARCHAND, HON. F. G. :—*Suite.*

Lors de la prise en considération des amendements faits en comité général au bill pour amender et refondre les lois de la pêche en cette province, M. *Nantel* propose que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général avec instructions de l'amender ; et sur objection de l'hon. M. *Gagnon*, M. l'Orateur décide que l'amendement est irrégulier, 325.

Lors du comité général sur le bill du Conseil Législatif pour étendre les limites judiciaires des cours civiles du district de Québec, le Président du comité fait rapport que l'honorable membre pour l'Islet (M. *Dechene*), avait soulevé le point d'ordre : " Qu'une question d'ordre ne peut être retirée sans le consentement unanime de la Chambre," et que lui (le Président) avait rejeté l'objection et qu'appel a été fait de sa décision ; M. l'Orateur confirme la décision du Président du comité, 369.

Lors du comité général sur le bill pour amender la section 96 de l'acte 49-50 Vict., chap. 34, concernant le barreau de la Province de Québec, M. *Lemieux* fait rapport que l'honorable M. *Lynch* a proposé un amendement, auquel objection a été faite parce qu'il n'avait pas de rapport avec ce bill ; que lui (le Président) a décidé que cet amendement est dans l'ordre et qu'appel a été fait de cette décision ; M. l'Orateur maintient la décision du Président du Comité, 384.

*Communique à la Chambre les divers documents suivants, savoir :*

*Bibliothèque de la Législature* :—Rapport du Conservateur de la—, 33.

*Institutions Littéraires, de Charité et Hôpitaux* :—Rapports annuels &c., des—, ci-dessous

mentionnés, savoir :

Union St. Joseph,	Beauport.....	37, 130
Hospice de la Providence,	Joliette.....	37
Distributing Home,	Knowlton.....	37
N. D. de Charité du Bon Pasteur,	Montréal.....	37
Asile de St. Vincent de Paul,	do .....	37
Institut Hervey,	do .....	37
Asile de la Providence,	do .....	37
Institut Fraser,	do .....	37
Church Home,	do .....	98
Union St. Joseph,	do .....	110
Union St. Pierre,	do .....	110
Hôpital Général,	Pembroke.....	37
Asile du Bon Pasteur,	Québec.....	37
Asile Finlay	do .....	37
Asile des Dames protestantes,	do .....	79
Asile des orphelins de l'Eglise d'Angleterre,	do .....	37
Asile des orphelins, do do	do .....	37
Hospice de la miséricorde,	do .....	37
Hospice St. Charles,	do .....	37
Union St. Joseph de St. Roch,	do .....	37
Union St. Joseph de St. Jean Baptiste,	do .....	127
Women's Christian, Association,	do .....	51
Sœurs de la Charité,	Rimouski.....	37
Asile de la Providence,	Ste. Elisabeth .....	37
Hôpital Général,	Sorel.....	98
Hospice Ste. Anne,	Yamachiche.....	37

(Document No. 14.)

MARCHAND, HON. F. G. :—*Suite.*

*Montréal, District de* :—Etat général des baptêmes, mariages et sépultures dans le district de—, pour 1886 et 1887. (*Document No. 15.*)

*Rapports municipaux* :—Rapports municipaux de la Province de Québec, pour l'année 1887. (*Document No. 17.*)

**M**MARTIN, DR. HENRI JOSUÉ :—Député pour le comté de BONAVENTURE.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Chemins de fer ; Industries, 45 ; Acte médical, 129.

*Interpellations au ministère :*

Carrier, Achille—Quel était son salaire pour services dans Bonaventure ? 113.

Cyr, Charles—Combien de temps a-t-il été employé par le gouvernement dans Bonaventure ? 99.

Enquêtes—Quel est le montant total, des frais occasionnés par les—? 113.

Fitzpatrick, Charles,—Quel était son salaire pour services dans Bonaventure ? 112.

Huissiers,—Le gouvernement a-t-il envoyé de Québec, des huissiers pour servir des subpœnas aux témoins de la Couronne ? 113.

Langelier, M. Chrysostôme,—Quel était son salaire pour faire des enquêtes dans Bonaventure ? 100. Est-il à la connaissance du gouvernement qu'on ait fait descendre un magistrat à Bonaventure pour l'assermenter ? 112.

Témoins,—Quel est le montant total payé aux—pour comparaître à New Carlisle ? 113.

Témoins,—Quel est le montant total des frais payés aux—, sommés de comparaître à Québec, 113.

*Adresses et ordres demandés :*

Bonaventure—Montant d'argent de colonisation employé dans le comté de—depuis le 1er mai 1887, 165. Copie des rôles de paie de chaque conducteur des travaux pour 1887, 329.

Crépault, Louis,—Copie de l'ordre en conseil le nommant agent des terres pour une partie de Bonaventure, 165.

Surintendants des gardes-forestiers—Liste des personnes qui ont été nommées—depuis le 1er février 1888, 143.

*Motion :*

Amendement à la motion pour copie des rôles de paie de Jean Lefebvre, François Giroux et autres, de Bonaventure, 103.

**M**MARTIN, EDOUARD ONESIPHORE :—Député pour le Comté de RIMOUSKI :

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Comptes publics ; Industries, 45.

---

MARTIN, E. O. :—*Suite.*

*Adresses et Ordres demandés :*

Intercolonial.—Au sujet des terrains de l'—, le long de sa ligne, dans la Vallée de la Métapédia, 262.

Rimouski—Etat détaillé des argents de colonisation dépensés dans le comté de—, du 1er mai 1888, 89.

*Interpellation au ministère :*

Light, A. L.—Le gouvernement a-t il pris connaissance de son rapport sur la possibilité d'un chemin de fer de Métis à Matane? 231.

**MCINTOSH, JOHN, JUNIOR** :—Député pour le Comté de COMPTON :

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Industries, 45 ; Code Municipal, 120 ; Acte des Médecins Vétérinaires, 243.

*Bill présente :*

Boston and Quebec Air Line Railway Co.—Incorporant "The—, 96.

*Adresses et Ordres demandés :*

Association Agricole des Cantons de l'Est—Correspondance au sujet d'une demande d'aide en rapport avec l'incendie à l'exposition de Sherbrooke, en octobre 1885, 145.

Conférence interprovinciale—Etat détaillé de toutes les dépenses encourues par le gouvernement en rapport avec la—.

*Motion :*

Motion pour remise de l'honoraire payé sur le Bill incorporant "The Quebec Air Line Railway Co."

**MCSHANE, HON. JAMES** :—Député pour MONTRÉAL-OUEST

Documents mis devant la Chambre relatifs à son élection contestée, 30.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Chemins de fer, 45.

*Pétitions présentées :*

Butler, W. S. T. et autres, de Montréal, 38.

Canadian Shipping Company, de Montréal, 367.

Lyman, Henry et autres, 94.

Mechanic Institute, Montréal, 94.

Robertson, W. W. et autres, 78.

Société bienveillante des Dames Juives de Montréal, 367.

Young Men's Christian Association, de Montréal, 94.

---

McSHANE, HON. J. :—*Suite.*

*Bills privés :*

Advent Christian Church—Incorporant The—, 124.

Institut des Artisans, de Montréal—autorisé encore à emprunter de l'argent sur hypothèque, 124.

Shamrock Amateur Athletic Association—Incorporant The—, 56.

Sunday School Union of the Province of Quebec—Incorporant The—, 124.

Young Men's Christian Association—Amendant et consolidant les actes relatifs à la société—, 124.

*Motions :*

Remises des honoraires sur les bills suivants :

Bill incorporant The Shamrock Amateur Athletic Association, 220.

Bill autorisant l'Institut des Artisans à emprunter de l'argent sur hypothèques, 221.

Bill incorporant "The Advent Christian Church."

Bill relatif à la Société "Young Men's Christian Association," 221.

**M**ERCIER, HON. HONORÉ :—Député pour le comté de ST-HYACINTHE.

Fait partie des *Comités* suivants :

Listes des membres devant préparer les comités permanents, 43.

Privilèges et Elections, 45 ; Bills privés, 6 ; Comptes publics, 64 ; Règles de la Chambre, 261.

Fait partie du Comité chargé de préparer l'adresse en réponse au Discours du Trône, 41.  
Rapporte le projet de cette adresse, 41.

Fait partie du Comité chargé de préparer une adresse de bienvenue au Gouverneur Général, Lord Stanley of Preston, 181. Rapporte le projet de cette adresse, 181.

*Pétitions présentées :*

Comtés-Unis—Cie du chemin de fer des—, 37.

Denis, A. et autres, de St-Hyacinthe, 180.

Marois, Monsignor C. S. et autres, de Québec, 106.

Ouellet, Rév. J. R. et autres, de St-Hyacinthe, 180.

Royal Electric Company, 57.

St-Hyacinthe, Conseil-de-Ville de la ville de—, 60.

Union St-Joseph de St-Hyacinthe, 37.

---

MERCIER, HON. H. :—*Suite.*

*Bills présentés :*

- Agriculture—Acte amendant l'acte 48 Vic., ch. 7, concernant l'—, 53.  
Beurreries et fromageries—Acte concernant les—, 111.  
Biens des Jésuites—Acte relatif au règlement de la question des—, 300.  
Chemin de fer—Acte amendant l'acte 43-44 Vic., ch. 43 relatif aux—, 188.  
Chemin de fer—Acte relatif aux subventions des—, 391.  
Comtés Unis—Acte amendant la charte de la Cie du chemin de fer des—, 62.  
Indemnité législative—Acte concernant l'—, 335.  
Joly—Bill du Conseil Législatif permettant à l'Hon. Henri Gustave Joly d'ajouter les mots suivants à son nom "de Lotbinière," 268.  
Manufactures—Acte pour amender l'acte pour protéger la vie et la santé des personnes employées dans les—, 162.  
Orateur—Acte pour pourvoir au remplacement de l'orateur en certain cas, 334.  
Président du Conseil Exécutif—Acte concernant la nomination d'un—, 168. 197.  
Procédure—Acte concernant la procédure quant aux matières commerciales et autres, réquérant célérité, 51.  
*Quorum* de l'Assemblée Législative—Acte pour réduire à quinze membres le—, 161.  
Serments d'office—Acte concernant la prestation des—, 34.  
St-Hyacinthe—Acte amendant et refondant l'acte d'incorporation de la ville de—, 96.  
Union St Joseph de St-Hyacinthe—Acte incorporant l'—, 63.

*Motions sur divers sujets :*

- Acte de l'Amérique Britannique du Nord*—Adresse priant le Lieutenant-Gouverneur de communiquer au Gouverneur-Général et au Secrétaire d'Etat pour le Canada que cette Chambre a concouru dans les résolutions concernant l'—, 83. Adresse au Lieutenant-Gouverneur le priant de faire parvenir au Secrétaire d'Etat pour les colonies les résolutions concernant les amendements à l'— en vue d'obtenir du Parlement Impérial la promulgation des dits amendements, 335.  
*Assemblée Législative*—Réunions et ajournement de l'—, 83 101, 154, 229, 247, 269, 377, 404.  
*Biens des Jésuites*—Que les résolutions concernant les— aient la priorité sur les ordres du jour, 243.  
*Bibliothèque*—Que la Chambre concoure dans le message du Conseil Législatif concernant le *quorum* du Comité conjoint de la—, 336.  
*Bills privés*—Concours dans le 14ème rapport du comité des—, 246.  
*Comités*—Que les Comités permanents pour la session soient nommés, 37, 43,  
Que certains membres soient ajoutés à des Comités, 63, 189.

---

MERCIER, HON. H. :—*Suite.*

Que la Chambre se forme en *Comité général* sur :

Amendements à l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 48.

Agriculture, 53.

Biens des Jésuites, 172, 269.

Indemnité législative, 335.

Subsides aux chemins de fer, 303.

Subventions des chemins de fer, 359.

Président du Conseil Exécutif, 154, 167.

*Comtés-Unis*—Que le promoteur du bill pour remettre en vigueur la charte de la compagnie du chemin de fer des—ne soit tenu de payer qu'une partie des honoraires, 154.

*Convention des canadiens-français à Nashua*—Nomination de MM. David et Faucher de Saint-Maurice comme délégués de cette Chambre à la—, 111.

Discours du Trône—Propose que le discours du Lieutenant-Gouverneur soit pris en considération, 36.

*Dumais, Séverin*—Motion pour qu'il soit admis à prendre son siège sur la production de son indenture seulement, 267.

*Impressions*—Nomination du comité conjoint des—, 152.

*Laprairie*—Amendement à la motion de M. *Casgrain* pour une adresse à propos de la nomination de l'officier-rapporteur à la dernière élection de—, 118. Amendement adopté, 116.

*Lavallée*—Amendement à la motion pour une adresse demandant copie de la commission d'enquête concernant l'hon M—, 89. Amendement adopté, 90.

*Licences*—Pour la formation d'un comité spécial sur les pétitions et bill concernant les —, 127.

*Manuscrits du Maréchal de Lévis* — Résolutions exprimant au Comte Raimond de Nicolay l'expression de la reconnaissance de ce pays pour le magnifique don qu'il vient de faire au gouvernement des—, 167.

*Mégantic*—Motion pour que le certificat de l'hon. Juge Casault, dans l'affaire de l'élection contestée de Mégantic, soit renvoyé au comité des Privilèges et Elections ; Débat ajourné, 267.

*Nicolet*—Que M. l'Orateur émette un nouveau bref pour le district électoral de—, 87.

*Pont sur le Fleuve St. Laurent à Québec*—Amendement à la motion de M. *Faucher de Saint-Maurice*, au sujet des résolutions concernant la construction d'un—, 164.

*Procès-verbaux*—Que les procès-verbaux de la Chambre soient imprimés, 37.

*Règle de la Chambre*—Que la 45ème soit amendée, 148.

*Saint-Hyacinthe*—Honoraire remboursé sur le bill constituant en corporation, l'Union Saint-Joseph de—, 262.

*Turcotte, l'hon. Arthur*—Admission à la Chambre sur indenture seulement, 64.



---

MORIN, JOSEPH,—Député pour le Comté de CHARLEVOIX.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Comptes publics ; Chemins de fer, 45.

MURPHY, OWEN :—Député pour QUÉBEC OUEST.

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Comptes publics ; Industries, 45 ; Licences, 127 ; Bibliothèque, 166 ; Impressions, 152 ; Comité chargé de préparer une adresse en réponse au Discours du Trône, 41. Listes des membres devant composer les comités permanents, 43.

*Pétitions présentées :*

Association des marchands de vin et de liqueurs de Québec, 92.

Petites Sœurs des Pauvres, de Montréal, 78.

Syndics de l'Eglise St. André, Lévis, 78.

*Bill présenté :*

Petites Sœurs des Pauvres, de Montréal—Bill constituant en corporation les—, 122.

*Motions :*

Remise de l'honoraire payé sur le bill incorporant les Petites Sœurs des Pauvres, 246.

Remise de l'honoraire payé sur le bill relatif à l'Eglise de St. André, Lévis, 408.

NANTEL, GUILLAUME ALPHONSE :—Député pour le comté de TERREBONNE.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Bills privés ; Chemins de fer, 45 ; Licences, 127 ; Comptes publics, 139 ; Législation et Lois expirantes, 139 ; Bibliothèque, 166 ; Acte des journaliers de navires, 246.

*Pétitions présentées :*

Jodoin, Rev. A.— et autres, de St. Sauveur, 180.

Laviolette, Godfroi—, et autres, de St. Jérôme, 180

Sauriol, F. X.—, et autres, de Ste. Adèle, 180.

Terrebonne, conseil de ville de la ville de—, 54.

*Bill présenté :*

Terrebonne—amendant la charte de la ville de—, 96.

*Interpellation au ministère :*

Y a-t-il eu erreur dans une réponse à interpellation, disant que le Rév. M. Labelle avait acheté un certain nombre d'exemplaires de la brochure "*Notre Nord-Ouest Provincial*" ? 260.

NANTEL, G. A. :—*Suite.*

*Adresses et Ordres demandés :*

*Homesteads*, Liste de tous les lots concédés comme—165.

Inspecteur des mines,—Documents se rapportant à la position d'—, 217.

" *L'Etendard* ",—Etat des sommes payées ou dues à—depuis le 1er février 1887, 145.

Pacifique Canadien—Contrat du 4 mars 1882 ; Copie de la vente de la section Est du Q. M. O. & O., 189.

Terrebonne,—Rapport d'inspection de J. B. Charleson au sujet des travaux de colonisation dans le comté de—, 393.

*Motions :*

Agriculture, Immigration et Colonisation,—Motion pour ajourner le débat sur la motion pour l'adoption du second rapport du comité permanent d'—, 398.

Pêche,—Motion pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender les lois de la pêche ; Motion déclarée irrégulière, 325.

Terres publiques,—Motion pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill concernant les— ; Motion négative, 370.

*Divers sujets :*

Pêche,—Objection faite en comité général à certaine clause du bill pour amender et refondre les lois de la—, 214.

**O**WENS, WILLIAM :—Député pour le comté d'ARGENTEUIL.

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Comptes publics, 45 ; Code Municipal, 120 ; Acte des médecins vétérinaires, 243.

*Bills présentés :*

Acte des médecins vétérinaires, 1888, 58.

Hôpital Royal Victoria,—Acte ratifiant un certain bail consenti par la ville de Montréal et l'—, 122.

*Interpellation au Ministère :*

Cour criminelle à Québec et à Montréal.—Combien de jours a-t-elle siégé au dernier terme etc. ? 376.

*Adresses et Ordres demandés :*

Argenteuil,—Concernant la distribution des argents de colonisation dans le comté de— ; copie des instructions données au Surintendant Kirwin, 52.

Beausoleil, M.—Correspondance relativement à la perception par—des arrérages de taxes dues par les corporations commerciales, 119.

Biens des Jésuites,—Correspondance au sujet de toutes réclamations contre les—, 185.

---

PICARD, JACQUES :—Député pour RICHMOND & WOLFE.

Fait partie des *Comités* suivants :

Ordres permanents ; Comptes publics, 45.

*Pétitions présentées :*

Aylmer, Henri et autres, de Richmond, 95.

Gignac, Rév. A. A. et autres, de Stoke, 140.

Vaillancourt, Rév. George et autres, de Richmond, 140.

*Interpellations au ministère :*

Ponts en bois—Le Gouvernement a-t-il l'intention de venir en aide à la construction des—sur les rivières de plus de 40 pieds de largeur ? 410.

Remise aux colons—pourquoi une—, n'a-t-elle pas été faite, ainsi qu'il avait été promis ? 163.

*Motion :*

Motion en amendement pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill concernant les terres publiques.

PILON, JOSEPH :—Député pour le comté de BAGOT.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Bills privés ; Industries, 45 ; Licences, 127 ; Acte médical, 129 ; Code municipal, 120.

POUPORE, WILLIAM JOSEPH :—Député pour le comté de PONTIAC.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Bills privés ; Chemins de fer, 45 ; Bibliothèque, 166 ; Acte des journaliers de navires, 246.

*Pétition présentée :*

Brunet, Révd. A. et autres, du Portage du Fort, 44.

*Bills présentés :*

Guigues, Duhamel et Laverlochère—Constituant en corporation municipale les cantons de—, 154.

Portage du Fort—Constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du Portage du Fort et de l'embranchement de Bristol, 82.

---

POUPORE, W. J. :—*Suite.*

*Interpellations au ministère :*

Manuel des inspecteurs agraires, de M. J. A. Chagnon, sera-t-il distribué en anglais ? 206

Le même manuel, traduit par M. Colfer sera-t-il imprimé ? 261.

Protéger les forêts contre le feu—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter une loi semblable à celle qui existe dans Ontario pour— ? 410.

*Adresses et ordres demandés :*

Forêts—Correspondance au sujet de la protection des—contre le feu, 218.

Gardes-forestiers—Instructions donnés aux—du district d'Ottawa, en 1886-87. 326.

Phosphate—Dernier rapport de l'ingénieur des mines sur l'industrie du—sur la rivière du Lièvre, 326.

**R**INFRET DIT MALOUIN, DR. RÉMI FERDINAND :—Député pour QUÉBEC CENTRE.

Fait partie des *Comités* suivants :

Comptes publics ; Industries, 45 ; Acte médical, 129.

*Pétitions présentées :*

Grey, Henry R. et autres, —membres de l'Association Pharmaceutique de la Province de Québec, 187.

Québec—Corporation de la cité de—, 92.

Québec—Conseil de la Chambre de Commerce de—, 169.

*Bill présenté :*

Québec—Acte amendant de nouveau les actes qui constituaient en corporation la cité de—, 122.

*Interpellation au ministère :*

Ecole des arts—Est-ce l'intention du Gouvernement de faire voter un montant d'argent pour terminer la bâtisse de l'— ? 163.

**R**OBERTSON, HON. JOSEPH GIBB :—Député pour SHERBROOKE.

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Comptes publics, 45 ; Licences, 127 ; Comité chargé de préparer une Adresse de bienvenue au Gouverneur-Général, 181.

*Pétitions présentées :*

Bishop's College, Lennoxville—Convention de l'Université de— 49 ; Corporation du—, 49.

College Bishop—Faculté médicale de l'Université du— 152.

---

ROBERTSON, HON. J. G. :—*Suite.*

Dominion—Compagnie de chaux—, 78.

Heneker, R. W. et autres, de Sherbrooke, 37.

Orford, Compagnie de cuivre et de soufre d'—, 37.

Sherbrooke—Compagnie de marbre de—et Cie de chaux et de marbre de Dudswell, 49.

Sherbrooke—Sœurs de la charité de—, 45.

Windsor et Brompton—Compagnie du pont de—, 49.

*Bills présentés :*

Dominion Lime Company—Contituant en corporation The—, 122.

Orford, Copper and Sulphur Company—Amendant la charte de la compagnie—, 62.

Sherbrooke—Augmentant les pouvoirs de la Compagnie de marbre de—et de la compagnie de chaux et de marbre de Dudswell, 62.

Sherbrooke—Constituant en corporation l'hôpital protestant de—, 62.

Windsor et Brompton—Amendant la charte de la compagnie du pont de—, 62.

*Motion :*

Remise de l'honoraire payé sur le bill constituant en corporation l'hôpital protestant de Sherbrooke, 231.

**R**OBIDOUX, JOSEPH EMERY :—Député pour le Comté de CHATEAUGUAY.

Documents mis devant la Chambre relatifs à son élection contestée, 16.

Fait partie des *Comités* suivants :

Comité chargé de préparer l'Adresse en réponse au Discours du Trône, 41 ; Privilèges et Elections ; Bills privés ; Législation et Lois expirantes, 45 ; Bibliothèque, 166 ; Impressions, 152.

Nommé Président du Comité de Législation, 55 ; Présente rapports, 55, 101, 156, 259, 267, 327, 393.

*Pétitions présentées :*

Blouin, James et autres, 92.

Lachine et Hochelaga, Cie. du chemin de fer de—, 92.

Tellier, Edouard Honoré, 54.

*Bills présentés :*

Barreau de la Province de Québec—Acte concernant le—, 266.

Chemins de fer—Amendant l'acte refondu des—, de Québec, 1880, 141.

Chevaux—Acte pour protéger la race chevaline contre la morve et le farcin, 111.

---

ROBIDOUX, J. E. :—*Suite.*

Lachine et Hochelaga—Cie. de chemin de fer de—, 122.

Richmond—Bill du Conseil Législatif incorporant la Compagnie électrique du comté de—, 303.

St-Chrysostôme—Cie. du chemin de fer de—, 124.

Victoria 49-50—Amendant la section 96 de l'acte 49-50 Vict., chap. 34, 266.

*Ordre de la Chambre :*

Châteauguay—Copie de tous les rapports faits depuis 1876, par les inspecteurs du gouvernement sur la tenue du bureau d'enregistrement du comté de—, 330.

*Motions :*

Remise de l'honoraire sur le bill concernant E. H. Tellier, 330.

Officiers de Justice—Sous amendement proposé lors de la seconde lecture d'une résolution relative à certains— du district de Montréal ; adopté, 148.

**R**OCHELEAU, ANTOINE :—Député pour le Comté de CHAMBLY :

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Comptes publics ; Industries, 45.

*Pétitions présentées :*

Boucherville—Municipalité du village de—, 92.

Chambly—Cie manufacturière de—, 92.

Chambly—Conseil Municipal du Comté de—, 57.

Frères de l'Instruction Chrétienne—Congrégation des—, 60.

Lesage, Rév. C. M., et autres, 92.

Longueuil—Œuvre et Fabrique de—, 54.

Vallée de l'Ottawa—Cie du chemin de fer de la— et de la Gatineau, 92.

*Bills présentés :*

Chambly—Constituant en corporation la Cie manufacturière de—, 123.

Longueuil—Abrogeant les articles 229 et 230 de l'Acte constituant en corporation la ville de—, 97.

Longueuil—Amendant l'article 239 de l'acte constituant en corporation la ville de—, 97.

Hôpital Général, Montréal—Autorisant les Sœurs Grises de l'— à vendre un lopin de terre dans la paroisse de Chambly.

*Interpellation au ministère :*

Lacoste & Cie, MM.—Le gouvernement a-t-il fait un règlement final avec— au sujet de la collection des taxes sur les corporations commerciales ? 163.

---

ROCHELEAU, A. :—*Suite*,

*Ordre demandé :*

Corporations commerciales—Correspondance relativement à la perception des arrérages des—, 165.

*Motions :*

Remise de l'honoraire sur le bill concernant les Sœurs Grises de l'Hôpital Général, Montréal, 262.

Remise de l'honoraire sur le bill amendant l'article 239 de l'acte incorporant la ville de Longueuil, 262.

Motion pour remise de l'honoraire payé sur le bill abrogeant les articles 229 et 230 de l'acte constituant en corporation la ville de Longueuil ; Motion négative, 262.

Remise de l'honoraire payé sur le bill constituant en corporation les Frères de l'Instruction Chrétienne, 246.

ROCHON, A. :—Député pour le comté d'OTTAWA.

Certificat de son élection, 12.

Prête serment et prend son siège, 34.

Fait partie des *Comités* suivants :

Bills privés ; Chemins de fer, 45 ; Licences 127 ; Bibliothèque, 166 ; Comité chargé de préparer l'adresse en réponse au discours du Trône, 41.

Propose l'adresse en réponse au Discours du Trône, 38.

*Bills présentés :*

Compagnies à fonds social,—amendant l'acte 36 Vict., ch. 25 concernant les—, 130.

Ottawa :—Acte amendant l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer de la Vallée de l'Ottawa et de la Gatineau, 123.

SHEHYN HON. JOSEPH :—Député pour QUÉBEC EST.

Fait partie des *Comités* suivants :

Comptes publics ; Industries, 45 ; Licences, 127 ; Impressions, 152 ; Adresse en réponse au discours du Trône, 41 ; Adresse de bienvenue au Gouverneur-Général, 181.

Nommé Commissaire de l'Economie interne de la Chambre, 88.

*Pétition présentée :*

Pelletier, Philippe et autres, de Québec, 48.

*Bills présentés :*

Conversion de la dette,—concernant le rachat des débentures et la—, 403.

Licences,—Concernant la loi des—, 374.

---

SHEHYN, HON. J. :—*Suite.*

Questions en litige entre Québec et Ontario, règlement de certaines—, 155.

Subsides,—Bill des—, 408.

Taxes sur corporations commerciales,—Concernant les—, 342.

Union des Tailleurs de cuir de Québec, 102.

*Motions :*

Chemins de fer,—Motion pour comité général sur résolutions concernant les subventions aux—, 359.

Conversion de la dette,—Motion pour comité général sur résolutions concernant le rachat des débentures et la—, 342.

Corporations commerciales,—Motion pour comité général sur résolutions concernant les taxes sur—, 312, 336.

Fonds des écoles élémentaires,—Motion pour comité général sur résolutions concernant le règlement du—, 104.

Hull,—Adresse au Lieutenant-Gouverneur le priant d'émettre son mandat pour \$5,000 en faveur des incendiés de Hull, 193.

Licences,—Motion pour comité général sur résolution concernant la loi des—, 368, 373.

Subsides,—Motions pour comité général sur—, 43, 405.

Voies et moyens,—Motions pour comité général sur—, 43, 408.

*Divers :*

Informe la Chambre que le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines mesures, 198, 336, 368, 385, 394.

*Met devant la Chambre les divers rapports et documents suivants :*

*Cautionnements* :—Etat des—, donnés par les officiers publics de la Province de Québec, depuis le 22 mars 1887 au 23 mai 1888. (*Document No. 21*), 82.

*Comptes publics* :—Etat des—, de la Province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1887. (*Document No. 3*), 45.

*Estimés* :—Estimés supplémentaires, pour l'année courante et estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1889 ; Renvoyés au comité des subsides. (Voir *Subsides*). (*Document No. 1*), 198.

*Estimés* :—Estimés supplémentaires pour 1889 ; Renvoyés au comité des subsides. (Voir *Subsides*). (*Document No. 1*), 368.

*Mandats spéciaux* :—1. Etat des rapports en Conseil et—, émis en vertu de l'acte 31 Vic., chap. 9, c. 47, 45.

2. Etat des rapports du Conseil Exécutif et mandats spéciaux émis en vertu de l'acte 31 Vic., chap. 9, clause 47, 169.

*Recettes et paiements de la Province* :—Etat des—, de la Province, provenant de toutes sources, du 1er juillet 1887 au 31 mars 1888. (*Document No. 7a.*), 45.



---

SHEHYN, HON. J. :—*Suite.*

*Recettes et paiements* :—Etat des—provenant de toutes sources du 1er juillet 1887 au 31 mai 1888. (*Document No. 7b.*), 329.

*Remises d'amendes* :—Etat de tous les droits, taxes, confiscations, etc., en rapport avec la perception du revenu, remis par le Lieutenant-Gouverneur, du 17 mars 1887 au 15 mai 1888. (*Document No. 20*), 60.

SPENCER, ELIJAH EDMOND :—Député pour le comté de Missisquoi.

Documents mis devant la Chambre relatifs à son élection contestée, 20.

Certificat de son élection, 33.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Industries : Ordres permanents, 45 ; Code Municipal, 120.

*Pétitions présentées* :

Benjamin, Henry et autres, 37.

Saunders, F. C. et autres, de Stanbridge, 121.

Sénésac, L. A. et autres, de Stanbridge, 78.

*Bills présentés* :

Philipsburg,—Bill du Conseil incorporant la Cie du chemin de fer de Jonction et des Carrières de—, 301.

Stanbridge station,—érigéant la paroisse de—, en municipalité distincte, 123.

Taxation des propriétés personnelles,—Acte pourvoyant à la—, 63.

*Interpellations au Ministère* :

Daveluy, M. George—, Inspecteur d'assurance, a-t-il fait son rapport pour 1887 ? 275.

Montréal, Portland et Boston,—Cie chemin de fer de— ? 84.

Standbridge,—le gouv. a-t-il réglé avec—, au sujet du fonds d'emprunt municipal ? 100.

*Adresse demandée* :

Stanbridge,—Correspondance concernant le règlement de la somme due par—, au fonds d'emprunt municipal, 147.

*Motions* :

Remise de l'honoraire payé sur le bill pour ériger Stanbridge Station en municipalité, 241.

Motion pour renvoyer à un comité général le bill pourvoyant à la taxation des propriétés personnelles ; Motion négative, 265.

**S**YLVESTRE, LOUIS :—Député pour le comté de BERTHIER.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Comptes publics ; Ordres permanents ; Chemins de fer, 45.

*Pétition présentée :*

Couvent de la Providence de St-Joseph de Lanoraie, 38.

*Bill présenté :*

Code civil—Amendant l'article 948 du—, 125.

**T**AILLON, LOUIS OLIVIER :—Député pour le comté de MONTCALM.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Bills privés ; Privilèges et Elections, 45 ; Comptes publics, 64 ; Impressions, 152 ; Règles de la Chambre, 261 ; Adresse de bienvenue au Gouverneur-Général, 181.

*Pétition présentée :*

Salmon, Rév. John J. et autres, de Montréal, 92.

*Bills présentés :*

Cotisations d'églises—Acte réglémentant les—dans les paroisses catholiques romaines de Montréal, 122.

Répartitions d'églises—Acte concernant les—dans les paroisses catholiques romaines de Montréal, 188.

*Interpellations au ministère :*

Annonces pour vente du terrain de l'Ecole Normale à Montréal, 365.

Ameublement des bureaux,—Quels sont les départements où l'—a été renouvelé ? 376.

Champagne,—M. Champagne a-t-il été employé par le gouvernement depuis le 1er fév. 1887 ? 365.

Charleson—Combien le gouvernement a-t-il payé depuis le 1er fév. 1887 jusqu'au 30 juin 1887 à M.— ? 238.

Colonisation—Quelles sont les personnes employées à découvrir les fraudes en rapport avec la— ? 333, 375.

Commission des asiles—Combien a-t-elle coûté jnsqu'à présent ? 240.

Daveluy—A quelle date M. George—a-t-il été nommé inspecteur d'assurances ? 333.

Ecoles vétérinaires—Combien y en a-t-il dans la province ? 142.

Gardien des terrains de l'exposition, Montréal, qui était—le 1er février 1887 ? 240.

Geoffrion—A quelle date M.—a-t-il été nommé inspecteur des bureaux d'enregistrement ? 333.

---

---

**TAILLON, L. O. :—*Suite.***

Kirwin, M.—A-t-il été employé par le gouvernement depuis le 1er février 1887 ? 332.

Lacoste et Cie—La somme de \$5,757.40 a-t-il été remise au gouvernement par MM.—? 183.

Lacoste et Cie—Combien le gouv. a-t-il reçu des corporations commerciales pour frais dans les causes où MM.—étaient procureurs du demandeur ? 333.

Montréal et Lac Maskinongé—La cie du chemin de fer a-t-elle reçu quelque chose du gouv. depuis le 1er fév. 1887 ? 244.

Montréal et Sorel—La Cie du chemin de fer de—a-t-elle reçu quelque chose du gouv. depuis le 1er fév. 1887 ? 244.

Quinn, F. A.—Est-il employé par le gouvernement, ou par l'Assemblée Législative ? 237.

Refonte des Statuts, au sujet de l'impression de la—, 410.

Refonte des Statuts—Quels sont ceux qui ont travaillé à la refonte des—? 237.

*Adresses et ordres demandés :*

Beausoleil, Evangeliste :—Vente des lots 16 et 17 du 13ième rang de Brandon à Mr.—, 245.

Champlain—Sommes dépensées pour colonisation dans—, 245.

Dorchester—Sommes dépensées pour colonisation dans—, 245.

Huntingdon—Sommes dépensées pour colonisation dans—, 245.

Montreuil, Roch—Détails additionnels sur la somme de \$150 dépensée par—sur le pont de la Coulée Gendron, à Ste-Anne de la Pérade, 409.

Refonte des Statuts—Copie du rapport de l'imprimeur de la Reine, du 25 juin 1887 sur le coût probable de la—, 409.

Tellier, F.—Concernant la destitution de—, 118.

*Motions :*

Acte de l'Amérique Britannique du Nord—Amendement aux résolutions concernant l'—, 64.

Magistrats de district—Amendement à la motion pour que la seconde lecture de la résolution relative à la nomination de deux—, 150.

Mégantic—Pour l'émanation d'un nouveau writ pour—, 197.

Remise de l'honoraire payé sur le bill réglémentant les cotisations d'églises, Montréal, 245.

Séances de la Chambre—Motion pour ajourner les débats sur la question proposée,—Qu'à partir du 30 juin il y ait trois séances distinctes par jour, 247.

Subsides—Amendement proposé à la question pour que la Chambre se forme en comité des subsides, 303.

*Divers sujets :*

Lavallée, Hon. M.—Objection soulevée à un amendement proposé par l'Hon. M. *Mercier* à la motion de M. *Casgrain* pour la production de certains documents dans l'affaire de l'—89.

---

**T**ESSIER, JULES :—Député pour le comté de PORTNEUF.

Documents mis devant la Chambre ayant rapport à son élection contestée, 13.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Bills privés, 45 ; Acte des Médecins Vétérinaires, 243.

*Pétition présentée :*

Québec et Lac St-Jean.—Compagnie du chemin de fer de—, 58.

*Bills présentés :*

Associations littéraires et d'amusements,—Bill du Conseil amendant le chapitre 41 de l'acte 50 Vict., concernant l'incorporation des—, 356.

Code de procédure civile,—Amendant l'article 1325 du—, 207.

Québec et Lac St-Jean.—Acte pour amender et refondre les divers actes concernant la compagnie du chemin de fer de—, 97.

*Interpellations au Ministère :*

Skating Rink.—Le gouvernement a-t-il l'intention de faire disparaître le—, 84.

Pont entre Québec et Lévis.—Le Gouvernement va-t-il aider à la construction d'un pont en fer entre—, 85.

*Ordre de la Chambre :*

Correspondance au sujet du raccordement de la compagnie du chemin de fer du St-Laurent, des Basses Laurentides et du Saguenay avec la compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac St-Jean, à la rivière à Pierre, 185.

*Motion :*

Sylviculture.—Qu'il est du plus haut intérêt que le Gouvernement prenne les mesure d'introduire l'étude de la—, 219.

**T**RUDEL, DR. FERDINAND :—Député pour le comté de CHAMPLAIN.

Documents mis devant la Chambre ayant rapport à son élection contestée, 12.

Fait partie des *Comités* suivants :

Agriculture ; Bills privés ; Comptes publics, 45 ; Bibliothèque, 166 ; Acte médical, 129 ; Impressions, 152.

*Pétitions présentées :*

Dupuis, Rév. L. E. H., et autres, 79.

Ecole de médecine et de chirurgie, Montréal, 130.

*Bill présenté :*

St-Maurice,—Constituant en corporation la compagnie du chemin de fer du—, 123

TRUDEL, DR. F. :—*Suite.*

*Interpellation au ministère :*

" *Notre Nord-Ouest provincial* ",—Le Gouvernement a-t-il acheté cette brochure ? 179.

Genest,—M. Laurent U. A. a-t-il eu une augmentation de salaire ? 332.

*Adresses et ordres demandés :*

Champlain,—Etat des sommes dépensées dans—, pour la colonisation, durant l'été 1886, 52.

Conservateur du musée de l'instruction publique,—copie du rapport du—, pour 1887, 165.

Duhamel et Guigues,—Liste des lots concédés par billets de location ou lettres patentes dans les cantons de—, 165.

Massicotte, N. P.,—Détails sur la somme de \$300 dépensée par M.—sur un pont à Ste-Geneviève de Batiscan, 180.

Montreuil, Roch,—Détails sur la somme de \$150 dépensée par M.—, sur le pont de la Coulée Gendron, dans Ste-Anne de la Pérade, 208.

Remises d'amendes,—Etat des—, faites par le gouvernement depuis 1880 jusqu'au mois de juin 1888, 165.

St-Maurice,—Etat détaillé des dépenses pour travaux de colonisation dans le comté de— durant l'été de 1886, 366.

**T**URCOTTE, HON. HENRI RENÉ ARTHUR :—Député pour TROIS-RIVIÈRES.

Documents mis devant la Chambre ayant rapport à son élection contestée, 4.

Accepte une charge lucrative sous la Couronne, 28.

Certificat de son élection, 110.

Prête serment et prend son siège sur la production de son indenture en double, 64.

Nommé commissaire de l'Economie Interne de la Chambre, 28.

*Fait partie des Comités suivants :*

Comptes publics, 139 ; Législation, 139 ; Impressions, 152 ; Règles de la Chambre, 261.

*Pétitions présentées :*

Basses Laurentides et Saguenay, Cie du chemin de fer des—, 94.

Trois-Rivières,—Corporation de la cité des—, 95.

Trois-Rivières et Nord-Ouest—Cie. du chemin de fer des—, 95.

*Bills présentés :*

Code de procédure civil—Amendant l'article 376 du—, 141.

Magistrats de district dans la cité de Montréal, relatif à la nomination de deux—, 152.

Membres de l'Assemblée Législative,—Acte pour déclarer indemnes certains—, 351.

---

TURCOTTE, HUN. H. R. A. :—*Suite.*

Officiers de justice,—Acte relatif à certains officiers—, 150.

Statuts refondus,—Acte concernant les—, de la province de Québec, 141.

St. Laurent, Basses Laurentides et Saguenay,—Bill du Conseil amendant l'acte d'incorporation de la Cie du chemin de fer du—, 327.

St. Laurent et Trois-Rivières,—Incorporant la Cie. du chemin de fer du—, 124.

Trois-Rivières,—Amendant la charte de la cité des—, 124.

*Motions :*

Bibliothèque,—Motion pour la formation du comité conjoint de la—, 166.

Officiers de police,—Motion à l'effet que la Chambre se forme en comité général sur résolutions relatives à certains officiers de justice, dans le district de Montréal, 120, 137, 148.

Magistrats de District,—Résolutions relatives à la nominations de deux magistrats devant s'occuper des affaires portées devant la cour de circuit pour le district de Montréal, 126, 138, 150.

---

## ERRATA

---

Page 89, ligne 12, au lieu de " 1886," lisez " 1887."

Page 92, ligne 11, après " autres " ajoutez " et la pétition du Révérend C. N. Pâquet et autres."

Page 172, ligne 30, au lieu de " procédure," lisez " procéder,"

Page 198, ligne 28, au lieu de " Robertson," lisez " Shehyn."

Page 198, ligne 22, au lieu de " 43-44," lisez " 42-43."

Page 212, ligne 28, au lieu de " No. 86," lisez " No. 8b."

Page 218, au milieu de la page, après l'entrée sous le " No. 47," lisez :

" No. 48.—Réponse à ordre.—Copie des soumissions demandées pour la démolition des maisons ou bâtisses faites pour ouvrir la nouvelle rue entre la rue Desjardins et le nouveau palais de justice à Québec, et un état indiquant le nom de celui ou de ceux qui ont obtenu le contrat et le prix du contrat."

Page 250, ligne 5 du bas, au lieu de " pour être," lisez " pouvant être."

Page 306, ligne 3 du bas, au lieu de " deux cent," lisez " trois cent."

Page XXVII de l'index, ligne, 8, au lieu de " 224," lisez " 368."

Page IV de l'index, ligne 1, au lieu de " DE PA SESSION," lisez " DE LA SESSION."

---